

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RELATION DIALECTIQUE DES MODES DE PRODUCTION DANS LES TENTATIVES
DE CONSTRUCTION DU SOCIALISME : LE CAS DE LA CHINE POSTSOCIALISTE, 1978-
2024

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MAXENCE POULIN

SEPTEMBRE 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Faculté de science politique et de droit
Département de science politique

La présente thèse intitulée
*LA RELATION DIALECTIQUE DES MODES DE PRODUCTION DANS LES TENTATIVES DE
CONSTRUCTION DU SOCIALISME : LE CAS DE LA CHINE POSTSOCIALISTE, 1978-2024*

Présenté par
Maxence Poulin

A été évalué par le jury composé de

Ting-Sheng Lin
Direction de recherche

Xavier Lafrance
Codirection de recherche

Rémi Bachand
Évaluateur/Évaluatrice

Zhiming Long
Évaluateur/Évaluatrice

Tony Andréani
Évaluateur/Évaluatrice

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Lin-Ting Sheng et Xavier Lafrance d'avoir dirigé cette thèse et m'avoir épaulé à travers ce long cheminement. Lin m'a notamment grandement aidé à travers mes recherches sur la Chine et la géopolitique de la région. Lafrance fut mon mentor sur les questions liées au marxisme durant mon parcours, une rare opportunité au Québec. Je tiens également à remercier la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM pour son financement. Je remercie le Cérium pour sa bourse qui m'a permis d'entreprendre un terrain de recherche de longue envergure en Chine.

Cette thèse n'aurait été possible sans l'apport de plusieurs personnes en dehors des institutions académiques du Québec. Je tiens premièrement à remercier Tony Andréani, qui m'a grandement épaulé tout au long de la rédaction de ma thèse et de certains articles scientifiques. Mes nombreuses correspondances avec ce dernier à propos de la loi de la valeur et ses écrits à propos de la Chine et du marxisme ont fortement influencé la thèse. Je tiens aussi à remercier Remy Herrera pour ses mots d'encouragement et pour m'avoir invité à ces séminaires touchant à plusieurs enjeux critiques dans le Sud global. Ces deux chercheurs représentent les plus hauts sommets de la tradition marxiste française et de l'esprit de l'internationalisme.

Je tiens à remercier ma brillante sœur Annie-Claude Poulin, qui m'a soutenu moralement durant la rédaction de cette thèse et qui a passé des jours entiers à relire et à réviser mes écrits.

En dernier, je souhaite remercier ma conjointe, Zhang Chen, sans laquelle la rédaction de cette thèse aurait été impossible. Notre relation a été celle d'une coopération directe durant le processus entier du doctorat. Nous avons rédigé au même moment nos thèses. Chacune d'entre elles est grandement influencée par les apports de chacun. Ce processus nous a amenés à visiter ensemble plusieurs parties du monde. Le Québec, la France, le Sénégal, la Chine, ont tous été les lieux de nos terrains de recherche qui ont servi à la rédaction de nos thèses et de nos articles scientifiques. À travers cette expérience exténuante dans laquelle le surtravail était la règle plutôt que l'exception, notre relation ne s'est que solidifiée.

DÉDICACE

À la classe ouvrière et la paysannerie de la Chine,

qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes...

AVANT-PROPOS

Cette thèse s'inscrit dans les débats sur la transition vers le socialisme, la nature du socialisme, ainsi que sur les trajectoires des réformes de 1978 en Chine. À travers celle-ci, nous voulons contribuer aux connaissances scientifiques de la communauté scientifique et nous voulons enrichir spécifiquement la tradition scientifique marxiste. Nous avons conçu un cadre théorique large qui n'exclut aucune branche ou école du marxisme. Pour ce faire, nous avons puisé directement des sources du marxisme et nous avons tâché d'analyser en profondeur les aspects intrinsèques qui forment les unités d'analyse chez tous les marxistes : les relations de production et les forces productives. Notre recherche fait donc l'usage de plusieurs données empiriques dans le but de découvrir la réelle nature des réformes chinoises ainsi que le caractère de la Chine contemporaine. L'importance de cette question, alors que les forces du socialisme sont aujourd'hui à leur plus bas, est reflétée par la longueur de cette thèse nécessaire afin d'explorer chaque facette critique de la formation sociale chinoise.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE.....	iv
AVANT-PROPOS	v
Table des matières.....	vi
Liste des figures	xiii
Liste des tableaux	xv
RÉSUMÉ.....	xvi
ABSTRACT	xviii
Introduction	1
CHAPITRE 1 Le mode de production patriarcal.....	26
1.1 Le contexte historique du mode de production patriarcal.....	26
1.2 Le mode de production patriarcal traditionnel.....	29
1.2.1 L'essence du mode de production patriarcal traditionnel.....	29
1.2.2 Les conditions matérielles du mode de production patriarcal traditionnel.....	30
1.3 Le mode de production patriarcal marchand.....	34
1.3.1 Les marchés comme condition d'existence du mode de production patriarcal marchand.....	34
1.3.2 La classe organique du mode de production patriarcal marchand.....	36
1.3.3 La conceptualisation du mode de production patriarcal marchand	38
1.3.4 L'essence et les aspects du mode de production patriarcal marchand.....	39
1.3.4.1 L'articulation entre le capital marchand et le mode de production patriarcal	44
1.3.4.2 La loi de la valeur ou les lois de la valeur.....	46
1.3.4.3 Les différents stades de la loi de la valeur	51
1.3.4.4 La dialectique de la loi de la valeur	55
1.3.4.5 Les lois de la valeur dans le secteur agricole en Chine.....	57
1.4 Les conditions quantitatives des formes du mode de production patriarcal	59
1.4.1 Les recensements officiels de la paysannerie en Chine.....	60

1.5	Les dynamiques du mode de production patriarcal traditionnel	63
1.5.1	Les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal traditionnel	64
1.5.2	Les dynamiques exogènes du mode de production patriarcal traditionnel	65
1.6	Les dynamiques du mode de production patriarcal marchand.....	67
1.6.1	Les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal marchand.....	67
1.6.1.1	La prolétarianisation, les deux camps académiques	67
1.6.2	La compétition paysanne	74
1.6.2.1	La loi de la valeur et l'embourgeoisement.....	76
1.6.3	La concentration des terres par les marchés de location.....	78
1.6.3.1	La prolétarianisation par la concentration de la terre et ses limites dans la Chine contemporaine	80
1.6.3.2	La mécanisation des forces productives.....	82
1.6.4	L'apparition de fermes capitalistes familiales et corporatives dans les milieux ruraux	84
1.6.5	La différenciation par la compétition politique paysanne	86
1.6.6	Conclusion de la section sur les dynamiques internes du mode de production patriarcal	87
CHAPITRE 2	Les dynamiques exogènes du mode de production patriarcal	90
2.1	L'agriculture contractuelle.....	90
2.1.1	L'essence de l'agriculture contractuelle.....	90
2.1.2	Une soumission du travail dans les circuits capitalistes?	94
2.1.3	Les apparences matérielles de l'agriculture contractuelle en Chine.....	96
2.1.4	L'autonégation de la relation sociale agraire contractuelle	100
2.1.5	Conclusion.....	103
2.2	L'accumulation politiquement assistée.....	104
2.2.1	Les apparences de l'accumulation politiquement assistée.....	104
2.2.2	L'essence de l'accumulation politiquement assistée	108
2.2.3	Conclusion.....	111
2.3	La revitalisation de la campagne.....	111
2.3.1	L'essence de la campagne politique de la revitalisation de la campagne.....	112

2.3.1.1	L'aspect central : la lutte contre la pauvreté.....	112
2.3.1.2	La relocalisation capitaliste des paysans.....	114
2.3.1.3	La réforme de la gouvernance rurale	115
2.3.2	Les apparences de la revitalisation de la campagne	117
2.3.3	Conclusion	119
2.4	Résumé des articulations externes	120
2.5	Conclusion	122
CHAPITRE 3	Le mode de production socialiste et l'accumulation primitive.....	126
3.1	L'essence et les formes du mode de production socialiste	126
3.1.1	L'essence du mode de production socialiste	126
3.1.2	La détermination de la production socialiste	135
3.1.3	La planification socialiste.....	137
3.1.4	La valeur d'échange et la marchandise dans la formation sociale socialiste.....	140
3.1.5	Les lois du mode de production socialiste.....	141
3.1.6	Conclusion.....	144
3.2	La centralité de l'accumulation primitive	146
3.2.1	L'accumulation primitive capitaliste.....	151
3.2.2	L'accumulation primitive socialiste	152
3.3	Les accumulations primitives de la période planifiée	157
3.3.1	La période soviétique.....	157
3.3.2	La crise de la rupture sino-soviétique.....	160
3.3.3	Le point d'origine de l'accumulation socialiste primitive des réformes : 1972	161
3.4	L'accumulation primitive à l'ère des réformes	165
3.4.1	L'abandon du socialisme agraire	166
3.4.2	L'impossibilité de l'industrialisation agraire par l'accumulation socialiste primitive du début des réformes	168
3.4.3	L'accumulation socialiste primitive par l'articulation aux marchés capitalistes internationaux	

3.4.4	L'accumulation primitive par la superexploitation de la paysannerie.....	175
3.4.4.1	L'accumulation primitive socialiste par les exportations de marchandises	175
3.4.4.2	L'accumulation primitive socialiste par la superexploitation au sein des zones économiques spéciales	179
3.4.4.3	Les paysans migrants et l'économie d'exportation.....	182
3.4.4.4	La division entre les zones de production et les zones de reproduction sociale	183
3.4.5	De l'accumulation socialiste primitive à l'accumulation capitaliste primitive.....	186
3.4.5.1	La sous-traitance comme origine du mode de production capitaliste chinoise.....	186
3.4.5.2	L'accumulation primitive dans le secteur des services	189
3.4.5.3	L'accumulation primitive dans le secteur de la construction	192
3.4.5.4	L'accumulation primitive socialiste et la sous-traitance	194
3.4.5.5	L'accumulation socialiste primitive et la discrimination sociale étatique.....	195
3.4.6	La superexploitation de la paysannerie organisée par l'État comme fonction de l'accumulation capitaliste primitive	201
3.4.7	L'accumulation primitive capitaliste par la privatisation des entités socialistes	204
3.4.8	Conclusion.....	210
CHAPITRE 4 L'évolution quantitative du mode de production capitaliste et du mode de production socialiste dans la période des réformes		214
4.1	La division quantitative entre les entreprises publiques et les entreprises privées	214
4.2	Le nombre d'ouvriers au sein des modes de production.....	220
4.3	La différence salariale au sein des modes de production.....	224
4.4	La valeur ajoutée produite par les modes de production socialiste et capitaliste.....	229
4.5	La propriété des forces productives	234
4.6	Les investissements dans le socialisme et le capitalisme.....	238
4.7	La croissance de la productivité.....	245
4.8	L'industrie lourde et l'industrie légère au sein des modes de production.....	253
4.9	L'industrialisation, la productivité du travail et les termes de l'échange.....	255
4.10	Conclusion	261
CHAPITRE 5 Le mode de production capitaliste et ses tendances		263
5.1	La tendance à la baisse du taux de profit	263

5.1.1	La tendance à la baisse du taux de profit selon Marx.....	263
5.1.2	La montée de la composition organique du capital en Chine.....	267
5.1.3	La tendance à la baisse du taux de profit chinois.....	270
5.1.4	La hausse des salaires de la classe ouvrière.....	274
5.1.5	La tendance à la baisse des investissements chinois.....	276
5.1.6	La tendance à la baisse du taux de croissance économique de la Chine.....	278
5.1.7	La relation entre l'investissement et la croissance économique en Chine.....	281
5.1.8	Conclusion.....	284
5.2	La stagnation capitaliste et la période de la Nouvelle Normalité.....	285
5.2.1	La financiarisation de l'économie chinoise.....	286
5.2.1.1	Marx sur le capital financier.....	287
5.2.2	Le système bancaire parallèle chinois.....	291
5.2.3	La bulle immobilière chinoise.....	295
5.2.3.1	Le secteur de l'immobilier chinois comme vecteur du capital financier.....	295
5.2.3.2	Des logements socialistes aux logements capitalistes.....	297
5.2.3.3	Le cas de Evergrande.....	300
5.2.3.4	L'État et la bulle spéculative.....	303
5.2.4	La montée de la plus-value absolue en Chine.....	310
5.2.5	L'informalisation du travail en Chine depuis les réformes.....	321
5.2.5.1	Le travail informel des ouvriers.....	322
5.2.5.2	Le travail informel par l'utilisation de stagiaires.....	326
5.3	Conclusion.....	328
CHAPITRE 6 La loi de la valeur au sein du mode de production socialiste.....		330
6.1	La loi de la valeur au sein des entreprises publiques.....	330
6.1.1	Les caractères quantitatifs et qualitatifs des entreprises publiques mixtes.....	330
6.1.2	Le processus historique des réformes et de l'imposition de la loi de la valeur au sein des entreprises publiques.....	335
6.1.3	Les structures présentes des firmes publiques chinoises.....	338
6.1.4	Conclusion.....	343

6.2	La planification indicative et la loi de la valeur.....	344
6.2.1	La nature de la planification indicative	344
6.2.2	Les limites de la planification indicative.....	347
6.2.3	La planification par commande dans la formation sociale chinoise.....	349
6.2.4	Conclusion.....	351
CHAPITRE 7 La loi de la valeur, la commercialisation, et leurs effets sur les classes sociales chinoises.....		353
7.1	L'évolution des cadres en bourgeoisie étatique.....	353
7.2	L'universalisation du surtravail en Chine dans le secteur étatique.....	358
7.2.1	Le surtravail dans le secteur des services de santé public	359
7.2.2	Le surtravail des enseignants et des cadres de bas niveau.....	362
7.2.3	La relation contradictoire entre le surtravail et le socialisme.....	365
7.3	La détérioration du statut social des femmes depuis les réformes.....	371
7.3.1	La détérioration des conditions matérielles des femmes depuis les réformes économiques.....	371
7.3.2	Les attaques idéologiques contre les femmes de la bourgeoisie et de la fraction libérale du Parti communiste chinois	380
7.3.3	Les conséquences sociales de la détérioration du statut social des femmes chinoises	385
7.4	La stratification générale en Chine	388
7.4.1	La loi de la valeur et le capitalisme à l'origine de l'inégalité en Chine.....	393
7.4.2	Les classes dans la formation sociale chinoise contemporaine	396
7.4.3	Conclusion.....	400
7.5	Conclusion	401
CHAPITRE 8 La dégénérescence idéologique et l'embourgeoisement du Parti communiste chinois....		403
8.1	La théorie marxiste et les systèmes de communication	404
8.1.1	La nécessité de la planification économique pour Marx et Engels.....	404
8.1.2	La loi de la valeur et la planification comme systèmes de communication antagoniques... ..	407
8.1.3	Les courants néoclassiques et le prétendu utopisme de la planification.....	409
8.1.4	La faisabilité de la planification socialiste.....	414

8.1.5	L'essence de la planification cybernétique, soviétique, et chinoise	416
8.1.6	Conclusion	419
8.2	L'embourgeoisement idéologique du Parti communiste chinois	419
8.2.1	Le stade primaire du socialisme de Zhao Ziyang	421
8.2.2	Deng Xiaoping, la fraction libérale et la base théorique de l'instauration du capitalisme en Chine	423
8.2.3	Les théories antimarxistes de la fraction libérale du Parti	427
8.2.3.1	La théorie de la stagnation de la période planifiée et la revitalisation par la commercialisation interne	428
8.2.3.2	La théorie de la commercialisation externe par l'articulation aux marchés internationaux de la fraction libérale.....	429
8.2.3.3	L'argument temporel de Deng Xiaoping et de la fraction libérale.....	433
8.2.4	Conclusion	437
8.3	Les réformes et la lutte des classes en Chine	437
8.3.1	La défaite de la paysannerie par la destruction des communes	437
8.3.2	La défaite de la classe ouvrière par la commercialisation	438
8.3.3	La défaite du socialisme par l'alliance entre la fraction libérale et la classe moyenne	442
8.3.4	La dominance totale de la bourgeoisie et l'établissement du capitalisme en Chine	445
8.4	La dégénérescence du Parti communiste chinois.....	446
	Conclusion.....	453
	BIBLIOGRAPHIE	473

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 La part de la valeur des exportations en pourcentage du PIB chinois.....	170
Figure 3.2 Importations de biens d'équipement (% des imports)	173
Figure 3.3 Balance des paiements courants (% du PIB)	174
Figure 3.4 Afflux d'IDE par secteurs principaux (unité : milliards USD).....	179
Figure 3.5 Distribution par secteurs des travailleurs migrants (%)	189
Figure 3.6 Taux d'urbanisation de la Chine (% de la population)	202
Figure 3.7 Les cas de soudoiment en pourcentage de tous les cas de crimes économiques.....	206
Figure 4.1 Nombre de compagnies par type de propriété relative.....	216
Figure 4.2 Nombre de compagnies par type de propriété absolue	217
Figure 4.3 Nombres d'entreprises industrielles capitalistes et socialistes	219
Figure 4.4 Nombre d'emplois dans les modes de production urbains socialiste et capitaliste	222
Figure 4.5 Personnes employées par secteurs en 2018.....	223
Figure 4.6 La croissance des salaires	229
Figure 4.7 Part du socialisme de la valeur ajoutée de la Chine.....	231
Figure 4.8 Revenu des entreprises industrielles par type de propriété.....	233
Figure 4.9 La division des profits industriels par modes de production.....	234
Figure 4.10 Nombre d'actifs des entreprises industrielles capitalistes et socialistes (100 millions de yuans)	235
Figure 4.11 Stock de capital par modes de production (% du PIB)	238
Figure 4.12 Investissement en capital fixe par modes de production.....	240
Figure 4.13 Investissement par mode de production.....	242
Figure 4.14 Formation brute de capital	243
Figure 4.15 Crédit domestique au secteur privé.....	245
Figure 4.16 Croissance annuelle de la productivité totale des facteurs.....	247
Figure 4.17 Dépenses de recherche et développement (% du PIB).....	250
Figure 4.18 Valeur des fonds en recherche et développement en industrie (%)	251
Figure 4.19 Valeur ajoutée manufacturière par habitant	252
Figure 4.20 Division du capital entre industrie lourde et légère (100 millions de yuans).....	255
Figure 4.21 Composition des exportations chinois (%)	256
Figure 4.22 Composition des importations chinoises (%).....	257
Figure 4.23 La balance des paiements de la Chine (% du PIB)	259

Figure 5.1 Stock de capital productif avec inventaires et sans terres (centaines de millions de yuans constants en date de 1952)	268
Figure 5.2 Taux de profit du capital après taxes pour le secteur industriel au niveau macroéconomique	271
Figure 5.3 Taux de profit de certains pays selon la World Profitability Dashboard	273
Figure 5.4 Formation brute de capital (% de croissance annuelle)	277
Figure 5.5 Taux de croissance du PIB de la Chine.....	279
Figure 5.6 Comparaisons des variables de la tendance à la baisse du taux de profit	280
Figure 6.1 Part des actions d'État au sein des compagnies publiques	332
Figure 7.1 Docteurs par 1000 habitants.....	362
Figure 7.2 Dépenses courantes de santé (% du PIB).....	362
Figure 7.3 Taux de participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) (estimation modélisée OIT).....	375
Figure 7.4 taux de fécondité des pays anciennement socialistes	386
Figure 7.5 Taux de fécondité de la Chine, de pays environnants, et du Canada	386
Figure 7.6 Les inégalités de revenus en Chine de 1949 à 2021.....	390
Figure 7.7 L'inégalité de richesse en Chine de 1995 à 2022	390

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Les caractéristiques des deux formes du mode de production patriarcal	36
Tableau 3.1 Les caractéristiques des deux formes du mode de production socialiste.....	156
Tableau 4.1 Nombre de compagnies par type de propriété relative	216
Tableau 4.2 Nombre de compagnies par type de propriété absolue.....	218
Tableau 4.3 Division des actifs du mode de production socialiste chinois	236

RÉSUMÉ

L'objectif de cette thèse est de déterminer la nature du mode de production dominant de la formation sociale chinoise depuis 1978. Notre méthodologie s'inspire de celle de Marx et Engels, le matérialisme historique et la montée de l'abstrait vers le concret, afin de comprendre de manière dialectique les articulations et les relations de détermination entre les différents modes de production de la formation sociale chinoise.

Le premier mode de production analysé est le mode de production patriarcal. L'origine de son existence se trouve dans la destruction des communes rurales par le Parti au tout début des réformes économiques. En raison de son articulation aux marchés nationaux et internationaux, le mode de production patriarcal se transforme en capitalisme agraire par la différenciation de la paysannerie qui était ralentie durant les deux premières décennies des réformes par le Parti, mais qui, depuis les années 2000, est activement promue par ce dernier. Ce mode de production est totalement dominé par celui capitaliste et a perdu sa prédominance économique au courant des réformes. Il maintient cependant une importance structurelle dans la formation sociale en raison de l'existence de l'accumulation primitive capitaliste. Celle-ci est un type d'articulation entre le capitalisme et le patriarcat par laquelle le Parti organise un transfert de ressources de la paysannerie pour accélérer l'accumulation du capital chinois et international. L'accumulation primitive prend son origine de la période socialiste et constitue l'une des tendances critiques de l'établissement du socialisme dans le Sud global. L'accumulation socialiste s'opère par un transfert de ressources de modes de production non socialistes vers les industries socialistes afin d'industrialiser l'entièreté des branches de l'économie. Tandis que l'accumulation socialiste œuvrait dans les intérêts de la paysannerie et des travailleurs, l'accumulation primitive capitaliste qui a été implémentée lors des réformes œuvre entièrement dans l'intérêt du capital privé et capitaliste étatique. Celle-ci s'opère par la superexploitation de la paysannerie mise en place par l'État par l'établissement d'un système de discrimination sociale de la paysannerie et la non-application des lois du travail, permettant d'abaisser le salaire des travailleurs migrants en dessous de la valeur de leur reproduction sociale. Nous avons par la suite analysé l'évolution quantitative des modes de production socialiste et capitaliste en Chine depuis les réformes. Nous avons démontré que le socialisme a largement perdu sa prédominance dans la grande majorité des industries en matière de capital, d'emplois et d'investissements. La perte de la dominance du socialisme s'affiche par le fait que l'investissement public ne croit que lors des crises capitalistes lorsque la bourgeoisie cesse ses investissements. Cette discussion nous amène à analyser de manière qualitative le mode de production capitaliste chinois, qui correspond parfaitement à la définition et aux tendances principales que Marx établit dans *Capital*. En particulier, la tendance critique du capitalisme, la baisse du taux de profit, est celle qui détermine l'évolution des principales caractéristiques de l'économie chinoise depuis son introduction, notamment la financiarisation de l'économie, l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière et l'informalisation du travail. La domination du capitalisme sur la formation sociale s'affiche aussi par la transformation du socialisme en capitalisme d'État, signalée par le caractère mixte des entreprises, l'importance de la profitabilité, l'existence de la plus-value et la domination de cadres embourgeoisée au sein de celles-ci. Ces transformations ont causé l'embourgeoisement des hauts fonctionnaires, une stratification générale de la société chinoise, l'universalisation du surtravail dans l'économie entière et une dégradation rapide des conditions sociales et économiques des femmes. Ces transformations ne sont pas un signe d'une transition vers le socialisme et ne possèdent aucune rationalité d'un point de vue marxiste. Elles sont plutôt le signe de la domination complète du capitalisme mise en place par une superstructure fasciste créée à travers une alliance entre une fraction libérale du Parti communiste chinois avec la classe moyenne et la nouvelle bourgeoisie afin de détruire les institutions socialistes ouvrières et paysannes qui dominaient la Chine jusqu'aux années 1980.

À travers cette recherche, nous avons identifié les principaux modes de production dans la formation sociale chinoise, leurs articulations, leurs déterminations et leurs tendances. Nous avons par celle-ci conçu une méthode d'analyse apte à analyser les formations sociales en transition et qui permet d'enrichir la conceptualisation des économies postsocialistes. Enfin, nous avons contribué au débat sur la nature sociale de la Chine en indiquant que la Chine est d'une nature capitaliste et que, bien que des vestiges du socialisme demeurent, la domination du capitalisme transforme la nature de ceux-ci en aspects du capitalisme étatique caractérisant les régimes fascistes contemporains de l'Asie de l'Est.

Mots clés : Chine; socialisme; capitalisme; réformes; classes sociales

ABSTRACT

The objective of this thesis is to determine the nature of the dominant mode of production in China's social formation since 1978. Our methodology draws from that of Marx and Engels—historical materialism and the ascent from the abstract to the concrete—to dialectically understand the articulations and the relations of determination between the various modes of production within China's social formation.

The first mode of production analyzed is the patriarchal mode of production. Its origins lie in the destruction of rural communes by the Party at the beginning of economic reforms. Due to its articulation with national and international markets, the patriarchal mode of production transforms into agrarian capitalism through the differentiation of the peasantry—a process that was slowed by the Party during the first two decades of reforms but actively promoted since the 2000s. This mode of production is now entirely dominated to capitalism and has lost its economic predominance over the course of the reforms. However, it retains structural importance in the social formation due to the existence of primitive capitalist accumulation. This accumulation represents a form of articulation between capitalism and patriarchy, through which the Party organizes a transfer of resources from the peasantry to accelerate the accumulation of Chinese and international capital. Primitive accumulation traces its roots to the socialist period and constitutes one of the critical tendencies in the establishment of socialism in the Global South. Socialist accumulation operated through the transfer of resources from non-socialist modes of production to socialist industries to industrialize all sectors of the economy. While socialist accumulation served the interests of peasants and workers, the primitive capitalist accumulation implemented during the reforms exclusively benefits private and state capitalist capital. This is achieved through the state's organization of the super-exploitation of the peasantry, enforced via a system of social discrimination against rural laborers and the non-enforcement of labor laws, which suppresses migrant workers' wages below the value of their social reproduction. Subsequently, we analyze the quantitative evolution of socialist and capitalist modes of production in China since the reforms. We demonstrate that socialism has largely lost its predominance in the vast majority of industries in terms of capital, employment, and investment. The decline of socialism is evident in the fact that public investment only grows during capitalist crises, when the bourgeoisie ceases its investments. This discussion leads us to a qualitative analysis of the Chinese capitalist mode of production, which aligns perfectly with the definition and key tendencies Marx establishes in *Capital*. Notably, the critical tendency of capitalism—the falling rate of profit—determines the evolution of key characteristics of China's economy since its introduction, including financialization, the rising rate of exploitation of the working class, and the informalization of labor. The dominance of capitalism over the social formation is further evidenced by the transformation of socialism into state capitalism, marked by the hybrid nature of state enterprises, the emphasis on profitability of public capital, the existence of surplus value, and the dominance of bourgeois managers within them. These transformations have led to the embourgeoisement of high-ranking officials, a general stratification of Chinese society, the universalization of extreme overwork across the entire economy, and a rapid deterioration of women's social and economic conditions. These changes do not signify a transition toward socialism and hold no rationality from a Marxist perspective. Rather, they indicate the complete domination of capitalism, enforced by a fascist superstructure created through an alliance between a liberal faction of the Chinese Communist Party, the middle class, and the new bourgeoisie to dismantle the socialist institutions of workers and peasants that dominated China until the 1980s.

Through this research, we have identified the main modes of production in China's social formation, their articulations, determinations, and tendencies. We have developed an analytical method suited to studying transitional social formations, enriching the conceptualization of post-socialist economies. Finally, we have contributed to the debate on China's social nature by asserting that China is capitalist in nature. Although

remnants of socialism persist, the dominance of capitalism transforms them into facets of state capitalism, characteristic of contemporary fascistic regimes in East Asia.

Keywords: China; socialism; capitalism; reforms; social classes

INTRODUCTION

Le XXe siècle fut le point d'origine de nombreuses transformations sociales et politiques, dont la Chine fut l'un des principaux sites. Elle fut notamment le lieu de l'une des plus grandes transformations sociales de l'histoire moderne, marquée par une révolution victorieuse et l'établissement d'un mode de production socialiste. Cependant, depuis les réformes économiques de 1978, la question de la nature sociale de la Chine continue de susciter de nombreux débats. Deux propositions sont généralement avancées à son sujet. La première est que la Chine est un pays capitaliste. Cette proposition est toutefois difficile à défendre, puisque l'économie chinoise semble être dominée par des entreprises publiques, la terre est la propriété commune du peuple, et le Parti communiste chinois conserve le contrôle du gouvernement, de l'armée, et d'une portion de l'économie. Nous pourrions alors affirmer que la Chine est socialiste. Cette proposition est cependant aussi difficile à soutenir, dans la mesure où une large bourgeoisie chinoise existe et où l'économie repose sur l'existence du profit et de l'exploitation de la classe ouvrière dans les usines privées. Dès lors, d'un point de vue de la logique formelle, il est difficile de catégoriser la Chine, puisqu'elle peut être à la fois incluse et exclue de la définition du socialisme et du capitalisme. Une conclusion hâtive pourrait consister à définir la Chine comme une simple économie mixte. Cependant, si cette catégorisation informe quantitativement sur la Chine, elle ne renseigne en rien sur sa nature, ou son essence. La question de la nature économique de la Chine reste donc aujourd'hui énigmatique.

Cette question n'est cependant pas propre à la Chine. Elle s'inscrit dans des problématiques plus larges portant sur le mode de production communiste et sa transition. Althusser et Balibar affirmaient que l'un des problèmes de « brûlante actualité » est celui de la transition du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, ainsi que celui du sous-développement des pays du tiers-monde souhaitant effectuer cette transition (Althusser et Balibar 1973, 76-77). Cette question est aujourd'hui encore plus cruciale qu'elle ne l'était à leur époque, dans la mesure où plusieurs États gouvernés par des partis communistes se réclamant de la tradition socialiste se donnent officiellement la tâche de réaliser cette transition, alors même que la configuration internationale de classes a largement évolué en leur défaveur depuis la fin des années 80. Le rapport de force entre classes, à l'échelle internationale, a basculé en faveur du capitalisme avec la disparition du système-monde socialiste et la consolidation du système-monde capitaliste, portée par l'essor de la mondialisation néolibérale. Une théorisation de la transition du capitalisme au socialisme dans les formations sociales sous-développées demeure donc l'une des questions centrales de notre époque, et ce d'autant plus qu'elle n'a fait l'objet que de rares développements théoriques en Occident depuis la défaite

du socialisme soviétique. Cette théorisation doit prendre en compte les nouveaux développements des socialismes dans les pays peu développés.

Puisque le socialisme est une forme transitoire entre deux types de formations sociales, ses apparences sont multiples et contradictoires. Cette caractéristique transitoire se retrouve notamment en Chine. Loin d'avoir connu une seule forme d'économie depuis la prise du pouvoir par le parti communiste, la Chine a traversé deux formes d'économie encore présentes dans divers pays aujourd'hui : le socialisme de marché et le socialisme planifié, reflétant cette caractéristique transitoire. Plusieurs pays socialistes, tant en Asie qu'en Europe de l'Est, ont expérimenté ces formes de socialisme de marché, donnant lieu à de nombreux débats théoriques et politiques sur la viabilité – voire l'essence – de telles structures économiques. Le caractère contradictoire de la Chine se reflète dès lors également dans son mode de production socialiste. Cette caractéristique n'est cependant pas propre aux pays socialistes modernes, puisqu'elle s'est déjà manifestée dans l'Union soviétique, la première formation sociale dans laquelle la transition socialiste a été amorcée. Ces formations sociales socialistes contiennent plusieurs contradictions internes, ce qui rend ardue leur analyse. La compréhension de leur essence est ainsi entravée par les dynamiques contradictoires qui les traversent.

L'état de la question

La problématique qui pousse notre recherche réside dans le caractère contradictoire de la formation sociale chinoise, exprimant une diversité d'aspects relevant à la fois des pays capitalistes et des pays socialistes. La littérature marxiste au sujet de la Chine, en dehors de ce pays, peut être divisée en deux grandes positions : l'une soutient que la Chine serait un pays capitaliste partageant la même essence que les autres pays capitalistes; l'autre affirme que l'essence de la Chine est socialiste. Il existe toutefois une troisième position, intermédiaire, selon laquelle la Chine ne serait ni socialiste ni capitaliste, mais posséderait plutôt un caractère mixte.

La position la plus répandue est la première. L'argument classique a été popularisé par David Harvey dans son ouvrage sur l'histoire du néolibéralisme (Harvey 2005). Selon lui, la Chine possède une économie néolibérale comparable à celles des pays de l'Occident sous un contrôle autoritaire et centralisé (Harvey 2005, 34), puisque la logique économique, depuis les réformes, repose sur l'exploitation d'un large prolétariat. Harvey qualifie ce système de néolibéralisme aux caractéristiques chinoises (Harvey 2005, 144). Au fil des années, ce cadre théorique a gagné en importance dans la communauté marxiste des pays industrialisés. L'idée selon laquelle la Chine ne serait qu'une économie capitaliste dirigée par un parti

communiste anachronique se retrouve autant dans les journaux que dans les articles académiques (Chun 2013; Gao 2008; Li 2016; Xu 2018; Meisner 1979). À cette époque, Arrighi (2008, 355) contestait la thèse de Harvey sur le néolibéralisme en Chine. Selon ce dernier, la Chine avait profondément transformé son mode de production de type soviétique en un autre mode de production non capitaliste reposant sur des échanges de marché. Bien que le socialisme en Chine avait peut-être perdu, le capitalisme était encore loin d'avoir gagné (Arrighi 2008, 31). Il existerait en Chine un mode de production fondé sur les forces de marchés « smithiennes », où les forces de la concurrence entre capitalistes sont maintenues pour servir les intérêts de la nation entière (Arrighi 2008, 359). Le système ne serait alors pas capitaliste, parce que la grande majorité de la population active, en particulier les travailleurs migrants, n'a pas été séparée de ses moyens de production – une thèse également soutenue par la tendance académique chayanovienne (Huang et al. 2012). De plus, les paysans n'auraient pas perdu leur capacité d'autoreproduction (Arrighi 2008, 23), l'une des deux conditions pour la formation du capitalisme (Brenner 1982, 35-36). Nous avons donc ici deux thèses qui se juxtaposent : celle de la néolibéralisation de la Chine et celle d'une économie chinoise non capitaliste.

La majorité des articles et des livres portant sur la Chine en Occident adhèrent à la thèse du caractère néolibéral du pays. Par exemple, Brenner affirme que la Chine a complété sa transition vers le capitalisme après les années 90 (Brenner et Seong-Jin 2009). Plusieurs économistes néoclassiques soutiennent également que la Chine est devenue indéniablement capitaliste. Toutefois, bien que la base économique se soit libéralisée, le pouvoir politique resterait concentré entre les mains d'autocrates (Walter et Howie 2011; Dickson 2003; Huang 2008). Bramall (2008, 424) affirme que la voie socialiste de développement a été abandonnée, puisque le système ne repose plus sur la propriété collective ni sur l'égalité sociale. Dans le même esprit, Meisner (1996a) avance que la Chine s'est transformée en un pays capitaliste avec un Parti communiste devenu un parti politique bourgeois. De la même manière, pour Weil (1996, 222), le capitalisme était déjà bien implanté en Chine à l'époque et gagnait rapidement le combat contre les vestiges socialistes encore présents dans la structure sociale. Chun, quelques années après la parution du livre d'Harvey, a repris la thèse du capitalisme chinois, affirmant que le mode de production chinois est devenu entièrement capitaliste et que le socialisme a été abandonné (Chun 2013, 47). Pour Xu (2018), c'est à partir des réformes économiques de Deng Xiaoping, amorçant la décollectivisation de l'agriculture (Xu 2018, 13), que le mode de production serait devenu une forme de capitalisme, poussé par le compromis entre une faction populiste agraire et une faction capitaliste (Xu 2018, 27).

Amin propose une vision se situant entre les deux positions. Il affirme que, depuis Deng Xiaoping, la Chine a choisi la voie du capitalisme pour son développement, mais cela ne rend pas la Chine nécessairement

capitaliste. L'aspect le plus important qui permet de qualifier encore la Chine de socialiste est, selon lui, le droit égal d'accès à la terre pour les paysans. Ce droit prouve, selon Amin, que la voie capitaliste peut être empruntée si son objectif ultime est la progression des valeurs socialistes, notamment la préservation de la propriété publique de la terre (Amin 2005). Quelques années plus tard, Amin a développé un cadre analytique décrivant la Chine comme un type de capitalisme d'État de nature soviétique, semblable à celui observé durant la NEP. Il soutient qu'en matière de bien-être des masses, ce type de socialisme s'éloigne de manière significative de la misère observée dans tous les autres pays de la périphérie (Amin 2013). La thèse du capitalisme d'État socialiste et de l'adoption du capitalisme comme stratégie de développement, demeure un facteur important à considérer dans le débat, puisqu'elle est aujourd'hui en partie reprise par certains économistes néoclassiques (Naughton 2017).

Cependant, pour d'autres, le mode de production chinois demeure de nature socialiste, et le Parti communiste chinois reste un parti dédié au marxisme-léninisme. Les réformes peuvent être comprises comme s'inscrivant dans une perspective socialiste (Herrera 2019; Delaunay 2018; Losurdo 2016; J. B. Knight 2014; Long et al. 2018). Bien qu'Harvey ait été l'un des piliers de l'autre côté du débat sur la Chine, il a renoncé à sa thèse sur le néolibéralisme à la chinoise. Dans un épisode récent de son podcast *Anti-capitalist Chronicles*, Harvey admet qu'il était erroné de classifier le mode de production chinois comme une forme de capitalisme, et affirme que les réformes de Deng Xiaoping s'inscrivent dans ce qu'il appelle « Marx's materialist view of freedom. » La trajectoire de la Chine depuis 1978 aurait donc décidément un caractère marxiste, à rebours de la vision qu'il avait contribué à propager. Il soutient que la politique récente du Parti autour du slogan de la « prospérité commune » (Jinping 2021) constitue une véritable reconfiguration révolutionnaire de la structure économique chinoise (Harvey, s. d.). Pour Harvey, le cadre analytique de la contre-révolution bourgeoise doit être révisé. Les mesures économiques du pays doivent être comprises comme une stratégie développementaliste visant à construire le socialisme. Il rejoint ainsi un ensemble croissant de travaux qui, depuis quelques années, soulignent la relation entre le mode de production chinois et l'idéologie socialiste. Deux chercheurs et membres du Parti communiste français (Herrera 2019; Delaunay 2018) soutiennent que la Chine est réellement socialiste, bien que marquée par des aspects capitalistes introduits durant les années 90, lesquels n'auraient pas modifié la nature du mode de production. L'orientation développementaliste des politiques économiques de la Chine s'inscrirait dans la volonté d'un pays socialiste de s'industrialiser très rapidement (J. B. Knight 2014). Pour Delaunay, la Chine n'aurait pas choisi la voie capitaliste, à l'opposé de la thèse d'Amin, mais plutôt celle d'une modernisation socialiste, entendue à la manière de Weber, comme un processus visant à introduire la calculabilité et la rationalité dans le système, sans exclure les éléments capitalistes susceptibles de fournir les ressources nécessaires au déploiement du communisme (Delaunay 2018, 25-26). C'est dans cette même perspective

que s'inscrit Losurdo (2017, 20-29), selon qui la Chine a délibérément recours à des moyens capitalistes pour soutenir son développement, sans pour autant être devenue capitaliste. La lutte des classes n'aurait pas été abandonnée par le leadership chinois, mais se poursuivrait sous une forme stratégique, fondée sur le développement économique, permettant à l'ensemble de la population de bénéficier de la croissance économique, puisque le socialisme n'est pas la collectivisation de la pauvreté, mais son dépassement.

Ce qui fait en sorte que la Chine soit socialiste n'est pas l'absence de propriété privée, comme c'était le cas dans le type d'économie soviétique post-NEP, mais bien la dominance de la propriété publique sur les autres types de propriétés. La place de l'entreprise publique en Chine demeure importante et ne peut être théorisée à travers l'image du capitalisme d'État que l'on retrouve dans les pays capitalistes, où les entreprises publiques doivent maximiser leurs profits pour alimenter les coffres de l'État. En Chine, il s'agit d'entreprises collectives qui visent principalement l'investissement productif et l'accomplissement de tâches orientées vers la poursuite des intérêts nationaux (Herrera 2019, 88). La planification joue encore un rôle critique dans l'économie actuelle (Delaunay 2018, 182; Heilmann et Melton 2013) et elle constitue un élément essentiel d'un mode de production socialiste, puisqu'elle est l'outil par lequel la société humaine reprend la maîtrise de ses capacités productives, lesquelles ont été aliénées dans la société de classe. En Chine, cette planification s'effectue aujourd'hui dans le cadre d'une économie moins centralisée que celle de type soviétique (Herrera 2019, 92), où les principaux outils de la planification demeurent en grande partie les entreprises publiques (Long et al. 2018). La planification est désormais avant tout un outil de coordination économique, permettant de mobiliser plusieurs entreprises disparates autour d'un projet commun (Chen et Naughton 2016, 382). Elle conserve des composantes politiques qui orientent les priorités des instances de pouvoir (Brodsgaard et Rutten 2017, 143) et assurent un lien étroit entre les institutions politiques et les institutions économiques, qu'elles soient publiques ou privées (Chow 2015, 12). Il s'agit d'une nouvelle forme de planification adaptée à une structure sociale où le marché existe, mais sans être le principe dominant (Yeung 2009, 161). Pour ces auteurs, le système économique chinois ne constitue pas une rupture avec le passé, mais bien la continuité d'un système fondé sur un mode de production non capitaliste. Cette lecture s'inscrit dans la théorisation de Lénine, selon laquelle le chemin vers le socialisme suppose nécessairement le chevauchement de plusieurs relations de production, comme cela fut le cas à l'époque de la NEP (Losurdo 2016, 201).

Les défauts de ces deux positions se trouvent dans le caractère dichotomique qu'elles attribuent à la Chine. La formation sociale chinoise serait totalement et ultimement socialiste ou capitaliste. Pour les auteurs de la tendance chayanovienne, elle ne serait ni l'un ni l'autre. Ces positions ne perçoivent donc pas la diversité des modes de production en Chine, car leurs analyses ne sont pas dialectiques. Comme nous l'avons décrit,

la formation sociale chinoise est hautement contradictoire, puisqu'on y retrouve une multitude de modes de production qui ont évolué depuis la révolution de 1949. Plus récemment, dans *Socialist Economic Development in the 21st Century: A Century after the Bolshevik Revolution*, la publication la plus récente sur la Chine et le mode de production socialiste chinois, Gabriele et Jabbour proposent un travail de conceptualisation dialectique du mode de production socialiste, appliqué à la Chine. Selon eux, les nouveaux modes de production socialistes en Chine, au Vietnam et au Laos pourraient être conceptualisés comme des formations socioéconomiques d'un nouveau type d'orientation socialiste, où le marché et la loi de la valeur constituent les formes prévalentes de régulations économiques, où l'État joue le rôle de planificateur économique compatible avec l'existence du marché et où le gouvernement affirme poursuivre l'objectif de construire le socialisme par le développement des forces productives (Gabriele et Jabbour 2022, 12). Cette définition est choisie puisque, selon ces auteurs, il serait impossible de conceptualiser réellement ces nouveaux types d'économies, comme purement socialistes, puisqu'un jugement de valeur serait toujours impliqué dans une telle opinion. À leur avis, la conceptualisation d'une formation sociale socialiste comporte à la fois des critères positifs, comme les relations de production, et des critères normatifs, tels que l'égalité ou la satisfaction de la population (Gabriele et Jabbour 2022, 10-12). Le socialisme serait dominant, car l'État est en mesure de contrôler l'économie de marché, bien que cette forme de socialisme soit encore primitive (Gabriele et Jabbour 2022, 116). Selon eux, le marché et la loi de la valeur sont des outils indispensables dans toutes les formations sociales actuelles, car les forces productives dans le monde ne sont pas encore développées. Dès lors, pour développer rapidement ces forces productives, la loi de la valeur est nécessaire afin de permettre une formation des prix justes et rationnels. Le socialisme requiert donc la commercialisation de l'ensemble du secteur productif, afin de laisser la formation des prix se faire normalement, tandis que le secteur véritablement socialiste et planifié se concentre uniquement sur les secteurs de l'économie ne générant pas de surplus (Gabriele et Jabbour 2022, 90-93). Le socialisme serait ainsi dominant, sans que la formation sociale ne représente pour autant un socialisme pur (Gabriele et Jabbour 2022, 59-60).

La théorisation de la formation sociale apparaît structurellement solide, complexe et dialectique en l'analysant comme une unité dialectique de plusieurs modes de production, dont un est dominant. Ce mode de production dominant détermine la force motrice de la formation sociale. L'interaction entre ces multiples modes de production détermine donc la dynamique spécifique de la formation sociale (Gabriele et Jabbour 2022, 47-51). Cependant, ces auteurs n'analysent pas l'essence même de la formation sociale, ce qui les empêche de déterminer avec précision l'essence de la formation sociale chinoise. En effet, leur cadre théorique ne s'ancre pas pleinement dans le marxisme, puisqu'ils conceptualisent les différences entre les modes de production comme de simples différences quantitatives. Selon eux, les mêmes aspects peuvent

apparaître dans les deux modes, mais à des degrés variables. Les modes de production ne seraient donc pas qualitativement différents, puisque les aspects d'un mode de production pourraient se retrouver dans l'autre mode de production, mais à des degrés différents. Par exemple, la loi de la valeur, une dynamique issue du capitalisme et de l'échange de marchandises, serait également une dynamique présente dans le mode de production socialiste (Gabriele et Jabbour 2022, 81). La présence de compagnies privées employant des prolétaires et ayant le but de vendre des marchandises sur un marché concurrentiel pour en tirer un profit ne serait pas, selon eux, une forme d'exploitation de classe. L'extraction privée d'un surplus économique ne constituerait une exploitation que si elle s'effectue dans le cadre d'une relation *extrêmement inégale* entre les deux classes, le capitaliste et le prolétariat (Gabriele et Jabbour 2022, 78). La définition des types de relations de production et des modes de production devient alors floue et subjective, puisque ce ne sont plus la relation de production ni le type de propriété concret qui déterminent le mode de production et l'exploitation de classe, mais plutôt la relation de pouvoir inégale entre les classes – un critère subjectif plutôt qu'objectif. L'existence du mode de production capitaliste et de ses dynamiques internes est ainsi effacée de l'analyse, dans le but de présenter une image harmonieuse de la formation sociale socialiste chinoise. Les relations de production capitalistes, socialistes, patriarcales, etc., existent certes en Chine, mais elles ne sont pas intrinsèquement connectées à des modes de production spécifiques générant des dynamiques propres dans l'économie et dans les autres sphères de la formation sociale. De plus, l'exploitation sociale n'est pas un attribut nécessaire à ces relations. Pour ces auteurs, le capitalisme ne serait pas nécessairement un système exploiteur si cette exploitation n'est pas trop grande, ce qui est théoriquement dénué de sens. Ces deux points sont à la source du problème, puisqu'ils détruisent l'un des fondements les plus importants du marxisme : l'analyse des contradictions.

L'origine de ce problème réside dans la théorisation économique adoptée par ces auteurs. Ceux-ci ne s'inscrivent pas dans une tradition marxiste, mais plutôt dans une approche néoricardienne. La loi de la valeur n'est plus reliée, comme chez Marx, au temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise, puisque, dans leur cadre théorique, la détermination des prix et celle du taux de profit s'effectuent simultanément. Ce n'est donc pas la quantité de plus-value qui détermine le profit et les prix. S'appuyant sur la théorisation du néoricardien Sraffa, ces auteurs soutiennent que les marchandises sont capables de transférer de la valeur à d'autres marchandises, ce qui mène au rejet de la théorie de la valeur-travail (Gabriele et Jabbour 2022, 83), en raison du problème de la transformation de valeur en prix. Ainsi, il n'existerait aucun lien entre la totalité des prix et des valeurs dans l'économie, puisqu'il n'y aurait aucun rapport nécessaire entre la plus-value et les prix des marchandises. Le système capitaliste n'est donc plus temporel et contradictoire, mais plutôt figé et éternel, où les prix de production ne sont que la solution simultanée de deux équations détachées sans réalité empirique observable (Gabriele et Jabbour 2022, 70-71).

Or, l'économie politique marxiste a, depuis quelques années, dépassé ce problème. Plusieurs travaux ont démontré que la transformation des valeurs en prix ne constitue pas une difficulté théorique sérieuse. Il est désormais possible de prouver empiriquement que les prix et les valeurs forment un système singulier, déterminé de façon séparée dans le temps (Kliman 2007; Freeman et Carchedi 1995; Carchedi et Roberts 2018; Roberts 2016).

Desai décrit ce type de science économique marxiste néoricardienne comme étant un mariage entre le marxisme et la théorie économique néoclassique, créé dans le but de désamorcer le marxisme orthodoxe. Par le déni de l'essence du capitalisme comme étant la création contradictoire de plus-value, certains peuvent nier les contradictions majeures au sein du capitalisme et minimiser l'importance de l'établissement du socialisme dans les pays peu développés (Desai 2022b, 33). Dès lors, en adhérant à ce type de science économique, Gabriele et Jabbour ne prennent en compte que l'aspect philosophique de la totalité et des contradictions de Marx et d'Engels, ce qui les amène à conceptualiser le phénomène de la contradiction comme étant uniquement une contradiction mentale, bien que celle-ci soit dans les faits objective et empirique (Desai 2022a, 43). Le marxisme dialectique de Marx et Engels est abandonné au profit d'une théorie qui sépare les différentes sphères sociales et leurs aspects contradictoires, et qui nie que les relations de production sont aussi des relations sociales, tout comme les forces productives ne sont pas uniquement des techniques de production, mais aussi des formes d'organisation sociale (Colletti 1972, 65-66). Bien que l'objectif de l'ouvrage de Gabriele et Jabbour soit de comprendre et d'approuver l'établissement du socialisme dans les pays peu développés, le cadre théorique qu'ils mobilisent les empêche de réellement saisir les dynamiques au cœur de la formation sociale chinoise.

Ce cadre théorique entraîne deux conséquences qui nuisent à leur analyse de la formation sociale chinoise. Premièrement, la distinction entre le capitalisme et le socialisme devient floue. Pour le marxiste Michael Roberts, cette distinction est précisément le défaut principal de leur ouvrage.

According to the authors, whether there is surplus value created by the exploitation of labour and appropriated by private capitals is no longer the key difference between the capitalist mode of production and socialism. What matters is the surplus (not surplus value) and how it is controlled. The capitalist and socialist modes can therefore be harmonised in the transition to socialism. This interpretation of the law of value under capitalism enables them to claim that there is no contradiction between state planning and the market economy because both modes can work in harmony to boost the surplus. (Roberts 2022)

La différence qualitative entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste est effacée dans le but de créer une conception de la formation sociale socialiste de marché harmonieuse. Le socialisme ne serait pas une négation dialectique du capitalisme, mais plutôt sa continuation harmonieuse où l'État ne ferait que jouer un plus grand rôle dans le secteur non productif de l'économie et où sa planification ne devrait pas perturber les prix naturels du marché (Gabriele et Jabbour 2022, 85). La loi de la valeur et le marché seraient donc des aspects également organiques du capitalisme et du socialisme. Puisque, selon ces auteurs, la création du surplus économique dans une économie de marché où les moyens de production sont privés ne constitue pas forcément une exploitation, car la valeur pourrait être créée par les moyens de production et non uniquement par la force de travail, ce qui distinguerait le capitalisme du socialisme ne serait pas les relations de production et la propriété des moyens de production, mais plutôt le contrôle du surplus économique. Dans ce cas, si l'État et la propriété publique peuvent contrôler le surplus créé par les entreprises privées, le marché pourrait être qualifié de socialiste.

Le problème théorique ici repose donc sur le fait que ces auteurs considèrent que la loi de la valeur universelle – qui, selon Marx, est créée par la concurrence proprement capitaliste – peut être naturalisée dans une économie de marché fondée sur des relations de production socialistes, ce qui déforme la dynamique intrinsèque aux deux formes de modes de production. Selon Preobrazhensky, la loi de la valeur et la planification étaient en grande contradiction durant la période de la NEP (Day 1975, 215). Puisque la planification est la force motrice du communisme, et que la loi de la valeur est celle des modes de production fondés sur l'échange de marchandises, et que ces deux aspects coexistaient pendant une certaine période en URSS, la NEP constituait, selon lui, une unité d'opposés, formant le caractère contradictoire du socialisme. Cependant, pour Gabriele et Jabbour, cette unité d'opposés devient une unité harmonieuse, puisque les deux modes de production n'auraient aucune réelle contradiction. Cette manière non dialectique d'analyser la formation sociale chinoise empêche donc de comprendre les dynamiques spécifiques issues des contradictions entre deux modes de production antagonistes. Bien que ces auteurs construisent leur théorie des formations sociales comme une unité de modes de production opposés, cet aspect dialectique à la base du marxisme ne semble jouer aucun rôle dans leur analyse du mode de production chinois, puisque les modes de production capitaliste et socialiste, ainsi que leurs contradictions, ne sont ni clairement définis ni réellement analysés.

Ceci entraîne une analyse qui nie la formation sociale chinoise comme étant une unité de modes de production nationaux distincts et contradictoires. Les modes de production et leurs forces motrices sont soit complètement niés, soit confondus. Sans prêter attention aux relations contradictoires entre ces trois modes

de production en Chine, il est impossible de réellement comprendre les dynamiques de la formation sociale chinoise.

La problématique

La question de l'essence de la Chine et de sa classe dominante est donc encore loin d'être résolue. D'un côté, selon la majeure partie de la littérature scientifique à ce sujet, la Chine ne serait que capitaliste ou socialiste, et dans l'ouvrage le plus récent sur le sujet, les aspects internes à la Chine – ses modes de production – entretiendraient des relations complètement harmonieuses et non contradictoires. Nous voulons dès lors approfondir l'analyse de la Chine afin de faire avancer le débat dans une direction où l'aspect dialectique des formations sociales puisse être plus amplement compris, à travers le prisme de l'unité de modes de production opposés et contradictoires. Notre recherche se distingue donc des autres par son analyse dialectique de l'évolution des multiples centres de détermination sociale au sein de la formation sociale chinoise.

Cet aspect dialectique de la transition socialiste a connu sa première théorisation aboutie lors de l'expérience de la Nouvelle politique économique de l'URSS. Durant cette époque, les débats à propos de l'essence de la formation sociale soviétique en dehors de l'URSS ressemblaient grandement à ceux qui ont pour objet la Chine des réformes, où certains pensaient que l'URSS était devenue un pays capitaliste, tandis que d'autres étaient plutôt d'accord avec Lénine, lorsque celui-ci avançait l'idée que la nouvelle révolution socialiste présentait à la fois des aspects du vieux mode de production capitaliste et du nouveau mode de production socialiste. Bien que l'histoire nous montre que cette expérience en URSS s'est terminée par la liquidation des aspects capitalistes de l'économie soviétique avec le commencement de la politique de planification étatique, le destin de la Chine ne semble pas suivre cette voie. Comment, dès lors, expliquer pourquoi la Chine perdure dans une sorte d'économie ressemblant grandement à la NEP soviétique après une quarantaine d'années d'expérience, tandis que le leadership bolchévique a mis fin, en l'espace de 10 ans, à ce type de formation sociale? Tandis que l'instauration de la NEP soviétique pouvait être expliquée par les conditions politiques de l'URSS dans les années 1920, notamment la résistance de la paysannerie riche et de la moyenne paysannerie, ce facteur ne peut expliquer le choix des réformes économiques favorisant la propriété privée et le marché en Chine. De plus, après plus de 40 ans de réformes, la propriété publique ne semble pas avoir repris sa prédominance dans l'économie, tandis que la place de l'économie privée s'est solidifiée. Cependant, à travers ces mouvements, le Parti communiste chinois reste en contrôle de la superstructure du pays. En apparence, la formation sociale chinoise est donc hautement contradictoire,

puisque la superstructure idéologique prône la construction du socialisme, tandis que la propriété privée en Chine a nettement gagné en force et que la classe ouvrière y est hautement exploitée.

La question de recherche

L'interrogation générale qui guide cette recherche porte sur la transition socialiste en Chine. L'objectif principal de cette thèse est de déterminer quel est le mode de production dominant au sein de la formation sociale chinoise. Les objectifs connexes consistent à comprendre l'évolution, les contradictions et les articulations entre les modes de production qui composent cette formation sociale depuis les réformes de 1978. Cette étude cherche ainsi à analyser, de manière dialectique, l'évolution qualitative et quantitative de la formation sociale chinoise à travers l'étude des modes de production qui la constituent et l'influencent. Plus précisément, il s'agit d'identifier les principaux modes de production présents dans cette formation sociale, d'analyser leur articulation, de déterminer quel mode de production y est dominant, d'évaluer si la relation entre ces modes est de nature antagonique ou non, et ainsi de découvrir les relations causales dans l'évolution de la formation sociale chinoise depuis 1978.

Cette thèse vise donc à comprendre l'essence de la formation sociale chinoise en tant qu'unité d'opposés, à travers l'analyse des modes de production contradictoires qui la constituent. Cet axe de questionnement permet, en premier lieu, une conceptualisation de la transition socialiste qui dépasse la simple dichotomie entre capitalisme et socialisme. La question ne consiste donc pas nécessairement à déterminer si la Chine est socialiste ou capitaliste, mais plutôt à analyser le socialisme chinois, le capitalisme chinois, ainsi que les relations contradictoires qu'ils entretiennent simultanément au sein d'une formation sociale en transition socialiste. Cela permet de comprendre que les formations sociales socialistes constituent une unité contradictoire de modes de production; de saisir, sous un regard marxiste, la lutte de classes à l'œuvre dans les multiples modes de production présents en Chine; et, enfin, d'identifier le point d'origine du mouvement de la formation sociale chinoise à travers ses contradictions. De plus, l'analyse adoptée ici est résolument temporelle, dans le but de rendre compte des transformations tant quantitatives que qualitatives de la formation sociale chinoise, ainsi que de déterminer l'origine de ses dynamiques sociales.

Le cas principal étudié dans cette thèse est celui de la Chine de l'époque des réformes, de 1978 à 2024. Certaines politiques de la période de l'économie planifiée seront également analysées, dans le but de mieux comprendre les transformations survenues depuis cette époque. Par ailleurs, quelques comparaisons seront effectuées afin d'illustrer les similarités et les différences entre la Chine et d'autres formations sociales. Le cas de la NEP soviétique est mobilisé à des fins théoriques, afin de comprendre les dynamiques et les

articulations entre les multiples modes de production, à la lumière des écrits bolchéviques de l'époque. L'Union soviétique de la période de l'économie planifiée est, quant à elle, utilisée comme idéal type d'un socialisme mature. Ces comparaisons offrent des pistes conceptuelles permettant de repérer de manière abstraite l'essence, les dynamiques et les articulations des modes de production dans le contexte chinois.

La méthode d'analyse

Notre approche de base est l'analyse marxiste, que l'on peut résumer comme une analyse dialectique des structures socioéconomiques composant les sociétés. Notre méthode de recherche est donc celle du marxisme, selon laquelle l'analyse doit « faire sienne la matière dans le détail, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime. » (Marx 1993b, 17). Cette approche est utilisée afin de produire une analyse de la formation sociale chinoise permettant de dépasser le caractère dichotomique que l'on retrouve dans nombre d'études consacrées à sa nature. Nous considérons que cette approche dialectique est la mieux à même de saisir ces unités d'opposés, puisque, comme l'indique Losurdo (2016, 153), les luttes de classes à la base des modes de production ne se présentent que rarement à l'état pur. Pour ce faire, deux techniques sont mobilisées : une première, fondée sur la temporalité des aspects étudiés, et une seconde, sur les contradictions internes et externes que ces aspects révèlent. De cette manière, l'analyse de la formation sociale peut être menée de façon dialectique, ce qui permet de saisir plus pleinement les formes et les essences des modes de production présents dans la formation sociale chinoise, ainsi que les forces motrices des principales tendances sociales et économiques.

Notre approche comparative se situe entre la méthode qualitative et la méthode quantitative, dans le but de prendre en compte un éventail plus large de variables. Nous cherchons à tester une hypothèse causale comportant de multiples ordres de détermination, chacun étant complexe et porteur d'aspects internes contradictoires. Cette complexité rend impossible une comparaison strictement corrélative de type empirique. Cette impossibilité découle du fait que nos variables, telles que les configurations de classes des formations sociales, peuvent changer de formes ou d'apparences selon les époques, tout en conservant une essence plus ou moins intacte, sans que ce changement soit nécessairement observable à l'œil nu dans le cadre d'une étude de cas isolée. La comparaison qualitative nous permet ainsi de comprendre l'évolution de l'essence des aspects derrière les changements de l'apparence de nos variables, révélée en partie par l'étude empirique. Dès lors, l'étude des objets doit être menée de manière à prendre en compte les changements primaires d'essence et les changements secondaires d'apparence. En effet, la distinction entre essence et apparence n'est, fondamentalement, qu'une différence de cognition, mobilisée dans un processus

scientifique en vue de comprendre les formes concrètes que prend une même essence à travers le temps et l'espace (Mandel 1992, 20).

Pour que notre méthode de comparaison soit compatible avec la théorie marxiste, la division entre l'analyse quantitative et l'analyse qualitative doit être transcendée par l'utilisation de la méthode dialectique. Dans celle-ci, ces deux types de changements, qualitatif et quantitatif, s'opèrent toujours simultanément, bien qu'à des échelles différentes. Le changement quantitatif n'affecte que l'apparence d'un objet, ses traits qualitatifs secondaires, mais engendre, à un certain moment critique, un saut qualitatif, transformant l'essence même de l'objet et, de ce fait, ses contradictions internes principales. Dans cette perspective, la méthode quantitative comme la méthode qualitative sont toutes deux essentielles à la compréhension des objets d'étude, puisque Marx théorise le monde comme étant constitué à la fois de manière quantitative et qualitative (Damsma 2020, 39). Autrement dit, les lois qui régissent le comportement des objets opèrent selon un mouvement ayant une force de distinction par la simple addition et soustraction d'une même particule, mais ce mouvement peut entraîner la transformation qualitative de l'objet dès lors qu'un seuil critique est atteint. Par exemple, cette méthode d'analyse se retrouve dans *Le Capital*, dans la distinction que Marx établit entre qualité et quantité, représentée par la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange (Gross 1976, 167-69). Dès lors, les mutations d'apparence et d'essence doivent être comprises et analysées sous l'angle des changements quantitatifs et qualitatifs ayant lieu au sein des relations internes et externes des objets. Notre méthodologie permet ainsi d'analyser et de comprendre les changements quantitatifs au sein d'une formation sociale, tout en prenant en compte comment ces changements quantitatifs peuvent produire des changements qualitatifs et vice versa. Un mouvement dialectique s'opère donc entre ces deux moments constitutifs de la formation de la connaissance scientifique.

De plus, l'URSS de l'époque de la NEP constitue notre référent théorique, servant à élaborer une théorisation de base des essences et des dynamiques des modes de production chinois, ainsi que de leurs articulations. Cela nous permet également d'utiliser les textes du Parti bolchévique de l'époque comme clé d'analyse, offrant des pistes théoriques pour comprendre le cas chinois actuel, puisque ces textes sont riches en théorisations des dynamiques des modes de production dans une formation sociale socialiste en transition. Nous utilisons ces textes, car nous estimons que les intellectuels de cette période furent les premiers à mettre en pratique les théorisations de Marx concernant l'implémentation du mode de production communiste.

La méthode de base utilisée dans cette thèse suit la méthode de base de Marx et Engels : l'étude de l'abstrait et du concret. L'abstrait, chez Marx, relève de ce qui est partiel, tandis que le concret renvoie à ce qui est entier. Ce qui est abstrait dans l'analyse marxiste correspond à l'étude des aspects internes d'une totalité.

La distinction entre ces deux moments d'analyse est importante, tant dans son aspect abstrait que dans son aspect concret. L'abstrait, pris isolément, n'est utile que lorsqu'il est relié aux autres aspects partiels dans le but de former conceptuellement la totalité concrète. Ainsi, la conceptualisation du concret ne peut s'effectuer qu'à travers son opposé, l'abstrait (Ilyenkov 2008, 38-39). Cette distinction démontre la différence du niveau d'abstraction utilisé par l'analyse. L'aspect abstrait nous informe sur les relations entre les aspects du mode de production, tandis que l'aspect concret nous renseigne plutôt sur les dynamiques produites par l'interaction entre les modes de production. Le niveau d'abstraction concret permet ainsi de saisir le mouvement et les dynamiques au sein de la formation sociale. Il va de soi qu'un même aspect peut être analysé comme abstrait ou concret selon l'ordre de l'analyse adopté. Ces deux termes sont donc relationnels. Par exemple, dans l'analyse d'une chose, comme un mode de production, cette analyse demeure abstraite tant qu'elle ignore les relations externes de ce mode de production. Cependant, puisque tout objet est une unité d'opposés, toute analyse contient en elle-même un degré de concrétude, dans la mesure où elle examine les relations entre les unités principales ainsi que leurs dynamiques. L'analyse du mode de production est donc en elle-même concrète, mais en relation à l'analyse d'une formation sociale formée de plusieurs modes de production, celle-ci est une analyse abstraite. La compréhension réelle d'un objet suit donc cet ordre successif de niveaux d'abstraction, de l'abstrait vers le concret. Ce ne sont donc pas les objets eux-mêmes qui sont concrets ou abstraits, mais bien les méthodes par lesquelles ils sont analysés.

Chaque section de notre thèse débute par une présentation abstraite du mode de production et des dynamiques étudiés. Cette présentation comporte l'analyse des aspects organiques du mode de production. Selon la théorie marxiste, ces aspects peuvent être résumés par les concepts de relations de production et de forces productives. De manière abstraite, chaque mode de production constitue un nexus de relations économiques concrètes, entretenant des interactions spécifiques déterminées par plusieurs facteurs : le type de technologie utilisée, les conditions économiques et naturelles, la division du travail, le type de propriété, ainsi que les méthodes de production et de distribution du surplus économique. L'étude du mode de production se fait donc, de manière abstraite, à travers l'analyse de la méthode de reproduction d'un certain type de société.

À la suite de l'analyse abstraite du mode de production étudié, une analyse des tendances et des dynamiques du mode de production est entreprise. De cette manière, un saut vers le concret est réalisé, puisque ce qui est désormais analysé, ce sont les dynamiques, et donc le mouvement, du mode de production issue de ses interactions avec les autres modes de production présents dans la formation sociale. De cette façon, il est possible d'analyser l'évolution et les transformations du mode de production étudié causées par ses propres

dynamiques internes ainsi que par ses interactions avec les autres modes. À ce stade de l'analyse, nous concrétisons les éléments abstraits abordés à l'étape précédente.

Lorsque les modes de production principaux de la formation sociale ont été analysés de manières abstraites et concrètes, nous procédons à l'analyse des dynamiques sociales principales issues des relations entre ces modes de production. Cette étape constitue donc l'étude des mêmes aspects précédemment examinés, les relations de production et les forces productives, mais à un niveau d'abstraction plus concret, rendue possible par les analyses menées aux deux étapes antérieures. La dernière étape de la thèse est l'analyse de la formation sociale concrète, en nous appuyant sur les données recueillies à travers l'ensemble de ces aspects abstraits. De cette manière, nous pourrions déterminer l'essence de la formation sociale.

Notre recherche s'appuie sur l'analyse de documents secondaires provenant de diverses sources, tant occidentales que chinoises. Ces sources prennent la forme de monographies, d'articles issus de revues spécialisées dans des champs variés, tels que la science politique, l'économie politique, l'histoire et la sociologie. Les sources marxistes sont privilégiées, puisqu'elles traitent naturellement des mêmes variables que les nôtres. Toutefois, des sources secondaires académiques d'autres champs théoriques sont aussi utilisées, dans la mesure où leurs données sont compatibles avec notre cadre théorique. Les indicateurs quantitatifs proviendront de sources secondaires, telles que les rapports d'organisations internationales, de sources académiques et de sources primaires issues du gouvernement chinois. En ce qui concerne les stratégies de développement et les apports théoriques de la tradition marxiste du Parti bolchévique, nous mobiliserons des sources primaires, accompagnées de sources secondaires proposant des analyses théoriques de ces écrits. Nous tenons compte des biais idéologiques des auteurs, qu'ils soient marxistes ou non, et nous confrontons les données et les analyses issues des différentes positions, afin de croiser les perspectives et d'éclairer les divergences.

Le cadre théorique

Notre recherche s'appuie sur le cadre théorique marxiste, car nous considérons qu'il est le plus apte à analyser les dynamiques à l'œuvre derrière les différents aspects d'un système social. La théorie marxiste constitue une théorie totalisante, une « synthèse de toutes les connaissances » (Lefebvre 2003, 18). Elle est à la fois une science et une philosophie. Loin d'être neutre, elle ne vise pas seulement à interpréter le monde, mais aussi à le transformer par l'action révolutionnaire (Marx 1888). La logique dialectique qui traverse les théories de Marx et Engels est indispensable à la compréhension de notre objet d'étude, puisqu'il s'agit précisément d'un processus de transformation sociale. Or, la dialectique est la logique du changement

inhérent à toute chose. Nous allons d'abord illustrer la logique du matérialisme et de la dialectique. Nous proposerons ensuite un cadre théorique explicitant les forces de détermination retrouvées chez Marx, Engels et certains autres auteurs de la tradition marxiste. Enfin, nous exposerons les concepts clés mobilisés dans notre analyse.

Le matérialisme dialectique

La dialectique est une logique retrouvée dans plusieurs courants philosophiques provenant de différentes régions du monde, notamment la Chine et l'Occident. La dialectique est l'étude des structures en mouvement de la société, c'est-à-dire des configurations de relations qui la forment. Ces configurations de relations peuvent être hiérarchisées selon leur importance explicative. Puisque la tâche de l'analyse scientifique dialectique est de comprendre le changement, ou, plus précisément, la force motrice d'une totalité, l'analyse de la causation devient l'un des objectifs principaux de l'analyse dialectique marxiste. Chez Marx, la dialectique a une double nature, dans la mesure où elle se manifeste autant dans le monde externe que dans la pensée des individus :

De ce fait, la dialectique se réduisait à la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine - deux séries de lois identiques au fond, mais différentes dans leur expression en ce sens que le cerveau humain peut les appliquer consciemment, tandis que, dans la nature, et, jusqu'à présent, également dans la majeure partie de l'histoire humaine, elles ne se fraient leur chemin que d'une façon inconsciente, sous la forme de la nécessité extérieure, au milieu d'une série infinie de hasards apparents. (Engels, s. d.)

La logique du développement dialectique se retrouve ainsi autant dans le monde matériel que dans le monde idéologique. Cependant, à la différence de Hegel, Marx situe la force de détermination de ce mouvement du côté matériel de la relation. La philosophie marxiste est alors qualifiée de matérialisme dialectique. Elle est premièrement matérielle, puisqu'elle cherche les dynamiques de l'évolution de la société dans les relations matérielles concrètes que l'humain entretient avec la nature et les autres membres de son espèce. La conscience humaine est dépendante de son rapport avec la nature et de ses relations sociales : « [...] l'idéal n'est rien d'autre que le matériel transpose et traduit dans la tête de l'homme » (Marx 1993b, 17). Dans cette optique, la classe et la société tendent à avoir un caractère déterminant sur la conscience et les actions d'un individu ou d'une société.

La dialectique

La dialectique est une logique qui analyse le monde comme étant en mouvement constant. À l'inverse de la métaphysique, qui appréhende les phénomènes en termes d'aspects figés, la dialectique conçoit les choses comme des unités d'opposés (Ollman 2003, 27). L'idée selon laquelle les choses n'auraient que des relations externes avec le monde est remplacée par la notion de processus et de relations internes en évolution (Ollman 2003, 13). Une chose est alors comprise comme une unité d'aspects opposés, en contradiction, qui change constamment de formes et qui est déterminée par les relations de ses aspects internes. Ses aspects sont relationnels, mais instables, puisqu'ils sont en contradiction les uns avec les autres. Une contradiction désigne une situation dans laquelle au moins deux aspects d'une même relation ont des développements à long terme qui sont mutuellement incompatibles. Les aspects d'une relation évoluent donc avec le déroulement ordinaire de celle-ci, en raison des incompatibilités intrinsèques qu'elle contient (Paolucci 2007, 83). Par exemple, la bourgeoisie et le prolétariat forment deux aspects en relation, car, sous le capitalisme, le prolétariat est la condition de l'existence continue de la bourgeoisie, laquelle ne peut subsister sans lui. La contradiction engendre donc une tension entre les aspects, et cette tension constitue la source même du mouvement et des transformations sociales et naturelles (Shirokov 1941, 135-36). Bien que l'analyse de la transformation sociale soit l'objet central de la plupart des marxistes, la transformation naturelle, telle qu'analysée par Engels dans *Dialectique de la nature* (Engels 1987), un aspect longtemps nié par les marxistes occidentaux, demeure indispensable à notre compréhension du mouvement du monde naturel et des relations entre l'humanité et la nature (Foster 2022, 3).

Deux caractéristiques permettent de donner une forme tangible à une unité d'aspects opposés : l'essence de l'unité, qui est déterminée par l'aspect dans la position dominante de l'unité. L'aspect dominant est celui qui possède l'importance causale dans la relation (Paolucci 2007, 83). Le mouvement de l'unité, c'est-à-dire sa force motrice, est cependant déterminé par la contradiction principale parmi toutes ses relations internes (Mao 1971, 112). Par exemple, ce qui caractérise le capitalisme provient de la bourgeoisie, de la dominance de son mode de reproduction, de son type de propriété, ainsi que de la technologie sur laquelle repose cette classe. La bourgeoisie, et le concept économique qu'elle représente, le capital, tendent à déterminer l'ensemble des autres processus de la totalité sociale dans les modes de production industriels. Bien que, dans des conditions normales, la force motrice, la contradiction principale de la société soit celle entre les deux classes principales d'un mode de production donné, d'autres relations peuvent prendre ce rôle dans certaines situations historiques. Cela s'explique par le fait que, selon Marx et Engels, l'essence et la forme des variables ne sont ni universelles ni constantes (Paolucci 2007, 88). Par exemple, chaque ensemble de moyens de production dans les sociétés féodales, capitalistes et socialistes fonctionne selon une logique propre à son mode de production. Ces logiques sont déterminées par des relations sociales spécifiques qui sont elles-mêmes déterminées en grande partie par les forces productives de la société. Ces sociétés

produisent ainsi des dynamiques et des contradictions tout aussi uniques. Ces dynamiques et contradictions provoquent le changement de la structure sociale.

Une totalité peut évoluer grâce à des causes internes ou à des causes externes. Bien que les causes externes puissent détenir un certain pouvoir causal, ce sont généralement les causes internes qui déterminent la dynamique de l'unité. Les causes externes du changement opèrent sur la base des conditions internes d'une unité (Mao 1971, 89-90). En ce sens, les causes externes ne peuvent pas créer de situations nouvelles en dépassant les limites des conditions internes à une unité. Puisque la réalité est un nexus de relations qui définit, et se fait définir, par la totalité, la tâche de conceptualisation de nos termes s'entreprind différemment de celles des autres théories des sciences sociales.

Pour comprendre les relations formant les objets à travers le temps et l'espace, il est donc important d'utiliser un processus d'abstraction pour reconfigurer conceptuellement ces relations en fonction de la totalité concrète étudiée. Par exemple, bien que le capital dans les sociétés capitalistes et socialistes ait la même essence, une cristallisation du travail humain, le capital se distingue radicalement dans ses deux types de sociétés dans ses causalités et ses effets sur la totalité. Ces deux abstractions du capital, bien qu'ayant une essence commune, sont différentes l'une de l'autre. Pour Marx, elles sont des attributs distincts d'une essence commune (Marx et Engels 2010a, 83). La conceptualisation dialectique est donc une démarche dans laquelle les définitions sont rigoureusement construites, mais où la frontière des concepts reste floue, puisque la dialectique est la science des transitions de formes et ceci donne donc une fluidité des définitions (Lukacs 2021, 5-6). Ces abstractions sont nécessaires pour comprendre comment certains aspects fondamentaux de la société se développent à travers l'histoire, comment leurs formes changent et comment ces changements reflètent d'autres transformations déterminantes.

Le matérialisme historique

Le matérialisme historique est la théorie développée par Marx et Engels qui cherche à trouver dans l'histoire de la race humaine la loi du développement et de l'évolution des sociétés. Engels affirme à ce sujet :

[...] je me sers [...] du mot matérialisme historique pour désigner une conception de l'histoire qui recherche la cause première et le grand moteur de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre elles (Engels 1950b, 20).

Ce qui crée la dynamique au cœur de toute formation sociale, ce sont les contradictions internes entre les forces productives et les rapports de production. Lorsque ces contradictions atteignent un stade antagonique, elles créent des conditions sociales dans lesquelles la reproduction économique de la société ne peut plus se faire de manière identique. Un saut qualitatif prenant la forme d'une révolution sociale survient alors et change les rapports de production et leurs expressions juridiques et idéologiques de manière à les rendre compatibles aux forces productives (Marx 1972a, 18). Le moteur de l'histoire est donc la contradiction entre les forces productives et les relations de production. Cette contradiction donne vie à la lutte des classes antagonique dans la société et c'est par celle-ci que l'histoire évolue. L'origine de la dynamique sociale réside dans les relations de production, tandis que ses déterminants sont les forces productives.

Dans le cadre analytique du matérialisme dialectique, l'aspect déterminant les autres aspects est la base économique des sociétés. Ce déterminisme ne signifie pas que l'économie réagit de manière mécanique sur les autres aspects d'une formation sociale. Le déterminisme économique signifie plutôt que les individus sont en grande partie déterminés par leur classe, et que l'existence des classes et de leurs luttes est conditionnée par les forces productives et par le mode de production d'une société (Engels 1969, 12). Il n'y a donc pas d'individualisme méthodologique dans le marxisme, puisque ce sont les classes qui occupent la position de sujet social ultime dans les sociétés non communistes.

[...] Je ne peins pas en rose, loin s'en faut, le personnage du capitaliste et du propriétaire foncier. Mais ces personnes n'interviennent ici que comme personnification de catégories économiques, comme porteurs de rapports de classe et d'intérêts déterminés. Moins que toute autre encore, ma perspective, qui consiste à appréhender le développement de la formation économique-sociale comme un processus historique naturel, ne saurait rendre un individu singulier responsable de rapports et de conditions dont il demeure socialement le produit, quand bien même il parviendrait à s'élever, subjectivement, au-dessus de ceux-ci. (Marx 1993b, 6)

Les individus, les partis, etc., ne peuvent pas changer une formation sociale par une simple force de volonté, leurs options, leurs stratégies et leurs consciences sont déterminées par le type de société dans laquelle ils se trouvent, par les forces productives de cette société et par ses relations de production.

Qu'est-ce que la société, quelle que soit sa forme ? Le Produit de l'action réciproque des hommes. Les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout. Posez un certain état de développement des facultés productives des Hommes et vous aurez une telle forme de commerce et de consommation. Posez de certains degrés de développement de la Production, du Commerce, de la consommation, et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de la famille, des ordres ou des classes, en un mot telle société civile. Posez telle société civile et vous aurez tel état politique, qui n'est que l'expression officielle de la société civile. (Marx 1846).

Le capitaliste réagit d'une certaine façon, puisque les lois sociales du capitalisme l'y obligent. Il en va de même pour toutes les classes. Tous les comportements humains peuvent être expliqués par un nexus de causations ayant leurs origines dans des facteurs biologiques, sociaux et matériels (Szymanski 1973, 29).

La détermination clé se trouve nécessairement dans l'un des facteurs énumérés ci-dessus : les forces productives et les relations de production. Un groupe révolutionnaire peut faire évoluer le développement de la formation sociale, mais cette évolution reste dépendante des facteurs matériels. Le groupe révolutionnaire cherche à transformer la société en comprenant d'abord les lois sociales qui gouvernent les dynamiques de la société. La compréhension de ces lois permet d'en modifier certains facteurs pour atteindre les résultats souhaités. Telle est la fonction de la théorie révolutionnaire (Szymanski 1973, 30).

Ces lois ne sont pas éternelles. Elles sont plutôt déterminées par le mode de production dominant d'une formation sociale, formant sa logique. Aucune classe ne peut y échapper (Marx 1992a, 381), autant que la division du travail ou que la nature aliène les humains de leurs propres pouvoirs sociaux. La monocausalité idéologique n'est donc pas possible pour Marx et Engels, tout comme la liberté réelle de l'individu et de sa conscience ne peut réellement être atteinte avant l'ère communiste (Marx et Engels 2010c, 77-78). La lutte des classes, les relations de production et les forces productives qui les déterminent sont donc les éléments de base d'une analyse marxiste. Dès lors, ces facteurs et leurs interactions seront à la base de notre thèse, puisque les forces de détermination peuvent muter lors de certaines époques.

Les termes principaux

Pour étudier l'ensemble des sociétés, Marx et Engels proposent une abstraction reposant sur une division tripartite de la totalité humaine. Selon eux, une société est une formation économique sociale composée de trois éléments en interaction et en conflit : les forces productives, le mode de production et la superstructure (Lefebvre 2003, 71). Deux sortes de relations déterminent en grande partie la société : la relation entre la nature et les humains, que Marx nomme les forces productives, et les relations entre les individus, que Marx appelle les relations de production. Entre ces deux relations, les forces productives déterminent les relations de production, puisque ces relations sont elles-mêmes des forces productives. Le caractère des forces productives, selon Marx, détermine alors la nature d'une société donnée (Marx et Engels 2010c, 43), bien que les relations de productions puissent aussi déterminer le caractère des forces productives dans certains cas (Marx et Engels 2010c, 50). Ces deux relations forment ce que l'on appelle la base. Les forces productives désignent l'ensemble des moyens de production que l'humain utilise pour se reproduire et se développer. Elles comptent en leurs seins les conditions naturelles, les techniques et la division du travail

(Lefebvre 2003, 62). Les relations de production sont le rapport entre les humains et leur travail, ainsi que le rapport entre les humains dans ce travail. En d'autres termes, elles correspondent à la division de classe dans la société. Les relations de production et les forces productives forment le mode de production d'une société. La superstructure, enfin, est l'ensemble des institutions et des idées d'une structure sociale. Elle est l'expression du mode de production, puisqu'elle codifie les lois qui permettent au mode de production son existence (Lefebvre 2003, 70-71).

Ces trois aspects, les forces productives, le mode de production et la superstructure, sont en constante contradiction. Historiquement, les forces productives tendent à déterminer le mode de production et sa superstructure. Marx nous dit, par exemple, que l'existence de l'État et son développement sont déterminés par les conditions économiques de la société (Marx et Engels 2010h, 391-92). La superstructure ne possède pas de réalité indépendante, puisqu'elle ne fait que codifier le mode de production donné et le soutenir idéologiquement. Elle acquiert cependant une autonomie relative dans une situation spécifique où, lorsqu'un saut se produit dans les forces productives qui entraînerait une évolution du mode de production, les classes dominantes se servent de l'idéologie et des institutions culturelles et politiques pour bloquer ce changement (Lefebvre 2003, 72-73). Dans un autre cas, un groupe révolutionnaire peut se servir de la superstructure pour développer les forces productives et les relations de production afin d'atteindre un mode de production plus avancé. Les formes d'États qui caractérisent cette période sont l'État fasciste et l'État bonapartiste dans le cas où la bourgeoisie continue à dominer (Losurdo 2021), et l'État marxiste-léniniste ou à caractère populaire lorsqu'une alliance populaire est forgée. Le rôle des idées est alors important dans la théorie marxiste, en ce sens qu'elles sont le reflet des forces sociales d'une société présente ou passée. Elles se développent et sont capables d'influencer le monde matériel (Lefebvre 2003, 107-8).

La théorie marxiste structure la relation entre la base et la superstructure de manière dialectique, et non mécanique. Une force de détermination ne signifie pas une relation causale stricte. « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, *en dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. » (Engels 1890) Engels indique ici que des zigzags, des accidents, des erreurs, etc., existent et peuvent influencer le cours des choses. Il est donc impossible d'affirmer que la base économique cause directement tous les aspects de la formation sociale. Cependant, tôt ou tard, la primauté déterminante de la base économique s'impose à tous. Les concepts entre les aspects de la base et de la superstructure fournissent aux marxistes les abstractions principales par lesquelles toutes les sociétés peuvent être analysées et comparées.

Ces trois concepts se combinent en un tout défini comme étant une formation sociale. Celle-ci est constituée de trois niveaux distincts : les forces productives, les relations de production et la superstructure (Althusser et Balibar 1973, 83). La formation sociale forme alors une totalité complexe, définie par les articulations distinctes des différents niveaux ou instances la constituant (Althusser et Balibar 1973, 135-36). De cette façon, un agencement différent des trois instances détermine la nature de la totalité. Cependant, la base économique demeure déterminante, puisque les différentes instances sont articulées sur la base d'un mode de production déterminé (Althusser et Balibar 1973, 87). Le concept de formation sociale vient donc remplacer le concept apolitique de société pour donner une rigueur scientifique à l'analyse marxiste fondée sur le matérialisme historique. Ce cadre permet une théorisation de l'existence de contradictions entre les sphères sociales autres que celles purement économiques, telles que retrouvées au sein d'un mode de production (Anderson 1980, 67). Le concept de la formation sociale permet donc de comprendre la société comme un regroupement de centres de détermination hiérarchisés et changeants. Les différents aspects de la formation sociale possèdent une autonomie relative, mais s'articulent en dernière instance sur la base des instances économiques (Althusser et Balibar 1973, 120-21). Une abstraction est faite pour ne prendre en compte que les instances pouvant réellement expliquer le déroulement concret de l'histoire de toutes les sociétés. Des contradictions diverses peuvent alors exister entre les différentes instances de la formation sociale en raison de leurs autonomies relatives. Toutefois, leurs forces de détermination sont inégales, car les différentes instances sont hiérarchisées selon leur degré de dépendance vis-à-vis du fonctionnement de la totalité que constitue la formation sociale (Althusser et Balibar 1973, 124-25). La primauté appartient aux modes de production de la formation sociale.

Le mode de production n'est pas singulier, mais pluriel. Il existe une pluralité de modes de production dans une formation sociale, agencés eux aussi de manière hiérarchique. L'objectif de Marx dans *Capital* était de découvrir les spécificités du mode de production capitaliste. Pour comprendre en quoi ce mode de production diffère des autres, il lui fallait l'abstraire des autres modes de production retrouvés dans la formation sociale anglaise, afin de rendre pur l'objet étudié (Althusser et Balibar 1973, 74-75). Par la méthode de l'abstraction, Marx pouvait ainsi isoler les principes déterminant la reproduction d'un mode de production particulier. Le processus d'abstraction était donc utilisé par Marx pour rendre le mode de production capitaliste analytiquement pur, puisqu'en réalité, celui-ci entretient de multiples relations avec les autres modes de production.

La méthode d'abstraction est aussi utilisée par Marx pour distinguer différentes formes du mode de production capitaliste. Il discute notamment du capital marchand et du capital banquier, présents avant l'émergence du véritable mode de production capitaliste. Ces deux types de capital coexistent dans des

modes de production basés sur la petite production artisanale et paysanne dans les formations sociales anciennes, sans toutefois les dominer (Marx 1992a, 1022). Cette domination, selon Marx, ne s'installe qu'au moment où le capital marchand et financier d'autrefois se transforme en capital industriel dans les villes. Lors de cette domination, les multiples lois économiques du capitalisme se manifestent dans la totalité de la formation sociale, influençant la composition interne des autres modes de production (Marx 1992a, 1024). Pour Marx, bien que les relations de production capitalistes se soient implantées dans les espaces appartenant auparavant aux guildes féodales, le mode de production capitaliste n'était pas encore dominant, même s'il existait et exerçait une certaine force de détermination. L'existence d'un mode de production capitaliste dans une formation sociale ne signifie donc pas que la formation sociale est elle-même caractérisée par le capitalisme.

La petite économie paysanne et l'industrie artisanale indépendante, qui constituent l'une et l'autre la base du mode de production féodal, mais apparaissent encore, après la dissolution de celui-ci, à côté de l'industrie capitaliste, constituent en même temps la base économique de la communauté classique à sa meilleure période, après qu'elle eut dissout la propriété commune d'origine orientale et avant que l'esclavage se fût sérieusement emparé de la production. (Marx 1993b, 376)

Plusieurs relations de production, formant avec leurs forces productives respectives des modes de production distincts, coexistent au sein d'une formation sociale. Les modes de production constituent des nexus de causation qui s'étendent au-delà de leurs frontières respectives, en générant des dynamiques au sein d'autres modes de production. Les modes de production ne sont donc pas uniquement des unités coupées des autres. Plutôt, ils entretiennent des relations avec les autres unités, créant des influences multiples. Dès lors, les modes de production ne sont pas uniquement des objets à étudier, mais sont à la fois des tendances sociales qui sont déterminées par le caractère des formations sociales dans lesquelles ils prennent place.

Le mode de production dominant dans une formation sociale n'est pas celui qui regroupe le plus grand nombre de producteurs ni celui qui produit la plus grande quantité de plus-value. Le mode de production dominant dans la société est celui qui, à travers sa logique de base, structure la forme et le mouvement de la formation sociale (Szymanski 1979, 14). Par exemple, Engels évoque les États-Unis comme une terre où le féodalisme n'a jamais existé et où la bourgeoisie a toujours constitué l'aspect dominant de la formation sociale (Engels 1940, 24). La présence de l'esclavage dans ce pays – un mode de production fondé sur le travail non libre, distinct du capitalisme – n'empêche pas Marx et Engels de qualifier le mode de production de ce pays de capitaliste. De même, la production de marchandises existait dans les sociétés précapitalistes, mais elle était alors subordonnée à un mode de production d'une nature différente du capitalisme (Mandel 1992, 14-15). La domination d'un mode de production sur les autres au sein de la formation sociale

n'implique donc pas l'uniformisation des relations de production. Les formations sociales sont, pour reprendre les mots de Losurdo, des situations historiques concrètes caractérisées par une conjonction de luttes de classes multiples et contradictoires (Losurdo 2016, 19). Une formation sociale constitue donc une totalité complexe, composée d'instances distinctes et relativement autonomes, mais déterminées par le mode de production dominant.

La catégorisation des formations sociales est déterminée par les dynamiques engendrées par l'agencement particulier de leurs modes de production internes. La catégorisation des modes de production par type repose principalement sur leurs relations de production, et secondairement sur la forme de propriété et de contrôle des moyens de production. Les relations de production déterminant l'essence d'un mode de production constituent une unité d'opposés articulés autour d'une division du travail spécifique. Un mode de production particulier détermine une paire de classes à la fois opposées et unies au sein de ce mode (Amin 1977, 23). Szymanski (1979, 14-16) divise les sociétés selon leurs relations de production dominantes, appartenant à un des modes de production distincts d'une formation sociale. Nous retrouvons la production collective (sans classes), la production familiale, la production basée sur l'esclavage, la production basée sur la servitude, la production basée sur la paysannerie, le capitalisme et le socialisme. Ce sont les articulations entre ces modes de production qui déterminent la logique de la formation sociale. Une distinction peut être faite selon les moyens de contrôle des moyens de production. Ainsi, chaque type peut être divisé selon qu'il repose sur un contrôle de type privé ou de type étatique. Par exemple, on distingue le mode de production paysan étatique du mode paysan privé (landlordism), tout comme on distingue le capitalisme d'État du capitalisme de marché. La catégorisation d'une formation sociale se fait donc selon son mode de production dominant, ce qui indique jusqu'à un certain point le caractère des autres modes de présents en son sein.

Nous avons dès lors décrit de manière brève le cadre théorique que nous allons utiliser au cours de cette thèse. Nous avons énuméré l'ordre de causation des aspects étudiés et nous avons introduit nos objets d'analyse – la formation sociale et les modes de production – dans le but de réaliser une analyse dialectique de la formation sociale chinoise. Par la théorie et la méthode choisie, nous pouvons conceptualiser la Chine comme une véritable unité d'aspects opposés.

Structure de la thèse

La structure de la thèse suivra les mêmes étapes énumérées plus haut. Le premier chapitre analyse le mode de production patriarcal de manière abstraite, tandis que le deuxième chapitre traite de l'évolution de ce mode de production, causée par ses dynamiques internes et par les dynamiques issues des relations avec les

autres modes de production. Le troisième chapitre analyse de manière abstraite la dynamique organique du mode de production socialiste dans une formation sociale peu développée : l'accumulation primitive. Dans la deuxième section de ce chapitre, nous étudions l'évolution historique de ce type d'accumulation et sa transformation à travers les réformes économiques. Nous analysons au quatrième chapitre de manière concrète l'évolution quantitative des modes de production chinois, le patriarcat, le socialisme et le capitalisme, depuis les réformes jusqu'à la période contemporaine. Par la suite, une analyse du capitalisme est entreprise au chapitre cinq. Celle-ci se fait à un niveau d'abstraction plus concret, puisque l'analyse abstraite du capitalisme a déjà été réalisée par Marx dans le *Capital*. Nous choisissons donc d'analyser le mode de production capitaliste chinois à travers l'étude de sa tendance principale et de ses conséquences sur les structures économiques chinoises : la tendance à la baisse du taux de profit. Le sixième chapitre est une analyse de l'influence du capitalisme et de la loi de la valeur sur le mode de production socialiste. Il s'agit donc d'une étude de l'évolution du socialisme causée par la croissance du capitalisme en Chine et par l'influence de sa tendance principale. Le septième chapitre porte sur les effets de la tendance à la baisse du taux de profit et de la loi de la valeur sur des variables clés permettant de comprendre le socialisme chinois : les conditions sociales des femmes, la création de la bourgeoisie d'État, la croissance du surtravail dans le secteur public, ainsi que l'augmentation de la stratification dans l'ensemble de la formation sociale. Enfin, dans le chapitre huit, nous analysons l'évolution de la superstructure de la formation sociale chinoise, ainsi que les forces politiques et les manœuvres politiques ayant donné naissance au processus des réformes. Comme la méthode de base choisie, la structure de la thèse suit la méthode de Marx allant de l'abstrait au concret, en commençant par l'analyse abstraite de chaque aspect, suivie d'une analyse concrète. Après cette étape, les dynamiques sont étudiées à un niveau plus concret d'analyse.

CHAPITRE 1 Le mode de production patriarcal

Ce chapitre a pour objet d'étude le mode de production patriarcal, ou mode de production paysan. La première section analyse de manière abstraite les deux formes du mode de production patriarcal : traditionnelle et marchande. L'objectif est de comprendre l'origine, l'essence et l'évolution de ces deux formes. La deuxième section analyse les articulations importantes qu'entretient le mode de production patriarcal avec les autres modes de production de la formation sociale chinoise : le socialisme et le capitalisme. Cette deuxième section nous permet de comprendre les liens concrets qui ont une force de détermination sur ce mode de production. Dès lors, l'analyse du concret nous permet de comprendre l'essence abstraite du mode de production patriarcal.

1.1 Le contexte historique du mode de production patriarcal

La terre est un aspect critique de la formation sociale chinoise, puisqu'elle est une ressource rare. La terre arable en Chine ne fait que 13% de la surface totale du pays, bien que les agriculteurs doivent nourrir l'un des pays les plus peuplés (Wong et Sit 2015, 186). Tout effort d'industrialisation dans les pays peu développés repose sur la mobilisation de ressources agraires. Ces deux faits transforment la production agricole en un site de politiques contradictoires. La terre, le moyen de production principal de la production agricole, est sans cesse l'objet de combats politiques qui ont pour but de changer la nature essentielle de la terre dans le but de soutenir des modèles de développements et des relations de classes spécifiques. La compréhension de la formation sociale chinoise contemporaine nécessite dès lors une compréhension concrète de la terre, des modes de production qui la contrôlent, et des relations dialectiques entre ces aspects.

La terre fut l'objet de plusieurs conquêtes politiques au courant du XXe siècle. Le féodalisme dominait la paysannerie dans la Chine républicaine mis à part dans les zones libérées par les forces communistes. À la suite de la révolution de 1949, le mode de production féodal fut aboli, inaugurant la naissance de deux modes de production distincts se succédant en alternance : le mode de production patriarcal, laissant la liberté à la paysannerie de produire de manière semi-autonome et le mode de production socialiste agricole, retrouvé au sein des communes villageoises où l'unité de production de base était les équipes de productions et où la production répondait aux directions de l'économie planifiée. La décollectivisation de la terre, qui a été entamée en 1978, a mis fin à la production socialiste agricole, ce qui n'a cependant pas entraîné une privatisation absolue des moyens de production socialistes du village : la propriété de la terre est restée sous le contrôle du village. L'État s'est désinvesti des processus de production dans les villages, laissant aux acteurs privés et aux marchés le dynamisme économique rural. Le rôle du village dans la production agricole

chinoise a ainsi disparu et le socialisme a pris la forme d'une simple superstructure guidant la distribution de la terre. Il serait donc faux de dire que l'État chinois a complètement privatisé la terre en Chine. Par exemple, Gürel (2014, 75) identifie ce mouvement sous le terme de semi-privatisation de la terre où l'État ne s'occupe pas de la production et le droit du travail des terres est donné aux familles paysannes, et de ce fait entraîne une désocialisation du travail. Il serait cependant faux de dire que la terre est d'une nature publique, puisque l'État ne possède aucun contrôle sur ses propriétés productives.

L'unité de production et de consommation retrouvée lors de la période maoïste dans le secteur agricole a donc dégénéré de la commune à la famille, d'une forme où le travail était hautement socialisé à une forme où la socialisation est restreinte en majeure partie à la famille. Ceci a créé deux sortes d'unités de production paysannes : la famille patriarcale traditionnelle où la production agricole se fait pour la subsistance de la famille et la famille patriarcale marchande où la production se fait pour la vente de marchandises sur le marché (Zhang 2011, 333). De manière abstraite, ces deux modes de production sont séparés. Dans le concret, les processus de production de ces modes de production patriarcaux dans bien des cas s'opèrent au même moment dans une seule famille et s'articulent à d'autres modes de production. C'est dans ces articulations que les mouvements de ces modes de production s'aperçoivent. Le mode de production patriarcal en Chine durant l'époque des réformes ne doit donc pas être compris comme une île coupée d'influences externes. Plutôt, ce mode de production est la clé qui explique l'évolution historique du mode de production capitaliste en Chine. Comme nous allons le démontrer, ce mode de production patriarcal amène de manière interne la naissance du capitalisme et de manière externe fournit au capitalisme les ressources critiques dont il a besoin pour conquérir les processus productifs de la formation sociale.

Selon l'explication officielle, le système de responsabilité familiale (*fentian daohu*) (HRS) prend son origine de l'expérimentation de quelques paysans d'un village de la province d'Anhui en 1978 dans lequel ceux-ci décidèrent de décollectiviser la production agricole et de diviser la terre également entre les familles du village. Endossé par Deng Xiaoping et par les autorités centrales, le système s'est généralisé partout en Chine de 1979 à 1984 (Ye 2015, 319). Le mouvement politique de décollectivisation est donc apparu lorsque Deng Xiaoping a succédé à Hua Guofeng à la tête du Parti. La stratégie de développement du Parti communiste se basait sur la croyance que le mode de production patriarcal serait plus productif que celui socialiste dans le secteur agricole (Lin 1987, 414). Selon le cadre idéologique dominant la Chine contemporaine, ce mouvement aurait été spontané. Les paysans n'aimaient pas travailler dans les communes et ont donc choisi de les démanteler. Lorsque ceux-ci ont vu les bienfaits du système dans la province d'Anhui, la totalité de la paysannerie l'aurait adopté. Théoriquement, cette vision est appuyée par les études des institutions économiques néolibérales. Par exemple, selon Lin Yifu, ancien chef économiste et vice-

président de la banque mondiale, et doctorant de l'Université de Chicago, une université qui est célèbre pour sa production d'économistes de droite aux services des régimes bourgeois parlementaires et fascistes (Harvey 2005, 8) et directement responsables de la création de l'idéologie néolibérale (Caldwell 2011, 307-9), la paysannerie chinoise aurait unilatéralement et avec enthousiasme abandonné le socialisme agraire au profit du mode de production patriarcal (Lin 1987, 410).

Selon Xu, ceci serait plutôt un mythe. Plusieurs preuves dans les archives provinciales peuvent être retrouvées qui démontrent que le mouvement aurait été plutôt une initiative politique venant du parti et qu'une masse de cadres et de paysans s'y opposait. L'adoption de ce mode de production aurait été loin d'être le souhait d'une grande majorité de la paysannerie, puisqu'un grand nombre de celle-ci avait un intérêt économique pour la survie des communes et une attirance idéologique pour le socialisme agraire (Xu 2018, 59-62). L'origine du mode de production patriarcal sous ses formes marchandes et ses formes traditionnelles aurait donc pris, selon Xu, son origine dans une partie de la paysannerie, de son aile conservatrice, mais l'extension de ce mode de production à travers la Chine et la destruction quasi totale du mode de production socialiste agraire a été paradoxalement entreprise par la superstructure, c'est-à-dire par les gouvernements locaux et le gouvernement central. La recherche de Xu valide ainsi les observations de William Hinton, l'important chercheur et activiste qui a documenté la révolution communiste de Chine chez la paysannerie, dans les années 1980. Lors de plusieurs études de terrain en 1983, Hinton a observé que, contrairement à la propagande officielle du Parti, dans tous les villages qu'il a étudiés durant les 20 années précédentes, l'instauration du HRS et la destruction du socialisme agraire ont été ordonnées par le comité central du Parti. Tout cadre qui ne respectait pas cette décision unilatérale perdait leurs emplois et se faisait remplacer par des cadres en faveur du système privé (Hinton 1990, 49, 99).

La clique centrée autour de Deng Xiaoping, que nous nommons la fraction libérale du Parti en opposition avec la fraction communiste, était la force déterminante de l'adoption en masse de ces relations de production. La dominance grandissante de la fraction libérale au courant des réformes a été permise par la recomposition des cadres du Parti de manière semblable que Hinton l'explique. Deng Xiaoping et Chen Yun ont remplacé une grande partie des cadres, militaires et civiles, composée de révolutionnaires vétérans dans le but de mettre en place des cadres favorisant leurs réformes économiques. La raison officielle de Deng et Chen était qu'il fallait remplacer l'élite socialiste vieillissante par des leaders plus jeunes. Dans les faits, uniquement les jeunes cadres et les recrues favorisant les réformes ont été choisies, ne laissant aucune jeunesse antiréforme dans les centres de pouvoir (Chen et al. 2024, 354-56). Bien que, dans les faits, Chen Yun favorisait uniquement les réformes dans les régions rurales et désirait garder en place l'économie

planifiée dans les villes, ces réformes rurales ont donné la masse critique nécessaire à la fraction libérale afin d'enclencher l'implémentation massive de relations de production capitalistes dans les années 1990.

Les réformes économiques qui ont eu pour conséquences de démanteler les communes ont donc été une initiative d'un certain groupe dans le leadership du Parti et n'ont pas été la conséquence d'un mouvement populaire. Nous avons écrit ces quelques paragraphes dans le but d'expliquer le contexte historique et sociopolitique du mode de production patriarcal en Chine. Ce contexte est important à comprendre puisque nous n'allons pas analyser en profondeur la question du socialisme agraire de style maoïste en Chine, qui a dominé les régions rurales des années 1950 au début des années 1980. L'aspect critique dans ce contexte se trouve dans le fait que, contrairement à l'idéologie néolibérale dominant aujourd'hui la Chine et à l'idéologie paysanne populiste qui prétendent que le mode de production patriarcal est « naturel » à la Chine, le mode de production patriarcal de l'époque des réformes est une création de la fraction libérale du Parti communiste chinois et ne représente aucunement les intérêts des individus composant la classe paysanne. Bien que la deuxième section analyse le mode de production patriarcal de manière plutôt interne, les sections subséquentes feront l'analyse du rôle critique du mode de production patriarcal au sein de la formation sociale chinoise contemporaine.

1.2 Le mode de production patriarcal traditionnel

1.2.1 L'essence du mode de production patriarcal traditionnel

À son niveau d'abstraction le plus simple, les éléments principaux de ce mode de production sont la famille paysanne, la terre, les instruments agraires, sa structure, et les liens organiques qui unissent les familles paysannes, tels que le système de clanique, sa superstructure. Ce mode de production se retrouve lorsqu'une famille œuvre dans la production agraire pour sa propre reproduction sociale et où le lien entre cette famille agraire et les autres unités de production du village se base sur des liens non marchands avec d'autres familles ou classes (Friedmann 1980, 159-60).

Dans son essence la plus pure, le mode de production patriarcal traditionnel a pour classe organique la paysannerie de subsistance, et l'unité de production de ce mode de production est la famille paysanne. Le moyen de production principal de ce mode de production est la terre. Ce qui démarque ce mode de production patriarcal particulier de celui marchand se trouve dans la relation que la paysannerie traditionnelle entretient avec la terre. Celle-ci n'est pas un instrument pour accumuler de la richesse ou de la valeur d'échange, mais est plutôt orientée dans la production pour la consommation familiale de valeurs

d'usage. Cependant, lorsque son articulation à d'autres modes de production a lieu, la production peut se faire aussi pour fournir un surplus à des classes exploiteuses de la formation sociale. La force motrice dirigeant le travail du paysan ne se trouve donc pas dans le taux de profit ou dans le taux de rémunération horaire, mais plutôt dans la collecte agrégée annuelle de valeurs d'usage nécessaire à la reproduction de l'unité de production familiale. De ce fait, le paysan n'est pas motivé à produire au-delà de la consommation traditionnelle de sa famille et de son paiement du surplus requis par les classes exploiteuses. Pour cette raison, le concept de rentabilité ne constitue pas une notion organique de ce mode de production, puisque la production se fait principalement pour acquérir des valeurs d'usage et non des valeurs d'échange (Szymanski 1983a, 53-54). Le mode de production patriarcal traditionnel se trouve donc dans le secteur agricole lorsque la production agricole ne sert qu'à satisfaire des besoins particuliers des familles et, dans certains cas dans la communauté. Il est donc surtout retrouvé dans des formations sociales où la commercialisation et la division du travail n'ont pas encore assimilé la majorité des relations sociales, telles que dans la société bourgeoise.

1.2.2 Les conditions matérielles du mode de production patriarcal traditionnel

Puisque la révolution chinoise a uniquement connu son succès grâce à l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière, ces deux classes sont les forces sur lesquelles se repose la légitimité du Parti communiste chinois. De ce fait, le parti assure que la paysannerie reste propriétaire de son moyen de production principale, la terre, pour assurer sa survie. Cependant, puisque le pays est peuplé et que la terre arable est rare, les terres des paysans sont très petites. 98% des paysans cultivent des terres de moins de deux hectares (Rapsomanikis 2015, 1), et la grandeur des terres contractées aux familles paysannes est en moyenne de 5 mu (van der Ploeg 2017, 14). La valeur d'usage pouvant être produite à travers de si petites terres est donc loin de donner une qualité de vie semblable aux ouvriers des villes. La paysannerie, qui œuvre uniquement dans ce mode de production souffre donc de pauvreté extrême en Chine, mais reste capable de garder son autonomie et son statut de classe, puisque son droit à la propriété est protégé par l'État. Il n'est donc pas surprenant que ce mode de production reste prédominant dans les provinces plus pauvres que celles des côtes (Zhang et Donaldson 2010, 469).

Le mode de production patriarcal traditionnel de la formation sociale chinoise diffère donc des modes de production paysans de subsistance de la Chine pré-révolutionnaire, où la terre était la propriété de seigneurs ou de l'État impérial par le fait que celle-ci est une propriété collective qui appartient au village. Ce mode de production n'est cependant pas une création de l'époque des réformes. Celui-ci n'avait pas réellement disparu dans la période maoïste. Il existait sous une forme auxiliaire et subordonnée au socialisme primitif des communes, où la famille paysanne avait droit à une petite terre pour subvenir à ses besoins de bases.

Lorsque les communes furent désintégrées, la paysannerie loin des centres industriels des côtes, loin des infrastructures et loin des communes qui avaient réussi à développer une mécanisation du travail agricole, n'a eu d'autres choix que de subvenir à leurs besoins, majoritairement grâce à la production agricole de l'unité de travail familiale. Le mode de production patriarcal traditionnel est donc devenu dominant chez une certaine portion de la classe paysanne, la forçant à se spécialiser en agriculture et détruisant leur progrès dans la division du travail (Xu 2018, 104-5). Avec l'abolition de la planification de la production agricole et la mise en place du marché, et une grande portion de la paysannerie à recommencer à produire des cultures de subsistance (Yunxian 1999, 192).

La terre du village depuis la décollectivisation est restée la propriété de l'État et est distribuée de manière égalitaire à toutes les familles paysannes (Kung 1994, 181). De plus, la paysannerie peut toucher à un certain revenu venant des recettes du village. Lorsque le village loue une certaine portion de terres à des entreprises privées ou publiques, le revenu retiré de cette transaction est partagé entre la paysannerie du village et sa superstructure. Bien que la propriété des terres rurales n'est pas uniforme partout en Chine, elle peut appartenir au village naturel ou bien aux gouvernements des comtés (Bernstein 2015, 463), l'aspect critique dans cette question est que, dans tous les cas c'est la superstructure de la formation sociale chinoise, peu importe à quel niveau, qui détient la propriété de la terre, et donne à la paysannerie un droit d'utilisation. Là se trouve l'articulation principale entre le socialisme et le mode de production patriarcal traditionnel.

Le système est contractuel, le village a le rôle de donner les contrats aux familles paysannes. Au commencement des réformes économiques dans les années 1980, les contrats avaient une durée de 15 ans, mais, dans les faits, les terres se faisaient redistribuer de temps en temps pour garder l'égalité entre paysans selon l'orientation idéologique des cadres des villages (Brandt et al. 2002, 83). Le mode de production patriarcal traditionnel opère sous la base du renouvellement de ces contrats qui assure une petite terre à chaque famille paysanne. Le renouvellement empêche la terre de se concentrer en arrêtant la marchandisation de celles-ci. Le mode de production patriarcal traditionnel nécessite donc la distribution égalitaire de la terre. C'est la marchandisation et la concentration de la terre qui annoncent la fin du mode de production patriarcal traditionnel, ce qui est la tendance principale retrouvée en Chine contemporaine. Les contrats ont été renouvelés une deuxième fois en 1993 et en 1998, leurs durées se sont fait augmenter jusqu'à 30 ans, cimentant le mode de production patriarcal en agriculture dans la durée et assurant les gains privés de l'investissement paysan sur la terre dans le long terme (Ye 2015, 319). La redistribution de la terre de la paysannerie est devenue un aspect du passé. Pour favoriser la concentration de la terre dans le but d'augmenter la productivité en agriculture, la redistribution a été abolie dans le but de créer un sentiment de sécurité chez les paysans pour augmenter son désir d'investissement dans la terre (Wang 2022, 32).

Les conditions d'existence de ce mode sont importantes à conceptualiser pour comprendre sa présence continue dans la formation sociale chinoise. Ce mode de production peut apparaître là où la qualité et la dimension de la terre attribuées à une famille ne sont pas adéquates à la production d'un surplus agricole, ce qui empêche la famille de se reproduire à l'aide de liens monétaires et marchands qui se sont matérialisés dans la formation sociale chinoise à l'époque des réformes. Il peut apparaître là où aucune infrastructure ne lie les villes et les villages, ce qui empêche dès lors un lien organique et économique de se créer entre les marchés locaux et nationaux et les familles paysannes. Puisque certains paysans ne disposent d'aucun accès aux marchés, ils ne peuvent pas se spécialiser, ce qui les force à ne produire que pour leurs subsistances grâce à leurs propres pouvoirs productifs et aux petits liens économiques du village qui permettent un minimum d'échanges. Ce mode de production peut aussi apparaître lorsqu'une unité de production familiale ne dispose pas de membres pouvant vendre leurs forces de travail dans les entreprises étatiques et privées des villes et des campagnes. Comme nous allons le voir, ces trois cas touchent principalement les familles paysannes vivant dans les régions peu-développées et manquant d'accès aux marchés de marchandises et au marché du travail.

Pour résumer, les conditions d'existence de ce mode de production se trouvent dans l'impossibilité de recevoir un revenu par la vente d'une large portion de produits agricoles ou par le salariat, et ainsi d'effectuer une division du travail qui mènerait à une spécialisation de la production. En d'autres mots, le sous-développement des forces productives détermine l'existence de ces relations de production. En parallèle, la classe organique de ce mode de production, la paysannerie de subsistance, constitue la forme la moins développée de celle-ci. Selon Marx, à ce stade, la paysannerie ne forme qu'une masse de producteurs isolés par leur mode de production, par la pauvreté de leurs forces productives et par le manque de moyens de communication. Pour reprendre ses mots, la classe a l'image d'un sac de patates, chaque individu étant non différencié par une division du travail, puisque chaque unité de production est quasi autonome et se reproduit principalement par un échange avec la nature plutôt qu'à travers une relation sociale (Marx et Engels 2010d, 187). Dès lors, la réalité concrète de ce mode de production n'apparaît en Chine que lorsque les familles paysannes ne peuvent se reproduire qu'à l'aide de l'agriculture et de la petite production familiale non marchande.

Si nous sortons de ce degré d'abstraction et que nous conceptualisons la situation dans un plus grand degré de concrétisation, cette forme pure de production agricole de subsistance est relativement inusuelle. Il est très rare qu'une famille paysanne ne reçoive aucune forme de revenus. En raison du déclin du socialisme dans les campagnes, les familles paysannes doivent payer pour les services de santé et d'éducation qui étaient gratuits auparavant dans les communes (Bernstein 2015, 463). De plus, la production agricole doit être

accompagnée par une production artisanale qui permet l'obtention des valeurs d'usage non agraires requises pour la reproduction de la famille et pour le travail agricole. Celles-ci sont dans bien des cas obtenus par les marchés. Même au début de la période des réformes, lorsque le HRS a été entièrement implémenté dans les campagnes en Chine, des réformes du système économique chinois ont été parallèlement implémentées pour que les paysans puissent vendre le surplus agricole produit par la famille sur un marché. Ce mode de production abstrait n'aurait jamais dominé la paysannerie au complet. La vente du surplus agricole sur le marché était le choix économique le plus rationnel pour la paysannerie, qui souhaitait sortir de la pauvreté si les conditions naturelles et sociales pouvaient le permettre.

Une distinction quant à la position de classe doit donc être faite entre les paysans qui vendent leurs surplus de production sur les marchés et les familles du mode de production patriarcal traditionnel. Lorsqu'une petite quantité de la reproduction sociale se base sur des liens marchands, et qu'uniquement la vente ou l'échange d'un surplus a lieu, la qualité de la classe paysanne reste ancrée dans la subsistance. Lorsque ce surplus est vendu sur les marchés locaux et que les intrants agraires de la production familiale proviennent des familles paysannes locales ou de la production de la famille elle-même, le mode de production patriarcal traditionnel reste dominant (Zhang 2012, 462). De ce fait, si la majorité de la reproduction sociale de la famille paysanne se fait au travers des forces impersonnelles du marché, il s'agit du mode de production patriarcal marchand. La dialectique en jeu ici se trouve dans la relation de production que la famille entretient avec sa communauté. Si la quantité de production marchande est un aspect secondaire de l'activité quotidienne de l'unité de production paysanne, la qualité de cette production reste traditionnelle. En revanche, si la production pour la vente sur le marché devient l'activité primaire de la paysannerie, la qualité de classe de celle-ci change puisque la logique dominante sa production se trouvera influencée par les forces impersonnelles du marché.

Le mode de production patriarcal traditionnel conserve donc à la fois son importance logique et empirique lors de la discussion des modes de production agricole. Il conserve son importance empirique puisqu'il continue d'exister en Chine actuelle, bien que le Parti tente de détruire ce mode de production dans le but d'augmenter les forces productives dans le secteur agricole. Il conserve tout autant une importance logique, puisque cet aspect de subsistance joue encore un rôle dominé et secondaire au sein du capitalisme chinois. Partout où la classe paysanne persiste, dans le mode de production patriarcal marchand et dans le capitalisme où les travailleurs migrants employés restent paysans, la logique de la production pour la subsistance persiste, bien qu'elle ne domine pas ces individus. Ceci s'explique par le fait que la classe paysanne chinoise, à l'image de bien d'autres, détient une qualité qui définit sa position de classe : sa connexion à la terre et une certaine reproduction autonome (van der Ploeg et Ye 2018, 149-50). La paysannerie marchande cultive

souvent pour sa propre consommation en plus de produire pour les marchés. La paysannerie en prolétarianisation garde certains membres de la famille sur les terres pour cultiver. Cette relation de production forme donc le noyau qui solidifie l'essence de la classe paysanne. Dès lors, dans l'aspect concret de la question, cette forme abstraite de production paysanne reste importante pour comprendre à la fois les autres modes de production patriarcaux, et les modes de production s'articulant avec la paysannerie.

Le mode de production patriarcal traditionnel est donc un concept théoriquement utile, puisqu'il est empiriquement concret en Chine et puisqu'il représente un passé et un futur possible pour les masses paysannes œuvrant dans les autres modes de production de la Chine. Il représente le passé dans le sens abstrait où il représente la condition paysanne peu développée et peu différenciée et dans le sens empirique où la révolution l'a créé lors des réformes agraires et de libération des relations de production précapitalistes (Xu et al. 2014, 35). Il ne représente donc pas le passé prérévolutionnaire féodal ou républicain où les seigneurs et les koulaks possédaient 86% des terres (Esherick 1981, 405). Ce mode de production n'aurait jamais été celui dominant, puisque la Chine n'était pas une formation sociale composée de petits producteurs paysans avant la révolution pour la majorité de son histoire (Esherick 1981, 407). Il représente un futur pour les paysans, puisque la terre constitue une sécurité sociale dans les temps de crises dans le mode de production capitaliste. Lorsque la paysannerie se fait intégrer dans les autres modes de production, leur expulsion causée par des contractions économiques nationales et internationales les forcent à revenir dans le mode de production patriarcal traditionnel, ce qui leur permet de survivre, bien que dans de mauvaises conditions. De plus, lorsque la paysannerie migrante atteint l'âge de retraite, elle retourne sur sa terre et se met à l'agriculture qui, bien souvent, ne sert qu'à sa subsistance. Le mode de production patriarcal traditionnel reste donc un important mode de production agricole en Chine, bien que sous une forme dominée aux autres modes de production. La forme de développement du mode de production patriarcal est celle de la petite production marchande.

1.3 Le mode de production patriarcal marchand

1.3.1 Les marchés comme condition d'existence du mode de production patriarcal marchand

La petite production marchande est la forme que prend le mode de production patriarcal dans une situation où la production se fait au travers de l'échange marchand. Tout comme le mode de production patriarcal traditionnel, le mode de production patriarcal marchand prend son origine en Chine de la régression des relations de production socialistes survenue lors de l'époque des réformes depuis 1978 dans le secteur agricole. Dans les régions où une certaine industrialisation s'était établie et où les infrastructures étaient présentes, une spécialisation de la production avait eu lieu, s'articulant autour de la division du travail

instaurée par la commune et par la planification de l'État. La désocialisation du travail agricole en Chine a fait place au rétrécissement de l'unité de production de base en Chine, de la commune à la famille. Le mode de production patriarcal se matérialisa en Chine à ce moment grâce aux avancements de la spécialisation du travail dans les communes qui permit à certaines familles paysannes de se spécialiser dans la production agricole.

La première forme de ce mode de production, celle traditionnelle, ne dépend que de l'articulation socialiste de la terre pour son fonctionnement, garantissant la terre à la paysannerie. La deuxième forme est celle marchande. Ce qui la différencie de celle-ci est sa dépendance sur l'existence des marchés, qui ont réapparu en force en Chine dans la période des réformes où l'économie était encore largement planifiée. Le marché agricole fut l'un des premiers marchés à pouvoir fonctionner avec la planification en Chine où le surplus de production au-delà de la taxe gouvernementale pouvait être librement vendu sur les marchés. Au contraire de la forme traditionnelle, la forme marchande du mode de production patriarcal est largement dépendante de son articulation aux marchés pour son existence et son développement. Sans marchés, il revient à son point d'origine : la production pour la subsistance.

Bien que le marché constitue un aspect existant concrètement à la fois parmi les deux formes, ce qui différencie en essence celles-ci est la force déterminante des dynamiques du marché dans la production paysanne. Selon Zhang et Donaldson (2010, 468), la transformation qualitative entre ces deux formes du mode de production patriarcal a lieu lorsque la paysannerie produit pour des marchés non locaux, loin des relations particularistes de son environnement. Dès lors, les producteurs agricoles deviennent premièrement dépendants des structures de prix des marchés distants, et ne sont donc plus selon les relations sociales locales. Les paysans entrent dans une relation concurrentielle avec les autres paysans spécialisés et avec les entreprises capitalistes. La reproduction de la famille paysanne ne se fait donc plus à partir d'une production majoritairement autonome, mais plutôt par une division du travail articulée autour des marchés et de la loi de la valeur. Cette dépendance sur le marché rend donc ce mode de production apte à s'articuler autour des forces motrices d'autres modes de production d'une formation sociale. La division du travail retrouvée auparavant dans les communes n'est pas complètement dissoute chez la paysannerie marchande, mais elle change d'essence et de dynamiques. Elle n'est plus contrôlée majoritairement par la planification, mais plutôt par le marché. La dialectique de la transformation de la quantité en qualité explique alors la différence entre les deux formes du mode de production patriarcal.

Forme de production patriarcale	Traditionnelle	Marchande
La logique de la production	La production de valeurs d'usage	La production de valeurs d'usage et d'échange
La forme de la production	La production pour la subsistance	La production de marchandises
L'unité de production	La famille paysanne	La famille paysanne
Forces productives	Aucun ou très peu de capital et très petite terre	Petit capital et petite terre
Articulations fondamentales	Socialisme	Capitalisme marchand
Forces motrices	Les conditions naturelles	La loi de la valeur développée
Type de reproduction	La reproduction simple	La reproduction avancée
Évolution	Par ses articulations aux autres modes de production	Son autonégation par les qualités de ses aspects internes
Contradiction principale	Stagnation	Embourgeoisement

Tableau 1.1 Les caractéristiques des deux formes du mode de production patriarcal

1.3.2 La classe organique du mode de production patriarcal marchand

La classe organique de ce mode de production patriarcal marchand est le producteur détenant la propriété de ses moyens de production. Dans le contexte chinois, le droit d'utilisation de la terre correspond à une relation semblable à celle petite-bourgeoise où le producteur n'est pas séparé de ses moyens de production, bien que la terre soit une propriété publique. Cependant, comme nous l'avons noté, la terre est d'une nature semi-privée (Gürel 2014, 75), puisque la paysannerie détient un droit d'utilisation à long terme.

L'essence de la classe organique de cette forme du mode de production patriarcal prend une forme contradictoire, puisque ce mode de production a tendance à s'articuler à d'autres modes de production. Dans les manuscrits de 1861-1863, Marx mentionne le fait que des relations de production distinctes de celles qui

dominent une certaine formation sociale peuvent acquérir une expression similaire à ces dernières. Par exemple, il affirme que des rapports purement monétaires dans le féodalisme revêtent une expression féodale. Les relations de production distinctes de celles dominantes sont donc soumises à cette dernière lors de leurs articulations. De ce fait, lorsque le capitalisme est dominant, la paysannerie, qui forme une relation distincte du capitalisme, car il détient la propriété de son propre surtravail, doit produire une marchandise d'une manière concurrentielle pour sa survie. De ce fait, les forces de la concurrence le domine. Dans ce cas, le paysan, comme Marx l'écrit, est coupé en deux logiques antagoniques. La paysannerie prend donc une forme capitaliste sans essentiellement l'être (Marx et Engels 2010i, 141).

Comme Marx l'explique à propos de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie, dans une formation sociale où les relations de production n'ont pas été toutes assujetties au mode de production dominant, ces relations de production transforment leurs dynamiques lors de leurs articulations au mode de production dominant vers des formes qui lui sont semblables. Dans le cas du mode de production patriarcal, sa forme devient particulière aux modes de production auxquels il est articulé. Dans son articulation au mode de production capitaliste où les classes organiques sont pures, capital et travail, le paysan représente à la fois le capital et le travail. Son être social est donc contradictoire, puisqu'il représente deux logiques opposées. De ce fait, lorsqu'il produit pour le marché en vue de faire un certain profit et de reproduire sa position sociale, d'un côté, en tant que propriétaire de ses moyens de production, il prend la forme d'un capitaliste, et de l'autre côté, en tant que travailleur, il devient son propre ouvrier salarié (Marx et Engels 2010i, 142). Comme le capitaliste n'est qu'une fonction du capital et que l'ouvrier n'est que la fonction de la capacité du travail dans le capitalisme, la paysannerie représente ces deux aspects non différenciés et donc non développés. Lors de l'articulation entre ces deux modes de production, les fonctions du mode de production capitaliste sont en mesure de s'animer au sein de corps étrangers dans le mode de production patriarcal et de changer les formes que ceux-ci prennent. Comme l'explique Jan et Hariss-White (2019, 356), ceci crée une dialectique d'exploitation et d'autonomie où la paysannerie est exploitée par la classe capitaliste, mais détient tout de même une accumulation autonome dans les circuits du capital.

Donc, bien que l'essence du mode de production patriarcal soit différente qualitativement de celle du capitalisme, dans une société où le capitalisme domine la formation sociale, le mode de production prend cette forme étrangère, marchande, en raison de l'influence du mode de production capitaliste qui transforme les forces sociales humaines en force marchandes prenant l'allure de forces naturelles (Marx et Engels 2010i, 143). La conséquence de ceci, selon Marx, se trouve dans la loi du développement économique qui divise les fonctions entre les individus de la société, menant à une grande spécialisation et séparant dès lors le paysan et l'artisan de leurs moyens de production. Comme nous l'avons noté, les communes avaient déjà

créé une certaine spécialisation non capitaliste qui a permis lors de la destruction du socialisme agraire au mode de production patriarcal de garder un certain niveau de spécialisation. Cependant, la spécialisation unique au capitalisme, la spécialisation prenant la forme d'une division entre capital et travail, n'est qu'une tendance qui se retrouve dans les formations sociales où le mode de production capitaliste est dominant (Marx et Engels 2010i, 143). Dès lors, suivant notre hypothèse que la Chine est une formation sociale où domine le socialisme, cette tendance à la différenciation sociale doit être vérifiée dans les faits, ce que nous allons faire à la fin de cette section.

1.3.3 La conceptualisation du mode de production patriarcal marchand

Nous conceptualisons la forme marchande du mode de production patriarcal comme distincte de sa forme traditionnelle. L'unité d'opposés que constitue cette forme partage une essence identique à celle retrouvée au sein de la forme traditionnelle, bien que les logiques et les dynamiques marchandes retrouvées en son sein, animées par ses aspects constitutifs, soient radicalement différentes. Notre conceptualisation s'oppose donc par exemple à celle de Bernstein qui opte pour une notion de la petite production marchande qui partage la même essence que le capitalisme, arguant que les entreprises familiales employant une main-d'œuvre salariale non familiale dans les pays impérialistes sont de la même nature que la production paysanne et artisanale des pays du Sud global (Bernstein 2001, 27). Dans les pays de type postsoviétique, incluant la Chine et le Vietnam, intégrés dans la division mondiale du travail, le mode de production capitaliste serait non seulement dominant, mais prédominerait dans tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur agraire (Bernstein 2004, 200). Il n'y aurait donc pas de mode de production patriarcal, mais uniquement un mode de production capitaliste englobant toutes les relations de productions retrouvées dans ces pays. La classe organique de la petite production marchande ne serait pas la paysannerie, mais plutôt une forme de prolétariat faisant partie d'un genre qu'il nomme la multitude de classes de travail (Bernstein 2006, 455). Dans la mesure où un mode de production est déterminé principalement par les relations de production le composant, la petite production marchande, agricole ou artisanale, doit être comprise comme un mode de production distinct possédant sa propre essence. Cependant, dans la réalité concrète, ce mode est souvent dominé par d'autres modes de production plus dominants. L'articulation entre les marchés et le mode de production patriarcal transforme celui-ci en sa forme marchande. Le genre créé par Bernstein, les classes de travail, tente de décrire une situation où la prolétarianisation et la semi-prolétarianisation de la paysannerie seraient universelles en Chine, ce qui n'est pas le cas, et obscurcit les différences entre la paysannerie petite-bourgeoise, la paysannerie semi-prolétarisée, et le prolétariat pur. Ces différentes positions sociales reflètent de réelles différences en matière de dynamiques, de conscience et d'intérêts économiques et politiques, qui sont critiques à la compréhension des relations entre les modes

de production dans les formations sociales du Sud global. La classe paysanne doit donc être conceptualisée comme une classe distincte.

1.3.4 L'essence et les aspects du mode de production patriarcal marchand

Dès lors, en abstrait, dans son essence pure, le mode de production patriarcal marchand est qualitativement différent du capitalisme. Sa classe organique est la paysannerie, son unité de production est l'unité familiale et son moyen de production organique est la terre. Ce qui le différencie du mode de production patriarcal traditionnel est son articulation aux marchés non locaux. La forme que la production prend chez le paysan marchand est la création de marchandises, puisque la production se fait pour la vente dans des marchés extérieurs aux villages et à ses environs. Ce qui unit les deux formes du mode de production patriarcal se trouve dans cette création de la valeur d'usage par une classe possédant ses moyens de production. Ce qui les distingue se trouve dans la forme que prend l'obtention de la valeur d'usage.

La famille paysanne traditionnelle produit ses propres valeurs d'usage pour sa consommation autonome, et la vente du surplus n'est qu'un aspect secondaire de cette production autonome. La famille paysanne marchande produit majoritairement des valeurs d'usage qui ne sont pas pour sa propre consommation. Le marché est l'aspect qui permet l'obtention de la valeur d'usage et la consommation autonome d'une partie de la production, si elle a lieu, ne prend qu'un rôle secondaire. La reproduction de la famille, de ses moyens de production, et ses interactions avec les autres familles paysannes et les autres classes sont médiées par les relations de marchés et basées sur des liens monétaires (Zhang et Donaldson 2010, 468). Dès lors, la production se fait par le circuit de production M-A-M' (M = marchandise; A = argent) (Patnaik 2015, 118). Dans cette circulation simple, M dans ce circuit représente la vente d'une valeur d'usage, et M' le gain d'une valeur d'usage additionnelle. Ce circuit n'est pas le circuit du capital, puisque M et M' possèdent la même valeur d'échange. Dans ce sens, A est une fonction dans le gain d'une valeur d'usage et non de la valorisation du capital (Ramaux 2003, 88). Du point de vue du petit producteur paysan n'employant aucune force de travail, l'argent dans ce cas ne sert que de moyens de satisfaire les besoins des producteurs s'échangeant leurs objets de production ayant des valeurs d'usage différentes. Son essence est dès lors qualitativement différente du capitalisme, puisque le but du producteur de marchandises, le paysan dans le cas du mode de production patriarcal marchand, ne produit pas en vue d'accroître son capital, mais produit pour répondre à des besoins spécifiques. Le circuit du capitalisme serait plutôt A-M-A'. Le mode de production marchand reste dès lors encadré dans ce que Marx appelle la circulation simple. Dans le capitalisme, l'augmentation de la somme d'argent est le fondement du mouvement, tandis que, dans le mode de production patriarcal marchand, la détermination pour le producteur est la satisfaction de ses besoins.

Le circuit M-A-M part de l'extrême d'une marchandise et s'achève par celui d'une autre marchandise, qui sort de la circulation et tombe dans la consommation. Partant, c'est la consommation, la satisfaction des besoins, en un mot, la valeur d'usage, qui constitue sa finalité. Au contraire, le circuit A-M-A, part de l'extrême argent et retourne finalement au même extrême. C'est donc la valeur d'échange elle-même qui est son moteur et sa fin déterminante. (Marx 1993b, 169)

La distinction entre le mode de production patriarcal marchand et le capitalisme est cruciale pour Marx. Dans le premier, les moyens de production, la terre et les outils de production, et le travail vivant sont la valeur d'usage du processus de production. Leurs fonctions sont de créer de la valeur d'usage dans le but de répondre à des besoins spécifiques :

À présent, une partie de la valeur d'usage sous laquelle le capital apparaît au sein du procès de production, c'est la force de travail vivante, qui plus est, c'est la capacité de travail tout à fait spécifique et adaptée à la valeur d'usage particulière des moyens de production, la force de travail active, faculté de travail qui opère utilement et change les moyens de production en éléments (moments) matériels de son activité, en transformant la forme primitive de leur valeur d'usage en la forme nouvelle du produit. [...] En d'autres termes, l'ensemble du procès de travail en tant que tel apparaît, du fait de l'interaction vivante de ses éléments objectifs et subjectifs, comme la forme complète de la valeur d'usage, c'est-à-dire comme la forme réelle du capital dans le procès de production. (Marx 1971, 37)

Cependant, dans le capitalisme, la production et la propriété sont deux aspects, auparavant en unité dans le mode de production patriarcal, qui se séparent. La valeur d'usage des moyens de production et du travail vivant ne deviennent que la valorisation du capital (Marx 1971, 38). La paysannerie, tant qu'elle possède ses moyens de production, représente une classe différente de celle prolétaire, et sa production répond à des dynamiques qui sont étrangères à celle du prolétariat et du capital. Cependant, comme nous allons le voir, cette forme de production paysanne est créatrice de sa propre négation, comme tous les modes de production, par la différenciation.

Ceci s'explique en partie par le fait que la condition de l'existence du mode de production patriarcal marchand se base sur l'existence d'un aspect important du capitalisme : le capital marchand. Le mode de production patriarcal marchand est une forme spécifique du mode de production patriarcal naissant lors de l'articulation de celui-ci avec le capital marchand. Pour que le circuit M-A-M' existe, le capital marchand, représenté par le circuit A-M-A', doit nécessairement apparaître et l'accompagner lors des échanges de longues distances. En Chine, cette articulation avec le capital marchand a eu lieu lors de la consolidation de l'économie de marché et de la déplanification de l'économie et surtout lors de l'articulation entre le secteur agricole et le secteur industriel. Selon Marx, le capital marchand doit nécessairement s'articuler à d'autres modes de production lorsque l'industrie et l'agriculture se séparent: « Dès que l'industrie citadine se sépare de l'industrie agricole, il est dans la nature des choses que ses produits soient d'emblée des marchandises

dont la vente a besoin du chaînon intermédiaire du commerce. » (Marx 1976, 314) Bien que Marx fasse mention ici des relations de production passées, la même logique est à l'œuvre dans la formation sociale chinoise. Puisque la planification par la superstructure socialiste ne joue qu'un rôle secondaire dans la production agraire où elle ne fait que règlementer la production de quelques céréales critiques et impose une taxe agraire, le rôle primaire de l'agriculture pour les familles paysannes qui peuvent produire un surplus est la production de marchandise. La relation entre la production et la consommation des valeurs d'usage doit dès lors se faire par la transformation de la valeur d'usage en valeur d'échange lors de la circulation des produits et nécessite donc l'existence du capital marchand dans une économie non socialiste.

La naissance de la valeur d'échange et du capital marchand s'est fait en Chine dès la déplanification de l'économie. Dans cette condition, elle devient une nécessité puisque le socialisme n'est pas en mesure de planifier par l'utilisation de techniques non marchandes l'échange de valeurs d'usage. Ceci est démontré par Marx lorsque celui-ci décrit que ce qu'il percevait de manière anachronique comme une forme de communisme primitif des formations sociales asiatiques en Inde et en Chine devait être détruit par les envahisseurs anglais, puisque l'union de l'agriculture et de l'industrie basée sur la propriété commune de la terre bloquait l'influence et la naissance du capital (Marx 1976, 315). Le communisme sous ses nombreuses formes selon Marx bloquait donc la nécessité du capital marchand. Dans le cas chinois, la dissolution des communes et de la planification générale entre l'agriculture et l'industrie est donc la cause déterminante de la naissance de la forme marchande du mode de production patriarcal. En d'autres mots, les modes de production non marchands où la loi de la valeur était absente ou ne jouait qu'un très petit rôle devaient être remplacés par des modes de production déterminés par la loi de la valeur.

Le mode de production patriarcal traditionnel, par son articulation progressive au capital marchand, change qualitativement son essence. Il entame sa négation et sa transformation en la forme paysanne marchande.

Bien entendu, le commerce réagit plus ou moins sur les communautés entre lesquelles il est entrepris; il soumet toujours davantage la production à la valeur d'échange en faisant dépendre la jouissance et la subsistance plus de la vente que de la consommation directe des produits. Par-là, il désagrège les conditions anciennes. Il augmente la circulation d'argent. Il ne se borne plus à se saisir de l'excédent de la production, mais peu à peu grignote la production elle-même et met sous sa dépendance des branches entières de la production. Cependant, cette action dissolvante dépend beaucoup de la nature de la communauté productrice. (Marx 1976, 313)

Marx démontre comment le capital marchand détient l'effet de dissoudre les modes de production anciens, orientés vers la production de valeurs d'usage, auxquelles il s'articule. Ce que le capital marchand ne contrôle pas est la qualité du nouveau mode de production né de cette dissolution. Celle-ci est déterminée

par le mode de production antérieur (Marx 1976, 312-13). La forme marchande patriarcale est donc déterminée par sa forme passée traditionnelle.

Dans le cas chinois à l'époque des réformes, la dissolution du mode de production socialiste agraire n'a pas été effectuée de manière directe par le capital marchand chinois. Les relations de production socialistes se sont dissoutes des souhaits de la fraction libérale du Parti. La forme patriarcale marchande n'est donc pas une forme établie sur la base des communes. Plutôt, ce que le capital marchand dissout en Chine depuis 1978 est le mode de production patriarcal traditionnel qui est né de la négation des communes. Les déterminants de l'essence du mode de production marchand se trouvent donc dans les aspects retrouvés au sein du mode de production patriarcal traditionnel. Comme nous l'avons décrit plus haut, les relations de production paysannes, la terre publique, et la production ayant pour essence l'acquisition de valeurs d'usage, sont ce qui reste dans la forme marchande du mode de production patriarcal traditionnel. Ce qui se transforme par l'articulation avec le capital marchand est la forme que prend la production. Ce qui accompagne la marchandise est la loi de la valeur, qui a un grand effet sur la production paysanne.

Pour que la forme marchande de la production puisse se solidifier dans le mode de production patriarcal, le marché où le capital marchand peut effectuer son mouvement naturel est nécessaire. Historiquement, l'un des aspects fondamentaux nécessaires à la naissance du mode de production capitaliste est l'existence d'un marché international, où l'échange de marchandises acquiert une telle proportion que le capital, sous sa forme marchande, est apte à exercer ses dynamiques sur les autres modes de production. Ces relations impersonnelles sont ce que décrit Marx sous la formulation du fétichisme de la marchandise :

Dans ce monde-là, les produits du cerveau humain semblent être des figures autonomes, douées d'une vie propre, entretenant des rapports les unes avec les autres et avec les humains. Ainsi en va-t-il dans le monde marchand des produits de la main humaine. J'appelle cela le fétichisme, fétichisme qui adhère aux produits du travail dès lors qu'ils sont produits comme marchandises, et qui, partant, est inséparable de la production marchande. Les objets d'usage ne deviennent marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés menés indépendamment les uns des autres. C'est seulement au sein de leur échange que les produits du travail acquièrent une objectivité de valeur socialement identique, distincte de leur objectivité d'usage et de sa diversité sensible. (Marx 1993b, 83-84)

La séparation entre les producteurs n'apparaît que lorsque la production de marchandises prend une place importante dans la production des valeurs d'usage. Cependant, le mode de production patriarcal traditionnel peut aussi transformer son excédent de production en marchandises. Dans ce cas, la logique marchande est dominée par la logique de la subsistance. La clé de la transition vers la forme marchande dominante du mode de production patriarcal se trouve lorsque les relations sociales entre producteurs prennent la forme

de relations entre choses. Dans le mode de production patriarcal traditionnel, à l'instar d'autres modes de production précapitalistes, « [l]es rapports sociaux des individus dans l'accomplissement de leur travail apparaissent en tout cas comme leurs propres rapports personnels et ne se déguisent pas encore en rapports sociaux entre choses, entre produits du travail. » (Marx 1993b, 89). De ce fait, lorsque l'échange de marchandises prend place dans la sphère de la circulation dans le cas du mode de production patriarcal marchand, la conséquence pour les producteurs paysans est que « [l]eur mouvement social propre a pour les échangistes la forme d'un mouvement de choses qu'ils ne contrôlent pas, mais dont ils subissent au contraire le contrôle. » (Marx 1993b, 86) La loi de la valeur se développe donc en fétiche. Ce fétichisme prend effet lorsque le volume d'échanges entre producteur s'accroît :

Cette scission du produit du travail en chose utile et chose de valeur ne s'effectue que dans la pratique, une fois que l'échange a acquis une importance et une extension suffisantes pour que les choses utiles soient produites en vue de l'échange et que le caractère de valeur des choses soit donc déjà pris en considération dès leur production même. (Marx 1993b, 84)

Le fétichisme prend donc effet lorsque le volume de production atteint un seuil critique où cette production ne peut être organisée que par le développement de relations de marchés en absence de la planification étatique. La force coercitive et l'impersonnalité du marché viennent donc prendre le contrôle partiel de la classe paysanne par l'entremise de l'articulation capitaliste marchande. Ceci indique que la production de valeurs d'usage de la paysannerie se transforme à la fois en production de valeurs d'échange. Cependant, dans ce mode de production, ces deux aspects sont unis et ne sont pas encore antagoniques, bien qu'ils soient en contradiction.

La différence qualitative entre les deux formes du mode de production patriarcal ne se situe donc pas dans les relations productives façonnant le produit, mais plutôt dans la circulation du produit entre sa production et sa consommation. Il faut comprendre dès lors la différence entre ces deux formes de production patriarcale et les forces motrices les animant. Par exemple, le mode de production patriarcal traditionnel ne montre pas de tendance à la différenciation sociale de type capitaliste et à l'évolution du capitalisme dans le contexte où les relations de marchés restent locales et, de ce fait, personnelles. La famille paysanne, dans ce cas, peut vendre son excès de production dans le but d'acquérir certaines marchandises tout en restant dans le mode de production patriarcal traditionnel. Par conséquent, le capital marchand ne reste qu'une articulation secondaire. Cependant, lorsque le mode de production patriarcal s'articule complètement aux marchés extérieurs, il change sa forme, bien que les relations au sein de l'unité de production même restent inchangées. Le fait que la circulation prend place en dehors de la communauté naturelle paysanne fait naître une forme du mode de production patriarcal où les forces impersonnelles du marché coercent les producteurs paysans. La loi de la valeur devient dès lors un déterminant de la production paysanne. Selon Patnaik, ces

forces impersonnelles du marché créent une production authentiquement marchande lorsque ces forces viennent du marché mondial (2015, 120-22). Le même argument est fait par Marx dans le troisième volume de Capital lorsqu'il affirme que :

[L]es grandes révolutions des XVI^e et XVII^e siècles que les découvertes géographiques provoquaient dans le commerce et qui entraînaient le développement rapide du capital marchand constituent un facteur essentiel ayant hâté le passage du mode de production féodal au mode capitaliste [...]. La soudaine extension du marché mondial, la multiplication des marchandises en circulation, l'émulation parmi les nations européennes pour se rendre maîtresses des produits asiatiques et des trésors américains, le système colonial contribuèrent dans une large mesure à faire sauter les limites féodales de la production. [...] La base [du capitalisme] est constituée par le marché mondial lui-même. (Marx 1976, 314-15)

L'argument de Patnaik sur le lien entre grands marchés, où le marché mondial exemplifie donc la loi de la transformation de quantité en qualité retrouvée au cœur de l'explication de Marx du fétichisme de la marchandise dans le premier volume de Capital. Il ne suffit donc pas que la famille paysanne entre dans des relations sociales commerciales pour que le mode de production se transforme. Il faut plutôt que les relations commerciales s'étendent au-delà de la communauté naturelle du paysan. Pour que cela ait lieu, il faut premièrement que la famille paysanne adopte ce style de production commerciale et il faut deuxièmement que le marché soit assez développé pour mettre en lien la famille et les autres unités de production. C'est donc lorsque l'articulation au capital marchand devient dominante que la production paysanne prend la forme de la production de valeurs d'échange. Ce sont les deux conditions à la création de la forme marchande du mode de production patriarcal.

1.3.4.1 L'articulation entre le capital marchand et le mode de production patriarcal

La conséquence de l'articulation entre le capital marchand et le mode de production patriarcal se trouve dans le fait que la loi de la valeur prend force dans celui-ci. Les mécanismes du marché que la loi de la valeur implémente chez la paysannerie deviennent un aspect critique du mode de production patriarcal. La loi de la valeur s'ajoute à l'essence du mode de production patriarcal, puisque la production paysanne se fait déterminer par celle-ci. La production n'est plus déterminée par la consommation locale, par les prix déterminés par la planification étatique ou par les marchés locaux de petits producteurs. Comme l'expliquent Zhang et Donaldson, la production se fait plutôt déterminer par le marché national chinois et même par l'économie internationale. La fluctuation des prix devient un élément déterminant dans le choix de la culture en production et la relation sociale retrouvée au sein même de la classe paysanne et entre elle et les autres producteurs, capitalistes ou socialistes, devient fondamentalement d'une nature concurrentielle (Zhang et Donaldson 2010, 470). La production prend dès lors la forme de la marchandise, à la valeur et au prix déterminé par la loi de la valeur.

À ce stade, la dominance de la loi de la valeur n'indique pas que le mode de production patriarcal est en essence capitaliste, bien que sa transition vers ce mode soit très probable. L'essence du mode de production patriarcal marchand se trouve toujours déterminée fondamentalement par ses relations de production. La paysannerie produit des marchandises à l'aide de relations de production structurée autour du travail familial, et ces produits sont échangés à l'aide de la forme marchande, ce qui ne change pas la nature des relations sociales qui ont produit ces marchandises, bien que la forme marchande nous indique l'existence du capital marchand et du travail abstrait. Ce même argument est avancé par le marxisme soviétique. Ce qui sépare le mode de production capitaliste du mode de production patriarcal marchand se trouve dans le fait que, dans ce dernier la production se base sur le travail personnel du producteur, tandis que, dans le capitalisme la production se fait par l'entremise de marchandises, le travail salarié (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 64).

Dès lors, les marchandises et la loi de la valeur ne sont pas des aspects qui appartiennent exclusivement au capitalisme. Engels, par exemple, établit une démarcation entre les deux formes que la marchandise peut prendre : « Il est dès lors clair que Marx, qui au commencement du premier volume, suivant l'ordre historique, est parti de la production de la marchandise pour aboutir au capital, devait choisir également comme point de départ la simple marchandise et non la forme abstraite et historiquement secondaire de la marchandise déjà transformée par le capitalisme [...] » (Engels 1895b). La marchandise est un aspect qui prend son origine de modes de production précapitalistes, et ne transforme son essence, modifiant sa forme, que lors de la domination du processus de production par le capitalisme. De ce fait, la marchandise est un aspect qui se retrouve lors de l'échange, et acquière un caractère décisif sur les producteurs du mode de production patriarcal marchand à mesure que la tendance à l'échange dans la société se développe. Par cette tendance à la domination des forces impersonnelles du marché, la loi de la valeur s'installe comme régulateur économique des modes de production marchands, ce qui est un aspect retrouvé dans certains modes de production précapitaliste, bien qu'elle n'ait jamais dominé une formation sociale au complet avant le capitalisme :

Bref, la loi de la valeur de Marx est généralement valable, pour autant toutefois que des lois économiques peuvent l'être, pour toute la période de la production simple de marchandises, donc jusqu'au moment où cette dernière subit une modification par l'avènement du mode de production capitaliste. Jusque-là, les prix s'orientent vers les valeurs déterminées par la loi de Marx et oscillent autour de ces valeurs ; en sorte que, plus se développe la production marchande simple et plus les prix moyens ayant cours pendant d'assez longues périodes, que ne trouble aucun bouleversement violent venu de l'extérieur, coïncident avec les valeurs, dans la limite d'écart négligeables. La loi de la valeur de Marx est donc économiquement valable en général pour une période allant du début de l'échange qui transforme les produits en marchandises jusqu'au XV^e siècle de notre ère. Mais l'échange de marchandises remonte à une époque préhistorique qui nous ramène en Egypte au moins à 2500, peut-être 5 000, à Babylone à 4 000 et peut-être 6 000 années avant notre ère; la loi de la

valeur a donc régné pendant une période de 5 000 à 7 000 ans. Admirez maintenant le sérieux de M. Loria qui considère que la valeur, ayant eu cours de façon directe et générale pendant toute cette période, est une valeur à laquelle les marchandises ne sont ou ne seront jamais vendues et dont aucun économiste possédant un grain de bon sens ne se souciera jamais ! (Engels 1895a)

La loi de la valeur n'est donc pas un aspect qui appartient nécessairement au mode de production capitaliste, mais plutôt à l'échange. Il est un aspect essentiel qui régule l'échange entre les producteurs. La loi de la valeur est donc retrouvée même au sein du mode de production patriarcal traditionnel lorsque l'excédent de production est vendu sur les marchés, mais ce qui sépare celle-ci de la forme marchande est la domination de la loi de la valeur sur la production paysanne, qui se fait majoritairement déterminer par celle-ci. Elle est donc l'alternative lorsque la planification étatique ne domine pas la production et l'échange entre producteurs. Dès lors, la différence fondamentale entre les formes marchande et traditionnelle du mode de production patriarcal se trouve dans le déterminant de leurs processus de production plutôt que dans leurs relations de production.

1.3.4.2 La loi de la valeur ou les lois de la valeur

La force motrice du mode de production patriarcal marchand est la loi de la valeur. Ceci ne renvoie pas à affirmer que ce mode de production est capitaliste, puisque la loi de la valeur n'implique pas le capitalisme, bien qu'elle implique son existence dans une forme ou autre, et certainement son évolution. L'argument que nous construisons ici est que la loi de la valeur n'est pas un aspect appartenant uniquement au capitalisme. Nous allons premièrement introduire les contrarguments à ce propos. Par la suite, nous établissons les raisons pour lesquelles nous pensons que cette compréhension de la loi de la valeur est celle autant de Marx que d'Engels et les raisons pour lesquelles cette compréhension de la loi de la valeur est critique dans la compréhension de l'évolution du mode de production patriarcal.

L'argument classique contre le caractère non capitaliste de la loi de la valeur vient de John Weeks. Pour ce dernier, considérer la loi de la valeur comme un aspect non strictement capitaliste serait une erreur de la part de Frédéric Engels, le collaborateur de Marx, qui aurait mal interprété la loi de la valeur de Marx (John Weeks 1981, 8). La base de l'argument de Weeks se trouve dans le fait que la valeur contenue dans une marchandise serait impossible à observer directement, puisque la perception humaine directe ne pourrait pas déterminer la valeur d'une marchandise. La loi de la valeur ne pourrait donc pas exister dans une période précapitaliste ou dans un mode de production non capitaliste, puisque sa manifestation serait impossible par la perception simple des producteurs lors de l'échange. La loi de la valeur est une force objective, bien que sociale, qui ne se matérialise que lorsque la force de travail prend la forme de marchandise (John Weeks 1981, 28).

Selon Weeks, c'est uniquement lorsque la production d'un objet se fait pour sa vente au moment de la production que celle-ci constitue en réalité une marchandise. Il faut donc que le producteur produise au même moment une valeur d'usage et une valeur d'échange. Cependant, la base de l'argument de Weeks est qu'une marchandise ne peut pas se vendre à sa valeur lorsqu'elle est produite dans la petite production marchande. Le mode de production capitaliste est requis. Ceci est expliqué par le fait que, pour que la marchandise puisse réellement se vendre à sa valeur, il faut que l'entièreté de la valeur manifestée dans la marchandise prenne la forme de marchandises. En d'autres mots, il ne suffit pas que la valeur d'échange soit déterminante lors de la production du produit, il faut plutôt que la force de travail du producteur soit une marchandise. La loi de la valeur ne serait donc pas dominante dans la petite production marchande, mais uniquement dans le capitalisme. La valeur d'échange d'une marchandise, une chose objective, se révélerait uniquement dans le mode de production capitaliste. Ceci est expliqué par le fait que, dans la petite production marchande, le travail humain est encore concret. La production ne se fait pas obligatoirement compte tenu d'un temps de travail socialement nécessaire, puisque le travail de l'artisan et de sa famille n'est pas quantifiable par une forme monétaire. Le travail reste privé et concret, au contraire du travail social et abstrait sous le capitalisme. Dès lors, il est impossible de connaître sa valeur. Il faut que tout soit quantifiable, que tous les intrants de production soient des marchandises, y compris la force de travail. Ceci nécessite un grand développement de la monnaie, de la rente monétaire, et, plus important, de la marchandisation de la force de travail. De ce fait, la loi de la valeur n'est pas présente sous la petite production marchande, mais uniquement dans le capitalisme (John Weeks 1981, 36-37).

Pour Weeks, la circulation simple que Marx mentionne, $M-A-M'$, présuppose $A-M-A'$, donc le capitalisme. La circulation simple ne serait que l'échange du point de vue du prolétariat. $M-A-M'$ ne représenterait pas une circulation de marchandises simples venant des époques précapitalistes. Le fait d'assumer que $M-A-M'$ pourrait se produire sans exploitation indiquerait selon Weeks que l'échange, la production de marchandises, et la compétition ne seraient pas des sources d'exploitation. L'échange de marchandises aux valeurs d'échange égales ne serait qu'une illusion venant du capitalisme permettant à la bourgeoisie d'acheter la force de travail du prolétariat pour l'exploiter. La loi de la valeur signifie dès lors toujours l'exploitation d'une partie par une autre (John Weeks 1981, 42-46). Le danger de supposer que la loi de la valeur, l'échange de marchandises à leurs valeurs, a existé pour une grande période comme Engels l'indique est que ceci nous amène à penser que l'échange entre producteurs indépendants peut se faire sans générer le capitalisme. Selon Weeks, cette théorisation d'Engels, amène à penser qu'il n'y aurait pas de liens entre ces échanges de producteurs libres et la concentration et de centralisation de la production. Ça ne serait que sous le capitalisme que ces échanges entre producteurs indépendants seraient producteurs d'inégalités et de sociétés de classes. Selon Weeks, l'échange et la loi de la valeur signifient le capitalisme, ou sa création. La

production de marchandises impliquerait dès lors la création du prolétariat et de la bourgeoisie (John Weeks 1981, 46-48). En d'autres mots, la loi de la valeur serait synonyme de la loi de la plus-value (John Weeks 1981, 40).

Étrangement, Weeks ne semble pas avoir lu Engels de manière rigoureuse, qui argüe comme Weeks que la loi de la valeur, et donc l'échange, est bel et bien créatrice du capitalisme dans le long terme.

Enfin, quand la marchandise spécifique force de travail apparaît sur le marché, sa valeur se détermine, comme celle de toute autre marchandise, d'après le temps de travail socialement nécessaire à sa production. C'est pourquoi la forme de valeur des produits contient déjà en germe toute la forme capitaliste de production, l'antagonisme entre capitaliste et salarié, l'armée industrielle de réserve, les crises. Par conséquent, vouloir abolir la forme de production capitaliste en instaurant la « vraie valeur », c'est vouloir abolir le catholicisme en instaurant le « vrai » pape, ou instaurer une société dans laquelle les producteurs dominent enfin un jour leur produit, par la mise en œuvre conséquente d'une catégorie économique qui est l'expression la plus ample de l'asservissement du producteur à son propre produit. (Engels 1950a, 265)

Ce passage constitue une partie de l'argument d'Engels contre les socialistes qui prônent l'utilisation de la loi de la valeur pour construire un système socialiste basé sur le principe que tous peuvent recevoir une vraie valeur, un concept qui n'a aucun sens théorique. Engels, de la même manière que Weeks, indique que, déjà, lorsque les produits de production prennent une forme marchande, ils contiennent déjà les germes du capitalisme, ce qui signifie que la marchandisation de la production est ancrée dans un processus de transformation des modes de production non capitalistes vers le mode de production capitaliste.

L'erreur de Engels, selon Weeks, se trouve dès lors dans le fait qu'il ne comprend pas que la loi de la valeur est un concept qui ne fait référence qu'au capitalisme et non à la petite production marchande, et que la valeur des objets, la valeur d'échange, n'est qu'un phénomène retrouvé dans le capitalisme lorsque le travail abstrait est un concept connu de tous. Engels aurait donc pensé, tels les économistes classiques, que les sociétés, depuis des milliers d'années, s'échangeaient tous leurs produits même au sein d'une même communauté. Il serait surprenant qu'Engels suppose une telle chose, qui est expliquée par Marx dans le troisième volume de Capital, édité par Engels :

L'échange de marchandises à leur valeur, ou à peu près, nécessite un degré de développement moindre que l'échange aux prix de production qui requiert un niveau déterminé du développement capitaliste.

Quelle que soit la manière dont les prix des différentes marchandises sont d'abord fixés ou réglés les uns par rapport aux autres, la loi de la valeur domine leur mouvement. Là où le temps de travail

nécessaire pour produire ces marchandises diminue, les prix tombent; là où il augmente, les prix montent, toutes choses égales d'ailleurs.

Même si l'on ne tient pas compte du fait que les prix et leur mouvement sont dominés par la loi de la valeur, il est donc tout à fait conforme à la réalité de considérer que la valeur des marchandises précède, du point de vue non seulement théorique, mais aussi historique, leur prix de production. Ceci est valable pour les cas où les moyens de production appartiennent à l'ouvrier ; ceci est le cas, dans le monde ancien comme dans le monde moderne, pour le paysan possédant son fonds et cultivant lui-même et pour l'artisan. Ceci concorde également avec notre opinion émise précédemment, à savoir que la transformation des produits en marchandises résulte de l'échange entre différentes communautés et non pas entre membres d'une seule et même commune. Ce qui vaut pour ces conditions primitives vaut également pour les conditions ultérieures, fondées sur l'esclavage et le servage, de même que pour les corporations artisanales, aussi longtemps que les moyens de production immobilisés dans chaque branche ne peuvent être transférés que difficilement d'une branche à l'autre et que, dans certaines limites, les différentes sphères de production se comportent entre elles comme le feraient des pays étrangers ou des communautés communistes. (Marx 1976, 179-80)

Marx indique ici que le premier échange ne se fait pas entre les membres d'une même communauté, mais plutôt entre différentes communautés. Engels n'a pas démenti ceci et cite même ce passage de Marx dans ses suppléments au troisième volume de *Capital*. De plus, Marx nous indique très clairement que les valeurs d'échange des marchandises se retrouvent dans des modes de production plus anciens que celui capitaliste. C'est ici que l'argument de Weeks ne suit pas la pensée de Marx : les marchandises, et leurs valeurs apparaissent dans des époques précapitalistes et même au sein de formation sociale ayant un mode de production capitaliste non dominant, chez les paysans et les artisans. Les marchandises pourraient donc représenter leurs valeurs d'échange approximatives sous la petite production marchande des paysans, des artisans, mais aussi dans les modes de production esclavagiste et dans le mode féodal urbain des guildes produisant des marchandises, puisque le producteur des marchandises n'a pas besoin de prendre lui-même la forme de marchandise. Le fait que ces marchandises soient produites par des esclaves, des artisans ou des paysans, ne change pas le fait que la valeur d'échange soit réellement manifestée dans leurs marchandises. De plus, Marx indique que l'échange de marchandises, et donc l'apparition de la valeur d'échange, se fait avant l'apparition du système de prix de production. Donc, ceci implique que l'argument de Weeks selon lequel la loi de la valeur ne peut pas être présente sous des modes de production autres que celui capitaliste, puisqu'il faudrait que la production se fasse par un prolétariat et que le travail abstrait soit complètement développé, ne tient pas la route. Marx nous indique clairement que la valeur des marchandises est présente dans les modes de production non capitalistes lors de la production de marchandises. Les marchandises s'échangent avant même que la monnaie apparaisse, approximativement à leurs valeurs. C'est donc l'échange et la production de marchandises qui seraient créatrice de la valeur d'échange, et de ce fait de la loi de la valeur.

Weeks a donc une conception positiviste de la valeur, au contraire d'une conception dialectique comme Marx et Engels. Pour Weeks, la loi de la valeur est une relation qui contient les mêmes caractéristiques inhérentes tout au long de son existence. Pour Marx et Engels, la valeur est une relation qui évolue considérablement au courant de l'évolution des sociétés, bien qu'elle garde une essence distincte. Engels nous indique comme Marx dans la citation plus haute que la valeur des marchandises existe historiquement avant les prix. Les prix ne sont que le résultat du développement de la loi de la valeur :

L'argent est déjà contenu en germe dans le concept de valeur, il n'est que la valeur développée. Mais du fait que la valeur des marchandises prend vis-à-vis des marchandises elles-mêmes une existence indépendante sous la forme de l'argent, un facteur nouveau s'introduit dans la société qui produit et échange les marchandises, un facteur doué de fonctions et d'effets sociaux nouveaux. Il suffit que nous le constatons pour l'instant sans y regarder de plus près. (Engels 1950a, 263)

L'argent est donc la valeur développée. Ceci indique donc que la valeur possède une existence antérieure à l'argent, mais que sa tendance fondamentale est de créer l'argent. C'est l'argent qui généralise pour Engels la forme marchande dans la société et qui dissout les relations sociales directes dans les sociétés précapitalistes :

Une fois que la société produisant les marchandises a développé jusqu'à la forme monnaie la forme valeur inhérente aux marchandises comme telles, on voit surgir au jour plusieurs des germes dissimulés encore dans la valeur. Le premier effet, et le plus essentiel, est la généralisation de la forme marchande. L'argent impose la forme marchande même aux objets produits jusqu'alors pour la consommation directe du producteur, il les entraîne dans l'échange. Par-là, la forme marchande et l'argent pénètrent dans l'économie intérieure des communautés directement socialisées en vue de la production, ils rompent un lien de la collectivité après l'autre et résolvent la communauté en une foule de producteurs privés. [...] Quelles que soient les autres causes fondées sur le développement de la production qui sont également à l'œuvre ici, l'argent reste toujours le moyen le plus puissant pour les faire agir sur les communautés. Et c'est par la même nécessité naturelle que l'argent, en dépit de toutes les « lois et normes administratives », ne pourrait que dissoudre la commune économique à la Dühring si jamais elle s'établissait. (Engels 1950a, 265)

Dès lors, la conception d'Engels de la loi de la valeur, de l'argent, de la marchandise, et de la tendance à la création du capitalisme par la loi de la valeur est identique à celle de Marx. Engels n'argue pas que la loi de la valeur a régné de manière dominante sur toutes les sociétés. La loi de la valeur n'a été que dominante sous le capitalisme. Cependant, la loi de la valeur était présente dans les sociétés précapitalistes et c'est celle-ci qui est responsable de l'évolution de celles-ci vers le capitalisme. Au contraire de la conception positiviste de Weeks, la conception dialectique de Marx et Engels de la loi de la valeur démontre le fait que la loi de la valeur a pris plusieurs formes au courant du développement des sociétés humaines. L'essence de la forme de la valeur est donc différenciée par les formes qu'elles adoptent au courant de l'histoire, et chacune de ces formes revêt des tendances temporairement distinctes, mais ultimement identiques.

1.3.4.3 Les différents stades de la loi de la valeur

À l'opposé de la vision de Weeks, les recherches ethnographiques modernes qu'utilise Ernest Mandel nous indiquent que la loi de la valeur existait même à travers les communautés communistes primitives, bien que sous des formes peu développées. Selon Ernest Mandel, l'origine de l'échange est retrouvée en dehors de l'unité sociale. Dans celle-ci, la coopération et l'aide mutuelle sont la règle de la division du travail. Le travail de chaque personne n'est pas basé sur l'attente d'un paiement réciproque. Cependant, l'essence de l'échange est la mesure d'un paiement réciproque. Lors du stade de l'échange simple, cet échange n'est pas exact, puisqu'une unité sociale ne connaît pas les conditions de la production des marchandises échangées. La mesure était présente, bien que peu précise. Aussi, à ce stade, l'échange n'est que sporadique et déterminé par la capacité de l'unité sociale de produire un surplus. L'échange développé n'apparaît que lorsque la capacité à la création d'un surplus est un fait constant pour l'unité sociale. La transition entre l'échange simple et l'échange développé se fait par le troc silencieux et les cadeaux de cérémonie entre unités sociales et sous-unités sociales. Lorsque les relations d'échanges cérémoniels et de trocs se régularisent par l'augmentation de leurs fréquences, la communauté développe des éléments de mesure et de calcul des cadeaux échangés dans le but de garder l'équilibre économique de l'unité sociale. Dès lors, dans les unités sociales primitives, certaines activités économiques ayant pour but la fabrication de cadeaux cérémoniels étaient entreprises avec l'objectif de recevoir une compensation équivalente. C'est à ce moment que l'échange simple se transforme en échange développé (Ernest Mandel 1968, 49-53). Il se développe alors ici l'embryon de la loi de la valeur universelle retrouvé sous le capitalisme. La loi de la valeur simple voit le jour lorsqu'une production s'entame en vue de l'échange dans ces petites communautés communistes primitives.

Dans l'échange développé, la spécialisation régionale fait son apparence. Chaque unité sociale, tribu ou communauté, se spécialise dans la production d'un surplus d'une valeur d'usage particulière, qui lui permet de l'échanger contre les produits spéciaux d'autres tribus. Les premiers centres de production primitifs se spécialisaient surtout dans la production d'outils et décorations. Des centres de production existaient donc dans les sociétés et civilisations anciennes qui échangeaient, à l'aide d'outil de mesure, des biens pour d'autres sans l'entremise de cadeaux cérémoniels et de trocs silencieux. Bien que toutes ces sortes d'échanges aient coexisté, l'échange direct est la forme la plus développée et utilisée entre groupes étrangers, tandis que les cadeaux et le troc correspondent à l'échange de groupes plutôt étroitement liés. Avec le développement de la productivité du travail, la division du travail s'étend entre les différentes unités sociales et le système de spécialisation régionale se transforme en réseaux d'échanges réguliers. Cette division du travail reste cependant strictement centrée sur les relations externes de l'unité sociale. Au sein même de l'unité sociale, à ce stade de développement, la coopération reste dominante et la production de produits

spéciaux pour l'échange reste une activité secondaire (Ernest Mandel 1968, 54). Cette explication n'est pas en contradiction avec l'argument d'Engels qui affirme que la société avant l'émergence de l'échange de marchandises se base sur des bases communistes ou coopératives (Marx 1991, 1034). Ceci correspond plutôt au stade simple de la loi de la valeur, qui ne domine pas les producteurs, puisque les modes de production dominants et prédominants ne sont pas d'une nature marchande.

Un argument additionnel de Weeks est que la valeur des marchandises ne peut pas être réellement connue dans un monde non capitaliste où les mesures pour quantifier le temps de travail à la fabrication d'un objet sont très peu développées. Il serait donc impossible de connaître la valeur d'une marchandise, puisque, pour ce faire, il faudrait que la loi de la valeur soit complètement objective, possédant la qualité de fétiche. Selon Mandel, les sociétés primitives étaient organisées sous le principe de l'économie du temps de travail. Que ça soit dans le servage du moyen-âge européen, dans les villages incas ou japonais, le travail coopératif des villageois ou l'exploitation des producteurs par une classe dominante se faisait sous le calcul d'un temps de travail. Si une famille aide une autre avec un certain temps de travail, l'autre famille devait aider la première avec un même temps de travail. Dans le cas du féodalisme, un temps de travail devait être donné au seigneur chaque semaine. Les obligations à la classe dominante ou à la tribu dominante étaient spécifiées soit en matière de temps de travail ou soit en matière de quantité de produits à fournir à travers une certaine quantité de temps. Dès lors, en général, ces sociétés connaissaient le temps de travail nécessaire à la production de produits, et la classe dominante exploitait la population qu'au maximum permis par les besoins de la population. Elle ne pouvait pas demander plus de travail des producteurs au-delà de leurs capacités à se reproduire (Ernest Mandel 1968, 59-63). Il serait donc faux de croire que le temps de travail nécessaire à la création d'une marchandise soit inconnu des civilisations précapitalistes. La loi de la valeur pouvait donc techniquement être basée sur la perception humaine dans le cas de la production de marchandises, puisque, dans les modes de production où la loi de la valeur n'avait aucune force, le temps de travail était une chose connue et calculée.

La valeur d'échange des marchandises, selon Mandel, est mesurée par le temps de travail nécessaire à leurs productions. Ceci s'applique à tous les types de marchandises. Le temps de travail nécessaire, ou en d'autres mots la valeur, se fonde sur le principe de l'économie du temps de travail. Ce principe était gouverné, au moins depuis 3000 avant l'ère commune, de manière consciente, et à mesure du développement de la productivité du travail et de l'échange, devient gouverné de manière semi-consciente et semi-objective. Tous les produits du travail pouvaient être des équivalents. L'exactitude de la mesure du temps de travail dépend du développement de l'artisanat. Dans une société ayant un certain nombre d'artisans professionnels, où l'échange est généralisé, une équivalence stricte est demandée, puisque, dans un cas contraire, les

producteurs changeraient tout simplement de professions si l'échange n'était pas équivalent. C'est alors dans ce type de société que le travail abstrait comme concept est créé, bien que l'idée du travail abstrait n'apparaisse que dans le capitalisme. Le travail abstrait est créé par le besoin de l'échange et le besoin de créer un point de comparaison entre tous les types de travail concret. Le travail abstrait est donc à la base de la valeur d'échange. L'essence de la valeur d'échange est de connecter les produits humains au temps de travail total d'une société en particulier. Les producteurs échangent et comparent selon le temps de travail contenu dans leurs produits. C'est ceci qui est à la base de la valeur d'échange. Ce n'est que lorsque le commerce, les marchés, et les villes se développent à un degré suffisant, indiquant un développement de la division du travail, de l'artisanat et des classes sociales, que la production de marchandises se généralise dans les villes, bien que la production de valeurs d'usage reste dans les campagnes, bien qu'elle soit en déclin. Ce développement de l'artisanat séparé de l'agriculture prend donc le nom de la petite production marchande (Ernest Mandel 1968, 63-65).

Le commerce fait son apparence avec le développement de l'agriculture, ce qui implique la formation de surplus de production permanents et alors d'échanges permanents. Ce qui est échangé englobe tout ce qui est produit, au contraire de produits spéciaux. Les marchés locaux se développent et les unités sociales commencent à être connectées les unes aux autres par des échanges permanents, bien que l'unité sociale continue de produire la majorité de ce qu'elle consomme. Ceci correspond aussi au développement de l'artisanat professionnel, qui reçoit en échange de son travail une certaine quantité de nourritures des autres membres de la tribu. L'échange est encore dans un stade rudimentaire, puisqu'elle se fait par les producteurs eux-mêmes, ou par une section de la communauté, dans les marchés locaux. Au même moment, la révolution métallurgique fait naître le commerce et le marchand. Puisque les métaux ne sont retrouvés qu'à certains endroits pouvant être très loin de certaines communautés, la profession du marchand a vu le jour, qui avait le rôle d'importer ces métaux dans les marchés locaux. La création des artisans correspond à la création des marchands et du commerce à longue distance. L'âge du bronze correspond donc à l'apparition du commerce et du marchand, qui travaillait sous les auspices de l'État (Ernest Mandel 1968, 54-57).

C'est lors de l'apparition de l'artisanat que la production de la valeur d'échange se manifeste de manière développée. Lorsque l'artisan est complètement coupé de la production agraire, sa production est faite pour l'échange. Il ne produit plus des valeurs d'usage, mais plutôt des valeurs d'échange, des marchandises. C'est à ce stade que l'unité du travail et le produit du travail, la production et le produit sont séparés complètement. La loi de la valeur développée apparaît lorsque le paysan, le paysan artisan, ou la communauté produisent un surplus de valeurs d'usage qu'ils ne peuvent consommer eux-mêmes; ils les vendent sur le marché dans le but d'acquérir d'autres marchandises dont ils auraient besoin. La loi de la valeur reste dans ce cas-ci

simple. La production se fait donc toujours avec la valeur d'usage en tête, bien que la valeur d'échange existe. C'est une forme transitoire entre la production coopérative et la production marchande. C'est chez l'artisan détaché de sa communauté que cette unité devient complètement brisée au sein même du processus de production, puisque sa production au complet est destinée à l'échange sur un marché. Il produit dès lors des marchandises. C'est l'essence du commerce. Dès que cet artisanat se généralise et commence à produire des marchandises agraires, les communautés urbaines font leurs apparitions, où une communauté d'artisans, de marchands et d'administrateurs voit le jour. L'échange généralisé permet le développement de ces villes et leurs développements économiques signifient le développement continu de la production de marchandises (Ernest Mandel 1968, 57-59). C'est donc à ce stade que la petite production marchande voit le jour. C'est aussi à ce moment que la loi de la valeur se manifeste de manière objective à travers la production de marchandises. Il faut dès lors que cette production de marchandises soit dominante dans le travail de l'artisan ou du paysan et que ce dernier ait en tête de produire pour le marché pour que la loi de la valeur apparaisse objectivement, ce qui indique que l'article n'était pas destiné à sa communauté proche. La production de cet article faisait donc partie d'un mode de production qualitativement différent de celui communautaire. La loi de la valeur atteint son stade développé ici. Elle correspond maintenant à une forme objective. La compétition entre les producteurs met en place une notion de productivité moyenne et d'une valeur d'échange moyenne. La loi de la valeur devient dès lors développée lorsque la détermination de la valeur devient un phénomène social qui n'est pas contrôlé par les producteurs individuellement.

C'est avec le développement de la petite production marchande que les méthodes de calcul du temps de travail évoluent et deviennent beaucoup plus strictes. Lorsque la petite production marchande est un mode de production présent, sans nécessairement être dominant ou prédominant, dans la communauté primitive, la valeur d'échange s'établit selon une moyenne sociale. Sur les marchés, locaux ou régionaux, c'est le temps de travail socialement nécessaire qui devient l'essence de la valeur d'échange des marchandises. La valeur d'échange devient dès lors une chose objective, qui se manifeste par la compétition entre les producteurs, et le travail devient différencié entre travail simple et travail complexe (Ernest Mandel 1968, 65-67).

C'est à ce stade de la petite production marchande que la loi de la valeur se manifeste pour la première fois dans sa forme développée. Elle coordonne les échanges sur une base objective, le temps de travail socialement nécessaire, et sert à ce que les marchandises s'échangent pour leurs équivalents. Elle repose sur le développement de l'économie du temps de travail. Elle organise dès lors entre les branches de production la totalité des heures de travail de la société. L'aspect social du travail devient donc indirect, tandis que, dans les sociétés n'ayant pas développé la petite production marchande, le travail est directement social.

Mandel mentionne donc que, lorsque l'artisan produit trop d'un certain type de marchandise, la loi de la valeur l'informe après le fait lorsqu'il n'est pas capable de vendre ses marchandises. Dans un type de société gouvernée de manière consciente, les règles, les coutumes et les lois en matière de production peuvent l'empêcher de gaspiller ce temps de travail en fixant le prix normal des marchandises, le coût de l'éducation de l'artisan, etc. Dans ce cas, la loi de la valeur est présente, mais elle n'est pas encore complètement objective (Ernest Mandel 1968, 67-68). En d'autres mots, elle n'est pas encore un fétiche et reste dans son stade simple et subjectif. C'est plutôt lorsque les modes de production marchands accroissent leurs importances que la loi de la valeur devient développée et que, par l'entremise de la monnaie, la production des producteurs est déterminée strictement au sein de ces modes de production marchands.

1.3.4.4 La dialectique de la loi de la valeur

Selon les explications de Mandel, de Marx et d'Engels, la loi de la valeur n'est pas un aspect monolithique. Elle se développe par stade et par contradiction. La loi de la valeur au début de la production de marchandises est très inexacte, mais bien présente. Elle n'est présente que lorsque la production d'un bien se fait en vue de l'échange. Lorsque les marchés sont peu développés, la loi de la valeur reste locale et inexacte. De plus, la loi de la valeur reste loin d'être absolue et universelle. Elle est premièrement absente ou ne forme qu'un simple embryon au sein de l'échange des sociétés communautaires et coopératives. Elle est aussi présente sous des formes peu développées dans certaines sociétés où l'État, la communauté, ou les associations de producteurs peuvent eux-mêmes fixer le prix normal de la vente de marchandises sur les marchés. Dans ces derniers cas, la loi de la valeur coexiste avec d'autres déterminants de la production ou d'autres modes de production qui influencent la loi de la valeur. Dans ce dernier cas, la loi de la valeur reste simple. La loi de la valeur est donc un fait qui n'est pas absolu et universel comme dans le capitalisme, bien qu'elle soit pleinement développée dans l'échange de la petite production marchande. Puisque ces formations sociales anciennes contiennent une plus grande quantité de modes de production que celle moderne, la loi de la valeur se manifeste uniquement dans quelques-uns de ces modes. Les modes de production marchands sont donc les premiers lieux où se manifeste la loi de la valeur.

De plus, les différents stades du développement de la loi de la valeur impliquent que l'évolution quantitative de l'échange donne une évolution qualitative de la loi de la valeur. Le problème dans l'argumentation de Weeks est qu'il ne conceptualise pas l'essence dialectique de la loi de la valeur. Lorsque celle-ci était peu développée, elle entraînait des conséquences très différentes de celles de la loi de la valeur moderne. Elle n'était pas encore créatrice d'inégalité sociale et du capital, bien qu'à un certain stade de développement elle le soit. Weeks a donc raison d'affirmer que la loi de la valeur, par son mouvement établi par ses contradictions internes, est créatrice du capitalisme. Son erreur repose sur le fait qu'il ne théorise pas de

manière dialectique. La loi de la valeur aurait eu la même essence et les mêmes apparences tout au long de l'histoire. Il serait donc plus juste de parler de lois de la valeur. La loi de la valeur simple se base sur des jugements conscients de la valeur des marchandises, tandis que la loi de la valeur universelle est complètement objective qui aliène les producteurs et les capitalistes dans la société bourgeoise moderne. Pour utiliser les mots de Mandel, dans les sociétés non capitalistes, la loi de la valeur existe, mais elle ne détermine pas la production. Elle n'est pas un automatisme économique (Ernest Mandel 1963).

Engels nous semble donc avoir raison d'affirmer que la loi de la valeur existe depuis les origines de l'échange. Les stades d'évolution de la loi de la valeur avancent au rythme du développement de l'échange et du travail abstrait. Engels n'affirme pas que cette loi de la valeur entraîne les mêmes conséquences que dans le capitalisme moderne. Comme Patnaik (2015) l'explique, la petite production marchande nécessite un grand marché pour générer des inégalités capables de créer le capitalisme. En d'autres mots, la loi de la valeur nécessite le développement du capitalisme marchand pour créer une polarisation et un capitalisme industriel. Cette pensée est à la base de l'argument d'Engels. Celui-ci explique que le capitalisme moderne est causé par le capitalisme marchand, et que ce capitalisme marchand est causé par le commerce entre différents groupes et par la dissolution des communautés primitives. Nous sommes cependant d'accord avec Weeks que le développement de la loi de la valeur implique le capitalisme, mais il faut retenir que ce développement se fait par stade à long terme dans de bonnes conditions qui s'y prêtent.

Ce point est important dans le marxisme soviétique, qui a été théorisé à une époque où les communistes faisaient face aux conséquences de la loi de la valeur dans les années 1920. Le marxisme soviétique n'argue pas que dans une société basée sur l'échange de marchandise et la compétition ne sont pas des sources d'exploitation. Elles le sont à un certain stade de développement, où le capitalisme marchand naît de ces échanges. Engels et le marxisme soviétique n'arguent donc pas que la loi de la valeur dans les sociétés précapitalistes est en équilibre et qu'elle n'évolue pas. Tout au contraire. C'est l'évolution des contradictions immanentes de cette loi de la valeur qui détermine le cheminement de la société primitive vers le capitalisme et ensuite vers le socialisme. Shirokov explique que le développement de la loi de la valeur passe par trois stades : simple; développé; et universel. Ceci reflète le développement de la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange retrouvée au sein de chaque marchandise. Nous ajoutons à ces trois stades l'embryon de la loi de la valeur, qui est l'économie du temps de travail qui est présente dans la grande majorité des modes de production anciens, comme l'explique Mandel. Le mode de production capitaliste industriel ne survient que lorsque la force de travail, le seul aspect étant capable de créer de la valeur, devient elle-même une marchandise. C'est uniquement lors de cette occasion que la loi de la valeur entre dans son stade universel, puisqu'elle absorbe tous les aspects liés à la production. Il y a donc un développement

quantitatif, la croissance de la production de marchandises et de l'échange, qui se transforme en développement qualitatif, la création d'un nouveau type de loi de la valeur, que Shirokov nomme la loi de la plus-value, qui est la source du mouvement du capitalisme, sa force motrice. Le stade développé de la loi de la valeur ne survient que dans la société que Shirokov nomme marchande-capitaliste, tandis que le stade simple correspond à la circulation simple de marchandises (Shirokov 1941, 178-79). Donc, selon le marxisme soviétique, la loi de la valeur passe par différents stades de développement et n'est donc pas qualitativement semblable d'une période à une autre. Engels et le marxisme soviétique n'arguent donc pas que la société a été dominée par la loi de la valeur pendant des milliers d'années, comme l'argue Weeks (1981, 45). Ils supposent tout simplement que l'existence de la valeur d'échange remonte à l'origine de l'échange entre groupes sociaux, et qu'une certaine forme peu développée de la loi de la valeur était en jeu qui déterminait que l'échange entre les excédents de production se faisait sous une base relativement égale.

L'articulation capitaliste marchande que nous avons conceptualisée est un produit de la petite production marchande, et une condition du développement généralisé de cette dernière jusqu'au mode de production capitaliste. Notre conceptualisation de la loi de la valeur nous permet donc de régler une partie de ces débats sur la loi de la valeur dans les sociétés non capitalistes. Cette conceptualisation n'est cependant pas une séparation avec le marxisme orthodoxe et le marxisme-léninisme ou soviétique. Les arguments de Weeks sur les erreurs d'Engels et des Soviétiques qui le suivent se basent sur une mauvaise interprétation des écrits d'Engels et sur une incompréhension de la nature historique de la dialectique et de la loi de la valeur. Tout ceci est très bien exposé par Paresch Chattopadhyay (1982), qui situe ces erreurs dans le courant américain du marxisme. Chattopadhyay explique notamment comment les critiques de Weeks sur quelques passages d'Engels sont basées sur des erreurs de lectures faites par Weeks et que ces passages d'Engels ne font que résumer des passages de Marx. Marx et Engels ont toujours été d'accord en ce qui a trait à la théorie économique et au matérialisme historique. Pour ces derniers, la loi de la valeur a bel et bien existé avant le capitalisme et c'est cette loi de la valeur qui fait naître ce capitalisme après le développement interne de modes de production plus anciens, où l'échange de marchandises, et donc la loi de la valeur, était présent.

1.3.4.5 Les lois de la valeur dans le secteur agricole en Chine

Nous rappelons que nous utilisons la méthode d'analyse dialectique de Marx, faisant l'abstraction de la chose étudiée pour ensuite la replacer dans ses liens concrets à un niveau d'abstraction plus élevé. Nous avons dans cette section fait l'analyse de deux formes du mode de production patriarcal de manière abstraite. À travers l'analyse, les deux formes de ce mode de production détiennent une pureté qui ne se trouve pas dans le monde réel. Le mode de production patriarcal traditionnel et le mode de production patriarcal marchand ne sont jamais les seules modes de production occupant les familles paysannes ou les individus

paysans. Une famille paysanne dans la majorité des cas produit au sein des deux modes de production simultanément. Cependant, dans le but de comprendre l'essence de ces modes, l'abstraction doit être utilisée pour ne garder que les variables qui y sont connectées. Comme Marx l'analyse, la circulation simple que nous avons théorisée comme le fondement du mode de production patriarcal marchand, est la voie historique, en Europe de l'Ouest, de l'apparition du mode de production capitaliste. Il donne à ce mode de production patriarcal une qualité transitoire, puisqu'il apparaît comme entre deux modes de production qualitativement distincts, le mode de production patriarcal traditionnel et le mode de production capitaliste. Cependant, comme tous les modes de production, à un certain niveau d'abstraction, sont transitoires, cet aspect n'empêche pas le fait que cette forme marchande du mode de production patriarcal possède une essence qualitativement différente de celle du mode de production patriarcal traditionnel et du capitalisme. Dès lors, nous pensons qu'il faut l'analyser comme un mode de production ayant une essence et des dynamiques distinctes. Cette essence distincte repose sur le fait que la loi de la valeur détermine la production paysanne marchande, mais que la production, au sein de famille paysanne, se fait dans le but d'acquérir des valeurs d'usage. Ce mode est donc qualitativement différent de celui du mode de production patriarcal traditionnel et du capitalisme. Les similarités avec ce dernier se trouvent dans le fait que la production est aussi déterminée par la loi de la valeur et que la forme que la production prend est marchande. Les dissemblances avec le capitalisme se trouvent dans le fait que les relations de production immédiates ne sont pas entre le capital, le travail, et la propriété ne sont pas encore séparés du producteur. Dès lors, la loi de la valeur est développée, mais elle n'est pas universelle au sein de ce mode. Les articulations entre modes de production causent cependant des changements dans les effets de la loi de la valeur.

Au sein de notre théorisation des modes de production agraires chinois, le stade simple de la loi de la valeur équivaut à l'échange de marchandises qui se produit dans le mode de production patriarcal traditionnel. La loi de la valeur n'est pas déterminante de la production dans ce mode de production. Dans le mode de production patriarcal marchand, la loi de la valeur est au stade développé. La production est déterminée par les valeurs d'échange des marchandises produites. Ces producteurs paysans produisent donc à la fois des valeurs d'usage et des valeurs d'échange. Dans ces deux cas, puisque la force de travail n'est pas une marchandise, il serait faux de parler de capitalisme. Cependant, ce qu'il est important de noter sur le mode de production patriarcal marchand est qu'il dépend largement de son intégration aux marchés par le capitalisme marchand. Dans ce cas, bien que la loi de la valeur dans le mode de production patriarcal marchand n'est qu'au stade développé, son articulation se fait par l'entremise d'un mode de production capitaliste dans lequel cette loi de la valeur est universelle. Dès lors, le mode de production patriarcal marchand en Chine n'est pas tout simplement déterminé par la loi de la valeur développée, mais aussi par la loi de la valeur universelle par l'entremise de l'articulation entre les forces du marché capitaliste et la

paysannerie. Le capitalisme marchand a donc l'effet d'introduire des conséquences appartenant à la loi de la valeur universelle dans le mode de production patriarcal marchand. C'est pour cette raison que l'articulation avec le capital marchand à ce mode de production est essentielle, puisqu'elle forme le fondement de la relation d'échange entre les producteurs paysans et les autres types de production de la formation sociale. Le mode de production contient donc des aspects du mode de production patriarcal traditionnel et du mode de production capitaliste, sans être l'un ou l'autre. Dès lors, même analysé de manière abstraite, le capital marchand, un mode de production étranger, figure tout de même dans l'analyse de ce mode de production patriarcal. Ceci est expliqué par le fait que ce dernier est un mode de production dominé et transitoire. Il faut donc comprendre que l'analyse du mode de production patriarcal, fait de manière abstraite, se poursuit par son analyse concrète, où ses relations avec les autres modes de production, notamment le capitalisme et le socialisme, seront analysées. Comme nous allons le voir, le capitalisme marchand a l'effet de transformer le mode de production patriarcal marchand et sa loi de la valeur développée en mode de production capitaliste ayant une loi de la valeur universelle.

1.4 Les conditions quantitatives des formes du mode de production patriarcal

Les données empiriques sur les modes de production agraires sont assez difficiles à trouver. Dans une situation idéale, les statistiques officielles chinoises pourraient nous aider à faire une enquête empirique sur la condition et les évolutions des deux modes de production agraires. Cependant, comme affirme Zhang Forrest Qian, l'un des chercheurs les plus éminents sur la différenciation paysanne en Chine, les statistiques chinoises officielles agrégées ne sont pas utiles à repérer la différenciation paysanne (Q. F. Zhang 2015a, 346). L'une des raisons de cette relative inutilité de ces statistiques à l'analyse marxiste vient du fait qu'aucune allusion aux classes sociales n'est faite. Les relations de production sont largement ignorées (Huang et al. 2012, 141). Selon ces deux auteurs, ceci vient du fait que, depuis la répudiation de la révolution culturelle, toute allusion à la lutte des classes a été purgée des discours officiels et que c'est plutôt une linguistique non politique centrée sur le marché, suivant les pratiques néolibérales adoptées en Chine depuis les réformes. Selon certains marxistes chinois, la superstructure chinoise a été largement dépolitisée (Wang 2014). Plutôt d'avoir été dépolitisé dans un réel sens, la superstructure a été mise en harmonie avec la structure économique chinoise, qui a été construite selon un modèle néolibéral influencé par le caractère bureaucratique du capitalisme chinois. La dépolitisation se réfère donc à l'abandon du marxisme et à l'adoption de techniques de gouvernance s'appuyant sur le rôle fondamental des marchés et de la classe capitaliste comme moteur de l'économie. Les statistiques chinoises que nous allons utiliser, qui ont largement abandonné toute allusion aux concepts utilisés par l'économie politique marxiste, doivent donc être accompagnées par de nombreuses études de cas servant à acquérir de l'information sur la différenciation sociale dans les campagnes.

1.4.1 Les recensements officiels de la paysannerie en Chine

Les statistiques venant des recensements agraires peuvent apporter certaines pistes sur l'importance quantitative des deux formes du mode de production patriarcal. Les recensements divisent les familles paysannes en deux groupes, les familles paysannes ordinaires (普通农户) et les familles paysannes commerciales à grande échelle (规模农业经营户). Selon les données du troisième recensement, en 2016 (National Bureau of Statistics 2017b), des 230 millions de familles paysannes en Chine, 226 millions (98,27%) sont des familles paysannes ordinaires, tandis que 3,98 millions sont des familles paysannes commerciales à grande échelle (1,73%). Une deuxième division est faite entre les familles paysannes dans le troisième recensement : les familles paysannes ordinaires et les familles paysannes commerciales agricoles (农业经营户), un classement qui prend en compte les familles paysannes commerciales à grande échelle. Il y a 207 millions de familles commerciales agricoles, et parmi ces familles, il y a 3,98 millions de familles paysannes commerciales à grande échelle. De ce fait, il y a 22,83 millions de familles paysannes ordinaires qui ne sont pas classées en tant que familles commerciales agricoles. Le recensement agricole n'offre aucune explication sur la différence entre ces deux catégories. Uniquement la différence entre les familles paysannes commerciales agricoles et les familles paysannes commerciales à grande échelle est expliquée par les sites Internet des provinces et des comtés chinois. Selon l'un de ces sites (Hebei provincial bureau of statistics 2016), les conditions standards pour être classifiées comme une famille commerciale agricole sont : la propriété d'une terre agricole ayant la grandeur minimum de 0,1 mu; une terre forestière ou de pâturage d'une grandeur minimum de 1 mu; l'élevage au minimum de 1 grand animal ou de 20 petits animaux; et une valeur de production pour la vente de produits agraires; de l'exploitation forestière, de l'élevage ou de la pêche; de 1000 yuans par année. En 2016, 1000 yuans par année en valeur de production familiale agricole n'est qu'un très petit revenu. En 2016, la moyenne des revenus nets des entreprises rurales *par personne*, donc le profit, qui prend en compte la vente des produits agraires des paysans, était de 4741,3 yuans par année, dépassant largement le minimum de la valeur de 1000 yuans par année de la production agricole des familles. Il est à noter cependant que la moyenne du revenu total *par personne* de la paysannerie était de 12363,4 yuans par année, et que les revenus moyens pour les 20% et 40% des *familles paysannes* les plus pauvres étaient de 3006,5 yuans et de 7827,7 yuans par années respectivement (National Bureau of Statistics 2017a).

Les données sur la composition des revenus moyens divisées en quintiles ne sont pas présentées dans les données officielles. De ce fait, nous ne pouvons dès lors pas connaître le montant de ce revenu venant des activités productives commerciales de l'agriculture paysanne. Cependant, puisque les données indiquent une assez large différenciation de la paysannerie en matière de revenu par quintile et que le quintile le plus

pauvre ne reçoit qu'un très petit revenu et que, logiquement, les familles les plus pauvres de Chine ne sont pas spécialisées dans l'agriculture commerciale et ne peuvent donc pas jouir d'un large revenu par la vente de produits agraires, nous pouvons émettre l'argument que les familles paysannes pauvres en Chine ont beaucoup plus de chance d'œuvrer dans le mode de production patriarcal traditionnel. C'est-à-dire qu'elles ne peuvent que produire une petite quantité de produits agraires qui a pour but leurs subsistances et n'est pas en majorité une source de revenus. Dès lors, la classe organique du mode de production patriarcal traditionnel se trouve majoritairement dans la classification gouvernementale de familles paysannes ordinaires, et non dans la classification de familles paysannes commerciales agricoles. Au minimum, ce mode de production domine 22,83 millions de familles paysannes.

Selon les données officielles, la classe organique du mode de production patriarcal marchand devrait se trouver au sein de la classification *familles paysannes commerciales agricoles*, puisqu'elle opère sous des relations de production commerciales, ce qui signifie qu'elle doit avoir un assez large revenu de production agricole pour qu'elle puisse être en mesure d'acquérir les aspects essentiels de sa reproduction familiale par des liens commerciaux. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, ce mode de production domine la famille paysanne lorsque la majorité de sa reproduction se fait par des relations de marché, bien que les producteurs restent les membres familiaux. Selon les données officielles de 2016, les dépenses annuelles par personne des familles rurales étaient de 10129,9 yuans par années, ce qui indique qu'une grande portion de la reproduction des familles rurales se fait par le marché, puisque la paysannerie du mode de production patriarcal traditionnel n'a logiquement qu'un très petit revenu et, de ce fait, que de très légères dépenses, car leur reproduction se fait majoritairement en dehors des circuits du marché. Le revenu moyen par personne de la paysannerie, à titre d'exemple, a atteint le revenu du quintile le plus pauvre des villes, à 13004,1 yuans par année en 2016, avec des prix beaucoup plus bas dans les campagnes. Ceci indique donc que, déjà en 2016, une grande partie de la paysannerie opère au sein du mode de production patriarcal marchand. Si nous prenons la classification de famille commerciale agricole et que nous y soustrayions le nombre de familles paysannes commerciales à grande échelle, nous arrivons à une approximation du nombre de familles paysannes qui œuvrent dans ce mode de production : 203,02 millions. Ces données nous indiquent que le mode de production patriarcal marchand depuis au moins 2016 prédomine largement dans la formation sociale chinoise. La grande majorité de la paysannerie œuvre dans la forme marchande du mode de production patriarcal.

L'une des données statistiques qui peuvent nous aider à trouver des données quantitatives sur le mode de production patriarcal marchand est les données sur le revenu des familles rurales. Comparons les données de 1998 (National Bureau of Statistics 1999) et de 2021 (National Bureau of Statistics 2022). En 2021, le

revenu reçu de la production familiale occupe 35% du revenu total des familles rurales en Chine, comparativement à 68% du revenu total en 1998. Bien que la production familiale rurale en Chine puisse prendre la forme de production agraire et non agraire, puisque l'agriculture domine les campagnes chinoises encore aujourd'hui, une grande proportion de ce nombre indique que la petite production agraire marchande dans les régions rurales a largement décliné. La part du travail salarié du revenu total en 2021 était de 42%, et de 27% en 1998, une augmentation de 15% en l'espace de 23 années. Ceci indique que les familles rurales obtiennent davantage leurs revenus par le travail salarié que par la petite production. Les données des provinces nous offrent cependant des tendances très différentes qui ne peuvent pas être repérées dans la moyenne nationale. Par exemple, dans les régions rurales des grandes villes et des provinces riches de Chine, Beijing, Shanghai, Tianjin, Jiangsu, Zhejiang, Guangdong, le pourcentage du revenu venant du salariat fait le double et même plus du revenu de la production familial. Cependant, dans ces provinces : Hebei, Shanxi, Mongolie intérieure, Liaoning, Jilin, Heilongjiang, Anhui, Fujian, Jiangxi, Shandong, Henan, Hubei, Hunan, Guangdong, Guangxi, Hainan, Chongqing, Sichuan, Guizhou, Yunnan, Tibet, Shaanxi, Gansu, Qinghai, Ningxia, Xinjiang; le pourcentage de la part du revenu venant de la production familiale est beaucoup plus égal, sinon plus élevé, que la part venant du travail salarié. La production familiale prend une place prédominante des revenus totaux de la paysannerie au sein des provinces où la terre est abondante comparativement à la population, telle que Jilin, Heilongjiang, la Mongolie intérieure et Xinjiang, où le revenu de la production familiale fait presque le double des salaires. Ceci s'explique par le fait que la paysannerie dans ces régions détient de plus grandes terres que dans les régions plus peuplées de la Chine, ce qui rend le travail salarié moins indispensable pour les familles, puisqu'un plus grand revenu peut être capté par l'exploitation de plus grandes terres. La deuxième variable qui semble indiquer une plus grande part du revenu venant de la production familiale est le bas taux de développement industriel. Puisque le travail salarié, urbain ou rural, se fait beaucoup plus rare sans développement de l'industrie, il est donc logique que les familles de ces régions ne puissent pas capter de plus grands revenus par le travail salarié.

Nous avons collecté certaines données officielles sur la composition de la paysannerie en Chine et nous avons obtenu un nombre provisoire pouvant servir de repère sur la masse paysanne œuvrant dans les deux formes du mode de production patriarcal. Nous pouvons dès lors conclure que le mode de production patriarcal traditionnel a fait place au mode de production patriarcal marchand dans la majorité de la Chine. Les données que nous avons utilisées viennent du recensement agraire de 2016. Ces recensements n'ont lieu que chaque décennie, ce qui nous empêche dès lors de connaître l'aspect quantitatif des modes de production en 2024. Cependant, nous pouvons nous référer aux campagnes de lutte contre la pauvreté en Chine pour montrer certaines tendances. Le gouvernement chinois est d'opinion que la pauvreté extrême en Chine, qui afflige surtout les milieux ruraux, est dû aux conditions géographiques et sociales dans lesquelles certaines

familles paysannes se retrouvent. Selon celui-ci ces conditions néfastes sont créées par des infrastructures arriérées et par l'emplacement géographique des familles paysannes éloignées des centres urbains qui les empêchent de s'intégrer aux marchés (New China Research 2021, 38). Les conditions sociales et géographiques que le gouvernement mentionne sont celles qui créent le mode de production patriarcal traditionnel en Chine. Ce serait donc cette forme du mode de production patriarcal qui créer l'extrême pauvreté. La solution choisie du gouvernement pour remédier à cette situation est d'intégrer les paysans aux circuits du marché national (Guowuyuan 2020). Ceci se fait par la création d'infrastructures dans les régions rurales qui ont pour but de connecter la paysannerie aux centres urbains pour qu'elle puisse produire pour les marchés et, par ce fait, recevoir de plus grands revenus. Dès lors, puisque la pauvreté extrême en Chine a été éradiquée depuis 2020, l'une des tendances à prendre en compte au sujet des deux formes du mode de production patriarcal est que celle traditionnelle, qui était encore, selon une étude datant de 2010, la forme prédominante de production agricole en Chine (Zhang et Donaldson 2010, 459), se fait éradiquer à mesure que les conditions géographiques et sociales qui reproduisent ces relations de production se font remplacer par les conditions créatrices de la petite production marchande agricole.

Dès lors, la tendance montre la destruction du mode de production patriarcal traditionnel et la consolidation du mode de production patriarcal marchand. Nous reviendrons sur ce point dans la section sur les articulations socialistes qu'entretient le mode de production patriarcal.

1.5 Les dynamiques du mode de production patriarcal traditionnel

Nous avons peint le portrait de manière quantitative et qualitative des deux modes de production paysans en Chine de manière abstraite. Ceci nous permet de comprendre l'essence de ces deux modes de production. Cependant, pour réellement comprendre la formation sociale chinoise, il ne suffit pas de connaître en abstrait les modes de production qui la composent. En d'autres mots, il ne suffit pas de les connaître de manière immobile et libre de l'influence d'autres modes de production. Il nous faut dès lors analyser ces deux modes de production paysans de manière concrète, pour ainsi démontrer leurs mouvements au sein de la formation sociale chinoise. Ceci comporte deux sortes de mouvements : le mouvement endogène et le mouvement exogène. Le mouvement de nature endogène est la dynamique retrouvée au sein du mode de production, responsable de son évolution quantitative et qualitative. Le mouvement de nature exogène est les dynamiques créées au sein du mode de production par les relations que celui-ci entretient avec les autres modes de production de la formation sociale. Ces deux sortes de mouvements sont très importants pour comprendre les dynamiques des deux modes de production en Chine. Le premier mouvement a trait à la transition entre les deux modes de production paysans et à l'autonégation de la forme paysanne marchande. Le deuxième mouvement a plutôt trait à la dynamique que les formes du mode de production patriarcal

créées avec les modes de production socialiste et capitaliste de la formation sociale chinoise, ainsi qu'avec l'impérialisme, qui peuvent renforcer ou bloquer des dynamiques existantes ou bien en créer de nouvelles.

1.5.1 Les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal traditionnel

Le mode de production patriarcal traditionnel est, selon Zhang et Donaldson (2010, 467), le point de départ de la transition vers le capitalisme agraire. Pour ces auteurs, lorsque la paysannerie change l'orientation de son processus de production de la subsistance vers la petite production marchande orientée vers des marchés non locaux, la dynamique de différenciation sociale a lieu. Une correction s'impose donc dans le contexte du cadre théorique que nous avons conçu pour notre analyse : la dynamique de la différenciation sociale vers la création d'un prolétariat agraire et d'une bourgeoisie paysanne n'est que la dynamique du mode de production patriarcal marchand, et non du mode de production patriarcal traditionnel.

Comme tous les modes de production, le mode de production patriarcal traditionnel détient des dynamiques qualitativement différentes des autres modes de production. Puisque ce mode de production est créateur d'un surplus économique, la différenciation sociale émerge en raison de la nécessité de la division du travail entre producteurs et organisateurs de l'économie. Cette division centralise le surplus dans le but de répondre aux besoins de la communauté, mais à la longue facilite le processus de solidification de classes sociales inégales (Ernest Mandel 1968, 57-58). Cette différenciation est d'une nature différente de celle retrouvée dans l'économie marchande ou capitaliste, puisqu'elle ne prend pas son origine dans une inégalité croissante des producteurs. Comme nous l'avons expliqué, la loi de la valeur simple n'est pas encore créatrice de différenciation entre producteurs, tandis que la loi de la valeur développée différencie les producteurs indirectement par le capitalisme marchand. Comme Lénine l'explique, la loi des modes de production précapitalistes est la répétition du processus de production sur des bases techniques similaires, qui ne change donc pas les unités de production rapidement (Lenin 1977, 66). Ceci garde la division de classes stables, bien que ceci ne veut pas dire que ces sociétés sont immobiles ou sans histoire, comme les positions orientalistes présument. De ce fait, ce n'est pas une partie de la paysannerie qui se différencie. En général, ce sont plutôt des classes extraéconomiques qui exploitent la paysannerie par des moyens non économiques.

Cette dynamique spécifique des sociétés agraires précapitalistes n'est pas l'objet de notre analyse et ne figure que marginalement dans la formation sociale chinoise, bien qu'elle apparaisse par exemple dans la division de classe prenant la forme du genre dans le contexte du mode de production patriarcal et dans plusieurs relations sociales hiérarchiques étant influencées par les restants idéologiques confucéens féodaux. Dans le contexte de la formation sociale chinoise moderne, le mode de production patriarcal traditionnel reste important, puisqu'il joue un rôle dans ses articulations aux autres modes de production. Il est cependant

dans une période de négation. Ces éléments constitutifs, les producteurs paysans et leurs terres, sont les objets d'une transition vers des modes de production plus productifs, désintégrant les relations patriarcales traditionnelles.

1.5.2 Les dynamiques exogènes du mode de production patriarcal traditionnel

Dans le cas de la formation sociale chinoise, cette désintégration ne vient pas d'un dynamisme propre au mode de production patriarcal traditionnel. La détermination de la transition entre celui-ci et sa forme marchande se trouve dans l'existence d'un marché s'étendant plus loin que les marchés locaux. La création de ce type de marché à grande échelle ne trouve pas sa cause dans les mouvements retrouvés au sein d'une formation sociale dans laquelle la production de subsistance domine, où, tel que Patnaik (2015, 120-22) affirme, dans le mode de production patriarcal traditionnel dans lequel la petite production marchande n'apparaît qu'en supplément à la subsistance. Dès que le mode de production patriarcal marchand devient le mode de production dominant, la différenciation sociale a lieu, ce qui crée des classes de paysans qualitativement différentes. Lorsque la paysannerie se fait intégrer aux marchés et que sa production se fait largement choisir par une loi de la valeur qui est articulée aux marchés lointains, l'impersonnalité des forces du marché domine la paysannerie dans son travail productif, lui dictant autant qu'à la classe capitaliste sa vie productive. En d'autres mots, la loi de la valeur acquiert certaines caractéristiques de son stade universel.

En Chine, pour qu'il se déroule une transition de la subsistance vers la production pour les marchés comme orientation du processus de production dominant de l'unité de production paysanne, un mouvement exogène ayant la force de créer un marché national connecté aux marchés internationaux a dû être créé. L'impersonnalité du marché n'a atteint le stade de dominance dans la formation sociale chinoise que lorsque les marchés des marchandises agraires ont été complètement libéralisés au début des années 2000, bien que, dès 1984, avec la croissance du HRS et l'instauration du marché par la fraction libérale du Parti communiste chinois, au-delà des commandes de l'État, les paysans étaient déjà libres de vendre leurs surplus sur le marché et à l'État à des prix non contrôlés. L'État gardait en son contrôle la vente du coton, des céréales, et des engrais jusqu'à la fin des années 90 (Naughton 2018, 269). Donc, dès 2000, le marché agricole a été totalement libéralisé, ce qui a laissé le mode de production patriarcal marchand dans une situation où la loi de la valeur dominait tous les éléments productifs de ce mode de production à l'exception de la terre qui reste d'une nature semi-privée. En d'autres mots, c'est en raison de l'articulation entre le mode de production patriarcal et un mode de production possédant une loi de la valeur universelle, le capitalisme, que le processus de négation de la paysannerie et de différenciation s'entreprend rapidement en Chine. Dès lors, la condition de la différenciation de la paysannerie en Chine depuis les années 80 a été la création du marché national et de l'articulation de la formation sociale chinoise aux marchés internationaux. L'évolution

de la forme traditionnelle du mode de production patriarcal en la forme marchande est donc une dynamique exogène mise en place lors de sa connexion aux marchés nationaux et internationaux.

La forme marchande du mode de production patriarcal n'est cependant pas un mode de production stable. Cette forme représente une phase de transition entre le mode de production patriarcal et le capitalisme agraire. Cette transition en Chine est considérablement ralentie par une dynamique exogène : la qualité publique de la terre. Cette dynamique exogène empêche la concentration de la terre agraire, ce qui ralentit le processus de différenciation de la paysannerie. Elle crée deux contradictions distinctes, mais interdépendantes. La première contradiction est la fragmentation de la terre. Cette fragmentation de la terre est expliquée par le HRS, qui a été bâti sur la base d'une division relativement égalitaire des terres des communes. Les fermes chinoises souffrent donc d'un problème de fragmentation extrême, comme Hinton (2006, 193) l'indique. Par exemple, les données de 1986 indiquent que 51% des fermes agraires chinoises étaient de moins de 4,5 mus, et les données de 1990 indiquent que ce pourcentage a augmenté à 54%. Le recensement agricole de 1997 montre que 79% des terres étaient de moins de 15 mu (Bramall 2008, 342). La deuxième contradiction est la basse productivité de l'agriculture. La fragmentation de la terre empêche la mécanisation de la production agraire, ce qui ralentit le processus d'embourgeoisement chez la paysannerie. Ceci rend dans bien des cas la petite paysannerie socialement impuissante à s'intégrer aux marchés et faire de la production commerciale (Zhang et Donaldson 2010, 469). Pour percevoir un revenu apte à satisfaire à ces besoins de bases, une famille devra commercialiser sa production agraire en même temps de prolétarianiser une partie de ses membres familiaux. Les familles qui ne disposent pas de conditions géographiques et de conditions naturelles permettant une bonne productivité de la terre sans mécanisation ne peuvent pas commercialiser leurs productions. Ces familles devront alors vivre de leurs productions traditionnelles ou bien se prolétarianiser. Le processus de différenciation agraire est donc partiellement bloqué lorsque la famille ne reste que partiellement prolétarianisée lorsqu'elle garde le contrôle de sa terre.

Ces contradictions générales entre les forces productives, les relations de production, et le positionnement géographique loin des centres industriels, démontrent que, dans la période des réformes, le mode de production patriarcal traditionnel, lorsqu'il n'est pas capable de s'articuler à d'autres modes de production dans la formation sociale chinoise, n'évolue pas en mode de production marchand par lui-même. La dynamique de la désintégration du mode de production patriarcal traditionnel est donc dépendante de son articulation aux forces du marché et à la loi de la valeur universelle, ce qui crée, par la réorganisation des éléments constitutifs de la paysannerie de subsistance, une forme nouvelle du mode de production patriarcal, comportant de nouvelles dynamiques endogènes et exogènes. De manière similaire, le ralentissement de la différenciation paysanne est tout autant dépendante du caractère public de la terre, c'est-à-dire de son

caractère non commercial. Dès lors, les dynamiques exogènes de la forme traditionnelle du mode de production patriarcal expliquent à la fois sa transformation et sa stabilité.

1.6 Les dynamiques du mode de production patriarcal marchand

1.6.1 Les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal marchand

À la différence du mode de production patriarcal traditionnel, le mode de production patriarcal marchand est la source d'une dynamique importante en Chine : une différenciation importante chez la paysannerie. La différenciation de la paysannerie en Chine est une dynamique qui prend son origine des contradictions économiques entre les paysans de cette forme du mode de production patriarcal. Dans une économie marchande, capitaliste ou paysanne, ces contradictions sont la « la concurrence, la lutte pour l'indépendance économique, l'accaparement de la terre (achetée ou affermée), la concentration de la production entre les mains d'une minorité, la prolétarianisation de la majorité et son exploitation par la minorité qui dispose du capital commercial et qui emploie des ouvriers agricoles. » (Lénine 1908, 113) Lénine attribue ces contradictions ici à deux modes de production, la petite production marchande et le mode de production capitaliste. Nous avons donc dans cette articulation une relation entre la loi de la valeur développée, venant de la forme marchande patriarcale, et une articulation à une loi de la valeur universelle, venant du capitalisme. Puisque nous parlons ici uniquement du mode de production patriarcal marchand, nous allons tenter d'analyser ces contradictions spécifiques, endogènes et exogènes, afin de vérifier si la forme marchande du mode de production patriarcal évolue vers le capitalisme dans la Chine des réformes.

1.6.1.1 La prolétarianisation, les deux camps académiques

Les débats académiques sur les dynamiques du mode de production patriarcal dans les pays du Sud global peuvent être représentés, bien que de manière grossière, par deux écoles de pensées : l'école chayanovienne et l'école marxiste ou léniniste. La première école exemplifie la pensée paysanne populiste qui, de manière néokantienne, fige autant sur le plan historique que sur le plan analytique les aspects et la logique dominante de ce mode de production de la petite paysannerie. La deuxième école exemplifie la pensée dialectique en analysant les changements occasionnés par les dynamiques internes et externes du mode de production patriarcal au sein des économies capitalistes. L'axe sur lequel ces deux écoles se divisent est sur la question de la différenciation sociale de la paysannerie causée par les principes marchands.

L'école chayanovienne est exemplifiée par l'article de Huang, Yuan et Peng (2012) où ces auteurs arguent de manière chayanovienne qu'une capitalisation dans les campagnes chinoises a lieu sans tendance à la prolétarianisation. Selon l'argument de Chayanov (1966, 5-6), l'unité économique que forme la famille

paysanne ne fonctionne pas sous les mêmes dynamiques que les firmes capitalistes. Puisque le travail salarié est absent des relations de production strictement familiales, la famille paysanne produit par son auto-exploitation, ce qui crée un équilibre entre deux éléments : la consommation et le travail pénible. Les paysans décideront de ne pas faire du travail pénible lorsqu'un certain niveau de consommation a été atteint. Donc, au contraire des unités de production capitalistes qui sont animées par la recherche de profits, celles paysannes, même lorsqu'intégrées aux marchés, ne cherchent pas à atteindre le plus haut taux de profit possible. Dans des termes marxistes, la valeur d'usage, au lieu de la valeur d'échange, dominerait la production paysanne. Ce système de production composé de familles paysannes reliées par un marché ne tendrait donc pas à créer un phénomène de prolétarianisation. Selon les chercheurs chayanoviens modernes, le mode de production patriarcal ne serait pas créateur de prolétarianisation même lorsqu'articulé au capitalisme. Par exemple, selon Van der Ploeg, la différenciation reste un phénomène inexistant dans le monde entier durant le dernier siècle. Il affirme que « [i]f we look back to the debates of that time with the benefit of knowing how history unfolded, we might state that, with a few exceptions, there has been no definitive class differentiation in worldwide agriculture since the 1880s [...] » (van der Ploeg 2013, 75). Huang reprend cet argument en affirmant que l'unité de production agraire en Chine est restée relativement stable à travers les réformes économiques. L'apport de la main-d'œuvre agricole à temps plein de la production agraire ne serait que 0,8%, tandis que la main-d'œuvre saisonnière ne serait que 0,4% de l'apport de la main-d'œuvre agraire total en Chine, comparativement à 45% en Inde (Huang et al. 2012, 157-59). La prolétarianisation ne serait pas la tendance principale du mode de production patriarcal lorsque celui-ci est articulé aux marchés capitalistes.

L'argument fait dans l'article de Huang est qu'autant qu'un grand surplus de main-d'œuvre se trouve artificiellement coupé des milieux urbains par le *hukou*, qui empêche les familles paysannes d'avoir accès aux infrastructures sociales des villes et de se reproduire socialement au même titre que les ouvriers urbains, et autant que la concentration des terres est difficile, l'agriculture familiale du mode de production patriarcal restera dominante dans les campagnes (Huang et al. 2012, 164-65). Dans ce mode de production, le travail agraire est lié au travail industriel. Anciennement, ceci se faisait au sein même de la maison ou du terrain, tandis qu'aujourd'hui, le travail se fait dans les centres industriels urbains ou ruraux. Les hommes s'occupent du travail industriel mieux payé, tandis que les femmes s'occupent du travail agraire ne donnant qu'un moindre revenu. Donc, selon leur argument, le mode de production patriarcal aujourd'hui serait le même que celui prérévolutionnaire, puisqu'il serait toujours rattaché à un travail industriel, bien que la nature de ce travail ait changé. Ces auteurs perçoivent que la grande contradiction avec le mode de production patriarcal est la basse productivité du travail agraire. Leurs solutions, comme celle de Chayanov, sont de former des coopératives marchandes n'acceptant que la paysannerie dans le but d'organiser la vente des produits avec le capital marchand privé sans organiser la production de manière collective. Donc, pour

les chayanoviens, la paysannerie serait apte à ne pas se différencier en s'articulant au capital marchand et en organisant la vente de leurs produits agraires. Le travail agricole devra cependant toujours être articulé au travail industriel des villes.

Le problème de cet argument est que le travail industriel d'antan se faisait au sein d'un mode de production artisanal partageant la même essence que celui agricole, tandis que le travail industriel moderne de la paysannerie se fait au sein du mode de production capitaliste. La classe paysanne est organique à la petite production artisanale, tandis qu'elle est étrangère au capitalisme. Le mode de production patriarcal d'avant et d'après la révolution ne se correspond pas du tout, puisque le travail industriel fait par les paysans au sein des usines capitalistes constitue une articulation entre deux modes de production. Le mode de production patriarcal actuel dont Huang fait mention est donc un mode de production stagnant où la condition de l'agriculture est insoutenable dans le sens où les revenus pouvant en être tirés sont très bas en raison de la basse productivité du travail agricole, ce qui force la paysannerie à compléter ce travail agricole avec le travail capitaliste. Les solutions des chayanoviens ne sont pas aptes à théoriser un futur pour le mode de production patriarcal sans l'articuler au capitalisme à l'extérieur du village.

En contraste avec la position chayanovienne, l'autre école de pensée est celle marxiste-léniniste. Elle argue que la dynamique du mode de production patriarcal lors de son articulation au mode de production capitaliste devient celle de la différenciation sociale. Selon la pensée marxiste, le cas chinois est très similaire au cas russe. Selon les écrits de Lénine, une fois que le mode de production patriarcal se transforme en un mode de production patriarcal marchand où la valeur d'usage prend la forme de la valeur d'échange dans le processus de sa circulation, sa dissolution se fait progressive et inévitable. Cette dissolution prend la forme de l'apparition constante d'aspects du capitalisme, le plus important étant la différenciation de la communauté paysanne en classes aux intérêts opposés (Lenin 1977, 172-73). Ces classes opposées sont le prolétariat agricole, qui vend sa force de travail dans le but de se reproduire socialement, et la paysannerie bourgeoise, qui investit pour augmenter la productivité de sa ferme en réponse aux forces de la compétition. La dynamique créée par cette paire est ce qui explique la disparition du mode de production patriarcale et la domination du capitalisme dans les campagnes (Lenin 1977, 185). Lénine reprend donc directement la thèse de Marx selon laquelle la classe organique du mode de production patriarcal marchand cause la différenciation de la paysannerie. Il affirme que la tendance principale dans une formation sociale où le capitalisme domine est la différenciation de la paysannerie, qui ne prend fin que lorsque la paysannerie devient totalement divisée entre une bourgeoisie paysannerie et un prolétariat agricole (Marx et Engels 2010i, 143). La tendance principale retrouvée chez la paysannerie est donc celle de la différenciation sociale.

Dans les multiples formations sociales du Sud Global, le capitalisme domine sans prédominer, ce qui permet à d'autres modes de production de continuer leur existence dans une forme d'articulation spécifique à un capitalisme dominant, mais non prédominant. Cependant, dans le cas de l'Inde par exemple, la majorité de la paysannerie s'est déjà transformée en prolétariat agraire, ce qui va à l'encontre de l'argument chayanovien. Dans le cas de la formation sociale chinoise, le taux de prolétarianisation est moindre qu'en Inde, ce qui pourrait signifier que la concentration de la terre et le rythme de la destruction du mode de production patriarcal par le capitalisme sont plus lents que dans les autres types de formations sociales. Cependant, cette tendance à la désintégration du mode de production patriarcal est tout de même retrouvée en Chine.

Pouvons-nous pour autant donner raison aux arguments chayanoviens attribuant la survivance du mode de production patriarcal à une stabilité particulière de la paysannerie protégeant son mode de production de sa dissolution par ses propres contradictions? Sur le plan quantitatif, bien que le nombre de prolétariats agraires soit limité comparativement à la paysannerie, la tendance montre clairement que les relations de production capitalistes augmentent. Le mode de production patriarcal garde en son sein la majorité de la force de travail, comme le soulignent certains chayanoviens, tels que Huang et al. (2012, 147-48). Ce mode de production prédomine donc dans les campagnes, bien qu'on y retrouve une croissance du mode de production capitaliste. Cependant, sur le plan qualitatif, le mode de production qui prédomine n'est pas nécessairement celui qui domine le secteur. Par exemple, selon Lénine, bien que le mode de production féodale prédominait l'agriculture dans l'Empire russe, le mode de production capitaliste dominait le secteur (Lenin 1977, 197). De la même manière, dans le cas chinois, deux aspects semblent indiquer que le mode de production patriarcal n'est pas dominant en agriculture.

Le premier aspect se trouve dans l'importance quantitative de la valeur produite par les différents modes de production. Bien que la majorité des producteurs soit d'une nature paysanne, les plus grandes fermes capitalistes, 0,2% du total, produisent plus que les 95% des producteurs agraires (Xu 2017, 6-7). Donc, la grande majorité de la production agraire ne se fait pas dans les fermes paysannes, mais dans les fermes capitalistes. Par exemple, selon Zhun Xu, le capitalisme est une force en croissance dans les campagnes chinoises. D'après ses calculs des intrants moyens en main-d'œuvre dans l'agriculture chinoise et le total des apports de main-d'œuvre en fonction de la superficie de chaque culture, il serait possible de calculer la grandeur du prolétariat agraire chinois. Du commencement des réformes jusqu'à la fin des années 90, les deux formes du mode de production patriarcal prédominaient sur le secteur agraire de la Chine, puisque la majorité de la production agraire se faisait par les paysans petit bourgeois (Xu 2017, 3). De 2000 à 2014, la force de travail ouvrière agraire en Chine a augmenté de 4% à 16% du total de la force de travail agraire. Le capitalisme agraire s'est implanté surtout dans les cultures de rente, comme l'élevage, la canne à sucre,

et la production de fruits, bien qu'on le retrouve aussi dans la plupart des autres cultures (Xu 2017, 6). De plus, selon l'étude sur les familles paysannes commerciales à grande échelle (规模农业经营户) retrouvée dans le recensement officiel, ces familles emploient en moyenne six employés en long terme, et 56 employés saisonniers, tandis que la moyenne pour les familles paysannes ordinaires est 3 employés saisonniers et aucun employé à long terme. La recherche montre aussi un niveau de capitalisation assez élevé pour ces fermes capitalistes, ayant des prêts bancaires de 53861 yuans en moyenne, presque 10 fois plus que la paysannerie non capitaliste, un profit net de 68800 yuans par année, six fois plus que la paysannerie non capitaliste, et des investissements dans le marché financier de 6000 yuans, 23 fois plus que la paysannerie non capitaliste (Y. Li et al. 2021, 120-21). Ces données montrent qu'autant la paysannerie capitaliste que le prolétariat agraire existent dans la formation sociale chinoise, bien que cette relation de production ne prédomine pas du tout dans les campagnes chinoises. Le capitalisme est dès lors présent dans le secteur agraire et est en voie de croissance, mais le mode de production patriarcal possède encore une présence quantitative assez forte, puisque les paysans comptent encore pour la grande majorité de la force de travail dans le secteur.

Deuxièmement, selon les statistiques nationales, la part des revenus moyens des familles paysannes provient majoritairement du travail salarié, agraire ou non agraire. Ceci indique qu'en général les familles paysannes se reproduisent surtout grâce au salariat plutôt qu'à l'aide de la petite production de marchandises agraires. La source prolétarienne des revenus de la famille est si importante que Van der Ploeg affirme qu'il serait impossible de comprendre la campagne chinoise sans prendre en compte le flux de migration des paysans entre les villes et les campagnes. Selon cet auteur, les jeunes adultes des familles paysannes vont chercher du travail dans les villes dans le but, premièrement, de faire l'expérience des villes et, secondairement, de récolter un revenu gagné dans les entreprises capitalistes. Ce revenu sert de capital pour investir dans la ferme familiale et dans la création de petites entreprises lors de leurs retours dans le village (van der Ploeg 2013, 81-82). Cependant, il affirme que la famille paysanne est une unité de production fonctionnant purement selon l'économie morale de la société paysanne, où les choix subjectifs des membres de la famille sont la règle de l'allocation de la force de travail (van der Ploeg 2013, 44). La contradiction se trouve donc dans cet aspect : si les jeunes doivent partir loin des villages et s'intégrer dans d'autres modes de production dans le but de revenir au sein du mode de production patriarcal avec du capital d'une provenance étrangère aux circuits économiques paysans, il est impossible d'affirmer que le mode de production patriarcal marchand est autonome, dominant, ou stable. Le fait que l'unité de production paysanne en Chine doit chercher du revenu salarial dans le but d'investir dans la ferme familiale indique que le processus de prolétarianisation est en place.

L'argument contraire des chayanoviens pourrait être que les ouvriers paysans possèdent dans bien des cas le droit d'utilisation ultime de la terre et, de ce fait, ne sont pas prolétaires, mais restent plutôt ancrés dans la classe petite-bourgeoise. Cet argument repose sur une conception néokantienne plutôt que dialectique, ce qui ne permet pas de comprendre la nature des phénomènes transitoires. Une transition dialectique entre deux états purs se fait rarement par la transformation claire d'un état à un autre. Une phase transitoire existe où la qualité des deux états purs peut être retrouvée au sein d'un même aspect. La transition entre la classe paysanne et la classe prolétaire dans le point de vue d'un individu peut se faire de manière violente, lorsque le paysan fait faillite et tombe dans les rangs du prolétariat, ou bien de manière graduelle, lorsque la paysannerie doit vendre sa force de travail en même temps de travailler sa terre dans le but de se reproduire. Dans ce dernier cas, l'individu devient une contradiction vivante, représentant les relations de production retrouvées au sein de deux différents modes de production. Il devient à la fois ouvrier et paysan, appartenant à la fois à deux modes de production.

Ce type de classification est retrouvé dans les écrits de Lénine sur la naissance du capitalisme en Russie. Le cas de la Russie féodale reflète en partie la réalité chinoise d'aujourd'hui en matière de la transition du mode de production patriarcal traditionnel en mode de production patriarcal marchand, et de l'articulation entre le capitalisme et le mode de production patriarcal. Tous les pays ayant des modes de production patriarcaux articulés à de grands marchés font face à ces mêmes questions et exhibent, du moins de manière abstraite, des dynamiques et des mouvements très similaires. Pour Lénine, le prolétariat agricole n'est pas nécessairement sans propriété. La paysannerie pauvre, possédant ou non une petite terre, est classifiée sous le terme de prolétariat agricole (Lenin 1977, 178-79). Le paysan propriétaire d'une petite terre dans l'Empire russe devait vendre sa force de travail sur les marchés, puisque sa terre ne lui permettait pas de reproduire sa famille. La même conceptualisation est aussi retrouvée chez Kautsky :

Plus les propriétés sont petites, et plus on désire un travail accessoire; plus ce travail passe au premier plan, et plus les biens peuvent diminuer, moins ils sont capables de faire face aux besoins du ménage. D'autant plus que, dans ces propriétés naines, l'exploitation est de moins en moins rationnelle. [...] À tout cela s'ajoute encore le manque de bras. Plus le travail payé passe au premier plan, et le travail du ménage devient accessoire, et plus ce travail payé absorbe le temps de la famille, et parfois aux moments précis où il serait nécessaire qu'elle donne tous ses soins à l'exploitation de la propriété, par exemple au moment de la moisson. On laisse de plus en plus cette fonction à la femme, aux enfants tout jeunes, et quelquefois même aux grands-parents invalides. Il faut que le père et les enfants déjà grands « gagnent ». La culture de coexploitations naines qui ne sont plus que des accessoires du ménage ressemble au ménage du prolétaire dans lequel les résultats les plus misérables sont obtenus au prix du plus grand gaspillage de travail et du surmenage le plus complet de la femme. (Kautsky 1970, 256-57)

Cette citation de Kautsky expose plusieurs contradictions qui existent dans le cas chinois. Premièrement, la grandeur moyenne des terres chinoises n'est pas en mesure de reproduire l'unité de production paysanne et de lui permettre de survivre à travers la compétition, ce qui la force à se trouver de l'emploi dans d'autres modes de production. Van der Ploeg et Ye nous indiquent que le même phénomène est retrouvé dans la grande majorité des familles en Chine, puisque « [i]f peasant families want to increase their incomes beyond the quite rigid boundaries of the limited land available to each family, they have to engage in non-agrarian activities. » (van der Ploeg et Ye 2018, 27) Selon leurs données empiriques de la province du Hebei, 81% des familles paysannes ont des membres détenant des emplois, et 76% des familles obtiennent plus de 50% de leurs revenus par des sources non agraires (van der Ploeg et Ye 2018, 26). L'agriculture devient donc aussi une occupation secondaire. Donc, leurs données indiquent qu'un prolétariat agricole se forme au sein de l'unité de production paysanne.

Tout comme Kautsky l'indique au sujet de la paysannerie, le travail agricole de la paysannerie en Chine se fait surtout par les femmes et les gens âgés, qui doivent tout autant s'occuper des enfants. La féminisation du travail agricole dû à son statut rendu secondaire accroît le pouvoir du mari sur sa femme dans la famille paysanne, puisque celle-ci devient dépendante sur le revenu de l'homme, tandis que le revenu qu'elle peut acquérir grâce au travail agricole est très bas (Yunxian 1999, 190). Dans le sud et le centre du pays, où la petite paysannerie prédomine, que l'agriculture se fait surtout par les gens âgés. En général, plus la terre agricole chinoise est petite, plus la force de travail paysanne est âgée (Ren et al. 2023, 97). Puisqu'un des parents, surtout le père, mais, dans bien des cas, les deux parents, doivent aller chercher du travail dans les villes ou dans d'autres régions agricoles où le capitalisme est plus développé, il se trouve en Chine une population d'enfants ruraux, totalisant autour de 61 millions d'individus (Tong et al. 2019, 1), qui vivent sous la garde des grands-parents paysans pendant une grande période de leurs jeunesse. Dès lors, tout comme l'avait remarqué Kautsky il y a presque 100 ans, la paysannerie se prolétarise afin d'accroître son revenu dans une formation sociale où le capitalisme possède une forte présence. Ceci transforme le travail agricole en occupation secondaire destinée aux paysans âgés et parfois aux femmes, tandis que les parents et les jeunes adultes se cherchent du travail dans les fermes capitalistes et les industries privées des villes. Ceci mène à ce que la littérature nomme la désintégration de la société rurale traditionnelle chinoise (Long et Liu 2016, 390), qui peut être comprise comme la désintégration du mode de production patriarcal.

Dès lors, pour comprendre réellement le processus de prolétarianisation de la paysannerie, il faut utiliser la méthodologie de Marx de la montée de l'abstrait vers le concret. La lacune principale des intellectuels chayanoviens se trouve dans le fait qu'ils n'opèrent qu'à travers l'abstrait et ne font pas la transition vers le concret. Ils restent donc néokantien. En abstrait, la prolétarianisation indique qu'un individu ne possède plus

de moyens de production et que son existence sociale, par conséquent n'existe que pour la production de marchandises capitalistes. Sa production ne peut se faire que lorsque sa force de travail est achetée par le capital. Pour les chayanoviens, puisque la paysannerie, après avoir pour un temps vendu sa force de travail au capital, revient dans la campagne et continue de produire sur ses terres, la prolétarianisation ne se montre pas dans une forme pure, ce qui démontrerait que la logique paysanne dominerait encore les travailleurs migrants. Puisque la prolétarianisation ne se fait conceptualiser que sous sa forme abstraite, ces intellectuels arguent qu'elle n'a pas lieu en Chine, puisque cette pureté n'est pas retrouvée chez les travailleurs migrants. Cependant, lorsque le saut de l'abstrait vers le concret est effectué et que les interactions entre les abstraits sont établies, il est possible de comprendre la prolétarianisation comme un fait qui englobe une grande majorité de la paysannerie chinoise et qui domine la logique de la production paysanne. Lorsque la force de travail paysanne acquiert une valeur d'échange sur le marché et que le revenu devient un aspect fondamental de la reproduction de l'unité de production paysanne, la paysannerie se transforme en salariat, bien qu'elle reste paysanne. L'individu paysan devient tout autant un individu prolétaire. Ce type d'individu est dès lors une unité d'opposés, appartenant à deux modes de production distincts, bien que d'une façon inégale. Comme nous l'avons démontré, la production paysanne a maintenant une place auxiliaire dans plusieurs familles, qui est destinée aux individus ayant moins de pouvoir social dans la famille, tandis que le salariat occupe les membres dominants et plus productifs de la famille. La dominance appartient donc au salariat dans cette relation entre ces deux modes de production. La montée vers le concret se fait lors par l'analyse des relations entre ces deux abstraits, le mode de production patriarcal et le salariat, et nous montre le mouvement dans la formation sociale, vers la prolétarianisation.

Nous allons dans les prochaines sections, démontrer de manière empirique cette différenciation sociale de la paysannerie en Chine depuis les réformes économiques.

1.6.2 La compétition paysanne

La première contradiction dont Lénine fait mention est la compétition et la lutte pour l'indépendance économique. La paysannerie, lorsqu'elle produit pour les marchés, entre dans une relation de compétition économique avec le reste de sa classe. Cette transformation n'arrive que lorsque la paysannerie se fait dominer par le mode de production marchand. La paysannerie, qui n'est pas dominée par la petite production marchande, qui vend donc uniquement son surplus sur le marché et qui ne se reproduit pas socialement à l'aide de liens monétaires, n'entretient pas une relation concurrentielle avec le reste de sa classe et avec d'autres producteurs spécialisés (Zhang 2012, 462). L'élément de compétition qui domine la paysannerie marchande devient dominant uniquement lorsque la paysannerie produit pour des marchés et doit se reproduire grâce aux revenus venant de la vente des produits agricoles. Cet élément de compétition force la

loi de la valeur à prendre son effet sur les produits de la paysannerie devant être vendus à des prix associés à leur temps de travail socialement nécessaire. Bien qu'auparavant, quand le mode de production patriarcal marchand n'est qu'un aspect non dominant dans la production paysanne, le marché reste local et la loi de la valeur ne prend qu'une proportion locale. Lorsque la petite production marchande devient un élément dominant dans le mode de production patriarcal et que le marché, la commercialisation et la loi de la valeur prennent des formes omniprésentes dans la vie paysanne, le temps de travail socialement nécessaire des produits agraires est déterminé par les activités économiques se retrouvant beaucoup plus loin que la communauté villageoise environnante. Dès lors, la compétition devient omniprésente au sein même de la communauté paysanne et entre celle-ci et les autres types de producteurs, capitalistes ou socialistes, nationaux et internationaux. La dynamique endogène de ce mode de production se trouve dès lors premièrement dans la compétition entre les producteurs, et acquiert un caractère omniprésent et universel lorsque ce mode de production devient dominant dans la vie paysanne. Ceci force la paysannerie à réagir face aux mouvements du marché et à faire leurs choix économiques en prenant en compte le marché.

Pour illustrer ce point, prenons l'exemple de l'évolution de l'aquaculture de crevettes faite par Huang (2015) dans une région de la province du Guangzhou. Dans les villages de la péninsule de Leizhou, les familles paysannes comptent en moyenne six membres et possèdent en moyenne 0,4 *mu* de terre. La production principale paysanne était auparavant la production de riz. La productivité de la terre, sans irrigation, pouvait leur apporter un revenu de 1020 yuans pour 4 mois de travail durant l'été en 2013. Puisque cette somme est loin d'être suffisante pour que la famille puisse se reproduire socialement dans une formation sociale où l'accès à plusieurs services sociaux de base nécessite de l'argent. La famille paysanne voulant avoir accès à l'éducation pour les enfants, aux soins de santé, et à certaines marchandises jugées nécessaires à la reproduction familiale, est forcée de changer sa production selon les prix retrouvés sur le marché national et de choisir les cultures et les méthodes de production les plus profitables compte tenu des conditions locales et des forces productives que la famille possède (Y. Huang 2015, 401-2). Le mode de production patriarcal marchand de cette région a donc commencé à produire des crevettes, puisque le climat de la péninsule y était favorable et parce que le prix des crevettes sur le marché national était élevé. La loi de la valeur a donc eu l'effet de restructurer la production paysanne. Cependant, une crise de surproduction est survenue sur le marché chinois, faisant baisser le prix des crevettes. Les 400 000 paysans produisant des crevettes sur la péninsule de Leizhou ont été forcés de moderniser leurs techniques de production dans le but de pouvoir survivre à la crise économique et à la compétition croissante sur le marché chinois (Y. Huang 2015, 392-93). Cette compétition entre les petits producteurs paysans et entre ceux-ci et les grands producteurs capitalistes de crevettes a eu l'effet de qualitativement modifier les aspects internes de la production familiale. Le choix de la production a été déterminé par la loi de la valeur, tandis que la technique

de production a aussi été déterminée par la baisse de prix du marché. Puisque l'investissement en capital constant pour ces familles paysannes était élevé lorsque la crevette a été choisie comme production, le changement rapide de production était impossible. La baisse du prix de vente a donc créé un choix pour la paysannerie locale entre un plus grand investissement dans le but de pouvoir produire à moindre prix, ou la faillite. Une grande partie des paysans en faillite ont donc décidé de louer leurs terres aux autres familles paysannes qui ont pu survivre la compétition et sont parties vers les villes en quête d'emplois.

L'étude de cas démontre alors que la paysannerie de ce mode de production est déterminée par les forces de marché et que la concentration des terres et la montée de la force du revenu salarial, ou la prolétarianisation sont les conséquences de cette dynamique. La compétition paysanne engendrée par l'articulation du mode de production patriarcal marchand aux marchés met en place un processus de différenciation de la paysannerie qui a pour dynamique originelle la loi de la valeur.

1.6.2.1 La loi de la valeur et l'embourgeoisement

Puisque la paysannerie est en compétition avec les membres de sa propre classe et avec des producteurs non locaux, la loi de la valeur crée une tendance à la mécanisation de sa production. La mécanisation permet d'augmenter la productivité des parcelles de terre ainsi qu'augmenter les revenus. Cette dynamique devient dès lors créatrice d'un mouvement vers l'augmentation de la productivité de la production agraire, de la déflation des prix de production agraires par le raccourcissement du temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises agraires, et, dès lors, d'une différenciation de la paysannerie. Par la spécialisation et l'accumulation de capital d'une partie de la paysannerie, une classe bourgeoise est créée au sein de la paysannerie, ce qui aurait l'effet de créer les deux classes agraires du mode de production capitaliste : la bourgeoisie paysanne et le prolétariat agraire. Cette dynamique prend son origine des relations de production de ce mode de production basé sur la marchandisation des relations sociales. Elle ne se manifeste cependant pas au même degré dans chaque situation : « Par conséquent, plus la production marchande pénètre l'agriculture, plus s'accroissent la concurrence entre les agriculteurs, la lutte pour la terre, la lutte pour l'indépendance économique, et plus doit s'affirmer cette loi qui conduit à l'éviction de la paysannerie moyenne et pauvre par la bourgeoisie paysanne. » (Lénine 1908, 42) La marchandisation des relations de production de la paysannerie entraîne la polarisation de la classe. Ceci est la dynamique à la base du mode de production patriarcal marchand.

La manifestation de cette « loi » ou dynamique dépend d'une multiplicité de variables. Sa réalisation repose sur des facteurs internes, venant de contradictions internes au mode de production patriarcal, et de contradictions externes venant des articulations à d'autres modes de production. C'est la marchandisation

qui est l'aspect critique de cette dynamique. En Angleterre, elle a créé une impulsion à la maximisation du profit agricole paysan en réduisant les coûts de production en réponse aux signaux du marché (Brenner 2001, 172-73). Celle-ci apparaît lorsque le mode de production marchand domine la production agraire, prenant des formes, pour reprendre les mots de Brenner, quasi universelle. L'autre facteur interne devant être réalisé pour que la polarisation apparaisse est la marchandisation de la terre (Bernstein 2015, 456), qui permet la concentration de celles-ci sous le contrôle de producteurs capitalistes. Comme nous allons le voir, la marchandisation, la concentration et la prolétarianisation sont toutes retrouvées en Chine. L'un des indices nous permettant d'analyser l'évolution de cette dynamique interne au mode de production patriarcal est l'apparition de fermes familiales capitalistes dans la formation sociale chinoise.

La ferme familiale, un terme utilisé à la fois par le gouvernement chinois et par les économistes néolibéraux, est un concept qui cache l'essence de ces fermes. En Chine, les fermes familiales peuvent prendre autant la forme bourgeoise que la forme paysanne. La ferme familiale paysanne est l'unité de production organique du mode de production patriarcal marchand où la force de travail est tout autant propriétaire de ses moyens de production. La ferme familiale bourgeoise représente cependant la négation de la ferme paysanne, où le lien entre le travail et la propriété des produits est rompu. Elle est l'unité de production du système agraire capitaliste, étant constituée de la communauté paysanne différenciée en propriétaires et en prolétaires. Elle représente l'évolution logique de la production marchande lorsque la forme marchande de la production domine non seulement la production agraire, comme dans le cas de la petite production marchande, mais domine également les producteurs, devenant le capital variable de la chaîne de production capitaliste. Cette transition interne de mode de production marchand vers le mode de production capitaliste est retrouvée en Chine. Elle est causée par la dynamique de la différenciation de la paysannerie. Pour que la paysannerie puisse œuvrer majoritairement dans la petite production marchande, il faut que l'unité de production au complet puisse travailler sur la ferme familiale, ou du moins, au sein de la petite industrie non capitaliste. Cependant, puisque la terre se fait rare en Chine et que les campagnes sont très peuplées, ces deux aspects tendent à se contredire, ce qui empêche une complète prédominance de ce mode de production. Uniquement les familles qui produisent des marchandises à plus grande valeur d'échange (fruits, viandes, œufs, lait) peuvent réellement être de petits producteurs, tandis que les paysans qui produisent des grains, du coton et d'autres marchandises à basse valeur d'échange doivent intégrer quelques membres de l'unité de production au sein d'autres modes de production (Q. F. Zhang 2015a, 354).

Dès lors, l'origine de la différenciation dans le fait que la compétition force les paysans à augmenter leurs productivités dans le but de conserver leurs positions sociales de petits producteurs. Sans l'augmentation en productivité des moyens de production de la famille, le mode de production patriarcal marchand perd sa

place dominante dans la vie des producteurs en raison de la basse compétitivité de leurs produits sur le marché comparativement à celles des fermes capitalistes. Cette compétition amène donc la dissolution du mode de production patriarcal et l'augmentation en force du capitalisme dans la formation sociale lorsque la compétition entraîne la faillite des familles paysannes. D'un autre côté, lorsque la dynamique du mode de production patriarcal marchand cause les producteurs paysans à augmenter leurs forces productives, les conditions d'existence de leurs modes de production se font progressivement dissoudre. Cette dissolution s'explique par une croissance de la dominance du capital industriel qui domine en amont, gagnant de plus en plus le contrôle des moyens de production de la paysannerie (Q. F. Zhang 2015a, 356). Elle s'explique aussi par le fait que l'investissement en capital constant s'accompagne par un investissement en capital variable chez la paysannerie lorsque celle-ci a accès à de plus grandes terres. Cet investissement en capital variable est une représentation directe de l'embourgeoisement de la paysannerie, puisque la classe paysanne se trouve séparée en deux classes opposées. L'essence paysanne qui anime le mode de production patriarcal disparaît donc lors de cette séparation.

La dynamique critique du mode de production patriarcal marchand se trouve alors dans la différenciation de la paysannerie, créant une division entre les familles qui œuvrent pleinement dans la petite production marchande et les familles paysannes qui ne sont plus en mesure de reproduire leurs positions sociales de paysan marchand et doivent produire sous d'autres modes de production. De ce fait, les revenus minimes captés par la paysannerie ont créé une nouvelle classe de prolétaire (Huang et al. 2012, 164). Ainsi, le mode de production patriarcal engendre une paysannerie petite-bourgeoise, ayant en sa possession une plus grande masse de capital que lorsque la paysannerie était non différenciée, une propension à la différenciation de cette paysannerie petite-bourgeoise, et un prolétariat œuvrant à la fois au sein de l'agriculture capitaliste et au sein des industries des villes. Le terme néolibéral des fermes familiales est utilisé pour expliquer ces deux unités économiques. Dans les faits, ces deux unités économiques représentent donc deux phases dans une seule lignée évolutionnaire. Le point d'origine du mouvement des fermes familiales est le mode de production patriarcal marchand dans lequel la production de la valeur d'usage prenant la forme de la valeur d'échange. Le point d'arrivée se trouve dans la séparation de la production et de la propriété, occasionnant la transformation de la formation sociale chinoise avec l'entrée du mode de production capitaliste dans la production agricole. Cependant, certains facteurs doivent être en place pour que cette transformation de mode de production puisse avoir lieu. Le facteur préalable principal de la création du capitalisme rural est l'existence d'un arrangement institutionnel permettant de séparer les producteurs de leurs moyens de production lorsque la compétition sur les marchés entraîne la différenciation.

1.6.3 La concentration des terres par les marchés de location

La concentration de la terre était au début des réformes très difficile de s'implémenter. Ceci est expliqué par la propriété publique de la terre qui empêche celle-ci de devenir une marchandise à vendre et à acheter. Chaque résident rural vivant dans un village et possédant le *hukou* rural a le droit à une parcelle de terre qui est économiquement inaliénable (Zhang 2012, 469). C'est cet aspect qui empêchait la prolétarianisation complète de la paysannerie (Zhang et Donaldson 2008, 32). La caractéristique principale de la terre depuis les réformes est donc sa fragmentation, puisque la concentration de celle-ci par les dynamiques de la différenciation est bloquée. Ceci ralentit la création de fermes capitalistes qui ont en essence besoin de grandes terres pour accommoder l'industrialisation des techniques de production agricole. Les conditions qui permettent l'entrée du mode de production capitaliste sont cependant progressivement apparues avec l'évolution de la formation sociale chinoise.

Bien que la dynamique de la petite production marchande soit de créer le capitalisme, l'arrangement institutionnel chinois a été en mesure d'empêcher cette évolution pendant un certain temps. Cependant, par les vœux du gouvernement chinois, la concentration des terres paysannes a été encouragée par l'introduction des marchés de la location foncière. La création de ce type de marché, avec l'augmentation à 30 ans des droits d'utilisation des terres paysannes, a créé un système de propriété s'apparentant à la propriété privée des terres (Mullan et al. 2011, 123). Dans ce type de marché, la paysannerie peut louer leurs terres à d'autres paysans ou à des compagnies, le prix étant déterminé par le marché. Comme le documente Zhang, les fermes capitalistes chinoises ont commencé à apparaître dans un grand nombre depuis que les producteurs paysans peuvent louer leurs terres sur les marchés des villages (Q. F. Zhang 2015a, 352). Ce nouvel arrangement institutionnel permet donc la concentration des terres par des paysans riches et par des compagnies capitalistes. Cette politique a donc mis en place la négation des vestiges du socialisme, la terre publique, qui ralentissait considérablement la désintégration du mode de production patriarcal.

C'est durant l'époque des réformes que le Parti a introduit ces marchés de location foncière, mais les conséquences de ceux-ci ont été largement différentes selon les périodes des réformes. De 1988 à 2013, la concentration des terres était lente et la taille des terres utilisées par chaque famille était largement égalitaire. De 2013 à aujourd'hui, la concentration des terres s'est fait d'une façon beaucoup plus rapide, et l'inégalité paysanne a grandement augmenté (Xu 2022, 11). Selon deux membres du gouvernement central chinois, en 1998, uniquement 5-6% de la terre arable utilisée par la paysannerie avait été louée dans toute la Chine. Cependant, cette location des terres était à cette époque surtout aperçue dans les provinces côtières dans lesquelles 20% à 30% de la terre arable paysanne étaient louées. En comparaison, uniquement 1% à 3% de la terre paysanne arable avait été transféré dans les régions intérieures de la Chine. Selon ces cadres, plus le développement économique augmente, plus le rythme des transferts de la terre augmente (Chen et Han 2006,

78-79). Selon une autre recherche, le pourcentage des terres agraires transférées avait augmenté de 2,6% en 1990 à 17,1% en 2008 (Hairong et Yiyuan 2015, 375). En 2013, la quantité des terres arables transférées avait atteint 26% (Renmin wang 2014). En calculant le coefficient de Gini en prenant en compte uniquement la répartition des terres, Xu démontre qu'entre 1988 et 1995, la part des terres arables des 10% les plus riches a rétréci de 47% à 30%, la part des 40% du milieu a augmenté de 35% à 47%, et celle des 50% les plus pauvres de 18% à 24%. Donc, durant cette époque, l'inégalité a été nettement diminuée dans les campagnes. Cependant, de 1995 à 2013, la part des 10% les plus riches a augmenté de 30% à 42% des terres arables, la part des 40% du milieu de 47% à 45%, et les 50% les plus pauvres de 24% à 17% (Xu 2022, 10-11). En 2013 les 10% des agriculteurs les plus riches avaient accès à environ 42% des terres agricoles, tandis que les 10% les plus pauvres n'avaient plus de terre (Xu 2022, 3). Selon le gouvernement chinois, dans les années suivant 2013, 98% des familles agricoles opèrent sur 70% des terres arables (Qiao 2019), ce qui indique que les 2% des plus grands producteurs agraires capitalistes opèrent sur 30% des terres arables. Les statistiques officielles peuvent aussi nous éclairer. Selon ces données, il y a 3,98 millions de familles paysannes commerciales à grande échelle (规模农业经营户), constituant 1,73% des familles paysannes (National Bureau of Statistics 2017b). Comme nous l'avons mentionné, le recensement agricole donne très peu d'information sur ces familles. Un groupe de chercheurs a effectué une étude pour trouver les caractéristiques sociales de cette classification. Selon leurs données, ces familles commerciales à grande échelle possèdent en moyenne 176,36 mus de terre, 22 fois plus que les familles paysannes ordinaires. Ces terres sont obtenues par les marchés de location, et ces riches familles doivent payer un certain loyer aux familles paysannes ayant le droit original de la terre. Ces riches familles détiennent aussi les meilleures terres, plus proches des villes et des marchés que celles des familles paysannes ordinaires (Y. Li et al. 2021, 119). La concentration des terres et l'inégalité de l'accès à la terre réapparaissent donc en Chine depuis 1995.

Dès lors, bien que la terre soit un droit politique qui solidifie le mode de production patriarcal et empêche sa décomposition rapide, ce droit politique est un vestige du caractère socialiste des campagnes et les marchés de location des terres représentent sa négation complète. Les données empiriques recueillies démontrent à quel point la classe paysanne est inégale et comment une bourgeoisie paysanne a fait son apparition depuis environ 2010, lorsque la concentration de la terre a été permise par le gouvernement central. Les marchés de location permettent donc à la dynamique propre de la forme marchande du mode de production patriarcal, la différenciation par la concentration, de se développer.

1.6.3.1 La prolétarianisation par la concentration de la terre et ses limites dans la Chine contemporaine

La conséquence de ces marchés de location est la désintégration lente du mode de production patriarcal. Ceci s'explique par le fait que, bien que la terre ne puisse pas se vendre, le fait qu'elle puisse être louée par

la paysannerie embourgeoisée permet la concentration de la terre et le développement de la contradiction sociale importante qui suit en général cette contradiction : la prolétarianisation. Pour que la famille paysanne veuille louer leur terre, il faut que les membres de la famille paysanne puissent se trouver une autre source de revenus, le salariat. Lorsque leurs terres sont louées, deux options se présentent à la famille paysanne. Ils peuvent trouver un emploi aux alentours du village, ce qui reste très difficile, puisque les villages chinois n'ont qu'un très bas niveau d'industrialisation comparativement aux villes et la formation de fermes capitalistes est lente. La deuxième option est la transformation de la paysannerie en prolétariat migrant, allant chercher du travail dans les villes. Selon Zhang, les données empiriques nous indiquent que la première option est quantitativement moins importante, car la grande majorité du prolétariat paysan trouve leurs emplois dans les villes (Q. F. Zhang 2015b, 15). Cette prolétarianisation complète de la paysannerie, lorsque celle-ci loue leurs terres à d'autres paysans ou à des compagnies capitalistes, est rare. Par exemple, parmi la paysannerie qui choisit la deuxième option, le salariat migrant, qui reste l'option la plus populaire, uniquement 10% louent leurs terres lorsqu'ils travaillent dans les villes (Q. F. Zhang 2015b, 27). Ceci indique que les membres de cette classe tendent à garder un ancrage dans leurs modes de production d'origine lorsqu'ils travaillent dans les villes. Un autre aspect qui explique ce ralentissement de la concentration des terres et de la prolétarianisation est l'existence du système social discriminatoire s'apparentant à un colonialisme interne, le système du *hukou*. Puisque le gouvernement bloque l'accès aux droits sociaux des villes à la paysannerie, lorsque celle-ci travaille dans les villes, elle doit garder un point d'ancrage dans le village puisque les terres lui donnent une sécurité lors des périodes de crises économiques (Wang et Liu 2009; Wang et al. 2013). Les bidonvilles en Chine restent donc relativement absents (Dongsheng News 2023), puisque la paysannerie migrante reste ancrée dans les villages, ce qui donne aux autorités des villes un endroit où rejeter la main-d'œuvre inutile aux yeux du capital.

Lorsque cet ancrage n'existe pas, la prolétarianisation pure prend une grande vitesse. Par exemple, lorsque la marchandisation de la terre est permise et lorsque la paysannerie a la capacité de vendre son droit d'utilisation de la terre, une tendance à la prolétarianisation se produit. Certains gouvernements locaux ont implémenté cette politique de marchandisation complète de la terre dans des zones d'essais. Les résultats obtenus montrent que ce sont les familles paysannes les plus pauvres qui vendent leurs terres dans le but d'acquérir une somme d'argent pour subvenir à des besoins urgents, tels que pour payer des frais d'hospitalisation. La contradiction pour ces familles est qu'elles ne peuvent pas obtenir un *hukou* urbain même après avoir vendu leurs terres rurales. Elles ne peuvent pas par conséquent être intégrées dans le système de sécurité sociale de type urbain. Les familles paysannes moins pauvres de ces zones d'essais choisissaient plutôt de patienter puisqu'elle espérait que la valeur de la terre augmente (Wang 2022, 127-30). Lorsque la terre cesse d'être un moyen de production socialiste et qu'elle se marchandise

totalemment, la ruine de la paysannerie, qui peut subvenir de maintes façons dans une économie de marché où les prix des marchandises sont intimement connectés aux marchés mondiaux, signifie sa prolétarianisation rapide. Dans le cas chinois, lorsque cette prolétarianisation a lieu, la paysannerie est destituée autant de sa terre que des droits des travailleurs urbains, une situation similaire à celle des travailleurs migrants. Ces zones pilotes démontrent que la marchandisation de la terre cause davantage la prolétarianisation de la paysannerie pauvre que ce qu'il est possible d'estimer sous les conditions normales en Chine, où la terre est encore une propriété collective. Ces projets n'ont pas été adoptés dans le reste de la Chine. Donc, la concentration des terres est grandement ralentie par le caractère public de la terre.

Néanmoins, bien que la majorité de la paysannerie se prolétarianise dans les villes, depuis que les marchés de location existent en Chine le prolétariat agricole travaillant dans les fermes capitalistes n'a cessé d'augmenter ses effectifs dans les campagnes. Selon Xu, en nombre absolu, la classe prolétariane agricole a augmenté, passant de 11 millions en 2000 à 40 millions en 2010. Cependant, puisque le prolétariat agricole n'est que rarement une classe pure, puisqu'elle garde contrôle de sa terre et œuvre en même temps dans le mode de production patriarcal, ce nombre absolu sous-estime grandement l'importance de cette classe sociale. Xu opte pour calculer le rapport entre le travail salarié et la main-d'œuvre totale dans la production des principales cultures en Chine. Ceci permet d'observer le rapport entre la valeur créée par le prolétariat et par la paysannerie. De 2000 à 2014, ce rapport a augmenté de 11% à 41% dans la production de la canne à sucre, de 3% à 17% pour les légumes, de 3% à 30% pour les pommes, de 7% à 20% pour l'élevage de cochons, et les céréales, l'huile et le coton sont restés à 5% ou moins (Xu 2017, 5-6). Ceci nous indique que les secteurs où ce rapport est le plus élevé sont les secteurs où le capitalisme est le plus présent. Bien que les fermes capitalistes existent un peu partout en Chine, selon Zhang (2013, 26-27), elles se retrouvent principalement dans les régions frontalières de la Chine où la densité de la population est faible comparativement à la quantité de terres arables disponible et dans les provinces côtières où les marchés de location de terre se sont développés.

1.6.3.2 La mécanisation des forces productives

Le taux de mécanisation nous permet aussi de constater du degré de concentration des terres et de formations de larges fermes. Comme Lénine l'explique, l'introduction des machines en agriculture ne peut se faire que lorsqu'un grand capital est disponible pour investir dans ces nouveaux moyens de production. Le taux de mécanisation est alors un des indicateurs importants de la concentration non seulement de la terre, mais aussi de la concentration de la production agricole absolue. Ceci démontre autant la création d'une demande pour un prolétariat agricole qu'une demande en moyen de production (Lenin 1977, 231-32). Dans l'Empire russe, c'était le mode de production capitaliste qui déterminait l'introduction de cette machinerie, et celle-

ci causait l'augmentation progressive des relations de production capitaliste en agriculture causée par la montée du pouvoir productif de la classe capitaliste (Lenin 1977, 229). En Chine, ce processus est nettement ralenti. Puisque la petite paysannerie possède des terres individuelles minuscules, elle ne peut pas mécaniser son travail. Le processus d'embourgeoisement est donc ralenti, et, par ce fait, ralentissant également les processus de concentration et de mécanisation en raison du caractère atomisé des relations de production patriarcales.

Selon Wang Haijuan, experte chinoise sur les enjeux du mode de production patriarcal, la division actuelle de la terre arable entre familles paysannes ne permet pas l'introduction de machinerie. Puisqu'il n'y a que rarement des chemins de terre permettant le transport de tracteurs et d'autres machineries lourdes sur les petites terres paysannes, l'unique moyen pour une famille individuelle d'utiliser le tracteur est de passer à travers les champs des autres familles, ce qui a pour conséquence d'endommager les cultures. Les familles paysannes peuvent aussi désassembler les machines et de les réassembler sur leurs terres, mais ce processus est très lent et dispendieux (Haijuan Wang 2023a). De plus, dans les régions montagneuses, la technologie qui pourrait aider le plus la paysannerie à augmenter la productivité du travail agricole est l'irrigation. Le système d'irrigation chinois a été construit durant l'économie planifiée et n'a pas été entretenu durant l'époque de l'économie de marché, ce qui a conduit à son effondrement. L'entretien ou la construction d'un système d'irrigation nécessite un très grand investissement en capital constant et variable, ce qui est impossible à se réaliser dans les confins du mode de production patriarcal où les relations de production sont atomisées.

Le mode de production patriarcal empêche donc autant la mécanisation et l'utilisation de réseaux d'irrigation. Dans les deux cas, l'utilisation de technologies en agriculture est une contradiction avec les relations de production paysannes qui cause le dispersement de la terre. Cette contradiction n'apparaît pas pouvoir se régler au sein de ce mode de production, puisque, même lorsque certains paysans consolident la terre des familles environnantes lorsque celles-ci se prolétarisent dans les villes, la terre que ces paysans ont sous leurs contrôles est toujours dispersée, puisque les terres pouvant être louées ne sont que très rarement proche l'une des autres (Haijuan Wang 2023a). Dès lors, lorsque la concentration de la terre a lieu sous des relations de production paysanne, le problème du dispersement ne se règle toujours pas. La machinerie et la technologie sont donc en contradiction avec le mode de production patriarcal en absence d'articulations socialistes qui pourraient régler ce problème, telles que l'irrigation publique et une infrastructure agricole permettant le contrôle des investissements de la terre à l'État et son utilisation à la paysannerie (Haijuan Wang 2023a). L'emploi des grandes machines ne peut se faire que par le socialisme et le capitalisme. Pour cette raison, c'est uniquement dans les régions où la concentration de la terre peut se faire et où le capitalisme

agraire est permis par les autorités que la mécanisation a eu lieu. Selon les données empiriques, de 2011 à 2019, le degré de mécanisation du travail de la terre, le plantage et la récolte de toutes les cultures agraires ont augmenté respectivement de 15%, de 55% à 70%. Les cultures les plus mécanisées sont le blé à 96%, le riz à 84%, le maïs à 89% et le coton à 81% (Yang et Jiang 2023, 12-13). Dès lors, la mécanisation et la concentration sont synonymes du capitalisme agraire, qui est en croissance depuis les dernières années dans les mêmes conditions que Lénine a analysé dans certaines régions en Chine.

1.6.4 L'apparition de fermes capitalistes familiales et corporatives dans les milieux ruraux

Pour démontrer empiriquement l'existence de la formation de grandes fermes capitalistes et du prolétariat agraire, prenons en exemple les grandes fermes capitalistes du Xinjiang que Zhang (2015b, 30) analyse dans son article sur le travail salarié des paysans en Chine. La densité de la population dans cette province est une fraction de celle de l'est de la Chine. Puisque la terre est relativement abondante, la concentration de celle-ci ne présente pas les mêmes contradictions qu'ailleurs en Chine. Avec cette concentration des terres, la demande pour la classe prolétaire se fait tout aussi grande. Le travail dans ce type de ferme est surtout saisonnier, car les capitalistes n'ont besoin d'ouvriers que durant les hautes saisons pour la cueillette de coton. Puisque ce type d'agriculture est intensive en capital variable, la demande en travail annuelle de ces fermes productrices de coton au Xinjiang atteint le nombre d'un million. La majorité des travailleurs sont des femmes paysannes venant des régions rurales, qui reflètent le caractère féminin du travail agraire en Chine. Le salaire dans ces fermes représente un revenu beaucoup plus grand que ce que les familles paysannes peuvent percevoir par la petite production marchande. En 2012, en deux mois de travail, un ouvrier expérimenté dans ce genre de cueillette peut gagner au moins 10 000 yuans en se faisant fournir un logement sur la ferme et de la nourriture. Les fermes du Xinjiang se doivent de payer un salaire compétitif pour attirer la main-d'œuvre dans une province où celle-ci est plutôt rare. Dès lors, dans cette province frontalière, les fermes capitalistes existent dû à la grande disponibilité des terres et de l'armée de réserve du travail agraire qui existe partout en Chine.

Nous pouvons aussi prendre l'exemple des fermes de café dans le Yunnan. Selon une étude de Zhang et Donaldson (2010, 476-77), les fermes capitalistes peuvent être retrouvés amplement dans la province du Yunnan en Chine, une région frontalière du Sud-Ouest. Une ferme bourgeoise, Dahongpo Coffee Plantation, percevant son capital de la Banque d'agriculture de Chine et de la Banque mondiale, contrôle 7000 mus de terres et emploie plus de 600 employés supervisés par des techniciens agraires. Les ouvriers paysans se font donner une terre sur laquelle ils peuvent construire une maison. Ils se font payer selon le surplus de productions produit au-dessus du quota. C'est le village qui loue à la compagnie ces terres de basses qualités que la paysannerie n'avait pas utilisées pendant quelques décennies. Les auteurs nous informent que

plusieurs compagnies préfèrent louer ces terres de moindre qualité au lieu de louer la terre des paysans et de devoir faire de l'agriculture contractuelle avec ceux-ci, puisque la relation de production entre le capital et le paysan ouvrier migrant leur offre un meilleur contrôle sur la force de travail. Il existe donc dans le Yunnan des fermes purement capitalistes, qui possèdent une grande quantité de terres et emploient une large force de travail prolétaire. La raison pour laquelle cette sorte de compagnies capitalistes agraires évolue dans le Yunnan est que les paysans et les travailleurs sont rares et que la paysannerie n'utilise pas toutes les terres (Zhang et Donaldson 2010, 478).

La concentration des terres s'aperçoit aussi dans le Heilongjiang, une région frontalière du Nord-Est, où des fermes familiales et corporatives ont réussi à accumuler plus de 10 000 mus de terres et où la production se fait par le salariat paysan, et donc où les relations de production sont capitalistes (Zhang 2010, 375). Ceci démontre qu'il est beaucoup plus facile pour le mode de production capitaliste agricole de faire son entrée dans la formation sociale chinoise dans les régions non dominées activement par d'autres modes de production. Bien que la terre appartienne à l'État et à la communauté paysanne, celle qui n'est pas activement utilisée est louée à des entreprises capitalistes.

Ajoutons à ces exemples celui des producteurs de crevettes de la péninsule de Leizhou. La domination de la loi de la valeur a eu l'effet dans cette région de créer un prolétariat agricole dans cette industrie d'au moins 1 million d'individus. Dans un village de cette péninsule se trouve une ferme capitaliste, la base de production W, faisant de l'aquaculture de crevette. Elle fut créée en 2013 par un capitaliste marchand qui vendait anciennement des crevettes produites par des fermes familiales paysannes dans les villes chinoises et les exportait sur le marché mondial, et par un employé d'une coopérative de crédit locale (Y. Huang 2015, 401). La terre de cette ferme capitaliste est de 70 mu. Elle est louée au prix de 500 yuans par année par mu pour une durée de 18 ans au village. Cette quantité de terre fut acquise par une entente directe avec le village au complet sans résistance, puisque la terre était anciennement utilisée pour faire de l'aquaculture de crevettes par des paysans locaux et a été abandonnée par ceux-ci lors de la baisse du prix des crevettes qui poussa ces familles paysannes à migrer vers les villes pour trouver une source de revenus par le salariat. La ferme emploie 12 travailleurs et donne un salaire de base de 2500 yuans par mois en plus de fournir le logement. Un bonus est donné selon le prix des crevettes sur le marché. En 2013, le salaire véritable était de 55 000 yuans par années. Ceci peut faire augmenter le revenu du travail agricole sur la base de production W jusqu'à atteindre la moyenne salariale des grandes villes.

La différence avec les fermes familiales de Leizhou et cette base de production capitaliste se trouve premièrement dans le plus grand taux de profit de la ferme capitaliste, qui est capable d'investir beaucoup

plus en capital constant pour pouvoir produire en hiver à l'aide de couvertures de serre, ce qui lui permet de vendre les crevettes lorsque le prix est élevé. Deuxièmement, l'intensité du travail dans les fermes capitalistes est beaucoup plus grande que dans les fermes paysannes. Un travailleur dans cette ferme capitaliste travaille en moyenne de 12 à 14 heures par jour. La base de production W n'engage pas les paysans des villages environnants, puisque le travail sur cette base se fait tout au long de l'année et se prête donc mal au travail saisonnier des paysans petit-bourgeois. Par conséquent, ce sont des travailleurs migrants qui forment la force de travail de cette ferme. (Y. Huang 2015, 405-8). Bien que le revenu possible à acquérir dans l'agriculture capitaliste est parfois plus grand que ce que la petite bourgeoisie paysanne peut acquérir dans sa propre production de crevettes, les travailleurs ne sont pas les paysans locaux, mais viennent d'autres régions de la Chine. Selon Huang, la paysannerie préfère garder sa production autonome pour ne pas se transformer en prolétariat, puisque les heures de travail sont beaucoup plus grandes dans le travail salarié que dans la petite production de crevette et la paysannerie préfère le travail moins intensif. De plus, puisque le travail doit être fait à l'année et n'est pas saisonnier, la paysannerie locale ne peut pas s'occuper à la fois de sa propre agriculture et de celle du capitaliste. La paysannerie migrante est donc utilisée.

Ceci démontre que l'articulation spécifique des trois modes de production de la formation sociale chinoise est ce qui détermine le ralentissement de la prolifération du capitalisme dans le secteur agraire ayant une plus grande population relativement à la quantité de terres arables. Spécifiquement, lorsque les modes de production patriarcal et socialiste n'utilisent pas activement les moyens de production d'une région particulière, ils font place à l'exploitation capitaliste des ressources et des individus. Ceci vient rejoindre les remarques de Lénine dans son étude du capitalisme en Russie lorsqu'il fait mention du fait que le capitalisme se développe le plus rapidement dans les steppes toutes justes ouvertes aux colons russes où les anciens liens sociaux entre la terre et ses habitants n'existaient pas, avaient été détruits, ou étaient très faibles. Des géantes fermes privées exploitant des travailleurs saisonniers s'y étaient installées beaucoup plus facilement que sur les terres paysannes et féodales de l'Empire russe où les anciens modes de production ralentissaient l'évolution du capitalisme (Lenin 1977, 258-61). En Chine, c'est dans ces régions frontalières n'ayant pas un surplus de populations en relation avec les terres disponibles à la production agraire que les relations capitalistes se forment. Le fait qu'autant le capital que la paysannerie puissent louer les terres communales permet l'évolution du mode de production capitaliste. Cependant, plusieurs dynamiques existent qui permettent au capital de détruire les anciens modes de production et de prendre le contrôle de ces espaces et de leurs habitants. Nous y reviendrons lors de la prochaine section sur les dynamiques exogènes.

1.6.5 La différenciation par la compétition politique paysanne

La différenciation paysanne se matérialise aussi sous d'autres formes, notamment par celle de la compétition politique paysanne. En raison de la chute du mode de production socialiste dans les campagnes, qui a détruit les formes de protection sociale de la paysannerie, les familles paysannes, l'unité sociale et économique de base de la société patriarcale, se construisent leurs propres pouvoirs sociaux par les liens de sang. Le pouvoir d'une famille paysanne augmente avec la quantité d'individus qui lui appartient. La tradition de marier les filles de la famille aux hommes d'autres villages est brisée. La famille paysanne tente de marier ses filles dans son propre village pour pouvoir accroître ses liens de sang au niveau local et afin d'augmenter le nombre de fils et de gendres au sein de la famille. Ce dernier aspect est très important puisque la force physique, qui est supposée plus grande chez les hommes que chez les femmes dans les villages chinois, est prisée pour régler les problèmes et les querelles dans les villages par la violence. La perception que la violence est la meilleure façon de régler les disputes entre les familles paysannes est un fait qui a surtout réapparu lors de la désintégration des communes (Yunxian 1999, 211). La compétition intrapaysanne n'est donc pas uniquement économique, mais aussi politique, et se fait à travers la violence organisée autour des liens de sang, dans un environnement où la superstructure socialiste des villages s'est largement désintégrée, un fait qui est combattu par le Parti puisque ceci offre une compétition à son autorité. Ce type de compétition démontre l'un des aspects importants du mode de production patriarcal, autant sous sa forme marchande que sous celle traditionnelle : la compétition se fait entre familles paysannes relativement économiquement égales, et l'outil de cette lutte dans cet aspect politique de cette compétition est la force physique des hommes de la famille. Ces liens de sang est la force organisatrice politique de la paysannerie, qui donne le contrôle de la force productive principale du mode de production patriarcal: la main-d'œuvre agraire. Le mode de production patriarcal détermine donc la forme, l'organisation de la violence par les liens de sang, et l'essence, la compétition des unités économiques relativement égalitaires, de la compétition politique paysanne. Cette compétition paysanne est hautement connectée au crime organisé et à la corruption, ce qui permet aux familles les plus puissantes physiquement d'augmenter leurs richesses et de s'embourgeoiser. La différenciation paysanne s'effectue donc aussi par cette voie.

1.6.6 Conclusion de la section sur les dynamiques internes du mode de production patriarcal

Selon les données que nous avons recueillies, nous concluons sur certains points à propos de l'évolution du secteur agraire de la formation sociale chinoise. Premièrement, le mode de production patriarcal est prédominant. La grande majorité de la force de travail agraire se fait au sein de relations de production paysanne. Deuxièmement, l'apparition du capitalisme naissant au sein du mode de production patriarcal a eu lieu. Ses signes sont la concentration des terres agricoles et la création d'une classe paysanne bourgeoise et d'une classe paysanne prolétaire causée par la compétition de la paysannerie sur le marché chinois. Troisièmement, le mode de production capitaliste domine le secteur agraire. La quasi-totalité de la valeur,

autant d'usage que d'échange, est produite par le mode de production capitaliste, qui approvisionne les villes de marchandises agraires. Quatrièmement, une très grande partie de la paysannerie reste en contrôle de leurs terres, même lorsque l'unité de production paysanne détient un bon nombre de prolétaires travaillant dans les villes et les campagnes. Bien que la concentration et la différenciation sont des phénomènes qui gagnent en importance à travers les années de réformes économiques marchandes en Chine, le mode de production patriarcal reste ancré dans la campagne chinoise grâce à ses articulations spécifiques avec le mode de production socialiste. En détenant la propriété socialiste de la terre, la propriété publique permet à la paysannerie d'éviter la perte de la terre dans le cas de faillites, ce qui évite la création rapide d'une armée de réserve du travail. Cependant, le socialisme ne fait que retarder la transformation du mode de production patriarcal. Cette transformation se matérialise tout de même. Elle est causée par les contradictions internes du mode de production patriarcal marchand dans une formation sociale détenant un grand marché et étant connectée aux marchés internationaux. Dès lors, si la survie du mode de production patriarcal dépend de la propriété socialiste de la terre, l'utilisation massive d'entrants chimiques (Xu et al. 2014, 32-33), la vente des produits agraires à la force de travail appartenant aux modes de production capitalistes et des revenus amassés par les membres de la famille paysanne dans les usines capitalistes, il est impossible d'affirmer que le mode de production peut survivre sans ses articulations spécifiques aux deux autres modes de production de la formation sociale chinoise. Nous pouvons donc conclure que la dissolution du mode de production patriarcal marchand et la naissance progressive du mode de production capitaliste agraire sont en cours. L'articulation entre le mode de production patriarcal et le capitalisme marchand, formant le mode de production patriarcal marchand, est donc créateur du capitalisme agraire et dissout la paysannerie. Dans ce cas, la loi de la valeur développée retrouvée dans la petite production marchande paysanne se transforme en loi de la valeur universelle retrouvée dans le capitalisme. Ce fait est expliqué par la compétition entre la paysannerie et les capitalistes. À mesure que la paysannerie se met en contact avec le mode de production capitaliste, elle se différencie en raison de la tendance de la loi de la valeur à évoluer vers son stade universel.

D'après Xu Zhun, il n'existe pas de troisième voie à la modernité. Le mode de production patriarcal marchand est en contradiction avec l'industrialisation et son évolution dans le contexte chinois tend à transformer la paysannerie en prolétariat œuvrant au sein de relations de production capitalistes (Xu 2017, 7). Ceci vient rejoindre l'argument de Staline contre les populistes chayanoviens qui prônaient le développement d'un « socialisme » patriarcal basé sur la petite propriété des moyens de production et sur l'utilisation des marchés permettant la circulation des marchandises. Staline affirme que la croissance de la productivité agraire ne peut se faire que par le capitalisme ou par le socialisme. Il n'existerait pas de troisième voie pour l'agriculture (J.V. Stalin 1954, 152). Cet argument fait référence aux débats sur la voie de développement que devrait prendre l'Union soviétique en 1929, une situation historique ressemblant

grandement à celle de la Chine où l'industrialisation était à l'ordre du jour dans un pays où il y avait un large mode de production patriarcal, un mode de production socialiste petit, mais grandissant, et un certain développement d'un mode de production capitaliste. Le camp politique de Staline était en faveur de la collectivisation de l'économie paysanne dans le but de pouvoir implémenter une socialisation du travail de la paysannerie, qui permettrait l'augmentation des techniques de production dans ce secteur. Le camp adverse était celui de Boukharine, qui prônait la continuation de l'économie paysanne, sous ses formes traditionnelles et marchandes. Cette voie serait la troisième voie, entre la voie collectiviste et socialiste de Staline, et la voie capitaliste. Staline craignait le développement du capitalisme agraire, le développement d'une classe agraire bourgeoise antagonique au socialisme, et, puisqu'il théorisait que le capitalisme agraire serait un frein au développement du pays, l'opinion du camp de Staline était que le capitalisme agraire ne devait pas se développer. Selon ce camp, cette troisième voie n'existerait pas, puisque la dynamique au cœur du mode de production patriarcal articulé à un marché est la différenciation sociale et la création du capitalisme agraire. Le mode de production patriarcal par lui-même ne pouvait pas augmenter la productivité de l'agriculture sans développer le capitalisme. Pour un pays socialiste ayant l'objectif de se développer économiquement, ce troisième choix n'était pas viable d'un point de vue économique ou d'un point de vue politique. Il semble dès lors, selon les données empiriques que nous avons recueillies, que la position marxiste-léniniste, incluant celle de Staline, est celle qui permet le mieux de comprendre les dynamiques du secteur agraire chinois.

CHAPITRE 2 Les dynamiques exogènes du mode de production patriarcal

Bien que les dynamiques endogènes soient les éléments clés pour comprendre l'évolution d'un mode de production, les dynamiques exogènes sont tout aussi importantes à notre compréhension de l'évolution non seulement du mode de production patriarcal, mais de l'évolution de la formation sociale complète. Nous définissons les dynamiques exogènes comme les phénomènes retrouvés au sein d'un mode de production prenant leurs origines dans les articulations que celui-ci entretient avec des aspects appartenant à d'autres modes de production. Nous avons analysé les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal marchand dans la formation sociale chinoise et avons conclu que celles-ci sont la compétition économique paysanne, la différenciation et la concentration des terres. Cependant, de ces mouvements abstraits retrouvés au sein de ce mode de production, certains aspects externes viennent influencer leurs évolutions. Ces articulations peuvent encourager les dynamiques inhérentes du mode de production patriarcal, ou bien les freiner. Comme nous l'avons écrit, l'articulation qui nuit à la formation du capitalisme dans le secteur agricole est la propriété publique des terres paysannes. Néanmoins, cette propriété publique possède plusieurs autres articulations qui encouragent le capitalisme dans le secteur agricole. Nous allons dans les prochaines sections, analyser les dynamiques exogènes aidant la formation du capitalisme en Chine, l'accumulation politiquement assistée, l'agriculture contractuelle, et la revitalisation de la campagne.

2.1 L'agriculture contractuelle

2.1.1 L'essence de l'agriculture contractuelle

L'agriculture contractuelle est un phénomène retrouvé autant dans les pays capitalistes riches que dans ceux peu développés. C'est une relation cimentée par un contrat, qui est une entente entre un producteur agricole et une firme, établissant la manière dont la production s'organise. Ceci peut inclure le choix des intrants de production utilisés, la méthode de production, et la condition exacte des extrants produits. En Chine, comme dans plusieurs pays peu développés, le contrat précise le prix, la quantité, la qualité et les termes de délivrances des produits agricoles (Guo et Jiang 2007, 49). La firme, bien souvent, produit les intrants de production qu'elle vend aux producteurs et vend les marchandises produites à l'aide des extrants agricoles. Le contrat peut aussi affecter toutes les facettes de la production agricole (Wilson 1986, 51). De ce fait, en abstrait, l'agriculture contractuelle est une relation de production spécifique. Bien que la science économique libérale conceptualise l'agriculture contractuelle comme n'étant qu'une modernisation de ce secteur (Wang et al. 2014, 1267), il est important de comprendre la relation dialectique contenue dans ce type d'arrangement.

La relation contractuelle agraire est une relation entre deux aspects : un producteur agraire et le capital. Cette relation prend deux formes différentes selon le contrat. Dans un contrat de commercialisation, le producteur agraire entre en relation avec le capital marchand. Le capital et le paysan s'entendent sur l'approvisionnement d'intrants et d'extrants de production. Dans ce cas-ci, le paysan produit des marchandises agraires pour le capital marchand, tandis que ce dernier vend les produits sur les marchés. Dans un contrat de production, le producteur agraire est en relation avec le capital industriel, où l'objectif du capital est l'accès aux matières premières pour la production de marchandises et leurs ventes. Bien que la valeur d'usage produite par le producteur agraire dépende du contrat que le paysan entretient avec le capital, un intrant à la production ou une marchandise prête à se vendre sur le marché, cette production de valeur d'usage pour ce producteur agraire prend la forme de la production de valeurs d'échange, puisqu'il ne produit pas pour la consommation de son unité de production ou de sa communauté, mais pour la vente de sa production. De ce fait, ceci nous informe que l'agriculture contractuelle est une relation qualitativement marchande, et peut être retrouvé à l'interne du mode de production capitaliste où la logique marchande domine le processus de production, ou dans l'articulation entre le mode de production capitaliste et celui patriarcal. Nous avons dès lors deux sortes de relations de production, une entre le paysan marchand et le capital marchand, et l'autre entre le paysan marchand et le capital industriel.

Bien que ces deux types se retrouvent au même moment dans la formation sociale chinoise, ils sont anachroniques dans le sens où la relation entre le paysan marchand et le capital marchand est la première à voir le jour, tandis que la relation entre le paysan marchand et le capital industriel est une transformation de la première. Rappelons d'abord que le capital marchand pour Marx est la forme historique que prend le capital avant que celui-ci ait dominé la sphère de la production (Marx 1976, 313). Le capitalisme dans les sociétés où le capitalisme n'est pas dominant n'est qu'un mode de production non dominant, s'articulant aux autres modes de production sans les transformer. Dans le cas où cette version sous-développée du capitalisme devienne dominante dans une formation sociale, son rôle historique n'est que de mettre en contact des formations sociales réellement productives de valeurs d'usage. Le capital acquiert sa plus-value en exploitant les nations qu'elle met en contact. « Là où le capital marchand domine, il représente, par conséquent, partout, un système de pillage. » (Marx 1976, 313) Lorsque Marx mentionne l'importance de la forme primordiale du capital dans la transition du féodalisme vers le capitalisme dans le troisième volume de *Capital*, il mentionne que cette transition prend trois formes :

La transition à partir du mode de production féodal s'effectue de deux façons. Le producteur devient commerçant et capitaliste, en opposition à l'économie agricole naturelle et à l'artisanat corporatif de l'industrie citadine du Moyen Âge. Voilà la voie réellement révolutionnaire. Ou encore le commerçant s'empare directement de la production. Bien que cette dernière voie joue, dans l'histoire,

un rôle de transition, en fait, elle n'arrive pas à révolutionner l'ancien mode de production qu'elle conserve comme sa base. (Marx 1976, 315)

La première forme dans le secteur agraire prend la forme de l'embourgeoisement paysanne, une forme capitaliste pure. Cependant, la deuxième forme, lorsque le capital marchand prend le contrôle de la production paysanne, ne représente pas une transformation capitaliste par elle-même.

Ce système fait obstacle partout au mode de production capitaliste véritable, et il finit par disparaître avec le développement de ce dernier. Sans bouleverser le mode de production, il aggrave seulement la situation des producteurs directs, les transforme en simples salariés et prolétaires dans des conditions plus défavorables encore que celles des ouvriers directement soumis au capital, et il s'approprie leur surtravail sur la base de l'ancien mode de production. (Marx 1976, 316)

Le capital marchand, dans ce cas, ne fait que s'articuler à un mode de production étranger. Son rôle dans la formation sociale est de connecter les producteurs indépendants, et son objectif est de faire l'accumulation de la plus-value. Cependant, dans cette condition, elle ne devient pas dominante puisqu'elle n'obtient pas activement le contrôle du processus de production. Elle laisse dès lors intact le mode de production patriarcal marchand, en détériorant les conditions des producteurs.

Il y a donc une triple transition: premièrement, le commerçant devient directement un industriel; ceci se produit pour les métiers fondés sur le commerce, surtout les industries de luxe, que les commerçants introduisent de l'étranger, y compris matières premières et ouvriers, comme cela s'est fait au XVC siècle en Italie à partir de Constantinople; deuxièmement, le commerçant fait des petits patrons ses intermédiaires (middlemen) ou encore achète directement au producteur autonome; il le laisse nominalement indépendant et ne touche pas à sa méthode de production; troisièmement, l'industriel devient commerçant et produit directement en gros en vue de commercer. (Marx 1976, 316)

L'agriculture contractuelle vient fermement se placer dans la deuxième forme et la troisième forme que Marx décrit dans cette citation. Dans cette deuxième forme, le capital marchand entre en relation avec les producteurs paysans sans changer leur mode de production. C'est l'essence du contrat de commercialisation, où le capital marchand entre en relation direct avec les producteurs. Le fait que la relation soit contractuelle au lieu de se faire directement à travers les marchés ne change pas la nature de celle-ci, puisque le contrat n'est que la fixation au long terme d'une relation marchande entre les deux parties. Concrètement, la deuxième forme est une articulation peu développée entre le mode de production patriarcal marchand et le mode de production capitaliste marchand.

La troisième forme de transition du féodalisme vers le capitalisme, lorsque le manufacturier devient marchand, selon les mots de Marx, décrit le fait où la production, du point de vue du capitaliste qui la

contrôle, se fait dans l'objectif d'accumuler de la valeur d'échange, bien que la paysannerie marchande produit par la forme marchande dans le but d'acquérir des valeurs d'usage. Lorsque ce type de capital s'articule au mode de production patriarcal, la forme que prend l'agriculture contractuelle est celle du contrat de production. Cette forme est contradictoire puisque le capitaliste devient à la fois marchand et industriel. La firme industrielle qui produit des marchandises utilisant des intrants agraires cherche à dominer une chaîne d'approvisionnement de matériaux. Cette domination s'exerce par l'aspect marchand du capital, utilisant la monnaie pour sécuriser des matériaux dans le long terme. Dans ce type de relation, la réalisation de la plus-value vient de deux endroits dans le circuit capitaliste : de l'achat de matériaux paysans à plus bas prix que celui du marché; et par l'exploitation du prolétariat dans la production de la marchandise. Les circuits dans lesquels se trouvent le capital, le circuit de la circulation et celui de la production deviennent chacun une source de plus-value. Ce capital est marchand dans sa relation avec la paysannerie, et est industriel envers la production de marchandise utilisant les matières premières paysannes. Ce capital industriel englobe dès lors une partie importante du circuit capitaliste, de la production et de la circulation.

Dès lors, selon la loi dialectique de l'interpénétration des opposés, l'agriculture contractuelle est un phénomène typiquement transitoire. Deux classes appartenant à deux modes de production distincts sont en relations, la paysannerie, du mode de production patriarcal, et le capital, du mode de production capitaliste. Les deux modes de production sont en contradictions, mais ne sont pas nécessairement antagoniques lorsque le capital n'atteint pas un haut stade de développement, puisque le mode de production capitaliste n'empêche pas encore le mouvement du mode de production patriarcal. Les deux classes ne sont pas dans une relation organique de façon abstraite, puisque la paysannerie n'a pas besoin de la bourgeoisie autant que l'existence de la bourgeoisie ne dépend pas de la condition sociale de la paysannerie, bien que de façon concrète, l'évolution de la forme marchande du mode de production patriarcal nécessite le capital marchand pour s'articuler à la formation sociale. Les deux classes, ainsi que la contradiction entre les deux modes de production, ne sont donc pas nécessairement antagoniques. Ceci pointe vers le fait que ces deux modes de production dépendent l'un de l'autre en raison du caractère peu développé de chacun : le mode de production patriarcal marchand ne s'est pas encore transformé en mode de production capitaliste agraire; et le mode de production capitaliste ne détient pas encore et n'a pas encore façonné toutes les forces productives nécessaires à son bon fonctionnement dans la formation sociale. Dès lors, l'articulation se fait par l'entremise de ce qui est en essence le capital marchand, le type prémoderne de capital, même lorsque ce type de capital est dominé par son aspect industriel lorsque la firme industrielle entre en relation avec la paysannerie.

La loi dialectique de l'interpénétration des opposés se comprend dans cette situation comme ceci : la paysannerie et le capital sont à mi-chemin de leurs transformations respectives en leurs opposés. La paysannerie marchande est progressivement différenciée, transformant la classe paysanne en son opposé : une classe bourgeoise ne produisant aucune valeur d'usage, mais détenant la propriété des moyens de production agraires et la valeur d'échange produite à travers ceux-ci, et une classe prolétaire, produisant la valeur d'usage, mais séparée de la propriété des produits issus de la production. L'essence paysanne est dès lors séparée en deux classes distinctes. Le capital se transforme aussi en son opposé : le capital marchand, qui est en essence une valeur d'échange séparée de la production de la valeur d'usage, prend le contrôle du processus de production de valeur d'usage, son opposé, et se transforme en capital industriel. Dans leur articulation, le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste n'ont pas atteint la fin de leurs mouvements, et s'articulent pour cette raison. Le capital marchand qui accumule la valeur d'échange sans jamais avoir produit de valeur d'usage, et le paysan marchand qui produit de la valeur d'usage pour sa simple reproduction prenant la forme de la valeur d'échange sont les aspects clés de cette articulation. Les deux s'articulent sur cette base, bien qu'ils soient poussés par des dynamiques différentes. Le capital marchand continue de jouer un rôle important même dans les firmes industrielles, mais à travers une logique différente de celle du capital marchand retrouvé au sein du mode de production capitaliste développé. Il garde son ancien rôle, celui de la capture du surplus produit par des modes de production externes. De ce fait, le capital dans l'agriculture contractuelle essaie toujours de capturer la plus-value paysanne par le contrat défavorable, même lorsque le contrat se fait avec le capital industriel. Ce capital marchand est donc anachronique avec le capital industriel, puisque sa logique lors de son articulation au mode de production patriarcal n'est pas la réalisation du profit par la production des marchandises capitalistes, mais l'exploitation de producteurs non capitalistes par l'achat à bas prix de leurs marchandises. La production de la valeur d'échange de la paysannerie marchande est aussi anachronique, puisque le but premier de la paysannerie est la valeur d'usage qu'elle acquière à l'aide de sa production de la valeur d'échange. Son but premier est sa reproduction simple, et non sa reproduction élargie.

Dès lors, ni le capital marchand ni la paysannerie marchande ne représentent des aspects purs de leurs modes de production respectifs. Le capital marchand représente la forme passée du capital, et la paysannerie marchande la forme future de la paysannerie. L'articulation entre ces deux modes de production est dès lors un exemple concret de la loi dialectique de l'interpénétration des opposés, présentant une configuration de classe distincte dans une époque transitoire où aucun mode de production n'est assez puissant pour dominer la majorité des forces productives dans une formation sociale.

2.1.2 Une soumission du travail dans les circuits capitalistes?

Peut-on affirmer dès lors que l'agriculture contractuelle est une soumission du travail dans les circuits capitalistes, comme argue Zhang et Zeng (2022, 99) dans leur étude de ce phénomène en Chine? Si l'acte de l'articulation du mode de production patriarcal marchand au mode de production capitaliste est une soumission formelle du producteur, cela souligne le fait que le mode de production patriarcal est au moment même de son contact avec le capital détruit, puisqu'il perdrait toutes logiques et dynamiques internes. L'articulation serait la mauvaise théorie à utiliser, puisque la logique capitaliste dominerait totalement les producteurs paysans. Cependant, lorsque Marx fait mention des formes hybrides de production, il affirme très clairement que celle-ci n'est pas une forme de soumission formelle au capital :

Une mention suffira pour évoquer les formes bâtardes où le surtravail n'est pas directement pompé, par la force, au producteur, et où sa subsumption formelle sous le capital n'est pas encore intervenue. Ce sont les cas où le capital ne s'est pas encore emparé immédiatement du procès de travail. À côté des travailleurs indépendants qui poursuivent leur besoin agricole et artisanale, à la façon ancestrale que leur a transmise la tradition, on voit apparaître l'usurier ou le marchand, le capital d'usure ou le capital de négoce qui les sucent comme de vrais parasites. Le mode de production capitaliste exclut que cette forme d'exploitation devienne prédominante dans une société, mais elle peut d'autre part, comme on le voit au bas Moyen Âge, servir de transition vers lui. Enfin, ainsi que le montre l'exemple du travail à domicile, tel qu'il se pratique actuellement, certaines formes mixtes peuvent encore être reproduites par endroit sur un arrière-plan de grande industrie, même si elles changent alors complètement de physionomie. (Marx 1993b, 571)

Comme Marx le souligne, uniquement lorsque la force de travail et le processus de travail sont sous le contrôle *direct* du capital qu'il serait possible de qualifier la situation de soumission. L'articulation entre le capital marchand et le mode de production patriarcal n'est pas un signe de la dominance du capital dans la formation sociale. De plus, lorsque le capital devient dominant et s'empare du processus de production, des formes hybrides continuent à apparaître bien que leurs dynamiques se muent selon les influences des modes de production de la formation sociale. Elles ne sont pas pour autant des formes de capitalismes, bien que le capitalisme se serve de ses relations pour sa valorisation.

Un autre exemple, c'est celui du capital marchand, qui passe commande à un certain nombre de producteurs immédiats, puis collecte leurs produits et les revend, en avançant parfois la matière première ou l'argent, etc. C'est à partir de cette forme que s'est développé un élément important du rapport capitaliste moderne. Ça, et là, il assure aujourd'hui encore la transition au rapport capitaliste proprement dit. Là aussi nous n'avons pas encore de soumission formelle du travail au capital. En effet, le producteur immédiat continue à la fois de vendre sa marchandise et d'utiliser son propre travail. Cependant, la transition y a déjà atteint un stade plus avancé que dans le rapport du capital usuraire.

À l'occasion nous reviendrons plus tard sur ces deux formes qui se retrouvent au sein du mode de production capitaliste développé où elles assurent la transition de branches d'activité secondaires non encore pleinement capitalistes. (Marx 1971, 76-77)

Dès lors, que le contrat se fasse à partir d'un capital industriel ou d'un capital marchand, aucune soumission, formelle ou réelle, n'est retrouvée. La relation entre le paysan et le capital reste inorganique. Elle est une relation entre deux classes n'appartenant pas aux mêmes modes de production. Cependant, comme l'affirme Marx, ce qui est important de comprendre dans ces articulations est les dynamiques créées par celles-ci au sein des modes de production. Dans le cas de l'agriculture contractuelle, l'articulation avec le capital marchand tend selon Marx à créer une transition vers le capitalisme et à détruire la paysannerie par la différenciation sociale. L'agriculture contractuelle crée donc à la longue une soumission. Cette soumission est un saut qualitatif entre modes de production, et ne se fait pas mécaniquement par le contact de la paysannerie et du capital. Une dynamique spécifique doit être capable de créer une rupture violente au sein même de la paysannerie.

Bien que nous ayons présenté en abstrait ce qu'est l'agriculture contractuelle, une relation entre la paysannerie et le capital, il nous faut analyser la situation concrète de la formation sociale chinoise. Ceci s'explique par le fait que les deux modes de production dont Marx fait mention dans ses écrits sur ce type d'articulation ne sont pas les deux seuls qui existent en Chine. Il nous faut donc analyser une articulation triple, entre les vestiges du socialisme, le capitalisme et le mode de production patriarcal, pour connaître les véritables dynamiques de l'agriculture contractuelle dans la formation sociale chinoise.

2.1.3 Les apparences matérielles de l'agriculture contractuelle en Chine

La première période de l'agriculture contractuelle débute dans les années 90, où une plus grande libéralisation de l'économie chinoise et une vague de privatisation de compagnies socialistes avaient été imposées par le Parti, entraînant la création de la première cohorte de compagnies agraires capitalistes. La croissance de ce type de relations de production se matérialise dans les années 90, atteignant un plafond en 1996, où 71% des compagnies agraires avaient des relations contractuelles avec des paysans marchands. Ce nombre a diminué à 49% en 2000 au profit des coopératives et des compagnies privées à actions d'origine paysanne (Niu 2002, 6). Dans les années 90, la façon dont le capital industriel pouvait faire son entrée en agriculture était par l'agriculture contractuelle, puisque la terre était une propriété collective et elle était très atomisée, ce qui rendait l'accaparement de la terre par les compagnies agraires privées très difficile. C'est cette difficulté qui explique la grande expansion de cette relation de production. Au fur et à mesure que le capital fut capable d'obtenir une portion des terres arables, l'agriculture contractuelle en Chine diminua, un fait qui s'est répandu au courant des années 2000. Cette diminution n'est cependant que relative. En terme absolu, ce type de relation de production a largement augmenté avec la croissance du capital chinois. Les entreprises agraires privées en Chine, de 1996 à 2002, ont augmenté leurs actifs de 11842 à 94000 unités, une croissance de près de 800%. Elles sont largement concentrées dans l'est du pays, mais s'installent de

plus en plus dans l'ouest moins développé. De ces compagnies, la proportion de celles utilisant l'agriculture contractuelle a augmenté de 49% à 62% en 2002 (Niu 2006, 9-10). Accompagnant cette croissance de compagnies utilisant la relation contractuelle, le nombre de paysans produisant sous cet arrangement était de 72 millions en 2002 (Guo et Jolly 2008, 570). Le pourcentage de la classe paysanne marchande et non marchande ayant ce type de relation contractuelle a augmenté de 10% en 1996 à 30% en 2002 (Yu et al. 2008, 3). Ce type de relation se retrouve dans la totalité des types de productions agraires et n'est donc pas réservé uniquement aux cultures de rente (Li et al. 2016). Selon une étude de cas des firmes agraires utilisant l'agriculture contractuelle dans le Zhejiang en 2008, 80% de celles-ci sont privées, tandis que 6% sont publiques et 3% sont collectives, bien qu'aucune information ne soit donnée quant à leurs tailles. De plus, 67% vendent leurs produits sur le marché national, tandis que le reste vend à l'étranger (Guo et Jolly 2008, 573). Selon les données du gouvernement, la majorité de ces compagnies était de très petites tailles dans la première décennie du XXI^e siècle. Uniquement 4% de ces entreprises avaient un revenu annuel de plus de 1 million de yuans (Niu 2002, 8).

Trois modes d'organisation existent dans l'agriculture contractuelle chinoise : firme + paysan; compagnie + base + paysan; et firme + intermédiaire + paysan (Zhang 2012, 467). La première signifie qu'une compagnie agraire entre directement dans une relation contractuelle avec une famille paysanne et stipule les termes de production, les prix d'achats et de ventes des intrants de production et des produits agraires. Le modèle compagnie + base + paysan est constitué de la relation contractuelle entre la paysannerie et la compagnie et de la base de production contrôlée directement par la compagnie sur des terres louées au village employant un prolétariat agraire dans le but de produire la même marchandise que la paysannerie contractuelle produit. Le troisième modèle est compagnie + intermédiaire + paysan, qui représente la situation où la relation contractuelle entre la paysannerie et la compagnie est médiée par des agents intermédiaires représentant les intérêts de la paysannerie.

Durant la première période, les modes d'organisations prédominants étaient les deux derniers, avec bases et avec intermédiaires, amplement retrouvés dans l'est du pays (Niu 2002, 6). Ceci s'explique par le fait que, dans les 30 premières années des réformes chinoises, la terre ne pouvait que très difficilement être concentrée entre les mains de la bourgeoisie chinoise, qu'elle soit urbaine ou paysanne. Dès lors, pour augmenter leurs taux de profit, ces compagnies agraires devaient trouver un moyen d'augmenter la quantité de marchandises produites. La contradiction ici est que la terre était fermement ancrée et utilisée par les deux formes du mode de production patriarcal. Pour les compagnies agraires vendant dans les grandes villes, la seule façon d'accroître leurs taux de profit était donc d'entrer dans une relation contractuelle avec la paysannerie, augmentant dès lors la quantité de marchandises vendue sans avoir à investir dans de nouveaux

moyens de production. Dans cette première période, l'entière de la classe paysanne, riche et pauvre, tendait à entrer dans des relations contractuelles avec ces compagnies. Ceci s'explique par le fait que la terre arable se fait rare et que ces compagnies, pour accroître leurs profits, doivent pouvoir acquérir le plus grand nombre de produits agraires. Pour ce faire, elles offrent le contrat à tout paysan (Zhang 2012, 469-70). Ceci cause l'instabilité de cette relation de production contractuelle. La relation est instable premièrement, puisque les deux aspects de cette relation sont deux classes en lutte. Puisque le prix d'achat des marchandises n'est pas le prix du marché, la lutte des classes se joue autour de la différence entre ce premier et ce dernier (Gürel 2014, 83-84). Dès lors, lorsque la compagnie tente de retirer une plus-value élevée et que les paysans connaissent les prix du marché, ils décident très souvent de vendre illégalement les marchandises à des marchands capitalistes locaux à l'encontre des spécifications du contrat (Zhang 2012, 471-72). C'est une contradiction largement documentée en Chine (Liu 2003, 26). Puisque ce problème se situe surtout dans le mode d'organisation compagnie + paysan (Niu 2006, 14-15), le capital a créé le mode d'organisation compagnie + base + paysan. Dans celui-ci, la firme établit une base de production au sein du village et ses alentours dans lesquels elle entretient des relations contractuelles avec les paysans. Cette base de production appartient au mode de production capitaliste employant un prolétariat agraire et produisant les mêmes marchandises que la paysannerie avec laquelle elle entretient un contrat. Ceci permet au capital de contrôler une majeure partie du marché local, créant à la fois une tendance à la baisse des prix du marché local, aidant la compagnie à baisser le prix contractuel des produits agraires qu'elle doit payer aux paysans, et générant à la fois un monopsonne du marché, étant le seul acheteur sur un marché ayant plusieurs vendeurs (Zhang 2012, 473). La base de production est alors un outil de contrôle du mode de production capitaliste sur les producteurs paysans, lui permettant à la fois de discipliner ceux-ci et de capter une plus grande portion de valeur créée par le travail paysan. Selon une étude de cas, une firme produisant du jus à base de fruits opérait initialement dans une zone périurbaine, mais puisque les paysans de ces régions pouvaient très facilement accéder aux marchés des villes, ils choisissaient de faire fi du contrat et vendaient leurs fruits à un plus haut prix que celui stipulé sur le contrat. En réponse, la firme choisit de relocaliser ses opérations dans une région montagneuse où elle pouvait former un monopsonne sur une région géographiquement peu connectée au reste de l'économie nationale (Zhang 2012, 472). La formation d'un monopsonne serait donc la condition pour la reproduction de cette relation de production (Zhang 2012, 477).

Si le thème de la première période est une articulation entre la petite paysannerie et le grand capital des villes, le thème de la deuxième période est une articulation entre la bourgeoisie paysanne et le grand capital. La concentration de la terre paysanne et la différenciation de cette classe en une bourgeoisie et un prolétariat sont un phénomène qui a largement modifié la relation entre l'agriculture et le mode de production capitaliste. L'agriculture contractuelle s'ancre de plus en plus au sein des paysans bourgeois plutôt qu'au

sein de la petite paysannerie. De plus, le pouvoir des firmes agraires est beaucoup plus grand qu'auparavant. Par exemple, de 2009 à 2017, le nombre de familles paysannes marchandes opérant dans le secteur de l'élevage porcin a diminué de 45%, le nombre de firmes capitalistes ayant une production annuelle de plus de 50 000 porcs a quadruplé, et près de 5000 firmes ayant une production annuelle de 10 000-50 000 porcs ont vu le jour (Zhang et Zeng 2022, 103). Donc, dans cette nouvelle période, les grandes firmes capitalistes offrent surtout des contrats aux fermes capitalistes plutôt qu'à la petite paysannerie. La littérature à ce sujet confirme que le grand capital dans les pays peu développés préfère avoir des contrats avec de grandes fermes plutôt qu'avec des familles paysannes (Kumar 2006, 5375; Dileep et al. 2002, 200; Zhang 2012, 469). Le même phénomène a aussi été reporté en Chine (Stringer et al. 2009, 1777). L'étude de cas effectué par Zhang et Zeng (2022, 113-14) illustre deux points : la concentration de la terre et la différenciation paysanne en Chine se matérialisent, et le capital des villes trouve de plus en plus de méthodes pour envahir les campagnes. Par exemple, dans une région du Sichuan entre 2006 et 2011, une spécialisation d'élevage de porcs a vu le jour grâce au soutien du gouvernement local qui invitait des capitalistes urbains d'origine paysanne à investir dans cette industrie en promettant de très généreuses subventions, ainsi que grâce à l'investissement de quelques paysans embourgeoisés. Ces fermes étaient relativement larges, ayant en moyenne de 50 à 100 employés. Cependant, entre 2011 et 2014, le prix du porc a chuté, ce qui a mis en danger de faillite autant les capitalistes des villes ayant investies rapidement en moyens de production durant la période précédente que les paysans embourgeoisés. De 2014 à 2016, la relation agraire contractuelle était le seul moyen pour plusieurs capitalistes de ne pas succomber à la diminution du prix du porc. À ce moment, une relation de domination s'est imposée sur ces capitalistes agraires par le grand capital des villes puisque les petits producteurs capitalistes dépendaient largement de ces grandes firmes pour rester en vie.

La première conséquence de ce développement est que le modèle firme + base + paysan se fait remplacer par le modèle firme + capitaliste agraire. La deuxième conséquence est que la petite paysannerie est exclue de ce type de relation avec le grand capital. La première conséquence explique la deuxième. Puisque le grand capital peut exploiter un plus petit nombre de capitalistes plus productif que la paysannerie, il n'a plus à discipliner la paysannerie par un investissement en une base de production dans la région, et peut dès lors accroître son profit sans avoir à investir physiquement. Ceci s'explique par le fait que la terre est largement plus concentrée qu'auparavant en raison de l'existence des marchés de location de la terre qui permet au capital de faire l'accumulation de terres beaucoup plus facilement qu'auparavant. Puisque le grand capital utilisant l'agriculture contractuelle a la possibilité de choisir de grands agriculteurs pour ses contrats, la petite paysannerie est progressivement mise de côté au profit du paysan bourgeois. Le modèle d'organisation contenant la base de production, qui permet à la firme de contrôler une grande partie du marché local, n'est donc plus utilisé puisque ce modèle était une réponse de la part du grand capital à la plus

grande force de la paysannerie. L'évolution d'une partie de la paysannerie en bourgeoisie a donc eu l'effet de transformer les articulations entre le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste, causant la différenciation de la paysannerie.

La différence entre les deux périodes est très importante à comprendre, puisqu'elle nous permet de mettre en exergue ce qui différencie la Chine, en tant que pays postsocialistes, des autres pays capitalistes pauvres. Durant la première période, la puissance du mode de production capitaliste dans les régions agraires était beaucoup plus faible que dans la deuxième période. La grande difficulté pour le capital d'acquérir les terres paysannes le forçait à s'articuler au mode de production patriarcal, souvent en sa défaveur. En Inde et dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture contractuelle est très différente de celle de la Chine à cette époque. Le contrat est réservé aux paysans riches et augmente la prolétarianisation des paysans pauvres et augmente le taux d'embourgeoisement de la paysannerie. Cependant, en Chine, puisque la firme devait s'articuler à la paysannerie au complet, elle permet à la classe entière d'augmenter son revenu sans discriminer contre la petite paysannerie et permet donc à la paysannerie de subsistance d'évoluer en son stade marchand. L'exception se trouve lorsque la production d'une marchandise, telle que l'élevage de porc, prend une composition organique de capital élevé, rendant celle-ci impossible à réaliser pour la petite paysannerie (Zhang 2012, 471). Dans la majorité des cas, cette relation contractuelle diminuait la différenciation de la paysannerie et renforçait son égalité puisque la paysannerie de subsistance avait la possibilité d'augmenter son revenu dans une situation où le travail urbain ne lui était pas accessible. Cependant, au courant de la deuxième période, la différenciation de la paysannerie et la concentration de la terre sont les dynamiques retrouvées. Cette période rend l'agriculture contractuelle plus similaire à celle retrouvée dans les pays capitalistes pauvres. Puisque le grand capital s'articule à la paysannerie bourgeoise, ce qui tend dès lors à exclure la petite paysannerie, cette dernière ne peut plus augmenter son revenu de cette manière, tandis que la paysannerie bourgeoise voit son revenu et son pouvoir accroître. Par ce fait même, la demande et l'offre pour le prolétariat agricole augmentent. La paysannerie bourgeoise contractuelle est davantage protégée face à la compétition avec les petits producteurs, ce qui lui permet, au fil des cycles du marché, de survivre et d'accumuler davantage que la petite paysannerie. Celle-ci n'a d'autres choix que d'aller chercher du travail salarial dans les villes ou dans les fermes bourgeoises dans la mesure où les forces du marché ont créé une perte soudaine de revenus et l'empêche de reproduire son unité de production familiale.

2.1.4 L'autonégation de la relation sociale agricole contractuelle

Selon les données collectées, nous pouvons conclure que l'agriculture contractuelle est, en essence, une dynamique qui appartient au mode de production capitaliste. Elle est une manifestation du capital sous sa

forme marchande. Cependant, l'apparence de celle-ci se mue au travers de deux périodes spécifiques. Des années 90 jusqu'aux alentours de 2010, l'agriculture contractuelle prenait l'apparence d'une articulation entre le mode de production capitaliste et le mode de production patriarcal. Puisque le capital avait une grande difficulté à entrer sur des territoires contrôlés par le mode de production patriarcal, car la concentration de la terre et la différenciation paysanne étaient freinées par l'articulation de la paysannerie au mode de production socialiste prenant la propriété publique de la terre, l'agriculture contractuelle était le moyen pour le capital des villes de se manifester en agriculture. De ce fait, le mode de production capitaliste n'a eu d'autre choix durant cette période que de s'articuler au mode de production patriarcal dans le but d'acquérir un profit dans le secteur agricole. Cette articulation était cependant loin d'être idéale pour le capital. Dans les régions où le mode de production patriarcal était plus solidement ancré et plus autonome, notamment dans les zones périurbaines où les marchés des villes étaient faciles d'accès, la paysannerie avait un plus grand pouvoir structurel que le capital et pouvait donc réduire le taux d'exploitation économique souffert tout en gardant certains bénéfices.

L'articulation du mode de production patriarcal au mode de production capitaliste crée une dynamique importante en son sein. Elle devient une force pour la marchandisation du mode de production patriarcal. Lorsque le capital décide de changer son territoire vers des régions plus éloignées des villes, elle tend à entrer dans des régions ayant un mode de production patriarcal traditionnel. La paysannerie de ces régions avant l'arrivée du capital ne produit principalement que pour sa reproduction autonome et ne fait que vendre son surplus dans les marchés locaux. Cependant, cette articulation spécifique, l'agriculture contractuelle, change l'essence même du mode de production patriarcal. À la signature du contrat, la production paysanne reçoit un revenu en échange de sa production agricole qu'elle donne au capital. Elle devient par ce fait une paysannerie marchande, dépendante d'un revenu gagné par la vente de sa production agricole pour sa reproduction. Cette transformation est très importante dans la formation sociale chinoise puisqu'elle n'était pas à cette époque disponible à une grande partie de la paysannerie. Uniquement dans les villages et les campagnes connectés par les infrastructures aux villes, pouvait-on voir une transformation de la paysannerie de subsistance à la paysannerie marchande. Puisque le capital tend à préférer les régions éloignées puisqu'il peut acquérir là-bas une plus grande puissance en relation à la paysannerie, son articulation amène la transformation de cette paysannerie en sa forme marchande. Bien que même en Chine l'agriculture contractuelle est une relation d'exploitation où la paysannerie est l'aspect intrinsèquement en défaveur (Niu 2006, 11), la croissance de la qualité de vie et du revenu paysan est aperçue. Ceci s'explique durant cette période en raison de l'articulation des vestiges du socialisme au mode de production patriarcal. Cette articulation socialiste a une manifestation spécifique dans la relation contractuelle entre la paysannerie et le capital qui est unique à la formation sociale socialiste chinoise : le modèle firme + intermédiaire + paysan

à caractère socialiste. Comme Zhang (2012, 467-68) l'indique, l'intermédiaire entre la paysannerie et la firme dans les pays capitalistes, lorsque ce modèle existe, sont les fermiers capitalistes qui sous-traitent une partie de la production agricole à la paysannerie. Cependant, en Chine, l'intermédiaire est les gouvernements locaux et les coopératives paysannes qui protègent les intérêts de la petite paysannerie en organisant celle-ci dans sa relation avec le capital. Les intermédiaires dans les pays capitalistes exploitent la petite paysannerie, tandis qu'en Chine ils les protègent. Donc, l'articulation entre le mode de production patriarcal et le mode de production socialiste change qualitativement l'agriculture contractuelle entre le mode de production patriarcal et celui capitaliste. La dynamique créée par l'articulation de ces trois modes de production était la marchandisation du mode de production patriarcal qui ne créait pas si rapidement une différenciation paysanne ou une concentration de la terre. Dès lors, l'articulation n'entraînait pas la dissolution rapide du mode de production patriarcal durant la première période.

Cependant, une nouvelle dynamique a vu le jour en Chine aux alentours de 2012. L'articulation se fait de moins en moins avec le mode de production patriarcal, mais plutôt avec le mode de production capitaliste agricole. Dans ce sens, il serait faux de parler d'articulation entre différents modes de production, puisque la relation se tient entre le capital des villes et le capital agricole, partageant donc la même essence. Puisque la concentration de la terre et l'embourgeoisement et la prolétarianisation de la paysannerie sont des dynamiques qui ont commencé à apparaître au sein du mode de production patriarcal dû à ses dynamiques internes et à ses articulations externes, le mode de production capitaliste n'a plus besoin de bâtir une relation avec la petite paysannerie et peut entreprendre son accumulation de capital à l'aide du paysan embourgeoisé, sa manifestation des campagnes. Cette articulation entre le mode de production capitaliste et le mode de production patriarcal cesse lorsque les aspects de ce dernier se font intégrer au sein du mode de production capitaliste. Ce qui a changé entre ces deux époques est que le mode de production patriarcal peut se transformer plus facilement en un mode de production capitaliste, le capital des villes est plus apte à trouver des terres et de la main-d'œuvre dans les campagnes dans le but d'investir dans la construction de fermes capitalistes, un fait qui a largement été aidé par le gouvernement chinois, comme nous allons en discuter dans la prochaine section. De plus, puisque les infrastructures entre les villes et les campagnes sont beaucoup plus présentes et que les emplois dans les villes sont disponibles, la paysannerie peut se prolétarianiser dans le but d'accroître son revenu et n'est pas forcée de rester dans le secteur agricole. Ceci a pour effet de transférer les moyens de production de la paysannerie au capital, que ça soit de manière temporaire lorsque la famille ne fait que louer sa terre, ou que ça soit de manière définitive lorsque le *hukou* rural est remplacé par le *hukou* urbain.

Le mode de production patriarcal est encore présent dans la formation sociale chinoise, bien que ce soit un mode en déclin, mais il est progressivement exclu de cette sorte d'articulation à mesure que les forces du capitalisme se matérialisent dans les campagnes. Ces forces gagnent en pouvoir puisque, pour la paysannerie qui reste dans les campagnes, ce changement dans l'articulation ne permet plus à la petite paysannerie d'agrandir ses revenus comme autrefois. Tout au contraire, c'est maintenant la paysannerie bourgeoise qui détient un atout très important dans sa compétition avec les paysans marchands, puisque l'agriculture contractuelle protège la bourgeoisie agraire des crises de surproduction du marché et améliore ses capacités d'accumulation. Cette bourgeoisie paysanne devient dès lors beaucoup plus productive que la paysannerie marchande et beaucoup moins à risque que celle-ci. Dès lors, la paysannerie, en défaveur dans le secteur agraire face à la compétition bourgeoise, tend à préférer le travail salarié. Cette nouvelle dynamique dans la deuxième période contribue donc à la différenciation rapide de la paysannerie et à la montée en force du capital en agriculture. Cependant, le fait que l'agriculture contractuelle a toujours exclu la petite paysannerie dans sa production de marchandise nécessitant beaucoup de capital démontre la limite de ce mode de production dans la modernisation chinoise.

2.1.5 Conclusion

En conclusion, cette articulation est un exemple crucial de l'importance des dynamiques externes dans l'évolution des modes de production en Chine. Dans la première période, l'articulation du mode de production patriarcal au mode de production capitaliste est déterminée par le socialisme puisque sans ce dernier, le capital n'aurait pas eu la tendance de s'articuler au mode de production patriarcal à cette échelle puisqu'il empêchait le capitalisme qui aurait dominé la campagne. La dynamique que ceci a mise en place au sein du mode de production patriarcal est une tendance à la marchandisation et à l'augmentation du revenu de tous les petits paysans qui participaient à cette relation de production. Paradoxalement, la conséquence organique de la marchandisation du mode de production patriarcal est la différenciation paysanne. Cependant, dans ce cas, puisque les petits paysans n'étaient pas discriminés, les revenus de toute la paysannerie pouvaient augmenter sans créer de différenciation dans les régions où l'agriculture contractuelle était retrouvée. La force déterminante de cette dynamique était dès lors à cette époque le socialisme qui causait la force de la paysannerie par la propriété publique de la terre et l'interdiction de la commercialiser, et la faiblesse du capital relative à cette paysannerie. L'articulation entre le socialisme et le mode de production patriarcal empêchait la désintégration rapide de celui-ci qui aurait normalement lieu lors de son articulation au mode de production capitaliste.

Cependant, dans la deuxième période, cette articulation entre le mode de production patriarcal et le capitalisme tend à disparaître. La paysannerie bourgeoise et le capital urbain venu investir dans les

campagnes sont les aspects en relation avec le grand capital utilisant le contrat agraire. Dès lors, la relation se fait de plus en plus à l'intérieur même du capitalisme. La transformation des aspects paysannes en aspects capitalistes par les dynamiques organiques du mode de production patriarcal et par les politiques gouvernementales permettant au capital d'acquérir et de consolider les terres change qualitativement la relation entre les trois modes de production. La différenciation est accélérée par la croissance en nombre et en pouvoir de la classe capitaliste agraire et par la croissance du prolétariat paysan créée par le fait que la paysannerie marchande est de plus en plus désavantagée dans sa compétition avec les capitalistes agraires, et tend dès lors à chercher de l'emploi pour avoir un revenu convenable à sa reproduction. Dès lors, nous pouvons conclure que l'agriculture contractuelle entre la paysannerie et le capital constitue une transition du mode de production patriarcal vers le mode de production capitaliste dans la formation sociale chinoise lorsque le mode de production socialiste cesse son articulation avec ces deux modes de production dans les milieux agraires. Cette articulation socialiste prend la forme en Chine de la propriété publique de la terre, et de son utilisation assurée par la paysannerie. Plus la marchandisation de la terre a lieu, plus le capitalisme entre dans les campagnes. En bref plus les aspects du capitalisme font la subsumption des aspects des modes de production paysan et socialiste, plus le mode de production patriarcal se désintègre, et de ce fait, plus l'articulation entre modes de production se transforme en relation interne capitaliste.

2.2 L'accumulation politiquement assistée

L'une des facettes les plus contradictoires des vestiges du socialisme chinois est leurs relations avec le mode de production capitaliste. Une articulation particulière entre la superstructure chinoise et le capitalisme a lieu dans le secteur agraire, où l'État chinois fait la promotion de la croissance des forces capitalistes dans la production agraire. Cette articulation se retrouve à la frontière qui sépare le concept de la politique publique développementaliste et le concept de la corruption. Bien entendu, la superstructure chinoise, un vestige du socialisme passé, n'a plus l'essence du mode de production socialiste, mais plutôt celle du capitalisme d'État. Nous traitons de cette articulation entre le capitalisme et la superstructure chinoise ici puisqu'elle représente en essence la transformation du mode de production patriarcal en mode de production capitaliste.

2.2.1 Les apparences de l'accumulation politiquement assistée

Cette relation dans la formation sociale chinoise prend en partie son origine de la relation entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. Depuis 2006, l'année où l'accumulation primitive socialiste par la taxe agraire a été arrêtée, les gouvernements locaux des régions agraires n'avaient plus autant de sources de financement dans leurs régions administratives. Ils ne pouvaient que recevoir du

financement du gouvernement central pour combler cette perte. La technique utilisée par le gouvernement central pour discipliner les cadres des gouvernements locaux est les évaluations politiques des cadres. Ces évaluations, l'outil permettant de choisir quels cadres seront promus, sont un instrument utilisé par le gouvernement central dans le but d'aider l'implémentation des politiques centrales dans les régions administrées par les gouvernements locaux (Heberer et Trappel 2013, 1064-65). L'une des sections importantes des évaluations est la bonne implémentation des projets économiques du gouvernement central. Depuis les années 2000, l'un des principaux objectifs de celui-ci à l'égard des campagnes est la création d'une modernisation des forces productives agraires, prenant la forme de la création de grandes compagnies agraires (Schneider 2017, 2). Puisque les cadres des gouvernements locaux doivent réussir à créer un certain développement des forces productives pour leurs survies politiques, et puisque les fonds pour l'implémentation de ces projets de modernisation sont donnés par le gouvernement central, les gouvernements locaux n'ont d'autres choix, selon Zhang et Zeng (2021, 11), que de créer de toutes pièces une classe de capitalistes agraires. Le gouvernement central selon la littérature serait le principal agent créant ces grandes entreprises agraires chinoises. Cependant, selon les cadres travaillant directement avec les paysans, ce sont plutôt les hauts cadres des comtés et des villages, qui préfèrent créer ou inviter des firmes capitalistes pour effectuer la concentration des terres (Haijuan Wang 2023b). Le gouvernement central n'aurait pas eu l'intention selon Wang Haijuan de créer des relations de production spécifiquement capitalistes, car il croyait que le développement des forces productives pouvait avoir lieu par la formation de coopératives paysannes. Ceci n'a pas eu lieu en raison de l'embourgeoisement de la superstructure socialiste des campagnes dans les années 1980.

Cette dynamique est la conséquence directe d'une des contradictions monumentales dans les campagnes chinoises, celle entre la croissance des forces productives et les relations de production paysannes. Puisque le mode de production patriarcal est largement incompatible avec une croissance des forces productives, et que cette croissance a une importance fondamentale pour le gouvernement chinois et pour la transition socialiste de la Chine, de nouvelles relations de production se font mettre en place dans les campagnes chinoises. Les conditions des terres chinoises durant l'époque des réformes, telles que l'absence de machineries et de routes pour leurs utilisations, la détérioration des infrastructures pour l'irrigation depuis l'époque des réformes, et la grande quantité de terres où l'irrigation et l'utilisation de la machinerie sont difficiles comme sur les pentes de montagne, bloquent le développement des forces productives. Compte tenu de ces conditions, l'agriculture à grande échelle n'était pas adaptée à cette sorte de terre (Haijuan Wang 2023c). Cependant, bien que durant cette période où les relations de production capitaliste étaient largement en contradiction avec les terres atomisées, façonnées par son utilisation par la paysannerie, les relations de production qui sont venues s'implémenter dans les campagnes avec la concentration de la terre étaient tout

de même capitalistes. La force déterminante de cette introduction de relations de production capitalistes était les actions des gouvernements locaux (Haijuan Wang 2023c). L'étude de cas faite par Gong et Zhang (2017) dans le comté de Pingwan illustre cette contradiction. L'un des plans économiques du gouvernement central était d'augmenter la production de grains de la Chine de 10% entre 2009 et 2020 par l'implémentation de la double culture de riz pour que la terre soit cultivée tout au long de l'année dans les régions du sud de la Chine (Commission nationale du développement et des réformes 2009). La contradiction s'affiche ici : la double culture de riz n'est pas profitable pour la paysannerie, puisque celle-ci est moins profitable que les autres types de cultures qui peuvent capter un plus haut prix sur le marché. De plus, puisque l'unité de production paysanne n'est pas pure et qu'une bonne partie des membres de celle-ci sont des semi-prolétaires, l'adoption de la double culture de riz, qui nécessite un grand investissement en temps et en intrants de production, entraîne un revenu qui est largement moindre que celui pouvant être capté par le salariat (Gong et Zhang 2017, 8-10). La croissance de la production de grains s'avère donc incompatible avec la condition actuelle du mode de production patriarcal, d'une part en raison de la logique organique de ce mode, où la culture la plus profitable est choisie, et d'autre part, en raison de son articulation aux modes de production utilisant le travail salarié qui rapportent un plus grand revenu que le travail agricole.

Puisque les cadres des gouvernements locaux doivent implémenter les plans du gouvernement central, mais que le mode de production patriarcal est incompatible avec certains de ces plans, les cadres introduisent dans les campagnes chinoises de larges fermes capitalistes. Pour ces capitalistes agraires, la double culture est une option plus profitable. Avec elle, ces capitalistes augmentent leurs taux de profit de 168% au total, 62% venant des subventions du gouvernement central données aux gouvernements locaux. Le capital agricole ne serait pas juste plus profitable que la paysannerie en raison du capital donné gratuitement par le gouvernement central, mais en raison de la compatibilité entre les relations de production capitalistes et l'augmentation de la capacité des forces productives chinoises. Puisqu'une firme capitaliste doit utiliser ses moyens de production le plus longtemps et le plus intensément possible pour diminuer les pertes, la production de grains à longueur d'année est un choix rationnel. De plus, puisque l'irrigation du comté au complet devait être synchronisée avec la double culture, il était très difficile pour la paysannerie de ne planter qu'une fois par année. Pour créer ces larges fermes pouvant implémenter la double culture, les cadres devaient opérer un mouvement de consolidation de la terre au sein du comté et offrir à la paysannerie un revenu annuel près du montant que chaque unité familiale pouvait toucher par la culture du riz une fois par année pour la location de leurs terres. Ce montant totalisait 424 yuans par année : 300 yuans par mu de terre payée par les capitalistes et de 124 yuans par mu de terre payée par le gouvernement central (Gong et Zhang 2017, 12-15). De ce fait, le mode de production patriarcal a subi une perte importante de ces forces productives et de sa classe organique en raison de la superstructure chinoise.

Cette superstructure chinoise dans les campagnes, contrairement, crée de toutes pièces des relations de production capitalistes dans les campagnes. Dans le comté de Pingwan, l'implémentation de la double culture nécessite de larges fermes dans une formation sociale où le marché et le profit déterminent en grande partie ce qui se produit. Les cadres locaux attirent du capital de toutes sortes d'origines pour investir en agriculture. L'un de ces cas est un paysan devenu un capitaliste urbain qui décida de revenir à Pingwan, son village natal, pour investir une partie de son capital. En échange de l'implémentation de la double culture dans sa ferme, le gouvernement local l'aidera à louer 1000 mus de terre, 200 fois plus en moyenne que la paysannerie non bourgeoise, le subventionna, le sauvant de la faillite causée par la mauvaise gestion de la ferme et de la mauvaise température, et lui donnant l'appui personnel du secrétaire local du Parti. De ce fait, il est devenu le plus grand capitaliste de Pingwan et pouvait obtenir 500 000 yuans de profit annuel (Gong et Zhang 2017, 17). Dans un autre cas, ce sont les cadres eux-mêmes qui se transforment en capitalistes pour des buts politiques et économiques. Selon les estimations de Gong et Zhang (2017, 18), la moitié des larges producteurs agraires dans le comté de Pingwan qui ont adopté la double culture sont des cadres ou les membres de leurs familles. Ceci leur permet premièrement de recevoir plus de points dans l'évaluation politique, et, deuxièmement, ceci leur permet d'enrichir leurs familles grâce à leur pouvoir politique, créant une concentration du pouvoir économique dans la société locale par la concentration d'une grande quantité de terres arables et par l'obtention de subventions du gouvernement central. Dans un troisième cas, le capital ne vient pas des villes, mais plutôt de la campagne. Ce capital appartient à une firme qui était auparavant une filiale d'une entreprise publique appartenant au gouvernement du comté, s'occupant de vendre des intrants de production à la paysannerie. Cette filiale a été privatisée en 2009 et a été achetée par l'ancien cadre la gérant. Transformé en grand capitaliste, cet ancien cadre contrôle maintenant 30 000 mus de terre avec sa base de production et détient de nombreux contrats avec la paysannerie locale à laquelle il vend des intrants de production, des machines agraires et des services à la production. Par son implémentation de la double culture, cette firme reçoit plusieurs centaines de millions de yuans en subvention. En conséquence, elle a pu énormément agrandir son capital (Gong et Zhang 2017, 18-20). Dès lors, ces trois exemples montrent la provenance particulière du capital dans les campagnes, le capital des villes venu s'installer dans les campagnes; la paysannerie marchande embourgeoisée grâce à ses connexions familiales aux cadres locaux; et le capital socialiste dégénéré en sa forme capitaliste dû à l'embourgeoisement de cadres locaux. Ces trois exemples illustrent une tendance générale dans les campagnes chinoises et ne sont pas des phénomènes marginaux (Gong et Zhang 2017, 20). La privatisation des moyens de production socialistes retrouvés des campagnes se fait dans bien des cas pour l'enrichissement personnel des cadres et de leurs familles. C'est un phénomène retrouvé partout dans la formation sociale chinoise (Witherspoon et al. 2023, 31).

Ces exemples démontrent que la superstructure locale, dans sa condition présente en Chine, est un aspect hautement contradictoire. Elle implémente les politiques officielles du Parti qui, en théorie, devrait faire la promotion de la transition vers un socialisme plus mature, mais qui en pratique dissout autant le mode de production patriarcal et le mode de production socialiste des campagnes. Son essence reflète donc plutôt le capitalisme d'État.

2.2.2 L'essence de l'accumulation politiquement assistée

Les données empiriques nous montrent que les gouvernements locaux, voulant à la fois implémenter les politiques étatiques et s'enrichir, encouragent la prolifération de relations de production capitaliste dans les campagnes. En abstrait, du point de vue de cadres, ceci est un phénomène d'embourgeoisement personnel où certains cadres utilisent leur pouvoir au sein de la superstructure pour changer leur classe sociale. Cet embourgeoisement de ce qui était durant l'économie planifiée l'effectif intellectuel prolétaire chinois doit être compris selon Losurdo (2017, 27-28) comme la formation d'élément bourgeois dans la formation sociale chinoise, non seulement au niveau matériel, de la classe sociale elle-même, mais aussi au niveau idéologique, de la corruption de l'élément conscient du socialisme, c'est-à-dire de son parti. La dialectique est importante ici pour comprendre ce phénomène d'embourgeoisement dans les campagnes chinoises de la superstructure socialiste. L'embourgeoisement signifie premièrement la négation du mode de production socialiste. L'embourgeoisement des cadres locaux signifie la négation de l'aspect socialiste de la formation sociale locale et cause la création directe d'un mode de production capitaliste, puisque le mouvement de l'embourgeoisement se constitue par la transformation de la propriété publique en propriété capitaliste.

Cette articulation est causée par deux contradictions majeures au sein de la formation sociale chinoise. À un certain niveau d'abstraction, une contradiction existe entre les projets de modernisation du gouvernement central et le mode de production patriarcal. Cette contradiction prend la forme ici de l'incompatibilité entre les techniques d'exploitation agricole plus intensive, telle que la double culture de riz, et la maximisation des revenus de la paysannerie marchande. La superstructure ne fait que répondre, en ce sens, à cette contradiction fondamentale entre les relations de production et les forces productives. Pour accroître ces dernières, ces premières sont transformées en relations de production capitaliste. Dès lors, à ce niveau d'abstraction, il est tout à fait rationnel pour les cadres locaux d'implémenter des relations de production plus modernes que celles paysannes. Cependant, le choix de créer des relations de production capitaliste au lieu de relations de production socialistes dans une économie contrôlée par un gouvernement communiste reste très contradictoire.

Ceci s'explique par deux contradictions. La première est la contradiction entre la nécessité d'augmenter les forces productives des campagnes chinoises et le grand manque de ressources financières des gouvernements locaux des régions agraires. Puisque les superstructures locales s'avèrent impuissantes financièrement, il est beaucoup plus facile pour elles d'utiliser le capital privé dans le but d'assurer la survie politique des cadres aux commandes. Cette contradiction est cependant déterminée par les ambitions politiques et économiques de la fraction libérale du Parti depuis les années 1980, où les principaux aspects du socialisme, la planification et la propriété publique ont été remplacés par des éléments capitalistes. La deuxième contradiction se retrouve plutôt à un grand niveau d'abstraction, entre l'existence d'un marché permettant une consolidation privée d'une grande part de la richesse sociale et l'existence d'un mode de production socialiste. Pour les intellectuels prolétaires de la superstructure socialiste, la poursuite de leurs intérêts purement individuels, plutôt que l'intérêt de la classe au complet, est l'essence de l'embourgeoisement de cette strate. Puisque l'intérêt individuel des cadres se situe dans leurs transformations en capitalistes, dans la formation sociale chinoise actuelle, et que cette transformation est très facilement réalisable, dû à la présence d'un marché capitaliste, de la réhabilitation économique de la bourgeoisie, et du grand pouvoir politique qu'ont ces cadres sur leurs régions administratives, la contradiction générale entre le mode de production socialiste et le mode de production capitaliste en Chine crée un lien durable entre l'intérêt individuel de la strate politique prolétarienne et le mode de production capitaliste. L'intérêt individuel des cadres et l'intérêt bourgeois s'unissent.

Cette articulation a causé l'embourgeoisement général des cadres supérieures des campagnes en Chine, qui s'est produit en deux mouvements. Le premier mouvement fut la privatisation des moyens de production socialiste par les cadres durant les années 80 et 90, lorsque l'État n'avait encore que très peu régulé les actions des cadres envers les privatisations de firmes qui ne rencontraient aucune difficulté à survivre. Les cadres de ces années sont devenus les premiers capitalistes des campagnes et ont largement migré vers les villes pour augmenter leurs richesses. Selon une étude de cas, les cadres de ces années étaient décrits comme de « nouveaux seigneurs, toujours occupés à remplir leurs poches » (Yunxian 1999, 209), montrant que la différence entre les capitalistes du village et les cadres était largement imaginaire. Ceux-ci voulaient donc migrer vers les villes pour accumuler davantage tout en abandonnant leurs postes. Ceci a créé la nécessité du deuxième mouvement : les gouvernements locaux invitent de riches individus des villes d'origine campagnarde dans le but de devenir secrétaires du Parti dans les villages vidés de personnels techniques et managériaux. Le deuxième mouvement est un embourgeoisement venu de l'extérieur en ancrant les nouveaux riches des villes dans les superstructures villageoises. Puisque ces cadres bourgeois ne sont intéressés que par les promesses de nouvelles richesses pour accroître leur capital, la gouvernance des villages et des comtés devient l'outil d'accumulation de ces cadres, en contradiction avec l'intérêt des

paysans et de la cause socialiste en Chine (L. Wang 2019, 126). Ceci cause la création d'une classe capitaliste aux commandes de la superstructure des villages. La superstructure se transforme en son opposé et devient un outil pour la croissance du profit de la classe bourgeoise paysanne (L. Wang 2019, 128).

Ces deux majeures contradictions dans la formation sociale chinoises entraînent une conséquence générale similaire : la prolifération des relations de production capitalistes, l'augmentation dans le court et le moyen terme des forces productives, et le retrait du socialisme. Dès lors, la croissance du capitalisme dû à cette articulation spécifique prend son origine dans trois mouvements. Le premier mouvement a une origine externe. Le capital industriel des villes est invité à investir en agriculture. Le deuxième mouvement a une origine paysanne. La différenciation paysanne crée une classe capitaliste agraire indigène. Le troisième mouvement prend son origine de la superstructure, où celle-ci s'embourgeoise. La corruption cause la transformation des forces productives socialistes en force productives capitalistes. Ces trois mouvements arrivent au point commun, où le capital public venant du gouvernement central, prenant la forme de subventions, se convertit en capital privé.

Du point de vue du mode de production patriarcal, cette articulation particulière ne fait qu'accélérer sa transition vers le capitalisme par le renforcement du pouvoir économique de la paysannerie bourgeoise et l'embourgeoisement des familles des cadres. De plus, ceci crée un marché local où la petite paysannerie ne peut que très difficilement faire compétition aux fermes capitalistes. Puisqu'un revenu plus grand peut être acquis par la paysannerie par le travail salarial dans les villes, dans les fermes capitalistes agraires et par le revenu retiré de la location des terres paysannes aux fermes capitalistes, la prolétarianisation de cette classe accompagne l'embourgeoisement. La conséquence de cette articulation est donc la différenciation de la classe paysanne.

Ce problème n'est pas rencontré uniquement au sein des gouvernements de comtés, mais aussi au cœur même de la plus basse superstructure des campagnes, les gouvernements villageois. Depuis les réformes, une séparation de la superstructure locale et des masses des campagnes s'est matérialisée dans les superstructures villageoises, permettant aux chefs des villages d'utiliser leurs pouvoirs politiques pour avancer leurs intérêts personnels. Ceci a été directement causé par la désintégration de la communauté villageoise. Selon Wang (2023, 52-53), cette désintégration de la communauté villageoise trouve sa cause dans l'abolition des communes socialistes de la campagne et de l'introduction de l'agriculture individuelle. L'individualisation de la paysannerie instaurée par l'économie de marché et par la capacité des villageois de pouvoir migrer plus facilement à l'intérieur de la Chine avait créé une fissure entre la communauté villageoise et sa superstructure. De manière abstraite, l'introduction de relations de production paysannes

marchandes crée une contradiction avec la superstructure socialiste de la campagne qui avait été introduite à une époque où les relations de production étaient aussi socialistes. L'introduction du mode de production capitaliste dans les villes amène aussi une prolétarisation de la paysannerie, bien que le plus souvent partielle, qui vide le village de ses résidents. Puisque le mode de production patriarcal marchand s'organise sur la base d'un marché et ne nécessite pas une planification locale de l'économie agraire, la superstructure socialiste locale perd sa raison d'être. Comme Wang Haijuan le décrit, les organisateurs politiques du village cessent tout simplement de se présenter à leurs postes, ou l'utilisent dans des buts strictement individuels. Ceci a détruit les forces de la superstructure socialiste des villages et, comme le dit Wang Li (2019, 128), coupe le lien entre l'État central et la paysannerie et l'unique façon d'y remédier serait la réintroduction de l'économie publique dans les villages.

2.2.3 Conclusion

En conclusion, la conséquence de cette articulation entre la superstructure embourgeoisée, le capitalisme et le mode de production patriarcal est la désintégration de ce dernier, l'augmentation des forces productives capitalistes, la régression des relations de production et des forces productives socialistes vers le capitalisme, et la prédominance de celui-ci dans les campagnes. Le point important à tirer de ce cas se trouve ici : les articulations que les vestiges du socialisme entretiennent avec les autres modes de production ne renforcent pas nécessairement le socialisme. Pour comprendre pourquoi les politiques de modernisations et de soutien économique dans la campagne chinoise du gouvernement communiste renforcent les relations de production capitaliste, il faut analyser singulièrement chaque contradiction entre les aspects étant touchés par cette articulation pour ainsi trouver la cause, l'effet, et la réaction, en d'autres mots, le mouvement, créé par cette articulation. Les données empiriques recueillies, et l'analyse dialectique de ces données montrent que le mouvement créé par cette articulation dans la campagne chinoise actuelle cause la montée des forces productives et des relations de production capitalistes. La cause déterminante qui fait en sorte que les relations de production socialistes n'ont pas été le réceptacle de cette augmentation des forces productives dans les campagnes est l'embourgeoisement de la superstructure socialiste locale ainsi que l'effondrement des capacités économiques de cette superstructure strictement au niveau local. La contradiction formée par l'embourgeoisement des cadres prolétaire est de nature antagonique. L'essence des vestiges du socialisme dans les campagnes, en particulier la superstructure, est plutôt d'une nature capitaliste étatique.

2.3 La revitalisation de la campagne

L'une des articulations avec la superstructure que le mode de production patriarcal entretient prend le nom de la revitalisation de la campagne. Cette campagne a pour objectif de créer un nouveau type de relation entre l'industrie et l'agriculture. Dans le but de surmonter le piège du revenu moyen, une situation où les pays peu développés ne sont pas capables de devenir de s'industrialiser complètement, le Parti a débuté cette campagne dans le but ultime d'industrialiser l'agriculture (Xi 2020, 382-83). Le mouvement général engendré par cette campagne peut être divisé en trois aspects : l'augmentation du revenu de la paysannerie pauvre, la construction d'infrastructures, et la relocalisation de la paysannerie des villages pauvres vers les villes. L'essence de cette articulation est un transfert de capitaux mis en mouvement par la superstructure chinoise vers les campagnes. L'objectif spécifique de cette articulation est d'effectuer la transformation du mode de production patriarcal traditionnel vers le mode de production patriarcal marchand, là où il n'a pas pu évoluer de manière autonome sous les conditions de la formation sociale chinoise des réformes en mode de production patriarcal marchand. Ce mode de production industriel prend soit la forme du socialisme ou soit la forme du capitalisme. La contradiction qui survient lors de cette transformation est l'existence simultanée de ces deux modes de production industriels au sein des villes campagnardes.

2.3.1 L'essence de la campagne politique de la revitalisation de la campagne

2.3.1.1 *L'aspect central : la lutte contre la pauvreté*

Les aspects du mode de production socialiste en relation avec les campagnes sont la superstructure socialiste qui organise le transfert du capital; l'organisation politique de la campagne contre la pauvreté qui organise et réforme la gouvernance rurale; et les firmes publiques qui construisent l'infrastructure. Selon le Parti, l'aspect prioritaire dans cette articulation est l'augmentation du revenu de la paysannerie pauvre et l'élimination de la pauvreté extrême (Xi 2020, 385), ce qui reflèterait selon le Parti la force motrice du mode de production socialiste, le développement économique soutenu par la propriété collective dans l'intérêt des besoins grandissant des masses. Selon Chen Xiwen, un haut cadre du gouvernement central, la campagne pour l'élimination de la pauvreté extrême en Chine a pour but d'exemplifier les avantages du socialisme chinois comparés aux capitalismes retrouvés dans les autres pays (Freedman 2017, 119). Pour Xi Jinping, l'éradication de la pauvreté est une nécessité pour la construction du socialisme. La pauvreté extrême est retrouvée dans les campagnes, et surtout dans les anciennes bases révolutionnaires du Parti où les membres les plus pauvres de la paysannerie n'ont pas vu leurs revenus augmentés (Xi 2014, 189). La lutte contre la pauvreté est l'un des aspects centraux des mouvements communistes qui tentent d'élever le statut économique et politique des masses par la révolution dans des formations sociales sous-développées par l'impérialisme. Ce qui caractérise Xi de ses prédécesseurs dans cette campagne est son insistance sur trois aspects, la construction d'infrastructures, le développement de l'économie locale, et la réforme de la

gouvernance des campagnes (Xi 2020, 245). Le socialisme ici n'est donc pas synonyme de propriété publique ou de propriété collective, mais plutôt d'augmentation du revenu.

Le Parti sous Xi se dit puiser dans la tradition révolutionnaire chinoise pour développer cette articulation. En particulier, les bases de pouvoir dans les régions frontalières durant la révolution seraient un prototype de la sorte de programmes contemporains développementalistes contre la pauvreté. Par le passé, avant que la révolution ne soit victorieuse, le Parti construisait des écoles dans les régions pauvres qu'il gouvernait dans le but d'éradiquer l'analphabétisme. L'éducation des masses était un aspect important de l'amélioration de leurs niveaux de vie. Cet aspect est tout aussi important durant l'époque contemporaine où la mise en place d'écoles de métiers et l'augmentation de la qualité de l'éducation offerte sont utilisées pour couper les liens intergénérationnels de pauvreté (Li et Yang 2023, 40-41). La construction d'infrastructures ne doit pas être comprise comme n'étant pas que la construction de routes, de ponts, de marchés, etc. L'infrastructure sociale, de biens publics au service des masses locales tels qu'à l'époque révolutionnaire, est un aspect critique de la campagne contre la pauvreté. Comme à cette époque, les milieux ruraux chinois ont un grand besoin de ces infrastructures qui ont largement disparu depuis la destruction du mode de production socialiste agricole chinois dans les années 80 et de la propriété socialiste par la fraction libérale du Parti (H. Wang 2021, 86-88) à l'exception de la terre. Ceci a contribué à la grande pauvreté retrouvée dans ces régions où le retour du mode de production patriarcal créa une différenciation de la société paysanne dans laquelle les perdants, lorsque l'émigration n'était pas une option, sombrèrent dans la pauvreté. De plus, de manière contradictoire, l'abrogation de la taxe agricole en 2006, qui a mis fin à l'accumulation primitive socialiste en Chine, contribua à la désintégration de la société rurale. De ce fait, le gouvernement rural a été coupé de sa source de revenu, ce qui a créé un vide de pouvoir qui a été rempli par les aspects embourgeoisés de la paysannerie de la superstructure socialiste (Xiaoyi Wang 2023, 51-52). Le Parti s'est mis à transférer une large somme de fonds vers les campagnes pour éradiquer la pauvreté. De 2015 à 2020, le montant destiné à aider les plus pauvres s'est vu augmenter de 20 milliards de yuans par année (Xiaoyi Wang 2023, 54-55).

La relocalisation de la population est un autre aspect critique de la revitalisation de la campagne. Elle est en essence une campagne gouvernementale d'urbanisation de la population rurale pauvre dans de petites villes campagnardes. D'un point de vue quantitatif, c'est l'aspect qui prime sur les autres, recevant de 25% à 40% du budget total du gouvernement (Boullenois 2020, 50-51), soit 17,77 milliards USD (Zhang et al. 2023, 3). Le but de ces relocalisations est de déplacer la population vivant dans des zones géographiquement pauvres en infrastructure et détenant des terres peu fertiles. Le fait que la terre des familles pauvres n'était pas assez fertile pour créer un assez grand surplus agricole et qu'elle se trouvait dans des régions manquantes de connexions avec l'économie nationale rendait la transition du mode de production traditionnel vers le mode

de production patriarcal marchand impossible. La relocalisation a pour but de déplacer ces familles vers des zones où les écoles, les hôpitaux, les emplois et les liens avec l'économie nationale sont accessibles. Ces relocalisations se font généralement à moins de 10km de la demeure d'origine de la famille. La décision se prend par la famille elle-même, et le comité du village, les équipes de travail de la campagne contre la pauvreté et les villageois organisés en assemblée doivent l'approuver (Zhang et al. 2023, 1-3). La relocalisation augmente le niveau de vie des masses rurales. En 2010, 50% de la paysannerie habitait dans des maisons sans accès à l'eau du robinet et sans toilettes intérieures (Ren et al. 2019, 325). La qualité des maisons paysannes est donc très loin de ce qui est retrouvé en ville. Puisque la majorité de la paysannerie n'a pas accès à un revenu permettant la construction ou l'achat d'un logement de qualité, elle doit bâtir de ses propres mains ses logements. En date de 2000, 93,4% des maisons des campagnes étaient construites par la paysannerie elle-même (Yi 2006, 104). La relocalisation permet dès lors d'augmenter considérablement la qualité de vie de la paysannerie en lui offrant des logements modernes avec des services de base similaire à ceux retrouvés dans les villes.

2.3.1.2 La relocalisation capitaliste des paysans

Dans les campagnes contre la pauvreté datant d'avant la présidence de Xi, les nouveaux appartements étaient surtout construits par des firmes privées. La montée de la prédominance du mode de production capitaliste dans les programmes de relocalisation s'est faite progressivement entre 2009 et 2013. En 2009, le mode de production capitaliste comptait pour 25% de l'investissement total de ces programmes de relocalisation. Ce nombre augmenta à 100% en 2013, à 562,52 millions de yuans. Les acteurs privés étaient recrutés par les gouvernements locaux dans la construction des logements pour la paysannerie, puisque les gouvernements locaux avaient soit accumulé trop de dettes et puisque les systèmes bancaires n'étaient que très peu développés et ne pouvaient pas leur prêter les fonds nécessaires très élevés (Du 2019, 1236-37). La désintégration du mode de production socialiste empêchait dès lors les gouvernements locaux d'opérer et de produire pour les besoins de la population, puisque les bases de production socialistes que les gouvernements locaux pouvaient autrefois mobiliser dans des buts développementalistes furent en majorité privatisées. Les cadres locaux ont donc décidé d'employer la classe capitaliste pour subvenir aux besoins de la population.

Cependant, l'intérêt de la masse paysanne n'est pas l'intérêt du capital. Lorsque ces firmes privées devaient construire les logements pour la paysannerie, les coûts que la paysannerie devait payer étaient beaucoup plus haut, puisque le gouvernement devait assurer un taux de profit minimum de 15%. De plus, la compensation que la paysannerie recevait pour leurs anciennes terres était moindre. Dans un cas, le prix de production de logements était de 650 yuans/m², tandis que le prix de vente était de 1000 yuan/m². La classe

capitaliste produisait donc un très grand profit au détriment de la paysannerie. Le capital recevait la terre gratuitement des gouvernements, une décision prise par celui-ci pour attirer les investissements de celui-là, tandis que la paysannerie pauvre devait utiliser toutes ses économies pour obtenir ces appartements construits sur les terres collectives.

Les conséquences politiques de cette dominance sur la construction des logements pour les paysans pauvres par le mode de production capitaliste sont la formation de groupes d'intérêts de cadres embourgeoisés et de capitalistes. L'influence de ces derniers sur l'économie et la politique de ces villages étaient très fortes, puisqu'elles pouvaient abruptement arrêter les projets de construction si ses profits n'étaient pas assez haut et transférer son capital dans des projets ayant un plus grand taux de profit (Du 2019, 1240-46). La conséquence de ce mariage d'intérêt entre la superstructure embourgeoisée et le capital couplé à l'extrême faiblesse du mode de production socialiste dans la campagne fut que la relocalisation se transforma en un véhicule pour l'accumulation du capital. Le mouvement se transforma en son opposé; la paysannerie pauvre se fit exploiter par la coalition de la classe capitaliste et des éléments embourgeoisés de la superstructure; et bien que les familles paysannes se fissent retirer des conditions matérielles qui les rendaient pauvres, sa transformation en prolétariat ou en petit bourgeois dans les villes campagnardes ne conduisait pas à son émancipation complète de la pauvreté extrême dans bien des cas en raison de cette exploitation qui engloutit une bonne partie de l'augmentation de son revenu. Dans quelques cas, le degré d'antagonisme de cette contradiction atteignit un point si haut que, lorsque la paysannerie tenta de pétitionner de plus hauts échelons du gouvernement, le gouvernement local employa des membres du crime organisé pour l'arrêter (Jay Chen 2020, 1335). L'embourgeoisement de l'ancienne superstructure socialiste au niveau local couplé avec l'utilisation du capital privé dans les campagnes transformait l'articulation avec la superstructure chinoise en un outil du mode de production capitaliste. Sur cet aspect, cette superstructure démontre des tendances appartenant au capitalisme d'État plutôt qu'au socialisme.

2.3.1.3 La réforme de la gouvernance rurale

Par l'établissement de nouveaux systèmes de collecte d'information et d'analyse transparents, l'établissement de mécanismes permettant une gouvernance plus directe de l'État central, l'institutionnalisation de mécanismes pour que la paysannerie puisse participer plus facilement à la vie politique du village, et l'envoi de cadres répondant directement au gouvernement central, celui-ci a pu réformer la gouvernance de l'État et la provision des services publics. De plus, le gouvernement central a créé 255 000 équipes de travail composées de 3 millions de cadres dirigés par de hauts cadres d'institutions gouvernementales importantes et de grandes compagnies publiques. Ces équipes devaient aller vivre dans les villages pour une durée d'au moins deux ans pour organiser la campagne d'éradication de la pauvreté.

Leurs tâches spécifiques variaient selon les besoins de la région, mais, en général, la réduction de la pauvreté, la construction de branches locales du Parti dans les villages, le développement industriel, la supervision du gouvernement local, et la consolidation du mode de production socialiste étaient les principales tâches données aux équipes de travail par le gouvernement central (Xiaoyi Wang 2023, 55-59). Puisque l'embourgeoisement de la superstructure rendait l'éradication de la pauvreté difficile et aliénait la paysannerie du Parti, ce dernier devait passer par-dessus ces éléments embourgeoisés et assurer son autorité sur les villages par le déploiement d'une nouvelle superstructure étant capable de commander la bourgeoisie des villages qui possédaient des intérêts à court terme en contradiction avec les intérêts de l'État central. Selon Wang Xiaoyi, l'autorité centrale et la participation politique villageoise se renforçaient mutuellement. La participation villageoise offrait au gouvernement central un moyen pour évaluer les cadres locaux et de les forcer à respecter la planification du Parti (Xiaoyi Wang 2023, 60-61). De cette façon, le combat contre la pauvreté est un acte du Parti qui tentait de rétablir son autorité politique sur les gouvernements locaux, qui avait été perdu lorsqu'auparavant la priorité numéro un des cadres était la croissance économique.

La conséquence de la plus grande dominance du Parti dans les affaires rurales ne s'arrête cependant pas uniquement dans la superstructure. Dans le but d'éradiquer véritablement la pauvreté, les relations de production socialistes ont été réintroduites dans les campagnes, prenant la forme d'usines publiques ayant pour but d'offrir des emplois à la paysannerie pauvre à proximité de leurs nouveaux logements, bien que le gouvernement ait aussi demandé à des firmes privées de s'installer dans ces lieux (Li et Yang 2023, 45). Ces usines publiques ont l'objectif d'offrir des emplois, surtout aux femmes et aux personnes âgées pour compléter le revenu familial. De plus, la relocation se fait davantage par les firmes publiques, et un choix est donné à la paysannerie entre les logements sociaux gratuits de 25 m² par capital ou des subventions pour acheter un appartement ou bâtir une nouvelle maison d'une grandeur similaire aux logements sociaux. Ces logements sociaux sont bâtis près des usines publiques et privées, par des firmes publiques (Zhang et al. 2023, 1-7). Le développement économique dans ces villages sert à augmenter le revenu des résidents en augmentant le taux d'industrialisation. Le développement du tourisme rural, la transformation des produits agricoles, et l'offre de services industriels à l'agriculture servent à intégrer les secteurs primaire, secondaire et tertiaire au sein d'une chaîne de valeur, ce qui a pour effet d'augmenter la valeur ajoutée des marchandises produites localement. Une partie de cette industrialisation se fait généralement par l'économie socialiste et la valeur produite par celle-ci sert à offrir des services de santé et d'éducation gratuite pour les résidents (Jiangmen Heshan Shi Nongye Nongcun Ju 2021). En date de juin 2009, le nombre d'usines publiques et privées installées dans les villages pauvres a atteint 30 000 unités, créant jusqu'à 700 000 emplois pour les personnes pauvres (Guowuyuan Fupinban Zhengce Fagui Si, s. d.).

Cependant, un bon nombre de ces usines ne sont pas publiques, mais plutôt capitalistes. Certaines compagnies chinoises sont obligées par le gouvernement à sous-traiter aux usines capitalistes et socialistes des pauvres villages dans le but de créer une demande d'emplois. Ces usines capitalistes peuvent être construites par des villageois revenus des villes avec un certain capital ou bien par des villageois ayant des connexions avec le gouvernement local qui les aident à accumuler la petite somme de capital initial. Dans les deux cas, ces usines capitalistes sont subventionnées avec un loyer gratuit, des prêts préférentiels, des allocations additionnelles à chaque villageois pauvre engagé, et aidé par la création d'une demande en marchandise créée par le gouvernement. Bien que ces emplois donnent l'un des meilleurs salaires disponibles localement, dans les environs de 1200-1500 yuans par mois dans un pauvre village de la province du Guangdong, il est pâle en comparaison avec les salaires des travailleurs migrants des grandes villes. Ces petits salaires sont l'attrait principal de plusieurs capitalistes venant s'installer dans ces régions, permettant une plus grande exploitation de la force de travail que dans les endroits plus développés de la Chine en addition de profiter des subventions gouvernementales qui les protègent de la faillite (Yuan 2020). Cette revitalisation de la campagne aide donc grandement l'accumulation du capital et se fait en partie par l'exploitation de la force de travail locale.

2.3.2 Les apparences de la revitalisation de la campagne

Les résultats de la campagne contre la pauvreté sont d'une grande importance : 800 millions de paysans pauvres sortis de l'extrême pauvreté, définis comme un revenu de moins de 1,90\$ PPP de 2011. Ceci correspond aux trois quarts de la réduction globale de la population vivant dans la pauvreté extrême (Development Research Center of the State Council 2022, 1-2). L'augmentation du revenu des paysans est l'aspect crucial de cette campagne. Pour ce faire, le gouvernement central organisa le développement de l'économie locale des endroits touchés par l'extrême pauvreté pour que les familles paysannes pauvres puissent obtenir des revenus plus hauts soit par l'obtention d'emplois dans des firmes publiques ou privées soit par l'ouverture d'entreprises familiales petites-bourgeoises. Le mouvement général est donc un transfert de la force de travail de l'agriculture vers les deuxième et troisième secteurs (Zhang et al. 2023, 1-2). Du côté de la superstructure, le gouvernement central a entrepris une réforme dans le but de pouvoir mener à bien le combat contre la pauvreté dans des lieux où l'embourgeoisement d'une certaine partie de la paysannerie et de la superstructure a diminué la puissance du Parti. La paysannerie pauvre et le Parti ont renoué leurs liens, ce qui peut être indiqué par le fait que la paysannerie pauvre qui a reçu de l'aide de la part du gouvernement a développé une opinion nettement plus positive des cadres des branches locales du Parti ((Vera) Zuo et al. 2023, 17).

La revitalisation de la campagne et la lutte contre la pauvreté sont une articulation entre le mode de production patriarcal et la superstructure chinoise. D'un point de vue abstrait, la campagne contre la pauvreté n'est que l'augmentation du revenu des familles paysannes pauvres. Comme les données empiriques sur les deux types de modes de production paysans montrent, les familles les plus pauvres de la Chine en matière de revenu font partie du mode de production patriarcal traditionnel. Les raisons de cette pauvreté de ce mode de production patriarcal dans la formation sociale chinoise des réformes se trouvent dans les forces productives pauvres que cette paysannerie possède : une terre infertile, des instruments rudimentaires, et le manque d'infrastructures permettant la connexion entre les villages et les marchés. Ces aspects déterminent les relations de production de cette paysannerie et contribuent donc à la persistance d'un mode de production créateur de l'extrême pauvreté dans une formation sociale où le gouvernement a abandonné le socialisme dans les campagnes. Le plan gouvernemental pour contrer cette extrême pauvreté était la transcendance de ce mode de production, sa marchandisation. Le gouvernement central organise donc une transcendance artificielle de ce mode de production où les logiques du marché national chinois ne l'avaient pas faite. C'est dans cette transcendance artificielle que se trouve l'essence de cette articulation socialiste, où la planification étatique, l'aspect conscient de la formation sociale chinoise, est utilisée dans des buts développementaux. Comme disait Kautsky, aider la paysannerie ne signifie pas de protéger son mode de production. La production de celui-ci ne fait que protéger les conditions qui enchainent les paysans à leur pauvreté (Kautsky 1988, 327).

La transcendance du mode de production patriarcal traditionnel peut se faire de quelques façons : par sa marchandisation, ou par l'absorption de la paysannerie dans les deux modes de production industriels, le socialisme et le capitalisme. Dans une grande portion de la Chine, la paysannerie ne souffrant pas d'extrême pauvreté a effectué cette transition vers la marchandisation de leurs productions agraires ainsi que par la semi-prolétarianisation d'une certaine portion de la famille, ou par sa prolétarianisation totale. Le problème pour le Parti se trouvait donc ici, dans la stabilité du mode de production patriarcal traditionnel. Le Parti déplaça la population pauvre des villages des zones géographiquement lointaines des infrastructures vers de petites villes campagnardes, assurant à la paysannerie pauvre des emplois dans des usines publiques et privées, et à des logements gratuits ou à très bas prix. Ceci correspond à la destruction du mode de production patriarcal traditionnel et l'absorption de la paysannerie dans le capitalisme.

Tandis que, dans les autres pays du Sud global, la chute de la petite paysannerie est le résultat de la logique du capitalisme et de l'impérialisme qui prolétarianise les petits producteurs, en Chine, c'est la planification centrale qui détermine le mouvement de la paysannerie. La construction de logements publics et le subventionnement de l'achat ou de la construction de logements suivent en partie une logique marchande.

L'envoi du capital public est planifié par le gouvernement central. L'envoi du capital privé se fait aussi de la même manière, ordonné par le gouvernement central, et ne suit donc pas la logique du marché où la maximisation du profit est la logique dominante. La construction d'écoles, de cliniques, de routes pour des communautés pauvres et éloignées des centres ne se fait pas pour le profit du capital. Ce sont des compagnies publiques qui construisent le tout et très peu de profits peuvent en être retirés. L'envoi de millions de cadres dans les campagnes, des basses et hautes instances du Parti, est un investissement gigantesque qui, lui non plus, ne suit pas une logique de maximisation du profit capitaliste. Cependant, les résultats de cet investissement public appartiennent à la classe capitaliste qui accroît son armée de réserve du travail dans ces villes campagnardes. Ces paysans sont donc absorbés au sein du mode de production capitaliste et ne peuvent plus se reproduire de manière relativement autonome. La planification centrale sert donc ultimement la bourgeoisie.

2.3.3 Conclusion

Bien que ce soit la superstructure qui détermine ici l'articulation ou le mouvement, deux contradictions favorisant l'émergence du capitalisme se retrouvent dans cette articulation. Premièrement, la logique du mode de production capitaliste s'insère dans l'articulation, lorsque les cadres locaux s'appuient sur la classe capitaliste pour faire la construction des logements et des infrastructures. La conséquence de cette contradiction est que l'intérêt du capital s'avère beaucoup plus fort que l'intérêt de la petite paysannerie. Celle-ci se fait exploiter par les capitalistes et, par ce fait, son revenu grandit beaucoup moins rapidement, puisqu'elle doit payer beaucoup plus pour des services qui devraient normalement être très abordables et offerts par le gouvernement. Cette contradiction est principalement causée par l'embourgeoisement des cadres locaux qui se développe très facilement dans une formation sociale où le marché capitaliste existe de manière légale. La deuxième contradiction se trouve dans le fait que le capital public est utilisé pour créer des usines capitalistes dans les villes campagnardes. Les cadres demandent à certains paysans d'utiliser les fonds publics pour créer des usines privées. Un transfert de forces productives publiques, le capital public, et des forces productives paysannes, la main-d'œuvre paysanne, vers le mode de production capitaliste, survient même dans des lieux où la superstructure crée des firmes publiques pour subvenir aux besoins de la paysannerie. La superstructure, même après sa réforme par le gouvernement central, est productrice de relations de production capitalistes. La première contradiction porte donc sur le type de mode de production utilisé pour effectuer la lutte contre la pauvreté extrême, tandis que la deuxième contradiction porte plutôt sur le type de mode de production créé par cette articulation. Selon les données que nous avons recueillies, cette articulation, d'essence publique, au sein du mode de production patriarcal, peu importe le niveau d'embourgeoisement de la superstructure locale, tend à créer des relations de production capitalistes dans

les milieux ruraux et les petites villes campagnardes. Ceci n'est donc pas une tendance appartenant au socialisme, mais plutôt au capitalisme d'État.

2.4 Résumé des articulations externes

Plusieurs articulations existent entre les deux formes du mode de production patriarcal et les deux modes de production industriels, le socialisme et le capitalisme. Nous n'avons que traité des articulations ayant un effet déterminant sur les relations de production et les forces productives de la paysannerie. Ces articulations sont créatrices de dynamiques exogènes capables d'influencer le fonctionnement autonome des formes du mode de production patriarcal. L'agriculture contractuelle est une articulation capitaliste capable de dominer la paysannerie sans toutefois l'intégrer pleinement dans le mode de production capitaliste. L'accumulation politiquement assistée est une articulation de la superstructure qui a pour effet d'accélérer la consolidation de la terre dans les campagnes, et par ce fait crée des relations de production capitalistes pouvant organiser et exploiter les grandes terres selon les lois du marché. La revitalisation de la campagne est aussi une articulation avec la superstructure. Elle a pour effet de détruire les vestiges du mode de production patriarcal traditionnel et d'absorber ses aspects, surtout au sein du capitalisme.

Les dynamiques exogènes créées par ces articulations ont pour effet de transformer les formes du mode de production patriarcal. L'articulation dominante d'une région est déterminée par les conditions matérielles du mode de production patriarcal. L'articulation capitaliste principale, l'agriculture contractuelle, qui survient en raison de la stabilité du mode de production patriarcal en Chine qui prend son origine dans le caractère socialiste de la terre, transforme le mode de production patriarcal traditionnel en mode de production patriarcal marchand durant la première époque de son existence et augmente le revenu de la paysannerie. Cependant, ceci met en mouvement la dynamique déterminante du mode de production patriarcal marchand : la marchandisation et la différenciation de la paysannerie dans les conditions où la consolidation de la terre est difficile. Durant la deuxième époque, attribuable à cette différenciation, cette articulation laisse progressivement de côté la paysannerie marchande, puisque les grandes firmes agraires ont une préférence pour la paysannerie embourgeoisée. L'essence de l'articulation se transforme en son opposé, la relation entre deux modes de production opposés se transforme en une simple relation entre capitalistes.

La conséquence de cette articulation se trouve dès lors dans la marchandisation du mode de production patriarcal. La deuxième articulation, l'accumulation politiquement assistée, devient progressivement l'articulation dominante entre le mode de production patriarcal et la superstructure. Elle prend son origine des directives du gouvernement central pour moderniser l'agriculture chinoise et pour faire une

concentration des terres. Une superstructure embourgeoisée en raison des conditions des campagnes et de la force du marché capitaliste dans la formation sociale chinoise crée de toutes pièces une nouvelle bourgeoisie agraire en effectuant le transfert des terres paysannes en terres capitalistes, tout en agrandissant les terres de la bourgeoisie existante. Encore ici, la superstructure se transforme en son opposé, et sert les besoins individuels des cadres locaux, de la bourgeoisie locale et de la paysannerie bourgeoise nouvellement formée par cette superstructure. La conséquence de cette articulation se trouve dès lors dans la consolidation des terres où la différenciation paysanne a déjà eu lieu, et la création de cette différenciation lorsque celle-ci ne s'était pas encore matérialisée. La troisième articulation, la revitalisation de la campagne, est une articulation entre la superstructure et le mode de production patriarcal traditionnel. L'objectif de cette articulation est d'augmenter le revenu de la paysannerie pauvre. Ceci devait se faire par l'élimination des conditions qui créait cette pauvreté : le mode de production patriarcal traditionnel. Le Parti organisa une relocalisation gratuite de la population pauvre vers des zones urbanisées, développa l'économie locale pour que cette paysannerie ait accès à des services sociaux et des emplois surtout capitalistes, connecta ces nouvelles zones urbaines au reste de l'économie chinoise par la construction d'infrastructures, et tenta de réformer la superstructure locale pour la purger d'éléments bourgeois aux intérêts contraires à ceux du gouvernement central. La conséquence de cette articulation était donc d'éliminer le mode de production patriarcal traditionnel où il n'avait pu se transformer en sa forme marchande et d'intégrer ses aspects dans le mode de production capitaliste pour augmenter le revenu de la paysannerie.

Dès lors, les articulations avec la superstructure et le mode de production capitaliste n'ont pas eu l'effet de créer des dynamiques exogènes qui ont changé l'essence et le mouvement général retrouvé au sein du mode de production patriarcal. Ces trois articulations ont servi plutôt à renforcer des dynamiques déjà retrouvées dans le mode de production patriarcal marchand: la marchandisation, la différenciation, la consolidation et son autonégation. Ces trois articulations représentent les phases de l'évolution du mode de production patriarcal marchand vers le mode de production capitaliste dans la majorité des cas.

Bien que les articulations socialistes existent et aient une grande importance dans les campagnes chinoises, telles que la propriété publique de la terre, qui ralentit la prolétarianisation de la paysannerie, les articulations socialistes que nous avons analysées dans cette section ne produisent que très peu de relations de production socialistes. La propriété publique de la terre, cette articulation socialiste qui, selon le célèbre marxiste tiers-mondiste Samir Amin (2005), nous permettrait encore de caractériser la formation sociale chinoise de socialiste, n'est pas en mesure d'arrêter l'évolution des relations de production capitalistes en agriculture. Selon Kautsky, toute tentative de maintenir la petite production paysanne ne peut uniquement ralentir le développement des relations de production capitalistes en agriculture sans toutefois l'arrêter (Kautsky 1988,

328). Bien que Kautsky décrivît la condition du développement agricole dans une formation sociale capitaliste, selon nos données, le développement technologique du secteur agricole chinois semble développer de manière prédominante des relations de production capitalistes. Les apparences du socialisme dans les campagnes chinoises sont presque inexistantes. Les tendances de ces articulations « socialistes » représentant plutôt une essence appartenant au capitalisme étatique. Comme nous allons le démontrer dans les chapitres suivants, l'articulation socialiste principale, la qualité publique de la terre, sert ultimement l'accumulation primitive capitaliste dans la formation sociale chinoise.

2.5 Conclusion

Nous avons dans ce chapitre analysé le mode de production patriarcal. Nous avons utilisé la méthodologie marxiste dans laquelle les relations formant les unités sont analysées dans un premier temps de manière abstraite pour ensuite faire une analyse concrète d'une totalité en analysant les relations entre ces unités. La théorie marxiste du développement social agricole à l'époque du capitalisme développé par Marx, Engels, Lénine, Kautsky, et Preobrazhenky, pour reprendre les mots de Morena et Pouch, demeure indispensable à la compréhension des économies capitalistes contemporaines (Morena et Pouch 2024, 64). Le mode de production patriarcal est une unité qui comprend deux formes dans la formation sociale chinoise actuelle : la forme traditionnelle, où la production pour la subsistance de la famille domine, et marchande, où la production de marchandises domine. Le contexte socioéconomique chinois détermine l'existence de deux formes de production paysannes. La destruction des relations de production socialistes des campagnes par la fraction libérale du Parti et le bas niveau des forces productives agricoles sont les déterminants de l'existence du mode de production patriarcal chinois qui est nettement différent des modes de production patriarcaux passés, tels que ceux de la période prérévolutionnaire. Pour comprendre ces déterminations, nous avons analysé le type de relations de production et de forces productives appartenant à chacune de ces formes, pour ensuite découvrir les éléments, naturels ou sociaux, qui ont donné naissance à ces deux formes du mode de production patriarcal. Nous avons trouvé la relation temporelle entre le mode de production patriarcal traditionnel et celui marchand, le premier évolue en une forme marchande lorsqu'une articulation est établie entre la paysannerie et un grand marché, mondial ou national. À ce niveau d'abstraction, le concret est établi à l'interne du mode de production patriarcal, entre ces deux formes. Nous avons ensuite analysé l'essence et le mouvement du mode de production marchand. L'essence marchande de ce type de production paysanne crée une différenciation paysanne, qui amène l'embourgeoisement d'une poignée et la prolétarianisation des masses, qui restent cependant beaucoup moins rapides que dans certaines autres formations sociales capitalistes en raison de la propriété socialiste de la terre.

La deuxième section de ce chapitre a pour trait les articulations que le mode de production patriarcal entretient avec les vestiges du socialisme et le capitalisme en Chine. Notre niveau d'abstraction se trouve encore avec la paysannerie, mais nous avançons plus loin dans l'analyse des relations concrètes que le mode de production patriarcal entretient avec les autres modes de production de la formation sociale. L'objectif dans cette section était donc d'analyser les dynamiques créées dans le mode de production patriarcal par son articulation avec d'autres. Nous avons trouvé trois articulations déterminantes dans la transformation de la paysannerie : l'agriculture contractuelle, l'accumulation politiquement assistée, et la lutte contre la pauvreté du gouvernement central. La relation temporelle de ces articulations est importante. L'agriculture contractuelle est l'articulation qui se met en place entre le capitalisme et la paysannerie dans une situation où la concentration de la terre était difficile entre les années 90 et la moitié des années 2010. Sa raison d'être était de permettre au capital de prendre un certain contrôle de la production paysanne sans causer sa destruction, et a pour effet d'accélérer la transition du mode de production patriarcal traditionnel vers sa forme marchande. La deuxième articulation se fait avec la superstructure chinoise. Une paysannerie embourgeoisée prend progressivement le contrôle de la superstructure socialiste des campagnes et utilise les plans développementaux de l'État central, qui avait pour but originel d'accroître la concentration de la terre que pouvait faire la petite paysannerie, pour effectuer la concentration des terres sous contrôle bourgeois. Ceci a eu pour effet de créer une nouvelle bourgeoisie paysanne lorsque cette classe ne s'était pas encore formée, d'augmenter la richesse de la bourgeoisie paysanne, d'augmenter les forces productives du secteur agricole tout en créant une prolétarianisation de la paysannerie par la force de la compétition. La troisième articulation se fait aussi avec la superstructure chinoise. L'objectif du gouvernement central était de détruire le mode de production traditionnel où celui-ci ne s'était pas marchandisé, ayant pour l'effet de faire entrer la paysannerie pauvre dans le mode de production capitaliste ou de la faire évoluer dans sa forme marchande, et de réformer la superstructure pour rétablir l'autorité de la gouvernance villageoise. La marchandisation et la grande prolétarianisation de la paysannerie sont l'effet de cette articulation. L'ordre des trois articulations s'avère dès lors important, puisqu'elles ont toutes pour effet d'accentuer le mouvement retrouvé dans le mode de production patriarcal, la marchandisation, la concentration et la différenciation à des moments où les conditions socioéconomiques ralentissaient ou bloquaient ce mouvement. La concrétisation de notre analyse nous sert donc à comprendre en profondeur notre objet abstrait à l'étude, le mode de production patriarcal chinois de l'époque des réformes.

Nous pouvons conclure que le mouvement retrouvé au sein des campagnes chinoises est la marchandisation du mode de production patriarcal traditionnel dans un premier temps, et sa transformation en capitalisme agricole dans un deuxième temps. Il y a donc un mouvement de la loi de la valeur développée à la loi de la valeur universelle, qui correspond à une transition de la petite production marchande vers le capitalisme.

Nous pouvons par conséquent parvenir à deux constats : la relation entre le mode de production capitaliste et le mode de production patriarcal est en essence antagonique, tandis que la relation entre le mode de production patriarcal et la superstructure était non antagonique lors de la période socialiste, mais l'est devenue lors de la période du capitalisme étatique. Le premier constat s'explique par le fait que le capitalisme est le produit de la paysannerie marchande, elle est son évolution lorsqu'un grand marché est articulé au mode de production patriarcal traditionnel. Le capitalisme agraire entre en compétition directe avec les producteurs paysans et conduit à la ruine et à la prolétarianisation de ceux-ci. L'essence de l'antagonisme se trouve ici : la compétition entre le capitalisme et le mode de production patriarcal cause la destruction de la production paysanne dans le long terme, et donc de la destruction de la relation entre ces deux modes de production. Deux conditions ralentissent ou bloquent cette évolution : l'impérialisme et le socialisme. Premièrement, la ségrégation de la population rurale des villes, le système du *hukou*, bloque la prolétarianisation absolue de la paysannerie, tandis que le caractère socialiste de la terre permet la continuation de l'existence de la petite paysannerie lorsque la compétition ou des désastres sociaux, tels que les crises économiques mondiales, ou naturelles, amèneraient sa ruine et sa prolétarianisation. À ce stade, le socialisme et le mode de production patriarcal ne sont pas antagoniques. Deuxièmement, l'impérialisme cause le sous-développement des forces productives dans les pays peu développés et bloque le progrès du capitalisme, tout en appauvrissant et détruisant le mode de production patriarcal. La Chine opère dans ce système impérialiste, mais la croissance des forces productives des modes de production capitaliste et patriarcal se retrouve en Chine. La superstructure permet au mode de production patriarcal d'exister, mais force la commercialisation de l'agriculture et donc sa transformation en capitalisme.

L'agriculture contractuelle était donc un compromis avec le socialisme, qui laissait le capitalisme exploiter la force de travail paysanne sans la prolétarianiser, ce qui permit la marchandisation de la production paysanne et jusqu'à un certain point la croissance des forces productives agraires dans des terres peu concentrées. Par la marchandisation, cette articulation fut créatrice d'une nouvelle bourgeoisie paysanne qui, couplé avec l'embourgeoisement créé par l'accumulation politiquement assistée, a renforcé le capitalisme dans les campagnes dans un environnement où le capital des villes ne pouvait que difficilement entrer dans les villages agraires. La campagne de lutte contre la pauvreté et la revitalisation de la campagne, couplée avec l'accumulation politiquement assistée, sont l'essence de la nouvelle relation antagonique entre la superstructure et le mode de production patriarcal. L'ancienne superstructure socialiste aujourd'hui embourgeoisée crée la différenciation paysanne qui résulte dans le long terme à la destruction de la production paysanne, tandis que la campagne contre la pauvreté entraîne la destruction complète du mode de production patriarcal traditionnel, la prolétarianisation de la paysannerie et son intégration dans le capitalisme. Dans ce sens, la relation entre la superstructure et le mode de production patriarcal s'est

transformée en son opposé, du renforcement du socialisme durant la période socialiste vers sa négation durant la période du capitalisme d'État. En d'autres mots, la superstructure tendait à restreindre la loi de la valeur par le passé, pour ensuite accélérer son développement par l'accroissement de la marchandisation. La conséquence est que la petite paysannerie entre maintenant en compétition directe avec le grand capital agraire de manière spontanée, tandis qu'auparavant ceci n'avait lieu qu'avec l'aide de l'articulation à la superstructure (Haijuan Wang 2023c). Dès lors, le mode de production patriarcal traditionnel est largement détruit, le mode de production patriarcal marchand entre en compétition directe avec le capital, ce qui conduit à sa négation, et la loi de la valeur développée fait place à la loi de la valeur universelle.

La superstructure, le Parti, est la pièce déterminante qui explique autant la naissance du mode de production patriarcal et sa négation. C'est le Parti qui organisa la paysannerie en un mode de production patriarcal qualitativement différent de ceux anciens, ne contenant aucune exploitation et aucune classe exploiteuse. Bien que le mode de production patriarcal, au contact d'un grand marché, se marchandise et crée par la suite des relations de production capitaliste, les structures du mode de production patriarcal, la terre socialiste, empêchaient la grande concentration de la terre. Encore ici, c'est le Parti qui encouragea la concentration de la terre, qui a eu pour effet de renforcer la naissance du capitalisme jusqu'à récemment où, par le développement des terres, la concentration peut se faire de manière spontanée par le capital des villes. De ce fait, autant le capitalisme que le mode de production patriarcal sont des faits largement déterminés par la superstructure. La superstructure est donc essentiellement celle d'un capitalisme d'État dans les campagnes.

Nous avons dès lors peint un portrait concret de notre abstraction : le mode de production patriarcal. Les prochains chapitres traiteront des deux autres abstraits, le capitalisme et le socialisme. C'est dans ces chapitres que nous analyserons les accumulations primitives capitaliste et socialiste, un aspect crucial de la relation entre la ville et la campagne de la formation sociale chinoise. Nous avons fait ce choix puisque la force motrice de cet aspect se trouve dans les villes plutôt que dans les campagnes. Par ce fait, pour comprendre l'évolution des modes de production industriels, cette relation doit être analysée en prenant l'économie urbaine comme abstraction principale, car celle-ci ne peut exister sans cette accumulation primitive. Puisque l'économie rurale est l'origine des premiers surplus des villes, le mode de production patriarcal fut l'objet de notre premier chapitre. Par la construction de ces abstraits et des aspects concrets les liant aux autres abstraits, nous aurons à la fin le matériel nécessaire à l'élaboration d'une réelle connaissance de la formation sociale chinoise. De plus, nous analyserons plus en détail le caractère de classe de la loi de la valeur et son lien avec le socialisme en général et avec le socialisme chinois moderne.

CHAPITRE 3 Le mode de production socialiste et l'accumulation primitive

3.1 L'essence et les formes du mode de production socialiste

Nous allons, dans cette section, décrire la nature du mode de production socialiste de manière abstraite, en faisant fi des différences entre les modèles du socialisme. Par "nature du mode de production", nous entendons son essence, ses principaux aspects et ses lois ou tendances.

3.1.1 L'essence du mode de production socialiste

L'essence du socialisme, comme celle de tous les modes de production, se distingue par le type de propriété des moyens de production. Le socialisme peut être défini, dans une acception large, par le caractère collectif, associatif, ou public, des moyens de production et de la distribution. Selon cette définition, le socialisme serait un mode de production ancien, présent tout au long de l'histoire de l'humanité. Engels et Marx caractérisent par exemple le premier stade de développement de la civilisation humaine comme étant d'une nature communiste :

À tous les stades antérieurs de la société, la production était essentiellement une production commune, de même que la consommation se faisait par une répartition directe des produits au sein de collectivités communistes plus ou moins vastes. Cette communauté de la production avait lieu dans les limites les plus étroites; mais elle impliquait la maîtrise des producteurs sur le processus de production et sur leur produit. Ils savent ce qu'il advient du produit : ils le consomment, il ne sort pas de leurs mains; et tant que la production est établie sur cette base, son contrôle ne peut échapper aux producteurs, elle ne peut faire surgir devant eux le spectre de forces étrangères, comme c'est le cas, régulièrement et inéluctablement, dans la civilisation. (Engels 1976, 134-35)

Dans le vocabulaire utilisé par Engels, le communisme n'est pas un mode de production dominant, mais plutôt une simple caractéristique observée dans les communautés de chasseurs-cueilleurs antérieurs au développement de la division du travail et de la société de classes. Comme Andréani argüe, ce communisme primitif n'est qu'un mode de production secondaire, articulé et dominé au mode de production familial primitif, puisqu'il ne régit pas la production au sein de la famille, mais principalement la distribution des produits. La production s'effectuait dans le cadre du mode de production familial primitif, un mode sans classes, où la domination de l'homme sur la femme n'existait pas encore (Andréani 2022, 226-30). La production en dehors de la famille avait, comme Engels le dit, des limites très étroites. Ce que le communisme primitif de Marx et Engels partage avec leurs conceptions du mode de production socialiste se trouve donc dans l'absence de classes et l'absence d'aliénations sociales au sein des sites de production et de distribution de la formation sociale primitive. Cette absence d'aliénation de l'individu est au cœur de

ce que Marx et Engels entendent par le communisme et constitue un aspect critique de leurs conceptions du communisme moderne.

Le communisme, abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur. (Marx 1972b, 87)

L'individu retrouve dans le communisme moderne son caractère d'être social tel qu'il l'était lors du communisme primitif, mais enrichi par le progrès des forces productives sociales. Les contradictions antagoniques entre l'individu et la société cessent, puisque la vie de l'individu devient elle-même une manifestation de la vie sociale, de son être générique. En d'autres mots, l'individu acquiert une capacité à produire sa propre réalité, matérielle et sociale, grâce à la capacité de produire librement que la société communiste développée rend possible. Le communisme représente alors le stade de l'évolution de la société humaine où l'activité vitale de l'individu, la production consciente, n'est plus un simple moyen de survie, mais devient une fin en soi. L'un des aspects principaux de l'essence du communisme se trouve donc dans la non-aliénation de l'individu par la division du travail, les différentes formes de propriétés privées et les idéologies réifiant la fausse conscience des individus.

En des termes plus empiriques, le communisme moderne, comme le décrivent Marx et Engels, est en essence l'association d'individus libres travaillant avec des moyens de production communautaires. Dans le premier volume de *Capital*, Marx décrit les caractéristiques essentielles de ce mode de production :

Représentons-nous enfin, pour changer, une association d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production collectifs et dépensant consciemment leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule force de travail sociale. [...] Le produit global de l'association est un produit social. Une partie de ce produit ressort comme moyen de production. Elle demeure sociale. Mais une autre partie est consommée comme moyen de subsistance par les membres de l'association. Elle doit être partagée entre eux. Ce partage se fera selon une modalité qui change avec chaque modalité particulière de l'organisme de production sociale lui-même, et avec le niveau de développement historique correspondant atteint par les producteurs. Supposons, simplement pour établir le parallèle avec la production marchande, que la part de moyens de subsistance qui revient à chaque producteur soit déterminée par son temps de travail. Le temps de travail jouerait alors un rôle double. D'un côté, sa répartition socialement planifiée règle la juste proportion des diverses fonctions de travail sur les différents besoins. D'autre part, le temps de travail sert en même temps à mesurer la participation individuelle du producteur au travail commun, et aussi, par voie de conséquence, à la part individuellement consommable du produit commun. Les relations sociales existant entre les hommes et leurs travaux, entre les hommes et les produits de leurs travaux, demeurent ici d'une simplicité transparente tant dans la production que dans la distribution. (Marx 1993b, 90)

Comme nous l'avons dit, l'unité de production de base du communisme est l'association d'individus libres. Leurs moyens de production sont d'un caractère public ou collectif. La classe organique de ce mode de production est l'ouvrier. Cependant, dans une formation sociale où règne uniquement le communisme, l'universalisation de la position sociale de la classe ouvrière entraîne le dépassement de la division de classes de la société. L'ouvrier n'est donc plus en définition une classe, mais plutôt un nouveau type d'individu social universel. Cela s'explique par le fait que l'ouvrier, le prolétariat, ne constitue pas une classe au sens positif du terme, mais uniquement au sens négatif du terme. En effet, sa particularité réside dans l'absence d'une essence qui requiert l'existence et l'exploitation d'autres classes pour sa reproduction sociale. Ainsi, ceci signifie que l'universalisation de la classe prolétaire est possible, puisqu'il est un sujet social autonome des autres classes et les caractéristiques propres au prolétaire, en particulier son type de propriété organique, permettent l'existence d'un mode de production où le travail et la distribution sont véritablement collectifs. Dans ce type de mode de production, aucune classe sociale n'existe dans le sens positif du terme. De plus, comme dans le communisme primitif, il n'y a plus d'aliénation sociale, puisque le produit apparaît directement comme un produit social contrairement au capitalisme où le produit apparaît comme étant la création de relations entre objets. Les relations de production socialistes ne donnent donc pas l'illusion d'être des relations entre choses, mais affichent plutôt leurs caractères réels tant dans la sphère de production que dans la sphère de la distribution.

Le mode de production communiste, comme le décrivent Marx et Engels n'est pas monolithique. Deux périodes distinctes peuvent être discernées dans leurs écrits sur le sujet. La première période prend habituellement le nom de socialisme depuis Lénine, tandis que la deuxième période est désignée sous le nom de communisme. Le socialisme diverge du communisme en grande partie quant à la méthode d'organisation de la division des produits de la production collective :

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, tel qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins! » (Marx et Engels 1972, 32)

Dans ce passage de la critique du programme de Gotha, Marx nous informe que les différences entre les deux phases du mode de production communiste se trouvent tant dans la sphère de la distribution que dans la sphère de la production. La division du produit dépend d'abord du niveau de développement des forces productives sous le contrôle des producteurs, qui détermine le deuxième aspect, la méthode d'organisation sociale de la production. Ce qui détermine donc la division des deux phases est le degré de développement des forces productives. Dans la première phase, la division du travail, la séparation entre le travail mental et le travail manuel, ainsi que le caractère nécessaire du travail individuel, demeurent présentes dans le mode de production communiste. Ce sont ces caractéristiques que le socialisme partage encore avec les sociétés de classes dont il émerge. Comme l'explique Marx, la présence de ces aspects dans la première période du communisme vient du fait que ce mode de production prend naissance au sein du mode de production capitaliste :

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. (Marx et Engels 1972, 30)

Le mode de production communiste est donc divisé en deux phases qui partagent une même essence, mais diffèrent par rapport à certains aspects connexes de la formation sociale. Lénine explique la distinction entre les phases du communisme de la manière suivante:

Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété commune, le mot « communiste » peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce n'est pas le communisme intégral. Le grand mérite des explications de Marx est d'appliquer, là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe à partir du capitalisme. Au lieu de s'en tenir à des définitions « imaginées », scolastiques et artificielles, à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme? Qu'est-ce que le communisme?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme. [...] Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la majorité, puis la totalité de la population. (Lénine 1967, 117-18)

Lénine explique que l'évolution entre les deux phases du communisme s'opère par une période de transition où durant la première moitié de celle-ci beaucoup d'aspects sont encore distingués par leurs caractères

bourgeois. Ce n'est que lorsque le socialisme évolue vers le communisme que l'entièreté des aspects du mode de production épousera un caractère communiste. Ainsi, le socialisme constitue un communisme inachevé, une étape dans un processus d'évolution plutôt qu'un idéal type figé. Ceci explique pourquoi le concept de socialisme n'a pas de sens pour les positivistes pour qui les formes ne reflètent aucune essence en processus de transformation. Au contraire des positivistes, le socialisme pour Lénine ne peut donc pas être défini comme un stade fixe, mais plutôt comme une forme transitoire reflétant une essence en transformation disposant au même moment de caractéristiques appartenant à deux modes de production différents.

Bien que la première phase du socialisme soit une période de transition du capitalisme vers le communisme, elle constitue néanmoins un mode de production distinct du capitalisme. Comme nous l'avons mentionné, l'essence du mode de production socialiste est identique à celle du communisme, à savoir la propriété commune des moyens de production. Les différences entre les deux périodes résident dans la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, de la distribution des produits et de la superstructure. L'aliénation n'est donc que partiellement dépassée. L'aspect principal changeant au cours de l'évolution du socialisme au communisme est l'État. Selon Engels :

En poussant de plus en plus à la transformation de grands moyens de production socialisés en propriétés d'État, il montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement. Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classe et oppositions de classes et également l'État en tant qu'État. [...] Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État. L'intervention d'un pouvoir d'État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'État n'est pas « aboli », il s'éteint. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l'« État populaire libre », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'État doit être aboli du jour au lendemain. (Engels 1950b, 63)

Engels nous indique que la première période de socialisme est inaugurée par la nationalisation des moyens de production par un État révolutionnaire. Comme il l'explique dans une note de bas de page (Engels 2020, 77), la nationalisation de certains moyens de production est un événement tout à fait normal dans le cadre du mode de production capitaliste lorsque la socialisation de la production atteint un haut degré. Cependant, cette nationalisation n'est pas de nature socialiste lorsqu'elle se fait par un État contrôlé par la bourgeoisie ou agissant en son intérêt. Le socialisme émerge uniquement lorsque le prolétariat s'empare de l'État et le

transforme en un outil pour développer le communisme et protéger le pouvoir politique et économique de la classe ouvrière. La nationalisation des moyens de production doit donc se faire par un État révolutionnaire contrôlé par les plus hauts organes du pouvoir politique de la classe ouvrière, qui ont pris historiquement la forme du Parti politique prolétarien. « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » (Marx et Engels 1972, 44) L'État existe bien durant la première période du communisme sous la forme de la dictature du prolétariat. La tâche de la dictature est la nationalisation des moyens de production dans le but d'éliminer la division des classes au sein de la société. Lorsque ce point est atteint et que les antagonismes entre classes disparaissent, l'État dépérit. Ce qui dépérit de l'État, ce sont ses fonctions politiques, et non ses fonctions économiques. « Que par « État » l'on entende, en fait, la machine gouvernementale, ou bien l'État en tant que constituant par suite de la division du travail un organisme propre, séparé de la société [...]. » (Marx et Engels 1972, 45-46) L'État comme organisateur de la vie politique disparaît uniquement lorsque l'abondance matérielle pour tous les individus est atteinte, ne conservant alors que sa fonction d'organisateur de la vie économique. « Quand l'État réduit ses fonctions essentielles à un semblable enregistrement et à un contrôle de ce genre effectués par les ouvriers eux-mêmes, il cesse d'être un « État politique »; les « fonctions publiques perdent leur caractère politique et se transforment en de simples fonctions administratives. » » (Lénine 1967, 119) C'est pour cette raison que Lénine qualifie l'État durant la période du socialisme d'« État bourgeois sans bourgeoisie », car il doit encore s'appuyer sur le modèle hérité de la bourgeoisie et sur son système légal (Lénine 1967, 117). Il va sans dire que la nécessité de la forme étatique bourgeoise durant la période socialiste qu'amènent les luttes des classes internes et externes entraîne une certaine aliénation politique, même lors de l'universalisation de la classe prolétaire au sein d'un pays. Certains marxistes occidentaux argüent que cette aliénation politique ne peut théoriquement pas exister lors de la période du socialisme, puisqu'aucune différence qualitative n'existerait entre les deux formes du mode de production communiste (Hudis 2022, 21-25). Nous argüons au contraire que cette aliénation politique qu'amène le centralisme est la conséquence directe de la lutte des classes lors des périodes révolutionnaires prolongées qui mènent à ce que Losurdo (2024, 236) qualifie d'état d'urgence permanent. De plus, puisque la période du socialisme correspond à une période de transition vers une société sans classes, l'existence de l'aliénation politique est déterminée par le fait qu'une partie de la société disposant d'intérêts contrerévolutionnaires est politiquement exclue des commandes de l'État.

Les forces productives du mode de production socialiste sont aussi qualitativement différentes de celles des autres modes de production. Le mode de production socialiste repose sur une base économique techniquement avancée et beaucoup plus concentrée que celle du capitalisme, puisqu'il est de nature sociale

et est organisé par une planification rationnelle suivant des lois économiques distinctes. Les éléments du processus de production retrouvés à travers ces forces productives sont la force de travail et les moyens de production, qui sont, dans le mode de production socialiste, unis. Cette unification résulte du fait que les moyens de production ne sont plus perçus comme du capital, éliminant ainsi la division entre le travail accumulé et le travail vivant, ou entre le capital constant et le capital variable. Les moyens de production servent à la production un type de valeur différent de la valeur d'échange. Dans les deux phases du communisme, le produit social est divisé en trois parties : la valeur transférée par les moyens de production aux produits, la nouvelle valeur créée par le travail pour ses propres besoins, et la valeur ajoutée que le travail crée pour la société. La valeur serait cependant un terme anachronique pour décrire les processus de production communiste. Selon Preobrazhensky (1965, 48), les ouvriers, dans le socialisme, ne produisent pas de la valeur et de la plus-value, mais un produit et un plus produit, car ce qui est produit n'est pas des marchandises disposant d'une valeur d'échange, mais des valeurs d'usage. Par exemple, selon la théorie qui sous-tend la reproduction socialiste de l'Union soviétique, les termes « capital constant » et « capital variable » avaient été remplacés par les « fonds économiques nationaux. » Ces fonds étaient constitués de la valeur transférée par les moyens de production, la nouvelle valeur créée par le travail, et la plus-value par la nouvelle valeur créée pour la société (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 535). Ceci s'explique par le fait que, dans le système socialiste, bien que la forme marchande existe bien, la marchandise la plus importante du système capitaliste, à savoir la force de travail, n'est pas une marchandise. Dans les entreprises socialistes, la force de travail des ouvriers n'est pas une marchandise, puisque la propriété des moyens de production appartient à la classe ouvrière et à la paysannerie. De ce fait, puisqu'il est impossible pour un individu d'aliéner un objet qui lui appartient, ce qui signifie que la classe ouvrière ne peut pas logiquement vendre sa force de travail aux entreprises socialistes. L'exploitation économique est donc un phénomène qui ne peut pas avoir lieu au sein du mode de production socialiste (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 383). L'ouvrier travaille donc pour soi et pour la société.

La division du travail et l'inégalité qui persistent entre les travailleurs non qualifiés et les travailleurs qualifiés proviennent du caractère hétérogène de la classe ouvrière quant à son expertise. Cette hétérogénéité est un aspect des sociétés de classes qui se maintient durant l'époque du socialisme dû à la nécessité matérielle d'une division du travail. Il ne s'agit cependant pas d'une division de classes et cette division figée entre professions sera dépassée par le développement des forces productives qui minimiseront la division entre la science et le travail ainsi que par la lutte consciente contre les forces sociales conservatrices résistant à ce changement (Preobrazhensky 1965, 189).

Bien qu'en essence, sous le socialisme, le travail ne soit pas une marchandise, il reste payé sous la forme de salaire, puisque la forme marchande n'est pas encore totalement dépassée sous le socialisme. Le salaire sous le socialisme est fixé par l'État selon le temps de travail ou selon la productivité de l'ouvrier. Le marché du travail n'est donc pas un aspect du socialisme. Les salaires ne sont pas déterminés par le taux de chômage et par l'armée de réserve du travail (Szymanski 1979, 36). Ainsi, la force de travail n'est pas réellement une marchandise et son prix n'est pas déterminé par la lutte des classes ni par l'offre et la demande en travail. Par conséquent, bien que plusieurs aspects dans le socialisme conservent leur forme marchande, leur essence ne le sont pas.

Pour Marx, la distinction entre les formes que prend le surplus économique allant aux producteurs dans le mode de production communiste, sous ses deux formes, et dans le mode de production capitaliste est déterminée par la subsumption du principe de la valeur d'échange lorsque la production détient un réel caractère social.

Considéré dans l'acte même de production, le travail de l'individu singulier est la monnaie avec laquelle il achète immédiatement le produit, l'objet de son activité particulière ; mais c'est une monnaie *particulière* qui n'achète précisément que ce produit *déterminé*. Pour être immédiatement *monnaie universelle*, il faudrait que le travail soit, dès le départ, non pas travail *particulier*, mais travail *universel*, c'est-à-dire qu'on *le pose* d'emblée comme un maillon de la *production universelle*. Seulement, dans cette hypothèse, ce ne serait pas l'échange qui, le premier, lui conférerait son caractère universel, mais c'est son caractère collectif présupposé qui déterminerait la participation aux produits. Le caractère collectif de la production transformerait d'emblée le produit en un produit collectif universel. L'échange ayant lieu à l'origine dans la production – qui ne serait pas un échange de valeurs d'échange, mais d'activités déterminées par des besoins collectifs, par des fins collectives – inclurait d'emblée la participation de l'individu singulier au monde collectif des produits. Sur la base des valeurs d'échange, c'est seulement par *l'échange* que le travail est *posé* comme universel. Sur cette base-là, il serait *posé* en tant que tel avant l'échange; c'est-à-dire que l'échange des produits ne serait absolument pas le *médium* permettant la participation de l'individu singulier à la production universelle. (Marx 2018, 130)

Marx explique que le travail est social sous le capitalisme uniquement en raison de son échange. Ainsi, le travail possède une essence individuelle qui est transformée en une essence sociale à la suite du processus de production lorsque le produit est échangé. Le caractère social du travail doit donc prendre la forme de la valeur d'échange pour opérer cette transformation. La nécessité de rendre social le travail individuel des producteurs fait émerger la contradiction entre la valeur d'usage des produits et leurs valeurs d'échange. Le mode de production socialiste, quant à lui, représente le développement du caractère social du travail et la résolution de cette contradiction.

Il faut naturellement qu'il y ait médiation. Dans le premier cas, qui part de la production autonome des individus singuliers - pour autant que ces productions autonomes se déterminent, se modifient

post festum sous l'effet de leurs relations réciproques -, la médiation a lieu par l'échange des marchandises, la valeur d'échange, l'argent, qui sont tous des expressions d'un seul et même rapport. Dans le deuxième cas, c'est dans la présupposition elle-même que se tient la médiation; c'est-à-dire qu'on présuppose une production collective, le caractère collectif comme base de la production. Le travail de l'individu singulier est posé d'emblée comme travail social. (Marx 2018, 130-31)

Dès lors, tandis que, dans le capitalisme, le processus de production est d'une essence individuelle, dans le mode de production communiste/socialiste, l'essence du processus de production devient directement sociale. Ceci ne survient que grâce à la socialisation progressive du travail sous le capitalisme qui entre en contradiction antagonique avec la forme individuelle de la propriété du travail. Cette contradiction est réglée dans le mode de production communiste lorsque la propriété de la production devient elle aussi sociale. Puisque le travail et la propriété sont d'une essence sociale, la nécessité de la valeur d'échange, et, par conséquent de la forme marchande des articles de production, est dépassée.

Quelle que soit donc la configuration matérielle particulière du produit que l'individu singulier crée ou aide à créer, ce qu'il a acheté avec son travail n'est pas un produit particulier déterminé, mais une participation déterminée à la production collective. C'est aussi pour cela qu'il n'a pas de produit particulier à échanger. Son produit n'est *pas une valeur d'échange*. Pas besoin de transformer d'abord le produit en une forme particulière pour qu'il acquière un caractère universel pour l'individu singulier. Au lieu d'une division du travail qui s'engendre nécessairement dans l'échange de valeurs d'échange, on aurait une organisation du travail ayant pour conséquence la participation de l'individu singulier à la consommation collective. Dans le premier cas, le caractère social de la production n'est *posé* que *post festum*, que par la promotion des produits au rang de valeurs d'échange et par l'échange de ces valeurs d'échange. Dans le deuxième cas, c'est le *caractère social de la production* qui est présupposé et la participation au monde des produits, à la consommation, n'est pas médiatisée par l'échange de travaux ou de produits du travail indépendants les uns des autres. Il est médiatisé par les conditions sociales de production dans le cadre desquelles l'individu exerce son activité. Vouloir donc transformer immédiatement le travail de l'individu singulier (c'est-à-dire son produit aussi) en *argent*, en *valeur d'échange réalisée*, c'est le déterminer *immédiatement* comme travail universel, c'est-à-dire nier précisément les conditions dans lesquelles il faut qu'il soit transformé en argent et en valeurs d'échange et où il dépend de l'échange privé. Cette exigence ne peut être satisfaite que dans des conditions où on ne peut plus la poser. Sur la base des valeurs d'échange, le travail présuppose justement que ni le travail de l'individu singulier ni son produit ne sont *immédiatement* universels; que celui-ci n'acquiert cette forme que par une *médiation objective*, par le truchement d'un *argent* distinct de lui. (Marx 2018, 131)

Cette forme d'aliénation que la société humaine peu développée nécessite pour donner un caractère social à la production perd son utilité lorsque les forces productives humaines permettent l'établissement d'une organisation sociale de la production permettant de rendre directement sociale la production. Puisque la contradiction sous le capitalisme se trouve dans le caractère indirectement social d'une production qui tend à devenir progressivement sociale, la résolution de cette contradiction s'opère par la découverte et l'application du concept permettant de réunir tous les produits sous une même qualité qui permet le dépassement du caractère indirect de la production sociale.

Dans l'hypothèse de la production collective, la détermination par le temps reste naturellement essentielle. Plus le temps dont la société a besoin pour produire du blé, du bétail, etc., est réduit, plus elle gagne de temps pour d'autres productions, matérielles ou spirituelles. Comme pour un individu singulier, la plénitude de son développement, la multiplicité de ses plaisirs et de son activité dépendent de l'économie de temps. Economie du temps, voilà en quoi se résout en dernière instance toute économie politique. De même, la société doit répartir adéquatement son temps afin d'obtenir une production conforme à l'ensemble de ses besoins ; tout comme l'individu singulier doit répartir correctement son temps pour acquérir des connaissances dans des proportions adéquates ou pour satisfaire les diverses exigences que pose son activité. Economie de temps et distribution planifiée du temps de travail entre les différentes branches de la production demeurent la première loi économique sur la base de la production collective. C'est même une loi qui s'impose à un bien plus haut degré. Ceci, toutefois, est essentiellement différent de la mesure des valeurs d'échange (travaux ou produits du travail) par le temps de travail. Les travaux des individus singuliers dans la même branche de travail et les différents genres de travaux ne sont pas seulement différents *quantitativement*, mais encore *qualitativement*. Que présuppose la différence uniquement *quantitative* des choses ? Que leur *qualité* est la même. Donc mesurer quantitativement les travaux suppose la parité, l'identité de leur *qualité*. (Marx 2018, 132)

La qualité qui unit tous les actes de production est le temps de travail. Le temps de travail est un concept différent de la valeur d'échange qui a pour tâche d'unir des processus de production individuels. Lorsque le processus de production est intrinsèquement social, il est inutile de faire l'échange des produits de production. La production peut afficher au moment même de la production son caractère social, contrairement au capitalisme où le caractère social est établi par l'échange. Ce qui rend la production directement sociale est le calcul du temps de travail nécessaire à la production de produits. Comme Marx l'indique, ceci est la loi économique de la production communiste. De ce fait, la valeur d'échange et la monnaie, la forme matérielle de la valeur d'échange, perdent leurs raisons d'être. Puisque la valeur d'échange, la marchandise, et la monnaie n'ont plus de fonctions socialement utiles dans le mode de production communiste sous ses deux phases, elles disparaissent pour être remplacées par la planification communale. Le mode de production communiste sous ses deux phases, et même le mode de production communiste primitif, est caractérisé par Marx par l'absence de l'échange et par l'utilisation du temps de travail comme unité de mesure de toutes les sortes de travail au sein de la société. Les formes marchandes de socialisme sont dès lors des formes impures de socialisme qui apparaissent dans les périodes de transition entre le capitalisme et le communisme. Arguer le contraire constitue un départ de la pensée marxiste. Le communisme sous ses deux phases se caractérise plutôt par la planification. Nous y reviendrons à la section 8.1.1.

3.1.2 La détermination de la production socialiste

Ce qui explique la raison d'être du mode de production socialiste n'est pas la création de profits pour la classe dominante comme dans le capitalisme. Il s'agit plutôt, en premier lieu, de combler les besoins de la population. Selon Lénine, l'objectif de la révolution communiste est l'abolition de « la propriété privée des

instruments de travail, remettre aux mains de la société toutes les fabriques, les usines et les mines, ainsi que tous les grands domaines, etc., et organiser une production collective socialiste dirigée par les ouvriers eux-mêmes. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui bénéficieront alors des fruits du travail collectif, et ce qui excédera la quantité nécessaire à leur entretien sera employé à satisfaire les autres besoins des ouvriers, à développer intégralement toutes leurs aptitudes et à donner à tous des possibilités égales de jouir des progrès de la science et de l'art. » (Lénine 1924) En deuxième lieu, la raison d'être du socialisme est le développement général de l'individu, un objectif qui se réalise graduellement tout au long de la transition du socialisme vers le communisme. Cependant, ces deux objectifs dépendent du niveau de développement des forces productives et des ressources dont la société dispose à un moment donné (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 393). Par conséquent, il n'y a pas de contradictions entre la production et la consommation tel que dans le capitalisme, puisque le socialisme coordonne le pouvoir d'achat de la population et la croissance de la production.

La nécessité de la croissance de la production dans une formation sociale où l'abondance matérielle n'a pas encore été atteinte oblige le mode de production socialiste à instaurer des incitatifs à la production. Dès lors, la distribution du produit social ne se fait pas selon les besoins de l'ouvrier, mais plutôt en fonction de son travail.

Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcations une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme. (Marx et Engels 1972, 30-31)

Le salaire que l'ouvrier reçoit ne correspond donc qu'à la somme de temps de travail qu'il donne à la société moins les déductions nécessaires à la reproduction avancée du mode de production socialiste. Le salaire à l'époque du socialisme peut prendre plusieurs formes. Selon Preobrazhensky (1965, 193-94), la forme du salaire individuel comme celle retrouvée sous le capitalisme demeure une forme bourgeoise et devrait être progressivement remplacée par des formes de rémunérations collectives à mesure que les forces productives se développent et que la culture du travail évolue vers un intérêt collectif plutôt qu'individuel. Malgré sa forme bourgeoise, son essence est socialiste dans le sens que le revenu n'est pas payé en monnaie. Dès lors, la force de travail n'est pas du capital variable, les moyens de production ne sont pas du capital constant, et la monnaie n'est pas la forme universelle que le capital acquiert. Cela s'explique par le fait que la forme

monétaire dans le mode de production socialiste n'a pas comme dans le capitalisme son trait universel. Il est impossible pour les entreprises d'État d'acheter et de vendre leurs moyens de production sans l'intervention de l'État, tout comme il est impossible pour les ouvriers d'acheter, grâce à leurs revenus, des moyens de production et d'exploiter d'autres ouvriers. Dès lors, la monnaie au sein du mode de production socialiste cesse d'être du capital, tout comme les moyens de production et la force de travail, puisque, dans le mode de production socialiste, le revenu du travail n'est pas payé en une monnaie qui est la représentation matérielle de la valeur d'échange. Cependant, selon les passages que de Marx et Engels que nous avons cités, l'unité de mesure dans le mode de production communiste sous ses deux phases devrait être directe. Le temps de travail devrait être l'unité directement utilisée par la classe ouvrière dans sa planification de l'économie. Nous reviendrons sur cet aspect plus loin.

3.1.3 La planification socialiste

L'absence de l'exploitation dans les relations de production, permettant le développement général de l'individu, est possible grâce à la planification étatique, qui est l'aspect critique de l'essence du socialisme. La planification étatique permet de remplacer l'anarchie des marchés capitalistes par l'organisation consciente de l'économie (Engels 2020, 83). Ainsi, la méthode d'organisation socialiste de l'économie repose sur la planification, et non sur des marchés régis par la loi de la valeur comme dans le capitalisme. Bien que la loi de la valeur existe dans plusieurs modes de production, son évolution atteint son paroxysme dans le mode de production capitaliste où la production est régulée par celle-ci. La loi de la valeur est un régulateur spontané s'opérant dans l'échange de marchandises. Cette loi explique le fait que la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Cette loi constitue donc la base du système capitaliste et régule et explique ses tendances économiques, telles que le rôle du profit dans la production, l'exploitation de la classe ouvrière, et même l'impérialisme. La transformation du capitalisme en socialisme implique une subsomption de ce régulateur de la production par la planification, le régulateur économique sous le mode de production communiste sous ses deux phases. Cependant, cette transformation est progressive. Ce n'est que lorsque l'économie de marché et les marchandises disparaissent que la loi de la valeur cesse d'agir comme un régulateur économique. C'est à ce stade que le communisme en tant qu'antithèse du capitalisme est réellement atteint (Preobrazhensky 1965, 19-21). La production, bien qu'elle soit régulée tout aussi par un mécanisme prenant en compte le temps de travail nécessaire à la fabrication d'un produit, opère de manière consciente avec pour objectif de subvenir aux besoins de la population entière.

Les forces socialement agissantes agissent tout à fait comme les forces de la nature : aveugles, violentes, destructrices tant que nous ne les connaissons pas et ne comptons pas avec elles. Mais une fois que nous les avons reconnues, que nous en avons saisi l'activité, la direction, les effets, il

ne dépend plus que de nous de les soumettre de plus en plus à notre volonté et d'atteindre nos buts grâce à elles. Et cela est particulièrement vrai des énormes forces productives actuelles.

Tant que nous nous refusons obstinément à en comprendre la nature et le caractère — et c'est contre cette compréhension que regimber le mode de production capitaliste et ses défenseurs —, ces forces produisent tout leur effet malgré nous, contre nous, elles nous dominent, comme nous l'avons exposé dans le détail. Mais une fois saisies dans leur nature, elles peuvent, dans les mains des producteurs associés, se transformer de maîtresses démoniaques en servantes dociles. C'est là la différence qu'il y a entre la force destructrice de l'électricité dans l'éclair de l'orage et l'électricité domptée du télégraphe et de l'arc électrique, la différence entre l'incendie et le feu agissant au service de l'homme. En traitant de la même façon les forces productives actuelles après avoir enfin reconnu leur nature, on voit l'anarchie sociale de la production remplacée par une réglementation socialement planifiée de la production, selon les besoins de la communauté comme de chaque individu; ainsi, le mode capitaliste d'appropriation, dans lequel le produit asservit d'abord le producteur, puis l'appropriateur lui-même, est remplacé par le mode d'appropriation des produits fondé sur la nature des moyens modernes de production eux-mêmes : d'une part, appropriation sociale directe comme moyen d'entretenir et de développer la production, d'autre part, appropriation individuelle directe comme moyen d'existence et de jouissance. (Engels 1950b, 62)

C'est donc à ce stade du développement de la société, dans le socialisme, que l'aliénation sociale et naturelle de l'humanité cesse. La loi de la valeur opère dans le capitalisme comme une loi de la nature qui domine l'humanité, entraînant la sous-consommation de la paysannerie et du prolétariat, ainsi que les crises économiques récurrentes. Pour Engels, l'organisation de la production par les marchés signifie que l'humanité est aliénée au sein de ses propres relations sociales de la même manière qu'elle est aliénée de la nature. La loi de la valeur, comme principe dominant dans la société, empêche cette dernière de se contrôler véritablement. Cette situation change avec l'instauration du socialisme :

Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente [...] Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. (Engels 1950a, 242)

La loi de la valeur et l'échange de marchandises qui la met au monde sont donc l'antithèse de la planification, qui permet à l'humanité de reprendre le contrôle de ses relations sociales et de sa relation avec la nature. Ce processus s'opère par l'instauration de nouvelles lois socioéconomiques et de la maîtrise de celles-ci. L'ouvrier cesse d'être contrôlé par le capital, le paysan cesse d'être dominé par la nature et sa terre, et le capitaliste cesse d'être l'incarnation du capital (Marx et Engels 2010g, 277). Les produits sociaux et les

relations sociales cessent alors d'aliéner les individus. La position de ces aspects se transforme en leurs opposés sous le communisme, où les individus sont en contrôle complet de leurs relations sociales et de leurs produits.

La planification constitue le mécanisme de base des deux époques du communisme. Dans un mode de production où la loi de la valeur ne détermine pas la distribution des ressources de l'économie, c'est la planification consciente totale de l'économie qui assure cette distribution. Dans ce type d'organisation, la demande, l'offre, les salaires, les prix des intrants de la production et des produits sont tous déterminés par les agences collectives de planification. Puisque la plus-value n'est plus le déterminant de la production sous le communisme et que la production des entreprises est déterminée par la volonté collective de la classe ouvrière, c'est la planification — et non le taux de profit — qui détermine le taux d'investissement, la production et la quantité de ressources matérielles des entreprises. La planification est donc la méthode par laquelle la classe ouvrière contrôle le processus de production et de distribution des produits (Preobrazhensky 1965, 194-98). Dès lors, contrairement à la contradiction temporelle au cœur de la production capitaliste où la production survient avant la connaissance de la demande du marché, la planification consciente de l'économie permet à la production socialiste de connaître en avance la demande de la société en produits. Cet aspect constitue un des principaux avantages du socialisme sur le capitalisme. Puisqu'il n'existe plus de contradictions temporelles entre la production et la demande, la domination de la société sur les forces productives et sur la nature se fait par la prévoyance de la demande, des mesures à adopter pour la combler, de leurs conséquences et de leurs prérequis (Preobrazhensky 1965, 54). Le processus productif est donc maîtrisé, car la totalité de la chaîne de production se retrouve sous le monopole de la classe ouvrière. Cela découle du fait que le socialisme est un développement du stade monopoliste du capitalisme. Puisque le monopole dans le capitalisme développé constitue une concentration de plusieurs branches d'industries et des chaînes de production, et donc une concentration partielle du processus de production, l'organisation socialiste hérite de cette concentration de la production, mais la développe jusqu'à la rendre totale pour réguler l'économie et redistribuer le revenu national de manière qui est impossible sous le capitalisme (Preobrazhensky 1965, 95). L'évolution du monopole vers la planification de l'économie est donc l'élément déterminant de l'organisation des moyens de production sous le mode de production socialiste. Il s'agit non pas d'une simple évolution quantitative, mais bien d'une transformation qualitative. La transformation socialiste de l'État et de l'économie modifie le caractère et les tendances de la concentration de la production tout en accélérant cette concentration dans le but d'affranchir l'économie socialiste des contradictions inhérentes au capitalisme, en particulier la contradiction entre la production sociale et la propriété individuelle.

3.1.4 La valeur d'échange et la marchandise dans la formation sociale socialiste

L'essence de la marchandise sous le socialisme diffère également de celle des modes de production antérieurs. Cette distinction s'explique par le fait qu'elles sont produites sans propriété privée des moyens de production et sans capitalistes. Les deux aspects en contradiction au sein de la marchandise, la valeur d'usage, créée par le travail concret, et la valeur d'échange, créée par le travail abstrait, se retrouvent au sein du socialisme, mais sous des rôles opposés. Sous le capitalisme, la valeur d'usage est dominée par la valeur d'échange, tandis que, sous le socialisme, c'est la valeur d'usage qui devient l'aspect prédominant. Le travail est donc directement un social, et le fétichisme de la marchandise n'apparaît pas dans le socialisme. Pour cette raison, l'essence même de la marchandise est différente sous le socialisme que sous le capitalisme. La forme marchande du produit demeure présente dans le socialisme, puisque la valeur d'échange joue encore un rôle dans l'organisation de la vie économique du mode de production, qui accompagne la présence de la loi de la valeur. Le fait que les deux aspects de la valeur existent toujours dans le socialisme signifie que des contradictions peuvent avoir lieu entre ces deux aspects, mais elles ne sont pas antagoniques, comme au sein du capitalisme où les contradictions antagoniques entre travail individuel et travail socialement nécessaire entraînent le transfert de valeur des entreprises moins productives vers les plus productives, favorisant ainsi la monopolisation et l'impérialisme. La raison pour laquelle un travail qui est en essence social dans le socialisme prend la forme d'une marchandise est due à l'existence de deux formes de propriétés socialistes dans la formation sociale. Cette division est expliquée par une différenciation de la productivité entre l'agriculture et l'industrie, qui engendre des formes différenciées du mode de production socialiste. Étant donné que la socialisation du travail peut progresser à des rythmes différents dans les deux secteurs, la forme de la propriété des produits de ces secteurs est aussi différenciée. Puisque deux formes d'organisations socialistes existent, un échange doit avoir lieu entre ces deux types de propriétés, ce qui demande l'existence de la forme marchande de la production permettant la comparaison du travail socialement nécessaire entre deux produits issus de systèmes différents (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 434-36). Dès lors, la valeur d'échange existe encore, puisque la loi de la valeur est utilisée pour comparer et échanger les produits d'organisations économiques qualitativement distinctes au sein d'une économie.

Bien que cet aspect ne relève pas théoriquement aux aspects d'un socialisme pur, nous l'incluons tout de même cet aspect dans cette section, car la valeur d'échange subsiste dans une formation sociale où toutes les parties disposent d'un caractère socialiste, bien qu'elles soient inégalement développées. Dans un système socialiste uniformément développé au sein d'une formation sociale, le produit ne prendrait théoriquement pas la forme de la marchandise et la loi de la valeur, régulant la production et l'échange des marchandises, devrait disparaître pour ne laisser que la méthode du calcul du temps de travail dépensé selon

le niveau de la technique utilisée dans la production de produits dans toutes les branches de l'économie. La loi de la proportionnalité des dépenses du travail est donc encore présente, mais se dévoile de manières différentes dans le socialisme que dans le capitalisme (Preobrazhensky 1965, 21). L'existence de la loi de la valeur signifie donc l'existence d'une forme non pure du socialisme. Nous y reviendrons à la section 8.1.4.

3.1.5 Les lois du mode de production socialiste

Comme tous les modes de production, le mode de production socialiste dispose d'un ensemble de lois distinctes. Le fait que le socialisme soit régi par des lois ne signifie pas que l'humanité soit dominée par des forces externes inconscientes. Le concept de loi fait référence ici à des tendances ou à des résultats stables qui se reproduisent dans des situations sociales spécifiques (Preobrazhensky 1965, 57). La loi fondamentale du socialisme, selon Staline, est la garantie de la satisfaction maximale des besoins matériels et culturels croissants de la société réalisée par le perfectionnement de la production socialiste sur la base d'une productivité du travail accrue. Cette loi exprime donc le but de la production dans le socialisme. L'investissement et la production ne sont pas orientés vers la recherche du profit maximal, mais plutôt la plus haute satisfaction matérielle, culturelle et spirituelle de la population. Ce principe libère le développement technique et la croissance de la productivité des contraintes imposées par les contradictions du capitalisme (Stalin 1972, 40-41). C'est cette loi qui structure le socialisme. Elle est à la base des autres lois retrouvées dans le socialisme, puisqu'elle explique la détermination de la production dans le système. Comme Staline l'explique dans les mêmes pages, la planification n'est pas le principe déterminant de l'économie socialiste, puisqu'elle n'exprime pas la raison fondamentale des choix économiques à l'origine de la planification. Puisqu'aucun développement économique ne peut être sans raison, la planification n'est pas le déterminant de la production, mais plutôt la méthode de la production. Dans le capitalisme, le déterminant est le profit, qui est à la base de l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste. Sans cette recherche du profit, le capitalisme n'existe pas. La même logique est retrouvée dans le socialisme. Sans la recherche de la satisfaction des besoins de la population, le socialisme n'a pas lieu d'être. Ce principe s'explique par le fait que le but de la production est déterminé par les relations de propriétés des moyens de production. En d'autres mots, la raison de la production réside dans la nature du mode de production. Chaque mode de production fonctionne dans le but de satisfaire les besoins objectifs et subjectifs de la structure sociale en place et des classes dominantes qui la contrôlent. Par conséquent, la nature de cette structure détermine les types de production et les techniques qui y sont employés.

La loi retrouvée au sein du socialisme qui détermine la structure de la planification peut prendre plusieurs noms. Au sein de l'ancienne Union soviétique, celle-ci prenait le nom de loi du développement harmonieux

et proportionnel de l'économie socialiste. Cette loi indique le fait que la distribution des moyens de production et de la force de travail entre les branches de l'économie se fait de manière planifiée, au contraire du capitalisme où le capital se promène d'une branche à une autre selon les prix, les profits, les taux d'intérêt, etc. (Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957, 403) Cette loi n'est réalisable qu'à travers la planification étatique de l'économie, qui garantit que chaque branche dispose des ressources nécessaires pour produire conformément au plan central. Staline explique que la planification n'est que le reflet des nécessités empiriques de cette loi (Stalin 1972, 41), au même titre que la structure des prix dans le capitalisme n'est que le reflet de la nécessité de la production de plus-value. Ainsi, la planification cherche à organiser l'économie selon les critères imposés par cette loi, ce qui admet qu'aucune planification n'est parfaite. Des débats théoriques ont donc lieu au sein des partis communistes à propos des meilleures méthodes d'organisation de l'économie. Les contradictions peuvent dès lors s'afficher dans le secteur de la planification, créées par l'erreur humaine et les catastrophes naturelles. Ces contradictions demeurent cependant non antagoniques au sein du socialisme. Cette loi joue un rôle crucial dans la détermination du mouvement retrouvé dans le mode de production socialiste. Dans le cadre de cette thèse, nous l'identifions sous le nom de loi de l'accumulation socialiste.

Une autre loi importante du socialisme est celle qui régit la sphère de la distribution. Dans la première phase du communisme, les forces productives n'ont pas encore atteint le niveau d'abondance requis pour la deuxième phase, où le travail deviendrait le besoin primaire de l'humanité. Par conséquent, des incitatifs à la production sont nécessaires pour établir un lien étroit entre les intérêts matériels de l'ouvrier, ceux de sa classe, et ceux de la société socialiste. Comme Marx (2009, 10) l'explique, la première période du communisme est celle où le droit bourgeois ne peut pas encore être dépassé. Les droits des individus sont égaux, ce qui les rend inégaux sur un plan personnel, puisqu'aucun individu n'est réellement égal. L'égalité légale du travail signifie qu'aucune différence de classes n'existe au sein du socialisme, puisque tous les individus sont des ouvriers. Cependant, ceci signifie que ces ouvriers sont inégaux, car chaque individu possède une capacité productive différente. Certains ouvriers sont plus riches que d'autres pour un certain temps. Il faut rappeler cependant que dans une société socialiste, la plus grande richesse matérielle de certains ouvriers ne cause pas directement un processus de différenciation au sein de la classe, car aucun ouvrier n'est autorisé à acquérir du capital ou à exploiter d'autres ouvriers. Lors de la création de la NEP, Lénine a solidifié ce principe d'incitation à la production. Toutes les branches de l'économie devaient reposer sur le principe des incitatifs personnels (Lenin 1973, 70). L'égalité socialiste, c'est-à-dire l'égalité sociale et politique, repose sur une inégalité individuelle, qui ne pourra être dépassée que dans le communisme lorsque, selon Staline (1972, 68), la circulation de marchandises sera abolie et lorsque la propriété socialiste aura remplacé la propriété communautaire des fermes collectives, un mode de

production socialiste moins développé. C'est par la planification économique que cette loi se concrétise. Le plan établit les différents salaires des ouvriers en tenant compte de critères, tels que l'effort fourni, le niveau d'éducation requis, et d'autres facteurs. Dans certaines branches, cela se manifeste par une simple différenciation salariale, tandis que d'autres secteurs, comme dans les usines, ceci se perçoit par la rémunération à la pièce.

La loi de la valeur est la dernière loi importante présente dans le socialisme. Elle n'est cependant pas une loi intrinsèque au mode de production socialiste. Elle est plutôt un aspect des modes de production passés qui ne peut pas être encore dépassé dans la première période du mode de production communiste. Staline explique que l'échange de marchandises dans le socialisme ne peut pas être aboli instantanément. Sa suppression doit être progressive dans les pays où les forces productives sont peu développées. Ce n'est que dans les pays où la concentration de la production, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, était très développée qu'il devenait possible de convertir les moyens de production privés en moyens de production publics. Par conséquent, l'existence des marchandises prend fin uniquement lorsque l'agriculture et l'industrie sont intégrées dans un système unifié, partageant des relations de production identiques. L'existence de la loi de la valeur sous le socialisme signifie donc l'existence de la marchandise dans la sphère de la distribution du produit social (Stalin 1972, 10-14). Puisque la marchandisation a lieu dans la sphère de la distribution du produit social, la loi de la valeur apparaît dans la première époque du socialisme (Stalin 1972, 18). La loi de la valeur est donc présente dans le socialisme aux côtés de la loi du développement harmonieux et proportionnel, mais elle ne régule pas ou très peu la production, ce qui empêche l'apparition des crises économiques et de plusieurs autres phénomènes connexes (Stalin 1972, 21). Par conséquent, la loi de la valeur ne s'applique que partiellement au mode de production socialiste.

La rentabilité des entreprises, un autre aspect appartenant à la loi de la valeur, demeure donc un aspect présent dans l'économie socialiste. Cependant, elle n'a pas le caractère totalisant qu'elle possède dans le capitalisme, puisque l'aspect productif critique pour le socialisme se trouve dans la productivité croissante de l'économie complète dans le long terme. Cette approche entre en contradiction avec la logique de la loi de la valeur et la recherche de profit à court terme par les entreprises. Tel qu'Amin (1977, 228-31) soutenait, les pays peu développés socialistes devaient concentrer leurs investissements dans l'industrie lourde la plus technologique sur le point de vue de la productivité du travail pour maximiser la création de surplus économique. La position est l'inverse de la régulation de la loi de la valeur de la production où l'investissement serait fait surtout dans l'industrie légère plus profitable, puisque le taux de plus-value y est beaucoup plus grand en raison d'une composition organique du capital beaucoup plus basse que dans

l'industrie lourde. Sous le socialisme, la contradiction entre la rentabilité et la productivité est dès lors dépassée.

La loi de la valeur n'est donc pas la loi dominante sous le socialisme, puisque ses principes de fonctionnement, le fait que les marchandises s'échangent à leurs valeurs, vont à l'encontre des principes communistes d'organisation de l'économie où les aspects de la production, comme la force de travail, ne sont pas des marchandises et ne s'échangent donc pas à leurs valeurs. La loi de la valeur, sous le communisme, doit être comprise comme l'économie du temps de travail comme Marx le décrit, qui ne s'entend donc pas à travers l'échange.

3.1.6 Conclusion

Dans cette section, nous avons présenté une description abstraite du mode de production socialiste et de ses principaux aspects. Nous avons puisé nos informations directement des écrits de Marx, Engels, Lénine et Staline et des premières générations de bolchéviques. Les théorisations du communisme et de son premier stade sont beaucoup moins présentes dans les écrits de Marx et Engels que celles à propos du capitalisme et des modes de production antérieurs. Cependant, les rares passages qu'ils consacrent à ce sujet sont très utiles pour établir une définition de base, bien que générale, du socialisme. Ceci s'explique par le fait que Marx et Engels ont voulu s'abstenir de toutes pensées utopiques ou idéalistes. Les contours de la société communiste future qu'ils décrivent se basent sur leurs conceptions du mouvement de l'histoire humaine, le matérialisme historique. Ce cadre théorique leur permettait de percevoir les contours du mode de production communiste par l'évolution des aspects du mode de production capitaliste. Par conséquent, il leur était impossible de se prononcer au-delà des grands points centraux sur le fonctionnement précis d'un tel mode. C'est sur ce point que la pratique révolutionnaire du XXe siècle nous est utile dans notre conceptualisation du mode de production socialiste.

Les écrits des premiers leaders de l'URSS sont indicatifs des structures d'un socialisme fondées sur les écrits théoriques de Marx et d'Engels. C'est au sein de l'Union soviétique qu'est apparu pour la première fois le mode de production socialiste, bien que sous des formes très peu développées. Le modèle socialiste implémenté dans cette formation sociale constitue notre premier exemple d'un socialisme existant. Ces formes ont largement influencé la propagation du socialisme à travers le monde depuis la révolution d'Octobre. L'influence de l'Union soviétique a été si marquante qu'elle est en grande partie responsable des nationalisations et de l'implantation de l'État-providence dans les formations sociales impérialistes de l'Occident où le capital devait faire des concessions à la classe ouvrière ainsi que dans les nations peu développées où les gouvernements issus des luttes de libération nationale s'inspirèrent de l'exemple

soviétique (Lane 2018, 39-40). En raison de cette influence, les écrits des premiers bolchéviques constituent une banque de connaissance indispensable sur l'essence et les apparences du mode de production socialiste. Bien entendu, l'exemple soviétique du socialisme n'est pas absolu. Certaines contradictions qui ont grandement influencé le système soviétique doivent être prises en compte lors du processus d'abstraction du modèle socialiste. C'est pour cette raison que notre description est relativement générale. Les structures du socialisme dépendent fortement de la conjoncture dans laquelle le mode de production évolue. Réaliser un processus d'abstraction à partir duquel il est possible d'arriver à une conception de l'essence, des lois et des aspects du socialisme est cependant une étape nécessaire dans l'étude des formations sociales socialistes. Cette étude vise à identifier, définir, comparer et mesurer les aspects propres au socialisme, tout en les distinguant de ceux appartenant à d'autres modes de production. Par le biais d'un processus d'abstraction, le socialisme soviétique devient indicatif de l'essence du socialisme. Ce processus d'abstraction s'établit, dans le cadre de cette thèse, par l'utilisation des écrits des intellectuels bolchéviques. De cette manière, la théorie et la pratique sont réunies dans une relation dialectique où notre théorie actuelle sur le socialisme provient de la théorie des fondateurs du marxisme et de la mise en pratique de ces théories à travers la vague de révolutions du XXe siècle.

En essence, le communisme représente une transformation dialectique des aspects retrouvés et développés par le capitalisme. Le socialisme constitue une période de la transition vers le communisme où les aspects de la société humaine revêtent encore une forme capitaliste ou bourgeoise, bien que leurs essences soient communistes. L'évolution de l'humanité est donc au sein du mode de production communiste encore mise en mouvement par les contradictions internes de la formation sociale. Ces contradictions résident dans la différenciation entre les formes et les essences des rapports économiques et sociaux. Pour atteindre la deuxième phase du communisme, une société doit avoir développé le mode de production socialiste. Comme nous allons l'analyser, la Chine n'a pas encore atteint ce stade de développement. Elle demeure dans cette chaîne dialectique dans le chaînon de la transition du capitalisme et des modes de production précapitalistes vers le socialisme. Dans bien des cas, elle a régressé d'un socialisme immature vers le capitalisme et vers d'autres modes de production précapitalistes. Toutes les lois du communisme et du socialisme que nous avons décrites précédemment ne se manifestent pas nécessairement sous une forme pure en Chine. Dans certains cas, ces lois n'ont même pas encore été établies ou ont été détruites. Néanmoins, à une certaine époque, le socialisme a dominé en Chine, bien que cette domination ait laissé place à la domination du capitalisme et à une existence fortement réduite du mode de production socialiste. Au début du processus des réformes, le mode de production socialiste imposait la loi fondamentale du socialisme aux autres modes de production présents dans la formation sociale chinoise. Cette loi du socialisme prend une forme différenciée de celle retrouvée dans un socialisme développé en raison de l'existence d'une multitude de

modes de production non socialiste dans la formation sociale chinoise. Cette loi est connue sous le nom d'accumulation socialiste primitive.

3.2 La centralité de l'accumulation primitive

Pour comprendre la Chine de l'époque des réformes, l'analyse doit aller au-delà de la pureté abstraite des modes de production. Elle doit prendre en compte la relation dialectique entre les multiples aspects retrouvés au sein de la formation sociale chinoise. Ceci s'explique, en général, par le fait que le socialisme a vu le jour historiquement dans des formations sociales économiquement peu développées. Le processus de construction du socialisme s'est donc déroulé historiquement au sein de formations sociales où plusieurs modes de production coexistaient sans que le capitalisme soit prédominant. Cette relation dialectique entre le socialisme naissant et les autres modes de production présents dans la formation sociale influence et transforme les dynamiques présents au sein de chacun de ces modes de production, y compris le socialisme. Dès lors, pour comprendre l'évolution du socialisme en Chine et ses tendances particulières, il est nécessaire de rendre compte des influences exercées par ces modes de production dans la formation sociale chinoise, puisque ces influences causent des évolutions au sein de ses modes de production qui les rendent, d'un point de vue théorique, impurs. Nous entamons cette section par la construction de la théorie abstraite de cette époque de transition entre le socialisme et les modes de production présocialistes. Cette analyse sera suivie d'une étude empirique de cette transition en Chine au chapitre 4. Notre processus d'abstraction repose principalement sur les théories de Preobrazhensky, un intellectuel bolchévique de première génération que nous considérons comme ayant poussé le plus loin la théorie de la transition vers le socialisme.

Comme nous l'avons décrit, une formation sociale est une collection de modes de production. Le concept de formation sociale renvoie à une abstraction permettant de construire un modèle de la réalité sociale qui contient de multiples centres de déterminations hiérarchisés en mouvances constantes, chacun détenant une autonomie relative, mais s'articulant sur les bases économiques de la société (Althusser et Balibar 1973, 120-21). Ainsi, la formation sociale peut être considérée comme une unité d'opposés. Ces opposés sont ces centres de déterminations hiérarchisés, autrement dit, des modes de production. Cette unité reflète la coexistence de ces modes de production et leurs relations économiques au sein d'une même formation sociale. Il existe donc des contradictions entre ces modes de production, puisqu'il s'agit de relations entre des entités non identiques. L'opposition démontre le fait que ces modes de production ne sont pas uniquement en échange économique, mais sont en luttés, comme Preobrazhensky l'affirme (Preobrazhensky

1965, 39-40). Les relations entre les modes de production au sein d'une formation sociale sont des contradictions antagoniques.

L'antagonisme entre les modes de production ne signifie pas l'absence de coopération entre eux. Au contraire, cette coopération économique est inévitable dans la formation sociale moderne, où le développement des forces productives renforce les liens économiques entre différents modes de production. Par exemple, comme nous l'avons analysé, le mode de production patriarcal est de plus en plus intégré au mode de production capitaliste en Chine. Cette coopération est cependant d'une nature antagonique, car elle est inégale : elle met en relation des mouvements non identiques, donc contradictoires, et aux tendances opposées, donc antagoniques. Ceci est expliqué par le fait que les modes de production ont la qualité de se reproduire au sein de la formation sociale. Un système social est comme un organisme qui possède la tâche première de reproduire son être. Concrètement, le système est animé par la balance de force des classes qui le compose. Pour qu'une classe dominante garde sa position sociale, elle se doit de reproduire les conditions économiques, politiques et sociales de cette domination. Cette reproduction dépend de la distribution du travail et des forces productives en général au sein du processus économique de la société. Les modes de production, par l'entremise des pouvoirs sociaux qui les animent, acquièrent le travail et les forces productives selon la force qu'ils exercent sur ces facteurs de production au sein de la formation sociale. Cette reproduction est la force qui détermine la longévité d'un mode de production. Tous les autres aspects sont subordonnés à cette reproduction, y compris la satisfaction des demandes sociales, comme le décrit Preobrazhensky, à laquelle nous pourrions ajouter les demandes écologiques. Par exemple, au sein du mode de production capitaliste, la satisfaction de la demande sociale ne se réalise que si ces demandes génèrent un profit moyen pour le capital. Sans ce profit moyen, le capital ne peut pas se reproduire, car il serait privé de sa source de plus-value (Preobrazhensky 1965, 29). Du point de vue du mode de production capitaliste, cette demande non profitable est irrationnelle, puisqu'elle ne lui permet pas de se reproduire. La distribution des forces productives et du travail en vue de satisfaire les demandes sociales est donc subordonnée aux besoins du mode de production de se reproduire.

Dans le cas du mode de production capitaliste, c'est ce besoin de reproduction du capital qui engendre une contradiction fortement antagonique avec les autres modes de production. Puisque le capitalisme est formé par la plus-value venant de son exploitation d'autres modes de production— un aspect prédominant lors de son émergence — et de la plus-value de la classe ouvrière, la compétition entre les capitalistes et la tendance à la baisse du taux de profit force une expansion du système capitaliste aux dépens des autres modes de production de la formation sociale. Le système capitaliste a donc besoin d'acquérir les ressources matérielles et humaines des autres modes de production en raison de son principe régulateur, qui est la loi de la valeur

et la recherche du profit. Dès lors, ce qui caractérise la reproduction du système capitaliste est qu'elle est essentiellement une reproduction avancée. C'est cette dynamique de reproduction avancée qui conduit le capitalisme à subsumer les autres modes de production au sein d'une formation sociale. Ce processus constitue ce que nous nommons l'accumulation capitaliste primitive. Cette lutte entre les tendances propres à chacun des modes de production retrouvés au sein d'une formation sociale est ce qui pousse le mouvement économique de cette formation sociale. Nous avons donc décrit de manière abstraite la dynamique retrouvée au sein de formations sociales composées de plusieurs modes de production.

L'accumulation socialiste primitive en URSS constitue un cas unique, mais comporte tout de même des pistes théoriques pouvant être généralisées à l'aide du processus d'abstraction. Dans le cas de l'URSS, la formation sociale était divisée entre l'économie patriarcale, l'économie patriarcale marchande, le capitalisme, et le socialisme. Cette configuration est comparable à celle de la Chine depuis les réformes économiques de 1978. Selon Preobrazhensky, il se trouve au cœur de cette unité d'opposés un antagonisme entre deux régulateurs économiques, deux principes organiquement attachés aux lois des modes de production qui luttent pour la suprématie de leurs modes de production dans la formation sociale. Ces deux principes régulateurs sont la loi de la valeur, attachée au mode de production patriarcal marchand et au capitalisme, qui permet la réalisation de la tendance principale du capitalisme, l'accumulation de la plus-value; et le principe de la planification économique, qui permet la réalisation de la tendance principale du socialisme, la loi de l'accumulation socialiste. Les lois ou les tendances des modes de production peuvent donc apparaître sous des formes impures en raison des conditions internes ou externes qui influencent ces modes de production. Par exemple, la loi fondamentale du capitalisme, la loi de la valeur, est déformée dans le capitalisme monopolistique (Preobrazhensky 1965, 55-56). Preobrazhensky explique ici que les monopoles dans le capitalisme augmentent significativement le prix de leurs marchandises au-delà de leurs valeurs. Ceci ne cause pas de déformation du capitalisme dans le court terme ; au contraire, c'est l'un des principes régulateurs du capitalisme qui permet une certaine égalisation du taux de profit du capital au sein d'un marché capitaliste. Cependant, au stade monopoliste du capitalisme, la monopolisation de l'économie par une poignée de grands capitalistes généralise cette contradiction entre la valeur produite par le processus de production et les prix des marchandises, ce qui généralise par ce fait cette déformation de la loi de la valeur. Malgré cela, le capitalisme ne parvient pas à aller au-delà de son principe organique, la loi de la valeur, car l'exploitation de la classe ouvrière à travers l'échange marchand repose sur cette loi. La loi de la valeur apparaît donc dans le capitalisme moderne sous une forme impure en raison de ses propres contradictions internes. De la même manière, la loi de l'accumulation socialiste primitive constitue une forme impure de la planification économique, le principe régulateur du socialisme. Cette impureté découle

des conditions des forces productives au sein de la formation sociale peu développée dans laquelle se retrouve le mode de production socialiste.

Au sein d'une formation sociale peu économiquement développée et où les modes de production marchands sont prédominant dans la création du produit économique de la société, les tendances appartenant au mode de production socialiste seront impures. Cela signifie qu'elles seront différentes de leurs fonctionnements dans une situation dans laquelle le mode de production socialiste serait prédominant. Dans un stade de sous-développement, le mode de production socialiste conserve son principe régulateur et ses lois organiques, mais ses lois possèdent des formes distinctes. La loi organique au mode de production socialiste, la loi de l'accumulation socialiste, prend le nom de la loi de l'accumulation primitive socialiste lorsque le mode de production socialiste n'est pas encore assez puissant pour dominer la formation sociale par ses mouvements strictement économiques. Comme Preobrazhensky l'explique, l'accumulation primitive socialiste est la forme que prend la loi de l'accumulation socialiste dans une formation sociale où la production de marchandises, le capitalisme national et l'impérialisme sont les forces prédominantes. C'est la forme que prend la loi organique du socialisme dans sa période peu développée dans le but de pouvoir survivre et se reproduire (Preobrazhensky 1965, 67-68).

Tandis que l'accumulation socialiste consiste en l'expansion des moyens de production appartenant au mode de production socialiste par le réinvestissement d'un surproduit économique créée en son sein, l'accumulation socialiste primitive est l'expansion des moyens de production socialistes à l'aide d'un surproduit provenant d'autres modes de production. Bien que les deux lois coexistent, une accumulation socialiste interne se fait en général au même moment que l'accumulation socialiste primitive, c'est cette dernière qui est prédominante au sein des formations sociales très pauvres et qui subordonne l'activité économique de tous les processus économiques de base de la formation sociale. Lorsque le socialisme subordonne les autres modes de production, comme le capitalisme, pendant son accumulation primitive, ses lois organiques entrent en conflit direct avec celles des autres modes de production. Cette situation découle du fait que la reproduction avancée du socialisme empêche la reproduction des autres modes de production. Le socialisme et la production de marchandises en général, et surtout le capitalisme, entrent dans une compétition pour la production et l'appropriation du surproduit de la formation sociale. Cette compétition se fait par l'entremise de la compétition entre les régulateurs économiques et les lois de ces modes de production principaux, l'accumulation socialiste et sa planification, et l'accumulation marchande/capitaliste et la loi de la valeur (Preobrazhensky 1965, 84-85).

Ainsi, puisque l'existence d'un mode de production repose sur deux conditions essentielles, la réalisation de la demande sociale et la reproduction du système, l'antagonisme réside dans le fait que la reproduction avancée du mode de production socialiste se fait aux dépens des autres. Par exemple, Preobrazhensky affirme que le socialisme à ce stade doit prendre une part encore plus importante du surproduit des petits producteurs que ne le faisait le capitalisme lors de sa propre accumulation primitive. Cependant, au contraire de ce dernier, l'accumulation socialiste primitive ne se fait pas au détriment de la paysannerie, puisque l'industrialisation et la rationalisation de l'économie, l'agriculture y comprise, assurent la croissance du revenu paysan et construisent les conditions sociales permettant le développement du paysan en tant qu'individu libre des contraintes posées par son mode de production (Preobrazhensky 1965, 89). Le processus d'accumulation primitive socialiste diffère qualitativement de celui capitaliste, puisqu'il permet d'accroître le revenu des petits producteurs par le processus d'accumulation qu'il entame.

La loi de l'accumulation socialiste primitive constitue donc la tendance économique principale retrouvée au sein d'une formation socialiste peu développée. Son apparition serait déterminée, selon Preobrazhensky, par les conditions matérielles de la formation sociale soviétique dans les années 20.

The more backward economically, petty-bourgeois, peasant, a particular country is which has gone over the socialist organization of production, and the smaller the inheritance received by the socialist accumulation fund of the proletariat of this country when the social revolution takes place, by so much the more, in proportion, will socialist accumulation be obliged to rely on alienating part of the surplus product of pre-socialist forms of economy and the smaller will be the relative weight of accumulation on its own production basis, that is, the less will it be nourished by the surplus product of the workers in socialist industry. Conversely, the more developed economically and industrially a country is, in which the social revolution triumphs, and the greater the material inheritance, in the form of highly developed industry and capitalistically organized agriculture, which the proletariat of this country receives from the bourgeoisie on nationalization, by so much the smaller will be the relative weight of precapitalist forms in the particular country; and the greater the need for the proletariat of this country to reduce non-equivalent exchange of its products for the products of the former colonies, by so much the more will the centre of gravity of socialist accumulation shift to the production basis of the socialist forms, that is, the more will it rely on the surplus product of its own industry and its own agriculture. (Preobrazhensky 1965, 124)

Selon ce passage de Preobrazhensky, l'accumulation socialiste primitive est déterminée par des conditions matérielles pauvres en force productives, un mode de production capitaliste sous-développé, et une prédominance de modes de production précapitalistes. Dès lors, la détermination de la transformation de la loi de l'accumulation socialiste en la loi de l'accumulation socialiste primitive ne s'applique pas uniquement à l'URSS des années 20, mais à toutes les formations sociales se trouvant dans une situation économique similaire. Tout comme l'accumulation capitaliste primitive est une loi universelle de l'enfance du capitalisme, la loi de l'accumulation socialiste primitive a aussi ce caractère universel. Elle est universelle

dans le contexte du sous-développement économique. Dans la mesure où une révolution populaire entraînerait la création d'un mode de production socialiste dans un pays capitaliste riche, la loi de l'accumulation socialiste n'aurait pas à prendre son caractère primitif, puisque la nationalisation des forces productives capitalistes entraînerait une domination importante directe du socialisme. Il en est tout autre pour le socialisme des pays peu développés.

3.2.1 L'accumulation primitive capitaliste

La construction du socialisme dans les formations sociales pauvres rencontre plusieurs difficultés inconnues à la naissance du capitalisme et à la construction du socialisme dans les pays capitalistes riches. L'accumulation primitive du capitalisme s'est faite de façons politiques et économiques. Lorsque le capitalisme possédait une essence principalement marchande avant la création d'un système de production capitaliste, l'accumulation du capital se déroulait à travers une alliance entre l'aristocratie féodale, l'État féodal, et la classe marchande. Le développement de l'économie monétaire a joué un rôle crucial dans l'enrichissement de la classe marchande qui accumulait le surproduit paysan non consommé par le seigneur féodal en échange de produits de luxe qu'elle vendait à un très grand taux de profit. Les taxes de l'État féodal assistaient aussi l'accumulation du capital en accordant du capital aux marchands qui investissaient de plus en plus dans les sphères productives de l'économie, sous la forme de nombreuses subventions destinées à accroître le nombre de manufactures et d'usines produisant des marchandises clés aux conquêtes de l'État, comme la production métallurgique, la production d'armes, de textiles, etc. Le seigneur féodal et l'État féodal jouaient un rôle de courroie de transmission pour l'accumulation primitive du capital (Preobrazhensky 1965, 85-86).

Cette dynamique illustre un exemple parmi tant d'autres de facteurs politiques ayant contribué à l'accumulation primitive du capital. Les facteurs économiques sont causés par l'existence de la loi de la valeur au sein d'une formation sociale. Puisque la paysannerie et l'artisanat partagent un aspect important avec le capitalisme, la production marchande, lors de la naissance du capitalisme, celui-ci entra en concurrence directe avec la paysannerie et l'artisanat. À ce moment, le capitalisme pouvait avec facilité combattre la production paysanne et la production artisanale à l'aide de son organisation basée sur la manufacture. Pour assurer la survie et la croissance du capitalisme dans la formation sociale précapitaliste, une grande quantité de capital n'était pas requise pour combattre la concurrence paysanne sur le marché. Un petit nombre de manufactures capitalistes pouvaient conquérir les marchés. Le facteur économique était déterminant, car le mode de production capitaliste était plus productif que les autres au moment dès son enfance (Preobrazhensky 1965, 82). L'accumulation primitive capitaliste était donc capable de s'opérer à travers le simple fonctionnement de la loi de la valeur, mais devait aussi se faire épauler par le pouvoir de

l'État lors de sa phase marchande pour accélérer son accumulation du capital par le pillage des autres modes de production à travers l'État féodal, les seigneurs féodaux, et le colonialisme par le mécanisme de l'échange inégal (Preobrazhensky 1965, 94).

L'accumulation capitaliste diffère donc de l'accumulation socialiste en ce que la superstructure précapitaliste aristocratique européenne n'était pas un frein au développement capitaliste. En s'appuyant sur le principe régulateur de la production marchande, la loi de la valeur, les entités capitalistes sont devenues très rapidement beaucoup plus productives que les modes de production précapitalistes et elles pouvaient les dominer à l'aide du simple fonctionnement de la loi de la valeur. Son ascension était donc un développement organiquement déterminé par les conditions retrouvées dans la société féodale de l'Europe de l'Ouest. Ce sont ces conditions qui ont causé « cette action dissolvante » par le capitalisme marchand, que Marx décrit comme étant « le premier stade du capitalisme » antérieur à la « société moderne. » La naissance du capitalisme industriel par la désintégration causée par le capitalisme marchand « dépend beaucoup de la nature de la communauté productrice. » (Marx 1976, 313) Cette explication n'a donc rien de téléologique.

3.2.2 L'accumulation primitive socialiste

Le socialisme, en vertu du caractère unique de ce mode de production, se différencie du capitalisme puisqu'il doit être construit par une rupture qualitative avec les modes de production passés. Bien qu'il se forme à partir du développement du capitalisme monopolistique, le socialisme ne naît pas par le mouvement strictement économique du capitalisme. Le socialisme doit plutôt être mis au monde à partir d'une révolution. L'acte qui met au monde le socialisme est l'abolition de la propriété privée des moyens de production capitaliste, qui transforme dès lors une partie ou la totalité des moyens de production capitalistes en moyens de production socialistes. Toutefois, dans un pays peu développé, puisque ces moyens de production capitalistes sont peu développés, c'est le mode de production socialiste lui-même qui doit bâtir ces moyens. Cependant, dans une formation sociale dans laquelle les relations de production capitalistes n'étaient pas prédominantes avant la révolution ouvrière, le socialisme entre dans sa période de construction sans avoir développé tous ses avantages organiques essentiels. Puisqu'il n'est pas encore, dans l'immédiat, historiquement plus progressif que le capitalisme, une compétition directe avec le capitalisme, qui conserve ses avantages, risquerait de conduire à la ruine du mode de production socialiste. Cela s'explique par l'incapacité des produits socialistes à rivaliser avec les produits capitalistes, tant sur le marché national que sur le marché international. Donc, puisque les entreprises socialistes, d'un point de vue individuel et technique, sont inférieures à celles capitalistes, un système de compétition inégale favorisant le socialisme doit être mis en place à ce stade primaire du socialisme (Preobrazhensky 1965, 127-28). La domination de

l'économie capitaliste en URSS par la création d'un lien ferme entre le marché capitaliste soviétique et les marchés mondiaux signifierait donc la destruction complète du mode de production socialiste à ce stade de développement (Preobrazhensky 1965, 232).

Bien que la force du socialisme du point de vue des entreprises individuelles ne se soit pas encore développée comparativement à celles des entreprises capitalistes, le socialisme dispose d'avantages qui lui permettent d'être dans le moyen et le long terme la force progressiste dans la formation sociale. Le premier de ses avantages se trouve dans le facteur coopératif des entreprises socialistes. Comme la coopération de plusieurs ouvriers produit un résultat qui surpasse la simple addition de leurs forces de travail, la coopération de plusieurs entreprises socialistes, organisée autour d'une planification étatique, produit quelque chose de plus grand que la somme des entreprises socialistes. Le pouvoir économique qui est créé par la coopération et l'organisation des entreprises du mode de production socialiste est un aspect qui permet à celles-ci de résister et de surpasser la compétition capitaliste (Preobrazhensky 1965, 128-29). Le deuxième avantage du mode de production socialiste est la fusion du pouvoir économique et du pouvoir politique. Bien que cette fusion existe déjà à travers le capitalisme monopolistique et durant les périodes de guerres, cette fusion ne peut jamais atteindre le degré qu'elle a dans le socialisme. La fusion de l'État socialiste et de l'économie socialiste renforce le pouvoir économique des entreprises socialistes et le pouvoir politique de l'État ouvrier. Ces deux avantages permettent à l'ensemble de l'économie de survivre à la compétition venant du mode de production capitaliste national et du mode de production capitaliste international, tout en amorçant le processus d'accumulation primitive socialiste (Preobrazhensky 1965, 130-31). Ainsi, bien que le socialisme ne bénéficie pas encore de tous ses avantages, il n'est cependant pas dépourvu de caractéristiques propres lui permettant de combattre la compétition capitaliste et de se protéger contre la loi de la valeur.

En résumé, au contraire du capitalisme, qui est un mode de production qui grandit à travers un processus organiquement lié aux modes de production anciens, le mode de production socialiste apparaît et se développe à partir d'une rupture politique et économique avec les modes de production anciens. Au moment de sa naissance, le socialisme est, du point de vue des entreprises individuelles, inférieur au capitalisme. Il doit donc faire une négation de la loi de la valeur afin d'entamer son accumulation primitive et devenir plus compétitif sur les marchés face au capitalisme. Le socialisme primitif s'implémente donc par une lutte contre la loi de la valeur et les modes de production animés par celle-ci. Lorsque le socialisme amasse une quantité de capital constituant un point critique lui permettant d'être plus productif et lui permettant de jouir pleinement de ses avantages organiques, le socialisme n'aura plus à combattre la loi de la valeur, puisque ses entreprises pourront produire à des coûts inférieurs à ceux des entreprises capitalistes. C'est donc à ce stade que le capitalisme entrera dans une période de déclin rapide puisqu'il sera devenu, du point de vue de

tous ses aspects, y compris la loi de la valeur, une organisation réactionnaire de l'économie d'un point de vue historique. Par conséquent, c'est à ce stade que la loi organique du mode de production socialiste prendra de façon prédominante sa forme développée : la loi de l'accumulation socialiste.

Les méthodes d'application de la loi de l'accumulation socialiste primitive sont nombreuses. Prenons l'exemple des pratiques employées en Union soviétique dans les années 1920. Le système bancaire public offrait des prêts aux entités du mode de production capitaliste à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que ceux donnés aux entités socialistes, permettant au mode de production socialiste d'accumuler du capital plus rapidement que les entreprises capitalistes (Preobrazhensky 1965, 97). L'accumulation socialiste se faisait aussi par l'achat à bas prix de ressources agraires, puis les revendait à des prix plus élevés sur les marchés urbains. Parallèlement, ces ressources étaient fournies à bas prix aux entreprises socialistes pour soutenir leur développement (Preobrazhensky 1965, 100-101). Elle se faisait par la monopolisation du commerce étranger, ce qui permettait à l'État de vendre les produits paysans qu'il avait achetés à petit prix sur les marchés mondiaux, mais à des prix plus élevés, permettant à l'État d'accumuler des devises étrangères. Ceci permettait aussi à l'État de taxer les importations et de mettre des tarifs sur les marchandises capitalistes étrangères pouvant faire compétition avec les marchandises socialistes soviétiques. L'importation de moyens de production de la part des entités capitalistes était sévèrement taxée au contraire de l'importation des entités socialistes (Preobrazhensky 1965, 105-8). De plus, des concessions données aux forces impérialistes furent également utilisées dans le but de satisfaire à la demande de capital que le mode de production socialiste n'était pas en mesure de satisfaire. L'investissement étranger servait donc à accumuler un capital et à combler les manques chroniques de capital dans les chaînes de production soviétique (Preobrazhensky 1965, 135-36). Ces exemples illustrent les diverses méthodes employées par le mode de production socialiste en URSS dans les années 1920 pour accélérer son accumulation primitive afin de prévenir une conquête par les forces capitalistes internes et par les forces impérialistes.

Ce que ces mesures ont en commun, c'est la domination de la logique de la loi de la valeur par le principe régulateur du socialisme : la planification. Le socialisme utilise son pouvoir économique et politique pour briser le lien entre la valeur des marchandises et leurs prix dans le but d'entreprendre cette accumulation et d'étouffer le mode de production capitaliste. Comme l'explique Preobrazhensky (1965, 143-44), si l'État est capable de modifier les prix sur le marché, ceci signifie que la loi de la valeur a perdu sa position de loi dominante dans la formation sociale au profit de la loi de l'accumulation socialiste primitive. Cependant, la loi de la valeur reste présente lors de la période du socialisme primitif, bien que son pouvoir de détermination soit combattu progressivement par l'État. Elle ne peut être abolie que lorsque la totalité de l'économie,

nationale et mondiale, sera organisée sous divers types de planifications socialistes et que les marchés n'auront plus un rôle à jouer dans l'allocation des ressources (Preobrazhensky 1965, 172).

Nous ajoutons ici que le terme d'accumulation primitive signifie la croissance de la productivité du travail des forces productives sous le mode de production communiste. L'accumulation primitive socialiste et l'accumulation socialiste ne sont pas des termes interchangeables avec la croissance économique. Puisque la détermination de la production sous le socialisme est la satisfaction maximale des besoins de la population, qui prend en compte les besoins écologiques de la société communiste, l'accumulation socialiste peut s'opérer au même moment d'une décroissance de l'économie en matière de production gaspilleuse et de production visant les classes exploiteuses, puisqu'il n'existe pas de contradictions antagoniques entre la détermination de la production et les besoins écologiques, comme sous le capitalisme. Comme Foster l'indique, Marx et Engels ont toujours théorisé la planification économique sous le communisme comme détenant à la fois la condition d'une grande productivité du travail et à la fois la tâche de protéger l'écologie (Foster 2023, 5-8), tandis que bien que l'industrialisation de l'URSS fut très polluante, elle le fut moins que celle des pays capitalistes développés et ce pays fut le premier pays favorisant le concept de civilisation écologique dans les années 1980. De plus, les premiers scientifiques qui ont théorisé le réchauffement climatique étaient aussi soviétiques (Foster 2023, 20). L'accumulation socialiste n'est donc pas une course vers la croissance économique, mais plutôt une course vers la croissance de la satisfaction des besoins qui prend intrinsèquement en compte les coûts écologiques de la production.

La période de transition est donc une unité d'opposés. Ces opposés sont, principalement, le mode de production capitaliste, le mode de production patriarcal marchand, et le socialisme. Ces deux premiers possèdent la loi de la valeur comme régulateur de leurs mouvements économiques, tandis que ce dernier possède le régulateur de la planification économique. Durant cette période, ces deux régulateurs sont impurs c'est-à-dire qu'ils possèdent des caractéristiques et des tendances différentes dues à leurs fonctionnements au sein d'une formation sociale peu développée et fortement divisée en différents modes de production. L'accumulation socialiste prend donc la forme de l'accumulation socialiste primitive, tandis que la loi de la valeur est restreinte en raison du socialisme.

Le développement économique d'une formation sociale se fait donc en raison des contradictions antagoniques entre ses multiples modes de production et la direction que ce développement prend est déterminée par le mode de production dominant la formation sociale. La présence du mode de production socialiste peu développé signifie déjà la domination, mais pas la prédominance, du socialisme dans la formation sociale, puisque ce mode de production ne pourrait pas survivre au sein d'une formation sociale

où la loi de la valeur serait dominante. Ainsi, la période de transition vers le socialisme se définit comme un processus au cours duquel la loi de l'accumulation socialiste se développe progressivement tout en menant une lutte acharnée contre la loi de la valeur. La période de transition se termine lorsque le socialisme pur est achevé, ce que Marx et Engels désignent comme la première phase du communisme. Comme nous l'avons expliqué, nous pouvons uniquement tracer de grands traits abstraits sur cette période historique, puisqu'elle constitue une période de transition vers le communisme et puisqu'il est impossible de connaître tous les détails sur un type de mode de production encore historiquement inconnu. C'est uniquement par un processus d'extrapolation ancrée dans la théorie matérialiste dialectique que ces grands traits peuvent être connus. Les caractéristiques des deux formes du mode de production socialiste selon les classiques marxistes, sont regroupées dans le Tableau 3.1.

	Le mode de production socialiste primitif	Le mode de production socialiste développé
La loi déterminant la production	La loi de l'accumulation socialiste primitive	La loi de l'accumulation socialiste
L'origine prédominante de l'accumulation	Le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste	Le mode de production socialiste
Contradiction interne principale	Le manque de forces productives	La division entre le travail manuel et le travail intellectuel
Contradiction externe antagonique	La loi de la valeur et l'impérialisme	L'impérialisme
Le régulateur	La planification déformée par la loi de la valeur au sein de la formation sociale	La planification déformée par le marché international

Tableau 3.1 Les caractéristiques des deux formes du mode de production socialiste

Nous allons dès lors enchaîner avec une étude empirique du socialisme et du capitalisme industriel en Chine durant la période de transition dans le but d'abstraire les principales tendances retrouvées au sein de la

formation sociale chinoise. Comme nous le montrerons, la formation d'un mode de production socialiste à travers le processus d'accumulation socialiste primitive peut facilement dégénérer en un processus d'accumulation capitaliste primitive.

3.3 Les accumulations primitives de la période planifiée

L'un des aspects les plus importants d'une révolution communiste au sein d'une formation sociale peu développée est l'augmentation des forces productives, qui permet à la révolution d'implémenter des relations de production socialistes à travers l'industrialisation du pays. L'industrie est ici la clé pour le socialisme, puisqu'il est un mode de production d'une nature industrielle qui se base sur une coopération du travail encore plus développée que dans le capitalisme, une coopération qui est possible grâce à la croissance de la productivité du travail au sein de l'économie dans tous les secteurs. Par exemple, l'agriculture dépend largement de l'industrie pour implémenter et solidifier ses relations de production socialiste (Lebowitz 2022, 2). Dès lors, la première étape de l'implantation du mode de production socialiste dans l'économie sous-développée est l'accumulation socialiste primitive. Cette dernière est la loi qui détermine le mouvement retrouvé au sein du mode de production socialiste durant l'époque de son sous-développement. Elle est la forme concrète que prend la loi générale du socialisme, l'accumulation socialiste. Comme nous l'avons expliqué, la raison d'être de cette forme est l'accumulation du capital venant des modes de production non socialistes de la formation sociale dans le but de croître quantitativement et qualitativement le mode de production socialiste pour que celui-ci puisse détenir un avantage compétitif si grand sur les autres modes de production qu'il n'aura plus besoin de les exploiter systématiquement pour assurer sa survie et sa reproduction avancée. C'est sur cette mission que la Chine s'était lancée au début de sa révolution. La période de l'économie planifiée pure, de 1956 à 1978, constitue la première phase en Chine de l'accumulation socialiste primitive (Sit et al. 2021, 124). Cependant, comme l'affirment Sit et al., cette phase d'accumulation primitive ne s'est pas arrêtée en 1978. Notre thèse est que la loi dominante le début de la période des réformes était celle de l'accumulation socialiste primitive en dépit des souhaits de la fraction libérale dominante du Parti depuis 1978, mais que l'influence de la loi de la valeur s'est manifestée au sein de ce processus sous la forme d'un mouvement créant une dégénérescence de l'accumulation socialiste primitive vers l'accumulation capitaliste primitive mise en œuvre par les politiques économiques d'origines néoclassiques du Parti. Nous allons dans cette section expliquer comment et pourquoi cette dégénérescence s'est manifestée.

3.3.1 La période soviétique

La naissance du processus des réformes est étroitement liée à l'accumulation primitive socialiste. Pour comprendre le processus des réformes, il faut analyser son point d'origine, qui est l'accumulation primitive socialiste basée sur la coopération sino-soviétique et les contradictions grandissantes au sein de ce processus causées par la rupture sino-soviétique.

L'époque du premier plan quinquennal fut la période d'accumulation primitive socialiste qui se basait sur l'expérience soviétique et qui s'appuyait sur l'aide soviétique. Les points principaux du plan étaient la priorisation de l'industrie lourde, les grands projets industriels et agraires construits avec l'aide soviétique, la construction d'une nouvelle base industrielle à proximité des ressources premières, et la croissance du surproduit de l'agriculture. Le secteur agricole devait notamment produire des céréales et des matières premières servant l'industrie dans le but de financer le processus d'accumulation primitive. L'agriculture, comme dans le cas soviétique, servait de base à l'accumulation industrielle lourde (Brodsgaard et Rutten 2017, 29-30). L'industrie était le site de l'accumulation du capital qui se réalisait par l'appropriation des produits agricoles à l'aide de la planification des prix. La transformation du mode de production patriarcal en mode de production socialiste agricole sous la forme des communes, qui étaient très primitives en matière de forces productives dans les années 50 et 60, a été la méthode par laquelle le mode de production socialiste industriel a pu extraire un surproduit rural. Les communes étaient un aspect nécessaire à l'accumulation socialiste primitive puisque, selon Wen Tiejun, la paysannerie du mode de production patriarcal n'allait pas accepter les produits industriels socialistes des villes. Si les prix des marchandises industrielles étaient trop élevés et les prix des céréales trop bas, la paysannerie n'avait aucun intérêt à court terme à échanger avec le mode de production socialiste. La paysannerie jouissait d'une relative autonomie, produisant et consommant ses propres céréales et textiles (Wen 2021, 113-14). De plus, le mode de production patriarcal au début des années 50 n'avait pas encore pris sa forme marchande. Dès lors, la dominance de la loi de la valeur n'avait pas encore pénétré la paysannerie, ce qui avait pour conséquence que celle-ci ne consommait pas nécessairement au plus bas prix possible. Elle tendait à consommer ses propres produits au lieu d'acheter les produits industriels des villes à moindre prix. Il était donc difficile pour les entreprises étatiques d'acquérir par les relations de marché les produits agricoles paysans (Wen 2021, 120-22). De plus, bien que la loi de la valeur ne dominait pas la paysannerie, le marché existait dans les campagnes et la paysannerie préférait vendre ses grains sur le marché privé plutôt qu'à l'État pour recevoir une plus grande compensation (Lardy 1987, 173). Ces comportements s'expliquaient par la nouvelle liberté dans laquelle se trouvait la paysannerie à la suite de la révolution, qui avait instauré le mode de production patriarcale. L'État au début des années 50 avait donc imposé une taxe agricole sur le mode de production patriarcale pour enclencher l'accumulation socialiste primitive qui s'était poursuivie par la suite par l'instauration des communes socialistes.

Au même moment, l'aide soviétique et la nationalisation des entreprises bureaucratiques monopolistes ont augmenté rapidement la part du mode de production socialiste de la valeur produite en industrie, passant de 34,7 % en 1949 à 56 % en 1952 (Wen 2021, 145). De 1947 à 1953, la Chine était une économie mixte où le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste menaient simultanément des formes d'accumulation primitive. Cependant, le mode de production capitaliste fut rapidement absorbé par le mode de production socialiste lorsque l'URSS a augmenté rapidement son aide économique. C'est donc l'aide soviétique qui explique, selon Wen Tiejun (2021, 171), la suppression du mode de production capitaliste de la formation sociale chinoise dans les années 1950. Comme Wen l'explique, le socialisme possède beaucoup plus d'avantages à l'opération de l'accumulation primitive que le capitalisme dans un pays sans colonies, puisque ce mode de production possède des « couts institutionnels » moindres que le capitalisme. En résumé, grâce à son essence distincte, caractérisée par une interconnexion totale entre toutes ses entités, le socialisme se révèle supérieur au capitalisme en matière d'industrialisation sans colonies.

L'aide soviétique s'est matérialisée par la construction de 156 projets industriels critiques pour l'industrialisation de la Chine. La capacité de production des produits importants à l'industrialisation de la Chine en 1959 avait doublé comparativement aux années prérévolutionnaires. La productivité de la production du charbon, de l'acier, de l'électricité, et du pétrole, avait atteint le niveau de l'URSS et avait presque surpassé le niveau du Japon de 1937. Le taux d'intérêt des prêts soviétiques était de 1 % par an, ce qui était très bas. En outre, plusieurs projets avaient même été construits gratuitement par l'URSS. Une large banque d'informations technologiques avait été mise à la disposition de la Chine par le biais d'échanges d'informations provenant des bibliothèques soviétiques et par l'échange de personnel (Wen 2021, 164-68). Ces transferts de technologies et de capital à un très bas prix représentaient une valeur atteignant 7,7 % du revenu annuel de l'URSS entre 1950 et 1965 (Zhang et al. 2006, 116-17). La valeur totale des investissements soviétiques en Chine était de 45 % du PIB chinois de 1949 et 144,3 % de la production industrielle (Giorcelli et Li 2021, 7). Pour financer ces importations technologiques de l'URSS, la Chine devait exporter des produits agricoles et des minéraux en URSS, tandis qu'un marché national devait être créé pour les nouveaux produits industriels chinois qui ne pouvaient pas être vendus sur les marchés internationaux, puisqu'ils n'étaient pas encore compétitifs comparativement aux produits impérialistes. Ainsi, ce nouveau marché avait pris la forme des communes (Wen 2021, 173). Les communes servaient donc à acquérir les produits requis pour l'échange soviétique et à absorber les produits industriels chinois, ce qui permettait l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole. La Chine avait donc accompli une première phase d'industrialisation à l'aide de ses échanges avec l'URSS à de très bas prix. Par exemple, à la suite du premier plan quinquennal de la Chine, la production des biens de production avait triplé, tandis que la production de biens de consommation avait augmenté de 83 % (Lardy 1987, 174).

3.3.2 La crise de la rupture sino-soviétique

Les difficultés liées à l'accumulation primitive socialiste sont survenues lors de la période de la rupture sino-soviétique lorsque l'URSS a retiré tous ses investissements et tous ses experts de la Chine, ce qui a causé un déclin de 21 % de l'économie chinoise, tandis que la part de l'industrie dans l'économie est passée de 44,5 % à 31,2 %, et la production de charbon, d'acier, de fonte brute et de ciment a diminué de 50% à 77% entre 1960 et 1962. C'est donc dans cette période que la forme principale de l'accumulation socialiste primitive s'est transformée. Elle est passée de l'importation de machines soviétiques et de l'exportation de matières premières et de produits agricoles à la mobilisation en masse de la main-d'œuvre dans la construction de grands travaux rendue possible grâce aux dix années d'industrialisation du pays (Wen 2021, 175-80). Coupée du monde soviétique et du monde impérialiste capitaliste, la Chine devait entreprendre son accumulation primitive socialiste de manière autonome dans les années 60, ce qui était un très grand obstacle à surmonter. À partir de cette période, cette accumulation reposait principalement sur les ressources extraites du mode de production patriarcal, qui avait été transformé en une forme très primitive du mode de production socialiste grâce à l'organisation des communes. L'accumulation se réalisait par la taxe agricole qui offrait 22 % des revenus fiscaux nationaux dans les années 60 comparativement à 8 % dans les années 50 (Wen 2021, 183-84). L'accumulation industrielle continua majoritairement grâce à des investissements internes venant des surplus agricoles des communes. Grâce à l'accumulation socialiste primitive, les communes ont été partiellement industrialisées par l'établissement d'une mécanisation du travail agricole. Une grande partie des investissements en agriculture se faisait par la mobilisation de la force de travail paysanne à de très bas prix et souvent sans rémunération. Le Parti y construisait de la sorte de nombreux projets dans les campagnes servant à augmenter la productivité du travail agricole ainsi qu'à construire de grands projets d'infrastructure. Les millions de chômeurs créés par le retrait des investissements soviétiques ont été envoyés dans les campagnes pour empêcher les perturbations de l'accumulation socialiste tout en transférant une partie de la main-d'œuvre et du savoir-faire créé par l'industrialisation dans les communes.

L'accumulation socialiste primitive à cette époque se faisait au même moment que l'accumulation socialiste. Les usines socialistes reproduisaient de manière avancée le capital socialiste, tandis que les communes transféraient les ressources agricoles au mode de production socialiste, payaient les dettes externes de la Chine et organisaient la mobilisation de la paysannerie dans l'établissement de grands travaux agricoles nécessaires à l'industrialisation de l'agriculture. Avec le surproduit créé au sein des usines socialistes, le mode de production socialiste industrialisait les campagnes. Ces relations entre le socialisme des villes et le socialisme des communes étaient les formes que prenait l'accumulation socialiste primitive autonome qui était déterminée par la rupture soviétique et l'embargo impérialiste de la Chine. Ainsi, déjà à cette époque,

l'industrialisation avait permis à la campagne de s'industrialiser et avait offert une meilleure qualité de vie à la paysannerie.

Même si l'accumulation primitive se poursuivait, la Chine devait augmenter le niveau de productivité de son capital par l'importation de machines. L'embargo qu'elle subissait de la part de l'URSS et des États-Unis ralentissait considérablement son industrialisation. Les mouvements politiques qui ont vu le jour durant la période de l'économie planifiée trouvaient leurs origines dans les débats au sein du Parti autour des stratégies d'industrialisation du pays. Certains dans le Parti, arguaient pour un transfert rapide des ressources de l'industrie vers le secteur agricole à la suite du premier plan quinquennal dans le but d'investir dans le capital agricole et dans l'industrie légère pour augmenter les surplus disponibles à l'industrialisation et pour augmenter l'emploi industriel. D'autres arguaient que l'industrie lourde devait être davantage développée avant de rediriger le capital au sein des campagnes. Ces deux fractions n'étaient cependant pas opposées à l'économie planifiée et à l'accumulation socialiste primitive. Ces deux stratégies étaient fermement ancrées dans la logique de l'accumulation socialiste primitive. Une troisième fraction existait cependant composée des futurs réformateurs prônant, de manière indirecte, le retour en force de la loi de la valeur, du capitalisme au sein de l'économie et pour l'instauration de l'accumulation capitaliste primitive (Brodsgaard et Rutten 2017, 46-50). Nous y reviendrons au **Error! Reference source not found.**

3.3.3 Le point d'origine de l'accumulation socialiste primitive des réformes : 1972

À partir de 1972, avec la visite du président américain Nixon en Chine, celle-ci a commencé à introduire des machines et de la technologie venant de l'Occident. C'est à partir de ce point que l'accumulation primitive socialiste en Chine s'est entreprise par l'articulation de la formation sociale aux modes de production capitalistes des pays riches. Nous identifions quatre principales explications pour comprendre cette articulation entre la Chine et les économies impérialistes.

Cette articulation entre la Chine et les économies impérialistes peut être expliquée par la conjoncture particulière dans laquelle se trouvaient les pays impérialistes dans les années 1970. Ces derniers faisaient face à une financiarisation croissante de leurs économies. Le capital bancaire américain était dans une phase de suraccumulation de capital dans les années 70 à la suite de la destruction de l'étalon-or, des contrôles sur le capital, et des manœuvres diplomatiques américaines forçant les pays de l'OPOP à déposer leurs surplus de revenus venant de la vente de pétrole à un prix qui avait quadruplé sur les marchés internationaux dans les banques américaines et européennes. Les banques occidentales avaient donc un surplus de capital et accordaient des prêts à de très bas taux d'intérêt, parfois à des taux d'intérêt négatifs, aux pays peu développés et même aux pays socialistes pour contrer la déflation (Desai 2022a, 90). Ce grand surplus de

capital bancaire a permis à la Chine, comme à d'autres pays moins développés, de bénéficier de financements à très faible cout de la part des pays impérialistes. La Chine et les autres pays moins développés avaient donc été momentanément libérés des contraintes venant de l'accumulation de devises étrangères et pouvaient entamer une accumulation de capital par l'importation de machines venant de l'Occident à une vitesse plus rapide que ce que leurs exportations leur permettaient en temps normal. Dès lors, pendant presque 10 ans, la Chine pouvait importer des machines et de la technologie tout en gardant une balance des paiements internationale convenable. Cependant, la situation s'est nettement empirée pour les pays peu développés et les pays socialistes lors du Choc Volcker où le taux d'intérêt de la monnaie américaine a augmenté jusqu'à 20 % en raison de la restriction de la masse monétaire américaine (Desai 2022a, 95). Comme Desai l'argüe, par cette manœuvre, bien que les capacités productives américaines aient été grandement détériorées par ce choc, en matière géopolitique, le choc a largement donné le pouvoir aux prêteurs et a mis en arrêt le développement économique de la grande majorité des pays moins développés dans les années 80 et 90. Le choc avait causé la défaite du tiers-monde et l'affaiblissement du monde socialiste (Desai 2022a, 96-97). Ainsi, dans les années 70, la Chine a pu bénéficier d'une ouverture des marchés internationaux et de prêts bancaires occidentaux.

Le deuxième aspect expliquant l'intégration de la Chine dans la sphère de l'impérialisme est la contradiction principale du capitalisme : la tendance à la baisse du taux de profit. C'est à cause de la tendance à la baisse du taux de profit des pays impérialistes que la Chine a été acceptée dans l'économie mondiale capitaliste. Cette tendance à la baisse du profit détermine le taux de capital investi dans les pays moins développés où le taux de profit est plus haut, puisque le capital constant et la productivité du travail y sont moins développés. Bien que la tendance à la baisse soit observable dès le XIXe siècle dans les pays impérialistes, le taux de profit a fortement baissé entre 1970 et 1982 (Ezequiel Maito 2018, 152-53), expliquant la montée des investissements capitalistes des pays impérialistes débutant à cette période. À cette époque, après deux décennies d'augmentation salariales, la classe bourgeoise impérialiste voulait séparer les points de production des points de consommation afin de réduire les salaires de la classe ouvrière des pays riches. La production était donc de plus en plus transférée dans les pays peu développés où les salaires étaient bas dans le but de restaurer les profits des pays impérialistes (Jaffee 2019, 3). C'est notamment à partir de 1973 que la croissance des salaires réels aux États-Unis a commencé à décliner comparativement aux périodes précédentes (Brenner 1998). La suraccumulation de capital bancaire a permis à la Chine de recevoir des prêts et d'acheter de la machinerie de l'Occident. Par ailleurs, la surproduction de capital et la baisse des profits causées par la contradiction primaire du capitalisme et par la croissance des salaires dans les pays impérialistes lui ont donné l'opportunité de recevoir des IDE, en particulier à partir des années 80.

Le troisième aspect réside dans la nature de la production des pays riches. À partir des années 50, les pays impérialistes sont entrés dans une période de surproduction de biens de production. Il était donc dans leurs intérêts de vendre de la machinerie aux pays de la périphérie dans le but de créer un marché pour leurs industries lourdes et pour faire l'exportation du capital fixe qui, avec le progrès technique dans ce secteur, était remplacé beaucoup plus rapidement. Les secteurs de la première phase de l'industrialisation, comme la production d'acier, pouvaient donc être relégués aux pays peu développés, tandis que les pays impérialistes gardaient jalousement la mainmise sur les phases avancées de l'industrialisation (Marini 2022, 148-49). De cette façon, les capitalistes impérialistes avaient trouvé un nouveau marché pour leurs biens de production et, puisque les pays peu développés tentaient de s'industrialiser à l'aide de ces biens de production en développant leurs propres industries lourdes produisant des biens de production, en introduisant des producteurs moins productifs qu'eux, les producteurs des pays impérialistes pouvaient augmenter leurs profits en absorbant une partie de la plus-value de ces pays peu développés par l'égalisation du taux de profit dans cette branche de l'industrie.

Le quatrième aspect se trouve dans la concession politique de la Chine envers la lutte des classes. Pour recevoir du capital des pays impérialiste, la Chine a fait l'énorme concession de cesser de soutenir la lutte des classes à l'international. Elle a arrêté de soutenir les mouvements révolutionnaires dans la périphérie (Wen 2021, 194). Elle est notamment entrée en guerre avec le Vietnam dans le but de recevoir le soutien économique des Américains et elle s'est notamment alliée à d'autres régimes capitalistes réactionnaires dans le tiers-monde. Nous y reviendrons à la section 8.4.

L'ouverture des marchés capitalistes à la Chine à la suite de l'entente entre les États-Unis et la Chine a donc permis à la Chine de continuer son processus d'accumulation primitive socialiste en important de la machinerie et de la technologie des économies impérialistes. Ces importations suivaient les « 43 plans » du premier ministre Zhou Enlai, en introduisant en Chine de la machinerie représentant une valeur de 4,3 milliards de dollars américains entre la fin des années 60 et durant la première moitié des années 70 (Wen 2021, 194). En 1978, les importations de machines en Chine représentaient une valeur de 7,8 milliards de dollars américains des États-Unis et de 5 milliards de dollars américains à d'autres pays impérialistes. L'augmentation de ces achats s'est traduite par une augmentation de la dette externe de la Chine. Le remboursement de la dette était assuré à 80% par l'exportation de produits agraires et des produits transformés venant de l'agriculture, comme le bambou tissé, le coton, et les produits de bois. Ceci s'explique par le fait que les machines et l'équipement occidentaux que la Chine importait étaient obsolètes dans leurs pays d'origine. La Chine ne pouvait pas faire l'exportation de produits manufacturés à l'aide de ces machines, puisqu'elles n'étaient pas en mesure de les vendre à des prix plus bas que ceux des monopoles

occidentaux et que leurs qualités étaient moindres. Ces machines servaient donc surtout à subvenir aux besoins de l'économie nationale chinoise, mais elles ne pouvaient pas par elle-même réaliser le processus d'industrialisation qui allait rendre la Chine capable de construire un mode de production socialiste plus développé que le capitalisme monopolistique (Sit Tsui et al. 2021, 34). De plus, l'introduction de la machinerie en provenance des pays impérialistes était un processus beaucoup plus cher que l'importation des machines soviétiques. Tandis que les Soviétiques partageaient leurs experts économiques pour un bas prix, la Chine devait payer des sommes élevées pour les services des experts occidentaux et japonais. Pour payer ces machines plus chères, bien que désuètes dans les pays impérialistes, la Chine avait accumulé un déficit fiscal dépassant 30 milliards de yuans entre 1979 et 1980 (Wen 2021, 195-96).

En bref, à cette période, l'accumulation socialiste primitive prenait la forme de l'exportation de produits agraires et de matières premières dans le but d'importer de la machinerie. Dès lors, malgré la rupture sino-soviétique, de 1953 à 1978, la moyenne des importations des biens d'équipements était restée à 80 % des importations totales (Yang 2019, 23). Bien que l'origine des machines et de la technologie ait changé, la stratégie était restée la même. La différence fondamentale est que la Chine a changé son point d'articulation au profit des marchés capitalistes internationaux.

Cette accumulation socialiste est qualifiée de primitive, car le surproduit vendu sur les marchés internationaux ou vendu aux Soviétiques provenait du mode de production patriarcal ou des communes qui n'étaient pas encore réellement socialistes, mais plutôt d'une nature collective. Comme Staline l'explique, la différence entre ces deux modes de production, socialiste et collectif, ne disparaîtra que lors de la période communiste où la productivité du travail et les relations de production seront les mêmes en agriculture et en industrie (Stalin 1972, 27). Il ne s'agit donc pas d'une simple accumulation, mais d'une transformation des relations de production basée sur la croissance de la productivité des communes. Dès lors, dans la période socialiste, lorsque l'accumulation de l'industrie se fait par la prise des produits agraires du mode de production collectif des campagnes, ce type d'accumulation sera toujours caractérisée d'accumulation primitive. De plus, certaines contradictions de l'industrialisation des villes, notamment la spécialisation en industrie lourde au détriment de l'industrie légère qui causait un manque chronique d'emplois, étaient résolues par le transfert de main-d'œuvre non utilisée dans les communes. Puisque les ressources des communes assuraient la reproduction de cette main-d'œuvre urbaine transférée aux villages, ce qui représentait une forme d'accumulation primitive socialiste, puisque les contradictions ont été absorbées par la paysannerie, mais constituait aussi une forme de transfert de ressources du socialisme aux communes qui étaient utilisées pour la construction de projets de développement et la construction d'un système de soins de santé, qui était réalisable grâce à la main-d'œuvre urbaine. Ce double transfert de ressources est un aspect

essentiel au processus d'accumulation primitive socialiste, puisque l'objectif de la croissance de la productivité de l'industrie est de manière fondamentale le développement des zones rurales, de la paysannerie et de l'agriculture, au contraire de l'accumulation primitive capitaliste. Cette accumulation primitive est donc qualitativement différente de celle de la période des réformes, puisque la Chine ne se sert que de modes de production non capitalistes dans son effort d'industrialisation interne, bien qu'elle se soit articulée aux marchés capitalistes internationaux. C'est cette caractéristique non capitaliste qui sépare les deux périodes d'accumulation primitive.

3.4 L'accumulation primitive à l'ère des réformes

La transformation des communes en mode de production patriarcal a annoncé un grand changement dans les relations entre les modes de production en Chine et donc dans les structures de l'accumulation socialiste primitive. L'implantation forcée du mode de production patriarcal a mis fin à une forme concrète de l'accumulation socialiste primitive.

Au début des années 1980, le Choc Volcker et la montée des taux d'intérêt ont causé beaucoup de dommages en Chine. La croissance économique du pays a chuté brutalement, passant de 11,7% en 1978 à 5,2% en 1981, tandis que l'investissement en capital fixe a également plongé, passant de 22% en 1978 à 6,65% en 1980, pour atteindre -10,51% en 1981 (Wen 2021, 211). De plus, il était beaucoup plus difficile d'extraire des ressources agraires avec le mode de production patriarcal solidifié à nouveau dans les campagnes et les structures collectives désintégrées (Wen 2021, 204-5). La Chine était à cette époque déjà intégrée aux marchés internationaux, puisqu'une grande partie de son industrialisation et de son investissement en capital fixe venaient des économies impérialistes. Par exemple, en 1979, la valeur de la production industrielle avait augmenté de 8,8% et de 9,3% en 1980. C'est une croissance économique rapide qui a dû être financée par une croissance tout aussi rapide des importations. Par exemple, en 1978, 8,3 millions de tonnes d'acier ont dû être importées, ce qui représentait 37,6% de la production nationale totale en acier, et une augmentation de 65% des importations comparativement à l'année précédente. Malgré cette croissance des imports, la Chine ne possédait pas encore assez de ressources pour achever les projets infrastructurels qu'elle avait commencés dans les années précédentes (Wen 2021, 213). Sa croissance économique rapide dépendait donc hautement de son taux d'importations en biens de production.

Le choc Volcker, qui a augmenté considérablement le coût des importations de biens de production ainsi que le taux d'intérêt des dettes chinoises, est en partie ce qui explique pourquoi la clique dominante du Parti à cette époque a voulu dissocier le mode de production socialiste de l'agriculture. Le coût de l'industrialisation de l'agriculture avait augmenté dans les années 70 pour le mode de production socialiste,

puisque le pays avait commencé à importer des engrais chimiques et débuté une vague d'industrialisation dans certaines régions pour mécaniser l'agriculture. Le Parti n'avait cependant pas ajusté le prix des céréales en 1979, ce qui rendait l'agriculture non profitable d'un point de vue individuel ou néoclassique (Wen 2021, 220-22). Puisque le coût des produits de l'agriculture n'avait pas augmenté, mais que le coût de son industrialisation avait considérablement augmenté en raison du choc Volcker, il était beaucoup plus difficile pour l'économie de subventionner ce développement. De plus, l'État payait aussi pour les infrastructures sociales des communes. Les communes possédaient notamment des cliniques, des garderies, et biens d'autres services sociaux qui ont disparu lors des réformes et qui n'ont jamais été remplacés. Dès lors, face à la crise économique de la fin des années 70 et du début des années 80, le Parti a décidé de privatiser le secteur agricole dans le but de remettre la tâche importante de l'accumulation socialiste primitive, soit l'industrialisation des campagnes. Bien que le gouvernement ait perdu une partie de sa source d'accumulation, la taxe agricole est restée en place jusqu'en 2006, permettant l'extraction des ressources agricoles de manière directe sans avoir à transférer de ressources industrielles à la campagne. Le Parti a donc abandonné le socialisme agricole et l'augmentation de la qualité de vie de la paysannerie pour se concentrer à cette époque sur le développement des villes.

3.4.1 L'abandon du socialisme agricole

C'est cet abandon du socialisme agricole qui a considérablement renforcé la dominance de la loi de la valeur en Chine. Cette décision par la fraction libérale du Parti n'a pas été établie en suivant une stratégie guidée par le marxisme. Le secteur agricole ne semblait pas être productif selon la fraction libérale. L'exportation des matières premières, qui étaient les exportations principales des pays peu développés et de la Chine, devenait de moins en moins bénéfique sur les marchés internationaux. Notamment, les prix des matières premières à l'exception du pétrole ont fortement baissé à partir de 1976 et surtout à partir de 1980 (Morrison et Wattleworth 1988, 31). Cependant, le secteur n'était pas non profitable du point de vue du système entier. L'augmentation de la productivité de l'agriculture aurait pu aider la formation sociale à poursuivre son accumulation socialiste primitive et même à entamer une accumulation purement socialiste grâce à des fermes socialistes mécanisées. Cette décision du groupe dominant le Parti indique que la fraction dominante de celui-ci ne comprenait pas les avantages du mode de production socialiste en matière de planification des ressources. La recherche du profit, poussée par une compréhension néoclassique de l'économie, est ce qui a justifié les réformes économiques et la privatisation et la marchandisation des communes. C'est un phénomène qui se reproduira dans le futur à maintes reprises. Chris Bramal (2008, 333) démontre notamment que les réajustements entre 1978 et 1981 de l'économie chinoise ressemblent grandement aux programmes d'ajustement structurel que la Banque Mondiale a imposé à plusieurs pays moins développés. L'État chinois a voulu réduire les dépenses publiques et rediriger les ressources vers les secteurs

économiques plus profitables d'un point de vue néoclassique. Les dépenses publiques avaient notamment chuté de 31,5% du PIB en 1979 à 22% en 1982, entraîné par la destruction des communes et des services sociaux qu'elles offraient. Ceci n'était rien de moins qu'un programme d'austérité néolibérale. Nous discutons de cette adoption de la théorie économique néoclassique à la section 8.2.

Bien qu'avec la marchandisation des campagnes l'accumulation primitive socialiste ne pouvait plus se faire à partir de la planification économique socialiste autre que par la taxe agraire, l'accumulation socialiste primitive continua de s'opérer par le transfert de ressources provenant des campagnes sous des formes plutôt influencées par la loi de la valeur et par la théorie économique néoclassique. Le mode de production socialiste des campagnes n'avait pas encore disparu dans les années 80. Il a continué à exister, mais dans une forme moins socialisée. Au lieu d'être une unité économique entre l'agriculture et l'industrie, le mode de production socialiste des campagnes n'englobait que les TVE (Township and Village Enterprises), les entreprises de canton et de village. L'accumulation socialiste primitive dans les campagnes se réalisait par l'accumulation de capital au sein de ces usines villageoises. Lors de la destruction des communes, une part de la main-d'œuvre qui œuvrait dans la petite industrie communale a pu trouver des emplois dans ces TVE. Ces compagnies permettaient une industrialisation à un très bas prix, puisque les salaires étaient très bas et que la terre était gratuite, même si une partie des revenus étaient redonnés aux villageois. La reproduction de la force de travail se faisait à des coûts minimaux et les entreprises n'avaient pas à payer de loyers. De 1980 à 1988, la croissance annuelle de la production des TVE était en moyenne de 30% (Wen 2021, 227-28). Ces petites usines pouvaient croître très rapidement parce que ces TVE opéraient dans l'industrie légère, qui a naturellement un plus grand taux de profit que l'industrie lourde du mode de production socialiste, puisque l'industrie légère possède un plus grand taux de capital variable que de capital constant. De plus, les TVE opéraient selon le principe de la profitabilité et leurs productions n'étaient pas déterminées en majorité par la planification. Il était très facile pour ces entreprises de vendre leurs produits puisque la Chine à cette époque était en manque de biens de consommation. La stratégie de développement du Parti à cette époque s'était donc centrée sur le développement des entreprises les plus profitables. Cependant, c'est le développement de l'industrie lourde dans les centres urbains chinois qui avait permis l'expansion rapide des TVE. Comme l'économiste soviétique Fel'dman résonne à partir de la théorie économique marxiste, la clé de la croissance économique rapide se trouve dans le développement du secteur produisant le capital constant, tel que les outils, les machines, l'acier, le charbon, etc., qui permet d'obtenir une croissance économique plus rapide à long terme, puisque la production de biens de production qui servent au développement de tous les autres secteurs de l'économie devient plus productive (Hagemann 2022, 241-42). Cependant, la fraction libérale dans le Parti considérait que la clé de la croissance économique n'était pas l'industrie lourde, mais plutôt l'industrie légère, puisqu'elle était plus profitable. Le programme de

réajustement de 1978 à 1982 a donc mis l'accent sur le développement économique de l'industrie légère, de l'agriculture patriarcale et de la production d'entrants pour l'industrie légère et l'agriculture. La part de l'industrie légère de la production industrielle totale avait augmenté de 43% en 1978 à 51,5% en 1981. De plus, le prix des marchandises agraires a été élevé dans le but d'augmenter le taux de profit des zones rurales. Les réformateurs voulaient donc faire correspondre les prix des produits agraires à leurs valeurs d'échange dans le but d'offrir des incitatifs à la production à la paysannerie (Bramall 2008, 331-33). Puisque la fraction libérale dominant le Parti était contre la planification de type soviétique, mais qu'elle ne contrôlait pas encore totalement le Parti, même après la défaite de Hua Guofeng, la loi de la valeur n'a pas été complètement implémentée dans la relation entre l'agriculture et l'industrie. La libéralisation complète des prix ne s'est faite qu'en 1996, même si Deng Xiaoping et Zhao Ziyang avaient tenté la libéralisation à maintes reprises dans les années 1980. L'accumulation socialiste primitive devait donc s'opérer à travers une formation sociale de plus en plus dominée par la loi de la valeur et le mode de production patriarcal.

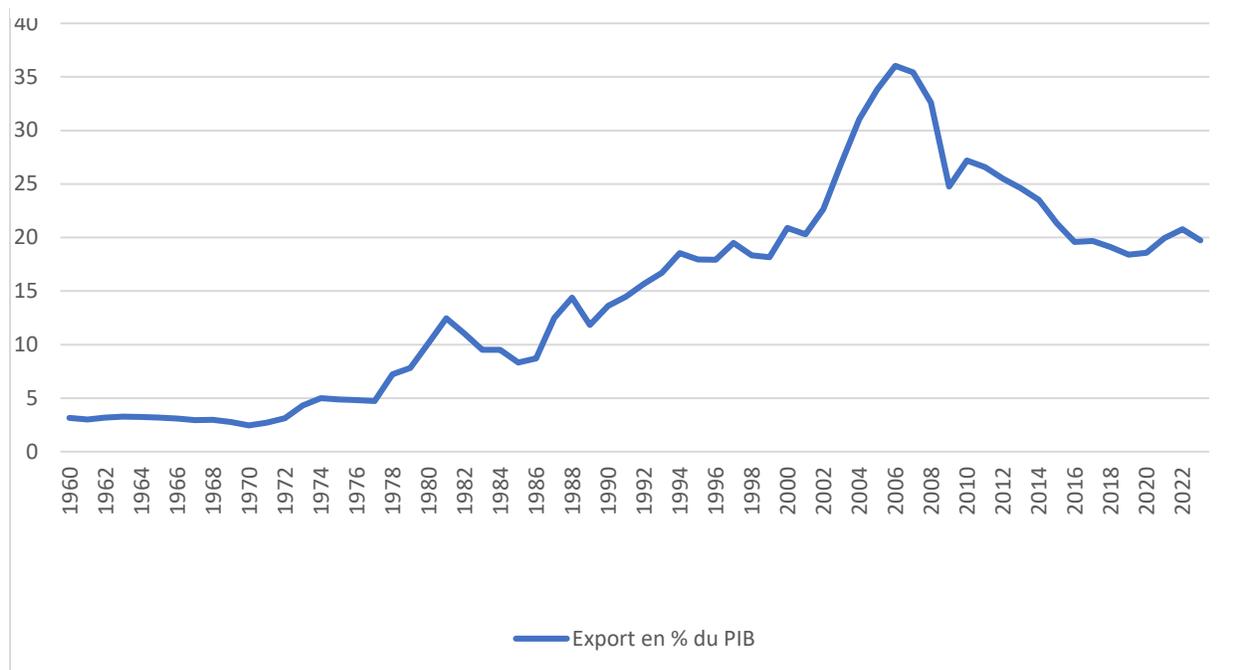
3.4.2 L'impossibilité de l'industrialisation agraire par l'accumulation socialiste primitive du début des réformes

La loi de la valeur et le mode de production patriarcal rendaient cependant impossible l'industrialisation du secteur agraire chinois par l'accumulation socialiste primitive. Il existait une contradiction entre l'accumulation socialiste primitive, la libéralisation des prix dans les campagnes, et la destruction des communes. La planification étatique des prix des ressources permettait à l'ancien modèle socialiste planifié d'opérer un transfert de ressources des campagnes vers les villes à moindre coût en gardant le prix des produits agraires bas. L'objectif était l'industrialisation des campagnes en instaurant des relations de production socialistes. Toutefois, les réformes des prix des ressources agraires empêchaient ce transfert d'avoir lieu autrement que par la taxe agraire en raison de la destruction des communes. Ce transfert de ressources opéré par cette accumulation socialiste primitive se dirigeait vers le développement des secteurs plus profitables, l'industrie légère des campagnes, contrairement au secteur agraire. La privatisation de l'économie a réduit la capacité du socialisme à organiser efficacement le transfert de ressources, tandis que la loi de la valeur orientait les investissements vers les secteurs les plus profitables et donc les moins productifs de l'économie. Enfin, il était impossible d'industrialiser le secteur agraire puisque les relations de production patriarcale freinaient la concentration de la terre requise à la mécanisation du travail. Le mode de production patriarcale et la loi de la valeur étaient donc en contradiction avec la socialisation de la production agraire et ralentissaient la quantité de ressources agraires disponibles à l'industrialisation et à l'augmentation de la productivité de l'entièreté de l'économie.

Au début de la période des réformes économiques, le mode de production socialiste subventionnait le mode de production patriarcal et soutenait le développement de l'industrie légère. L'industrialisation effectuée par le mode de production socialiste en industrie lourde est ce qui a permis l'industrialisation des campagnes représentée par l'essor des TVE. Ceci est expliqué par le fait que les prix des produits de l'industrie lourde étaient encore planifiés, ce qui permettait au Parti de financer la création des TVE en offrant du capital constant à moindre coût. Ce soutien a également attiré les IDE, car les TVE et les entreprises privées étrangères bénéficiaient d'un accès au capital constant, aux sources d'énergie, et à la terre à prix réduit. De plus, comme Bramal (2008, 346) l'indique, les termes de l'échange entre le mode de production socialiste et le mode de production patriarcal à la fin des années 1970 et dans les années 80 favorisaient largement la paysannerie. Le prix des produits agricoles était nettement plus élevé en Chine que sur les marchés internationaux et n'a baissé qu'à partir du XXI^e siècle. Le socialisme, par la planification des prix de certaines marchandises agricoles, subventionnait le mode de production patriarcal et la croissance des TVE.

Au début de la période des réformes, le rythme de l'accumulation socialiste primitive comme processus interne en Chine s'était affaibli puisque le mode de production socialiste transférait des ressources à des modes de production de nature non socialiste, le patriarcat paysan. De plus, les TVE, axées principalement sur la production de biens de consommation plutôt que de biens de production, ne pouvaient pas contribuer à l'augmentation de l'investissement interne au sein du socialisme. Comme nous allons le voir, les TVE servaient surtout à l'export. La relation entre les aspects retrouvés au sein de l'accumulation socialiste primitive s'était transformée en son opposé. Le socialisme subventionnait le développement des entreprises collectives des campagnes et du patriarcat sans pouvoir développer la productivité du travail dans les campagnes. La taxe agricole était la seule relation représentant l'accumulation socialiste primitive classique qui a perduré lors de cette période. Ceci a ralenti considérablement le processus entier de l'accumulation socialiste. Le taux de croissance de la Chine avait notamment chuté de 12% en 1978 à 5,2% en 1981 (Bramall 2008, 334).

Figure 3.1 La part de la valeur des exportations en pourcentage du PIB chinois



Source : Banque mondiale

3.4.3 L'accumulation socialiste primitive par l'articulation aux marchés capitalistes internationaux

La première phase des réformes économiques chinoises avait donc freiné le type d'accumulation socialiste primitive retrouvée dans les économies socialistes planifiées, où les surplus agraires étaient utilisés pour accroître la part de l'industrie lourde dans l'économie pour ensuite être réinvestis dans le secteur agricole. La baisse des prix des matières premières a poussé la Chine à utiliser les IDE ainsi que les exportations de produits de son industrie légère pour acquérir des devises étrangères et importer de la machinerie et de la technologie avancée (Brender 1992, 1). Comme nous l'avons expliqué, la crise des dettes dans les années 80 avait durement touché la Chine. L'augmentation de la quantité des importations et de leurs valeurs avait provoqué des déficits commerciaux à partir de 1984. La réserve de devises étrangères avait baissé de 8,9 milliards USD en 1983 à 2,9 milliards USD en 1987, tandis que le ratio de la dette extérieure avait augmenté de 56 % à 77 % entre 1985 à 1987 (Wen 2021, 250-51). Pour continuer à financer ses importations de machines et de technologies, l'accumulation des devises étrangères par les investissements directs à l'étranger et par les exportations des TVE a été la voie choisie par le Parti. Comme l'indique Amin, l'une des grandes difficultés rencontrées par les formations sociales de la périphérie dans leurs efforts d'industrialisation se trouve dans leurs balances de paiement. Il est particulièrement ardu pour les pays peu développés d'acquérir une réserve suffisante de devises étrangères pour entreprendre l'industrialisation (Amin 1977, 127-31). Pour que l'accumulation socialiste primitive puisse être réalisée, il était impératif de

trouver des stratégies pour augmenter la quantité de devises étrangères. La solution adoptée par les réformistes pour contrer les problèmes économiques de la formation sociale chinoise fut de transformer les formes de l'accumulation socialiste primitive pour les rendre compatibles avec la nouvelle configuration des modes de production retrouvée en Chine, qui avait donné un poids beaucoup plus important à la loi de la valeur, notamment par une articulation beaucoup plus développée entre la Chine et les modes de production impérialistes. Ainsi, l'accumulation socialiste primitive s'opérait à partir de cette époque par une articulation grandissante à l'impérialisme. L'exportation des produits des TVE et l'ouverture aux investissements impérialistes étaient les formes nouvelles que prenait l'accumulation socialiste primitive à cette époque. L'accumulation socialiste primitive du début de l'époque des réformes était donc un type de stratégie mercantiliste.

La stratégie de développement économique adoptée à la fin des années 80 reposait explicitement sur l'exportation des produits des TVE. En 1987, le premier ministre Zhao Ziyang proposa un plan visant à spécialiser les régions côtières dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre pour vendre sur les marchés étrangers. La fraction libérale pensait que les TVE pouvaient produire de manière concurrentielle sur les marchés internationaux grâce au bas prix de la main-d'œuvre chinoise. Cependant, une contradiction est rapidement apparue : le capital des TVE était largement obsolète, les empêchant de rivaliser efficacement avec la concurrence internationale. Dans la province du Jiangsu, 85 % du capital des entreprises rurales dataient des années 50. À Wuxi, la zone rurale la plus développée, uniquement 28 % du capital dataient des années 1970 et 1980. Dès lors, même en industrie légère et malgré le faible coût de la force de travail paysanne travaillant dans les TVE, la production chinoise socialiste rurale ne pouvait pas combattre la compétition des autres économies environnantes en matière de prix et de qualité des marchandises (Wen 2021, 243-45). Par conséquent, la stratégie d'exportation de la Chine basée sur les TVE rencontrait de grandes difficultés à accumuler des devises étrangères.

Comme l'illustre la Figure 1.1, l'exportation de marchandises est devenue un pilier central de la stratégie développementale chinoise depuis 1978, où le pourcentage des exportations du PIB chinois a augmenté de 4,7 % en 1978 à 12,4 % en 1981, et a atteint un sommet de 36 % en 2006. Ce nombre croissant d'exportations est attribuable à la création des zones économiques spéciales (SEZ) en 1979 à Shenzhen, Xiamen, Zhuhai, des zones non industrielles pouvant protéger l'économie socialiste de l'investissement capitaliste étranger. L'objectif officiel de ces zones était d'attirer les transferts de technologies en offrant aux compagnies étrangères l'opportunité d'exploiter la force de travail chinoise, de ne pas payer de taxes et d'obtenir du capital constant à de petits prix. Les zones économiques spéciales ont été étendues à 14 villes côtières en 1984, et à Pudong en 1990. En 1992, elles ont été largement étendues à l'ouest de la Chine pour

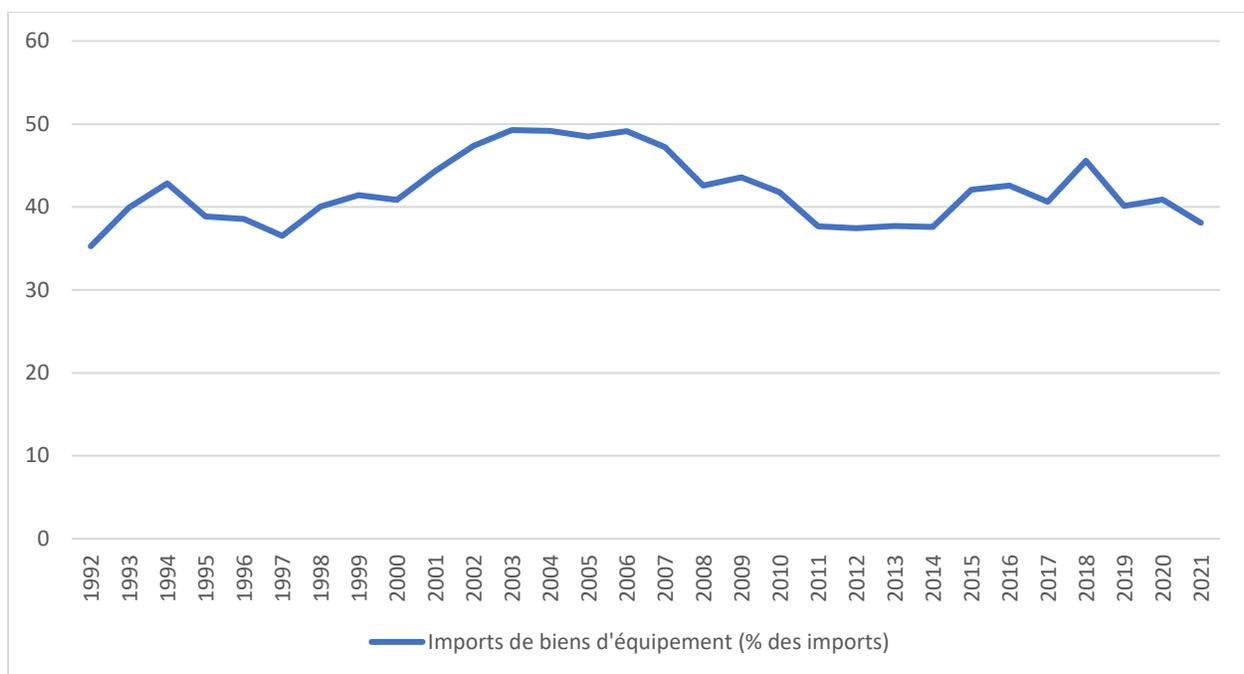
que ces régions puissent profiter aussi de transferts de technologie et d'une plus haute croissance économique (Bramall 2008, 366-68). Les politiques sur le commerce international de 1972 à 1996 étaient donc axées sur une intégration partielle avec les marchés internationaux. Le but était d'augmenter les exportations dans le but d'accumuler des devises étrangères pour importer de la machinerie et de la haute technologie. Ce n'est qu'après la mort de Deng Xiaoping qu'il y a eu un changement dans la logique de ces politiques (Bramall 2008, 369). Il n'était donc pas encore question dans les années 80 d'utiliser les IDE comme une source de croissance économique et de développement. Comme Bramal (2008, 375-76) l'indique, la majorité des IDE avaient lieu durant cette décennie dans l'immobilier et dans l'hôtellerie. Les partenariats et les entreprises étrangères dans les SEZ ne faisaient qu'exploiter la force de travail sans transférer de la technologie. Par conséquent, les IDE n'ont pas joué un rôle central dans la croissance économique chinoise des années 1980. Au contraire, cette croissance était principalement portée par le mode de production socialiste et les TVE. Par exemple, les compagnies étrangères ne contribuaient qu'à 17 % des exportations en 1991. C'est cependant après 1992 que les IDE ont commencé à prendre une place prépondérante dans l'industrie chinoise. Leurs contributions aux exportations chinoises se sont élevées à 58 % du total en 2005.

Puisque les investissements étrangers dans les années 80 et au début des années 90 se dirigeaient surtout dans les secteurs non productifs de l'économie, leur réel rôle structurel était plutôt d'accumuler des devises étrangères. Les machines et la technologie importées de l'extérieur étaient utilisées par les industries socialistes. La connexion aux marchés à cette époque servait donc l'accumulation primitive socialiste. Cette connexion n'était pas dominée par les forces du capital étranger. Ce capital étranger en Chine n'explique donc pas la croissance économique et l'industrialisation à cette époque. Comme Bramal (2008, 383-84) l'indique, les investissements étrangers n'ont pas contribué de manière significative à l'industrialisation ou à la croissance économique chinoise dans les années 1980, ni même dans les années 1990. Ce sont les investissements des gouvernements locaux dans les TVE et les investissements dans les compagnies étatiques qui ont industrialisé la formation sociale. L'ouverture à l'impérialisme n'a eu comme effet que d'augmenter le rythme des importations en technologies et en machines. L'investissement étranger servait donc à obtenir des devises étrangères et non à industrialiser le mode de production socialiste.

L'accumulation de devises étrangères se réalisait à la fois par l'exportation de produits manufacturés chinois dans les industries des campagnes peu productives, mais utilisant une force de travail à très bas cout, ainsi que par les IDE. Ce sont ces deux méthodes qu'utilisait le Parti pour entreprendre l'accumulation socialiste primitive dans les années 80. En vendant ces produits sur les marchés internationaux, le mode de production socialiste se développait à l'aide de l'importation de machines et de technologies. Comme l'illustre la Figure

1.2, l'importation de machines a continué de jouer un rôle central dans la formation sociale chinoise. Cependant, après les années 1990, une part significative de ces importations n'a pas contribué à l'industrialisation du socialisme, mais plutôt à celle du mode de production capitaliste. Ces importations étaient financées par des exportations provenant principalement de modes de production non socialistes : le mode de production socialiste primitif représenté par les TVE et le mode de production patriarcal. Puisque le montant des importations possible est déterminé par le montant des exports, et que le dépassement de ce point pourrait créer des vagues d'inflations et l'accumulation rapide de dettes extérieures, ce sont les exportations à cette époque qui permettaient l'accumulation socialiste primitive sans l'accumulation rapide de dettes.

Figure 3.2 Imports de bien d'équipement (% des imports)

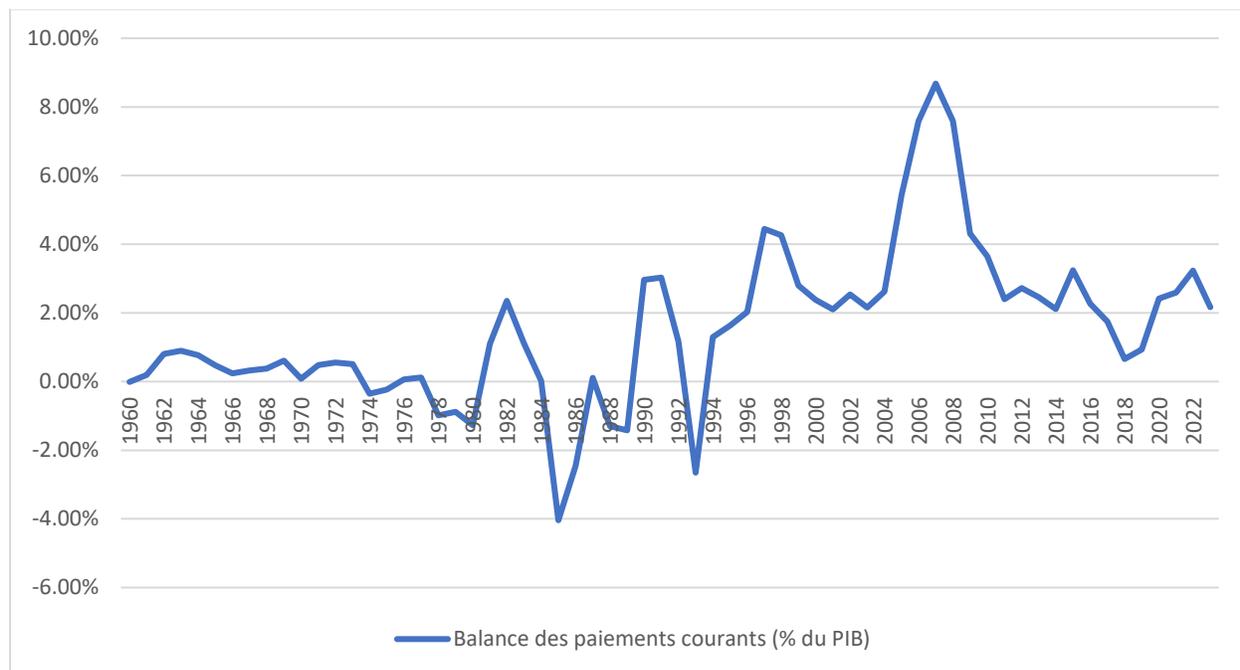


Source : World Integrated Trade Solution

Cependant, au courant des années 80, l'industrialisation de la formation sociale chinoise avait grandement aidé l'accumulation primitive, puisque ses produits manufacturés ont commencé à être compétitifs sur les marchés internationaux. Notamment, dans les années 80, la composition des exportations chinoises était de plus en plus dominée par l'industrie du textile et de l'habillement comparativement à la période précédente où les ressources primaires étaient les marchandises d'exportations principales. Cette transition a été bénéfique pour la Chine, car, à cette époque, les prix des matières premières étaient en déclin, tandis que les prix des produits manufacturés augmentaient. La valeur de ces deux industries dans les exportations avait

augmenté de 35 % dans les années 80 (Brender 1992, 11). Par conséquent, la Chine avait augmenté à la fois le volume et la valeur de ses exports, surpassant celle de ses importations (Brender 1992, 16). Dans les imports, on observe une croissance de 1555 % de machines et une croissance de minerais de 661 % (Brender 1992, 19). La Chine avait donc dans les années 80 un très grand taux d'épargne, ce qui permettait les larges investissements sans avoir à prendre des prêts des pays impérialistes. La croissance du volume et de la valeur de ses exportations lui permettait l'importation d'une plus grande valeur de marchandises. Le taux d'épargne de la Chine n'était cependant pas suffisant. Selon les données présentées à la Figure 1.3, les exportations chinoises de 1984 à 1989, à l'exception de 1987, n'étaient pas en mesure de payer pour les importations en machines et en technologies. La situation était donc semblable à celle de la période de 1978 à 1980 lorsque la valeur des exportations des matières premières n'arrivait pas à couvrir le cout des imports.

Figure 3.2 Balance des paiements courants (% du PIB)



Source : Banque mondiale

Ainsi, bien que le processus d'industrialisation se réalisait par les investissements du mode de production socialiste des villes et par le mode de production socialiste primitif des campagnes par les TVE, l'augmentation de la productivité du travail reposait principalement sur la substitution des importations. Le processus d'industrialisation de 1978 à 1996 ne peut être expliqué que par l'investissement socialiste et par l'importation de machines qui ont augmenté la productivité du travail et le taux d'emplois dans le secteur industriel. La croissance annuelle moyenne de la production industrielle était de 12,7% entre 1978 et 1996.

En comparaison, la croissance économique moyenne des pays peu développés dans les années 90 était de 2,8% (Bramall 2008, 418-19). Tandis qu'en 1978, la part de l'industrie du PIB chinois était de 38 %, en 1995, elle avait augmenté à 47 % (Maddison 1998, 69). Les industries socialistes ont donc absorbé les machines et la technologie importées, ce qui a permis au secteur industriel et à la formation sociale en général d'augmenter radicalement leurs productivités. Cependant, pour couvrir le coût des imports, la Chine a dû se spécialiser de plus en plus dans l'export. À ce stade de développement des forces productives chinoises, l'aspect critique des exportations de la Chine qui les rendaient compétitifs sur les marchés internationaux était le bas coût de sa main-d'œuvre. La fraction libérale du Parti s'appuyait notamment sur la théorie néoclassique de l'avantage comparatif pour régler le problème du déficit commercial de la Chine. Dès lors, en relation avec l'impérialisme, la fraction libérale a mis en place un modèle de développement mercantiliste basé sur la croissance rapide de l'industrie légère. La base industrielle construite par le mode de production socialiste était donc utilisée dans le but de favoriser la croissance de ce nouveau modèle.

3.4.4 L'accumulation primitive par la superexploitation de la paysannerie

Nous allons dans cette sous-section, analyser la relation de production organique au nouveau modèle d'accumulation socialiste primitive en Chine choisie par la fraction libérale du Parti depuis les réformes. Nous argüons que la relation organique à ce nouveau type d'accumulation socialiste primitive est la superexploitation de la paysannerie chinoise, laquelle s'est principalement concentrée dans les zones économiques spéciales durant les années 1980. En essence, ce type de relation économique repose sur l'échange de la force de travail paysanne chinoise contre des devises étrangères. C'est cette relation qui a largement prédominé l'articulation entre l'impérialisme et la formation sociale chinoise dans les années 90 jusqu'à nos jours. Cependant, comme nous allons le voir dans les prochaines sections, cette superexploitation de la paysannerie est la représentation d'un courant économique et politique en Chine qui a causé la dégénérescence de l'accumulation socialiste primitive et du mode de production socialiste, la dégradation de la classe ouvrière, et la montée fulgurante en force du capitalisme et de ses contradictions internes dans la formation sociale chinoise.

3.4.4.1 L'accumulation primitive socialiste par les exportations de marchandises

D'un point de vue structurel, la Chine utilisait la contradiction du système capitaliste dans le but d'acquérir des devises étrangères. Puisque la recherche du profit est le déterminant de la production capitaliste, les pays impérialistes envoient leurs capitaux dans les pays peu développés où le taux de profit est plus élevé. Comme Amin le décrit, les capitalistes investissent dans l'industrie légère dans le but d'augmenter au maximum le profit de leurs investissements à l'étranger (Amin 1977, 233). C'est exactement dans cette industrie légère que les pays capitalistes ont investi en Chine au sein des zones économiques spéciales. La

production dans ces zones se basait dans les années 1990 et encore aujourd'hui sur la production et l'assemblage de produits électronique, de textiles, de vêtements, et de jouets (Brender 1992, 53). Bien que ces zones existent dans plusieurs pays moins développés, celles de la Chine prédominent en matière d'emplois. En 1997, 80 % des emplois dans ces zones économiques spéciales se trouvaient en Chine, tandis qu'en 2006 la Chine avait gardé cette prédominance. Elle détenait encore 63 % de ces emplois même à travers leurs expansions dans les autres pays moins développés (Smith 2016, 55). C'est ce tournant vers les exportations qui a permis à la Chine de diminuer le ratio de la dette extérieure de la Chine, de près de 100 % en 1993 à moins de 30 % en 2007 (Wen 2021, 252).

Les zones économiques spéciales en Chine sont apparues entre 1978 et 1982. C'est au sein de ces zones que le mode de production capitaliste industriel est apparu pour la première fois dans la formation sociale chinoise depuis la nationalisation des années 50. Avant l'établissement de la prédominance du mode de production capitaliste en Chine à la fin des années 90, la fonction structurelle de ces zones était d'entreprendre l'échange de la force de travail paysanne contre des devises étrangères et de quelques transferts technologiques. De manière individuelle, la classe paysanne échangeait sa force de travail contre une rémunération. Cet échange aurait été impossible dans la structure de la formation sociale chinoise de l'économie planifiée, car d'un côté, la mobilité du travail était artificiellement réduite par le Parti, et de l'autre parce que les communes offraient des emplois industriels et de services à la paysannerie. La paysannerie n'avait donc pas besoin de s'exiler de son lieu d'origine, de sa famille, et de sa communauté, pour avoir accès à un revenu. L'existence des zones économiques spéciales était donc en contradiction avec l'existence des communes rurales, puisqu'elles niaient directement l'existence des marchés sur lesquels dépend l'existence de ces zones économiques spéciales. C'est par la destruction des communes qu'une stratégie de développement basée sur les zones économiques spéciales a été rendue possible. Dans les années 80, bien que les TVE offraient des emplois à la paysannerie, les TVE étaient géographiquement restreintes à l'est du pays, ce qui ne laissait d'autres choix à la paysannerie des autres régions que de s'exiler dans le but d'augmenter leurs revenus. Les zones économiques spéciales étaient donc les zones géographiques qui mettaient en contact les paysans dénués de possibilités d'emplois socialistes et le capital étranger et le capital impérialistes.

Pour le capital impérialiste, ces zones économiques spéciales représentent un moyen d'améliorer les conditions de son accumulation. Leurs fonctions structurelles sont l'augmentation du profit des entreprises capitalistes investissant dans ces zones. La majorité de ces compagnies sont d'une nature impérialiste et le déterminant de leurs investissements est étroitement lié aux conditions du mode de production capitaliste des pays riches. Ces conditions déterminent le besoin structurel du capital des pays riches des marchés des

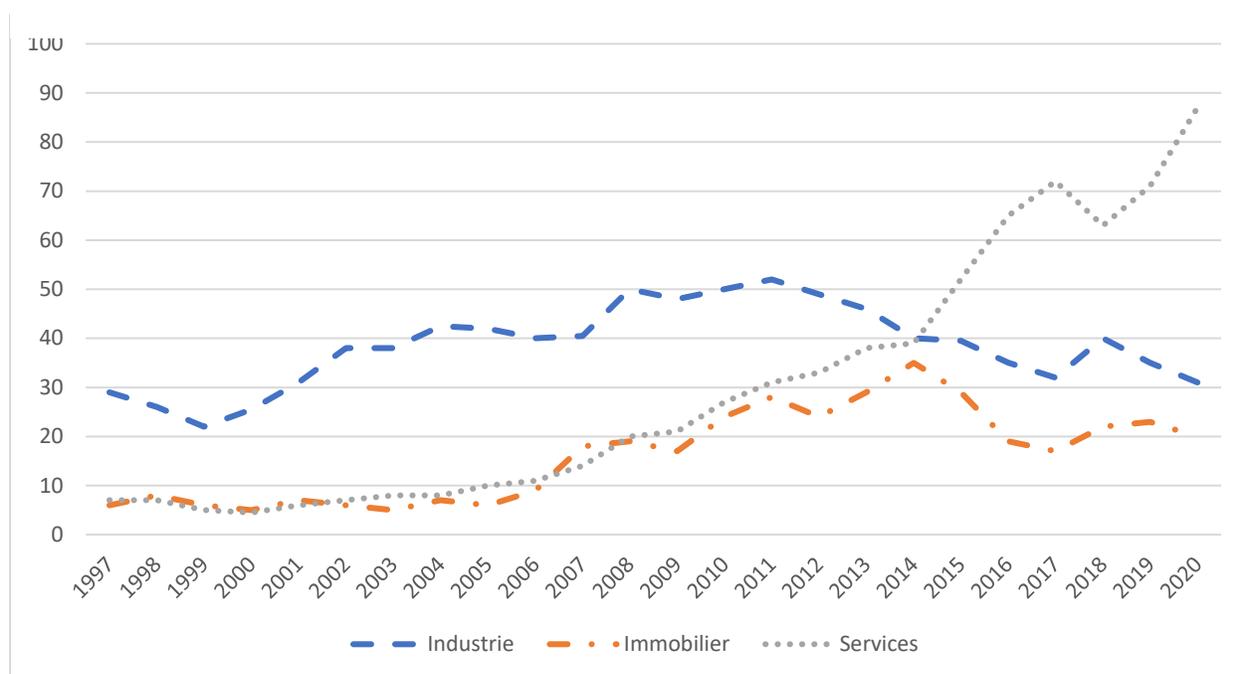
pays peu développés. Ceci s'explique par le fait que le déterminant principal du capital est la recherche de profit et que l'aspect qui dirige le mouvement de ces investissements qui s'exilent de leurs marchés nationaux est qu'on trouve dans ces zones économiques spéciales un plus grand taux de profit que sur les marchés nationaux impérialistes. Le processus d'accumulation capitaliste possède une contradiction interne fondamentale, la tendance à la baisse du taux de profit causée par la montée de la composition organique du capital. Ceci cause une surproduction du capital qui empêche le capital des pays développés de trouver des secteurs où investir profitablement. Les capitalistes impérialistes doivent donc investir dans les pays possédant une composition organique du capital moins grande que la leur, puisqu'un taux de profit plus grand pourra y être retrouvé. Comme Grossman le décrit, tous les pays impérialistes ont été développés partiellement à l'aide de ces exportations de capital venant de pays où une surproduction de capital à certains niveaux particuliers de développement des forces productives empêchait les investissements profitables. De l'Italie à la Hollande, à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et aux États-Unis (Grossman 2021, 438-45), tous ces pays ont pu se développer par ce mouvement d'exportations de capitaux avant le développement du capitalisme monopolistique qui a empêché aujourd'hui cette voie de développement axée sur le transfert rapide de l'industrie et des hautes technologies dans les pays peu développés et les ex-colonies.

Pour la science économique néoclassique, cette spécialisation dans l'industrie légère et l'implantation de ces zones sont ce qui a contribué au développement économique de la Chine. L'un des plus importants représentants du courant économique néoclassique en Chine, Justin Lin Yifu, était d'avis que la Chine devait abandonner sa structure industrielle intensive en capital pour se spécialiser uniquement en industrie légère dans le but de respecter le fonctionnement de la loi de la valeur selon laquelle le déterminant de l'investissement est la rentabilité des entreprises (Lin 2000, 52). Ceci représente une logique contraire à l'accumulation socialiste primitive. Nous sommes plutôt d'avis que c'est l'investissement par le mode de production socialiste à cette époque qui explique le développement rapide de la Chine. La fonction structurelle sur l'accumulation en Chine de l'ouverture de la Chine aux IDE n'était pas l'investissement, mais plutôt l'accumulation de devises étrangères (Zeng 2012, 10). Dans les faits, la plupart des IDE n'a pas contribué au développement économique de la Chine autre que par l'augmentation de la vitesse à laquelle la Chine pouvait importer des machines et de la technologie. Comme Bramal l'indique, la quantité des IDE était petite dans les années 80 et 90 et ceux-ci étaient largement concentrés dans quelques provinces côtières. Les IDE ont seulement contribué à la croissance économique dans la province de Guangzhou en augmentant rapidement son volume d'exports. Cependant, il n'y a pas eu une propagation de la croissance économique en dehors des villes de cette province en raison du haut coût de la transportation des marchandises. Quelques villes dans le Sud et dans l'Est s'étaient donc développées à partir des IDE, mais le développement ne s'est pas transmis aux zones environnantes. La croissance économique de la Chine dans les années 80 et dans la

première partie des années 90 est plutôt expliquée par la planification centrale et l'investissement des gouvernements locaux dans les TVE et par le gouvernement central dans les compagnies publiques (Bramall 2008, 276-77), ou en d'autres mots par le mode de production socialiste.

L'industrialisation de la Chine n'a donc pas été causée par le développement par l'exportation de capital, comme dans les pays européens riches. Son industrialisation n'était pas le résultat d'un développement spontané du capitalisme international et de la loi de la valeur. Ce développement est plutôt un exemple d'une accumulation primitive socialiste planifiée par le gouvernement chinois, qui était toujours en place dans les années 1980. C'est plutôt dans les années 1990, lorsque la fraction libérale du Parti a réussi à totalement dominer le Parti, que le modèle de développement de la Chine s'est transformé d'un modèle basé sur l'industrialisation par le socialisme et sur le mercantilisme par les IDE à un modèle basé sur une industrialisation utilisant les investissements impérialistes dans les secteurs productifs de l'économie. La valeur des IDE avait notamment augmenté de presque 7 fois de 1991 à 1993 (Fan 2006, 3) à la suite du Tour du sud de Deng Xiaoping. Tandis que la part des exportations totales de la Chine des entreprises impérialistes n'était que 0,27% en 1984, elle a augmenté à 20 % en 1992, à 44 % en 1998 (Zhang et Song 2001, 386) et a atteint un sommet de 58 % en 2005 (Yang Liang et al. 2023, 7). Les entreprises étrangères étaient responsables de 50 % de la valeur ajoutée des exportations totales chinoises en 2006, comparativement à 47,7% en 1997 (Koopman et Wei 2008, 17). La fraction libérale du Parti avait donc formalisé le rôle de la Chine comme site d'accumulation de capital pour la classe capitaliste impérialiste. La Figure 1.4 montre le montant des IDE par secteurs économiques en Chine. Le montant des IDE a augmenté tout au long du cycle des réformes, bien que leurs destinations principales aient changé. Au contraire des années 1980, le secteur productif de l'économie recevait une majorité des IDE. La prédominance du secteur productif de l'économie comme destination des IDE en comparaison aux secteurs non productifs de l'économie n'a pris fin qu'en 2010 lorsque l'économie chinoise a commencé à se financiariser. Nous y reviendrons à la section 5.2. Dans ce sens, les zones économiques spéciales ont été largement étendues à partir des années 1990, ce qui a permis à la Chine d'accroître largement la quantité de machines importées, bien que ces machines aient aussi servi à l'expansion du mode de production capitaliste chinois.

Figure 3.3 Afflux d'IDE par secteurs principaux (unité : milliards USD)



Source : Annuaires de statistiques chinoises

La relation structurelle avait donc largement muté entre les années 1980 et les années 1990. L'accumulation socialiste primitive était largement propulsée dans les années 1980 par l'investissement socialiste et payé par l'exportation de marchandises à bas prix. À partir des années 1990, avec la défaite de la planification économique et un affaiblissement drastique de la classe ouvrière chinoise, le modèle de développement économique s'est recentré sur un type d'accumulation primitive reposant sur une économie chinoise qui s'était transformée rapidement en économie de marché articulée à un très grand niveau aux marchés internationaux. À ce moment, le mode de production socialiste a cessé de dominer le mouvement de l'économie chinoise sans toutefois avoir été détruit par les forces du capitalisme, comme en Europe de l'Est. L'accumulation socialiste primitive a cessé d'être un aspect important de la formation sociale, pour être remplacé par un processus d'accumulation capitaliste primitive. Ce nouveau modèle d'accumulation primitive se centrait sur la superexploitation de la paysannerie.

3.4.4.2 L'accumulation primitive socialiste par la superexploitation au sein des zones économiques spéciales

Les zones économiques spéciales sont donc la méthode par laquelle la formation sociale chinoise dans les années 1980 s'articulait à l'impérialisme et aux marchés capitalistes internationaux. Bien que, depuis les années 1980, le capital international puisse entrer en Chine par les partenariats publics-privés, et que, dans les années 1990 il était de plus en plus libre d'entrer en Chine sans contraintes, les zones économiques

spéciales restent l'ancrage principal de cette articulation. C'est dans ces lieux que le Parti met à la disposition des capitalistes des pays impérialistes ainsi que des capitalistes de la semi-périphérie capitaliste asiatique, la Corée du Sud, Hong Kong et Taiwan, une large source de plus-value en échange de devises étrangères permettant l'importation de machineries et de hautes technologies. Cette relation met en contact deux types d'accumulation primitive. La première, du côté chinois, est celle de l'État, qui se sert des ressources humaines paysannes pour les échanger contre les devises étrangères. La deuxième est une accumulation primitive capitaliste du côté du capital international.

L'investissement étranger dans les pays peu développés constitue une forme d'accumulation primitive capitaliste de la part du capital impérialiste. Comme Preobrazhensky le décrit, l'un des aspects de l'accumulation primitive à l'ère du capitalisme monopolistique est l'exportation du capital qui produit dans les colonies un plus-profit provenant d'entreprises possédant le même niveau de productivité des pays impérialistes, mais employant une force de travail à une fraction du prix de celle des pays impérialistes (Preobrazhensky 1965, 94). Développé plus tard par Amin, cet aspect de l'accumulation primitive est théorisé comme étant central à l'impérialisme et à l'échange inégal. La différence salariale entre les travailleurs de la périphérie et du centre n'est pas expliquée par le fonctionnement autonome et spontané du marché dans le long terme. Elle est plutôt expliquée par les politiques d'accumulation primitive capitalistes des États impérialistes imposés aux pays de la périphérie qui ont pour objectif principal de causer une surabondance de travailleurs (Amin 1977, 149). Ceci permet donc aux entreprises capitalistes d'investir dans ces pays dans le but de produire à des prix moindres que dans leurs pays d'origine ou bien de produire un excédent de profits. Plus récemment, John Smith a contribué à la théorie de l'impérialisme en montrant de manière théorique que la source des profits impérialistes se trouve dans la superexploitation de la force de travail de la périphérie. La superexploitation est le fait de payer la force de travail en dessous de sa valeur sociale. Ce n'est pas le caractère monopolistique du capital en soi qui explique le drain de valeur. La monopolisation est plutôt la méthode qui permet ce drain de plus-value des pays peu développés aux pays riches (Smith 2016, 230).

Dès lors, l'exportation en capital des pays capitalistes riches dans les pays peu développés est l'une des formes de l'accumulation primitive capitaliste. L'essence de cette exploitation se trouve dans le surprofit créé par la superexploitation de la force de travail des pays peu développés, puisque ce qui est fondamentalement transféré des pays peu développés aux pays riches est, de manière concrète, la plus-value créée par la force de travail de la périphérie. De plus, la superexploitation de la main-d'œuvre des pays peu développés n'est pas le résultat d'un développement normal de la loi de la valeur. Elle est plutôt le résultat de politiques de la part des puissances impérialistes qui ont pour objectif de créer une offre excédentaire de

main-d'œuvre sur le marché des pays peu développés. Elle est donc une déformation de la loi de la valeur, mais elle fonctionne cependant tout de même sur la base de la loi de la valeur, puisque cette exploitation se fait à travers la structure établie par le marché.

Ce qui détermine la nature de cette relation d'exploitation réside dans le fait que la force de travail est rémunérée en deçà de sa valeur. C'est cette caractéristique qui justifie l'usage du préfixe « super » dans le terme superexploitation. La superexploitation ne constitue pas nécessairement un aspect de l'accumulation primitive : une classe capitaliste puissante pourrait, en théorie, décider à court terme de superexploiter la force de travail de son économie nationale pour maximiser ses profits, et ce, au détriment des conditions de vie générales des travailleurs. Cependant, en pratique, une telle stratégie engendrerait une crise sociale susceptible de provoquer une révolution. Pour cette raison, la bourgeoisie des pays riches ne superexploite pas son propre prolétariat. La superexploitation tend donc à se manifester comme une forme d'accumulation primitive dans la mesure où la bourgeoisie des pays riches transfère le coût social de la superexploitation aux pays peu développés. Le coût de la superexploitation peut donc être payé par d'autres formations sociales qui possèdent en général de larges populations paysannes qui peuvent survivre même à travers la superexploitation grâce à leurs accès à la terre. L'existence d'une paysannerie fortement articulée aux marchés est ce qui permet à la superexploitation d'avoir lieu sans causer de fortes crises sociales.

Un autre élément indispensable à un régime d'accumulation fondé sur la superexploitation de la force de travail est la spécialisation de l'économie dans l'exportation de produits. Comme Marini l'a indiqué au sujet de la superexploitation en Amérique latine, celle-ci se manifeste principalement dans des économies d'exportation, puisque la sphère de la production et la sphère de consommation sont séparées. La production a lieu dans la formation sociale pauvre, mais la circulation se fait à travers le marché international. Dans ce genre de système, les producteurs ne consomment pas les produits manufacturés dans leurs pays, ceux-ci étant destinés à être consommés dans les pays riches. C'est pourquoi les producteurs des économies d'exportation sont exploités au-delà de leurs capacités physiques maximales. La consommation des travailleurs est sacrifiée pour réduire le coût des exports, réduisant ainsi la demande du pays peu développé (Marini 2022, 139). Dès lors, l'économie d'exportation ne représente pas un type d'accumulation autonome ou aut centré. Puisque sa propre main-d'œuvre ne consomme pas les marchandises qu'elle produit, l'économie doit s'articuler hautement aux économies des pays riches qui consomment ses produits. Cette division du travail inégale se reproduit par la suite, ce qui empêche le pays peu développé d'être un centre autonome d'accumulation comme Amin (1977, 211-12) a expliqué. Ainsi, seule l'économie d'exportation peut établir un régime d'accumulation basé sur la superexploitation de la force de travail.

De plus, ce qu'il est critique d'ajouter ici est que ce processus d'accumulation primitive n'est pas forcément d'un type nationaliste. L'extraversion de l'économie des pays peu développés permet d'entamer une accumulation primitive capitaliste sans nécessairement agrandir la quantité de capital retrouvé dans l'économie. Plutôt, cette accumulation par l'extraversion ne peut que concentrer le capital entre les mains d'une classe bourgeoise compradore sans agrandir la quantité totale de valeur produite au sein de l'économie. Les données les plus récentes sur l'échange inégal démontrent ceci pour la Chine : en raison de cet échange inégal, la Chine subissait une perte nette annuelle de plus-value de 2% de la valeur de ses exports. La Chine perd annuellement une quantité de plus-value représentant une valeur de 6% à 8% de son PIB (Carchedi et Roberts 2021, 57-58). Dans les faits, l'extraversion de l'économie chinoise ne fait que la sous-développer tout en enrichissant sa bourgeoisie privée, sa bourgeoisie étatique et la bourgeoisie impérialiste. L'extraversion de l'économie ne constitue donc pas nécessairement une méthode d'accumulation primitive de type national. Plutôt, elle l'est dans l'unique cas où elle permet une acquisition de monnaies étrangères pour importer de la machinerie et de la haute technologie. Ces deux aspects doivent donc rester conceptuellement distincts. L'extraversion de l'économie chinoise n'est pas une forme d'accumulation primitive à l'échelle nationale, bien que la théorie économique néoclassique indique autrement.

3.4.4.3 Les paysans migrants et l'économie d'exportation

La classe organique du régime d'accumulation fondé sur la superexploitation et sur l'exportation est la paysannerie. Comme nous l'avons analysé, les réformes économiques depuis 1978 ont été un processus qui a en premier lieu libéré la paysannerie du mode de production socialiste des campagnes et qui a, au même moment, établi les zones économiques spéciales. Les réformes ont donc cimenté la création de la classe des travailleurs migrants chinois, une classe sociale issue de la paysannerie et constituant la base de l'accumulation capitaliste. C'est par la création d'une large réserve composée de ces travailleurs migrants que la Chine a pu attirer les IDE. La valeur d'usage de ces travailleurs migrants pour le capital est leurs faibles couts. Ils sont payés en général bien en deçà de leurs valeurs (Li et Qi 2014, 486-87). C'est l'existence de ces travailleurs paysans qui permet une superexploitation stable. La superexploitation de la classe ouvrière urbaine est beaucoup plus dangereuse, puisqu'elle décroît directement les conditions de vie dans les villes. Cependant, la superexploitation de la paysannerie peut se faire de manière beaucoup plus politiquement stable, puisque le cout de la superexploitation est transféré au mode de production patriarcal, lequel est protégé par le Parti.

Comme nous l'avons mentionné, les réformes sont ce qui a créé la position de classe des travailleurs migrants comme groupe social solidifié. Sa croissance rapide a eu lieu à partir de 1984 pour atteindre environ 70 millions en 1995, avant de chuter à 40 millions en 1997 (Lu 2011, 7-8), en raison de la crise

économique financière de cette époque. La croissance annuelle des travailleurs migrants a augmenté, atteignant 14 millions en 2004. Bien que cette croissance ait perduré, elle a progressivement ralenti. En 2010, par exemple, la croissance annuelle des travailleurs migrants était de 12,2 millions (Yu 2020). En 2022, 33,7 % de la force de travail chinoise était composée de travailleurs migrants. 63,4 % étaient des hommes et l'âge moyen de ce groupe était de 41,7 ans (*Migrant workers and their children* 2023).

Accompagnant le phénomène de la superexploitation de la paysannerie, la Chine est devenue une économie basée sur l'exportation de marchandises. À l'instar des économies d'Amérique latine spécialisées dans l'exportation de marchandises, l'économie des zones économiques spéciales en Chine, et les usines chinoises capitalistes qui ont rapidement crû dans les années 1990, sont aussi spécialisées dans l'exportation de marchandises. Ce qui est produit dans les zones économiques spéciales n'a pas pour destination la Chine, mais les marchés internationaux. De ce fait, les producteurs œuvrant dans ces zones sont complètement séparés des marchandises qu'ils produisent. Bien que la contradiction entre la production et la consommation soit importante dans les pays impérialistes, elle est poussée à son maximum dans les économies d'export. De ce fait, en Chine, la paysannerie ne consomme presque rien de ce qu'elle produit. Ceci permet aux capitalistes de réduire le coût du travail au-delà de ce qui est socialement acceptable dans les villes et de ce qui est exigé pour la reproduction matérielle de la main-d'œuvre dans celles-ci.

3.4.4.4 La division entre les zones de production et les zones de reproduction sociale

Dans les zones économiques spéciales, la force de travail ne joue aucun rôle structurel dans la consommation du surplus produit. Par conséquent, la main-d'œuvre mobilisée dans ces espaces est ancrée dans un mode de production étranger au capitalisme. En Chine, c'est la paysannerie qui accomplit cette fonction. Puisqu'elle est payée en dessous de la valeur dont elle a besoin pour sa reproduction, elle doit rester ancrée en dehors du mode de production capitaliste durant sa période de travail et après celle-ci. Lorsqu'un paysan trouve un emploi dans ces zones économiques spéciales ou dans les usines capitalistes chinoises spécialisées dans les exports, son revenu, insuffisant pour garantir sa reproduction sociale – entendue comme la reproduction de sa personne et de son unité économique (sa famille) – contraint sa famille à rester en dehors du mode de production capitaliste. La paysannerie est dès lors fracturée. La population en âge de travailler est séparée des personnes à charge de la famille. La sphère de la production est donc séparée géographiquement de la sphère de la reproduction de la main-d'œuvre. Le capital cherche à réduire au maximum les coûts liés au capital variable. Pour cela, il exploite la main-d'œuvre paysanne, car les coûts associés à la reproduction de l'ouvrier sont pris en charge par le mode de production patriarcal dans les campagnes. Dans une situation où le mode de production capitaliste se présente sous une forme pure dans laquelle la force de travail n'est pas superexploitée, la sphère de la reproduction se situe à proximité de la

sphère de la production. La résidence de l'ouvrier et de sa famille est localisée à proximité du lieu de production, garantissant un accès quotidien au travail. De manière complémentaire, les services publics indispensables à la reproduction générale des individus de la famille – écoles, hôpitaux, et autres infrastructures – sont également implantés dans cet espace géographique rapproché. Dès lors, la reproduction sociale complète du travailleur est totalement intégrée dans la même zone géographique que l'usine capitaliste. Bien que le mode de production capitaliste pur manifeste une tendance constante à transférer les coûts de la reproduction au mode de production familiale, à la femme ou aux grands-parents qui travaillent gratuitement, cette tendance prend une ampleur extrême dans ce type d'accumulation primitive. La reproduction est complètement déconnectée géographiquement et les ressources utilisées pour subvenir aux besoins de la famille sont produites à travers la petite propriété patriarcale des villages. C'est alors parce que la paysannerie a accès aux ressources du mode de production patriarcal dans les villages que l'exploitation peut prendre de telles dimensions dans les industries destinées à l'exportation en Chine.

Dans le contexte chinois, la division entre les modes de production capitaliste et patriarcal est artificiellement imposée par le Parti grâce au *hukou*. Ceci permet à la superexploitation de prendre ces formes extrêmes, puisque la paysannerie ne possède pas les mêmes droits sociaux que la classe ouvrière urbaine. Elle n'a pas accès aux services publics des villes, comme les écoles, les assurances médicales, les pensions. Les paysans sont contraints de retourner dans leurs villages d'origine pour bénéficier d'infrastructures publiques, presque inexistantes depuis la destruction des communes, bien qu'en 2004 l'accès à quelques services publics a été établi par le gouvernement. Par ailleurs, les paysans n'ont pas le droit de résider dans les villes sans emploi. Le séjour au sein du mode de production capitaliste par la paysannerie se fait à travers ce que Ngai et Smith appellent le système paternaliste de travail en dortoir, qui donne à la classe capitaliste un contrôle absolu du temps de travail et de l'espace de repos des travailleurs migrants (Ngai et Smith 2007, 37). Le système paternaliste de travail en dortoir est relativement unique à la Chine. Selon Ngai et Smith (2007, 32), ce système trouve son origine des legs du socialisme chinois en relation avec le capitalisme global. Dans bien des cas, au sein des zones économiques spéciales, les dortoirs sont construits par l'État et sont loués à bas prix à la classe capitaliste dans le but de réduire le prix de la main-d'œuvre au maximum. Ces dortoirs se distinguent profondément des logements garantis par l'économie socialiste durant la période planifiée. Ils ne sont pas construits pour les classes urbaines, mais sont conçus pour loger temporairement la main-d'œuvre paysanne mobilisée dans les zones économiques spéciales. Ils ne constituent en rien des lieux de reproduction sociale. Les femmes et les hommes sont séparés, les chambres logent de 8 à 20 individus et aucun espace privé n'existe. C'est en ce sens que le contrôle capitaliste devient absolu. La dictature du capital s'étend de l'usine au lieu de repos de l'ouvrier. La compagnie contrôle l'hébergement, la nourriture, les voyages, les loisirs et les activités sociales des migrants

(Ngai et Smith 2007, 42). Il est même impossible pour les couples migrants de vivre ensemble dans le même dortoir, puisque les genres sont séparés. La raison d'être de ce type de dortoir est d'étendre le contrôle de l'entreprise à l'espace de repos. L'entreprise régule particulièrement la vie dans ces dortoirs. Elle crée les règles sociales. Elle interdit les relations sexuelles et elle tend à briser les liens sociaux entre les travailleurs en réassignant régulièrement les lits et en assignant différentes heures de travail aux employés des mêmes dortoirs dans le but de limiter les contacts humains. De plus, elle humilie et punit physiquement régulièrement les travailleurs migrants au même titre que le chef de famille patriarcal discipline les individus familiaux (Pun et Chan 2013, 184-85). Ces dortoirs constituent donc une dictature totale du capital sur la vie de ses ouvriers migrants et possèdent l'objectif d'atomiser au maximum les travailleurs pour agrandir le pouvoir du capital sur le travail.

Pour certains travailleurs migrants détenant des emplois ne permettant pas l'accès à des dortoirs, des appartements peuvent être loués dans des bâtiments de mauvaise qualité ou délabrés très loin dans les banlieues. Les appartements détenant des cuisines et des salles de bains privées sont beaucoup trop chers pour les travailleurs migrants. À Shanghai par exemple, un appartement avec ces installations se loue pour quelques milliers de yuans par mois, ce qui n'est pas loin de l'équivalent du salaire mensuel moyen des travailleurs migrants (*Migrant workers and their children* 2023). Il est donc extrêmement difficile pour les travailleurs migrants d'accéder à un logement adapté aux besoins d'une famille.

Ce système de dortoirs permet ainsi à la classe paysanne de séjourner au sein du mode de production capitaliste sans avoir les mêmes droits sociaux que la classe ouvrière urbaine. Elle travaille sans s'intégrer de manière structurelle et de manière sociale à la vie urbaine et doit repartir à la fin de son séjour dans son village d'origine. Cela permet de réduire significativement les coûts de la main-d'œuvre pour la classe capitaliste et décharge les gouvernements locaux des responsabilités financières liées au financement des quelques services sociaux existant en Chine ainsi que des coûts d'urbanisation qu'impliquerait la création d'emplois. Par la ségrégation entre la main-d'œuvre paysanne et la main-d'œuvre urbaine, l'État accomplit deux objectifs. Il met à disposition du capital international une source de force de travail facilement contrôlable et à très bas prix. Il échange donc la force de travail paysanne contre des devises étrangères. De plus, ceci permet à l'État d'éviter le paiement d'un salaire social à la main-d'œuvre paysanne, ce qui contribue à une réduction de ses dépenses sociales. L'État et la classe capitaliste œuvrent main dans la main dans la superexploitation de la paysannerie. C'est ultimement grâce à cette superexploitation de la force de travail que la Chine a pu garder sa balance de paiement positive dans les années 1990 et importer tant de machines. L'existence de la superexploitation de la paysannerie a entraîné des conséquences massives sur la formation sociale chinoise.

3.4.5 De l'accumulation socialiste primitive à l'accumulation capitaliste primitive

L'établissement de la loi de la valeur, la naissance du mode de production capitaliste, l'embourgeoisement d'une portion des cadres communistes dans les années 80 et 90, et la dominance de la fraction libérale du Parti, ont causé la dégénérescence de la nature de l'accumulation socialiste primitive vers l'accumulation primitive capitaliste. Ces deux formes d'accumulations primitives coexistent en Chine depuis les réformes économiques de 1978. Nous allons dans cette sous-section, analyser l'accumulation capitaliste primitive du mode de production capitaliste chinois ainsi que la dégénérescence du mode de production socialiste en ce qui a trait à ses méthodes d'accumulation primitive.

3.4.5.1 *La sous-traitance comme origine du mode de production capitaliste chinois*

L'origine de l'accumulation primitive capitaliste en Chine est expliquée par les formes que prenait l'articulation entre la formation sociale chinoise et l'impérialisme. C'est en particulier la destruction des communes, la forme que prenait l'évolution du socialisme au sein du mode de production patriarcal, qui a rendu possible une forme alternative d'accumulation socialiste primitive utilisant le capital impérialiste et une classe chinoise de capitalistes compradors servant à articuler le processus d'accumulation dans la formation sociale chinoise aux marchés internationaux. Puisque le mode de production socialiste a rendu possible la superexploitation de sa paysannerie par le capital international, le mode de production capitaliste chinois a pu également établir ses propres processus d'accumulation primitive. Ceci s'explique d'abord par la connexion de la formation sociale chinoise à l'impérialisme. Le drain de valeur de la périphérie vers le centre s'est toujours réalisé à l'aide d'une classe dominante locale travaillant pour les intérêts impérialistes. À l'ère moderne de l'impérialisme, ce drain de valeur prend la forme de la sous-traitance de la production à des producteurs capitalistes locaux. Cette relation constitue une version contemporaine des capitalistes compradors, qui servent les intérêts des impérialistes.

La sous-traitance est une relation qui existe lorsqu'une firme monopoliste transfère une partie du processus productif à une compagnie capitaliste périphérique. Son importance a considérablement augmenté depuis les années 90. Trois quarts de la valeur du commerce entre la Chine et les États-Unis en 2008 étaient produits dans ces firmes sous-traitées (Smith 2016, 80). Selon John Smith, les raisons principales qui déterminent l'existence de ce type d'articulation économique entre les pays de la périphérie et les monopoles impérialistes sont : la réduction du coût du capital variable; le transfert des risques à la compagnie périphérique; le transfert de la répression aux institutions sociales de la périphérie; et la diminution du coût des investissements directs à l'étranger, qui permet à la compagnie d'accroître son taux de profit sans avoir à transférer du capital fixe dans les pays périphériques (Smith 2016, 82). La sous-traitance permet à la classe capitaliste impérialiste d'agrandir sa marge de profit sans avoir à accroître la valeur du capital constant dans

son processus de production tout en réduisant le cout du capital variable. Ceci permet aussi d'augmenter la quantité de capital variable dans le processus de production sans avoir à diminuer le niveau de productivité du travail au sein des entreprises monopolistique, ce qui réduirait de manière individuelle le taux de profit des entreprises. Le cout social de l'augmentation du taux de profit dans les économies impérialistes est donc transféré aux économies périphériques.

La division du travail au sein du mode de production impérialiste fait en sorte de transférer les processus de production à bas taux de profit individuel et intensif en capital variable à la périphérie, tandis que les entreprises intensives en capital constant sont gardées au sein des économies impérialistes. La loi de la valeur structurant les marchés internationaux permet le transfert de la plus-value des entreprises intensives en capital variable, et donc produisant beaucoup plus de plus-value, aux entreprises intensives en capital constant, produisant moins de plus-value. Marx a fait mention de ce type de transfert dans le troisième volume de Capital :

Quant aux capitaux, investis dans les colonies, etc., ils sont d'autre part en mesure de rendre des taux de profit plus élevés parce qu'en raison du moindre développement, le taux de profit y est d'une façon générale plus élevé et plus élevée aussi, grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc., l'exploitation du travail. Or, on ne voit pas pourquoi ces taux de profit plus élevés que rendent des capitaux investis dans certaines branches, et qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine, n'entreraient pas alors, si par ailleurs des monopoles n'y font pas obstacle, dans le système de péréquation du taux de profit général et ne l'augmenteraient pas protantôt (proportionnellement). (Marx 1976, 233)

Le profit des capitalistes de la périphérie, en essence beaucoup plus haut que ceux du centre, puisque la composition organique du capital y est moins élevée, est donc transféré aux entreprises impérialistes. Ceci correspond à un mécanisme structurel où l'égalisation du taux de profit a lieu à travers la compétition sur les marchés internationaux. Bien que ce mécanisme puisse s'opérer par le contrôle direct des compagnies impérialistes établies par les IDE, la sous-traitance est une forme qui est nettement supérieure à celle des IDE traditionnels, puisqu'elle permet la réduction des couts de production par le processus d'égalisation du taux de profit par la création d'économie capitaliste peu productive dans la périphérie. Le processus d'accumulation primitive des pays impérialistes a donc permis la création en Chine d'un mode de production capitaliste local dans les années 80 et dans les années 90.

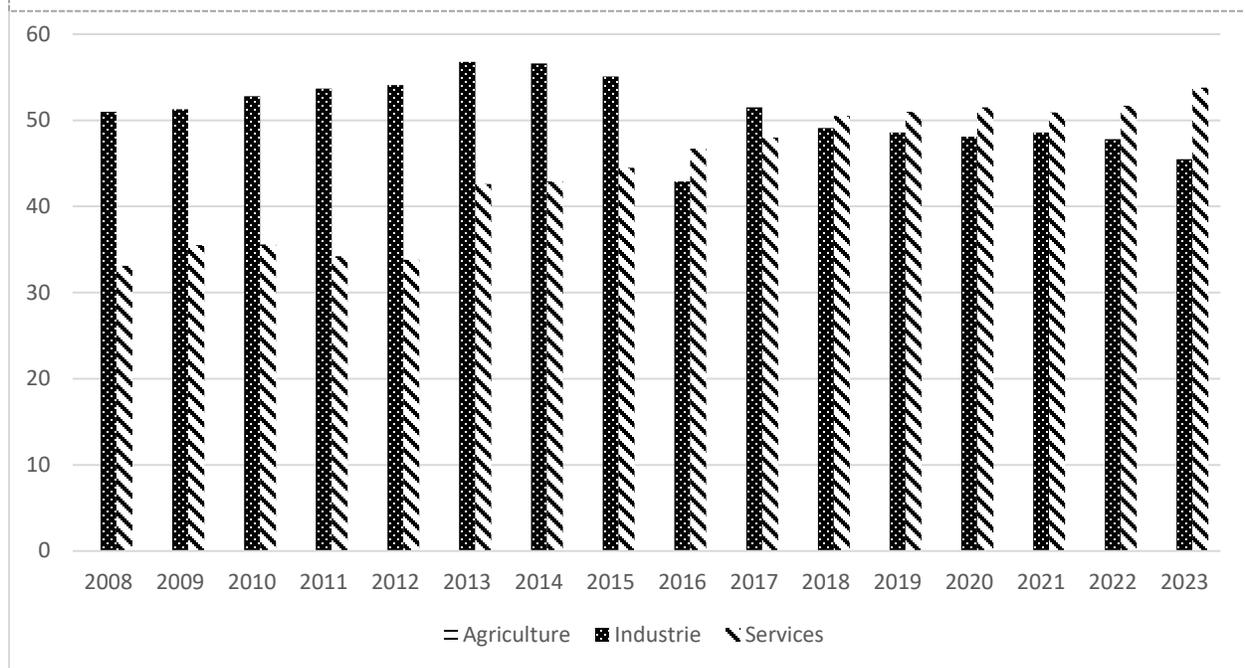
En outre, Marx, dans le passage cité plus haut, indique que l'exploitation des colonies s'entreprind aussi par l'exploitation d'esclaves et de coolies, des travailleurs souffrant d'un taux d'exploitation beaucoup plus haut que la norme des pays riches. Les capitalistes des pays riches utilisaient la superexploitation de la force de travail des colonies dans le but de créer des surprofits qui étaient transférés aux pays riches. Au sein du mode de production capitaliste chinois et surtout dans les compagnies de sous-traitances, l'utilisation de la

superexploitation de la force de travail prédomine. Cette superexploitation est déterminée par l'existence des travailleurs migrants. La sous-traitance en Chine permet ainsi aux monopoles impérialistes d'acquérir des surprofits grâce à la superexploitation de la force de travail de la périphérie organisée par l'entremise de la classe capitaliste périphérique. L'accumulation primitive opérée par l'impérialisme dans la périphérie se fait donc à l'aide de la classe capitaliste périphérique, qui superexploite la force de travail, bien qu'elle transfère une large partie du profit aux monopoles impérialiste.

La sous-traitance internationale met en évidence le rôle déterminant de l'impérialisme dans l'implantation de l'accumulation primitive capitaliste en Chine. La relation de sous-traitance requiert qu'une partie de la classe capitaliste chinoise organise la superexploitation du travail pour ses propres gains et pour le gain des impérialistes. La sous-traitance se réalise cependant aussi à l'aide de compradors de la Corée du Sud, de Taiwan et de Hong Kong. Tous superexploitent au même degré la paysannerie chinoise, bien que les entreprises capitalistes de ces trois régions externes soient réputées pour leurs conditions de travail beaucoup plus horribles que celles chinoises, où plus d'un tiers des travailleurs reportent l'existence d'un système disciplinaire utilisant les punitions corporelles, l'impossibilité d'utiliser les toilettes, l'utilisation d'amendes, etc. (Chan 2001, 10). De plus, dans les années 80 et 90, puisque ce sont les investisseurs étrangers qui possédaient la position dominante sur le marché, le salaire des travailleurs migrants dans le secteur d'exportation chinoises ne pouvait pas augmenter plus haut que ceux des autres pays environnants, puisque ceci causerait une fuite de capital (Chan 2001, 12). Les IDE et la sous-traitance étaient donc en contradiction avec l'augmentation de la qualité de vie des travailleurs migrants. Le prix de la force de travail sur le marché étant maintenu très bas par l'État et par les contraintes structurelles imposées par la compétition des pays peu développés cherchant à attirer les investissements étrangers, la classe capitaliste chinoise avait également accès à cette force de travail migrante, puisqu'elle partageait le même marché. La superexploitation pouvait donc s'étendre au-delà des entreprises des capitalistes compradors des zones économiques spéciales pour englober toutes les entreprises privées de la Chine qui employait la paysannerie migrante.

C'est l'établissement de la loi de la valeur en Chine qui a permis aux entreprises capitalistes chinoises, autant celles compradores que celles nationales, de jouir de ce surprofit produit à l'aide de la superexploitation. Le mode de production capitaliste en Chine a donc utilisé depuis son apparition des processus d'accumulation primitive dans le but d'augmenter sa croissance.

Figure 3.4 Distribution par secteurs des travailleurs migrants (%)



Source : Rapport d'enquête nationale de suivi sur les travailleurs migrants, plusieurs années

3.4.5.2 L'accumulation primitive dans le secteur des services

L'accumulation capitaliste primitive s'étend désormais bien au-delà du secteur d'exportation. Selon un rapport de l'organisation China Labour Bulletin, en 2022, 51,7 % des migrants travaillaient dans les services, tandis que 27,4 % travaillent dans le secteur industriel, et 17,7 % en construction. La Figure 1.4 montre aussi que les services sont le secteur prédominant des IDE depuis 2014. La tendance retrouvée en Chine, l'augmentation des investissements dans les services, démontre que ce secteur est un site significatif de la superexploitation de la paysannerie, quoique la construction et le secteur industriel continuent de jouer un rôle central dans la production de surprofits. Selon la Figure 1.5, la proportion des travailleurs migrants dans le secteur des services a gagné la position prédominante en 2016. Les données recueillies à partir de ces rapports ne sont pas parfaites. Bien que la proportion soit en pourcentage total de la force de travail migrante, les données avant 2013 sont incomplètes, puisque l'addition totale des points de pourcentage n'égalise pas 100 %. Les données de 2013 à 2023 ont réglé cette inconsistance. Cependant, même à travers les défauts de statistiques chinoises, la tendance est clairement identifiable. Ce changement sectoriel du site de la superexploitation des travailleurs migrants suit la même tendance vers les activités économiques non productives observées au sein de la formation sociale chinoise à travers les années 2010.

Une division du travail fondée sur le genre est observable parmi les travailleurs migrants. L'emploi dans les usines et le travail domestique est normalement réservé aux femmes, tandis que l'emploi en construction et dans le travail manuel lourd est réservé aux hommes (Fan 2004, 296-97). La division sectorielle du travail repose également sur le genre des individus issus de la paysannerie. Une partie du secteur des services est réservée aux travailleuses migrantes qui occupent des positions de femme de ménage, de nounou et de servante pour les familles urbaines aisées, la nouvelle classe moyenne et la bourgeoisie. Ces travailleuses migrantes permettent à ces familles de transférer le fardeau du travail domestique à la classe paysanne pour un très bas prix, ce qui permet d'augmenter le taux de participation des femmes urbaines aisées aux marchés du travail (L. Huang et al. 2023, 10). Comme Christine Delphy argüe, la famille constitue un mode de production familial où l'homme exploite la femme lorsqu'elle celle-ci performe le travail non rémunéré de la reproduction de la famille (Molyneux 1979). La segmentation du marché du travail en Chine permet au mode de production familial l'accès à une force de travail à très bas prix pour libérer la femme bourgeoise et la femme de classe moyenne de l'exploitation familiale. De cette manière, les familles urbaines plus aisées profitent de cette segmentation du marché du travail créée par le gouvernement dans le but de transférer le travail domestique aux femmes paysannes, qui logent avec les familles qui les emploient, ce qui empêche leurs reproductions sociales. Le travail de reproduction est donc transféré du mode de production familial au mode de production capitaliste. Ceci correspond à deux types d'accumulation primitive. Le premier est celui du mode de production familiale qui peut transmettre les couts de sa reproduction à la paysannerie. Le deuxième est celui capitaliste et socialiste. Les couts de la reproduction familiale des familles urbaines bourgeoises et de classes moyennes étant maintenus bas par cette force de travail paysanne superexploitée, les entreprises publiques et capitalistes peuvent rémunérer moins la main-d'œuvre qualifiée. Ainsi, cette segmentation structurelle génère des avantages pour l'ensemble des modes de production urbains.

Dans le secteur des services, tout comme dans les autres domaines d'emploi, les travailleurs migrants ne disposent pas d'un revenu suffisant pour assurer une vie autonome dans les espaces urbains. Le système paternaliste de travail en dortoir est donc aussi utilisé par le mode de production capitaliste national et même au sein des compagnies publiques (Pun et Chan 2013, 182). Le système paternaliste est aussi utilisé dans le secteur des services. Bien que peu d'études analysent les conditions de vie des travailleurs migrants dans le secteur des services dans les villes chinoises, quelques données peuvent être collectées des microblogues chinois. Un travailleur (Zhihu 2021) décrit ses conditions de vie travaillant pour la plus grande compagnie de fondue chinoise en Chine, Haidilao. Selon ses descriptions, 5 travailleurs vivent dans une même chambre. Deux à trois travailleurs sont forcés par la compagnie à partager le même lit. La compagnie exerce une autorité étendue sur le dortoir, imposant aux travailleurs de maintenir les lieux propres et effectuant des inspections fréquentes, plusieurs fois par jour. Les employés, dans la région du Guangxi, travaillent plus de

12 heures par jour en semaine et jusqu'à 13 heures par jour le weekend, pour un salaire de seulement 130 yuans par jour (Ren Jian Da Jiang You 2024). Les conditions sont très similaires dans les restaurants de la même chaîne situés dans les autres provinces. Dans un restaurant de chaîne situé dans un centre commercial à Nanjing, quatre travailleurs partagent un dortoir exigu de 10 m² dépourvu d'installations sanitaires. L'entreprise prélève un dépôt de 220 yuans pour le logement, tandis que les frais d'électricité et d'eau sont à la charge des employés. Ces derniers travaillent de 10 h à minuit pour un salaire mensuel compris entre 5 000 et 6 000 yuans (Han Bao Gou 2018). Dans un hôtel de la province du Hunan, quatre travailleurs sont logés dans une pièce insalubre de 10 m², avec des fenêtres endommagées laissant apparaître des trous (Hua Dian Yuan Zi Ba 2016). Plusieurs autres exemples pourraient être pris de l'Internet chinois.

Lorsque les dortoirs ne sont pas disponibles, les migrants optent pour vivre dans les sous-sols et dans les villages urbains des grandes villes. À Beijing avant 2010, il y avait d'un à deux millions de migrants qui vivaient dans les sous-sols de manière illégale. Ces logements sont en moyenne de cinq mètres carrés et sont très insalubres. Les migrants choisissent ces logements puisqu'ils sont relativement peu coûteux et sont à proximité des emplois proches des centres-villes, surtout dans le secteur des services. Bien qu'ils partagent les mêmes espaces publics que les résidents possédant des logements hors terres légaux, les migrants sont discriminés par les citoyens et se font interdire tout accès aux espaces publics hors terres de la communauté (Huang et Yi 2015, 2953-59). Les villages ruraux dans les périphéries des villes sont utilisés pour loger les migrants de manière encore moins dispendieuse. Ces villages urbains correspondent à des bidonvilles où les bâtiments sont d'une basse qualité, loin des centres, où les logements sont peu équipés. Ils servent en grande partie les travailleurs migrants des processus industriels et les travailleurs de l'économie des petits boulots (Liu 2024, 7-8). Dès lors, lorsque les travailleurs migrants n'ont pas accès à des dortoirs, les logements auxquels ils ont accès se trouvent dans les sous-sols des villes et dans les villages urbains des périphéries lointaines.

Ces cas mettent en évidence que les conditions de vie des travailleurs migrants dans le secteur des services sont comparables à celles observées dans le secteur de l'exportation. La majorité d'entre eux sont logés dans des dortoirs, leurs faibles salaires ne leur permettant pas d'accéder à un logement garantissant leur reproduction sociale. Le salaire moyen des travailleurs en restauration et dans le secteur des services en général est de 3820 en 2022 (*Migrant workers and their children* 2023) et de 4561 yuans par mois en 2024 (Kanzhun 2024), ce qui n'est pas suffisant à la location d'une seule pièce en appartement partagé. Les salaires des travailleurs migrants dans les services, notamment les plus bas de Chine et les plus bas relativement aux autres secteurs d'emplois des travailleurs migrants. Ces emplois sont donc réservés à la

force de travail migrante et n'offrent pas un salaire suffisant à leurs reproductions sociales proches des lieux du travail.

3.4.5.3 *L'accumulation primitive dans le secteur de la construction*

Le secteur de la construction est aussi le site d'une importante accumulation primitive capitaliste. Dans la période planifiée, les travailleurs dans le secteur de la construction étaient des ouvriers ordinaires complètement intégrés au mode de production socialiste disposant d'une sécurité du travail et d'un grand salaire social. Depuis les réformes, le secteur de la construction a été largement privatisé et les travailleurs socialistes ont été remplacés par les travailleurs migrants. Dans les grandes villes de Chine, Tianjin, Shanghai, Lanzhou, Guangzhou et Chongqing, 94% des travailleurs de la construction sont des travailleurs migrants. Bien que 78,8% soient mariés, uniquement 25% vivent avec leurs partenaires. Pour les partenaires de ces 78,8%, 64% restent dans leurs villages d'origines, 4% travaillent dans une autre ville, et 6,4% travaillent dans la même ville, mais à un endroit différent. Parmi les travailleurs du secteur de la construction, 78 % résident sur le site dans des habitations portables aménagées avec des lits superposés, 9,5 % sont logés dans des dortoirs, et 2 % vivent sans aucun logement, dormant directement sur le chantier. (Qi 2013, 3-4). Le système salarial fonctionne sur la base de la rémunération d'unité de travail accompli (*gong*). Cette unité de travail est un minimum de 12 heures. En 2011, les travailleurs recevaient une avance sur leur salaire, allant de 200 à 300 yuans par jour, pour couvrir leurs frais de subsistance. Le paiement des travailleurs est effectué à la fin du projet de construction, sur la base des unités de travail réalisées. Le montant final est ajusté en déduisant les dépenses personnelles excédant les frais de subsistance. Le système est pyramidal, basé sur un réseau de compagnie qui sous-traite d'autres compagnies pour effectuer les travaux de construction. Les promoteurs immobiliers sous-traitent donc à des agents qui sous-traitent à de petites compagnies (Qi 2011, 59-62). Au plus bas de la chaîne pyramidale se trouvent de petites compagnies patriarcales et familiales qui sont engagées par les agents pour recruter et organiser la main-d'œuvre. Ces compagnies se servent des liens sociaux dans le mode de production patriarcal dans le but de recruter leurs forces de travail. En 2006, 93% des travailleurs du secteur de la construction étaient recrutés par le biais de leurs connexions familiales. Ce pourcentage, en constante augmentation au cours des réformes, était de 79,9% entre 1991 et 1995, puis de 80,8% entre 1996 et 2000 (Qi 2011, 69-74). Ceci indique que la sous-traitance permet aux développeurs immobiliers de s'articuler au mode de production patriarcal et d'utiliser les liens sociaux y existant pour recruter et contrôler la main-d'œuvre. Ceci est un atout pour le développeur immobilier puisqu'il n'est pas responsable de ses employés.

Dans ce système pyramidal, les travailleurs migrants ont beaucoup de difficultés à recevoir leurs salaires. Il est beaucoup plus ardu pour les travailleurs de faire pression sur le capital lorsque la petite compagnie qui

les engagent appartient dans bien de cas à des propriétaires avec qui ils entretiennent des relations familiales (Qi 2011, 60-62). Lorsque la compagnie sous-traitée est d'un caractère patriarcal, les travailleurs migrants n'ont pas tendance à s'organiser collectivement pour la sauvegarde de leurs droits, tandis que le contraire est observé dans les petites compagnies capitalistes sous-traitées (Wei et Chan 2022, 1141-42). Dans les cas où des actions collectives sont entreprises de la part des travailleurs, le capitaliste fait l'utilisation de groupes criminels locaux dans le but de combattre et de terroriser les travailleurs (Ngai et Huilin 2010, 155). La superexploitation se manifeste dans l'incapacité des travailleurs migrants à vivre avec leurs familles et à assurer leur reproduction sociale en raison de salaires insuffisants. La classe capitaliste et les entreprises d'État exploitent le mode de production patriarcal pour réduire les coûts de la main-d'œuvre. En 2023, le salaire des travailleurs du secteur de la construction était en moyenne 5 488 yuans par mois (Guojia Tongjiju 2024a). En comparaison, le salaire moyen des travailleurs urbains travaillant dans les compagnies capitalistes privées était de 5695 yuans par mois, tandis que le salaire moyen était de 10 617 yuans par mois pour les employés du secteur public et de 9218 yuans par mois dans les compagnies privées à la bourse (Guojia Tongjiju 2024b). Le salaire des travailleurs migrants dans le secteur de la construction se trouve donc à la moyenne nationale des salaires des ouvriers dans les villes. Cependant, comme nous l'avons noté plus haut, les salaires des migrants sont les plus bas en Chine. Les travailleurs gagnant en dessous du salaire moyen sont les migrants, tandis que les travailleurs qui gagnent au-dessus de la moyenne sont en général les travailleurs urbains. La moyenne salariale des ouvriers du mode de production socialiste et des grandes compagnies capitalistes est le double de ceux travaillant pour les petites compagnies privées urbaines. En 2006, les travailleurs migrants, tous secteurs confondus, percevaient un salaire équivalent à seulement 68,4% de celui des travailleurs urbains, et ce, bien qu'ils travaillaient en moyenne 8 heures de plus par semaine (Li et Li 2007, 4). De plus, les travailleurs migrants du secteur de la construction travaillent beaucoup plus longtemps que la moyenne chinoise. Durant la période estivale, les travailleurs migrants travaillent de 16 heures à 17 heures par jour (Qi 2013, 6). Un certain nombre de travailleurs migrants dans ce secteur meurt aussi de surtravail. Le travail dans le secteur de la construction est en proie à de très longues heures de travail quotidien sans avoir de congés pendant parfois des mois (Ngai et Huilin 2010, 150). Dès lors, le temps de travail additionnel subi par ces migrants doit être pris en compte lors de la comparaison des salaires. La superexploitation se manifeste dans l'écart du taux horaire entre les travailleurs migrants et les travailleurs urbains.

Depuis l'époque des réformes, la construction qui a lieu dans la formation sociale chinoise dans le mode de production capitaliste se fait par l'entremise de la superexploitation de la force de travail paysanne. Cette superexploitation accélère donc le rythme de l'accumulation capitaliste dans la formation sociale chinoise. Cependant, comme nous allons le voir, c'est la fraction libérale du Parti dans les années 1980 qui a

implémenté ce type de relation de sous-traitance au sein des entreprises d'État dans le secteur de la construction.

3.4.5.4 L'accumulation primitive socialiste et la sous-traitance

La sous-traitance visant à maximiser les profits par la superexploitation de la paysannerie n'est pas exclusivement utilisée par le mode de production capitaliste. Les entreprises d'État sont les véritables pionnières de cette méthode d'exploitation.

La sous-traitance par le mode de production socialiste trouve son origine au début des réformes. Bien que cette pratique soit standard dans les pays capitalistes impérialistes depuis le néolibéralisme, ce qui est intéressant dans le cas chinois est que cette pratique de sous-traitance dans le secteur de la construction trouve son origine dans le mode de production socialiste et non dans le mode de production capitaliste. Deng Xiaoping, à la fin des années 70, avait planifié privatiser le secteur de la construction et adopter la forme de sous-traitance qui était populaire dans les pays capitalistes. En 1984, le gouvernement a décidé d'adopter le système de sous-traitance pour ses entreprises du secteur de la construction. Les compagnies publiques n'étaient tenues de recruter qu'un petit nombre de travailleurs permanents, à l'exception du personnel technique essentiel aux opérations. En 1987, le gouvernement a ordonné aux compagnies publiques de construction de séparer les fonctions de gestion et de production. C'est donc à travers les réformes de marchandisation de l'économie socialiste des années 80 que les compagnies publiques de construction ont largement licencié leurs employés formels et ont sous-traité aux petites firmes le processus de production. La firme publique ne fait que contrôler la qualité du produit, mais ne contrôle pas directement le processus de production, qui est relégué aux petites firmes semi-patriarcales et semi-capitalistes (Zhao 2018, 6-7). Cette transition s'est complétée à la fin des années 90, où la logique de la maximisation du profit a complètement dominé le secteur (Ngai et Huilin 2010, 147-48). Aujourd'hui encore, la plupart des grandes compagnies de construction appartiennent à l'État, mais celles-ci ont largement transféré le processus de production par la sous-traitance au petit capital et à la paysannerie (CDPR: Centre for Development Policy and Research 2014). Ceci équivaut donc à une privatisation partielle du mode de production socialiste.

La sous-traitance de la part des compagnies d'État constitue de ce fait une forme d'accumulation primitive. Elles augmentent leurs taux de profit en s'articulant à d'autres modes de production, le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste, dans le but d'économiser sur le capital variable. Les réformes avaient été réalisées dans le but d'augmenter la productivité du travail dans ce secteur. Cependant, comme Ngai et Huilin (2010, 149-50) arguent, les réformes de marchés qui ont créé cette forme de production basée sur la sous-traitance n'a pas augmenté réellement la productivité du travail, mais a plutôt augmenté le profit

du grand capital, socialiste et capitaliste, en transférant le risque relié à la production aux compagnies sous-traitées et à leurs employés, causant des pertes de salaires constantes à une large portion de travailleurs migrants. Le taux de profit de ces petites compagnies est très petit et souvent négatif, tandis que le capital sous-traitant souffre moins de perte de profits. De plus, la sous-traitance a permis au grand capital de transférer la responsabilité de la sécurité au travail au petit capital. Le gouvernement central, par l'entremise du Bureau de la sécurité du travail, a accusé le système de sous-traitance pour la quantité croissante de décès au travail en Chine. Entre 2016 et 2017, le secteur de la construction a officiellement enregistré 1 752 décès au travail et 1 732 accidents graves, représentant une augmentation annuelle de 1,4% pour les décès et de 7,8% pour les accidents graves (He 2018). Si ces réformes marchandes ont bien permis d'augmenter la profitabilité du grand capital, elles n'ont en rien contribué à améliorer la productivité du travail, qui, selon la théorie économique marxiste, repose essentiellement sur les investissements en capital fixe et en technologie. Les réformes marchandes ont augmenté la profitabilité du capital en réduisant la rémunération des travailleurs de ce secteur.

Bien que l'objectif de l'accumulation socialiste primitive en théorie soit la subsumption des autres modes de production, dans cette forme de sous-traitance, les compagnies d'État renforcent les autres modes de production puisqu'il se sépare du processus de production pour le relégué aux capitalistes et à la paysannerie, ce qui augmente les effectifs de ces deux modes de production non socialistes. De plus, de grandes compagnies privées dans le secteur de la construction ont pu, grâce à cette superexploitation de la paysannerie, accumuler une grande quantité de capital au même moment que les compagnies publiques. Les principes marchands et la loi de la valeur ont donc aidé le grand capital, public et privé, à augmenter leurs profitabilités, bien que les effectifs du mode de production capitaliste aient été largement augmentés par ces principes. Il serait donc faux de caractériser ce genre d'accumulation primitive par la superexploitation de la paysannerie par les compagnies d'État de socialiste. Bien que les compagnies d'État soient officiellement qualifiées de « socialistes », leur adoption de pratiques néolibérales suggère une transformation vers une nature capitaliste. Cette évolution reflète une dégénérescence de l'accumulation socialiste primitive en une accumulation capitaliste primitive opérée par l'État. Nous y reviendrons au chapitre 6.

3.4.5.5 L'accumulation socialiste primitive et la discrimination sociale étatique

D'un côté social, l'accumulation primitive s'aperçoit par l'absence de salaires sociaux pour les travailleurs migrants et par l'absence d'investissement social dans les milieux ruraux. Ils n'ont pas accès aux logements sociaux, aux assurances médicales, et aux autres biens publics disponibles aux résidents. Uniquement 37% des travailleurs ont une assurance d'indemnisation des accidents du travail, même si légalement tous les ouvriers du pays devraient être couverts. Uniquement 47% possèdent un contrat de travail avec leurs

compagnies. Seuls 31% des travailleurs disposent d'une assurance médicale. Le salaire social est donc inexistant pour la majorité des travailleurs migrants, ce qui correspond à la définition de la superexploitation.

Les régulations issues de la loi du travail chinois ne s'appliquent pas aux travailleurs migrants, bien que la majorité des travailleurs urbains du mode de production capitaliste ne soit également pas réellement protégée. Par exemple, les migrants ne reçoivent aucune compensation pour travailler sous les grandes chaleurs de l'été chinois comme indiqué par les lois chinoises du travail, ce qui cause le décès de nombreux travailleurs (Qi 2013, 5-7). Les capitalistes ne respectent pas les lois stipulant l'obligation de signer des contrats de travail avec les travailleurs migrants qui leur donneraient accès aux quelques assurances sociales existantes, puisque l'État n'impose aucune pénalité à la classe bourgeoise dans le cas de non-conformité aux lois du travail (Gao et al. 2012, 1204). Notamment, dans les cas de disputes entre les travailleurs migrants et le capital dans tous les secteurs économiques, les gouvernements locaux défendent toujours et sans exception les intérêts du capital public et privé (Ngai et Huilin 2010, 150). Donc, bien que la grande majorité de la classe ouvrière ne soit pas réellement protégée par le gouvernement contre les offensives de la classe bourgeoise en matière de droit du travail, les travailleurs migrants disposent d'une protection encore plus réduite de la part de l'État.

Malgré une augmentation tangible des salaires des travailleurs migrants au fil du temps, ces revenus restent bien en deçà du seuil nécessaire pour louer un logement proche de leur lieu de travail, adapté à l'accueil d'une famille. Certains louent des chambres dans les lointaines banlieues des villes avec leurs familles. Cependant, à cause des conditions délabrées des logements pour migrants, plusieurs choisissent tout de même de laisser leurs familles dans les villages pour éviter les dangers qu'amènent ces conditions de vie. En 2020, sur les 138 millions d'enfants de travailleurs migrants, 71 millions accompagnaient leurs parents, tandis que 67 millions restaient dans leurs villes et villages natals (*Migrant workers and their children* 2023). Près de la moitié des migrants encore en 2022 devaient donc être séparé de leurs familles.

Lorsque les migrants ont la possibilité de vivre avec leurs familles dans les villes, plusieurs autres aspects discriminatoires gardent l'accumulation primitive en place. Les enfants migrants qui restent dans les villes où travaillent leurs parents ont de la difficulté à être acceptés dans les écoles publiques. Une grande partie de ces enfants est contrainte de poursuivre son éducation dans des établissements privés faiblement régulés, situés dans les banlieues. Bien que certains enfants migrants aient accès aux écoles publiques normalement réservées aux citoyens urbains, ils font face à des formes de discriminations et d'exclusion de la part de leurs camarades et des professeurs, et sont même souvent exclus des activités périscolaires. Puisque les écoles privées à bas prix sont construites dans les banlieues des villes, ces établissements sont les premiers

à être détruits pour faire place à des projets commerciaux et à des projets de développements immobiliers. L'examen donnant la chance aux étudiants d'avoir accès à l'éducation universitaire est aussi réservé aux résidents permanents des villes. Les étudiants migrants doivent retourner dans leurs lieux de résidence pour passer cet examen, les plaçant dans une situation défavorable comparativement aux étudiants urbains. Bien que le gouvernement central ait tenté de rectifier le problème en accordant le droit à un certain nombre d'étudiants migrants à passer l'examen dans les villes où leurs parents travaillent, qu'un petit pourcentage des migrants possède réellement cette chance, car les populations urbaines font pression sur les gouvernements locaux pour exclure les migrants et limiter l'aggravation de la compétition déjà exacerbée par ces examens. Pour les enfants migrants ne pouvant pas accéder à l'éducation urbaine, leur cheminement doit se faire par le système d'éducation rural qui est nettement moins développé. Ces écoles rurales possèdent notamment un très grand nombre d'étudiants par classes et des professeurs moins qualifiés. Elles ferment régulièrement leurs portes même lorsqu'elles ont un grand taux d'inscriptions, puisque les gouvernements ruraux cherchent à épargner sur les dépenses sociales. En 2014, uniquement 37 % des étudiants ruraux pouvaient avoir accès à l'école secondaire, comparativement à 90 % des étudiants urbains. De plus, les droits de scolarité sont particulièrement élevés au regard des faibles revenus migrants (*Migrant workers and their children* 2023). La reproduction sociale de la classe paysanne dans les villes est donc encore très difficile, même lorsque les travailleurs migrants obtiennent des salaires suffisants à la reproduction de leurs familles, puisque l'État exclut les enfants des migrants des infrastructures sociales des villes. Lorsque la reproduction sociale de la famille doit se faire dans les milieux ruraux, l'abandon de l'État depuis la destruction du mode de production socialiste rural rend cette reproduction sociale dispendieuse et difficile.

L'infrastructure de santé est aussi réservée aux résidents urbains. Les migrants et leurs familles dépendent donc des infrastructures de santé dans les milieux ruraux qui restent très peu développés comparativement à celles urbaines. En 2017, 78% des travailleurs migrants n'avaient accès à aucune forme d'assurance maladie. Parmi les 22% de travailleurs migrants bénéficiant d'une assurance, seuls les enfants inscrits à l'école peuvent être soignés dans les institutions urbaines sur présentation d'une preuve de scolarité, ce qui exclut de facto les enfants d'âge préscolaire. Même dans les cas où l'assurance couvre les migrants et leurs enfants, en moyenne uniquement de 20% à 45% des frais sont remboursés. Ces frais peuvent atteindre des montants très élevés dans le système de santé commercialisé en Chine. De plus, presque aucun soutien communautaire n'existe dans les régions rurales comparativement aux régions urbaines, ce qui fait en sorte que les enfants des migrants abandonnés par leurs parents sont victimes de plusieurs types de violence sans avoir aucune forme d'aide (*Migrant workers and their children* 2023). La majorité des travailleurs migrants n'ayant pas accès à une pension, ils sont contraints de travailler jusqu'à la fin de leur vie.

En empêchant les travailleurs migrants de s'intégrer dans les milieux urbains et de jouir des mêmes droits que les citoyens urbains travaillant au sein des modes de production socialiste et capitaliste, l'État transfère les coûts de la reproduction de la force de travail au mode de production patriarcal des campagnes, permettant à l'État d'augmenter le rythme de l'accumulation du capital au sein des entreprises d'État et des entreprises capitalistes. Les fonds des entreprises d'État servant au réinvestissement peuvent être agrandis directement puisque l'État n'a pas à payer un salaire social à la main-d'œuvre migrante. Le taux de profit des entreprises capitalistes, qui détermine leurs taux d'investissement, est aussi augmenté puisque l'État peut garder le taux de taxation du capital privé très bas. L'augmentation du réinvestissement du surplus économique au sein des deux modes de production se fait donc par la discrimination des travailleurs du mode de production patriarcal.

Les coûts et l'accès aux soins de santé restent encore aujourd'hui largement inégaux entre les détenteurs de hukous ruraux et de hukous urbains. La première raison se trouve dans le fait que la Chine ne possède pas un système de santé universel. Les individus sont tenus de se rendre dans la localité où leurs assurances médicales sont enregistrées pour accéder aux soins. Trois types d'assurances médicales existent de qualités différentes. En ordre croissant de qualité, il y a un type pour les résidents ruraux, un pour les résidents urbains, et un pour les résidents urbains ayant un contrat de travail. En théorie, depuis certaines réformes à la fin des années 2000, les travailleurs migrants peuvent avoir accès à l'assurance pour les résidents urbains s'ils enregistrent leurs lieux de résidence dans la ville. Cependant, puisqu'une bonne partie d'entre eux migrent sans leurs familles, le changement du lieu d'enregistrement de l'assurance couperait leurs familles de la couverture. Dès lors, la majorité de ces travailleurs migrants n'ont pas accès à l'assurance médicale des résidents urbains (Chen et al. 2020, 5). En conséquence, bien que 90 % des travailleurs migrants soient théoriquement couverts par une assurance, seulement 20 % d'entre eux peuvent réellement accéder aux soins de santé (Chen et al. 2020, 12). Les travailleurs migrants dépourvus d'assurance maladie se trouvent parmi les groupes les plus vulnérables. Cela inclut notamment les femmes, les personnes âgées, les travailleurs les plus pauvres, ainsi qu'une large proportion de ceux employés dans la construction et le commerce (Chen et al. 2022, 338). L'écart reste important en matière de couverture et de prestations entre l'assurance maladie pour les résidents urbains possédant un contrat de travail et l'assurance maladie pour les résidents urbains et ruraux sans contrats (H. Chen et al. 2023, 2).

La discrimination contre les travailleurs migrants et les résidents ruraux s'aperçoit aussi dans la différence des taux de dépenses de santé catastrophiques et des taux d'appauvrissement médical. Calculé sous un seuil de 10 % du revenu familial, le taux de dépenses de santé catastrophiques est passé de 24,1% en 2007 à 17,4% en 2018 pour les résidents urbains, tandis que, pour les résidents ruraux il est passé de 18,1% à 27%. Le

taux d'appauvrissement médical, lorsque les frais médicaux occasionnés par les traitements augmentent le taux de pauvreté en Chine, est resté largement supérieur pour les résidents ruraux (3,5%) comparativement aux résidents urbains (0,7 %), bien qu'entre 2007 et 2018, le taux des deux groupes aient augmenté au même rythme (0,3 %). Ces taux, dans les deux groupes, surpassent nettement ceux enregistrés dans des pays ayant un niveau de PIB par habitant similaire, à l'instar de la Russie et de la Malaisie (Yip et al. 2023, e1030). Le socialisme aux caractéristiques chinoises est sous cet aspect pire que le capitalisme néolibéral de certains pays peu développés.

De plus, le prix général des soins médicaux a augmenté beaucoup plus rapidement que le taux d'inflation général du pays entre 2000 et 2021 (Lin et al. 2024, 122). Par exemple, de 1990 à 2002, les dépenses de santé par habitant ont augmenté de plus de 800 % dans les villes et de plus de 700 % dans les campagnes. La majorité des dépenses, de 60 % à 80 %, est à la charge du patient, tandis que les assurances sociales, dont les migrants ne jouissent que très rarement, s'occupent en moyenne de 20 % du paiement, tandis que le 20 % restant est subventionné par le gouvernement (Eggleston et al. 2008, 152-53). Bien que le gouvernement ait augmenté la couverture des dépenses médicales ces dernières années, celle-ci varie en fonction du type de maladies et reste généralement insuffisante pour celles entraînant des coûts élevés. La croissance des prix heurte en premier les travailleurs migrants et la paysannerie, qui sont peu couverts par les assurances sociales.

Bien que les salaires des travailleurs migrants aient continuellement augmenté au cours des réformes, la superexploitation est restée en place pour la majorité de la paysannerie, qui n'a pas réussi à s'urbaniser. Cette situation s'explique principalement par un écart significatif entre la croissance des salaires réels des migrants, qui a progressé de 550% entre 2000 et 2022, et celle du PIB réel, qui a enregistré une hausse de 590% sur la même période. Elle a aussi été en dessous de la croissance des salaires réels des travailleurs urbains, de 750% (Lo D. 2023). Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail, les travailleurs du mode de production socialiste gagnaient un salaire qui est resté beaucoup plus élevé que les travailleurs dans le secteur privé. En 2014, les ouvriers du secteur public percevaient un salaire 55 % plus élevé que ceux du mode de production capitaliste. La croissance des salaires du mode de production capitaliste, où les travailleurs migrants sont employés, a aussi augmenté moins rapidement que ceux des ouvriers socialistes. De 2004 à 2014, la croissance annuelle des salaires réels était de 8,4 % pour les ouvriers du mode de production capitaliste, tandis qu'elle était de 10,4 % pour les ouvriers du secteur public (ILO Regional Office for Asia and the Pacific 2016, 3). Cependant, la grande majorité du prolétariat chinois œuvre dans le mode de production capitaliste privé depuis les années 90 et les salaires au sein de ce mode sont de plus en plus inégaux. Les travailleurs migrants sont ceux qui reçoivent les moins grands salaires dans les villes. Dès

lors, bien que le salaire réel des ouvriers du mode de production capitaliste ait grandi, l'inégalité entre les ouvriers dans ce secteur a aussi grandi, notamment entre les ouvriers urbains et les travailleurs migrants. La part des ouvriers gagnant de bas salaires, un salaire inférieur aux deux tiers du salaire médian, est passée de 17% en 1988 à 27,7% en 2002 (Gustafsson et Wan 2020, 8). En majorité, ceux qui gagnent ces bas salaires sont les migrants. Si les salaires des travailleurs migrants ont connu une augmentation au cours des réformes, cette progression demeure inférieure à celle des ouvriers urbains employés dans le mode de production capitaliste, et particulièrement à celle des ouvriers issus du secteur public. Comme nous allons l'analyser plus loin dans la section sur la bulle immobilière, la Chine est le pays où les prix des logements sont les plus inabordables au monde relativement au salaire moyen de la population. Malgré une augmentation des salaires au cours des réformes, le prix des logements dans les zones urbaines où travaillent les migrants a augmenté à un rythme supérieur. Ce qui atténue les coûts de reproduction sociale pour la classe ouvrière urbaine – à savoir les logements publics – est hors de portée des travailleurs migrants. Par conséquent, la superexploitation se poursuit, tant au niveau des salaires que des lieux de reproduction sociale, tandis que les coûts élevés de l'immobilier rendent l'urbanisation de la paysannerie toujours plus ardue.

Puisque les milieux ruraux sont en grand manque d'infrastructures médicales, un système médical privé s'est formé dans les villages où la majorité des familles des travailleurs migrants obtiennent leurs soins de santé en raison de la destruction des communes qui a laissé la population sans ou avec très peu d'infrastructures sociales. Le secteur privé occupe une place significative dans le système de santé, représentant 73,6% des cliniques, 48,3% des services de consultations externes, et 15,9% des hôpitaux. La qualité de leurs services est médiocre, leurs soins sont plus chers et les patients sont plus à risque d'être surprescrits des médicaments et des soins de santé superflus pour accroître la marge de profit de ces cliniques et hôpitaux privés (Eggleston et al. 2008, 157-58). De plus, la distribution des ressources médicales est hautement inégale. Les hôpitaux sont largement concentrés dans les 5 plus grandes villes chinoises, avec Beijing et Shanghai détenant une portion exorbitante des meilleurs hôpitaux (Chen et Liu 2023, 2).

La marchandisation du système médical chinois a créé une détérioration de la santé de la population entière, mais surtout de celle rurale. L'autoévaluation de la santé des résidents ruraux, y compris les travailleurs migrants, est tombée de 81,2 points en 2013 à 75,6 points en 2018, 3,3 points de moins que les résidents urbains. Il y a également eu une augmentation de maladies chroniques au cours de ces années localisée partout en Chine, mais surtout retrouvée dans les zones rurales. La détérioration des conditions de santé s'est aussi accompagnée par une croissance des dépenses de santé à la charge des patients. Entre 2012 à 2019, les dépenses médicales en pourcentage de la consommation totale des ménages sont passées de 6,4% à 8,1% pour les classes urbaines et de 8,7% à 10,7% pour la paysannerie et les travailleurs ruraux. En outre, 44,6%

des dépenses médicales étaient à la charge des patients pour les résidents urbains, contre 47,2% pour les résidents ruraux. Cette inégalité est également présente dans les villes, où les résidents travaillant dans le secteur formel couvraient 32,5% de leurs frais médicaux, alors que les travailleurs du secteur informel, majoritairement des migrants, devaient assumer 45,4% des coûts. De ce fait, en 2018, 9,5% des patients renonçaient à l'hospitalisation à cause des prix trop élevés, une augmentation de 2,1 % depuis 2013 (W. Zhang 2023, 18-21). Dès lors, bien que les conditions médicales de la population entière aient souffert dû à la marchandisation du système de santé, celles des détenteurs de hukous ruraux sont nettement pires, même pour ceux qui résident dans les villes.

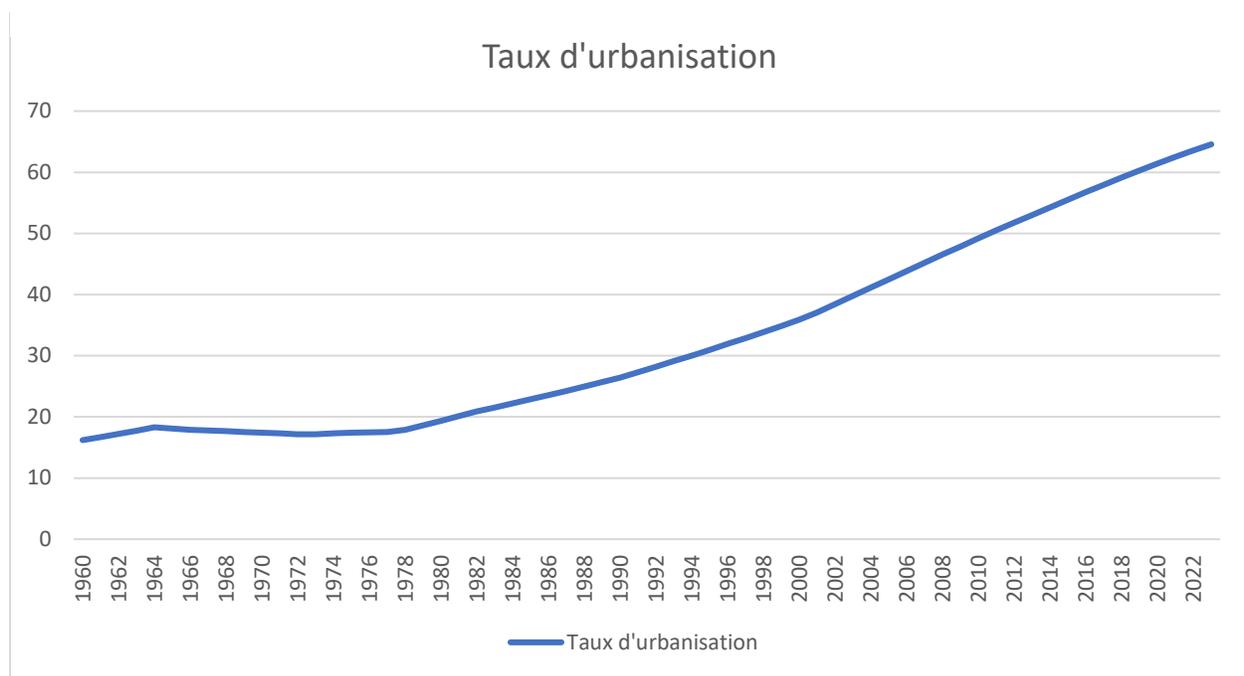
Le transfert des coûts de la reproduction sociale de la force de travail migrante est possible uniquement parce que le gouvernement a détruit presque toutes formes d'infrastructures sociales lors de la destruction des communes et a abandonné les formes de production et de distributions socialistes dans les campagnes. Bien que l'État ait commencé à transférer un certain surplus économique à la campagne à partir du début des années 2000, l'existence continue du mode de production patriarcal est ce qui cristallise la relation d'accumulation primitive entre ce dernier et les modes de production urbains. Si les communes étaient restées en place, les coûts de la reproduction n'auraient pas pu être transférés des modes de production urbains, du gouvernement central et des gouvernements locaux aux communes, puisque tous ces aspects appartiendraient à une seule et même unité économique. Les communes, constituant une partie intégrale de la totalité socialiste, auraient donc été financées par les fonds d'accumulations centrales pour garder une balance entre les industries rurales, l'agriculture, et les industries urbaines. La création du mode de production patriarcal et la désindustrialisation des campagnes ont été les deux aspects requis pour l'adoption en masse de cette forme d'accumulation primitive, puisque le rôle critique des régions rurales depuis le vague de privatisation des années 1980 et 1990 est d'absorber le coût de la reproduction sociale des travailleurs migrants. Les régions rurales occupent, dans le cadre du capitalisme étatique, privé et impérialiste, une double fonction : elles constituent à la fois une source de plus-value gratuite et un réservoir de main-d'œuvre surexploitée. Ces territoires deviennent également un lieu de relégation pour les travailleurs jugés non profitables pour le capital.

3.4.6 La superexploitation de la paysannerie organisée par l'État comme fonction de l'accumulation capitaliste primitive

L'essence des entreprises d'État, que nous avons caractérisée jusqu'à maintenant comme appartenant au mode de production socialiste, dans sa relation avec la paysannerie n'est pas socialiste, mais est plutôt caractérisée par le capitalisme d'État, puisque les compagnies d'État exploitent la paysannerie de la même manière que les entreprises capitalistes le font. Par le capitalisme d'État, nous entendons une relation où

certaines actions d'entreprises étatiques sont déterminées par les lois du marché. Cette définition est donc différente de celle de Lénine, où le capitalisme d'État représente le mode de production socialiste au sein d'une économie de marché comportant d'autres modes de production (Lénine 1921). Le salaire des employés migrants des compagnies d'État n'est pas déterminé par le plan selon un modèle démocratique de planification, mais plutôt par la valeur du travail de la paysannerie et selon l'offre et la demande du travail migrant sur les marchés. Leurs relations de production suivent une logique capitaliste au contraire de la classe ouvrière du mode de production socialiste de l'époque de l'économie planifiée. Dans sa relation à l'État, la force de travail paysanne est une marchandise et se fait exploiter pour augmenter la masse du capital étatique. Les méthodes d'accumulation du capital étatique prennent donc une forme capitaliste dans sa relation avec la paysannerie. Nous reviendrons sur la dégénérescence du socialisme en capitalisme d'État au chapitre 6.

Figure 3.5 Taux d'urbanisation de la Chine (% de la population)



Source : Banque mondiale

Est-ce que l'essence de l'accumulation primitive par la superexploitation de la paysannerie est d'une nature socialiste? Elle reste ancrée dans la logique de l'accumulation primitive socialiste à condition que le capital socialiste construit à partir de ce surplus serve à intégrer la paysannerie dans le mode de production socialiste dans un futur. Selon les tendances observées en Chine, la paysannerie est de plus en plus intégrée dans les zones urbaines. La Figure 1.6 montre le taux d'urbanisation de la Chine. Les données montrent qu'une partie croissante de la population obtient le hukou urbain qui lui donne le droit au salaire social des assurances

urbaines. Cependant, comme la Figure 1.11 le montre, la paysannerie n'est pas intégrée au mode de production socialiste, mais surtout au mode de production capitaliste qui prédomine largement en matière d'emplois dans la formation sociale chinoise. L'accumulation primitive a donc bien intégré une partie de la paysannerie dans les modes de production urbains, mais elle ne les a pas intégrés au sein du socialisme. La majorité des nouveaux emplois sont dans le secteur capitaliste et la majorité des transferts fiscaux entre le gouvernement et les régions pauvres sert à créer de nouvelles firmes capitalistes, comme nous l'avons décrit dans la section sur les programmes de lutte contre la pauvreté. Dès lors, l'essence de l'accumulation primitive se basant sur la superexploitation est de manière prédominante capitaliste, puisque le surplus créé à travers la superexploitation de la paysannerie par l'État sert à augmenter la masse du capital privé dans la formation sociale chinoise et à intégrer la paysannerie en son sein. Cette relation de superexploitation de la paysannerie par l'État et ses entreprises publiques prend donc une forme de capitalisme étatique et affiche davantage une essence capitaliste que socialiste.

De plus, la logique sous-tendant l'accumulation socialiste primitive est la disparition du phénomène de l'exploitation dans la formation sociale chinoise ainsi que dans l'enrichissement du niveau de vie de la paysannerie par l'industrialisation et donc par la prédominance des relations de production socialistes. Outre une croissance des salaires, qui est en partie annulée par l'inflation de l'immobilier, de l'éducation et des soins de santé, l'accumulation primitive socialiste n'a pas rempli sa mission dans les zones rurales et auprès de la paysannerie. Cette classe reste hautement exploitée et discriminée par les modes de production urbains, bien qu'elle soit durant l'ère des réformes et surtout depuis les privatisations des années 90, la classe critique du développement économique chinois. Les campagnes, comme nous l'avons analysé, n'ont pas été mécanisées et, dans les cas où la mécanisation est apparue, les machines sont contrôlées par les forces capitalistes et constituent donc un phénomène nuisant à l'augmentation du revenu paysan. Donc, loin d'avoir établi un processus transformateur auprès de la paysannerie et de leur mode de production patriarcal, les forces sociales dominant la Chine tendent à garder en place le mode de production patriarcal ainsi que les dispositifs permettant la superexploitation de la paysannerie et donc l'accumulation primitive sous ces formes capitalistes, même à travers une idéologie faisant la promotion du marché libre. Bien que l'exclusion de la paysannerie des régions urbaines soit dans les intérêts de la classe ouvrière urbaine chinoise dans le court terme, elle n'est pas dans ses intérêts à long terme, puisqu'elle agrandit largement le pouvoir social et politique de la bourgeoisie.

Cette division de la classe ouvrière est artificielle du point de vue du capitalisme de libre marché fonctionnant au sein d'une nation unifiée, et est irrationnelle du point de vue communiste, puisqu'elle sacrifie les intérêts de la plus grande masse en Chine dans le but d'augmenter la force de la bourgeoisie

chinoise. Ce type de division permettant l'accumulation capitaliste primitive, des compagnies étatiques, des compagnies impérialistes et des compagnies capitalistes nationales, est plutôt un aspect qui est généralement retrouvé dans les relations coloniales et néocoloniales. La fraction libérale du Parti a donc en effet construit en Chine une sorte de division coloniale du pays aux caractéristiques chinoises, utilisant les ressources patriarcales du pays comme réservoir de plus-value et de reproduction gratuite pour satisfaire les demandes de la classe bourgeoise nationale et de la bourgeoisie impérialiste. Bien entendu, cette relation représente un genre similaire à celui colonial, mais n'en est pas l'équivalente. La fraction libérale du Parti ne pourrait pas garder sa légitimité en Chine, qui se base toujours sur une rhétorique marxiste importante encore pour la paysannerie chinoise, si elle répliquait les horreurs et le niveau extrême d'exploitation du colonialisme européen dans les zones rurales en Chine.

3.4.7 L'accumulation primitive capitaliste par la privatisation des entités socialistes

L'accumulation primitive capitaliste trouve son origine en Chine de la masse critique que le mode de production capitaliste a acquise lors du processus des réformes. Cette masse critique a été obtenue par le mode de production capitaliste à travers un processus d'accumulation primitive, reposant sur le pillage des aspects socialistes de la formation sociale chinoise. De ce fait, le mouvement prédominant de la formation sociale chinoise à l'époque de l'économie planifiée, l'accumulation primitive socialiste, a progressivement été remplacé par l'accumulation primitive capitaliste.

L'un des premiers aspects qui ont aidé à effectuer une transition de l'accumulation primitive socialiste, et de l'accumulation socialiste, vers l'accumulation primitive capitaliste, est le système à deux voies qui est né dans les années 80 en Chine. Selon Wen Tiejun, la création de la bourgeoisie remonte à cette époque, un résultat de la contradiction entre le système socialiste planifié et l'économie de marché (Wen 2021, 259-65). Comme l'indique Sun, l'augmentation de l'autonomie des firmes publiques avait créé la possibilité pour les cadres de siphonner les fonds publics en sous-reportant les gains des entreprises et en surreportant les coûts, ainsi qu'en vendant les marchandises devant être vendues au prix fixé par l'État sur le marché (Sun 2004, 97). Puisque la formation sociale chinoise à cette époque était une réelle économie mixte où l'économie était à la fois planifiée et à la fois marchande, l'existence du marché privé en Chine a donné la possibilité à certains cadres de se transformer en bourgeoisie en manipulant les différences des prix planifiés et des prix du marché. De plus, puisque le Parti avait donné le contrôle absolu des entreprises publiques aux cadres et aboli la démocratie à l'intérieur de l'entreprise publique, dans une structure où les entreprises publiques avaient été partiellement marchandisées en retenant une partie des profits de l'entreprise, les intérêts individuels des cadres dans cet environnement marchands pouvaient facilement être poursuivis. Dès lors, l'affaiblissement du principe de planification, l'affaiblissement du contrôle de la classe ouvrière sur leurs

cadres, et l'émergence d'un marché où les marchandises des entreprises publiques pouvaient être vendues sur le marché privé à un plus haut prix permettant aux cadres d'empocher la différence sont les aspects critiques qui ont donné naissance à une classe bourgeoise constituée par les cadres par l'accumulation primitive capitaliste, prenant la forme de la transformation du surplus économique socialiste en surplus capitaliste.

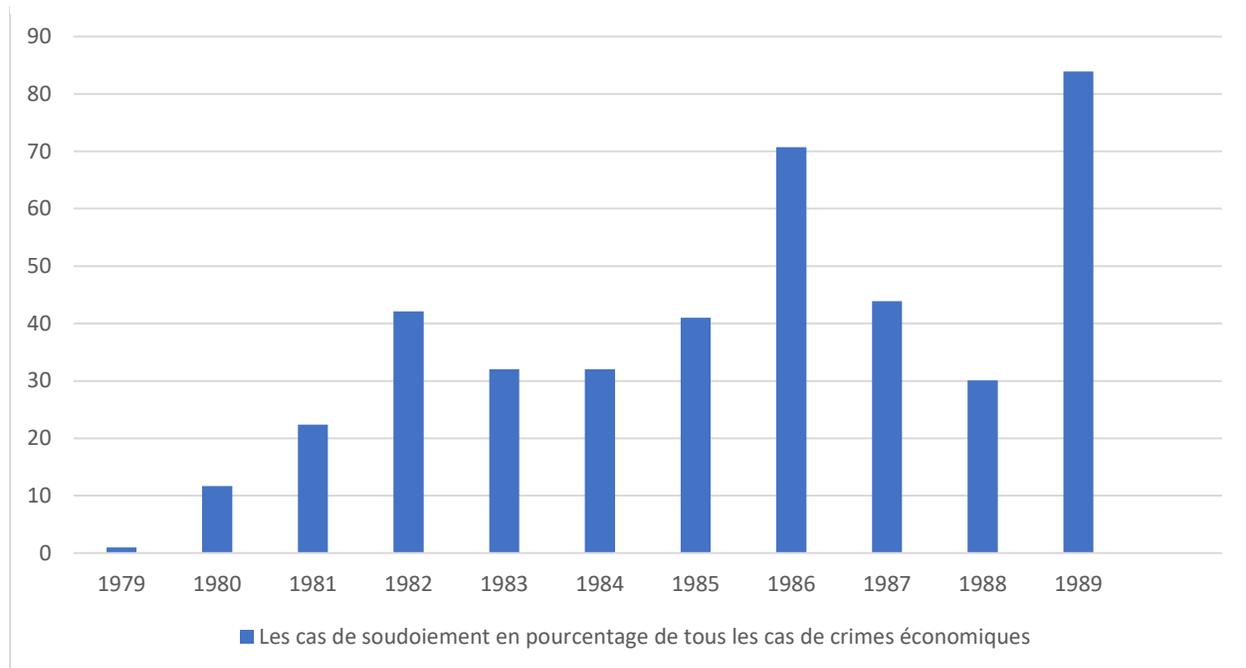
La bourgeoisie chinoise est donc née de la corruption endémique des cadres du mode de production socialiste dans les années 1980. Cette nouvelle classe sociale chinoise était cependant freinée sous les contraintes imposées par l'économie planifiée. Dès lors, ces cadres ne pouvaient pas se dissocier du mode de production socialiste et de leurs positions d'intellectuels, sous la vision gramscienne, de la classe ouvrière. Ainsi, au début des réformes, la classe bourgeoise avait un caractère hybride, car elle conservait ses fonctions de cadres. Leurs transformations en une forme bourgeoise authentique ne se sont faites que progressivement et surtout dans les années 90. L'un des mouvements qui constituent une forme d'accumulation primitive capitaliste chez cette bourgeoisie hybride est la corruption, qui était endémique au Parti communiste à travers le cycle des réformes et surtout après 1992 lors de l'abolition de l'économie planifiée.

Avant 1992, le pillage de ressources avait la principale fonction de subventionner la consommation de produits de luxe des cadres embourgeoisés, bien que cet aspect soit resté ancré dans le Parti même après cette date. Selon des estimations, la quantité de ressources pillées du surplus appartenant aux masses était de 150 milliards de yuans annuellement, qui représentaient 40 % de la valeur de la production des compagnies publiques et 20 % des TVE publiques des villages. La richesse pillée était surtout utilisée pour acheter des voitures de luxe et des cellulaires, pour festoyer et pour offrir des cadeaux permettant aux cadres d'obtenir des promotions. Les festins et les cadeaux étaient des aspects non négligeables des relations entre unités de travail dans l'économie publique. Par exemple, lors des inspections, une firme publique devait donner assez de cadeaux aux inspecteurs et leur offrir un festin exotique accompagné de plusieurs danseuses pour qu'elle puisse passer sans problème le processus d'inspection dirigé par les enfants des hauts dirigeants du Parti (Sun 2004, 111). Dès lors, les cadres embourgeoisés et les cadres appartenant aux familles puissantes de la bureaucratie pouvaient jouir d'un style de vie bourgeois lorsque le transfert des ressources du mode de production socialiste au mode de production capitaliste était difficile.

L'alliance économique entre la bourgeoisie privée et les cadres bourgeois est aussi l'un des principaux aspects de l'accumulation primitive capitaliste. Une large portion des privatisations à la fin des années 1990 est considérée comme étant le produit d'une corruption général des cadres. Les cadres dirigeants des

compagnies et des TVE publiques ont vendu le capital de leurs compagnies à de très bas prix dans le but d'acheter eux-mêmes ce capital et de l'opérer en tant que capitaliste. (Sun 2004, 93-96). Sun analyse d'autres systèmes de corruption à ces pages qui sont à notre avis tous des formes d'accumulation primitive. La grande majorité de ces systèmes de corruption se formait grâce aux liens officiels que les compagnies privées pouvaient avoir avec les compagnies publiques. Les cadres des entreprises publiques disposaient de plusieurs moyens pour favoriser les intérêts privés : vendre leurs produits à très bas prix aux entreprises privées, louer les installations et le capital public à des tarifs réduits, acheter les produits des entreprises privées à des prix supérieurs à ceux du marché, ou encore entrer dans des coentreprises avec des entreprises capitalistes en leur concédant la plus grande part des profits. Essentiellement, cette relation fonctionnait sous la base du pillage des ressources des entreprises publiques dans le but d'augmenter le profit des entreprises privées. En retour, les cadres dirigeants recevant une portion de ce profit. Le mode de production socialiste perdait ses effectifs, tandis que la bourgeoisie et les cadres corrompus s'enrichissaient. Les cadres et la bourgeoisie formaient donc une alliance déterminée par des intérêts économiques communs.

Figure 3.6 Les cas de soudoiment en pourcentage de tous les cas de crimes économiques



Source : (Sun 2004, 42)

Cette alliance s'observait aussi dans les cas de soudoiment des cadres par la bourgeoisie. Essentiellement, ce cas de corruption est une relation où la bourgeoisie échange une somme d'argent des faveurs axées sur le profit de la part des cadres. Au contraire de la subvention de la consommation de luxe entre le personnel

d'entreprises publiques, cette forme de corruption se fonde sur des bases purement commerciales où les deux parties utilisent leurs ressources et leurs positions pour augmenter leurs richesses. Selon les données présentées par Sun représenté à la Figure 1.7, ce type de corruption purement marchand trouve son origine dans le processus des réformes et était presque inexistant lors de la période totalement planifiée. Elle prend de l'ampleur avec la marchandisation de la formation sociale et la croissance du mode de production capitaliste au courant des années 80. De cette manière, les cadres pouvaient accumuler leurs richesses à l'aide d'une alliance avec la bourgeoisie authentique.

Une autre technique d'embourgeoisement des cadres est le détournement de fonds. Selon le Bureau de gestion des actifs de l'État, la quantité de capital détournée entre 1982 et 1992 a atteint la valeur de 500 milliards yuans, soit l'équivalent de 1/5 de la valeur du capital fixe des compagnies publiques en 1992. Cette perte énorme de capital public équivaut donc à une privatisation. Cette transformation du capital public en capital privé était dans les années 90 largement réinvestie au-delà des frontières de la Chine sur les marchés capitalistes internationaux (Sun 2004, 115). Ceci s'explique par le fait que la création du capital privé chinois dans la formation sociale chinoise était largement contrainte par le mode de production socialiste encore au début des années 90 et qu'il était beaucoup plus facile pour le capital de s'accumuler en dehors de la Chine. Ce mouvement constituait donc une force contraire à l'accumulation primitive, socialiste ou capitaliste. Comme l'explique Bramall (2008, 553), ce n'est qu'avec la vague de privatisation commençant en 1997 qu'une nouvelle classe bourgeoise indépendante a été créée et qu'il était devenu très facile pour la bourgeoisie d'investir dans l'économie chinoise.

L'abolition de l'économie planifiée a aussi créé une structure de gouvernance qui a donné un pouvoir presque absolu aux chefs exécutifs de l'État, des postes qui ont été créés par la séparation de l'État et du Parti instaurée par la fraction libérale. Les maires, les cadres dirigeants des entreprises publiques, les gouverneurs de régions, etc., étaient beaucoup plus libres des décisions du Parti et surtout des mesures de planification. Puisque la grande majorité des décisions n'a pas à être approuvée par le gouvernement central et puisque les assemblées locales du Parti communiste et les syndicats d'État n'ont pas de pouvoir réel ou contraignant, les chefs détiennent un pouvoir autocratique. Dans plusieurs cas, un cadre peut détenir plusieurs positions de grande autorité dans la superstructure politique et économique. Il peut à la fois être maire d'une ville et détenir le poste de dirigeant de plusieurs entreprises publiques en plus de contrôler les syndicats des entreprises. Cette grande autonomie dans la gouvernance de la Chine a créé des conditions où les privatisations et le vol des terres paysannes peuvent s'entreprendre très facilement. Par exemple, le gouverneur du Guangxi, Cheng Kejie, qui était aussi vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, avait dans les années 90 rejeté une décision de l'assemblée de la province

offrant une terre à un groupe ethnique minoritaire pour la donner à un développeur de centres commerciaux qui était chef d'une grande organisation criminelle dans la région. Il lui donna aussi accès à du capital public à bas prix. Il a notamment été exécuté en 2000 pour ce crime (Sun 2004, 159-63). La séparation de l'État et du Parti a donc affaibli le contrôle démocratique que le Parti exerçait sur ces cadres autant dans les entreprises que dans la superstructure politique du pays, ce qui a permis à ces cadres de s'embourgeoiser tout en aidant à créer le mode de production capitaliste chinois.

La corruption endémique de l'époque des réformes est donc la principale cause de l'accumulation primitive capitaliste des actifs socialistes de l'économie dans les années 1980. Les réformes ont rapidement créé une nouvelle bourgeoisie par la corruption de cadres rendue possible par l'articulation entre la planification et le marché. La présence de cette bourgeoisie est ce qui a facilité la croissance exponentielle du pillage de l'économie socialiste par les forces capitalistes, puisque les cadres pouvaient facilement utiliser leurs liens au sein du marché capitaliste pour transférer les moyens de production socialiste dans le mode de production capitaliste à la fin des années 90. Dès lors, comme Sun (2004, 198) l'explique, l'existence du secteur privé en Chine est ce qui a permis la grande vague de privatisation dans la formation sociale chinoise sans causer l'écroulement du mode de production socialiste, puisque les cadres corrompus n'avaient pas à déclencher l'écroulement total du système, comme en URSS pour avoir un environnement institutionnel leur permettant de jouir de leurs nouvelles richesses. Puisque le mode de production capitaliste existait déjà en Chine, les cadres embourgeoisés pouvaient jouir de leurs richesses sans avoir à causer des changements qualitatifs extrêmes au sein du mode de production socialiste. Lorsque ce groupe embourgeoisé s'est solidifié dans une clique du Parti qui s'est propagé au plus haut de ses sommets, ayant comme représentant Jiang Zemin et Zhu Rongji, l'accumulation primitive capitaliste des aspects socialistes de l'économie a atteint son climax de 1997 à 2003 lors des grandes vagues de privatisation.

Ce qui explique cette vague de privatisation n'était pas un effort d'augmenter la productivité du travail, mais plutôt une quête d'enrichissement de la part de cadres locaux (Bramall 2008, 275). Avant 1996, les privatisations massives en Chine, autres que celle des communes, n'avaient pas été à l'ordre du jour. Les privatisations étaient plutôt le résultat de la corruption des cadres, mais elles n'étaient pas l'objectif de réformes du gouvernement central, puisque la fraction libérale ne dominait pas encore totalement le Parti. Ce n'est qu'à partir de 1996 qu'une vague de privatisation massive a débuté (Bramall 2008, 408). Il est important d'ajouter ici que les privatisations n'auraient même pas créé les avantages souhaités par la fraction libérale du Parti. La croissance de la productivité des entreprises n'avait pas augmenté à un plus haut niveau que celle de la période de l'économie planifiée (Bramall 2008, 430). Cette privatisation ne peut donc pas

être justifiée sur le plan de la productivité économique et même sur le plan de la science économique marxiste.

C'est lors des grandes vagues de privatisation commençant en 1997 que la contradiction entre le mode de production socialiste et le mode de production capitaliste en Chine a porté un coup sévère à ce premier. La loi déterminant le mouvement du mode de production socialiste dans sa phase primaire est l'accumulation de forces productives provenant d'autres modes de production. Lorsque le capital du mode de production socialiste est pillé par les forces bourgeoises, il s'effectue ici un mouvement contraire à l'accumulation primitive socialiste, un mouvement de transfert du capital socialiste vers le mode de production capitaliste. À ce stade, la contradiction entre les principes régulateurs du socialisme et du capitalisme – la planification et le marché – atteint son paroxysme. Elle devient d'un antagonisme extrême, puisqu'elle entraîne en transformation rapide et violente des aspects retrouvés au sein de ces modes de production. La privatisation est donc une défaite du socialisme et une victoire du capitalisme au même titre que la nationalisation est une victoire de ce premier sur ce dernier. Le mode de production socialiste subit ainsi une défaite marquée durant cette période. Parmi les causes principales figurent les circonstances évoquées précédemment, notamment la corruption endémique ayant conduit à l'embourgeoisement des cadres. Cette corruption a exacerbé la contradiction entre les deux principes régulateurs, empêchant le socialisme de remplir son rôle fondamental dans son stade sous-développé : assurer sa propre reproduction, qu'elle soit simple ou élargie. Il y a donc eu une négation partielle du socialisme par le capitalisme ainsi qu'une transformation de l'accumulation socialiste primitive en son opposé, une accumulation primitive de la part du capitalisme des aspects socialistes de l'économie.

La transformation vers l'accumulation primitive capitaliste en Chine par l'embourgeoisement des cadres a cependant freiné le processus d'accumulation primitive des deux modes de production par la méthode mercantile. Selon Lin Chun, la corruption des cadres à la fin des années 90 avait pris une telle ampleur que la valeur de la fuite de capitaux par des moyens illégaux en Chine atteignait le même montant que les IDE, soit 8% du PIB par année (Lin 2006, 256). Par exemple, en 2000, la valeur de la fuite était de 48 milliards de dollars américains et, en 2002 s'élevait à 50 milliards (Lin 2006, 317). De 2010 à 2015, la fuite de capitaux a connu une augmentation significative, passant de 1% à 3% du PIB (Cheung et al. 2016, 92). En 2015, la sortie nette de capitaux en Chine représentait une valeur de presque 650 milliards (Donnan 2016). Entre 2016 et 2017, le gouvernement a resserré son contrôle sur le capital pour empêcher ces fuites rapides (Zhou 2024). La grande fuite de capitaux est un fait expliqué par la financiarisation de l'économie chinoise, qui constitue un processus antagonique à l'accumulation primitive en Chine.

Certaines forces dans le Parti qui représente la bourgeoisie compradore œuvrent aussi pour libéraliser les contrôles sur le capital dans le pays. Selon Dic Lo, ses intérêts sont représentés politiquement par l'ancien gouverneur de la banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan. Celui-ci tentait de détruire tout contrôle sur le capital chinois dans le but d'internationaliser et de libéraliser les finances chinoises sous le prétexte que cela permettrait au yuan de devenir une monnaie internationale qui aiderait la Chine à se libérer du dollar américain (D. Lo 2023a) (*South China Morning Post* 2017). Dans les faits, ces libéralisations permettent au capital en Chine, qui était contrainte de s'accumuler en Chine grâce au contrôle des capitaux, de sortir du pays afin de trouver des sources plus profitables d'investissements. La logique derrière l'adoption de l'économie de l'exportation par la fraction libérale du Parti, l'acquisition de monnaie étrangère dans le but d'importer des machines et de la technologie, est donc en partie invalidée par cette fuite de capitaux chinois. La privatisation, l'embourgeoisement des cadres et la libéralisation de l'économie constituent donc les mouvements antagoniques en Chine de l'accumulation primitive, capitaliste et socialiste au profit de l'accumulation impérialiste.

3.4.8 Conclusion

Nous avons dans cette section fait la description et l'analyse des formes d'accumulations primitives présentes en Chine. Toutes ces formes d'accumulations primitives ont eu pour objectif d'industrialiser la formation sociale chinoise. La première forme d'accumulation primitive que nous avons analysée est celle socialiste de l'ère de l'économie planifiée. Cette forme était particulière à la structure planifiée de l'économie chinoise de cette époque. Elle se basait sur le développement rapide de l'industrie lourde par la prise de ressources du mode de production agraire socialiste, les communes, qui se réalisaient grâce à la planification des prix. Ce type d'accumulation primitive dépendait à cette époque de la suppression de la loi de la valeur et de l'articulation entre la formation sociale chinoise et la formation sociale soviétique. Les produits agraires chinois étaient échangés contre les machines, la haute technologie et le savoir technique, soviétiques. Cette forme a partiellement pris fin lors de la rupture sino-soviétique. La forme subséquente était encore basée sur l'économie planifiée et sur la vente de produits agraires, mais la source des importations de machines et de technologies a été les formations sociales impérialistes auxquelles la Chine était en alliance fragile contre l'URSS et le Vietnam. La troisième forme d'accumulation socialiste primitive est celle qui a établi la première rupture avec les deux premières formes. L'accumulation primitive socialiste à partir de 1978 a commencé à remplacer les ressources agraires comme source de son accumulation primitive par deux nouvelles méthodes basées sur les exportations de produits manufacturés. La première est la méthode basée sur les zones économiques spéciales qui ont pour fonction d'échanger la plus-value paysanne, qui a été mise à la disposition du capital impérialiste en détruisant les communes et en instaurant partiellement les marchés à travers la formation sociale chinoise, contre des devises étrangères. La deuxième

nouvelle méthode se basait sur les exportations de produits manufacturés au sein des TVE. Puisque la quantité de la réserve de change détermine la quantité des importations permettant l'industrialisation, ces zones économiques spéciales et les TVE permettaient l'accumulation de ces devises étrangères. Ces formes sont encore présentes en Chine à travers les changements de sa structure économique, que la fuite de capitaux contribue à affaiblir ces types d'accumulation primitive.

Lorsque ces formes ont mûri dans les années 80, la Chine n'était que partiellement une économie de marché, tandis que, depuis les années 90, le marché prédomine complètement dans la formation sociale chinoise. Au cours de cette transformation de la Chine, l'essence de l'accumulation socialiste primitive s'est aussi transformée. Il y a eu une dégénérescence de l'accumulation socialiste primitive vers l'accumulation capitaliste primitive, qui est apparue en raison de l'existence du marché privé et du fonctionnement de la loi de la valeur à travers ce marché privé. Elle est apparue tout d'abord à travers son articulation avec les formations sociales impérialistes. Ces dernières, par le transfert des processus de sous-traitances, ont fait apparaître en Chine une multitude de petites compagnies capitalistes chinoises superexploitant la main-d'œuvre paysanne en unisson avec les compagnies impérialistes. L'accumulation primitive capitaliste s'est ensuite renforcée par la privatisation du processus de production de plusieurs compagnies étatiques, en particulier dans le secteur de la construction, qui ont commencé à sous-traiter la production à de petites et moyennes compagnies capitalistes dans le but d'augmenter le taux de profit réalisé par l'entreprise étatique. Enfin, la privatisation des TVE et des entreprises étatiques entre 1997 et 2003 a transformé l'essence socialiste de l'accumulation primitive ayant lieu au sein de ces entreprises en une accumulation primitive capitaliste superexploitant la paysannerie. La croissance rapide du mode de production capitaliste dans la formation sociale chinoise a donc créé une situation où les deux types d'accumulation primitive s'opèrent au même moment et par une combinaison de la bourgeoisie et de l'État par la superexploitation de la paysannerie. La loi de la valeur est donc devenue centrale à l'accumulation primitive du socialisme et du capitalisme par le fait que celle-ci s'accomplit par les structures du marché.

Dès lors, bien que durant la période de l'économie planifiée, le processus d'accumulation socialiste, le principe régulateur du socialisme était le principe dominant du processus d'accumulation primitive, ce rôle a été progressivement supplanté depuis les réformes. Aujourd'hui, la loi de la valeur est devenue le principe dominant, y compris dans les actions de l'État. Ces actions, bien qu'en apparence similaires à celles de l'économie planifiée et empreintes de formes socialistes, reflètent désormais une logique capitaliste dans leur essence. L'État ne permet pas à la loi de la valeur de déterminer entièrement les salaires des travailleurs migrants. Par l'imposition du système discriminatoire du Hukou, l'État permet la superexploitation systématique de la paysannerie au bénéfice de l'accumulation du capital du capitalisme et du capital des

entreprises étatiques. Dans une situation où le marché et la loi de la valeur seraient dominants, cette superexploitation serait beaucoup plus difficile. L'articulation artificielle créée entre le mode de production patriarcal, d'un côté, et l'État et le capitalisme, de l'autre, par la segmentation du marché du travail opéré par le système du hukou transfère les coûts de la reproduction sociale des travailleurs migrants aux villages où la petite propriété paysanne est protégée par l'État. Ceci permet de mettre à la disposition du capital impérialiste, du capital privé et du capital étatique, une large armée de réserve du travail qui, bien que superexploitée, parvient à se reproduire sans pertes significatives de ses effectifs, ce qui permet donc l'existence d'une source d'accumulation politiquement stable et économique viable à long terme. L'une des raisons critiques pour laquelle l'État garde en place le mode de production patriarcal se trouve aussi dans le fait qu'il est largement impossible d'augmenter la productivité du travail à travers ces relations de production. Ceci crée la tendance à la prolétarianisation de la paysannerie, car le travail agricole rapporte encore moins de revenus que la superexploitation dans les milieux capitalistes. De plus, comme nous l'avons démontré, la croissance du capitalisme dans le secteur agricole chinois a entraîné une baisse substantielle des revenus des paysans, principalement en raison de la compétition exercée par les grands capitalistes agricoles. Comme Lénine l'avait analysé en Russie, c'est la diminution du revenu pouvant être captée par le travail sur la terre qui force la paysannerie à chercher du travail en dehors de son mode de production (Lenin 1977, 40-42). Si, au niveau de la forme, le système du hukou découle de la planification, son essence révèle une nature capitaliste et même coloniale, car il agit comme un moteur de l'accumulation rapide de capitaux privés. Il est essentiellement capitaliste, puisqu'il ne constitue pas une rupture avec le principe de la loi de la valeur, puisque la valeur de la force de travail migrante est tout de même déterminée par le coût de la reproduction de la paysannerie. Le fait que l'État force le coût de cette reproduction au-dessous du minimum nous informe que la loi de la valeur est le principe régulateur des échanges entre la paysannerie migrante et le capital, étatique et capitaliste, bien que l'État exerce son influence sur la loi de la valeur. La base de cette accumulation primitive est donc les marchés et la dominance de la loi de la valeur dans les villes et les campagnes.

En prenant en compte les changements dans les formes d'accumulations primitives appartenant au socialisme et au capitalisme, pouvons-nous affirmer que l'accumulation socialiste primitive est encore la loi qui détermine le mouvement dans la formation sociale chinoise? Bien que l'accumulation socialiste primitive existe toujours en Chine, notamment sous sa forme mercantile, où les entreprises publiques importent des forces productives des pays impérialistes grâce aux réserves de monnaies étrangères accumulées à l'aide de ses exportations et des exportations des autres modes de production ainsi que les IDE, l'accumulation socialiste primitive n'est plus la loi qui détermine le mouvement dans la formation sociale chinoise. Bien que l'État soit en théorie un aspect du mode de production socialiste dans un pays

gouverné par un Parti communiste, les méthodes que l'État utilise pour mettre en place les processus d'accumulation primitive sont de nature capitaliste plutôt que socialiste, puisque ces compagnies se basent sur des relations de production capitalistes avec la paysannerie par l'entremise de la sous-traitance et puisque la logique derrière l'implantation du système du hukou depuis les réformes économiques est la maximisation de la production de plus-value au sein des entreprises capitalistes ainsi que la maximisation de la profitabilité des entreprises étatiques. Ceci a eu pour effet d'augmenter la vitesse de l'accumulation dans le mode de production capitaliste ainsi que d'arrêter le processus d'industrialisation socialiste des campagnes et de ralentir considérablement l'industrialisation capitaliste. La loi de la valeur et le marché que l'État a mis en place ont même causé une perte de la majorité du capital socialiste dans les années 1980 et 1990. Bien que l'État garde le contrôle de plusieurs secteurs industriels et protège les compagnies étatiques de la compétition du secteur capitaliste national et de la compétition venant du marché capitaliste international, l'État n'a pas augmenté sa part de capital relative dans la formation sociale chinoise depuis 2003. Même la part du socialisme dans les actifs totaux de l'économie, selon la Figure 1.17, soit encore prédominante, dans l'industrie, selon la Figure 1.18, et dans les investissements, selon la Figure 1.20, le capitalisme a nettement augmenté sa prédominance comparativement au socialisme. Le socialisme n'augmente donc pas ses effectifs par une accumulation plus rapide que celle du mode de production capitaliste ou par l'appropriation de l'économie capitaliste, mais surtout par une défense des secteurs critiques de l'économie où la dominance de l'État demeure intacte depuis 2003, et par l'exploitation grandissante de la force de travail paysanne. Il semble donc que le Parti communiste chinois n'a pas l'objectif d'entamer la subsumption du mode de production capitaliste. L'accumulation socialiste primitive n'est donc pas dominante depuis les années 1990 parce que le socialisme n'a pas accumulé de forces productives par son échange inégal avec les autres modes de production. C'est plutôt l'accumulation capitaliste primitive qui est le mouvement dominant dans la formation sociale chinoise, puisque le capitalisme depuis les 40 dernières années en Chine a largement effectué son accumulation par le pillage de ressources appartenant aux modes de production patriarcal et socialiste. L'État et le Parti ont été instrumentaux à l'établissement de la dominance de cette accumulation capitaliste primitive.

CHAPITRE 4 L'évolution quantitative du mode de production capitaliste et du mode de production socialiste dans la période des réformes

L'objectif de cette section est d'analyser les résultats matériels de l'accumulation primitive socialiste et capitaliste dans la formation sociale chinoise. Nous allons analyser l'évolution, principalement quantitative, mais incluant certains aspects qualitatifs, des modes de production socialiste et capitaliste durant la période des réformes, dans le but de comprendre les dynamiques des processus d'accumulation primitive au sein de la formation sociale chinoise. Pour ce faire, nous allons observer les transformations quantitatives empiriques de ces deux modes de production dans le but de peindre le portrait de l'évolution de la période des réformes en Chine depuis 1978. Dès lors, cette section empirique s'intéresse de manière prédominante aux changements, aux tendances et aux divisions entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste.

Cette récolte de données présente cependant plusieurs difficultés. Les statistiques chinoises divisent rarement les données économiques par modes de production ou par types de propriété. Il est donc difficile de comparer quantitativement les deux modes de production. De plus, l'embourgeoisement idéologique d'une partie des intellectuels économiques du Parti et d'une partie de ses cadres a créé des changements importants dans les statistiques chinoises, qui utilisent de plus en plus des notions venant de la science économique néoclassique, contrairement à la science économique marxiste. Dès lors, depuis les réformes économiques chinoises, les allusions aux classes sociales et à la lutte des classes sont très rares au sein des statistiques officielles. Distinguer les ressources socialistes des ressources capitalistes demeure une tâche ardue, les données économiques étant très rarement désagrégées par type de propriété. Pour cette raison, l'utilisation de sources secondaires s'avère indispensable.

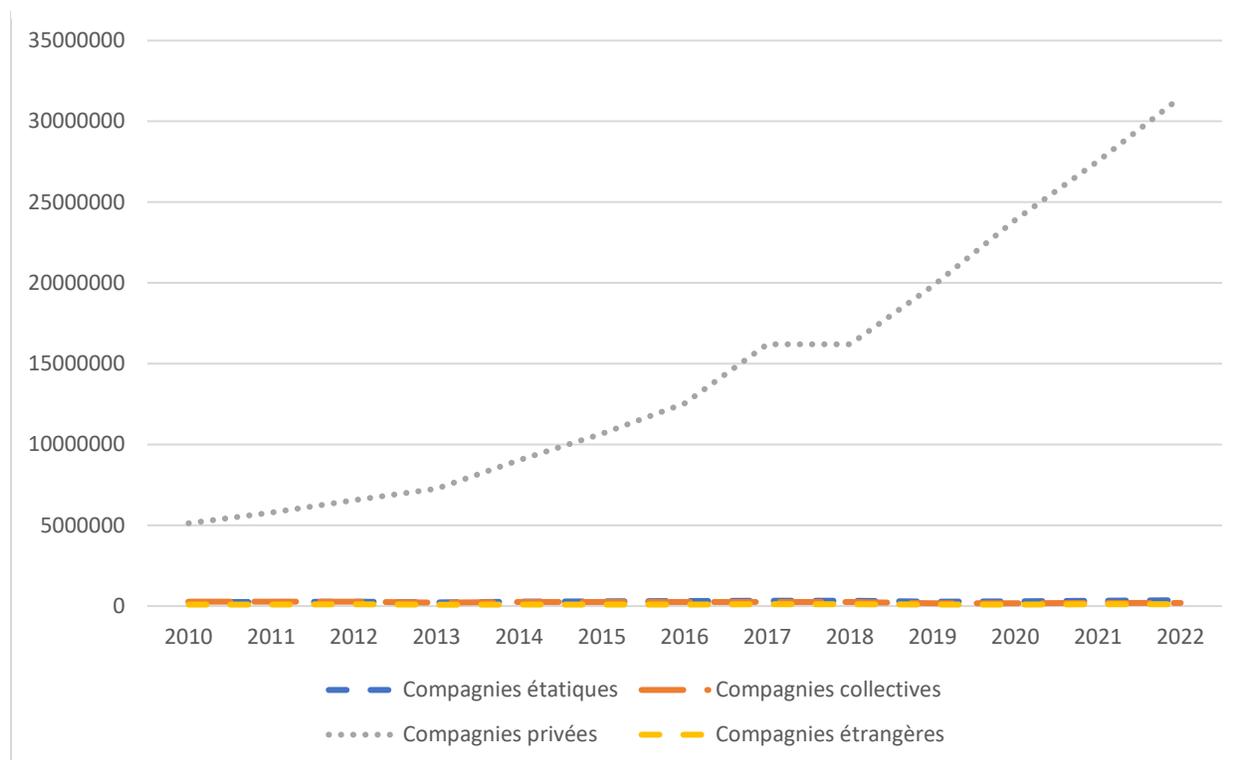
4.1 La division quantitative entre les entreprises publiques et les entreprises privées

Comme nous allons le voir, la Chine est loin d'être monolithique. Bien que la paysannerie prédomine dans les campagnes, la révolution communiste de 1949 a radicalement coupé avec le passé de la Chine. Le socialisme prédominait dans les territoires urbains depuis 1956. Ce n'est qu'avec l'avènement des réformes économiques que le capitalisme est réapparu dans les villes et les campagnes de la formation sociale. Lors des premières années de la période des réformes, le mode de production socialiste demeurait la structure dominante au sein de l'industrie. De 1978 à 1988, les entreprises socialistes, étatiques et collectives, produisaient 92 % de la production industrielle et 86 % de la production totale (Jefferson et al. 1992, 241-42).

Cette prédominance du socialisme dans la production et dans l'industrie a considérablement chuté. En 2018, ce mode de production, par ses entreprises étatiques, ne produisait que 39 % du PIB (Holz 2018, 10). Les entreprises collectives, bien que possédant un caractère socialiste, ne sont pas des aspects du mode de production développé. Les entreprises collectives se répartissent en deux catégories principales : les entreprises des bourgs et des villages (TVE), caractéristiques des régions rurales, et les entreprises urbaines, qui appartiennent aux ouvriers. Ces deux types étaient contrôlés par les gouvernements locaux, mais la détermination de leurs productions est le profit marchand (Lu et al. 2009, 15). Leur croissance et leurs quasi-extinctions furent le produit des réformes économiques. La part de la production industrielle de ces entreprises est passée de 22,37% en 1978 à 39,39% en 1996, avant de chuter à 6,65% en 2003 (Lu et al. 2009, 2).

Les données sur le nombre d'entreprises par type de propriété n'ont été récoltées par les statistiques chinoises qu'à partir de 2010. Les données sont affichées à la Figure 1.8 sous forme de graphique. Puisque le nombre de compagnies privées dépasse grandement celui des autres types, la variation de ces dernières est imperceptible sous la forme de graphique. Pour cette raison, nous avons présenté les mêmes données sous la forme de tableau au Tableau 4.1. Ces données divisent le nombre de compagnies par la dominance de type de propriété retrouvé en leurs seins. Depuis les années 1990, la majorité des entreprises publiques en Chine ne sont plus purement publiques, mais mixtes, car des individus peuvent y acheter des actions. Les données classent donc les entreprises en fonction du type de propriété dominant. Ainsi, si l'État détient plus de 50 % des actions d'une entreprise, celle-ci est considérée comme publique. Si l'État détient moins de 50 % des actions d'une entreprise, mais reste le principal investisseur ayant la capacité d'en orienter les décisions, celle-ci est tout de même classée comme publique. Les données nous indiquent que le nombre de compagnies étatique entre 2010 et 2022 a augmenté de 45 %. La tendance retrouvée au sein des entreprises collectives a été une décroissance de 27 %. La tendance des compagnies capitalistes nationales a été une croissance fulgurante de 514 %. En comparaison, le nombre de compagnies étrangères a uniquement augmenté de 17 %. Ainsi, si le socialisme conserve une présence stable en termes de nombre d'entreprises étatiques, bien qu'il décline dans le secteur des entreprises collectives, la progression des entreprises capitalistes s'est opérée à un rythme nettement supérieur.

Figure 4.1 Nombre de compagnies par type de propriété relative



Source : Annuaire de statistiques chinoises

Tableau 4.1 Nombre de compagnies par type de propriété relative

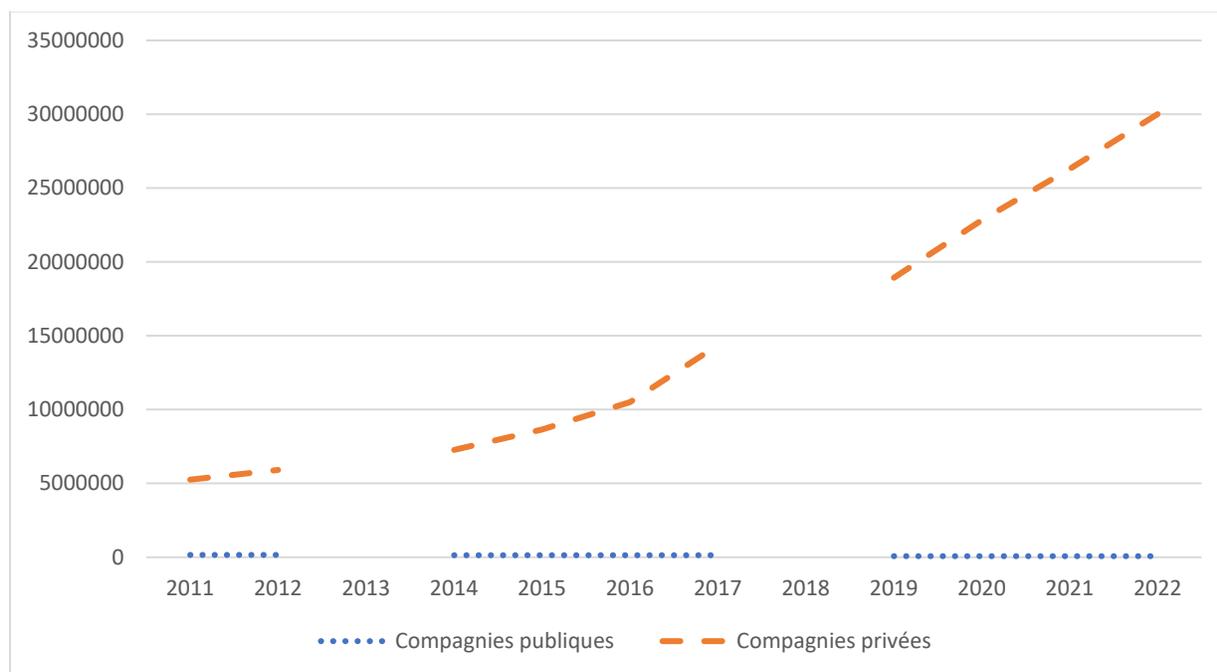
Année	Compagnies étatiques	Compagnies collectives	Compagnies privées	Compagnies étrangères
2010	249600	269600	5126400	98400
2011	261944	270139	5792102	102989
2012	278479	271295	6552049	109103
2013	226528	222438	7271891	86359
2014	263348	248221	9027688	97793
2015	291263	253199	10677612	99693
2016	310992	243393	12537206	99987
2017	325800	249946	16204143	111628

2018	325800	249946	16204143	111628
2019	266434	172503	19811755	92856
2020	293473	180550	23903057	102477
2021	323277	187668	27545002	109043
2022	361996	195375	31491401	115304

Source : Annuaire de statistiques chinoises

La Figure 1.9, et le Tableau 4.2 présentent les données sur le nombre de compagnies possédant un type de propriété uniforme. Selon ces données, le nombre de compagnies appartenant complètement à l'État a diminué de 46 % entre 2011 et 2022, tandis que le nombre de compagnies appartenant complètement à des individus privés a augmenté de 471 %. Ces données sont inexistantes pour les années 2013 et 2018. En 2022, les compagnies complètement publiques ne représentaient que 0,25% du total, les entreprises collectives 0,32%, et les entreprises complètement privées 92,24%. Les sociétés par actions, pouvant comprendre des compagnies publiques et capitalistes, représentaient 0,35% du total.

Figure 4.2 Nombre de compagnies par type de propriété absolue



Source : Annuaire de statistiques chinoises

Tableau 4.2 Nombre de compagnies par type de propriété absolue

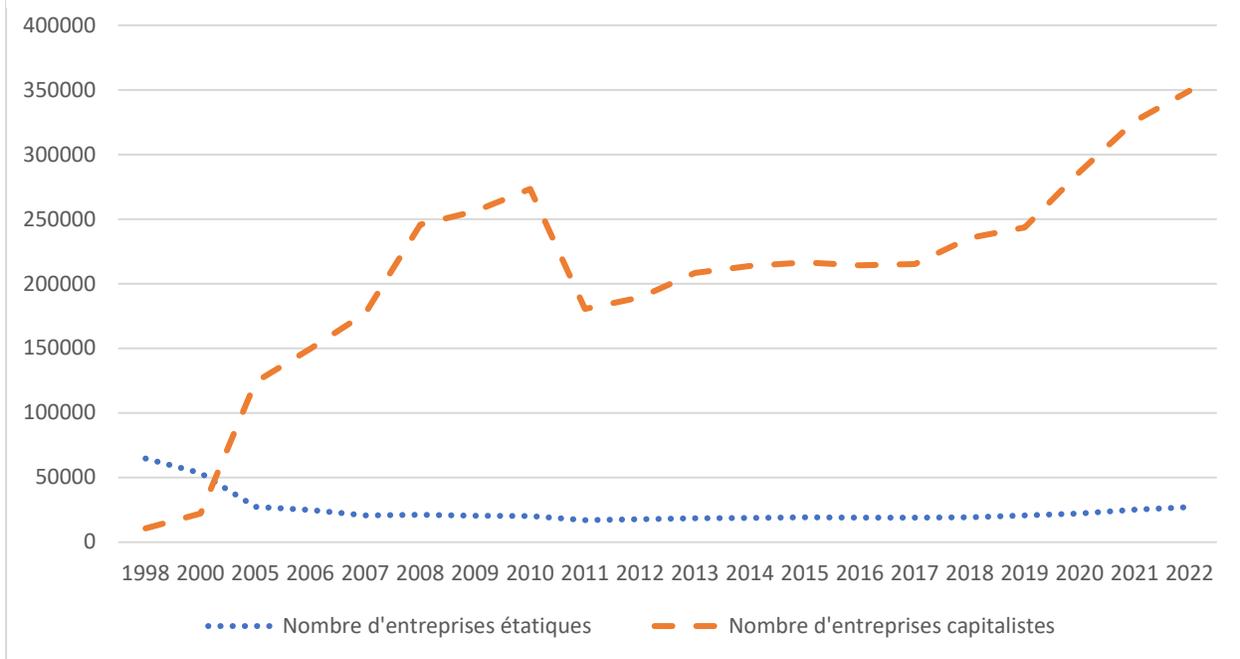
Année	Compagnies publiques	Compagnies privées
2011	156323	5254870
2012	159644	5917718
2013		
2014	130216	7266188
2015	133631	8656494
2016	132373	10500697
2017	133223	14368860
2018		
2019	74547	18921928
2020	82155	22835565
2021	78357	26288321
2022	83287	30008786

Source : Annuaires de statistiques chinoises

Les données sur le nombre d'entreprises divisées par type de propriété sont disponibles à l'égard des entreprises industrielles. Comme la Figure 1.10 montre, en matière du nombre de compagnies, le socialisme a largement perdu sa prédominance à partir du début des années 2000. La période entre 2005 et 2022 a été une stagnation de la part du socialisme. Notamment, le nombre de compagnies publiques a diminué des années 1980 à 2011. De 2011 à 2022, le nombre de ces compagnies n'est revenu qu'au nombre de 2005, une augmentation de 37 %. Le nombre de compagnies capitalistes industrielles a augmenté rapidement selon nos données de 1998 à 2010. Le nombre a chuté de 33 % entre 2010 à 2011, sans doute à cause des répercussions de la crise économique de 2008. La tendance par la suite a été une augmentation continue et rapide jusqu'à 2022. Donc, sous un aspect quantitatif, le mouvement retrouvé dans le socialisme, l'atrophie de ces compagnies, s'est accompagné par une croissance rapide du capitalisme. Ce n'est qu'à la suite de la crise économique de 2008 que le mouvement du mode de production socialiste s'est inversé et que la croissance des unités de production s'est produite en même temps bien qu'à des rythmes différents dans les

deux modes de production. Cette atrophie du mode de production socialiste entre 2000 et 2008 peut être attribuée à l'accumulation primitive capitaliste des actifs socialistes, ce qui a conduit à la prédominance du mode de production capitaliste en 2005.

Figure 4.3 Nombres d'entreprises industrielles capitalistes et socialistes



Source : Annuaire de statistiques chinoises

La croissance du nombre d'entreprises ne nous indique pas tout. Les tendances des fluctuations du nombre d'entreprises répondent à des déterminants différents au sein des deux modes de production. Par exemple, le nombre d'entreprises socialistes grandit radicalement au cours de la révolution, car il s'opère une transformation radicale de l'économie où les entreprises des modes de production bureaucratique, féodal et capitaliste se transforment en entreprises socialistes. À l'exception de cette période, à cause de son essence monopoliste qui concentre l'utilisation du capital à travers l'économie d'État, le socialisme n'a pas la tendance à augmenter son nombre d'entreprises de manière très rapide. Ceci est différent du capitalisme, du moins avant sa période monopoliste. Sous ce dernier, la création d'entreprises, dans un pays en voie de développement, constitue un facteur important, puisqu'il montre qu'une partie de la population paysanne s'intègre dans le capitalisme par la polarisation de la paysannerie, créant une nouvelle bourgeoisie et de nouvelles entreprises. La transformation du mode de production paysan en mode de production capitaliste crée donc une grande croissance du nombre d'entreprises. De plus, la croissance du capitalisme qui se fait par la compétition entre capitalistes, admet qu'il y aura toujours une certaine création d'entreprises capitalistes. Au sein du socialisme, comme dans le capitalisme monopolistique, la croissance économique

s'opère moins par la création de nouvelles entreprises, puisque la force des grandes compagnies monopolistiques publiques vient de leurs grandeurs, qui leur permet de contrôler une grande partie du marché et d'avoir des économies d'échelles. L'investissement capitaliste monopolistique ne conduit pas nécessairement à une augmentation du nombre d'entreprises, car les monopoles ont tendance à concentrer le capital plutôt qu'à le diviser. Le socialisme est similaire ici. Comme nous l'avons montré plus haut, le socialisme nécessite une forte concentration de l'industrie pour accroître la productivité du travail et renforcer la coordination économique. L'investissement socialiste, outre les phases initiales d'industrialisation dans les pays socialistes pauvres, ne devrait pas créer annuellement un large nombre de nouvelles compagnies.

La croissance rapide des entreprises privées nous indique premièrement qu'il s'opère en Chine une grande expansion du mode de production capitaliste qui se traduit ici par la croissance rapide des entités économiques capitalistes et que le capitalisme chinois n'aurait pas encore atteint son stade monopoliste, bien que la période de la Nouvelle normalité que nous expliquerons plus loin marque une tendance rapide à la concentration du capital. Puisque le capitalisme en Chine est encore très jeune comparativement à celui des pays impérialistes, le nombre d'entreprises croît en proportion de l'accumulation du capital et de la croissance de la classe bourgeoise et de la petite bourgeoise. La diminution du nombre d'entités socialistes à partir de 1998 ne peut cependant pas être expliquée par les tendances naturelles au socialisme. Bien que l'investissement socialiste génère moins de nouvelles unités de production indépendante que le capitalisme, il devrait tout de même, dans un pays peu développé en capital, créer de nouvelles entreprises pour répondre aux besoins d'une grande population, mais à un rythme moins soutenu que celui du capitalisme. L'atrophie du socialisme à la fin des années 1990 et au début des années 2000 n'a donc rien de normal. Le socialisme devrait par son essence se reproduire de façon élargie. Elle ne devrait en aucun cas subir une large perte de ces unités de production au profit de modes de production plus anciens. Cette atrophie n'est donc pas la conséquence d'une loi du mode de production socialiste. Par cette mesure, on peut apercevoir que l'accumulation primitive capitaliste s'est opérée très rapidement au sein de la formation sociale chinoise.

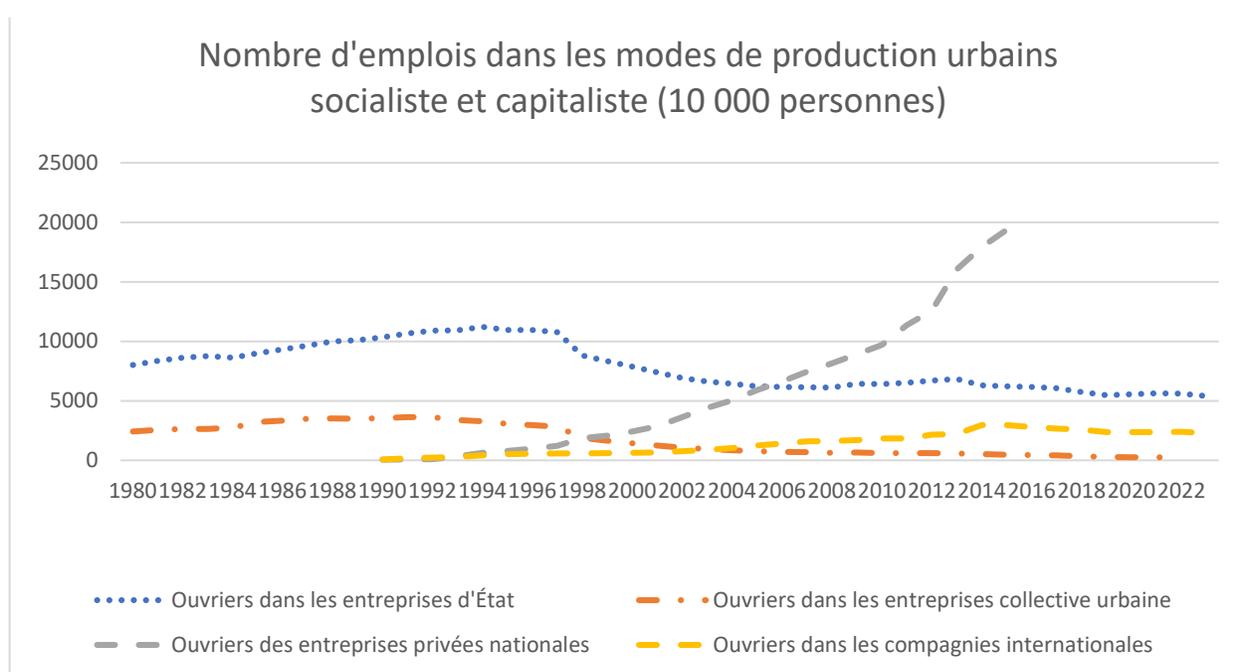
4.2 Le nombre d'ouvriers au sein des modes de production

Nous avons récolté des données sur le nombre que possède chaque mode de production en Chine depuis les annuaires de statistiques chinoises. Les données sont présentées à la Figure 1.11. Nous ne pouvons plus connaître le nombre d'employés relevant du mode de production capitaliste en Chine, car les autorités ont cessé de comptabiliser les employés des entreprises entièrement privées, notamment les entreprises familiales sans actionnariat, qui représentent pourtant l'essentiel des emplois. De plus, depuis 2021, il est devenu impossible de différencier les emplois du secteur capitaliste de ceux de la petite bourgeoisie, faute

de données sur les entreprises individuelles et les travailleurs indépendants. Il est donc impossible de calculer le nombre exact d'emplois dans le secteur capitaliste national sans y ajouter le nombre d'emplois des travailleurs indépendants, qui appartiennent à un mode de production non capitaliste et non socialiste. Notre méthodologie a été de réunir sous les emplois du mode de production capitaliste les emplois des compagnies privées, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions. Nous avons arrêté le calcul en 2015, puisque ces divisions statistiques ne sont plus disponibles après cette date.

Malgré l'incomplétude des données disponibles, celles-ci mettent en évidence une tendance nette : le nombre d'emplois capitalistes prédomine largement sur celui des emplois socialistes et cette prédominance s'accroît progressivement d'année en année. Le nombre d'emplois du mode de production socialiste était ascendant de 1980 à 1994. Le nombre d'emplois a augmenté de 40 % dans les entreprises publiques de 1980 à 1994, tandis qu'il a augmenté de 50 % pour les entreprises collectives entre 1980 et 1991. De 1994 à 2023, le nombre d'emplois dans les entreprises publiques a baissé de 52%, tandis que le nombre d'emplois dans les entreprises collectives a baissé de 94% de 1991 à 2022. Le nombre d'emplois dans les entreprises capitalistes nationales a augmenté de 33877% entre 1990 et 2015, tandis que le nombre d'emplois dans les entreprises capitalistes impérialistes a augmenté de 3053% entre 1990 et 2023. En 2015, le nombre d'emplois dans le secteur capitaliste chinois était 334 % de celui du mode de production socialiste, tandis qu'en 2005, les deux modes de production avaient un nombre très similaire d'emplois. Avant la grande vague de privatisation qui a débuté en 1997, le socialisme représentait 755 % du nombre d'emplois capitalistes. Selon ces données, le mode de production socialiste recule en termes d'emplois depuis les années 1990, tandis que le mode de production capitaliste national a réussi à absorber la grande majorité de la classe ouvrière. Donc, de ce point de vue, l'accumulation socialiste primitive a massivement laissé place à l'accumulation capitaliste primitive.

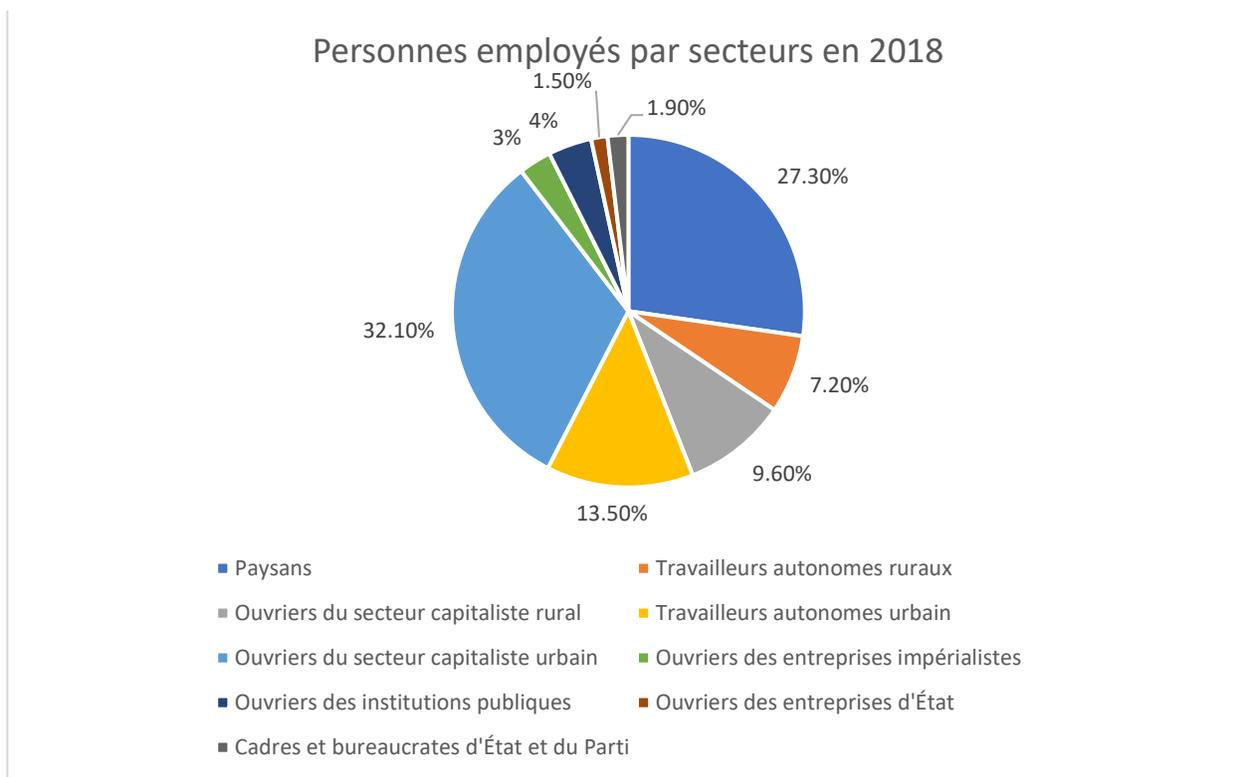
Figure 4.4 Nombre d'emplois dans les modes de production urbains socialiste et capitaliste



Source : Annuaire de statistiques chinoises

Selon d'autres études, le nombre d'emplois dans le secteur socialiste a surtout diminué à partir des années 90. Le nombre d'emplois dans les entreprises collectives a chuté de 50 % de 1991 à 1999, tandis que les emplois dans les entreprises étatiques ont décliné de 75% entre 1995 et 1999. Ce déclin a été accompagné par la croissance de l'emploi capitaliste, qui absorba la plupart des ouvriers socialistes (Zhao 2002, 182). Selon les estimations de chercheurs, en 2018, parmi la population en âge de travailler, y compris les paysans et les cadres gouvernementaux, seuls 7,4% œuvraient dans le secteur socialiste. En revanche, 32,1% étaient soumis à l'exploitation des capitalistes urbains et 3% à celle des impérialistes, tandis que 13,5% représentaient une petite bourgeoisie sans employés. Cependant, le secteur socialiste comporte à la fois la bureaucratie étatique, les cadres du Parti communiste ainsi que les institutions publiques et les compagnies étatiques. Uniquement ces deux dernières catégories représentent des secteurs économiques employant la classe ouvrière, tandis que ces deux premières ne représentent que les intellectuels et les bureaucrates de l'État et du Parti. Dès lors, des parts de l'économie urbaine, au plus, le mode de production socialiste industriel n'emploie que 1,9% des ouvriers, tandis que les capitalistes nationaux emploient 75,5% et les capitalistes étrangers emploient 7% (Li et al. 2023, 5). Les statistiques chinoises exagèrent donc le nombre d'emplois dans les entreprises d'État. L'emploi socialiste est loin d'être celui prédominant dans la formation sociale chinoise. Ceci indique que la grande majorité de la classe ouvrière chinoise n'a d'autres choix que de subir l'exploitation économique de la bourgeoisie nationale et de la bourgeoisie impérialiste.

Figure 4.5 Personnes employées par secteurs en 2018



Source : (Li et al. 2023, 5)

Selon les données recueillies par Holz (2018, 10), la moitié des emplois des entreprises étatiques se retrouvent dans le secteur industriel. Au sein de ce dernier, la moitié de l'emploi de ces compagnies socialistes se retrouve dans l'industrie du charbon, dans l'industrie pharmaceutique, dans l'industrie des machines et dans l'industrie de l'énergie. Un quart des emplois publics se retrouve dans l'industrie pétrolière, la métallurgie, l'industrie chimique. L'autre quart se trouve dans la construction, la transportation, l'entreposage, la poste, la télécommunication, le commerce, la restauration et les services sociaux. Les deux tiers de l'emploi du mode de production socialiste se trouvent dans de grandes entreprises. Bien que celles-ci ne représentent que 7% de toutes les entreprises étatiques, elles disposent de 50% des actifs et de l'équité. L'emploi socialiste industriel se retrouve donc majoritairement dans les géantes entreprises étatiques de l'industrie lourde.

En examinant le nombre d'employés associés à chaque mode de production, il apparaît que l'accumulation capitaliste primitive a évolué à un rythme considérablement plus rapide que celui de l'accumulation primitive socialiste. La grande différence qui existe entre ces deux modes de production en matière d'emplois pourrait être expliquée par le fait que l'industrie socialiste se concentre largement en industrie

lourde, tandis que le capitalisme dans la formation sociale chinoise se concentre beaucoup plus dans l'industrie légère. Cependant, la disproportion entre le nombre d'emplois du capitalisme et du socialisme est beaucoup trop grande pour être expliqué par cette concentration en industrie lourde de la part du socialisme. L'accumulation capitaliste primitive ainsi que son accumulation ordinaire s'est faite de manière si rapide que la vaste majorité de la classe ouvrière chinoise est exploitée par la bourgeoisie chinoise. Les conséquences que ceci entraîne sur l'accumulation du capital socialiste sont importantes. Comme nous l'avons vu, la quantité de capital capitaliste a grandement augmenté au sein de la formation sociale chinoise. L'absorption de ses travailleurs au sein de relations de production capitaliste indique donc que le capitalisme chinois est en mesure de créer un surplus économique plus grand que le socialisme. Comme la Figure 1.20 l'indique, la valeur des investissements capitalistes est beaucoup plus large que celle socialiste dans la formation sociale chinoise. Ceci est donc un autre signe que le Parti ne tente pas réellement de ralentir la croissance du capitalisme en relation avec la croissance socialiste. Cela met également en évidence que, depuis les années 1990, le processus d'accumulation capitaliste primitive s'est développé à un rythme nettement supérieur à celui de l'accumulation socialiste. La tendance démontre aussi que le socialisme est en déclin relatif depuis les années 1990. À travers une croissance économique très rapide, le socialisme a perdu entre 1980 à 2023 48 % des emplois qu'elles offraient. Le capitalisme dans l'ensemble de la formation sociale chinoise semble donc être la force dominante le mouvement de la formation sociale analysé sous l'aspect des salaires.

4.3 La différence salariale au sein des modes de production

De 1994 à 1996, lorsque 77,7% des emplois se trouvaient dans le mode de production socialiste, tandis que 22,3% se trouvaient dans le mode de production capitaliste, les salaires réels capitalistes (7190 RMB) surpassaient ceux offerts dans le mode socialiste (5763 RMB). Au cours de la période 2005-2007, lorsque les secteurs socialiste et capitaliste employaient des proportions similaires de travailleurs, les salaires moyens dans le secteur socialiste avaient augmenté pour atteindre 19 390 RMB, surpassant ceux du secteur capitaliste, qui s'élevaient à 16 698 RMB (Nawakitphaitoon et al. 2016, 294). Il est cependant à noter que, dans les années 90, ce n'est pas le capitalisme national qui payait plus que le socialisme, mais plutôt les entreprises étrangères issues de l'impérialisme (Nawakitphaitoon et al. 2016, 309). Ceci indique que les entreprises capitalistes nationales n'ont jamais offert de hauts salaires depuis leurs croissances fulgurantes des années 90 que les entreprises socialistes. Les salaires que ces dernières offraient sont devenus aussi plus élevés que ceux des entreprises capitalistes étrangères à partir des années 2000. Toutefois, selon une autre étude, les salaires nominaux étaient plus élevés dans les années 90 dans les entreprises capitalistes nationales et internationales que dans les entreprises socialistes. Le salarié des entreprises capitalistes nationales gagnait en moyenne 442,6 yuans par année de plus que ceux des entreprises

socialistes, et ceux des entreprises capitalistes internationales 3808,8 yuans de plus que les entreprises capitalistes nationales (Zhao 2002, 187).

Il semble que le système discriminatoire du hukou influence grandement le salaire des employés. Selon une étude, les travailleurs dans le secteur socialiste de l'économie avaient un salaire nominal 50% plus élevé que les travailleurs migrants disposant d'un hukou rural dans le secteur privé, tandis que les travailleurs urbains du secteur privé n'avaient qu'un salaire nominal 5% plus élevé que ceux du mode de production socialiste (Y. Song 2016, 11). Il est difficile d'accepter la thèse selon laquelle les salaires dans les entreprises capitalistes étrangères sont beaucoup plus élevés que dans le mode de production socialiste et dans le mode de production capitaliste national lorsque le très bas salaire et le très grand taux d'exploitation des travailleurs migrants œuvrant dans ces usines internationales sont un fait reconnu unanimement. La situation peut s'expliquer par la présence d'une importante classe de cadres et de professionnels employés par ces grandes compagnies internationales, qui gonfle la moyenne des salaires observés dans ce secteur. Comme l'indique Zhao (2002, 188-94), dans les entreprises impérialistes, les travailleurs non qualifiés percevaient des salaires inférieurs à ceux des entreprises socialistes, tandis que les travailleurs qualifiés bénéficiaient de salaires plus élevés.

Les données relatives aux salaires dans les systèmes capitalistes nationaux et socialistes présentent également des contradictions. Il semble que les travailleurs urbains socialistes gagnent définitivement plus que les travailleurs migrants dans le mode de production capitaliste national. Les salaires des ouvriers urbains du secteur capitaliste national seraient, selon Song, modestement plus élevés que ceux des ouvriers socialistes, tandis que, selon Nawakitphaitoon, Chen et Ge, les salaires nominaux du mode de production capitaliste national seraient inférieurs à ceux du socialisme dans les années 90. De plus, comme Song l'argüe, les salaires des travailleurs migrants, qui sont dans la grande majorité des cas employés dans le mode de production capitaliste, sont nettement plus bas que pour les travailleurs urbains socialistes. Dès lors, il semble que seuls les travailleurs qualifiés bénéficient de salaires plus élevés dans le mode de production capitaliste par rapport à leurs homologues du mode de production socialiste. Nous croyons cependant que les salaires socialistes ont toujours été plus hauts lorsque le salaire social est additionné au salaire nominal lors de la comparaison.

En Chine, le socialisme a toujours eu tendance à rémunérer les employés à la fois en produits et par un salaire nominal. Il est donc important de prendre en compte la valeur en produits que le mode de production distribue à ces employés. Compte tenu du salaire social du socialisme, le salaire des ouvriers socialistes est beaucoup plus élevé que ceux des entreprises privées à travers l'époque des réformes. Un ouvrier travaillant

au moins 20 ans pouvait recevoir 75 % de son salaire pour sa pension, ce qui représente une valeur de 1775,5 yuans par année pour un ouvrier travaillant 32,5 ans et ayant 17,5 années de pension dans les années 90. Ces ouvriers avaient aussi le droit à un logement subventionné dans le cas où il n'ait pas d'accès à un logement privé. En 1996, selon l'échantillon de Zhao (2002), 55,2% des ménages chinois vivaient dans ces logements publics, tandis que 41,6% vivaient dans des logements privés. En 1996, seulement 25% des ouvriers socialistes avaient reçu un logement. Cette différence s'explique par le fait que les familles disposaient dans bien des cas déjà d'un logement public légué par leurs parents. Il calcule que la valeur annuelle du subventionnement atteignait 3464 yuans. Une assurance publique de santé était aussi donnée aux travailleurs, ayant une valeur de 571,3 yuans par années. Ainsi, le salaire réel moyen des ouvriers socialistes dépassait de 3000 yuans celui des travailleurs dans le mode de production capitaliste national.

Cependant, l'une des grandes lacunes venant de ces études vient du fait que les salaires nominaux sont comparés sans prendre en compte le nombre d'heures travaillées. Pour bien pouvoir comparer les salaires entre les différents modes de production, le salaire horaire est beaucoup plus important que le salaire annuel, puisqu'un ouvrier pourrait gagner annuellement plus qu'un autre, bien qu'il soit rémunéré moins par heure. Selon une étude prenant en compte le nombre d'heures moyen travaillé et les salaires nominaux, bien que les compagnies étrangères entre 1995 et 2005 payaient plus que les entreprises étatiques annuellement, les travailleurs dans les compagnies étrangères travaillaient beaucoup plus d'heures que ceux du mode de production socialiste. En prenant ce fait en compte, le salaire plus élevé des ouvriers œuvrant dans les compagnies impérialistes comparativement à celui des ouvriers issus du mode de production socialiste vient en grande majorité de la différence d'heures travaillées (Chen et al. 2005, 952). Ainsi, le salaire horaire nominal était similaire dans les entreprises impérialistes et dans celles socialistes, et, dans bien des cas c'est dans les entreprises socialistes que le salaire horaire était plus élevé.

Les salaires ne constituent qu'un aspect de la question. En plus de bénéficier de rémunérations plus élevées, les ouvriers opérant dans le mode de production socialiste rapportent un niveau de bonheur supérieur à celui de leurs homologues dans le mode de production capitaliste. Une étude souligne que le bien-être économique, significativement plus élevé dans le secteur public – qu'il s'agisse du gouvernement ou des entités économiques – conduit à un bien-être subjectif plus prononcé et à un sentiment de bonheur plus marqué par rapport au secteur capitaliste (Xiao et al. 2022, 721). D'ailleurs, les anciens ouvriers du secteur socialiste qui ont dû entrer dans le secteur capitaliste, volontairement ou non, sont moins heureux que ceux du secteur socialiste. Les travailleurs ayant volontairement rejoint le mode de production capitaliste ont surtout pris cette décision lorsqu'ils pouvaient obtenir un plus grand salaire, mais le manque de sécurité d'emploi ainsi qu'un moins grand statut social comparativement à celui qu'amène le secteur public, causent, selon cette

étude, une baisse du bien-être mental des ouvriers. Pour ceux qui ont quitté involontairement le mode de production socialiste, la perte de leurs emplois, des bénéfices sociaux, et les peurs et les traumatismes causés par l'insécurité d'emploi et les périodes de chômage causaient chez ce groupe un sentiment nettement moindre de bonheur (Wang et Xie 2015, 213-14). Le travail dans le mode de production socialiste ne donne donc pas uniquement un confort matériel plus grand que celui du mode de production capitaliste, mais entraîne aussi un plus haut niveau de confort psychologique.

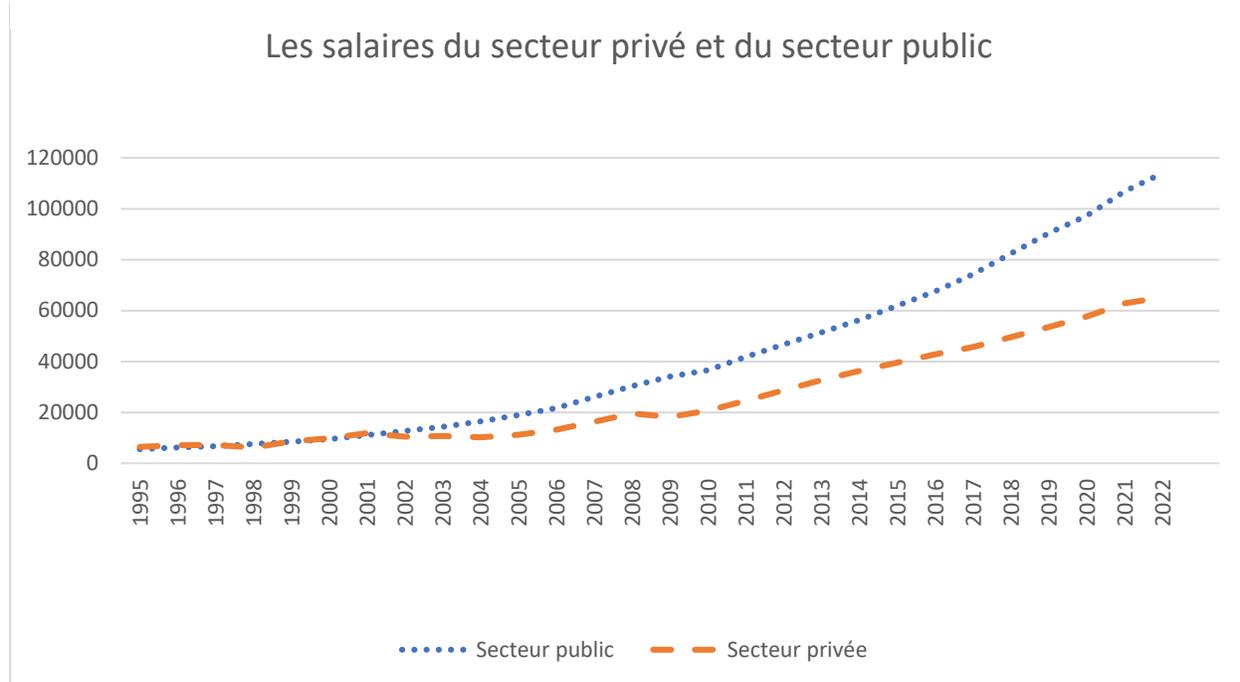
Les emplois dans le secteur public sont les plus populaires pour les ouvriers chinois. Selon une étude récente sur les préférences sectorielles, 63,8% des étudiants universitaires interrogés préféraient travailler dans le secteur public au contraire du secteur privé. Les étudiants plus pauvres, les femmes, les enfants d'ouvriers socialistes et de cadres, et les étudiants ayant de plus basses notes académiques sont plus désireux de travailler dans le mode de production socialiste. De l'autre côté, les individus appartenant aux groupes et aux classes socialement plus favorisés, les riches, les hommes, et les mieux éduqués, préfèrent travailler dans le secteur privé. Ce qu'il est intéressant de constater est que les enfants de cadres, favorisés socialement, mais ne faisant pas théoriquement partie de la bourgeoisie chinoise, préféraient l'emploi public (Li et al. 2023, 9-11). Les raisons s'expliquent par les caractéristiques que nous avons énumérées plus haut : les prestations sociales ainsi que les plus grands salaires perçus dans le secteur public. Les plus favorisés préfèrent donc le secteur privé, tandis que les moins favorisés préfèrent le secteur socialiste.

L'une des causes expliquant pourquoi les salaires dans le mode de production socialiste sont plus haut que ceux du mode de production capitaliste se trouvent dans le fait que le marché n'est pas le déterminant des salaires dans le mode de production socialiste. C'est plutôt le gouvernement qui, à partir d'un système de fixation des salaires, détermine la rémunération dans les entreprises publiques (Li et Zhang 2023, 2956). Selon Song (2016, 9), le marché est le déterminant des salaires des ouvriers œuvrant dans le secteur capitaliste, tandis que l'État est le déterminant des salaires dans les entreprises d'État. Le secteur privé et le secteur public possèdent donc différents déterminants du salaire. Ces écarts salariaux jouent un rôle essentiel dans la compréhension de la formation sociale en Chine. Ils trouvent leur origine dans les lois propres aux différents modes de production en vigueur. L'analyse des déterminants des salaires dans les secteurs privé et public révèle une véritable divergence entre ces modes de production dans la formation sociale. La loi de la valeur détermine la rémunération des ouvriers du secteur privé, tandis que la fixation du salaire par le gouvernement, en d'autres mots sa planification, détermine le salaire des ouvriers dans le mode de production socialiste. Ces déterminants entraînent des conséquences différentes. Ceci est démontré par le fait que les salaires dans ces deux modes de production ne sont pas égaux. Selon une étude, c'est dans la structure de propriété des deux secteurs que réside le déterminant majeur expliquant cette disparité salariale

(S. Sun et al. 2022, 15). Selon ces auteurs, c'est à cause de cette division entre les deux types de propriété que l'inégalité salariale existe en Chine. C'est donc à cause de la division entre le socialisme et le capitalisme qu'une inégalité entre ouvriers existe en Chine, où les ouvriers du mode de production socialiste sont nettement mieux payés et même plus heureux que ceux œuvrant dans le mode de production capitaliste. Dans ce sens, la force de travail de l'ouvrier ne constitue pas une marchandise dans le mode de production socialiste chinois, même à l'époque des réformes, bien qu'elle soit décidément une marchandise dans le mode de production capitaliste chinois. Cependant, comme nous l'avons analysé, les entreprises étatiques depuis les réformes ont largement abandonné les processus productifs, comme dans le secteur de la production, dans le but de pouvoir augmenter leurs marges de profit par la superexploitation de la paysannerie, ce qui montre une tendance à une dégénérescence du socialisme vers le capitalisme d'État. De plus, comme nous allons l'analyser plus loin, les entreprises d'État introduisent de plus en plus d'aspects capitalistes dans leurs méthodes d'organisation du travail et la tendance retrouvée au sein des entreprises publiques est celle de l'adoption de techniques néolibérales d'exploitation de la main-d'œuvre. Dès lors, bien qu'une différence qualitative existe entre les entreprises d'État et les entreprises privées sur le plan quantitatif et qualitatif, cette différence tend à diminuer avec les réformes du gouvernement.

L'une des conséquences de l'accumulation primitive, socialiste et capitaliste, est l'augmentation des salaires. D'après la Figure 1.13, les salaires annuels dans le secteur public sont passés de 5 553 yuans en 1995 à 114 029 yuans en 2022. Par comparaison, dans le mode de production capitaliste national, les salaires ont augmenté de 6 483 yuans par an en 1995 à 65 237 yuans en 2022. En prenant en compte le taux d'inflation, la croissance du salaire public moyen en Chine de 1995 à 2022 a atteint 906%, contre 393 % pour les ouvriers du mode de production national. Bien que les statistiques chinoises ne différencient pas les ouvriers urbains du secteur capitaliste et les travailleurs migrants, selon les données récoltées par Lo (2018, 87), le taux de croissance des salaires des travailleurs migrants n'était que la moitié de celui des travailleurs urbains. Cette analyse illustre que l'industrialisation de la Chine qui s'est effectuée grâce aux deux types d'accumulations primitives depuis les réformes a eu pour effet d'augmenter la quantité de surplus économique disponible aux ouvriers, bien que de manière très inégale en augmentant la demande en main-d'œuvre du capital. Ceci s'explique par le fait que l'accumulation primitive s'entreprind encore dans la période contemporaine par la superexploitation de travailleurs migrants et en partie des travailleurs urbains du secteur capitaliste.

Figure 4.6 La croissance des salaires



Source : Annuaire de statistiques chinoises, années multiples

4.4 La valeur ajoutée produite par les modes de production socialiste et capitaliste

La valeur ajoutée est un meilleur indice pour comprendre la force de chaque mode de production dans la formation sociale chinoise, bien qu'elle soit un concept contradictoire. La valeur ajoutée est cependant un terme néoclassique qui ne différencie pas les activités économiques productives de celles non productives. Pour Marx, les activités productives sont celles qui produisent des biens physiques ou qui les transportent, tandis que les activités non productives sont celles qui distribuent les revenus ou qui maintiennent l'ordre social (Cockshott 2020, 184-85). Du point de vue de la classe bourgeoise, les activités qui rapportent un profit sur le capital sont les activités productives. Il n'existe donc aucune différence entre l'industrie et les services pour les néoclassiques. L'unique différence est l'essence du revenu. Une activité économique performée par l'État ne sera pas productive, mais si cette même activité est réalisée par la bourgeoisie, celle-ci le sera. Pour la science économique marxiste, la forme de la propriété de l'activité économique ne change pas sa nature productive comme l'indique Cockshott (2020, 190). Ce qui distingue l'activité économique est si elle produit des biens physiques. Les biens de production et les biens de consommation physiques sont productifs dans le sens où ceux-ci contribuent physiquement à la reproduction, simple ou avancée, de la société. C'est-à-dire d'un surplus économique. D'un point de vue socialiste, les secteurs productifs sont donc le secteur industriel. La puissance économique d'un mode de production ne dépend donc pas des revenus venant des rentes économiques monopolistes, qui incluent les secteurs comme la finance, ni des

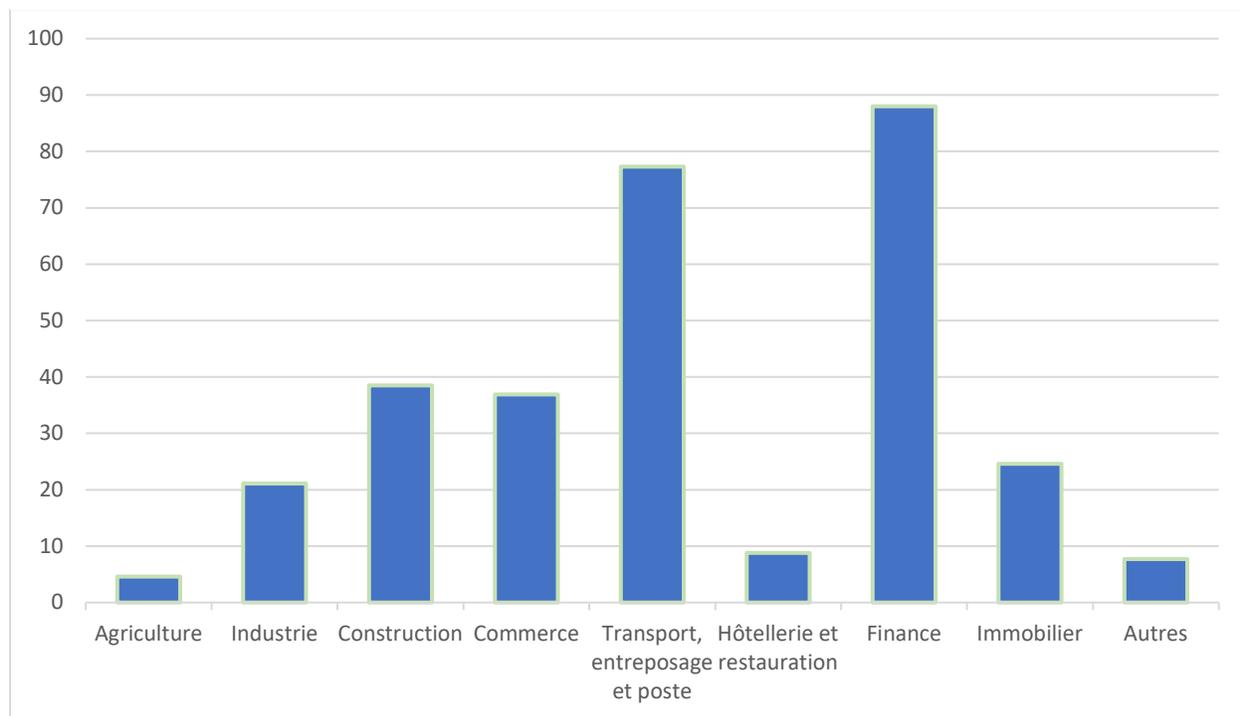
revenus des services, qui ne sont pas créateurs d'un surplus économique, mais de l'industrie, le secteur créateur du surplus disponible. Le mode de production dominant une formation sociale sera toujours celui qui contrôle les activités productrices de celui-ci, tandis que les modes qui ne font que survivre à partir du surplus généré par les activités productives ne sont que des modes de production secondaires articulés à ceux productifs par les activités économiques distributives du surplus. Dès lors, selon la science économique marxiste, les revenus ne reflètent pas nécessairement les capacités productives, mais aussi les capacités distributives qui ne sont pas nécessairement un signe d'une dominance économique. Il est donc nécessaire de distinguer ces deux types de revenus.

Les données officielles ne font pas mention du type de propriété lors du traitement de la valeur ajoutée ou du bilan des profits. Nous devons donc nous référer à des estimations. Selon Holz (2018, 10-11), l'État produit la grande majorité de la valeur ajoutée dans la gestion publique, les finances, les services publics, mais sa contribution est limitée à 14% dans le secteur industriel et à seulement 2% dans celui de l'agriculture. La valeur ajoutée produite sous le mode de production socialiste se répartit comme suit : 19% dans le secteur financier, 11% dans l'industrie, 10% dans la gestion publique, 8% dans l'éducation, 7% dans la construction, 6% dans le commerce, 6% dans le transport, la poste et l'entreposage, et enfin 5% dans les services publics. Les données de la Figure 1.14 nous montrent les secteurs d'activités du mode de production socialiste. Le secteur financier est le plus important de ceux-ci. La finance est un secteur particulièrement dominé par le mode de production socialiste. Les données officielles ne nous donnent aucune information sur la propriété des actifs financiers du pays. Selon un rapport de la Banque mondiale, le socialisme contrôle 88 % de ce secteur en 2017 (C. Zhang 2015, 6). Ceci nous montre que le socialisme chinois garde encore les rênes sur les finances du pays et ne laisse que rarement les acteurs privés entrer dans ce secteur, bien qu'ils soient de plus en plus présents. Ce secteur économique est le plus dominé par le socialisme. Il n'est cependant pas le signe d'une dominance économique de la formation sociale, mais seulement d'une grande capacité distributive du secteur étatique chinois.

Le deuxième secteur est l'industrie. Le socialisme, qui est comme le mode de production capitaliste, un mode de production de nature industrielle, devrait logiquement dominer l'industrie, comme ce fut le cas dans les pays où le socialisme était plus développé comme en URSS et en Europe de l'Est. Comme nous l'avons expliqué, pour qu'un mode de production soit dominant, il faut qu'il produise le surplus économique d'une société. Cependant, le socialisme ne produit que 21,1% de la valeur ajoutée totale de ce secteur. Selon Cheng Enfu, en 2021, le socialisme n'était en possession que de 20% de l'industrie du pays, tandis que, selon lui, le socialisme à son stade de développement peu développé devrait au minimum être en possession de 70% de l'industrie (Cheng 2022, 161). Le socialisme est donc loin d'être prédominant dans l'industrie.

Le secteur de la construction, qui produit 7,38 % de la valeur ajoutée sous le socialisme, demeure l'un des plus importants en termes d'effectifs dans le modèle socialiste chinois. Dans celui-ci, le socialisme garde une plus grande prédominance que dans l'industrie. Il produit 38,5% de la valeur ajoutée en construction. Il n'est cependant toujours pas prédominant dans ce secteur. Le secteur de l'immobilier reste encore après les grandes vagues de privatisation un secteur important du mode de production socialiste. Le secteur compte pour 5 % de sa valeur ajoutée produite par le socialisme, tandis qu'il produit près de 25% de la valeur ajoutée totale du secteur. Autre que le secteur des finances et du transport, de l'entreposage et de la poste, le socialisme est loin de prédominer dans l'économie. Ceci nous montre à quel point, depuis les réformes économiques de 1978 et surtout depuis les années 90, le socialisme s'est fait éclipser de manière quantitative par le mode de production capitaliste dans tous les secteurs économiques, sauf les finances et les transports, l'entreposage et la poste.

Figure 4.7 Part du socialisme de la valeur ajoutée de la Chine



Source : (C. Zhang 2015)

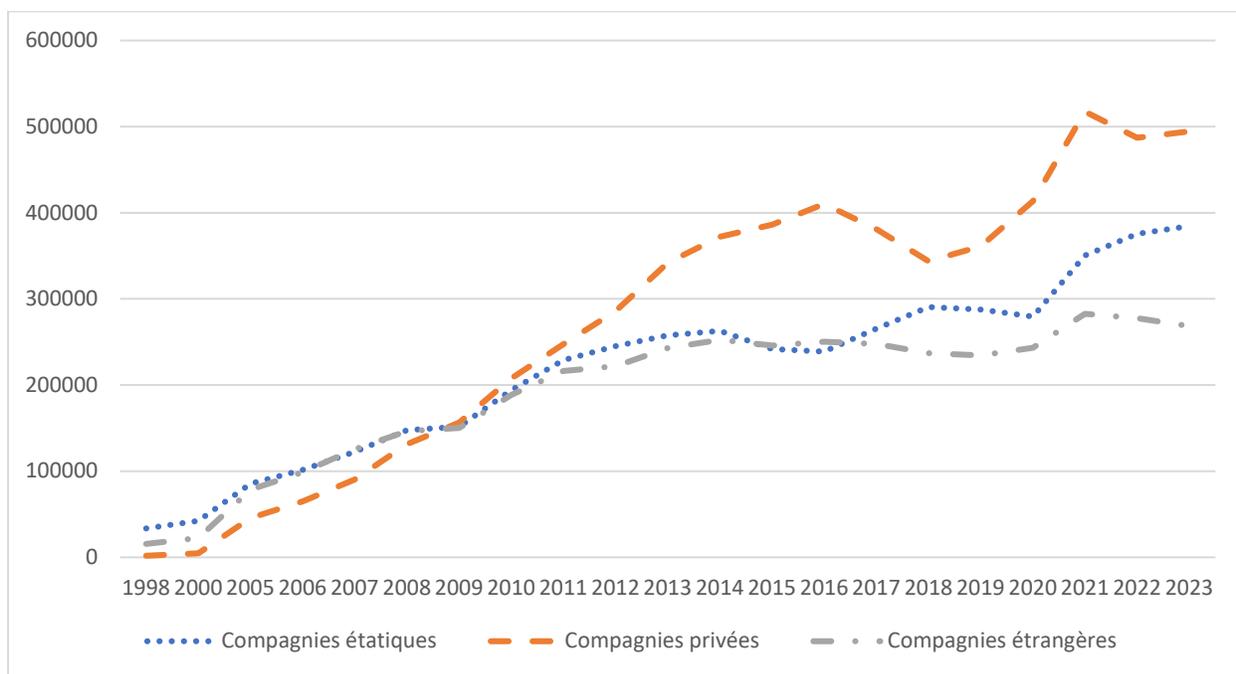
Puisque les annuaires de statistiques chinoises ne différencient pas quantitativement la propriété des entités corporatives, il est difficile de connaître la vraie proportion de la valeur ajoutée entre ces deux modes de production. Selon une étude qui tente de distinguer les parts d'actions publiques et la part d'actions privées dans l'économie, le secteur privé produisait de 2008 à 2012 aux alentours de 70 % de la valeur ajoutée de l'économie, tandis que le secteur public produisait 30 % (Pei 2014, 23). La valeur ajoutée du secteur public

apparaît très haute selon les données de cette étude, puisqu'elle base le calcul de la valeur ajoutée du secteur public sur la propriété des actions de l'État au sein de l'économie sans porter attention à la question de la dominance de ce secteur. Par exemple, si une compagnie privée produit une valeur ajoutée de 1000 yuans et que l'État contrôle 10 % des actions de l'entreprise, selon la méthodologie de cette étude, le secteur public produit au sein de cette compagnie 100 yuans de valeur. La méthodologie retrouvée dans cette étude comporte donc un problème fondamental. Elle attribue au mode de production socialiste la puissance de production de plusieurs compagnies privées dans lesquelles l'État détient des actions. Pour qu'une entreprise puisse être considérée comme qualitativement socialiste, et ainsi se distinguer des entreprises privées, l'État doit détenir au moins 50 % des actions. Cela confère à la SASAC ou aux gouvernements locaux un véritable pouvoir décisionnel sur la production et l'organisation de l'entreprise. La méthodologie tombe donc dans le piège du positivisme. La cause de ce problème vient du fait que les entreprises totalement publiques depuis 2010 sont beaucoup moins prévalentes, tandis que les firmes mixtes publiques le sont beaucoup plus. Il est donc complexe de distinguer les compagnies socialistes des compagnies capitalistes, car les deux types de relations de production coexistent dans une large proportion d'entreprises en Chine. Nous analysons plus loin les conséquences qualitatives de ces changements. Pour le moment, nous considérons que les compagnies devraient être distinguées selon la nature de l'actionnaire le plus puissant, comme les statistiques chinoises le font.

Les données de la Figure 1.15 montrent le revenu des entreprises industrielles en 100 millions de yuans des entreprises socialistes, des entreprises capitalistes, et des entreprises impérialistes. La classification des entreprises est faite selon l'acteur qui détient la plus grande part des actions de l'entreprise. Ce qui est calculé ici n'est pas le taux de profit, mais les revenus bruts des entreprises. Ceci permet de calculer, bien que sous une illusion monétaire, la puissance productive des modes de production. Les données montrent qu'en 1998, le mode de production socialiste surpassait en production le mode de production capitaliste national et les entreprises impérialistes réunis. Le socialisme produisait 1818% plus que le mode de production capitaliste national et 215% plus que les impérialistes sur le marché chinois. C'est en 2009 que le mode de production capitaliste national et que les impérialistes produisaient chacun plus que le mode de production socialiste. Le plus grand écart est apparu en 2016, où le mode de production capitaliste national produisait 171% de la valeur industrielle produite par le socialisme. Entre 2014 et 2020, une relation notable peut être observée entre les revenus issus du capitalisme et ceux générés par le socialisme. Durant cette période, l'augmentation du revenu d'un mode de production était corrélée avec la diminution du revenu de l'autre mode de production. Entre 2014 et 2016, le revenu capitaliste a augmenté de 10 %, tandis que le revenu socialiste a diminué de 9 %. De 2016 à 2018, le revenu capitaliste a chuté de 16 %, alors que le revenu socialiste a progressé de 21 %. Entre 2018 et 2020, les revenus des deux systèmes ont augmenté, avec une hausse de

3,8 % pour le socialisme et de 20 % pour le capitalisme. Enfin, de 2020 à 2023, le revenu socialiste a enregistré une croissance rapide de 37 %, contre une progression plus modérée de 19,5 % pour le capitalisme, malgré des fluctuations importantes. Il nous est impossible de trouver le déterminant exact de ces fluctuations à ce point dans notre étude. Dans le secteur industriel, la relation entre le socialisme et le capitalisme national semble se caractériser par une compétition directe dans la conquête du marché chinois. De plus, le mode de production capitaliste, national et impérialiste, est de toute évidence prédominant dans la production industrielle de la formation sociale chinoise depuis 2005.

Figure 4.8 Revenu des entreprises industrielles par type de propriété

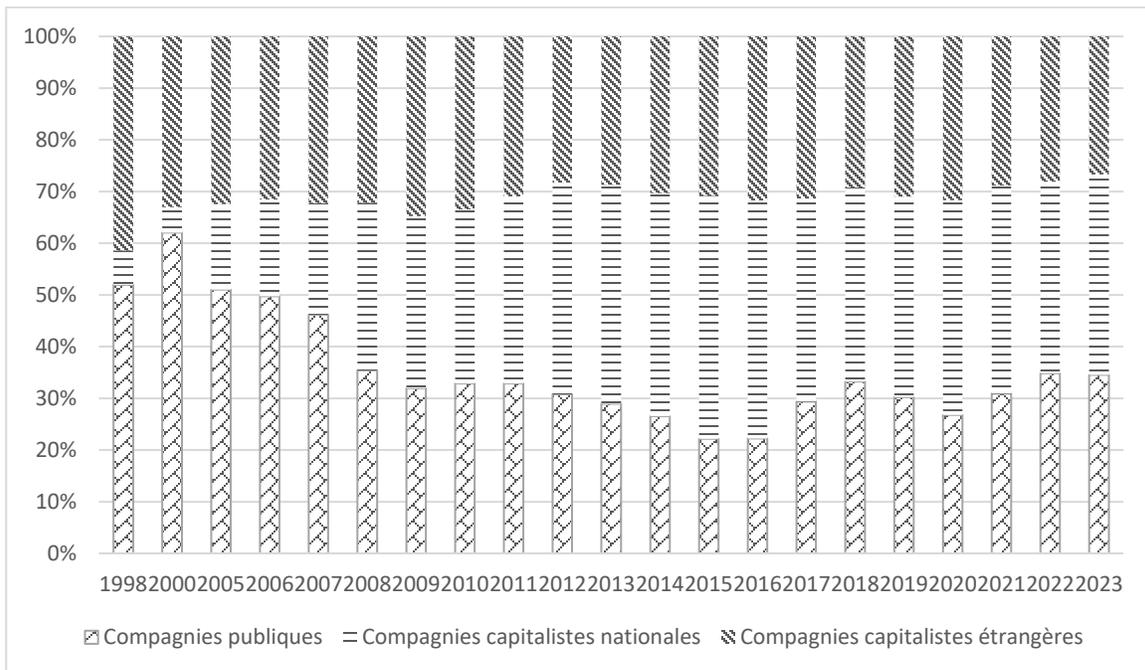


Source : Annuaire de statistiques chinoises

La Figure 1.16 présente les données sur la division du profit total dans le secteur industriel chinois. Le mode de production socialiste produisait 52% des profits en 1998, tandis que les compagnies étrangères produisaient 42% et les compagnies capitalistes nationales produisaient uniquement 6% des profits. La part du socialisme tomba à son plus bas point à 23% en 2015, tandis que la part du mode de production a augmenté à 45% et la part des entreprises étrangères à 31%. En 2023, le socialisme a augmenté sa part à 35%, le capitalisme national à 38% et la part des entreprises étrangères à 27%. La période des réformes, de 2000 à 2015, a marqué une phase d'accumulation rapide pour le mode de production capitaliste. Dès lors, en matière de revenus bruts et de profits, le capitalisme prédomine largement sur le socialisme, ce qui détermine

la tendance à la montée de la dominance du capitalisme dans l'investissement dans la formation sociale chinoise.

Figure 4.9 La division des profits industriels par modes de production

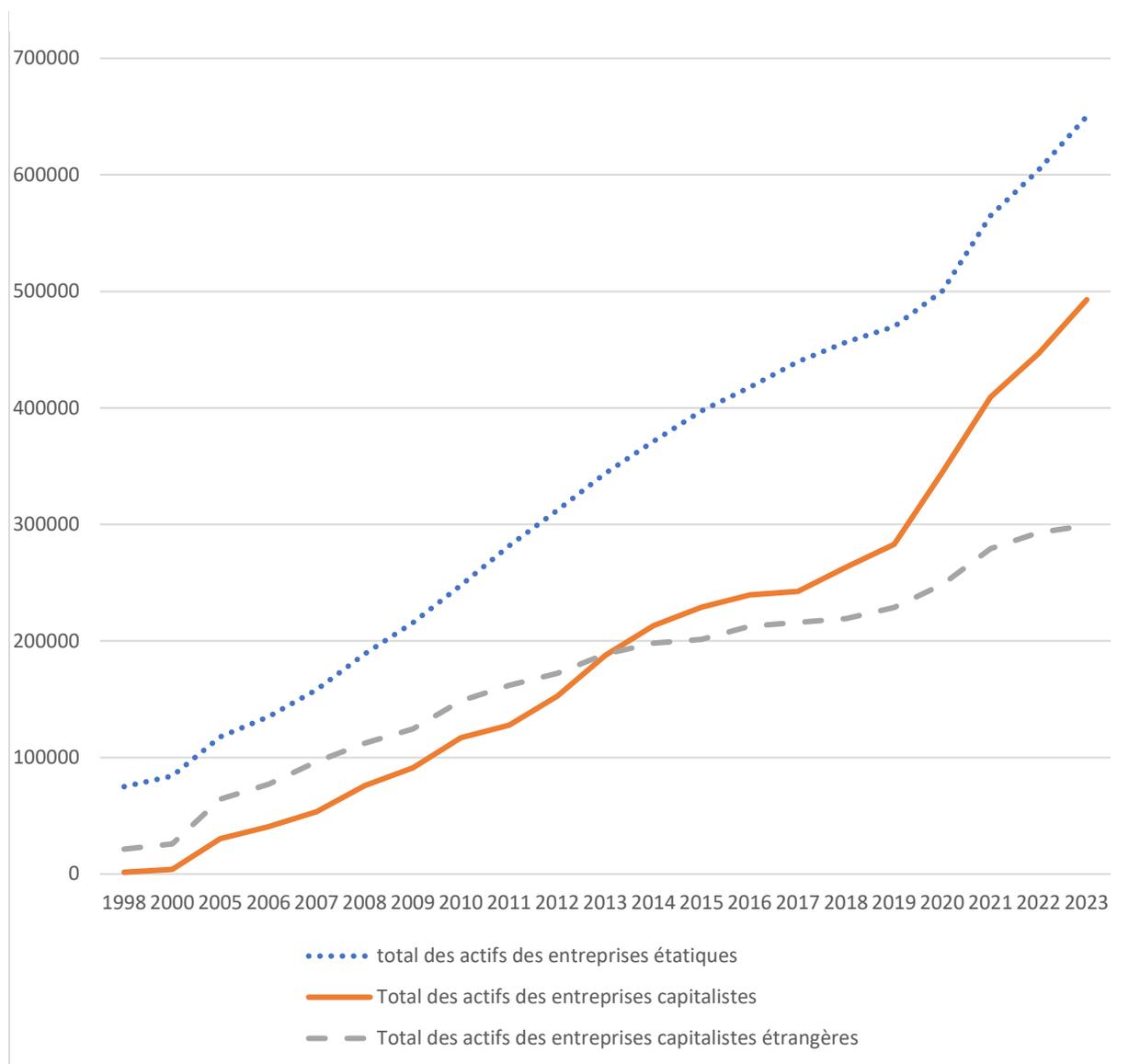


Source : Annuaires de statistiques chinoises

4.5 La propriété des forces productives

La Figure 1.17 montre le nombre d'actifs des entreprises chinoises de 1998 à 2023. Ces données nous montrent qu'en matière d'actifs, le socialisme reste toujours prédominant comparé au capitalisme même après la vague de privatisation dans le secteur industriel. Ces deux modes de production dans le secteur industriel augmentent leurs actifs à des rythmes similaires. Il est à noter que ces données ne se réfèrent pas uniquement au capital fixe des entreprises, mais à toutes leurs possessions, incluant leurs possessions financières. Puisque plusieurs compagnies industrielles possèdent des actifs financiers au sein d'entreprises d'autres secteurs que celui industriel, ces données se réfèrent au capital de tout type appartenant aux entreprises industrielles. La financiarisation de la formation sociale chinoise, comme nous l'analysons plus loin, a vastement augmenté la quantité de capital financier détenu par les entreprises de toutes sortes en Chine.

Figure 4.10 Nombre d'actifs des entreprises industrielles capitalistes et socialistes (100 millions de yuans)



Source : Annuaire de statistiques chinoises

Selon les informations collectées au Tableau 4.3, les entreprises étatiques non financières représentaient 40 % des actifs totaux du socialisme, tandis que les entreprises étatiques financières en représentaient 53 %. Les équivalents socialistes du capital constant et du capital financier ne sont donc pas disproportionnés. De plus, les actifs non économiques du socialisme ne représentent que 7 % du total. Nous rappelons que l'État contrôle la quasi-totalité du capital financier du pays. Cependant, il est important d'ajouter que la part des actifs financiers de l'État ne représente pas le contrôle total de l'État sur les compagnies dans lesquelles ses

actifs se retrouvent. L'État possède des actifs dans la majorité des grandes compagnies capitalistes sans être le plus grand actionnaire. Dès lors, il est possible de déduire de ces informations que le mode de production socialiste contrôle une plus grande quantité de capital que le mode de production capitaliste. Selon une étude, les entreprises étatiques chinoises sont les plus importantes au monde, tant en termes de taille qu'en fonction du volume de capital qu'elles contrôlent (H. Wei 2021, 104). Dès lors, ces données ne représentent pas nécessairement une dominance de l'État sur l'économie.

Tableau 4.3 Division des actifs du mode de production socialiste chinois

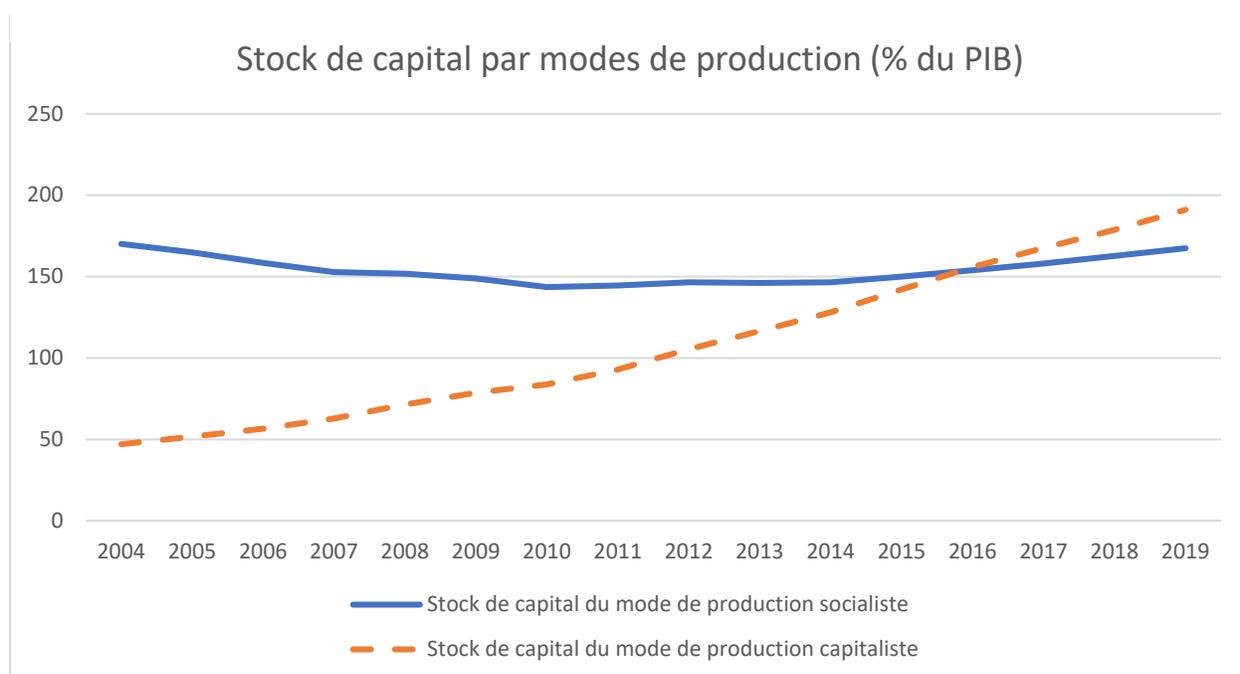
	Actif total (% du PIB de 2017)
Entreprises étatiques	221
Gouvernement central	92
Gouvernements locaux	129
Institutions financières étatiques	290
Gouvernement central	179
Gouvernements locaux	79
Gouvernement, Administration, Organisation sociale	36
Gouvernement central	5
Gouvernements locaux	31

Source : (Lam et Badia 2023, 15)

La Figure 1.18 montre le nombre de stocks de capital appartenant au mode de production socialiste et au mode de production capitaliste. Les stocks de capital sont les actifs fixes appartenant aux unités économiques de ces modes de production. La principale différence entre la Figure 1.17 et la Figure 1.18

réside dans leur champ d'analyse : la première se focalise uniquement sur les capitaux des entreprises industrielles, alors que la seconde présente une vue d'ensemble du stock de capital, intégrant toutes les entités économiques. Selon les notes explicatives sur cet indicateur dans les annuaires statistiques chinois, les entreprises industrielles sont celles qui produisent des produits matériels, contrairement au secteur des services et aux autres secteurs non productifs. La différence se trouve dans l'inclusion du capital fixe utilisé dans les secteurs non productifs dans la Figure 1.18. Dès lors, il est possible d'apercevoir que la prédominance du socialisme dans la propriété du capital fixe total de la formation sociale s'est terminée en 2016. Son déclin relatif au total du PIB a débuté lors du commencement des réformes et s'est terminé en 2010, où la proportion du capital fixe socialiste relatif au PIB a lentement commencé à augmenter. Cependant, la croissance du capital fixe privé a été très rapide. En 2004, le capital fixe privé relatif au PIB ne représentait que 27,6% de celui public. En 2019, le capital fixe privé représentait 114% de celui du secteur public. De 2004 à 2019, le taux de capital fixe privé en pourcentage du PIB a donc augmenté de 274%, tandis que le taux de capital fixe public a diminué de 15,8% de 2004 à 2010 pour augmenter de 16% de 2010 à 2019. Dès lors, il est possible d'apercevoir un mouvement de croissance très rapide du mode de production capitaliste dans l'économie chinoise de 2004 à 2010, surtout dans les secteurs non productifs de l'économie, les services et l'immobilier au même moment où le socialisme était en période de déclin. Dans la deuxième période, de 2010 à 2019, le socialisme est entré dans une période de légère ascension, bien qu'avec un taux de croissance plus lent que le capitalisme. Le socialisme n'était donc pas en retraite absolue dans la deuxième période, mais n'avait pas la même force de croissance que le secteur privé. Cela reflète une certaine forme de recul du socialisme dans cet aspect spécifique. Il est cependant à noter que, sous le plan de l'investissement étatique et de la propriété publique du capital fixe, la Chine est unique au monde. Seul le secteur étatique des pays socialistes se rapproche de celui de la Chine.

Figure 4.11 Stock de capital par modes de production (% du PIB)



Source : Fonds monétaire international

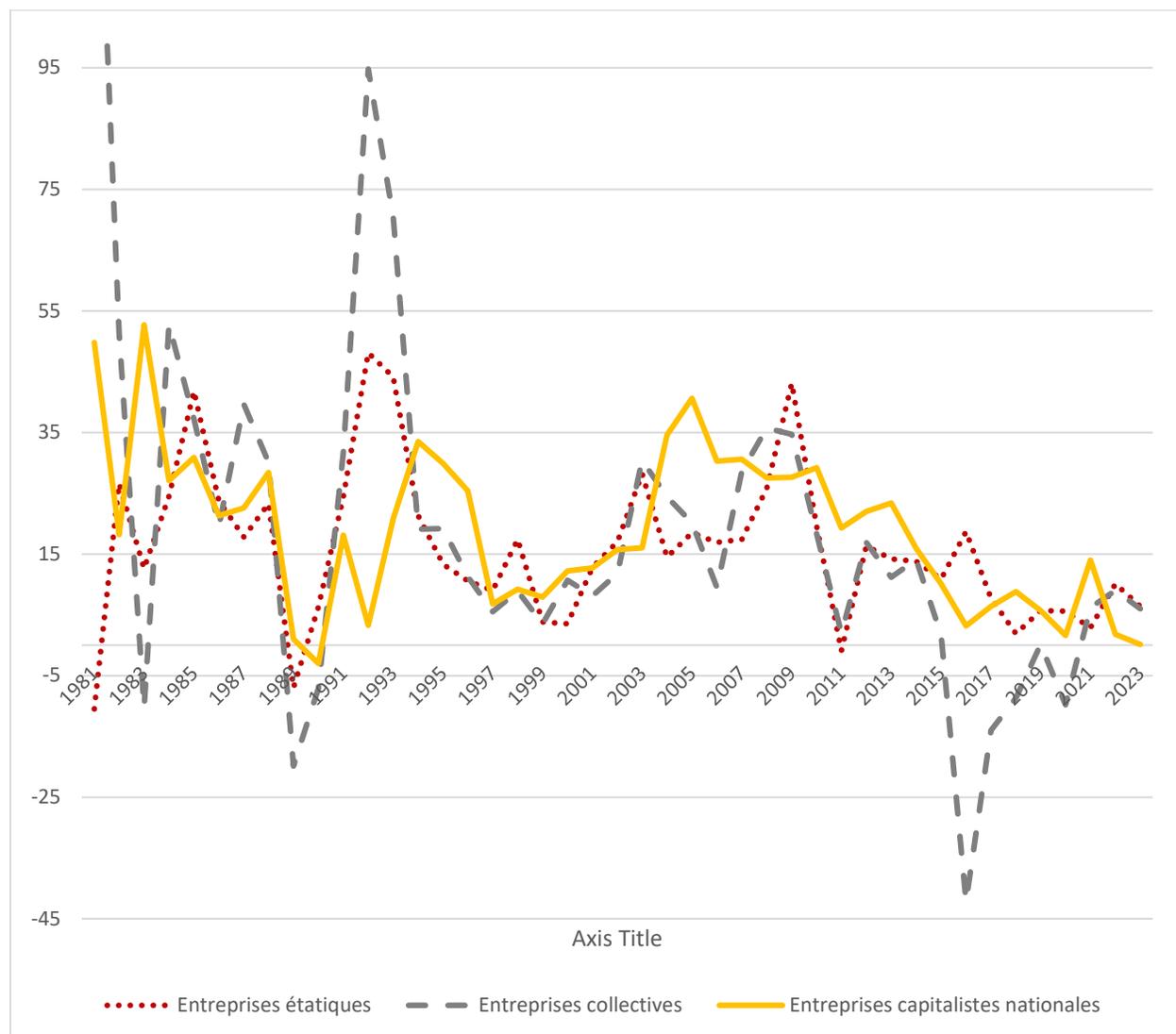
Selon une autre étude qui distingue de manière interne les actifs des capitalistes et de l'État au sein des entreprises corporatives dans les annuaires de statistiques chinoises, la tendance depuis les réformes est la décroissance relative de la dominance des entreprises publiques en matière d'actifs. En 2004, le socialisme détenait 62,73% des actifs totaux, tandis que le secteur privé en contrôlait 37,27%. En 2012, le socialisme ne contrôlait que 50,44%, tandis que le secteur privé contrôlait 49,56% (Pei 2014, 18). La tendance est donc évidente, le socialisme perd sa prédominance au sein de l'économie. De plus, le secteur public ne prédomine pas dans le secteur productif de l'économie. Bien qu'il soit prédominant dans les transports, il est vastement dépassé par le secteur privé. Le secteur où celui-ci est dominant est surtout le secteur financier qui est non productif et qui montre des tendances néolibérales, comme nous allons l'expliquer à la section 5.2.

4.6 Les investissements dans le socialisme et le capitalisme

Les deux graphiques ci-dessous montrent les données sur le pourcentage du taux d'investissement en capital fixe dans la formation sociale chinoise comparé aux années précédentes. Nous avons divisé ces données par mode de production. La ligne jaune représente le taux d'investissement annuel des entreprises capitalistes nationales, la ligne orange représente les entreprises étatiques et la ligne grise représente les entreprises collectives. Ces deux dernières représentent donc l'investissement au sein du mode de production socialiste, tandis que la première représente l'investissement du mode de production capitaliste. Le graphique nous

montre que le taux d'investissement en capital fixe a été croissant pour la grande majorité de l'époque des réformes. Seul en 1989, année marquée par la crise mondiale du socialisme, le taux d'investissement a été négatif par rapport à l'année précédente. Le mode de production socialiste n'a donc jamais cessé ses investissements en capital fixe. Il a toujours continué d'augmenter son taux d'investissement. Cependant, le taux d'investissement des entreprises collectives fluctue davantage que celui des entreprises étatiques. La croissance a été négative durant les années 1983, 1989, 1990, 2016, 2018 et 2020. Le taux d'investissement des entreprises capitalistes a rarement été négatif, exception faite de 1990. Toutefois, la croissance a été presque nulle durant certaines années, notamment en 1989, 2020 et 2022. Il n'y a pas de dominance claire d'un secteur sur l'autre, selon ces données. Selon les années, le socialisme et le capitalisme peuvent prédominer sur le plan de la croissance du taux d'investissements. Ce qu'on peut remarquer est qu'il existe un cycle entre la prédominance de l'investissement socialiste et de l'investissement capitaliste. De 1982 à 1989, la croissance du taux d'investissement des deux modes de production est largement similaire. De 1990 à 1998, le taux de croissance de l'investissement socialiste prédomine sur celui capitaliste, tandis que, de 1999 à 2000, celui capitaliste prédomine. De 2001 à 2004, le socialisme retrouve une position dominante. Cependant, entre 2005 et 2008, la croissance de l'investissement capitaliste redevient prédominante. En 2009, le socialisme reprend brièvement l'avantage, avant que le capitalisme n'impose sa domination de 2010 à 2016. De 2017 à 2022, à l'exception de 2018 et 2021, le socialisme prédomine.

Figure 4.12 Investissement en capital fixe par modes de production



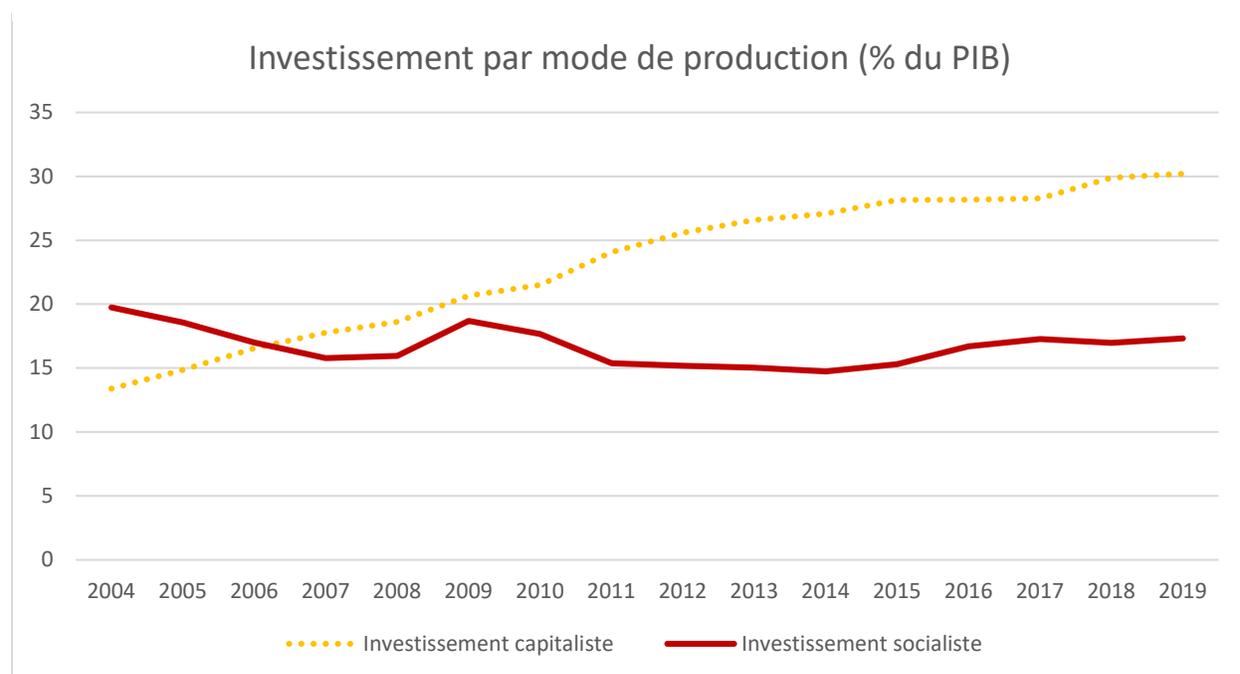
Source : Annuaires de statistiques chinoises

Cette relation entre l’investissement public et l’investissement privé a aussi été analysée par Hao Qi et David M. Kotz (2020, 5-6). Comme nous, ils découvrent qu’une tendance claire existe entre ces deux types d’investissement. Depuis le début des années 2000, l’investissement public se fait lorsque le mode de production capitaliste cesse ses investissements. Il y a donc eu un cycle de la position prédominante des investissements publics et privés. Ceci est expliqué par cette relation : lorsque le taux de profit diminue dans la formation sociale chinoise, pour des raisons que nous détaillerons ultérieurement, l’investissement capitaliste ralentit ou s’arrête, tandis que l’investissement public se poursuit, voire augmente, afin de stabiliser la formation sociale. Les compagnies publiques peuvent continuer à investir à cause de leurs interdépendances aux banques publiques et parce qu’elles tendent à obéir aux dictats de l’État central.

Comme nous pouvons le voir, depuis la COVID-19, le mode de production socialiste a connu une croissance plus forte que le capitalisme chinois. En 2023, les compagnies étatiques formaient 61 % des 100 plus grandes compagnies chinoises (Brown 2023). Ceci est expliqué par le fait que le taux d'investissement du socialisme est entré dans une période de prédominance en 2021.

La Figure 1.20 nous montre l'importance des investissements des modes de production capitaliste et socialiste dans la formation sociale. On aperçoit que le taux d'accumulation du capital privé est devenu plus important que celle du capital socialiste à partir de 2006 et que l'accumulation capitaliste a pris une importance critique comparativement à celle socialiste à partir de 2010. La différence entre la valeur des investissements capitalistes et socialistes est passée de 2 % du PIB en 2009 à 13 % du PIB en 2015, année marquée par la crise financière chinoise. Ce phénomène trouve son origine dans la financiarisation accrue de l'économie, initiée par le mode de production capitaliste à partir de 2009. De plus, à partir de 2011, le système bancaire chinois a été partiellement libéralisé, ce qui a permis aux banques publiques de prêter au capital privé dans des projets spéculateurs et dans le secteur immobilier (Lo D. 2023). C'est cette financiarisation qui explique partiellement cette avancée de la valeur des investissements capitalistes dans l'économie. Une large portion de ces investissements s'est faite dans les secteurs non productifs de l'économie, ralentissant largement la croissance du PIB. Nous reviendrons sur ce point à la section 5.2. L'accumulation capitaliste s'opère donc beaucoup plus rapidement dans la formation sociale chinoise.

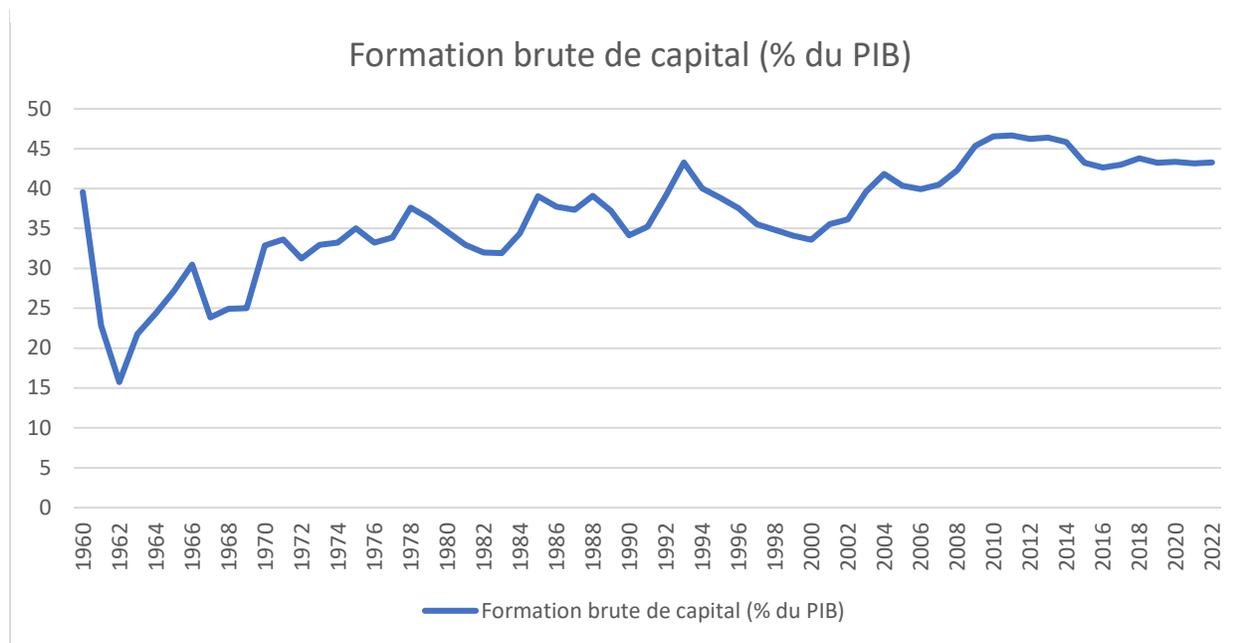
Figure 4.13 Investissement par mode de production



Source : Fonds monétaire international

La Figure 1.21 nous montre la valeur de la formation brute de capital en pourcentage du PIB. Outre la période du Grand Bond en avant et les deux premières années de la Révolution culturelle, l'investissement en capital fixe dans la formation sociale chinoise est resté relativement élevé comparativement aux autres pays. Bien que les économies planifiées aient les caractéristiques d'avoir un taux d'investissement très élevé, la Chine a connu son investissement le plus élevé, par rapport à son PIB, de 2010 à 2014, où le taux a atteint 46 %. À l'exception du micro-État Vanuatu, la Chine en 2022 était le pays avec le plus grand pourcentage d'investissement au monde. Le mode de production socialiste serait responsable de 40 % de l'investissement chinois (Gaulard 2018, 303). La formation sociale chinoise a donc toujours un grand taux d'investissement, restant similaire sur ce point, du moins dans l'aspect quantitatif, à l'époque de l'économie planifiée. Du point de vue qualitatif, le mouvement repéré est celui d'une transformation de l'investissement public à un investissement mixte. Par exemple, l'investissement du mode de production socialiste constituait 80 % du total en moyenne lors des années 80 et est tombé à 53 % du total en 2003 (Kuijs 2006, 9).

Figure 4.14 Formation brute de capital



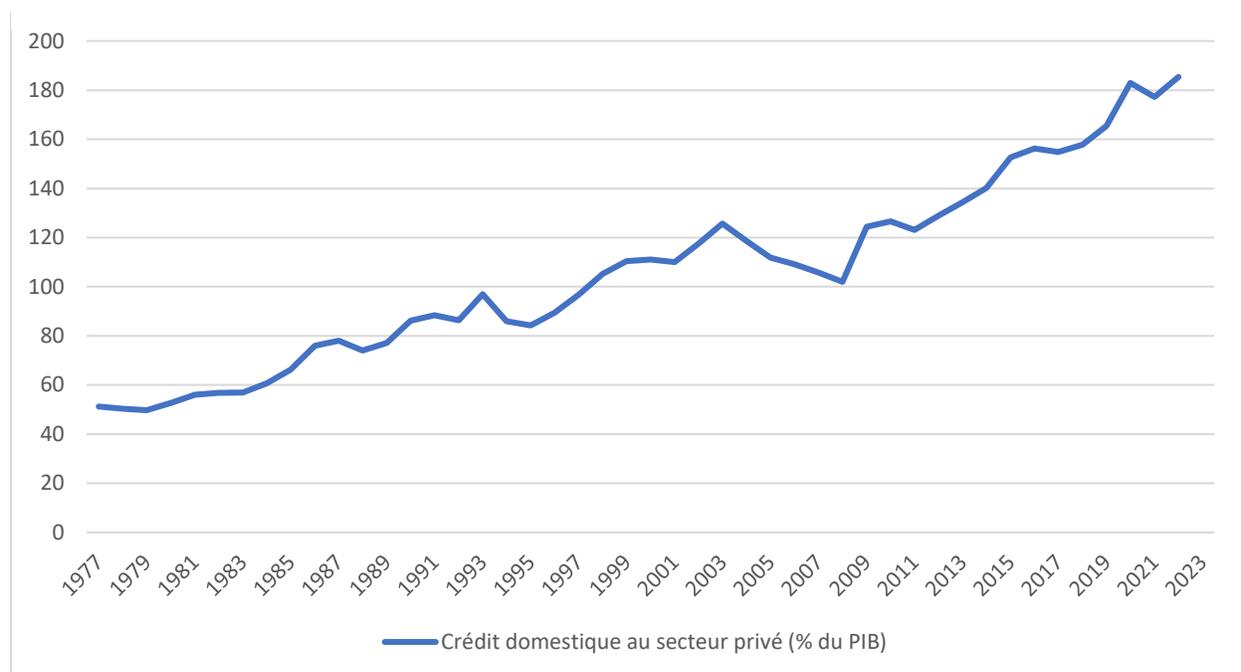
Source : Banque mondiale

La finance joue aussi un grand rôle dans le mode de production socialiste chinois. Les banques sont majoritairement sous le contrôle du socialisme. Les entreprises étatiques reçoivent 75 % de tous les prêts économiques à des taux d'intérêt très bas, tandis que les entreprises capitalistes doivent surtout se financer de manière autonome (Gaulard 2018, 307). Ceci pourrait démontrer alors que l'accumulation primitive socialiste s'entreprind encore partiellement aux dépens du capitalisme dans le sens où l'État favorise activement la croissance des entreprises étatiques et limite, bien que très partiellement, la croissance des entreprises privées. Le grand taux d'investissement du mode de production socialiste dépend largement du gouvernement, des banques socialistes et des entreprises étatiques. En 2001, les prêts bancaires accordés par les institutions socialistes au mode de production capitaliste représentaient 0,59 % de ceux octroyés au mode de production socialiste. Par comparaison, les prêts des institutions financières privées au mode de production capitaliste atteignaient 0,77 % de la valeur des prêts accordés au mode de production socialiste. (Bai et al. 2006, 613). Les auteurs de cette étude sont d'avis que la cause de ce très bas pourcentage des prêts donnés au mode de production capitaliste se trouve dans le biais idéologique que le Parti communiste a contre la propriété privée. Le Parti, selon eux, favorise même après les grandes vagues de privatisation de 1998 à 2001 la croissance du mode de production socialiste. La propriété socialiste de la finance est donc largement connectée à la suprématie du capital industriel socialiste intensif en capital constant. De plus, les entreprises d'État détenaient 45 % de la dette totale du pays, et deux tiers de la dette des compagnies non financières. La valeur des dettes des entreprises publiques représentait 115 % du PIB chinois en 2018 (Holz

2018, 10-11). Cependant, durant la même année, le secteur privé possédait une dette représentant 157,8 % en 2018, selon les données de la Banque Mondiale. Le secteur privé avait donc plus de dettes que le secteur public, mais si l'on considère que le secteur capitaliste prédomine vastement sur le secteur public, il est possible d'en déduire que ce dernier possède, par chaque compagnie, un beaucoup plus grand nombre de capitaux financiers que les entreprises privées. Le mode de production socialiste est donc beaucoup plus concentré que celui capitaliste, mais en termes d'actifs financiers, les deux modes de production sont relativement égaux.

Cependant, il est possible de repérer une grande croissance du crédit des institutions financières socialistes au mode de production capitaliste en Chine depuis les réformes. Selon Lo (2023), le financement de l'économie en pourcentage du PIB a gardé la même proportion de 2003 à 2008, où le financement par les banques, à majorité socialiste, représentait de 105 % à 110 % de la valeur du PIB, tandis que les autres sources de financement, de nature capitaliste, ne comptaient environ que 15 % du PIB. À partir de 2008, le financement privé a largement augmenté. Le total du financement a atteint en 2022 284 % du PIB total, avec un financement privé de plus de 100 % du PIB. Lo démontre dès lors que la Chine a en partie financiarisé son économie à partir de 2008, ce qui a entraîné la conséquence majeure d'augmenter le taux d'endettement de l'économie. Ce financement, par lui-même, ne représente pas nécessairement un danger pour le socialisme, à condition que le capital financier soit utilisé dans les sphères productives publiques de l'économie. Cependant, comme Lo l'indique, le processus de financiarisation s'est accompagné par une dérégulation massive des finances chinoises. Les banques à partir de 2008 pouvaient participer librement aux activités spéculatives, ce qui a créé un système bancaire parallèle. Les activités financières non bancaires sont encore moins régulées que le système bancaire socialiste largement dérégulé depuis 2008. Ce phénomène a entraîné, au sein de la formation sociale chinoise, une redirection progressive du capital vers les secteurs spéculatifs, au détriment des secteurs productifs. Selon les données que nous avons recueillies à la Figure 1.22, c'est à partir de 2008 que le capital financier a augmenté rapidement sa proportion dans la formation sociale chinoise. L'accumulation socialiste primitive n'a donc pas été capable de déterminer le mouvement de la formation sociale sous cet aspect, puisque les institutions financières publiques prêtent une grande quantité de capital au secteur privé, et puisque la logique de la profitabilité a créé une dégénérescence dans la logique déterminante des institutions socialistes financières, bien que le taux d'intérêt des prêts octroyés aux compagnies publiques soit beaucoup plus bas que celui des prêts octroyés aux compagnies privées.

Figure 4.15 Crédit domestique au secteur privé



Source : Banque Mondiale

4.7 La croissance de la productivité

Le processus d'accumulation primitive est fondamentalement un processus d'industrialisation, et l'industrialisation est fondamentalement un processus qui augmente la productivité du travail en introduisant des machines et des techniques de gestion permettant d'économiser du temps de travail. Nous allons évaluer dans cette section la croissance de la productivité du travail occasionnée par l'accumulation primitive.

Essentiellement, l'augmentation de la quantité de produits au sein d'une économie dépend de la croissance de l'industrie lourde. Fel'dman, économiste actif dans les années 1920 au sein de l'Institut de planification de l'Union soviétique, a été le pionnier de la théorisation des techniques d'industrialisation rapide dans les pays peu développés. Le modèle de Fel'dman est celui qui a été utilisé par la majorité des pays socialistes dans leurs processus d'industrialisation rapide de leurs économies, qui étaient toutes peu développées lors de leurs révolutions. Le modèle se base sur les écrits de Marx, notamment sur le deuxième volume de capital où Marx divise l'économie industrielle en deux secteurs, un secteur produisant des produits de consommation et un secteur produisant des produits de production. Selon ce modèle, la croissance du secteur produisant des produits de consommation est déterminée par le secteur produisant des produits de production. De manière très simple, la productivité d'un secteur dépend de son stock de capital. Lorsque le secteur produisant des produits de production reçoit de l'investissement, la croissance de son stock de capital

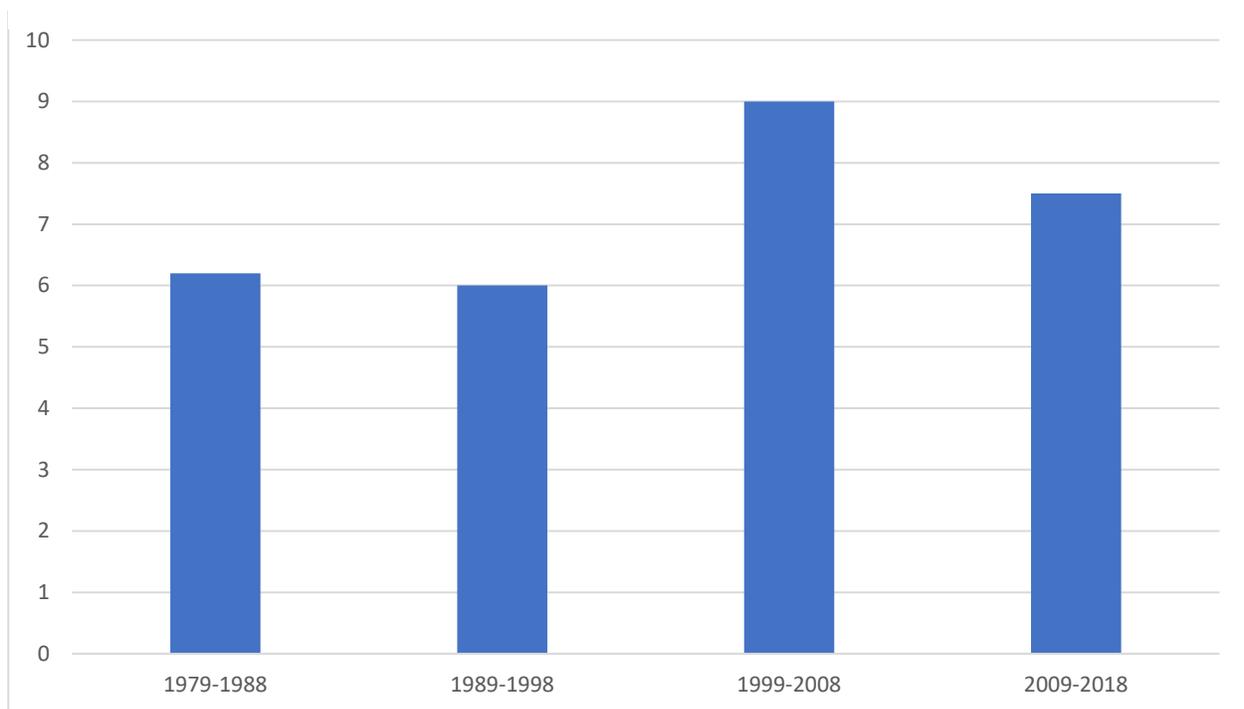
permet une augmentation du stock de capital du secteur produisant des produits de consommation, tandis qu'un investissement dans ce dernier n'augmente pas le stock de capital de ce premier, mais uniquement le taux de consommation à court terme. Pour augmenter le taux de consommation de la population, il est essentiel d'investir dans le secteur produisant des produits de production afin d'accroître le stock de capital disponible pour l'ensemble de l'économie. La logique de l'accumulation primitive doit donc être comprise comme étant un investissement dans le secteur produisant des biens de production. Selon Robert Allen, c'est l'adoption de ce modèle en Union soviétique qui a déterminé l'évolution de la formation sociale de l'empire russe d'un pays peu industrialisé à la deuxième puissance économique et militaire mondiale lors de l'époque soviétique avec un taux de consommation très haut relativement à la moyenne mondiale (Allen 2009, 53-57).

Les réformes économiques chinoises ne semblent pas avoir détruit cette logique au sein de l'économie chinoise. La production de produits de production prédomine encore sur la production de biens de consommation. La part de valeur ajoutée de l'industrie productrice de ressources est passée de 32,82 % en 2001 à 40,58% en 2019. L'industrie légère, la production de textiles et la production d'équipements électroniques et mécaniques ne contribuaient qu'à 23,76% et 26,31% respectivement en 2019. Entre 2001 et 2010, la valeur ajoutée de l'industrie textile a diminué de 5 points de pourcentage, avant de se stabiliser à 24% en 2019. En revanche, la production d'équipements électroniques et mécaniques a enregistré une augmentation de 6% entre 2001 et 2019. L'industrie lourde produisant des produits de production prédominait encore sur l'industrie légère. Dans ce secteur, l'État a aussi gardé sa prédominance dans le traitement des ressources, mais beaucoup moins dans la production de machines. Par exemple, l'État produisait 60% de la valeur ajoutée du secteur de la fonte et du pressage de métaux ferreux, 43% des métaux non ferreux et 73% dans l'industrie de transformation du pétrole, de cokéfaction et de transformation du combustible nucléaire. Cependant, dans la production de machines et de machines électroniques, les entreprises d'État produisaient moins de 30 % de la valeur ajoutée. L'État est présent dans la totalité des secteurs industriels, mais reste minoritaire, surtout dans l'industrie légère. L'investissement dans le secteur a cependant largement contribué à la croissance de la valeur ajoutée de ce secteur autant dans les produits de consommation que dans les produits de production. Dans son ensemble, la valeur ajoutée de l'industrie a eu une croissance annuelle de 10 % de 2001 à 2019, ce qui indique que le niveau d'investissement dans la formation sociale chinoise a entraîné une croissance de la productivité du travail (Li et Guan 2022, 2-4).

La croissance de la valeur ajoutée dans l'économie chinoise signifie donc qu'il y a eu une industrialisation de la formation sociale chinoise de manière extensive. L'accumulation primitive et le modèle de Fel'dman peuvent cependant aussi être compris comme étant des processus qui augmentent la productivité du capital déjà existant. En d'autres termes, le processus d'industrialisation, qui favorise le développement des forces

productives, doit également être perçu comme un processus d'industrialisation intensive. Il est cependant difficile de calculer la croissance de la productivité du capital. La productivité totale des facteurs, une méthode d'analyse néoclassique, est décrite par le FMI comme une mesure indiquant la capacité des économies à « faire plus avec moins » (Zymek 2024). De manière simplifiée, elle représente une mesure calculant à quel point chaque « facteur » de production, le capital et le travail sont utilisés dans l'économie. Elle est donc censée représenter une croissance de la production sans avoir changé les intrants de production. Elle reflèterait la créativité de la classe capitaliste. Selon les données affichées à la Figure 1.23, la Chine aurait augmenté la productivité de son utilisation des facteurs de production annuellement tout au long des réformes avec un haut point de 9 % entre 1999 et 2008. La productivité totale des facteurs aurait augmenté de 185 % de 1953 à 2022 (« The Conference Board Total Economy Database™ » 2023).

Figure 4.16 Croissance annuelle de la productivité totale des facteurs



Source : (Loren Brandt et al. 2020, 5)

Nous incluons ces données uniquement pour illustrer que, même selon une perspective néoclassique, la Chine a intensifié sa productivité du travail. Cependant, la productivité totale des facteurs est une mesure qui reste très marginale dans la croissance de la productivité du travail. La productivité du capital n'est qu'une illusion de l'économie néoclassique. Le capital n'est pas créateur de valeur et ne peut donc pas augmenter sa création de valeur au sein de l'économie. Le capital, en revanche, est ce qui permet au travail humain d'accroître sa productivité, car seul le travail est créateur de valeur. La productivité totale des

facteurs repose sur des modèles théoriques postulant une concurrence parfaite sur le marché, ainsi que sur la théorie de la distribution de la productivité marginale, selon laquelle les facteurs de production dans une économie de libre marché sont rémunérés en fonction de la valeur de leurs produits marginaux. Cette théorie est en essence réactionnaire, puisqu'elle ne fait que légitimer l'exploitation de la classe ouvrière par la classe bourgeoise en supposant que tous les facteurs dans une économie reçoivent ce qu'ils produisent. L'exploitation serait donc inexistante. Comme Shaikh l'a démontré, la théorie des facteurs de production n'est pas en mesure d'expliquer quoi que ce soit et ne fait que refléter de manière statistique la distribution du revenu au sein d'une économie sans pouvoir l'expliquer (Shaikh 1974, 119). Comme Reati l'explique, la croissance de la productivité d'une économie dépend des biens d'équipement à la disposition du travail, ou en d'autres mots du capital. Il existe bien un concept pouvant expliquer la productivité de l'utilisation du capital. La « productivité du capital » serait selon lui un concept décrivant les changements organisationnels au sein d'une compagnie permettant l'utilisation de manière productive de nouvelles machines. La productivité du capital ne serait donc que ce qui permet d'obtenir une production maximale par de nouvelles mesures organisationnelles lors de changements techniques dans le capital d'une compagnie. La productivité du capital serait donc totalement déterminée par la productivité du capital, c'est-à-dire par l'introduction de biens de production (Reati 2001, 324-26).

En réalité, l'investissement dans les moyens de production, notamment le capital fixe et le capital circulant, constitue le principal déterminant de la croissance de la productivité du travail et, par extension, de l'industrialisation. Selon John Ross, l'investissement en capital explique 76 % de la croissance de la productivité de l'économie américaine, tandis que la productivité totale des facteurs n'en explique que 9 %, dans le sens du concept de la productivité du capital de Reati. Enfin, l'augmentation du niveau d'éducation des ouvriers explique 15 % de la croissance. Dès lors, la théorie marxiste selon Ross est en mesure d'expliquer les changements critiques en productivité (Ross 2016). Dans ce sens, la « créativité » de la classe bourgeoise n'aurait qu'un très petit effet sur la croissance de la productivité.

Bien que l'investissement explique la croissance de la productivité, le processus d'industrialisation intensive par le changement technologique du capital utilisé constitue un processus qui est déterminé premièrement par la recherche technologique entreprise dans le but de développer des moyens de production plus productifs. Dans la formation sociale chinoise, le mode de production socialiste domine cette recherche technologique. Les compagnies étatiques chinoises depuis les années 1950 détiennent le rôle d'absorption de technologies étrangères, qu'elles soient d'origine soviétique ou impérialiste. Les entreprises publiques importaient des produits manufacturés pour analyser leurs techniques de conception, ainsi que des machines et équipements de production afin de comprendre les processus de fabrication. Les compagnies étatiques

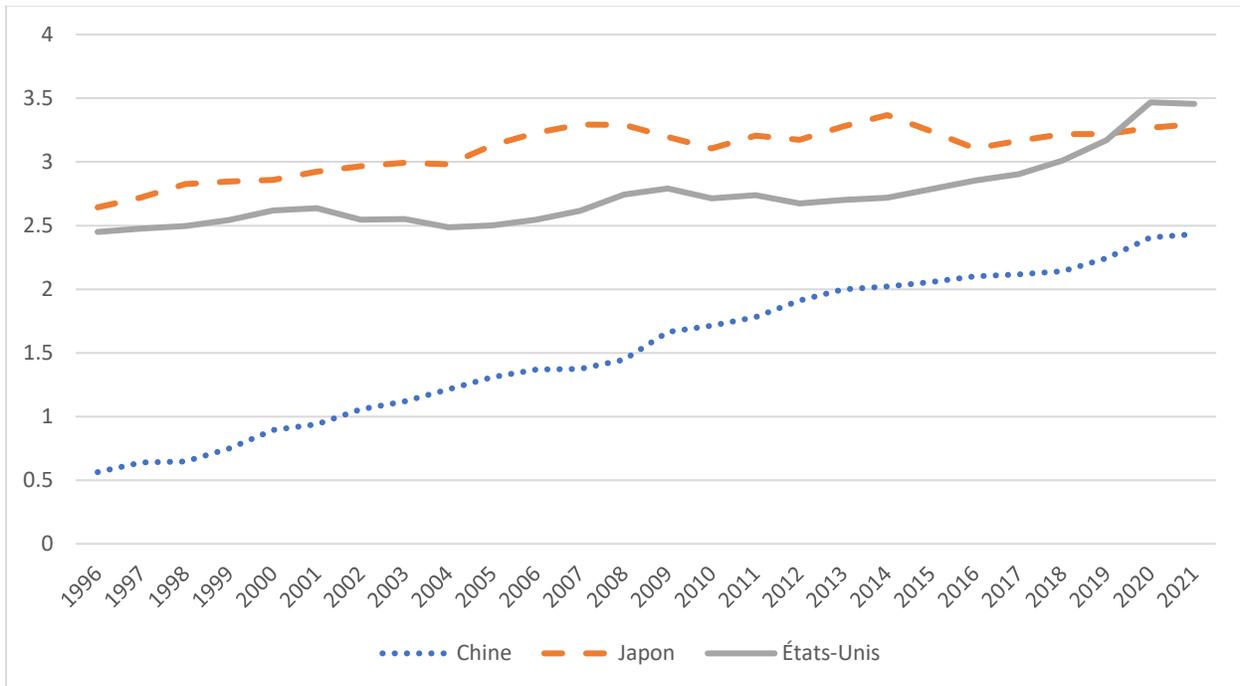
importaient donc du capital et l'absorbaient dans le but de moderniser leurs capitaux (Ren et al. 2006, 77). Comme Li et Guan argüent, les entreprises étatiques contribuent davantage à la recherche fondamentale que les entreprises privées qui ne restent qu'au stade de la recherche appliquée. Cette recherche fondamentale est ce qui permet à l'industrie chinoise d'augmenter son niveau de productivité à travers tous les secteurs ainsi qu'au sein des deux modes de production. Par exemple, une augmentation de 100 % de la productivité totale des facteurs dans les entreprises publiques causerait une augmentation de 40 % de la productivité totale des facteurs dans les entreprises privées. Les entreprises étatiques ont donc d'importants effets d'entraînement sur les entreprises privées.

Les changements techniques dans le capital des entreprises étatiques entraînaient aussi des changements techniques au sein des entreprises privées. Puisque les entreprises publiques ne sont pas dominées par la quête de la maximisation de leurs profits, elles peuvent contribuer à la réalisation de la recherche fondamentale et les partager dans l'économie dans le but d'augmenter au maximum la croissance de la productivité à travers toutes les entreprises et tous les secteurs (Li et Guan 2022, 7-8). Les entreprises étatiques peuvent innover puisqu'elles ne sont pas entièrement déterminées par des principes marchands. Leurs forces d'innovations sont déterminées directement par les fonds qu'elles reçoivent de la part du gouvernement par l'entremise de la planification (Ren et al. 2006, 88-89). L'entreprise publique se comporte donc de manière complètement opposée aux entreprises privées, puisque l'entreprise publique partage ses gains technologiques avec le reste de l'économie, car son intérêt et son raisonnement économiques sont situés au niveau de l'économie au complet, au contraire d'une compagnie capitaliste qui se trouve en compétition avec les autres unités économiques du marché.

Selon une étude de Hao Qi et David M. Kotz (2020, 7-9), de 1995 à 2008, les compagnies publiques avaient un plus haut rendement de production par valeur de fonds en recherche et développement, un plus haut rendement de nouveaux produits à l'exception de 1995 et une plus grande quantité de brevets que les compagnies capitalistes. De plus, la qualité de la recherche et développement était beaucoup plus haute que celle des compagnies privées. Ceci est démontré par le fait que les compagnies publiques gagnent la majorité des prix en innovations du gouvernement. Lorsque ces prix sont gagnés par des groupes étant composées d'entreprises multiples appartenant aux deux modes de production, dans la grande majorité des cas, les leadeurs sont des entreprises publiques. De ces projets gagnant la première place à l'époque des réformes, on peut donner comme exemple les chemins de fer à grande vitesse, la plateforme de forage semi-submersible en eau ultra profonde et les rizières hybrides à deux lignes. En termes marxistes, ce sont en majorité les entreprises socialistes qui développent les nouvelles forces productives chinoises. C'est aussi ceci qui explique pourquoi les compagnies publiques sont beaucoup plus productives comparativement aux

entreprises privées : le niveau technologique du capital utilisé dans les firmes publiques est beaucoup plus haut que dans les firmes privées (Qi et Kotz 2020, 10).

Figure 4.17 Dépenses de recherche et développement (% du PIB)

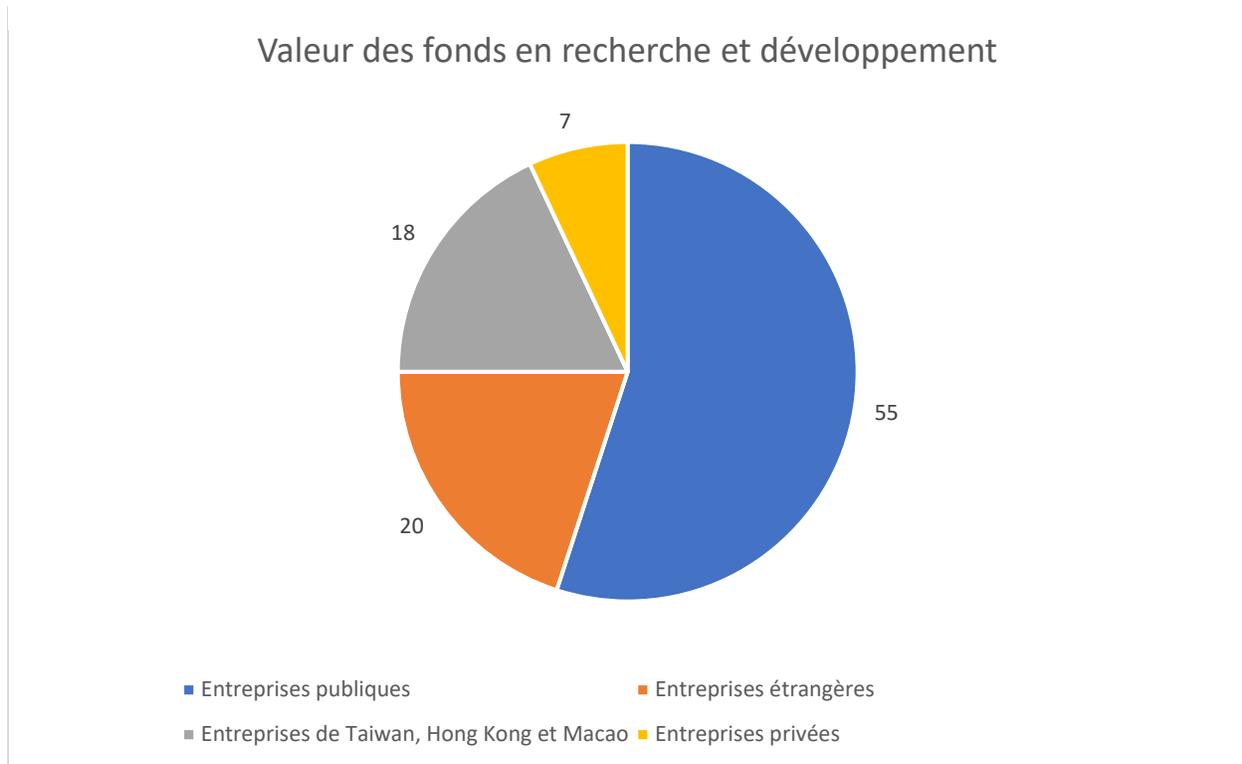


Source : Banque mondiale

La Figure 1.24 montre les dépenses en recherche et développements de l'économie chinoise en pourcentage de son PIB. On discerne que la Chine rattrape les pays impérialistes en matière de ces dépenses. Cependant, de manière qualitative, la Chine reste différente des pays impérialistes. Bien que 71 % de la valeur des recherches en développement soit entrepris au sein même de l'industrie, la majorité absolue de cette recherche se fait au sein des entreprises socialistes. Un quart de cette recherche est entreprise au sein d'institutions gouvernementales spécialisées qui se caractérisent par le caractère avancé et ambitieux de leurs recherches (Gabriele 2010, 13). Selon les données de Gabriele représentées à la Figure 1.25, il apparaît que le mode de production capitaliste national en Chine est très faible en matière d'innovation et de recherches. Les capitalistes nationaux ne contribuent qu'à 7 % des fonds de la recherche en Chine, comparativement à plus de 50 % pour les entreprises publiques. Les compagnies privées en Chine dépendent donc largement des ressources du mode de production socialiste dans leurs processus de production. La grande majorité de leurs ingénieurs et de leurs personnels scientifiques proviennent des industries et des institutions socialistes qui sont attirées par les grands salaires que les compagnies privées offrent (Brandt et Thun 2010, 1570). C'est un fait qui est contraire à la logique de l'accumulation primitive socialiste, puisque

les ressources humaines que le mode de production socialiste développe à travers de longues années et à hauts couts sont pillées par les forces capitalistes du pays. Cependant, ceci démontre que le mode de production socialiste est la force majeure dans l'industrialisation de la Chine et dans la croissance de la productivité du capital chinois.

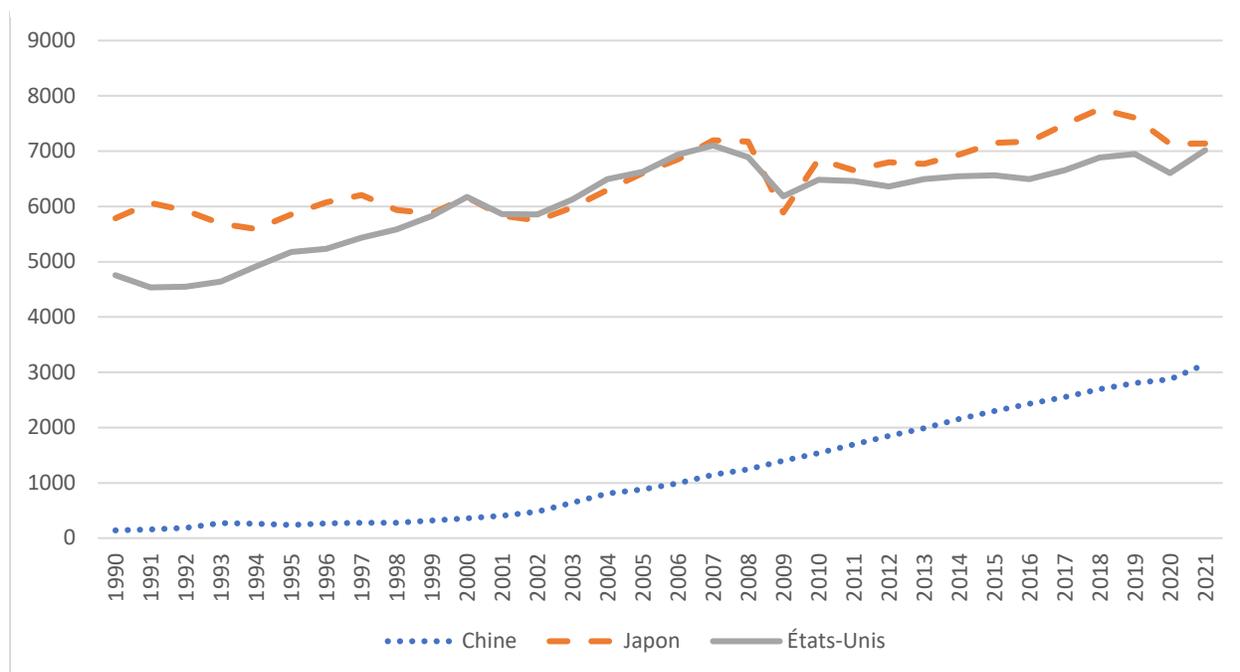
Figure 4.18 Valeur des fonds en recherche et développement en industrie (%)



Source : (Gabriele 2010, 14)

Dès lors, outre le taux d'investissement que nous avons déjà présenté, l'une des variables permettant de représenter la croissance de la productivité de l'économie chinoise est l'augmentation de la valeur ajoutée par habitant. La Figure 1.26 affiche l'évolution de la valeur ajoutée du secteur industriel chinois par habitant. Le grand taux d'investissements en Chine couplée à la croissance de la productivité du travail permise grâce à la recherche a permis à la Chine de partiellement rattraper les pays impérialistes sur le plan de la valeur ajoutée par habitant. Entre 1990 et 2021, la valeur ajoutée de la Chine a augmenté de 2 146 %, contre seulement 54 % pour les États-Unis et 23 % pour le Japon.

Figure 4.19 Valeur ajoutée manufacturière par habitant



Source : Banque mondiale

Calculée autrement, la productivité du travail en Chine a hautement augmenté depuis les années 80. Piovani (2014, 339) calcule le rapport entre la valeur réelle de la production industrielle brute et l'emploi industriel total pour estimer la productivité du travail. Selon celui-ci, la productivité du travail en Chine aurait augmenté de 2500 % entre 1980 à 2005. Cependant, l'un des problèmes survenant lors de la présentation empirique de la productivité d'une économie vient du fait qu'une croissance de la « productivité » du « facteur capital » dans une économie, pour utiliser des termes néoclassiques, masque notamment l'essence de cette « productivité ». Une économie pourrait sembler plus productive lorsque les compagnies produisent une quantité plus grande de valeur d'échange à travers des couts de production moindres. Selon l'économie politique marxiste, si cette croissance de la valeur d'échange produite se fait à travers la réduction du cout du capital variable par la diminution des salaires ou par l'accroissement de l'intensité du travail, la productivité des moyens de production n'a pas réellement augmenté. Plutôt, c'est le taux d'exploitation de la main-d'œuvre dans l'économie qui a augmenté. Les données de Piovani semblent indiquer que cette croissance de la productivité du « capital » en Chine est la conséquence de cette croissance de l'exploitation de la force de travail. Entre 1980 et 2007, la part des salaires dans le secteur industriel, calculée comme le ratio entre les salaires des ouvriers industriels et la valeur réelle de la production industrielle brute, a chuté de 43% à 15%. La croissance rapide de la productivité du « facteur capital » en Chine depuis les réformes se base donc non seulement sur la socialisation du travail par

l'industrialisation, mais aussi sur la diminution de la part de la classe ouvrière du surplus économique industriel. Comme Piovani (2014, 340) l'indique, cette baisse est en majeure partie survenue dans les années 90. Ce qui explique cette diminution selon Piovani est la déplanification de l'économie, la privatisation des entreprises publiques et l'agrandissement de l'armée de réserve du travail. L'accumulation primitive capitaliste, par les privatisations et la superexploitation de la paysannerie, a de ce fait permis l'augmentation de la productivité du capital.

De plus, grâce à la destruction partielle des services sociaux que les compagnies socialistes offraient à leurs employés, la productivité du « facteur capital » des entreprises socialistes a pu largement augmenter depuis les années 1990. Avant la grande vague de privatisation de 1997 à 2003, les entreprises étatiques étaient moins productives en moyenne que celles privées. Cependant, de 2003 à 2019, les entreprises étatiques sont devenues plus productives que les entreprises capitalistes (Li et Guan 2022, 7). La croissance de la productivité des entreprises socialistes ne peut être attribuée uniquement à la mise à niveau de leurs capitaux. Elle résulte également de la réduction des salaires sociaux de la classe ouvrière, bien que ces derniers restent, en général, nettement plus élevés que dans le mode de production capitaliste. Piovani indique que la chute du pouvoir des travailleurs a contribué à 64 % de la croissance de la productivité en Chine de 1980 à 2005 (Piovani 2014, 340). Ainsi, la croissance rapide du mode de production capitaliste dans les années 1990 et 2000 s'explique par l'accélération de l'accumulation du capital, combinée à la diminution de la part des salaires dans la valeur créée.

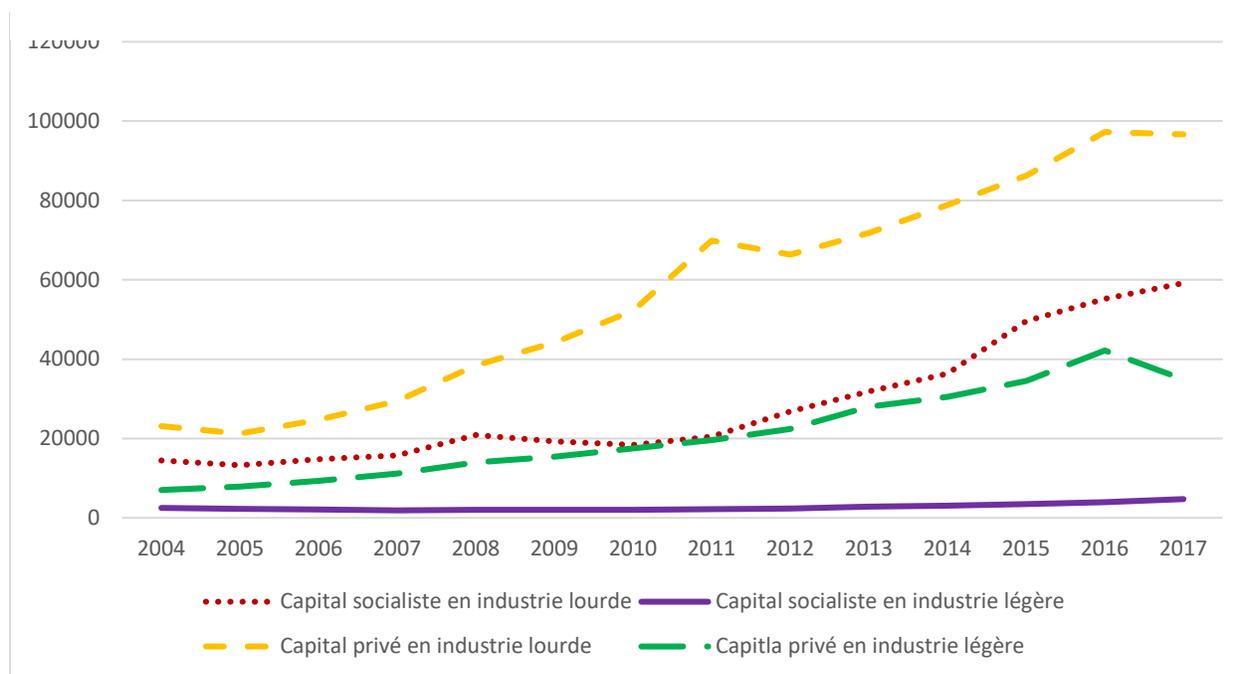
La dégénérescence du socialisme se perçoit donc aussi dans cette sphère. Bien que le secteur public continue à opérer son accumulation de manières autonomes et primitives, les caractéristiques de celles-ci ont largement muté. Le mode de production socialiste partage ses ressources au mode de production capitaliste, et non l'inverse. Dans ce sens, le Parti subventionne les compagnies privées à l'aide de la recherche des compagnies publiques et des institutions publiques. De plus, le principe de la profitabilité néoclassique a largement influencé les compagnies publiques, qui tendent à vouloir diminuer le salaire de leurs employés dans le but d'augmenter leurs marges de profit.

4.8 L'industrie lourde et l'industrie légère au sein des modes de production

Bien que les investissements soient importants dans la croissance de la productivité du travail en Chine, pour que l'investissement amène une croissance à long terme de la formation sociale chinoise, il faut qu'elle se fasse au sein de l'industrie lourde, l'industrie qui produit des produits de production. En Chine, la division économique entre l'industrie lourde et l'industrie légère suit encore un développement influencé par la division de la formation sociale en différents modes de production. L'industrie lourde, contrairement à

l'industrie légère, est particulièrement dominée par le mode de production socialiste. Les entreprises étatiques produisent la majorité de la valeur de l'industrie lourde (China Institute 2018, 12). De plus, l'industrie lourde représente 70 % de la valeur totale de l'industrie et consomme 65 % de l'énergie du pays et 60 % de son électricité (Lin et Liu 2016, 2546). La Figure 1.27 montre la part de capital appartenant aux modes de production socialiste et capitaliste dans l'industrie lourde et l'industrie légère. Les données ne sont disponibles que de 2004 à 2017. Elles indiquent que le socialisme depuis les grandes privatisations des années 90 et du début des années 2000, se positionne surtout dans l'industrie lourde et ne possède que très peu de capital dans l'industrie légère. La croissance du capital socialiste dans l'industrie entre 2004 et 2017 s'est en grande majorité faite au sein de l'industrie lourde, une augmentation de 320 %, et n'a que doublé en l'espace de 13 ans en industrie légère. En 2017, le capital de l'industrie lourde socialiste était 12,5 fois plus grand que celui de l'industrie légère socialiste. La division entre l'industrie lourde et l'industrie légère est moins drastique dans le mode de production capitaliste chinois. L'industrie lourde représente environ un peu plus que le double du capital de l'industrie légère au sein du mode de production capitaliste industriel. Dès lors, nous pouvons affirmer que, depuis la privatisation des TVE et des petites entreprises socialistes, l'industrie socialiste développe surtout de l'industrie lourde et laisse au mode de production capitaliste la quasi-totalité de l'industrie légère, sans l'empêcher d'investir dans l'industrie lourde. Le mode de production socialiste ne possède cependant pas de monopole sur l'industrie lourde et se fait surclasser sur le plan quantitatif par le mode de production capitaliste. La Chine reste donc éloignée d'une spécialisation dans l'industrie légère, contrairement à ce que préconisent les économistes néoclassiques, comme Lin Yifu, adeptes de la théorie de l'avantage comparatif. Nous reviendrons sur ce point à la section 8.2.

Figure 4.20 Division du capital entre industrie lourde et légère (100 millions de yuans)



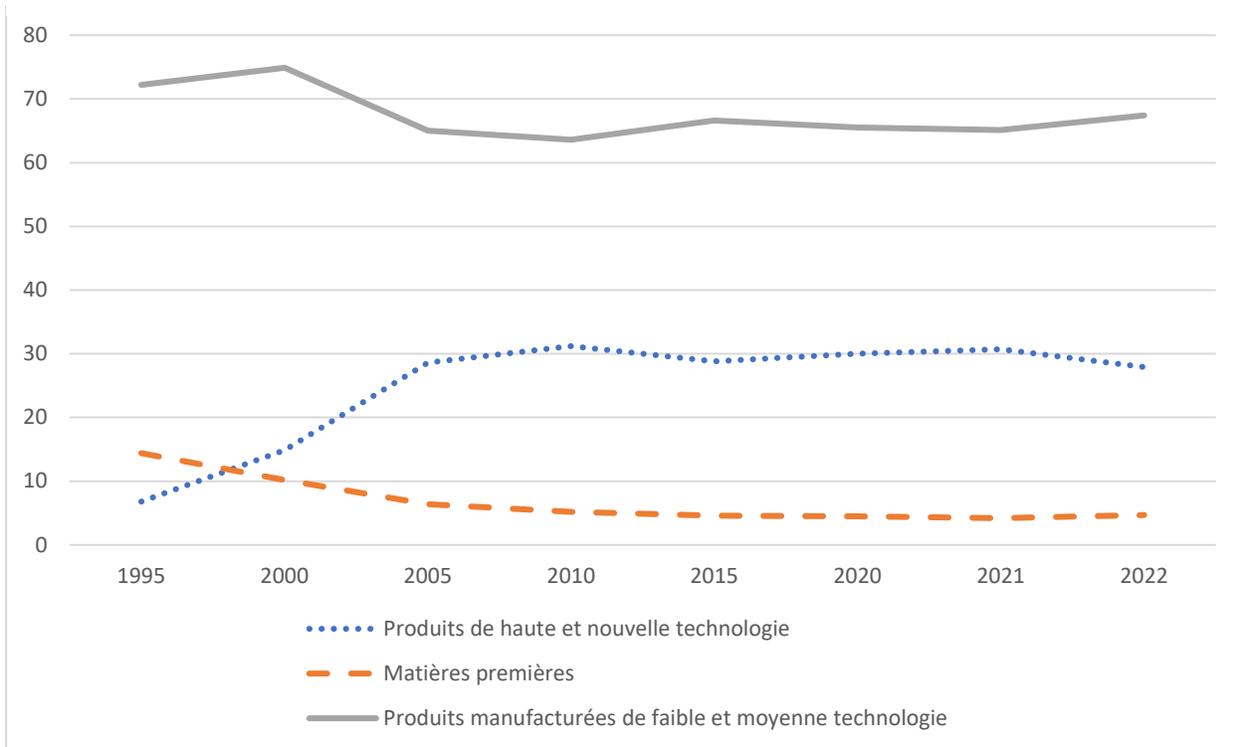
Source : Annuaire statistique chinois

4.9 L'industrialisation, la productivité du travail et les termes de l'échange

La modernisation industrielle chinoise poussée par le mode de production socialiste a eu d'énormes conséquences dans la division mondiale du travail. Puisque la Chine a augmenté la quantité et la productivité de son capital à travers une industrialisation rapide, elle a pu combattre peu à peu les mécanismes de l'impérialisme. En matière d'échange de valeur, dans la relation commerciale entre les États-Unis et la Chine, une heure de travail d'un ouvrier américain s'échangeait contre 20 heures de travail d'un ouvrier chinois en moyenne en 1995. En 2017, une heure de travail américaine s'échangeait pour 5 heures de travail chinoises (Macheda et Nadalini 2022, 76). Grâce à la montée de la composition organique du capital, qui permet à la Chine de produire une plus grande quantité de valeur et de capter des prix plus élevés sur les marchés internationaux pour ses marchandises, le pays a réduit de 75 % en 22 ans les termes d'échange défavorables, l'un des fondements de l'impérialisme capitaliste. Cela est illustré par la composition des importations et des exportations chinoises, présentée dans la Figure 1.28 et la Figure 1.29. La composition des exportations chinoises entre 1995 et 2022 s'est concentrée dans les exportations de produits manufacturés, tandis que la place des matières premières qui ont une beaucoup plus basse valeur ajoutée a diminué de 67%. Le rapport entre les exportations de produits manufacturés de hautes technologies et de moyennes et basses technologies est resté relativement le même. Dans la composition des importations chinoises, la part des matières premières a augmenté de 18% à 40%. Parallèlement, la part des produits manufacturés de faible et

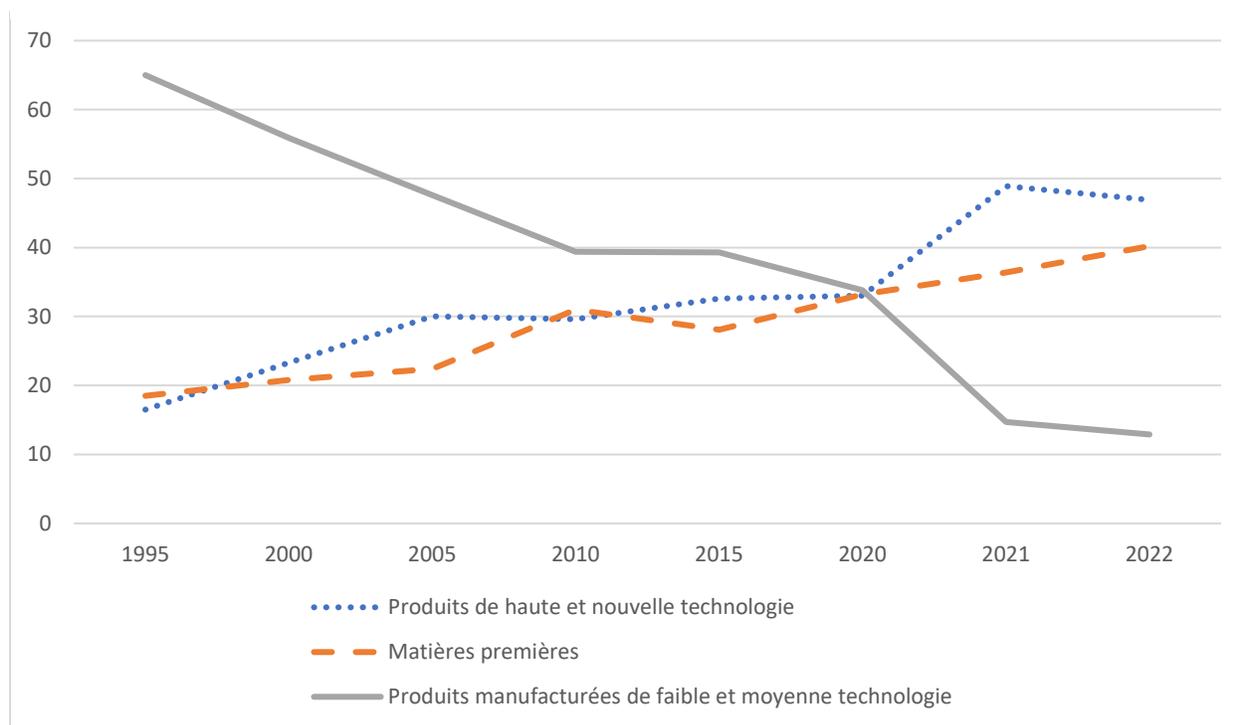
moyenne technologie a chuté de 47% à 13%, tandis que celle des produits manufacturés de haute technologie a progressé de 30% à 47%. Ceci montre que la Chine augmente sa demande en matière première dans le but de les transformer en produits manufacturés. Elle importe beaucoup moins de produits manufacturés de basses et moyennes technologies, puisqu'elle les produit de manière autonome. La Chine a donc conquis les premiers niveaux de l'industrialisation. Cependant, comme le montant des importations en haute technologie l'indique, elle continue à être dépendante aux pays impérialistes dans son acquisition de hautes technologies.

Figure 4.21 Composition des exportations chinoises (%)



Source : Annuaires de statistiques chinoises

Figure 4.22 Composition des importations chinoises (%)



Source : Annuaires de statistiques chinoises 2023 (20-24)

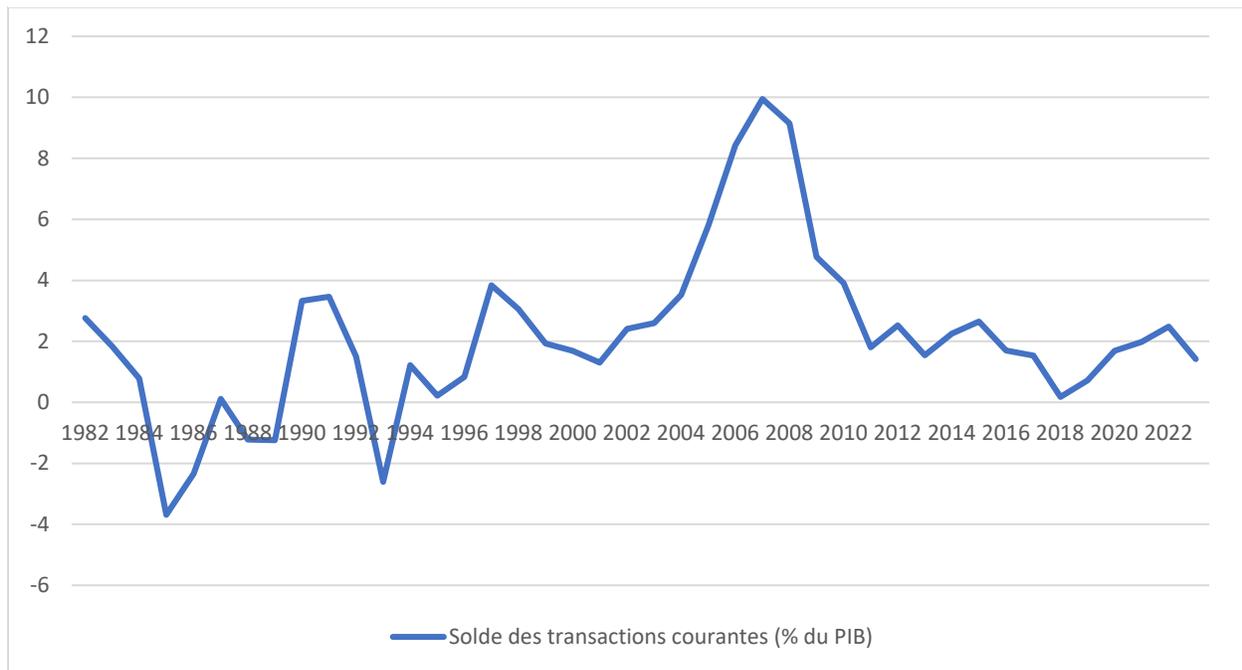
L'accumulation socialiste et les accumulations primitives, socialiste et capitaliste, ont donc contribué à continuer le processus d'industrialisation de la Chine, qui a débuté lors de la révolution de 1949. Comme l'a observé Samir Amin, la Chine a développé un système industriel intégré à l'échelle nationale (Amin et Bush 2014). C'est-à-dire que le système industriel de la Chine est autonome et ne possède pas les caractéristiques des autres capitalistes pauvres de la périphérie aux économies industrielles non intégrées à leurs formations sociales, mais plutôt intégrées aux économies impérialistes. Dans ce sens, l'économie chinoise, à l'image des économies des pays capitalistes riches, est davantage autocentrée. Ceci s'est réalisé par les efforts d'industrialisation par le mode de production socialiste. Comme Macheda et Nadalini l'expliquent, si le mode de production capitaliste en Chine était dominant comme dans les pays d'Amérique latine, elle aurait été piégée dans son avantage comparatif, qui est la production de produits manufacturés possédant peu de valeur ajoutée. Cet avantage comparatif s'explique par le faible coût de la force de travail en Chine. Cependant, une fois que le pays aura dépassé le tournant de Lewis — marqué par une forte diminution de la réserve de l'armée du travail par rapport à une demande de travail croissante due à l'importation de capital —, les salaires de la classe ouvrière devraient augmenter, entraînant une baisse du taux de profit. Dans ce contexte, la Chine perdrait son avantage comparatif (Macheda et Nadalini 2022, 60-67). Elle aurait donc été retenue dans le piège du revenu moyen, où la profitabilité du capital serait trop

basse pour que le capital international investisse, où les exportations en produits manufacturés perdraient leurs prix compétitifs sur les marchés. Dans ce piège, la solde des transactions courantes de la Chine deviendrait négative puisqu'elle aurait perdu son avantage comparatif, ce qui l'empêcherait d'importer de la haute technologie, une part essentielle de la stratégie d'accumulation primitive. Cependant, selon les données de la Figure 1.30, la Chine n'est pas encore tombée dans ce piège. Bien que les salaires aient considérablement augmenté, la Chine continue d'attirer des IDE et continue d'exporter massivement pour importer de la haute technologie.

Ceci peut être expliqué par deux facteurs. Le premier facteur se trouve dans le fait que la détermination de l'investissement du mode de production socialiste, qui se fait surtout dans le secteur de l'industrie lourde et de la recherche et développement, n'est pas le taux de profit, mais plutôt l'augmentation de la valeur produite totale dans l'économie. Ceci permet à la Chine d'augmenter la composition organique du capital et sa productivité. Ainsi, ses exportations en produits de hautes technologies contrebalancent sa perte d'IDE et sa perte en exportation de produit de basses technologies. Le deuxième facteur s'explique par le fait que la Chine garde une réserve de travailleurs migrants superexploités. Bien que les salaires augmentent, elle garde artificiellement basse la rémunération de la classe paysanne, ce qui lui permet de garder au sein de son économie une spécialisation dans la production de produits manufacturés de basse technologie. Ceci lui permet de garder sa balance de paiement positive. Le déterminant de la balance de paiements internationale entre pays, selon l'économie politique marxiste, est basé sur la différence des coûts de production entre pays. Les pays les plus compétitifs dans la sphère de production de marchandises affichent une balance de paiements positive (Weber et Shaikh 2021, 446). Notamment, la Chine est compétitive en matière de coût de production, surtout en raison de la superexploitation de la paysannerie. En 2000, le salaire annuel dans le secteur industriel en Chine était de 1016 dollars américains. En comparaison, la classe ouvrière des pays africains avait des salaires réels beaucoup plus haut que ceux chinois. Au Sénégal, par exemple, il atteignait 3680, tandis qu'il était de 2118 au Kenya et de 2296 en Tanzanie (Ceglowski et al. 2015, 13). Il convient de noter que la Chine disposait d'un PIB par habitant environ deux à trois fois supérieur à celui de ces pays africains. Les bas salaires en Chine ne s'expliquaient donc pas par un sous-développement relatif, mais par la puissance de la bourgeoisie chinoise face à la classe ouvrière et par la politique du Parti, qui autorisait la superexploitation de la paysannerie. En 2010, les salaires chinois industriels avaient atteint 4770 de dollar américain. Ils étaient donc devenus plus hauts que ceux de l'Inde et de certains pays africains. La Chine restait cependant le leader de la production en forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée. Selon les données affichées à la Figure 1.28, le pourcentage des exportations de la Chine de ces produits a même augmenté de 65% en 2000 à 67,4% en 2022. Ceci indique que le coût de la main-d'œuvre n'était pas le seul déterminant de la compétitivité des exportations chinoises, bien qu'il soit l'aspect critique. La qualité de

l'infrastructure chinoise est l'un de ces déterminants (Ceglowski et al. 2015, 21). Cependant, les salaires grandissants semblent avoir largement diminué la balance des paiements de la Chine depuis 2007, bien que d'autres aspects, tels que la fuite de capitaux expliquent aussi cette diminution.

Figure 4.23 La balance des paiements de la Chine (% du PIB)



Source : Banque mondiale

Dès lors, les deux modes de production sont utilisés en Chine. Le mode de production socialiste est utilisé pour la production de la grande technologie et la production même du processus d'industrialisation (Macheda et Nadalini 2022, 77). En revanche, le mode de production capitaliste est maintenu pour assurer le surplus des transactions courantes et préserver l'avantage comparatif dans la production de produits manufacturés de basse technologie, bien que des forces politiques bourgeoises influentes déterminent le maintien du capitalisme au sein de l'économie. Les compagnies privées en Chine ne peuvent pas en général investir un surplus dans la recherche, puisque leurs taux de profit sont en général assez bas. Elles se basent sur une superexploitation de la force de travail, migrante et même urbaine. Notamment, les compagnies capitalistes chinoises auraient un taux de profit négatif si elles devaient respecter les lois du travail chinoises (Qi et Kotz 2020, 10). Dès lors, le gouvernement permet aux entreprises capitalistes, étrangères et nationales, de produire dans l'illégalité et de s'affranchir de ce qui est censé être la dictature de la classe ouvrière chinoise. Cela vise à maintenir la profitabilité du mode de production capitaliste, qui permet d'intégrer solidement la formation sociale chinoise aux marchés internationaux tout en préservant une balance des paiements positive. Cependant, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, le mode de production

capitaliste et la financiarisation sont en contradiction antagonique avec les efforts d'industrialisation de la Chine. Dans la mesure où les firmes privées sont capables de produire des produits manufacturés de hautes technologies, comme Huawei, BYD, Alibaba, Xiaomi, Tencent, Baidu, pour n'en nommer que quelques-unes, elles produisent sur la base des fondations mises en place par le mode de production socialiste leur offrant la recherche, la technologie, une base d'approvisionnement publique pour les pièces et composants critiques, comme l'argue Brandt et Thun (2010, 1564). De plus, le gouvernement augmente artificiellement la demande en produits manufacturés capitaliste en Chine en faisant pression sur les compagnies étrangères pour utiliser des fournisseurs locaux, ce qui a permis à la Chine de capturer une part du marché qui aurait selon les lois du marché, été capté par d'autres producteurs sur les marchés internationaux (Brandt et Thun 2010, 1567).

Dans un point de vue structurel, les deux modes de production ont donc des rôles différents, mais l'origine de cette structure doit être comprise comme étant le résultat de luttes de classes au sein du Parti communiste chinois et dans la formation sociale chinoise. De plus, la nature de cette division structurelle entre les entreprises d'État et les entreprises privées reflète largement la nature du système total. Les entreprises d'État existent aussi dans les formations sociales capitalistes. Elles ne sont pas une caractéristique qui appartient uniquement au socialisme. Comme Cheng Enfu l'argue, dans le système capitaliste, la raison d'être des entreprises d'État est la production dans les sphères peu profitables de l'économie dans lesquelles la bourgeoisie n'ose pas investir. La raison d'être des entreprises d'État du mode de production socialiste serait plutôt de coordonner le développement de l'économie au complet, de donner un poids aux régulations de l'État socialiste, et de consolider la dominance et la prédominance des relations de production socialistes au sein de la formation sociale (Cheng 2022, 171-72). Cependant, selon les données que nous avons recueillies jusqu'à maintenant, les forces productives et les relations de production socialistes sont en retraite. De plus, comme nous l'avons dans ce chapitre, d'un point de vue qualitatif, les relations de production au sein des entreprises d'État se sont dégradées lors du processus de réformes. La division structurelle quantitative des moyens de production dans la formation sociale chinoise indique donc une dégénérescence du rôle du socialisme au sein de l'économie chinoise, bien que les entreprises d'État restent fondamentales à l'industrialisation de la Chine.

Dans ce sens, la modernisation industrielle s'est faite par une déformation de la loi de la valeur dans presque tous les secteurs économiques de la Chine causée par l'État. L'accumulation primitive, qui permet l'industrialisation du pays par la superexploitation de la classe paysanne et progressivement par la superexploitation de la classe ouvrière urbaine, est donc le processus dominant de la formation sociale chinoise, bien que ce développement prenne une forme de plus en plus capitaliste. De plus, comme nous

argüons dans la prochaine section, à mesure que le capitalisme et la loi de la valeur augmentent leurs influences dans la formation sociale chinoise, l'accumulation primitive, capitaliste et socialiste, ralentis et risque de s'arrêter.

4.10 Conclusion

À travers ce chapitre, nous avons présenté une analyse empirique des résultats des deux types d'accumulation sur la structure économique chinoise, principalement axée sur des aspects quantitatifs plutôt que qualitatifs. Les résultats les plus frappants de cette analyse empirique se trouvent dans la croissance rapide du mode de production capitaliste au sein de la formation sociale chinoise, qui prédomine largement dans une grande majorité des secteurs économiques. Le secteur industriel chinois possède donc, comme le secteur agricole, une essence fortement capitaliste. Cependant, le mode de production socialiste continue à exister en Chine. Il manifeste des caractéristiques différentes de celles du mode de production capitaliste, bien que nous n'ayons pas encore analysé en profondeur et de manière qualitative celles-ci. Au contraire du capitalisme, le mode de production socialiste possède une plus grande concentration de capital, de plus hauts salaires nominaux et sociaux, et domine l'industrie lourde, l'infrastructure et la recherche en haute technologie. Le mode de production socialiste est donc la force qui explique l'industrialisation rapide de la Chine et la croissance de la productivité de son capital, bien que l'expansion du capital à travers la formation sociale chinoise se soit plutôt faite par le mode de production capitaliste. Ceci pose de larges problèmes pour l'industrialisation. Comme nous l'avons analysé précédemment, le secteur agricole et les campagnes se sont vastement désindustrialisés depuis les réformes et le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste ne sont pas en mesure d'industrialiser les campagnes. De plus, bien que l'État ait créé les bases sur lesquelles le capitalisme a pu s'industrialiser rapidement en Chine, le choix de la fraction dominante du Parti communiste, dominé selon nous par une bourgeoisie d'État en alliance avec la bourgeoisie authentique, a créé un processus d'industrialisation qui est largement dominé par le capitalisme et non par le socialisme. Cette détermination du capitalisme dans les efforts d'industrialisation s'aperçoit de manière prédominante dans la nécessité de la profitabilité individuelle des firmes dans l'investissement.

C'est ceci qui explique pourquoi le Parti communiste chinois, qui devrait officiellement agir en tant que la plus haute autorité de la classe ouvrière a créé une classe bourgeoise; a mis à la disposition du capital une large armée de réserve du travail constitué de travailleurs migrants socialement et politiquement discriminés; et n'impose aucune loi du travail à la bourgeoisie et ne protège que très minimalement les ouvriers. Dans les prochains chapitres, nous analyserons le mouvement critique du capitalisme dans la formation sociale chinoise et la contradiction que ce mouvement cause pour l'industrialisation du pays; nous analyserons la dégénérescence du mode de production socialiste causée par la montée en dominance de la loi de la valeur

dans la formation sociale; la dégénérescence des conditions de la classe ouvrière, des travailleurs migrants, et des femmes ouvrières dans la formation sociale chinoise; et enfin nous analyserons la logique qui soutend les réformes économiques chinoises et son origine de classes.

CHAPITRE 5 Le mode de production capitaliste et ses tendances

Dans les chapitres précédents, nous avons analysé la naissance du capitalisme dans les relations agraires, ainsi que son développement en Chine, interprété comme une déformation majeure de l'accumulation primitive, résultant de la corruption généralisée du Parti communiste chinois à tous les niveaux. Nous avons également analysé de manière quantitative l'évolution du mode de production capitaliste et du mode de production socialiste au sein de la formation sociale chinoise. Ce chapitre adoptera une perspective qualitative pour examiner le mode de production capitaliste. Nous entendons faire une analyse des relations entre les aspects critiques formant le mode de production capitaliste en Chine déterminant son évolution. L'objectif de ce chapitre est de vérifier si les relations de production capitalistes en Chine constituent un réel mode de production capitaliste détenant les caractéristiques fondamentales retrouvées dans les formations sociales dominées par le capitalisme, ou si ces relations de production capitalistes suivent des tendances qualitativement différentes en raison d'une supposée dominance du socialisme. Nous nous concentrerons sur les tendances critiques du capitalisme, telles qu'analysées par Marx, en particulier la tendance structurelle à la baisse du taux de profit et les tendances et contradictions qui en découlent. Si, à travers cette tendance à la baisse du taux de profit, il existe une corrélation avec la décroissance des investissements productifs, une financiarisation, et une tendance à l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière, il sera possible d'affirmer que les relations de production capitalistes en Chine forment réellement un mode de production capitaliste et que le socialisme y exerce peu ou pas d'influence.

5.1 La tendance à la baisse du taux de profit

Nous analyserons, dans cette première section, le mouvement principal retrouvé au sein du mode de production capitaliste : la tendance à la baisse du taux de profit. Dans un premier temps, nous décrirons selon la théorie de Marx et Engels ce qui explique cette tendance et, dans un deuxième temps, nous présenterons des évidences empiriques démontrant son existence dans la formation sociale chinoise.

5.1.1 La tendance à la baisse du taux de profit selon Marx

Selon Marx, le travail est l'unique créateur de la valeur, bien qu'il ne soit pas l'unique créateur de la richesse (Marx et Engels 1972, 24-25). Les capitalistes investissent dans le but de valoriser leur capital. Cette valorisation de ce capital se fait par l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière, ce qui permet à la classe capitaliste d'obtenir une plus-value. Le taux de plus-value est représenté par $r = pl/v$, où pl représente la plus-value et v le capital variable, c'est-à-dire le salaire des ouvriers. L'origine de la plus-value est donc le surtravail de la classe ouvrière, la quantité de valeur que l'ouvrier crée au-delà de la valeur qu'il

reçoit par son salaire. Le taux de plus-value d'une entreprise individuelle ou de l'économie en général dépend de cette extraction de valeur de la classe ouvrière dans les sphères productives de l'économie. Le taux de profit est $r = pl/(c+v)$, où pl représente la plus-value, et c et v sont respectivement le capital constant et le capital variable. Comme Marx l'explique, c'est la masse de plus-value au sein d'une économie qui détermine sa masse de profits. La masse de plus-value et la masse de profit représentent donc une quantité identique. La différence entre ces deux quantités identiques vient du fait que la plus-value est l'essence du capital et du taux de profit et se crée à travers le processus de production, tandis que le taux de profit est la réalisation empirique de cette plus-value dans le processus de circulation (Marx 1976, 57-59). En d'autres mots, le profit est la matérialisation de la plus-value en monnaie. Le profit est l'apparence de la plus-value, son essence (Marx 1976, 63).

Le taux de profit d'un capitaliste individuel dépend en partie de la quantité de plus-value qu'il extrait de ses ouvriers. Cependant, la réalisation de la plus-value en profit, qui est le véritable intérêt du capitaliste individuel, s'effectue par le biais du processus de circulation, au sein du marché. Afin de survivre à la concurrence, il lui est nécessaire de réduire ses coûts de production de manière à vendre ses marchandises à un prix inférieur à celui de ses rivaux, lui assurant ainsi une plus grande part de la plus-value totale (Marx 1993b, 358-59). Dès lors, à ce niveau d'abstraction, la valeur et le profit ne sont pas égaux. Le capitaliste pouvant produire à des coûts en deçà de ceux de ses concurrents peut s'approprier une plus grande part de la plus-value totale au-delà de celle qu'il produit individuellement (Marx 1976, 164). Il y a donc un déséquilibre au niveau micro, mais un équilibre au niveau macro. Les différentes branches de production ont des taux de profit différents, mais par la force de la compétition, un taux de profit moyen pour l'économie au complet tend à s'établir (Marx 1976, 163). C'est aussi ceci qui explique comment et pourquoi les capitalistes des secteurs non productifs de l'économie peuvent obtenir un profit sans toutefois créer une valeur additionnelle au sein de l'économie. Cette compétition entre les capitalistes pour la plus grande part de plus-value et de profits les force à investir dans du capital constant, de la technologie pouvant augmenter la productivité du travail. Le capitaliste possédant le processus de production le plus productif, défini par une économie de capital variable, obtiendra un surprofit comparativement aux capitalistes moins productifs. Dans le long terme, plus les capitalistes sont en compétition et accumulent, plus la valeur du capital constant augmente comparativement à la valeur du capital variable. Marx nomme cette relation entre le capital constant et le capital variable la composition organique du capital, qui dépend de la proportion entre les moyens de production (capital constant) et la force de travail (capital variable) (Marx 1976, 160).

Lorsque la composition organique du capital augmente plus rapidement que la masse de plus-value de l'économie, ceci cause une baisse du taux de profit. Ce phénomène s'explique par le fait que la valeur est

exclusivement générée par la force de travail, et que, par la compétition entre capitalistes, le capital variable (la portion des salaires dans le capital total) décroît et le capital constant croît. Ceci cause une tendance à la baisse de la masse de plus-value en moyenne dans les entreprises productives de l'économie, ce qui réduit le taux de profit général de l'économie, car la quantité totale de plus-value disponible pour les capitalistes des secteurs productifs et non productifs diminue.

Si l'on admet en outre que cette modification graduelle dans la composition du capital ne se produit pas seulement dans des sphères de production isolées, mais qu'on la retrouve plus ou moins dans toutes, ou du moins dans les sphères clés de la production, qu'elle implique donc des modifications dans la composition organique moyenne de l'ensemble du capital d'une société déterminée, il faut bien que cet accroissement progressif du capital constant par rapport au capital variable ait nécessairement pour résultat une baisse graduelle du taux de profit général. Le taux de la plus-value ou encore le degré d'exploitation du travail par le capital restant les mêmes, [...] Donc, la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail. (Marx 1976, 209-11)

Donc, l'une des lois essentielles au capitalisme est la tendance à la baisse du taux de profit, qui est l'expression selon Marx du développement de la productivité du travail humain sous les conditions spécifiques créées par le capitalisme. Ceci est expliqué par le fait que la quantité de travail dans la marchandise décroît à mesure que la productivité du travail augmente. Ce phénomène conduit à une baisse des prix des marchandises, ce qui, à son tour, réduit le profit généré par leur vente (Marx 1976, 221-22). Cette baisse du taux de profit s'accompagne simultanément d'une croissance de la masse de profits. Cette croissance est nécessaire, car dans un contexte où le capital doit être valorisé au sein d'une économie à travers une baisse du taux de profit général, le capital total doit alors augmenter d'un ratio plus grand que la baisse en pourcentage du capital variable. Une plus grande quantité de marchandises, qui contiennent chacune une plus petite portion de plus-value, doit donc être vendue pour réaliser une valorisation du capital à travers cette baisse du taux de profit (Marx 1976, 225-26). En d'autres mots, pour que le capital puisse s'accumuler sans être ralenti par la tendance à la baisse du taux de profit, le capitaliste individuel doit investir davantage en machinerie afin de pouvoir exploiter une plus grande somme d'ouvriers à travers le processus de production et la vente de marchandises qui possèdent individuellement toutes une plus petite quantité d'heures de travail non rémunérées. Puisque la nouvelle machinerie tend à augmenter la productivité du travail, le capitalisme tend alors à générer momentanément une masse plus grande de plus-value, de profits et de capital, même à travers la tendance à la baisse du taux de profit.

Les crises économiques surviennent lorsque les capitalistes ne parviennent plus à valoriser leur capital. Dans un cas extrême, une surproduction absolue de capital et une suraccumulation se produisent lorsque la masse de profits ne peut plus croître, car l'extraction de plus-value, qu'elle soit relative ou absolue, de la population

ouvrière a déjà atteint son maximum. Le profit devient alors totalement négatif (Marx 1976, 245). Dans ce cas, les capitalistes cessent d'investir et la croissance économique du PIB cesse. Puisque la classe capitaliste est la personnification du capital et que ses actions en tant que classe sont la représentation matérielle des intérêts du capital, lorsque le taux de profit à la baisse cause une baisse de la masse de profit, les capitalistes cessent leurs investissements, car ils ne sont pas capables de valoriser leur capital. Ceci est expliqué par le fait que la détermination ultime du mode de production capitaliste est la valorisation du capital : « Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit. » (Marx 1976, 252) Les crises ne sont donc pas le résultat de la sous-consommation des masses, puisque cette sous-consommation est constante dans le mode de production capitaliste, mais sont plutôt le résultat de l'impossibilité pour le capital de faire un profit.

Inability to sell commodities, overproduction, is only a consequence of insufficient valorisation that occurs with overaccumulation. The crisis is not caused by disproportion between expanding production and insufficient purchasing power, that is lack of consumers [...] The crisis occurs because no use is made of the purchasing power that exists, the purchasing power is not effective; because it does not pay to expand production, as expanded reproduction would yield only as much surplus value as production did on the previous scale. (Grossman 2021, 266)

Ces crises sont cycliques et résultent de la tendance à la baisse du taux de profit qui, comme Grossman l'indique, empêche de manière cyclique la valorisation de la masse de capital. De plus, comme le décrit Michael Roberts (2016, 26), chaque crise a un élément déclencheur unique, bien qu'elles partagent toutes la même essence. Les crises ne sont résolues que de manière temporaire par les contretendances à la baisse du taux de profit, puisque la résolution d'une crise amène une accumulation accélérée du capital et la montée de la composition organique du capital.

Et ainsi donc nous avons vu qu'en général les mêmes causes qui provoquent la baisse du taux de profit général suscitent des effets contraires qui freinent, ralentissent et paralysent partiellement cette baisse. Ils ne suppriment pas la loi, mais en affaiblissent l'effet. Sinon, ce n'est pas la baisse du taux de profit général qui serait incompréhensible, mais inversement la lenteur relative de cette baisse. C'est ainsi que la loi n'agit que sous forme de tendance dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes. (Marx 1976, 234)

Les contretendances à la baisse du taux de profit, comme Marx l'explique, ne font que ralentir cette baisse, sans pour autant l'annuler. Marx fait mention de six contretendances pouvant ralentir la baisse de la profitabilité : l'augmentation du degré d'exploitation; la réduction du salaire au-dessous de sa valeur; la baisse de prix du capital constant; l'agrandissement de l'armée de réserve du travail; le commerce extérieur; et l'augmentation du capital par actions (Marx 1976, 228-35). Comme nous le verrons, un bon nombre de ces contretendances ont pris de l'importance depuis la période de la Nouvelle normalité. L'une des

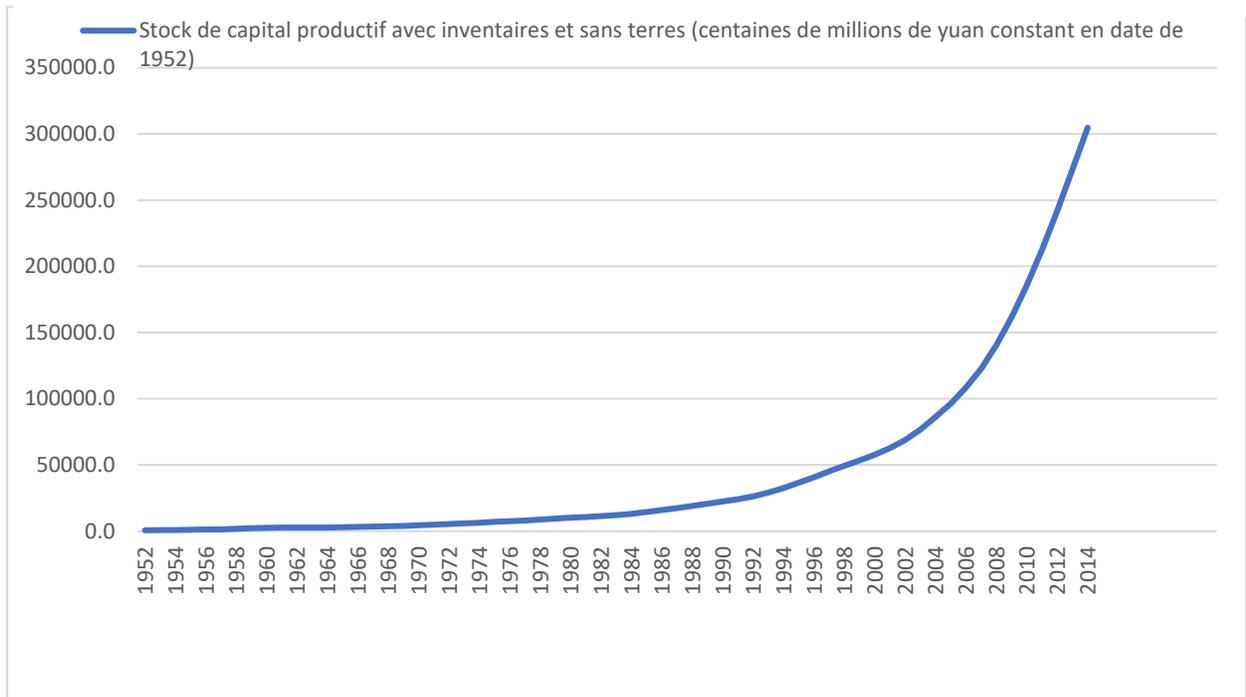
conséquences de cette baisse du taux de profit qui illustre la manière dont le capital se transforme pour survivre dans un environnement marchand moins profitable est la concentration du capital. Dans cet environnement, puisque le capital doit s'accumuler plus rapidement qu'auparavant dans le but de pouvoir valoriser la même quantité de capital à travers un taux de profit plus bas, le capital se concentre. Lors des crises, uniquement les grands capitalistes peuvent continuer leurs processus de valorisation, puisqu'un capital avec une grande masse s'accumule plus rapidement qu'un petit capital, même à travers une baisse du taux de profit. Il est donc dans l'intérêt du capital de se concentrer, bien qu'à long terme ceci accélère la baisse du taux de profit (Marx 1976, 244-45). En d'autres mots, les conditions qui permettent au capital de survivre à ses propres tendances à court terme ne font que renforcer et empirer ces tendances à long terme.

Dès lors, la tendance à la baisse du taux de profit est l'aspect historique critique du capital, dans la mesure où elle est intrinsèquement liée aux mécanismes internes du capitalisme et à la loi de la valeur. C'est à travers son évolution que le capitalisme révèle son caractère historique et non éternel. Comme nous allons le voir, cette tendance et ses conséquences sont retrouvées en Chine depuis l'introduction de relations de production capitalistes, démontrant qu'il existe en Chine un réel mode de production capitaliste essentiellement identique à celui des autres formations sociales dominées par le capitalisme.

5.1.2 La montée de la composition organique du capital en Chine

Le premier aspect important de la tendance à la baisse du taux de profit est la croissance de la composition organique du capital. La composition organique du capital est l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable. Dans des termes plus concrets, la croissance de la composition organique du capital survient lorsqu'il y a une croissance de la valeur des stocks de la composition totale du capital, le capital fixe et le capital circulant, d'une économie comparativement à la valeur du capital variable, les salaires. Dès lors, la composition organique du capital croît à mesure que la masse de capital s'accroît. Comme la Figure 1.1 le montre, la formation sociale chinoise a largement augmenté son stock de capital productif de 1952 à nos jours. Ce stock de capital inclut les machines, les outils, les installations industrielles, les équipements et les stocks des entreprises. Dès lors, le capital constant n'a cessé d'augmenter tant durant la période planifiée que pendant la période des réformes.

Figure 5.1 Stock de capital productif avec inventaires et sans terres (centaines de millions de yuans constants en date de 1952)



Source : (Long et Herrera 2023, 36)

L'effet de cette montée de la masse du capital constant et de sa valeur en Chine est la croissance de la composition organique du capital depuis les 70 dernières années. Selon les calculs de Mylène Gaulard, la composition organique du capital serait restée à environ 15% de 1978 à 1987. Elle serait tombée à 11% en 1990 pour croître à 70% en 2012 (Gaulard 2018, 308). Dès lors, l'augmentation rapide de la composition organique du capital s'est faite surtout depuis 1990. Selon Gaulard, cette très grande croissance de la productivité du travail comparativement à la période planifiée s'explique par le fait que les entreprises chinoises depuis les réformes économiques des années 90 ont détruit le bol de riz en fer, l'arrangement entre les entreprises socialistes et la classe ouvrière qui assurait l'emploi à cette dernière dans les compagnies, même lorsque certains emplois étaient devenus superflus du point de vue de la rentabilité de l'entreprise. Puisqu'une grande partie de la classe ouvrière pouvait être licenciée à partir des années 90, la rentabilité du travail ainsi grandement augmentée, ce qui a fait augmenter la masse de capital comparativement à la valeur des salaires dans l'économie. De plus, d'après les calculs de Long et Herrea (2023, 192), la composition organique du capital a bel et bien augmenté en Chine depuis 1952, indiquant une tendance à sa croissance ayant lieu avec le développement économique de la formation sociale chinoise. La composition organique a triplé de 1952 à 2007 et a décliné quelque peu de 2008 à 2014. Selon une autre étude de Hao Qi (2017, 115-16), la composition organique du capital aurait grandement augmenté de 1956 à 2014. Bien qu'une méthodologie similaire ait été utilisée, les résultats de Hao Qi sont différents de ceux de Long et

Herrera. Selon les données de Qi, la composition organique du capital a atteint un premier sommet de 69 points en 1978, avant de connaître un déclin de 10 points en 1985. Elle a ensuite atteint un second sommet de 71 points en 1994, suivi d'une nouvelle baisse de 10 points, atteignant 62 points en 1997. De 1998 à 2003, la composition organique du capital augmente pour atteindre 72 points, et rechute pour tomber à 65 points en 2005. Par la suite, la composition organique du capital a atteint son niveau le plus élevé en 2014, s'élevant à 92 points. Selon une autre étude, la composition organique du capital aurait atteint un sommet en 2010 de 70 points et a baissé pour atteindre 65 points en 2020 (Qiao et al. 2023, 15). De plus, utilisant l'inverse du rapport production-capital, Li et Li (2015, 29-30) indiquent que la composition organique du capital était en augmentation rapide de 1990 à 2013. Enfin, selon une étude de Cheng et Li (2020, 16), la composition organique du capital aurait atteint un sommet de 78 points en 1995, calculé selon les prix de productions marxistes. Elle aurait décliné à 65 points en 1998 avant de remonter à 73 points en 2005, puis de redescendre à 64 points en 2012.

Dès lors, l'ensemble des études portant sur la composition organique du capital que nous avons regroupée présente des données qui divergent surtout à partir de la période de 2010 à 2020. Nous ne sommes pas en mesure d'expliquer ces divergences. Cependant, toutes ces études s'accordent à démontrer une tendance réelle à la croissance de la composition organique du capital à long terme dans la formation sociale chinoise. En théorie, plus une économie se développe et plus les acteurs économiques investissent en capital non financier, plus la composition organique du capital grandira. Bien que nous n'ayons pas accès aux données sur la composition organique du capital de 2014 à 2024, il serait approprié de supposer que la composition organique du capital continue de croître au rythme des investissements en capital fixe. Une étude atteste cependant que la composition organique du capital aurait baissé à partir de 2015, un fait qui doit être compris dans les logiques des investissements de l'État. Selon Hao Qi (2017, 115-16), la baisse de la composition organique du capital de 2004 à 2007 pourrait être expliquée par la grande vague de privatisation et par la croissance rapide du capitalisme chinois, qui s'est davantage concentré sur l'industrie légère plutôt que sur l'industrie lourde, cette dernière étant moins profitable. La croissance de la composition organique du capital depuis 2008 peut être expliquée par les investissements grandissants de l'État dans l'industrie lourde et les infrastructures. Comme nous l'avons analysé précédemment, l'État investit principalement dans l'industrie lourde et, lorsque l'État a dû intervenir pour sauver l'économie chinoise lors de la crise économique de 2008, la majorité de ces investissements a été dirigée vers ce secteur, entraînant une augmentation significative de la part du capital fixe au sein de la formation sociale chinoise. Selon la seule étude qui traite de la période de 2014 à 2020 (Qiao et al. 2023, 15), la composition organique du capital a décliné à partir de 2015. Elle a baissé de 70 points à 67 points. Ceci est expliqué par le fait que l'État a entrepris des réformes structurelles dans le but de restreindre la trop grande croissance de la composition organique du capital dans le but de

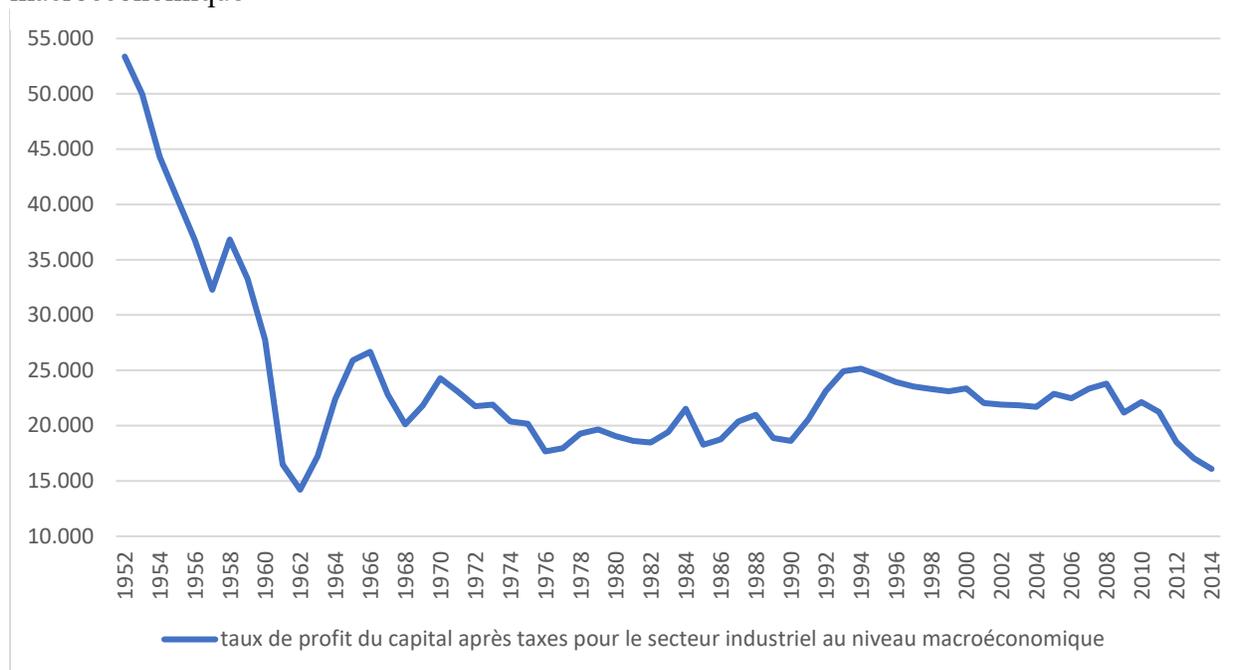
mitiger l'impact négatif de celle-ci sur les profits. Dès lors, pour augmenter la profitabilité du capital privé, le gouvernement a diminué le taux d'industrialisation de la Chine.

En bref, durant la période des réformes, la composition organique du capital montre une tendance à la hausse, bien qu'elle ait chuté durant quelques périodes où le capital privé avait un rapport de force beaucoup plus grand comparativement à la propriété publique.

5.1.3 La tendance à la baisse du taux de profit chinois

La composition organique du capital a un effet direct sur le taux de profit de l'économie chinoise. La Figure 1.2 montre le taux de profit chinois à travers la période postrévolutionnaire, de 1952 à 2014, calculé par Long et Herrera. Selon celle-ci, il est possible d'apercevoir une tendance à la baisse du taux de profit à long terme. Bien que le taux de profit connaisse parfois des périodes de rebond, la tendance générale reste une baisse progressive, marquée par une chute significative à partir de 2008. L'étude de Gaulard (2018, 313) confirme cette tendance à la baisse du taux de profit chinois. Selon celle-ci, il y aurait eu une baisse du taux de profit de 52% entre 1989 et 2012. Le défaut de son étude se trouve dans le fait qu'elle ne calcule pas la valeur des prestations sociales et du salaire social au sein du capital variable et la dépréciation du capital fixe dans la valeur du capital constant dans le calcul du taux de profit chinois. Ces défauts sont largement corrigés dans l'étude entreprise par Long et Herrera (2021). Selon leurs calculs, la tendance à la baisse du taux de profit serait présente en Chine. Ils repèrent trois périodes distinctes dans le mouvement de la baisse du taux de profit.

Figure 5.2 Taux de profit du capital après taxes pour le secteur industriel au niveau macroéconomique



Source : (Long et Herrera 2023, 333-34)

Selon leurs données sur le taux de profit chinois (Long et Herrera 2021, 98), celui-ci aurait chuté de 0,65 à 0,05, soit une baisse de 92 % en 62 ans. Au contraire de Gaulard qui aperçoit une légère hausse du taux de profit qu'elle attribue à la montée du rôle de la spéculation financière en Chine, les données de Long et Herrera montrent un déclin du taux de profit depuis la crise de 2008. Le taux de profit aurait augmenté dès 1988 pour rechuter en 1998. Il aurait augmenté légèrement jusqu'en 2007, avant de rechuter jusqu'en 2014, date à laquelle les données s'arrêtent. Selon Long et Herrera (2023, 198, 222-23), trois périodes distinctes de la baisse tendancielle du taux de profit existent. La première est celle des trois décennies de la période maoïste, où le taux de profit est en déclin presque constant. La deuxième période se situe lors de la première décennie des réformes chinoise, de 1978 à 1989, où le taux de profit devient relativement stagnant bien qu'il augmente un peu à la fin de cette période, tel que Gaulard l'a décrit. La troisième période est celle des années 90 jusqu'à nos jours où le taux de profit détermine la sphère productive de l'économie.

Comme ces auteurs expliquent, cette baisse tendancielle n'est pas déterminée par des fluctuations à court terme. Elle ne peut être causée que par une contradiction dans le système économique chinois agissant à long terme. Bien que leurs données s'arrêtent en 2014, il est possible de prédire, selon Long et Herrera (2023, 222), le taux de profit de 2015, une date qui se situe à l'extérieur de leur modèle, à 6,6%. La crise financière de 2015 en Chine pourrait donc être expliquée selon ces deux auteurs par des facteurs internes

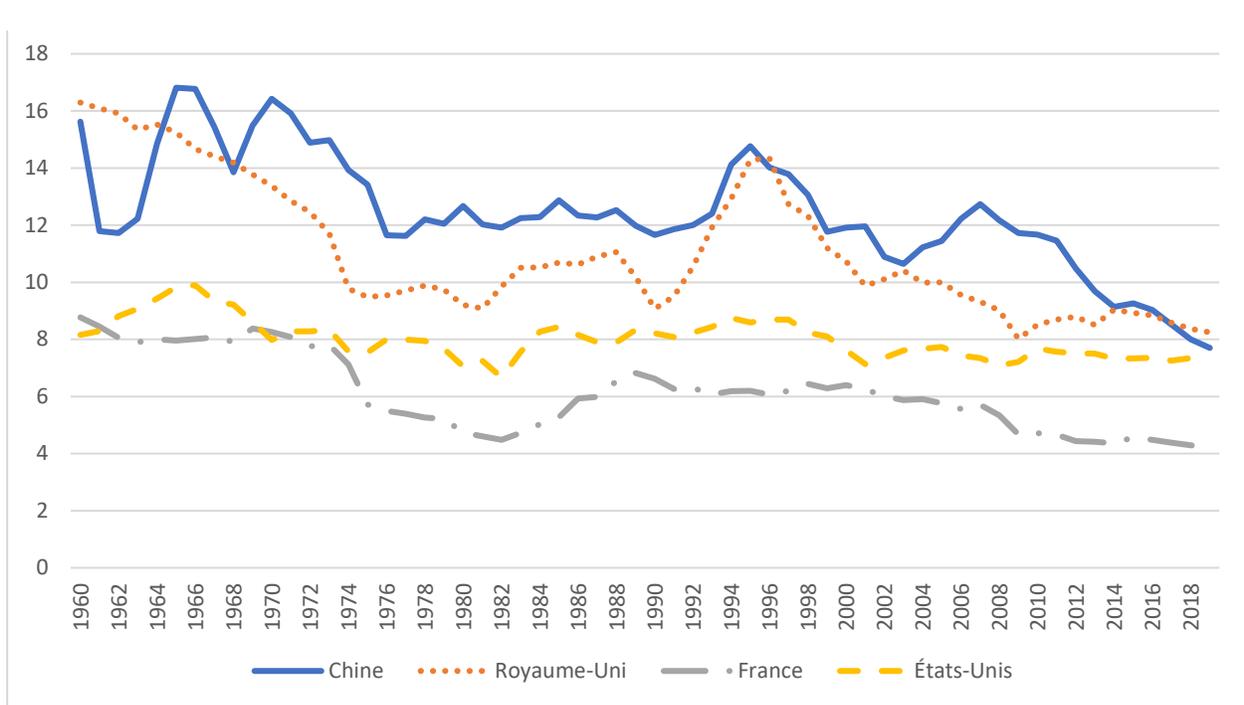
plutôt qu'externes, en majeure partie par le bas taux de profit chinois. En accord avec la théorie marxiste, cette contradiction serait la croissance de la composition organique du capital qui fait descendre le taux de profit en Chine. En analysant les multiples variables existantes pouvant expliquer le déclin du taux de profit en Chine, Long et Herrera (2023, 190) en concluent que c'est en grande majorité la montée de la composition organique du capital qui explique la tendance à la baisse du taux de profit.

Les données de Hao Qi (2017, 116-17) indiquent, tout comme les autres études, un taux de profit à la baisse depuis 1956. Le taux de profit aurait atteint un sommet de 0,5 point en 1958, pour entamer une phase de déclin atteignant 0,2 point en 1998. Il a par la suite remonté à 0,26 point en 2007 pour ensuite entrer dans une phase de déclin atteignant 0,17 en 2014. Selon Dic Lo (2018, 80), le taux de profit aurait aussi chuté de 1980 à 1998 de 25% à 5% pour les entreprises socialistes et à 7,5% pour les entreprises capitalistes. Il aurait ensuite rebondi à 19% en 2011 pour redescendre à 16% de 2010 à 2011. Le taux de profit aurait décliné par la suite pour les deux secteurs. Selon une version plus récente de son article publié dans son blogue personnel, Dic Lo (2023b) montre que le taux de profit après taxe aurait diminué, passant de 11% en 2011 à environ 8% en 2017. Les données de Li et Li (2015, 30) indiquent aussi un taux de profit à la baisse, passant de 0,257 en 1990 à 0,175 en 2013. La seule étude analysant le taux de profit chinois jusqu'à 2020 indique une baisse entre 2002 et 2015, passant de 17,44 % à 10,16%, suivi d'une reprise atteignant 13,96 % en 2020. Les auteurs associent ce déclin du taux de profit à la croissance de la composition organique du capital (Qiao et al. 2023, 16).

Dès lors, toutes les études montrent une tendance à long terme de déclin du taux de profit, tandis que les trois études qui font mention du taux de profit après 2014 divergent. Dic lo, et Long et Herrera, sont d'avis que le taux de profit aurait continué à décliner durant cette période, tandis que Qiao, Li et Pu, sont plutôt d'avis que le taux de profit aurait légèrement augmenté de 2015 à 2020. Cette divergence pourrait s'expliquer par le fait que Qiao, Li et Pu, et Gaulard, calculent le taux de profit moyen de l'ensemble de l'économie, tandis que Dic Lo, et Long et Herrera ne calculent que le taux de profit industriel, c'est-à-dire le secteur de l'économie productif qui crée la valeur. Les données sur le taux de profit de la Figure 1.3 nous montrent aussi un taux de profit à la baisse pour la période de 2014 à 2019. Ces données proviennent de la World Profitability Dashboard, un outil informatique en libre accès créé par des chercheurs de l'Université du Massachusetts Amherst permettant à tous de pouvoir calculer le taux de profit de multiples pays selon les données venues du tableau Penn World étendu 7.0 et des données sectorielles de la base de données mondiale des entrées-sorties (Basu et al. 2022). Selon ces données, le taux de profit aurait chuté de façon continue entre 2007 et 2019, comme celui des formations sociales impérialistes. Les années 1990 étaient donc une décennie où la perte du pouvoir de la classe ouvrière a été mondiale. La destruction du socialisme

en Chine et de l'État providence dans les pays développés ont joué le même rôle : l'augmentation du taux de profit en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière.

Figure 5.3 Taux de profit de certains pays selon la World Profitability Dashboard



Source : (« World Profitability Dashboard », s. d.)

Pour calculer le taux de profit réel de l'économie, il faut exclure les secteurs non productifs, tels que la finance et les services déconnectés des processus de production. Selon les données de Pauls (2022, 287) qui utilise uniquement les données du secteur productif, la masse de profit dans le secteur productif de l'économie a commencé à stagner en 2012 et à chuter en 2014. La décroissance du taux de profit a donc fait chuter la masse de profit en Chine. Comme Grossman (2021, 229) l'explique, la baisse du taux de profit dans le secteur productif de l'économie entraîne un mouvement du capital vers les marchés boursiers dans le but de trouver une source de profits. Ceci amène une financiarisation de l'économie qui n'est pas en mesure de restaurer le taux de profit de l'économie, puisque ce transfert du capital des secteurs productifs aux secteurs non productifs ne permet pas la production additionnelle de plus-value. C'est ce qui explique pourquoi certaines études rapportent une croissance de la profitabilité depuis les années 2010, tandis que certaines études rapportent une décroissance de la profitabilité. Celles qui observent une hausse de la profitabilité se basent sur le calcul du taux de profit des secteurs non productifs. Ces profits proviennent cependant d'une redistribution de la plus-value et non de sa production. Compte tenu du taux de profit et de

la masse de profit du secteur productif, la quantité de plus-value extraite, et donc la profitabilité du secteur productif, est en déclin en Chine suivant la croissance de la composition organique du capital. Les données sur le taux de profit en déclin indiquent aussi que la classe capitaliste n'a pas pu augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière des secteurs productifs dans la même proportion que la montée de la composition organique du capital. Nous reviendrons prochainement sur ces deux points.

5.1.4 La hausse des salaires de la classe ouvrière

La baisse du taux de profit et les mesures prises par la classe capitaliste chinoise pour en ralentir le déclin, sont en grande partie dues à l'augmentation des salaires réels en Chine. Selon les données présentées par Dic Lo (2018, 86) et selon nos propres données à la Figure 1.13, les salaires réels urbains de la Chine ont augmenté de 1050% entre 1990 et 2016, tandis que les salaires réels des travailleurs migrants ont connu une hausse de 600%. À travers cette période, le PIB par habitant réel a augmenté de 950%. Les salaires urbains ont ainsi progressé plus rapidement que la croissance du PIB, tandis que ceux des travailleurs migrants ont augmenté à un rythme deux fois plus lent que ceux des travailleurs urbains. L'augmentation des salaires des ouvriers chinois a été rendue possible par la croissance de la productivité du travail, qui crée une plus grande somme de valeur dans l'économie reflétée par la croissance de la composition organique du capital, ce qui permet à la classe ouvrière d'absorber une partie de cette valeur par la croissance de leurs salaires. Avec cette hausse de la composition organique du capital, la classe capitaliste cherche à réduire le coût du capital variable utilisé dans la production dans le but d'augmenter les profits. Ce que ces données nous montrent est que le taux de profit a aussi baissé en partie à cause de la montée des salaires des ouvriers urbains qui ont excédé la croissance du PIB et la croissance de la productivité du travail. Cependant, les travailleurs migrants, qui forment la grande majorité de la force de travail du mode de production capitaliste et de la formation sociale chinoise en général, n'ont reçu que la moitié de la croissance des travailleurs urbains. Cependant, en général, selon Hao Qi, c'est à partir de 2008 que la part du travail de la valeur de l'économie a augmenté rapidement comparativement à la décennie précédente. Ceci est expliqué par le fait que la croissance des salaires a été plus rapide que la croissance économique (Qi 2015, 34).

La montée des salaires de la classe ouvrière chinoise dans le secteur capitaliste de l'économie répond à deux mouvements. Premièrement, c'est la taille de l'armée de réserve du travail qui détermine le salaire des ouvriers. Selon les données sur l'armée de réserve, elle est en décroissance constante depuis les années 2000. L'armée de réserve du travail n'a cessé d'augmenter en Chine depuis le début des réformes en 1978 et a atteint son apogée dans la période se situant entre 1997 et 2002 lorsque les privatisations et le licenciement d'une partie de la main-d'œuvre socialiste ont créé un surplus de travailleurs dans l'économie qui s'est joint à l'armée de réserve composée des travailleurs migrants. Deuxièmement, c'est la lutte entre la classe

ouvrière et la classe capitaliste qui détermine les salaires des ouvriers. Comme Marx l'a démontré, une augmentation du salaire de la classe ouvrière entraîne une baisse du taux de profit pour la classe capitaliste (Marx et Engels 2010e, 137). Ceci s'explique par le fait que ces deux classes luttent sans cesse pour la distribution de la plus-value créée par la classe ouvrière dans le processus de production. C'est en partie cette lutte des travailleurs chinois qui explique cette croissance salariale.

La nature des luttes ouvrières en Chine dans les années 90 et le début des années 2000 était d'une nature défensive. Les travailleurs luttèrent pour que le droit du travail soit respecté par la classe capitaliste dans un contexte où son application restait l'exception plutôt que la règle. Ils luttèrent également pour maintenir le caractère public des entreprises d'État. Cependant, à partir de 2007, les demandes des travailleurs allaient au-delà de la demande du respect des lois. Au lieu de demander l'implantation du salaire minimum, les travailleurs demandaient des salaires et des environnements de travail et de repos décentes. Ces luttes augmentaient aussi en proportion. Tandis que les espaces des luttes étaient confiés aux usines dans les années 90, au cours des années 2000, les ouvriers prenaient le contrôle des zones environnantes, tels que les autoroutes, ce qui a permis aux travailleurs de plusieurs usines de joindre leurs efforts. L'augmentation quantitative et des dimensions des luttes économiques des ouvriers migrants en Chine poussèrent l'État chinois à adopter de multiples lois visant à accorder des droits collectifs et individuels supplémentaires aux travailleurs. L'État a aussi renforcé le rôle du syndicat national, l'ACFTU (Chan 2010, 73-75). Comme nous allons le voir, les données nous indiquent que la grande majorité œuvre toujours dans le secteur informel et n'est pas protégée par l'État.

Il y a aussi eu, depuis environ 2010, une vague de grèves en Chine. Celle-ci est importante, puisqu'elle représente une transformation qualitative avec l'ancien type de grèves défensives des ouvriers entre 1995 et 2010. Cette nouvelle vague démontre un caractère plus agressif de la classe ouvrière chinoise face à l'exploitation capitaliste (Gray et Jang 2015, 601). Les luttes ouvrières ont cependant toujours gardé une nature strictement anticapitaliste et n'ont jamais été en opposition au Parti. Ceci s'explique par le fait que les ouvriers en Chine perçoivent paradoxalement le gouvernement central et le Parti à la fois comme une source de protection contre la répression exercée par la classe bourgeoise et comme un symbole de leurs pouvoirs collectifs face à celle-ci (O'Brien et Li 2006, 68). Le contraire est vrai pour les gouvernements locaux. Les ouvriers les perçoivent comme protecteurs des intérêts des propriétaires du capital. Les gouvernements locaux répriment notamment les grèves par l'utilisation de la force policière et des forces paramilitaires dans le but de protéger la propriété privée de la classe bourgeoise (Liu et Shi 2017, 358-59).

Comme le souligne Marx, la valeur de la force de travail est déterminée à la fois de manière matérielle, par le minimum physique absolu nécessaire à la reproduction de la vie de la classe ouvrière, et de manière morale, par le niveau de vie défini selon les conditions sociales d'une région (Marx et Engels 2010e, 145). Ces deux aspects déterminent le minimum de la valeur de la force de travail. Au-delà de ce minimum, les luttes sociales et le marché déterminent la distribution de la valeur produite. Puisqu'il y a eu une grande augmentation de l'investissement productif dans l'économie chinoise, une plus grande part de valeur peut être distribuée à la classe capitaliste et à la classe ouvrière. Selon nos données, la classe ouvrière urbaine a donc pu capter une plus grande part de la valeur qu'elle produit à l'aide de ces investissements productifs. Cela reflète une position plus forte face à la classe capitaliste que celle de la classe ouvrière migrante, qui demeure soumise à une superexploitation de la part du gouvernement et de la bourgeoisie.

Les fluctuations de la demande en force de travail, les luttes ouvrières, et la diminution de l'armée de réserve du travail ont donc contribué à augmenter la valeur globale de la force de travail chinoise. La baisse du taux de profit en Chine trouve donc l'un de ses déterminants dans la plus grande part de la plus-value produite qui est distribuée aux ouvriers urbains depuis 2008, bien que cette croissance se soit accompagnée par une croissance du taux de plus-value absolue.

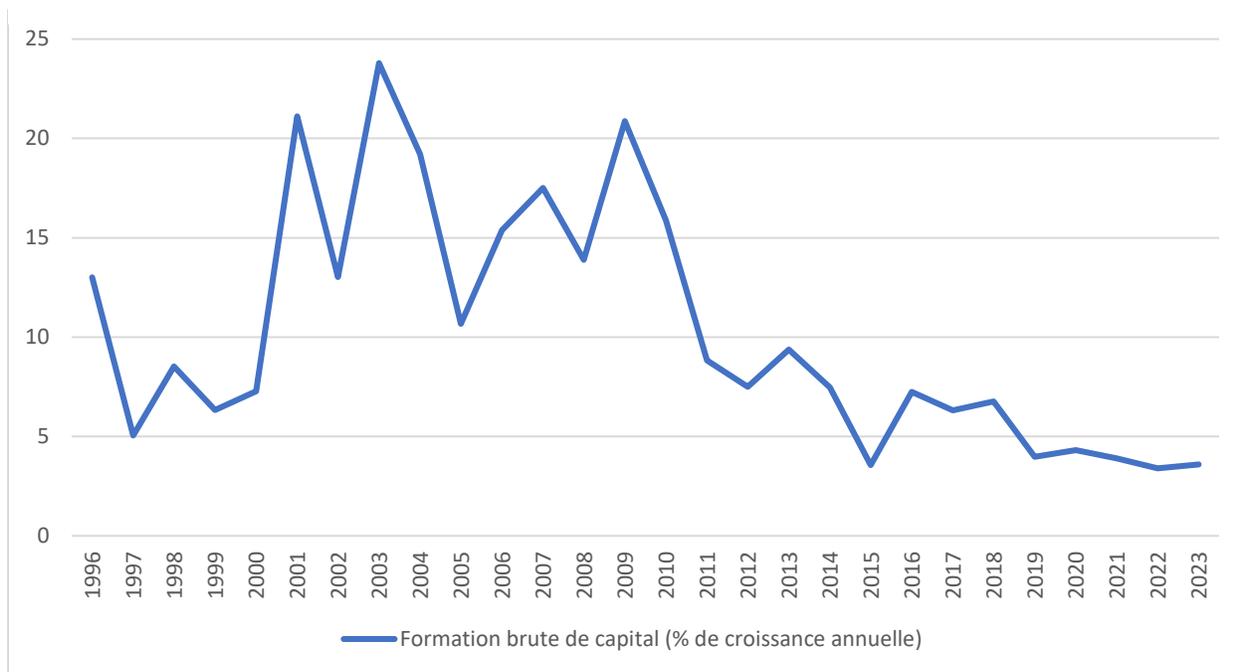
5.1.5 La tendance à la baisse des investissements chinois

Dans une économie de marché capitaliste, le taux de profit est le déterminant principal de l'investissement. Étant donné que les capitalistes investissent uniquement dans le but de valoriser leur capital et d'accroître leurs richesses, la classe capitaliste n'investira pas en l'absence de profit. Ce qui fait descendre le profit est la croissance de la composition organique du capital qui, si elle n'est pas compensée par une hausse proportionnelle du taux de plus-value, réduit le taux de profit. Avec le temps, cette diminution engendre une baisse de la masse totale de profit dans l'économie, ce qui provoque une réduction significative des investissements. Puisque le taux et la masse de profits sont réduites, l'investissement entre dans une période de déclin. La crise est donc, selon Grossman, une période de surproduction absolue où le capital monétaire ne trouve aucune sphère de production profitable (Grossman 2021, 228). Le capital financier, bien qu'il soit déconnecté du processus de production, n'est donc plus en mesure d'être profitable, car la masse de profit créé par le secteur productif n'est plus en mesure de lui transférer une part de plus-value.

Depuis environ de 2011, il est possible d'apercevoir en Chine une décroissance de l'investissement qui coïncide avec le ralentissement de la croissance du PIB. Bien que la formation brute de capital en pourcentage du PIB chinois reste très haut comparativement aux autres pays exploités et exploités, le taux d'investissement de la Chine a commencé à diminuer à partir de 2010 et a stagné à partir de 2018.

L'investissement chinois a donc chuté depuis 2010. La Figure 1.4, représentant le pourcentage annuel de la formation brute de capital, nous donne une meilleure vision de cette stagnation. Après avoir vécu une décroissance de 1996 à 2000, le taux de croissance de l'investissement a fortement augmenté de 2000 à 2010, bien qu'en étant accompagné de fortes périodes de fluctuations. Paradoxalement, ce n'est pas la crise capitaliste mondiale qui a fait descendre le taux de croissance de l'investissement chinois. En effet, au courant de la crise, de 2007 à 2009, l'investissement a connu une grande croissance. Ce n'est qu'à partir de 2010 que ce taux a commencé à descendre. Le taux d'investissement s'est vu chuté de 15% en 2010 à 3,6% en 2023, ce qui indique qu'une importante contradiction dans la formation sociale chinoise a lieu depuis la dernière décennie.

Figure 5.4 Formation brute de capital (% de croissance annuelle)



Source : Banque mondiale

La Figure 1.4 nous montre des mouvements de croissance et de décroissance de la formation brute de capital exprimée en pourcentage de la valeur monétaire de la croissance économique de la même année. Si l'on juxtapose les données sur le taux de profit chinois à la Figure 1.2, il est possible de voir de grandes similarités entre les courbes de l'investissement et du profit. Après avoir subi une chute de 1988 à 1990, le taux de profit est devenu ascendant jusqu'en 1994 et a entamé une descente qui ne s'est arrêtée qu'en 1999, où le taux de profit est redevenu légèrement ascendant. Dès lors, les mouvements du taux d'investissement et celui du profit suivent le même rythme. De 2000 à 2008, le taux de profit est resté relativement stagnant,

débutant à 22% et descendant à 21 % de 2001 à 2004 et 23,7% en 2008. Concernant le taux d'investissement illustré dans les deux figures, on observe une hausse entre 2000 et 2003, suivie d'un déclin progressif de 2003 à 2005, puis d'une remontée lente entre 2006 et 2009. Dès lors, la période de 2000 à 2009 se caractérise par une stagnation relative du taux de profit et du taux d'investissement, bien que leur tendance soit globalement à la baisse sur le long terme. De plus, le mouvement du taux d'investissement semble avoir un retard d'un an par rapport à celui du taux de profit. La troisième période, de 2010 à nos jours, est caractérisée par une baisse rapide du taux de profit et du taux d'investissement, qui peut être observée sur les trois figures. La fluctuation qui existe en 2015 dans la Figure 1.4 peut être expliquée par la crise financière chinoise qui a eu lieu à cette date. En comparant le taux de profit chinois aux taux d'investissements de l'économie publique et de l'économie privée à la Figure 1.19, on constate que, depuis la déplanification de l'économie, les investissements des entreprises d'État sont en grande partie déterminés par le taux de profit global de l'économie. Ceci nous indique que les entreprises publiques pourraient avoir perdu leurs caractères socialistes. Nous y reviendrons à la section 6.1.

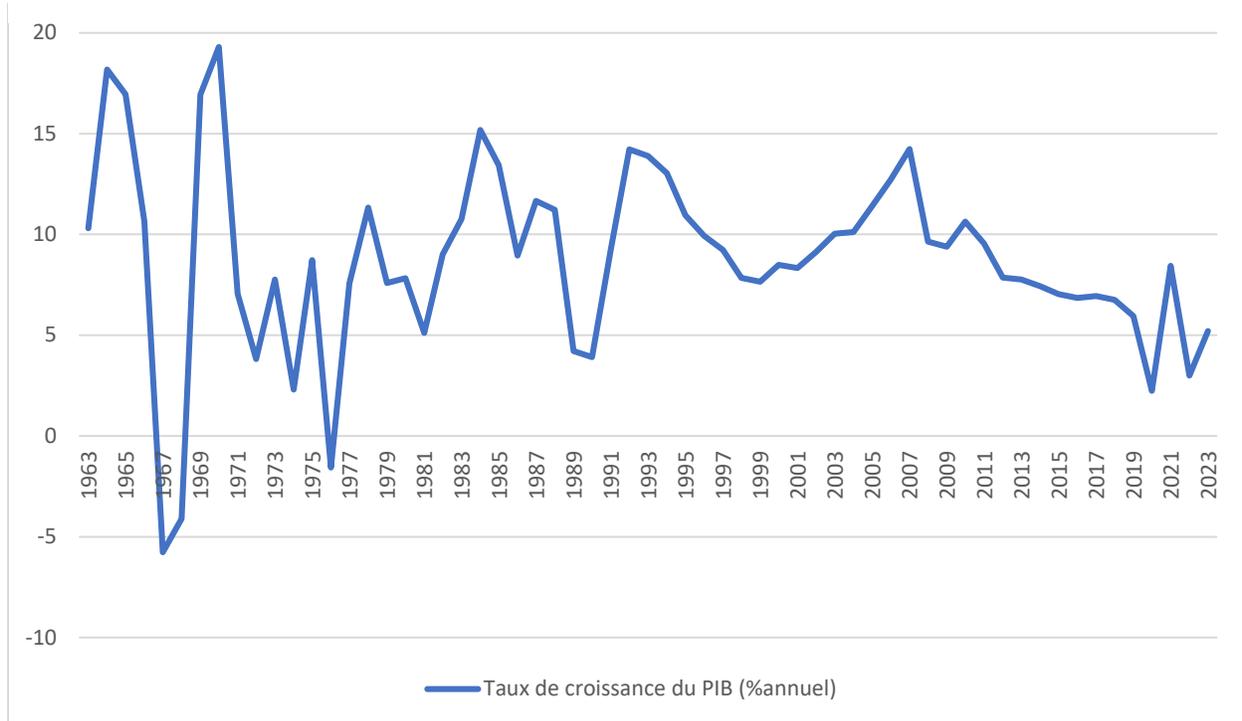
L'investissement a donc une relation inverse en Chine à la composition organique du capital et est largement corrélé au taux de profit. À mesure que la composition organique du capital a augmenté, le taux de profit et le taux d'investissement ont baissé. La chute du taux de profit cause alors une chute du taux de l'investissement. Le profit semble donc déterminer l'investissement des entreprises publiques et des entreprises privées en Chine.

5.1.6 La tendance à la baisse du taux de croissance économique de la Chine

Puisque c'est le taux d'investissement qui détermine principalement le taux de croissance du PIB, le mode de production capitaliste cause à la longue un grand ralentissement de la croissance économique. La Figure 1.5 représente le taux de croissance annuel de la Chine depuis 1963. L'augmentation du taux de profit en 1990 se fait en parallèle à l'augmentation de la croissance du PIB. À l'instar du taux de profit et du taux d'investissement productif, le taux de croissance ralentit de 1994 à 1999. De 2000 à 2007, le taux de croissance double, passant de 7% à 14%, s'accompagnant d'une augmentation massive des investissements et d'un léger regain du taux de profit. Au cœur de la crise économique, de 2008 à 2010, le taux de croissance tombe de 14% à 10%, malgré des investissements productifs massifs, principalement de l'État. Le ralentissement de la croissance économique durant cette période, comparée à la période précédente, résulte d'un choc externe plutôt qu'interne, causé par la crise économique des pays capitalistes impérialistes. Néanmoins, le taux de profit durant cette période suit la même trajectoire que le taux de croissance du PIB. La baisse rapide de la croissance du PIB entre 2010 jusqu'à présent, de 10% en 2010 à 3% en 2022 et 5% en 2022, est aussi accompagnée par une baisse rapide du taux des investissements et du taux de profits. Dès

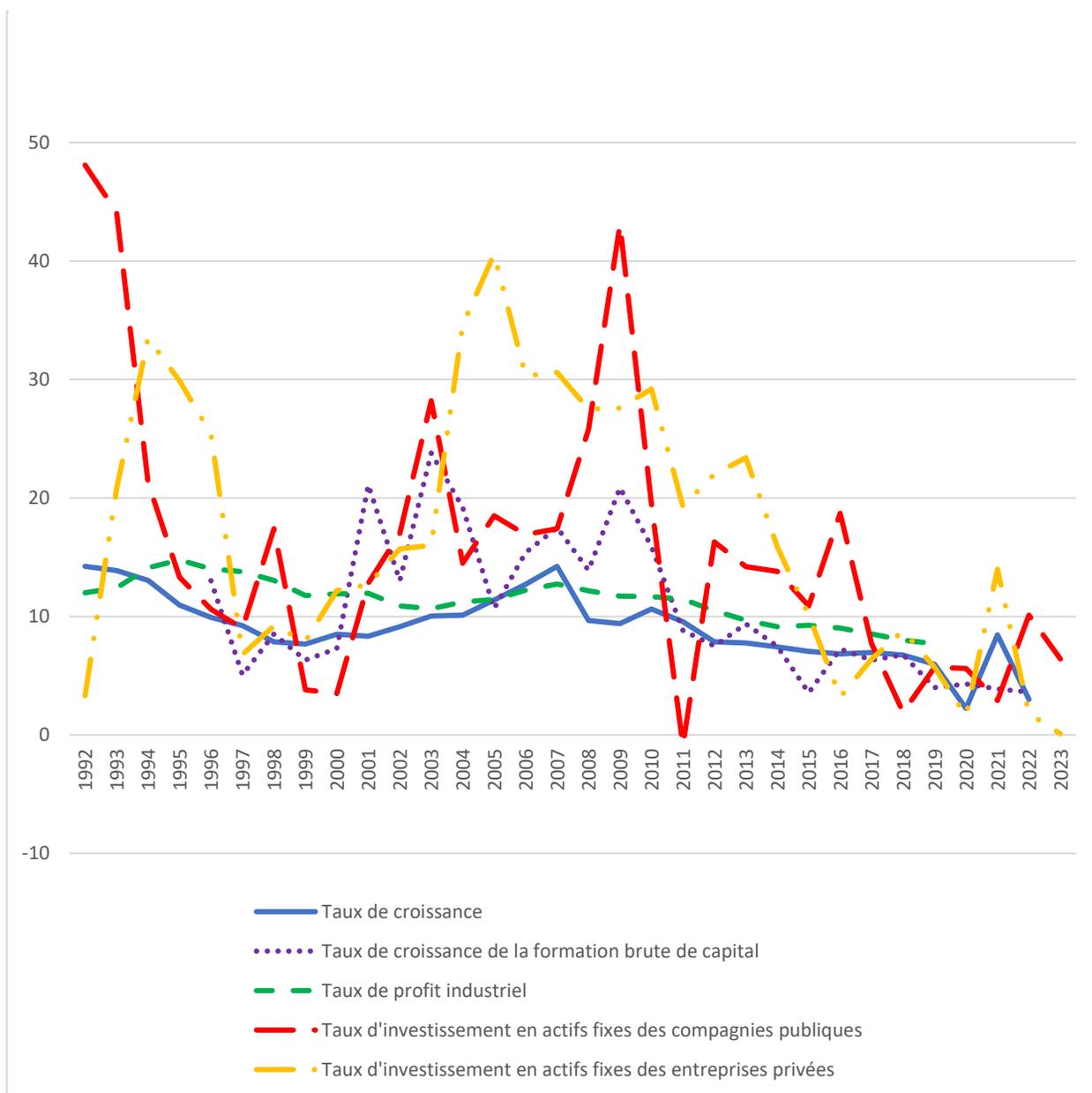
lors, le mouvement général de la croissance économique suit les mêmes tendances que le taux de profit et de l'investissement. Cette détermination de la profitabilité et de l'investissement dans la formation sociale chinoise est un indice qui indique que le capitalisme domine largement l'économie chinoise.

Figure 5.5 Taux de croissance du PIB de la Chine



Source : Banque mondiale

Figure 5.6 Comparaisons des variables de la tendance à la baisse du taux de profit



Source : Figures précédentes et les annuaires de statistiques chinoises

La Figure 1.6 juxtapose les éléments analysés dans les derniers paragraphes. De cette façon, les tendances de chaque élément peuvent être comparées. L'analyse de la relation entre le taux de profit et d'investissement socialiste montre que le mode de production socialiste en Chine ne semble pas être absolument déterminé par le taux de profit. La situation des années 90 et durant la première décennie du XXIe siècle montre que l'investissement socialiste et le taux de profit n'ont aucune relation de détermination. La crise économique mondiale de 2008 démontre ceci : alors que l'investissement capitaliste décroît avec

le taux de profit, l'investissement socialiste augmente rapidement. Cependant, le taux d'investissement capitaliste est en grande partie déterminé par le taux de profit. Une exception notable apparaît entre 2000 et 2004, période durant laquelle le taux d'investissement capitaliste était en croissance, malgré une légère baisse du taux de profit. Ceci pourrait être expliqué par la vague de privatisation de cette époque. Au-delà de cette période, le taux de profit semble déterminer largement le taux d'investissement capitaliste.

Une autre relation pouvant être aperçue depuis cette figure se trouve entre l'investissement socialiste et l'investissement capitaliste. Nos données indiquent que depuis 1997, le socialisme investit massivement dans l'économie lorsque le mode de production capitaliste ralentit ses investissements. Durant la crise financière de 1997-1998, l'investissement capitaliste a fortement chuté, tandis que l'investissement socialiste, après une baisse initiale, a augmenté de 11 % avant de retomber à un taux de croissance de 3,8 % en 1999. De 1996 à 1997, l'investissement capitaliste a baissé de 25,4% à 6,8% et n'a remonté que de 2% en 1998, tandis que celui de l'État avait doublé. Lorsque le taux d'investissement capitaliste a augmenté de 1999 à 2005, l'État a ralenti considérablement ses investissements de 2003 à 2007. Cette tendance peut être aperçue à d'autres reprises, de 2008 à 2010, de 2015 à 2018, de 2019 à 2021, et à partir de 2022. Depuis la crise financière de 1997, la première crise capitaliste ayant eu une grande répercussion sur la formation sociale chinoise, il semble que le mode de production socialiste joue un rôle de stabilisateur de l'économie lorsque le mode de production capitaliste, dû à ses contradictions internes et externes, ralentit ses investissements. Ceci appuie les conclusions de Long et Herrera à propos de la dynamique entre les secteurs privé et public de la formation sociale chinoise :

This suggests that when the Chinese leaders faced a slow down, they were able to take the shutter of the economy, and had the initiative to accelerate investment as an anti-crisis policy, rather than to entrust to the rate of profit the task of convincing business leaders whether to invest more. We recognize here one of the fundamental features of “Chinese governance”: the public authorities intervene very powerfully to fight against the crisis. (Long et Herrera 2023, 219)

Cette analyse de la relation entre l'investissement socialiste et l'investissement capitaliste démontre l'existence de ces deux modes de production dans la formation sociale chinoise et l'existence de lois et de tendances propres à chacun de ces modes de production. Ces modes de production possèdent une relation qui se transforme au fil des cycles des réformes économiques et elle n'est donc pas statique.

5.1.7 La relation entre l'investissement et la croissance économique en Chine

La Figure 1.6 met en exergue la relation entre l'investissement et le taux de croissance. Selon les données recueillies, le taux de croissance chinois est en corrélation avec le taux d'investissement de la formation sociale chinoise, capitaliste et socialiste. Cette corrélation entre le taux d'investissement et le taux de

croissance s'aperçoit lors de la comparaison entre deux périodes des réformes chinoise. Dans la première période, du début des réformes jusqu'à 2010, le taux d'investissement et le taux de croissance économique sont tous deux élevés. Ce n'est que dans la deuxième période, de 2010 à nos jours, qu'on observe une baisse tendancielle du taux de croissance et de l'investissement. D'autres informations peuvent être acquises dans les études très détaillées de Long et Herrera. Le taux d'investissement de l'économie planifiée et de l'économie de marché sont très similaires. L'économie planifiée possédait une croissance annuelle de 10,41%, tandis que l'économie de marché, de 1979 à 2015, possédait un taux de croissance de 10,39% (Long et Herrera 2023, 225). Selon les données de la Figure 1.4, la moyenne de la croissance annuelle de la formation brute de capital était de 14,1% de 1996 à 2010 et de 6,58% de 2011 à 2022, tandis que la moyenne de la croissance annuelle du PIB, à la Figure 1.5, était de 9,9% de 1996 à 2010 et de 6,65% de 2011 à 2022. La croissance économique et le taux d'investissement ont donc tous deux baissé largement de 2011 à 2022 comparativement à la première période. L'étude de Dic Lo (2018, 75) confirme aussi la relation entre l'investissement et la croissance économique. Selon celle-ci, durant la période des réformes, l'investissement et la croissance du PIB partagent les mêmes tendances, bien que les fluctuations de la croissance en investissements soient beaucoup plus grandes que celles de la croissance du PIB.

Comme nous l'avons écrit, le déterminant de l'investissement diffère selon les modes de production produisant ces investissements. L'investissement socialiste se fait sans nécessairement prendre en considération la loi de la valeur et le taux de profit des entreprises individuelles, puisque la logique de l'investissement est la satisfaction des besoins de la population, tandis que l'investissement capitaliste se fait selon le taux de profit, puisque la logique de l'investissement est l'acquisition de la plus-value. Les deux logiques sont donc opposées. L'investissement socialiste est principalement déterminé par la valeur d'usage, tandis que la valeur d'échange occupe une place secondaire. À l'inverse, l'investissement capitaliste repose avant tout sur la valeur d'échange, reléguant la valeur d'usage — c'est-à-dire la satisfaction des besoins de la population — à un rôle secondaire. De plus, comme nous l'avons décrit plus haut, l'investissement socialiste ou l'investissement capitaliste tend à avoir lieu lorsque son opposé investit moins. Ils se succèdent donc de manière cyclique. Leur relation détermine alors l'investissement total de la formation sociale chinoise, puisque la quantité de l'investissement d'un mode semble dépendre de la quantité de l'autre. Une périodisation de cette relation est donc nécessaire pour comprendre l'évolution de la croissance économique du pays.

Selon Long et Herrera (2021, 117-18; 2023, 222-23), le taux d'investissement aurait connu trois époques caractérisées par des tendances distinctes. La première se trouve dans la période de l'économie planifiée. Elle est caractérisée par de larges fluctuations d'origines politiques, qui ont eu des effets puissants sur le

taux de profit et le taux d'investissement. La caractéristique principale de cette période se trouve dans le fait que le taux de profit ne déterminait pas l'investissement, l'accumulation de capital et la production. La deuxième période, de 1978 à 1992, est une période transitoire. On y aperçoit une stagnation du taux de profit qui ne remonte que durant la période suivante. Selon l'étude, le déterminant de l'investissement n'était pas encore devenu le profit, puisque les variations du taux de croissance du PIB précédaient celles du taux de profit. L'économie restait donc planifiée, bien que le marché existait en tant que système secondaire, sans jouer un rôle dominant dans l'allocation des ressources. La troisième période est celle de 1993 à 2014 et probablement jusqu'à nos jours, où le marché est devenu le système qui joue un rôle « rôle décisif » dans l'allocation des ressources de l'économie. La planification devient un outil secondaire dans l'allocation et le marché devient celui primaire. Ceci est indiqué par le fait que le taux de croissance suit le taux de profit. C'est une période caractérisée par l'intégration de la Chine dans le système capitaliste mondial qui aide la Chine, selon Long et Herrera, à réduire l'amplitude de ses cycles économiques par sa liaison aux marchés étrangers qui peuvent absorber le surplus de travail et de capital chinois, mais qui expose la Chine aux forces motrices du mode de production impérialiste international. Selon cette analyse, le mode de production socialiste était dominant durant la période planifiée et durant la première période des réformes économiques de la Chine. De 1993 à 2014, le rôle du socialisme aurait pris une certaine arrière-place au profit du mode de production capitaliste, puisque quantitativement, la majorité de l'investissement se fait par le mode de production capitaliste. La tendance à la baisse du taux de croissance économique doit donc être expliquée par la grande place que prend l'investissement capitaliste dans la formation sociale chinoise depuis 1993 et surtout depuis 2010.

La contradiction principale de l'économie de la formation sociale chinoise est donc la tendance à la baisse du taux de profit. Comme nous l'avons démontré, cette tendance se retrouve dans la formation sociale chinoise depuis la révolution communiste. Cependant, puisque le socialisme était dans un stade d'organisation mature à cette époque grâce à son utilisation de la planification économique, cette tendance à la baisse du taux de profit ne déterminait pas le rythme de la vie économique. Ce n'est qu'avec la croissance du capitalisme en Chine que cette tendance amène des conséquences majeures sur le reste de la formation sociale. Ceci s'observe surtout à partir de 1993, où l'économie planifiée a fait place à l'économie de marché sous les ordres du Parti communiste chinois. Les contradictions du mode de production capitaliste, notamment la tendance à la baisse du taux de profit, constituent l'un des principaux facteurs à l'origine des autres contradictions au sein de la formation sociale chinoise. Le poids de ce mode de production et de ses contradictions est en croissance rapide dans la formation sociale chinoise. L'un des signes importants de cette contradiction s'est manifesté en Chine lors de la crise financière de 2015. Selon les données de Pauls (2022, 287), la baisse du taux de profit rapide de 2010 à 2014 aurait causé une baisse de la masse du taux

de profit dans le secteur productif de l'économie en 2014-2015, ce qui explique la crise financière de cette époque et la grande baisse de l'investissement capitaliste en 2015. La baisse de la valeur des actions sur le marché financier chinois ne représentait qu'une réflexion de la baisse de la masse de profit. De plus, comme les données l'indiquent, le taux d'investissement socialiste a aussi décliné presque au même rythme que celui du mode de production capitaliste, ce qui indique que le déterminant de l'investissement des entreprises d'État devient de plus en plus la profitabilité, ce qui constitue une dégénérescence importante de la détermination de la production sous le socialisme.

5.1.8 Conclusion

Selon les données empiriques recueillies précédemment, il nous semble que le mode de production capitaliste en Chine soit le mode de production qui domine la formation sociale en plus de prédominer largement. Cependant, bien que le capitalisme domine, le socialisme est encore existant, mais celui-ci ne joue qu'un rôle secondaire dans la formation sociale. Cet argument repose sur l'idée que le capitalisme semble constituer la force motrice du système dans son ensemble, dans la mesure où il génère la majeure partie de la valeur tant dans l'industrie que dans les services. Le rôle du socialisme dans la formation sociale n'est pas dominant, puisqu'il n'agit pas de manière autonome. Les entreprises d'État augmentent leurs parts de l'investissement total uniquement lorsque les investissements capitalistes sont à la baisse. Elles réduisent considérablement leurs investissements lorsque ceux du secteur capitaliste sont en expansion. Elles jouent donc un rôle de soutien économique et occupent surtout des positions non profitables, comme nous l'avons vu, dans la construction de l'infrastructure destinée à accroître la profitabilité du capital privé, tant national qu'impérialiste. Dès lors, sous cet aspect qualitatif, il nous semble que le mode de production socialiste en Chine ne soit pas dominant. De plus, son taux d'investissement a largement décliné durant les dernières années. Entre 2012 et 2023, le taux moyen d'investissement de l'État en actifs fixes s'élevait à 9,5 %, un niveau presque identique à celui des entreprises privées, qui atteignait 9,4%. Nous les analyserons dans une prochaine section. En contraste, de 1992 à 2011, le taux d'investissement de l'État était de 19% et celui des entreprises privées de 21,6%. Le taux d'investissement socialiste a ainsi diminué à un rythme comparable à celui de l'investissement capitaliste. Il semble donc que l'investissement socialiste ait suivi la même tendance à la baisse que l'investissement capitaliste, en parallèle au déclin de la profitabilité en Chine. Cela suggère que le socialisme n'est donc pas la force dominante de l'économie et qu'il investit en fonction du taux de profit en Chine, ce qui représente une dégénérescence sérieuse de la logique de l'investissement socialiste, la production de valeur d'usage.

La Chine semble ainsi être coincée dans le même piège que les économies capitalistes. À mesure qu'elle se développe et s'industrialise, la baisse subséquente de la profitabilité ralentit cette croissance économique,

rendant ainsi impossible toute tentative d'instaurer un mode de production communiste. La Chine est donc entrée dans une trajectoire de développement capitaliste qui va l'empêcher de se développer à long terme. Selon les estimations de Li et Wei (2024), en supposant une croissance de la productivité de 2% par année et un déclin annuel de 2% de la main-d'œuvre, le taux de croissance du PIB chinois atteindra 0 % d'ici 2050, voire deviendra négatif, en raison de la baisse de la profitabilité du capital chinois. Comme l'expliquent ces auteurs, à ce moment, uniquement la prédominance du mode de production socialiste dans la formation sociale chinoise pourra empêcher une crise sociétale de longue durée en Chine causée par l'inhabilité du capitalisme à investir sans profitabilité. Il serait donc impossible de construire le communisme en s'appuyant sur le capitalisme, puisque ses structures l'empêchent de développer de manière satisfaisante les forces productives. Un socialisme authentique, qui investit sans prendre en compte la valeur d'échange, et donc la profitabilité, mais uniquement la valeur d'usage, est nécessaire.

Nous allons dans la prochaine section, analyser la période de la stagnation croissante de la formation sociale chinoise ainsi que les tendances créées par la baisse du taux de profit sur les structures économiques de la Chine.

5.2 La stagnation capitaliste et la période de la Nouvelle Normalité

La période actuelle de la Chine a été nommée la Nouvelle Normalité (新常态) par le Parti communiste chinois durant la conférence centrale sur le travail économique du 9 au 11 décembre 2014 (Renmin Ribao 2022). Selon le Parti, les caractéristiques de la nouvelle normalité sont : la croissance de la part de la consommation dans le PIB; une hausse de l'investissement dans les hautes technologies pour contrer une saturation des secteurs d'investissements traditionnels; une faible demande mondiale limitant l'exportation de marchandises chinoises à basse valeur ajoutée; une surproduction industrielle; une population vieillissante; la persistance de bulles économiques; et une croissance économique de moyenne-haute vitesse. Le Parti est donc conscient que le ralentissement économique vient de causes structurelles et que, en conservant l'économie de marché en place, cette croissance ne sera jamais aussi rapide qu'elle l'a été autrefois. Notamment, la moyenne de la croissance économique entre 1979 et 2015 était de 9,9%, un rythme considéré comme particulièrement rapide. Pour la période de l'économie planifiée entre 1952 et 1978, la moyenne était de 6,3%, et de 8,2% entre 1963 et 1978 (Long et Herrera 2021, 225). En ce qui concerne la période de la nouvelle normalité, la croissance annuelle du PIB chinois a diminué, passant de 10,6% en 2010 à 5,2% en 2023. Entre 2014 et 2023, cette période a enregistré une croissance moyenne de 5,9 % par an. Depuis la révolution communiste, la Nouvelle Normalité est ainsi la phase ayant connu la plus faible croissance économique. Comme nous l'avons avancé, ce ralentissement de la croissance économique est

principalement dû à la baisse du taux de profit chinois. Dans les sections suivantes, nous analyserons les principaux aspects de cette période.

5.2.1 La financiarisation de l'économie chinoise

L'une des contradictions majeures de la formation économique chinoise depuis la Nouvelle Normalité est la financiarisation de l'économie. Nous entendons par la financiarisation de l'économie l'usage de voie financière pour faire l'accumulation du capital. Cette accumulation prend cependant son origine des sphères productives de l'économie. De cette manière, la financiarisation ne constitue pas une nouvelle phase du capitalisme comme les économistes hétérodoxes l'arguent, mais constitue plutôt un prolongement du stade monopoliste du capitalisme (« Notes from the Editors. » 2019). Durant cette période, la croissance économique a nettement ralenti, tandis que la croissance de l'offre monétaire et l'offre de crédit se sont accélérées par rapport aux périodes précédentes. Selon un économiste chinois, la période de la Nouvelle Normalité est caractérisée par une croissance de la masse du capital financier au même moment que le ralentissement de la croissance économique (J. Wang 2021, 10). Selon les données de Dic Lo (2023b), l'importance quantitative de la finance dans l'économie chinoise a largement augmenté depuis 2008. À cette date, les finances représentaient 120-125% du PIB. Elles ont augmenté à 275% du PIB en 2022, une augmentation très importante. En 2008, le capital financier socialiste représentait près de 95 % du PIB, tandis que le capital financier capitaliste n'en constituait que 20 %. Ceux-ci ont augmenté leurs parts à 175% et à 100% respectivement. La part du capital financier issu du mode de production capitaliste dans le financement total est passée de 16% en 2008 à 36% en 2022, tandis que celle du capital financier socialiste a diminué de 84% à 64%. Le mode de production capitaliste a donc rapidement étendu ses opérations dans le secteur financier chinois, historiquement dominé par le gouvernement. Cela suggère qu'à partir de 2008, les finances sont devenues de plus en plus un outil de valorisation du capital de la bourgeoisie chinoise, plutôt qu'un instrument de la planification socialiste.

La financiarisation de l'économie chinoise se manifeste par l'augmentation de la plus-value extraite des secteurs non productifs de l'économie, les finances, le commerce, et le secteur immobilier, qui ont connu une expansion significative depuis les réformes. Durant l'économie planifiée, la part de la plus-value extraite des secteurs non productifs représentait en moyenne 17 % entre 1956 et 1967, puis 15 % entre 1968 et 1984. La part a atteint un sommet de 20% entre 1988 et 1992 pour ensuite baisser à 17% en 1996. À partir de la grande croissance du capitalisme en Chine en 1998, cette part a augmenté rapidement pour atteindre un sommet de 34% en 2015 (Qi 2018, 9). Bien qu'une grande part des finances reste sous contrôle du Parti, Dic Lo indique qu'il y a eu en Chine depuis 2008 un processus de dérégulation financière permettant aux banques publiques d'opérer suivant le principe de la loi de la valeur. Au-delà de leur rôle d'outil à la

planification, les banques publiques peuvent depuis 2008 opérer sur le marché dans le but de valoriser leur capital de manière capitaliste. Cette libéralisation financière a conduit à l'émergence d'un système bancaire parallèle, permettant aux banques socialistes de coopérer avec le capital privé dans des activités spéculatives, facilitant ainsi la valorisation du capital privé par des mécanismes financiers. De plus, comme Dic Lo le souligne, les banques privées, depuis 2008, ne sont sujettes à presque aucune régulation gouvernementale, ce qui les rend particulièrement enclines à s'engager dans de telles opérations spéculatives. La finance et les secteurs non productifs de l'économie sont donc les forces croissantes dans la formation sociale chinoise dans la période de la Nouvelle Normalité.

5.2.1.1 Marx sur le capital financier

Pour Marx, le capital financier, ou plus précisément le capital bancaire, n'est qu'une forme que le capital prend dans le processus de valorisation. La financiarisation de l'économie est liée à ce processus de valorisation du capital par le biais de la monnaie, sous le contrôle du capital bancaire. Lorsque la monnaie est utilisée pour valoriser le capital de certains capitalistes sans avoir à passer par le processus de production, Marx caractérise ce capital de fictif. Ceci s'explique par le fait que ni le capital bancaire ni le capital fictif ne créent de valeur par eux-mêmes.

Il va de soi que l'accumulation de tous les capitalistes prêteurs d'argent se fait toujours directement sous la forme monétaire, tandis que, nous l'avons vu, l'accumulation réelle des capitalistes industriels s'effectue, en règle générale, par l'accroissement des éléments du capital reproductif lui-même. Le développement du crédit et l'énorme concentration des prêts d'argent entre les mains de grandes banques doivent donc en soi hâter déjà l'accumulation du capital de prêt en tant que forme différant de l'accumulation réelle. Partant, ce développement rapide du capital de prêt est un résultat de l'accumulation réelle, car il est la conséquence du développement du procès de reproduction, et le profit qui constitue la source de l'accumulation de ces capitalistes financiers n'est qu'un prélèvement sur la plus-value qu'obtiennent les capitalistes assurant la reproduction (c'est en même temps l'appropriation d'une fraction de l'intérêt provenant de l'épargne d'autrui). Le capital de prêt procède à son accumulation aux frais des capitalistes industriels et commerciaux en même temps. [...] Il s'ensuit donc déjà que l'accumulation de ce capital, différente de l'accumulation réelle, quoique en étant le rejeton, apparaît si nous ne considérons que les capitalistes financiers, banquiers, etc., eux-mêmes, comme l'accumulation de cette catégorie particulière de capitalistes. Et elle doit nécessairement augmenter avec toute extension du crédit, qui accompagne l'élargissement réel du procès de reproduction. (Marx 1976, 463-64)

Comme l'explique Marx dans ce passage, le capital bancaire et le capital fictif s'accumulent au détriment du capital industriel et du capital marchand. Il ne forme donc pas une forme d'accumulation de capital autonome et ne créera pas lui-même de la plus-value. Plutôt, ce qui explique l'existence de cette forme de capital est la nécessité du crédit au sein de l'économie capitaliste, qui permet d'intensifier le processus de valorisation du capital industriel et commercial. Comme Carson l'explique, en essence, le capital fictif est

de l'argent prêté qui représente un droit à une valeur future. L'argent prêté par le capital bancaire est essentiellement fictif, car elle est une manifestation empirique d'une valeur future qui n'a pas encore été produite. Ce capital est qualifié de fictif, puisqu'il existe simultanément à deux moments temporels distincts. Toutefois, il est nécessaire à cause des contradictions temporelles qui surviennent lors des échanges marchands (Carson 2023, 16-17).

Ce type d'accumulation se distingue de l'accumulation industrielle, qui tire sa valeur du processus de production. Étant donné que le capital bancaire ne génère aucune valeur indépendamment du processus de production, le capital valorisé par des manœuvres financières est considéré comme fictif du point de vue de l'économie totale. Les capitalistes de ce secteur s'enrichissent donc par le transfert de la valeur créée dans la sphère de la production. Marx affirme qu'il est normal que l'expansion rapide de ce secteur ait lieu avec l'accélération du processus d'accumulation du mode de production capitaliste. Cependant, la financiarisation des économies impérialistes et de l'économie chinoise résulte d'une contradiction trouvant son origine dans l'évolution du mode de production capitaliste. L'essence de la financiarisation de l'économie repose sur ce capital bancaire accumulant son capital par la capture de la plus-value productive. Cependant, la financiarisation montre que le capital bancaire et financier s'est encore plus dissocié de la sphère productive. L'une des facettes de cette financiarisation se trouve dans la spéculation sur les marchés financiers.

Gains et pertes par suite des fluctuations de prix de ces titres, ainsi que leur centralisation entre les mains de rois de chemins de fer, etc., seront - ainsi le veut la nature des choses - de plus en plus le résultat de la spéculation, qui apparaît au lieu et place du travail comme le mode originel d'acquérir du capital et qui remplace aussi la violence directe. Cette espèce de richesse financière imaginaire ne constitue pas seulement une partie fort importante de la fortune des particuliers : c'est aussi, nous l'avons vu, une portion notable du capital du banquier. (Marx 1976, 441)

Marx explique que la spéculation financière prend l'apparence de la source originale du profit, alors qu'en réalité, ces manœuvres relèvent davantage d'un jeu de hasard. Il qualifie ainsi le capital financier issu de ces opérations d'imaginaire, car il ne génère pas de valeur par lui-même, mais capte plutôt la valeur créée dans les sphères productives de l'économie. Bien que la somme d'argent représentant ce capital s'accumule par l'achat et la vente de marchandises financière, l'achat et la vente ne peuvent pas par eux-mêmes être une source véritable de plus-value.

Le rôle de ce capital bancaire en temps de crise est très important. Lorsque l'accumulation du capital à long terme entraîne une tendance à la baisse du profit, le capital doit trouver d'autres moyens de se valoriser face à la diminution de la masse de profit dans l'économie. L'un de ses moyens se trouve dans la spéculation.

But the depreciation of securities triggers massive purchases by stock exchange speculators. So, precisely at the end of the crisis, during the depression, speculation, the stock exchange, start becoming active. We have seen that from the Z point in capital accumulation there is overaccumulation, a shortage of investment opportunities, in short, disposable capital. This capital turns to the stock exchange. [...] From the individual economic standpoint of the creditor, investments on the stock market are as profitable as any other investment. But 'investments' on the exchange create neither value nor surplus value. Their only purpose is higher stock prices and capital transfer. (Grossman 2021, 229)

Comme l'indique Grossman, la surproduction de capital cause une pénurie de secteurs productifs profitables où les capitalistes peuvent investir. Dans ce cas, les marchés boursiers deviennent l'une des uniques opportunités pour les capitalistes de valoriser leur capital. Comme il l'indique, pour le capitaliste individuel, le marché boursier constitue une véritable source de plus-value et de profits au même titre que les entreprises industrielles. Cependant, du point de vue de la classe capitaliste en général, le profit sur le marché boursier ne constitue qu'un transfert de la valeur de certains capitalistes vers d'autres. Le profit généré par la spéculation trouve son origine de la production. Lorsque les sphères productives ne sont pas profitables, la financiarisation ne fait que transmettre le capital de capitalistes à d'autres capitalistes. La financiarisation est donc une conséquence interne du développement du capitalisme et de l'évolution de ses contradictions. Plus précisément, c'est la tendance à la baisse du taux de profit qui engendre cette financiarisation. Toutefois, la financiarisation ne peut pas résoudre la contradiction qui cause l'impossibilité de la valorisation du capital.

Si le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale, c'est seulement parce que le procès de reproduction, par nature élastique, se trouve tendu ici jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppose peureusement les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit. Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production. (Marx 1976, 412-13)

Selon Marx, le capital bancaire et le crédit sont l'outil qui permet à l'accumulation de capital d'atteindre ses limites extrêmes, facilitant ainsi, temporairement, la valorisation de la masse de capital. Cependant, comme ce type de capital accélère l'accumulation capitaliste, il accélère tout autant la crise fondamentale du capitalisme. Le capital fictif possède un caractère double, incarnant à la fois une valeur présente et une valeur future, ce qui révèle une contradiction temporelle en son sein. En temps normal, le capital fictif ne fait que jouer son rôle structurel de facilitation du processus d'accumulation. C'est cependant lors des

périodes de crise que la contradiction temporelle devient antagonique. Lorsque la classe capitaliste reconnaît que la création de la valeur future s'avère impossible, les investisseurs demandent la conversion de leurs crédits en une réelle forme monétaire de la valeur (Carson 2023, 20). La crise financière brise alors l'unité d'opposé que constitue le crédit. Les promesses d'une valeur future sont demandées dans l'immédiat sous la forme d'une valeur présente. Le caractère fictif du capital disparaît alors, provoquant une crise économique. Cette crise survient parce que la conversion de la valeur future en valeur présente devient impossible, les processus réels d'accumulation de la plus-value n'ayant pas atteint les proportions exigées par le capital fictif. La spéculation financière reste dès lors strictement reliée à l'économie réelle et n'est pas en mesure de créer de nouvelles sources de plus-value déconnectées des processus réels de production.

De plus, selon Marx, l'expansion du système de crédit est une dynamique qui se retrouve dans les stades avancés de la production capitaliste. C'est l'outil qui aide la production capitaliste à s'étendre à une plus grande vitesse, aidant donc la masse du capital à se valoriser lorsque le taux de profit diminue. Par ce fait, ce processus entraîne une concentration rapide de la richesse et du capital entre les mains d'un petit cercle de capitalistes, favorisant la monopolisation et la socialisation de la production, préparant ainsi la transition vers le socialisme (Marx 1976, 413). Le développement de ce type de capital constitue donc une évolution naturelle du capitalisme, menant au stade du capitalisme monopolistique analysé par Lénine. Il représente la forme la plus aboutie du fétichisme capitaliste, où le profit financier semble se détacher totalement du processus de production et où les marchandises financières semblent pouvoir créer de la valeur par elles-mêmes (Sabadini et Mello 2023, 207-8). Dès lors, les marchandises financières et le capital financier incarnent le stade ultime du fétichisme de la marchandise, puisqu'ils dupent et exploitent simultanément la classe ouvrière et la fraction productive de la classe capitaliste. Le capital financier représente le capital à un stade d'autonégation du capital, puisqu'il devient la voie par laquelle le capital, d'un point de vue individuel, reste capable de se valoriser, mais, d'un point de vue collectif, n'est pas créateur de nouvelles valeurs. Par le capital financier, le mouvement du capital, la valorisation du capital, est dès lors rendu impossible. La valorisation elle-même du capital financier est donc fictive.

Dès lors, la financiarisation de l'économie, caractérisée par la croissance de la place du capital bancaire et du capital financier dans le pourcentage total du capital de l'économie, est expliquée par la tendance à la baisse du taux de profit et par la suraccumulation du capital. La financiarisation survient lorsque le capital ne peut plus être investi dans les secteurs productifs de l'économie. Bien qu'elle permette une période d'accumulation temporaire, celle-ci se fait aux dépens de l'économie productive. Ainsi, la financiarisation explique en partie pourquoi certaines études sur la rentabilité du capital chinois présentent des résultats divergents durant la période de la Nouvelle Normalité. La croissance relative de ce capital, en pourcentage

du PIB chinois, explique pourquoi, pour certains le profit total de l'économie chinoise ne décline pas depuis 2010 (Qiao et al. 2023, 16), bien que le profit des secteurs productifs soit en baisse. L'étude de Qiao, Li et Pu, et celle de Gaulard, établissent un taux de profit légèrement croissant parce qu'ils incluent dans leurs calculs les secteurs non productifs de l'économie, comme les finances et l'immobilier. En revanche, les autres études ne calculent que le taux de profit du secteur industriel. De plus, selon les données de Qi Hao, la plus-value capturée des secteurs non productifs de l'économie a sans cesse augmenté durant les réformes. De 1980 à 1990, ce taux de plus-value capturé des secteurs non productifs est passé de 0,15 à 0,2. Ce taux a atteint 0,325 en 2014 (Qi 2017, 114-15). Ceci démontre l'expansion rapide des secteurs non productifs de l'économie et son importance dans la Nouvelle Normalité.

5.2.2 Le système bancaire parallèle chinois

La grande croissance de ce capital financier sous les banques publiques et le système bancaire parallèle est le signe que les contradictions venant de la tendance à la baisse du profit chinois sont en évolution rapide. Bien que les finances chinoises soient en majorité contrôlées par les banques publiques, une croissance du capital bancaire privé, représentée par l'apparition du système bancaire parallèle, a eu lieu en Chine depuis la période de la Nouvelle Normalité. De plus, comme nous l'avons dit, le capital bancaire public a été largement dérégulé depuis 2008. Bien qu'en théorie, seul le capital banquier du mode de production capitaliste a la tendance à s'accumuler par la spéculation financière, les banques publiques s'y prêtent aussi.

Le système bancaire parallèle reflète cette propension à la spéculation financière pour le capital privé. Selon les données recueillies par une étude de Brookings (Elliott et al. 2015) la proportion du système bancaire parallèle représentait, en 2012 et 2013, 35 % du PIB selon le FMI en 2014 ; 36 % en 2012 selon l'Académie chinoise des sciences sociales ; 69 % en 2012 selon JP Morgan ; 52 % en 2013 selon China International Corporation ; et 70 % en 2012, selon Bangkok Bank. Les variations de ces estimations sont causées par les définitions divergentes du système bancaire parallèle qu'utilisent ces institutions. Toutes ces définitions s'accordent à caractériser le système bancaire parallèle comme un ensemble d'institutions non bancaires proposant des prêts. En général, le système bancaire parallèle comporte les sociétés fiduciaires, les compagnies d'assurances, les fonds de pension, les sociétés de gestions de patrimoine et les sociétés de capital de risque. Le système bancaire parallèle représente donc la financiarisation du mode de production capitaliste chinois.

Ce système bancaire parallèle existe principalement parce qu'il est beaucoup moins régulé que le système bancaire public. Il accorde des prêts à des clients généralement refusés par les banques publiques et finance des projets plus risqués, qu'il compense par des taux de rendement plus élevés. Ce système bancaire

parallèle est donc différent du système bancaire étatique en Chine qui, malgré les dérégulations, est encore davantage régulé que dans les pays capitalistes. Ce dernier se distingue notamment par des taux de rendement bien inférieurs à ceux du système capitaliste, par une limite de prêts imposée par le gouvernement central et par un contrôle précis du flux des prêts afin d'établir une certaine planification dans l'économie. Ce dernier point est encore important et démontre l'existence d'une certaine planification. Par exemple, les banques sont encore un outil majeur de la planification économique, permettant au gouvernement central d'orienter les flux financiers vers des secteurs jugés essentiels pour le développement de la formation sociale, même s'ils ne sont pas les plus rentables. Ces banques ne suivent donc pas strictement la loi de la valeur. De plus, les banques publiques ne peuvent pas prêter plus de 75% de la valeur de leurs dépôts, et sont tenues de déposer entre 15% et 20% de leurs réserves dans la banque centrale. Enfin, elles accordent principalement des prêts aux entreprises socialistes et discriminent les entreprises capitalistes, en particulier les petites et moyennes entreprises (Elliott et al. 2015, 5). La grande croissance relative du système bancaire parallèle est donc expliquée en partie par ces caractéristiques du système bancaire public chinois. Dans les conditions de la formation sociale chinoise où l'État domine le secteur bancaire, l'existence du système bancaire parallèle est déterminée par la nécessité du capital privé de trouver des secteurs plus profitables d'investissements. Le financement privé chinois est donc devenu le secteur de choix pour l'accroissement de la valorisation du capital.

La première variable qui explique la naissance du système bancaire parallèle est la dégénérescence de la détermination de l'action économique des banques publiques. Bien que la croissance du système bancaire parallèle réponde aux nécessités de l'accumulation capitaliste, ce système bancaire parallèle constitue aussi un exemple important de la dégénérescence du système socialiste. Une grande partie du capital de ce système bancaire parallèle est constituée de crédits déguisés émis par les banques publiques de manière non régulée. Les banques socialistes utilisent ces voies non régulées pour donner du crédit à des entreprises et aux gouvernements locaux. Ceci a pour effet d'enlever les contraintes sur le crédit public. Par exemple, par ces voies non régulées, les banques peuvent prêter un montant plus grand que leur permet le plafond prêt-dépôt de 75% émis par le gouvernement central. Les banques publiques peuvent aussi esquiver les directives de la planification sur le contrôle du flux des capitaux, prêtant à des secteurs discriminés par l'État. Par exemple, lorsque l'État a voulu restreindre le crédit du secteur immobilier de 2010 à 2012, les banques étaient exemptées de prêter à ce secteur. Bien que le crédit total alloué à l'immobilier ait diminué, de nombreuses banques ont contourné cette restriction en finançant les promoteurs immobiliers via le système bancaire parallèle. De même, lorsque le gouvernement central a tenté de réduire le taux d'endettement des gouvernements locaux, le crédit a été limité, mais certaines banques ont continué à leur accorder des prêts par le biais de ce système parallèle. Les banques publiques éludent donc la planification cultivant des

connexions profondes avec les agences du système parallèle pour ne pas être repérée par les régulateurs étatiques. En dernier lieu, les banques socialistes prêtent aux petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de ce système parallèle (Elliott et al. 2015, 9-12). Dès lors, l'une des facettes de la croissance du système bancaire parallèle se trouve dans la dégénérescence du système bancaire socialiste, qui multiplie ses connexions au capital financier privé dans le but d'agrandir leurs profits. Il s'agit donc d'un phénomène d'embourgeoisement où les institutions socialistes esquivent la planification pour suivre la loi de la valeur et le principe de la profitabilité.

La deuxième variable qui explique la croissance de ce système bancaire parallèle est la croissance des institutions non bancaires privées. Celles-ci permettent à la bourgeoisie chinoise de valoriser de son capital à l'aide de placements à haut risque et à haut rendement. Insatisfaite des faibles rendements offerts par les banques publiques, la bourgeoisie a développé ses propres institutions, lui offrant à la fois du crédit pour accélérer son accumulation productive et un moyen de valorisation financière du capital, dissocié du processus de production. Les investissements offrant un grand taux de profit se situent notamment dans le secteur immobilier, l'achat d'actions sur le marché financier, et l'acquisition de devises étrangères, bien qu'ils comportent des risques élevés. C'est dans ce contexte que des firmes privées ont émergé en Chine, proposant des services d'investissement au grand capital chinois et offrant des mécanismes relativement sécurisés pour accroître ce capital à travers diverses manipulations financières et monétaires, ainsi que par l'investissement immobilier (Elliott et al. 2015, 13).

Le système a crû rapidement lorsque le gouvernement central a tenté d'appliquer des politiques monétaires strictes, comme dans les périodes de 2003 à 2005, de 2007 à 2008, de 2010 à 2011, de 2013 à 2014 et de 2016 à 2017. De 2003 à 2008, la croissance annuelle du système bancaire parallèle était en moyenne de 28%. Durant ces années, le gouvernement déployait des politiques monétaires strictes afin de combattre l'inflation. Cependant, durant la crise économique de 2008, sa croissance a chuté à 2% parce que la politique de relance budgétaire avait injecté dans l'économie une source considérable de crédits. De 2009 à 2017, la moyenne de croissance était de 25%, et son maximum a atteint 80% (Li 2021, 93-94). La croissance du système bancaire parallèle est donc cyclique. Lorsque le gouvernement introduit des réformes bancaires ayant pour objectif de combler les lacunes dans les régulations permettant le financement de ce secteur parallèle, sa croissance diminue fortement pendant un an ou deux, mais augmente rapidement lorsque le capital bancaire privé chinois trouve de nouvelles lacunes dans les régulations (Li 2021, 99). De plus, lorsque l'offre en crédits des institutions publiques est basse, la croissance de ce système bancaire parallèle est rapide.

Ce capital bancaire privé entretient principalement des relations avec les gouvernements locaux et les promoteurs immobiliers. Les premiers font affaire avec le système bancaire parallèle dans le but de continuer des projets d'infrastructures commencés lors de périodes où il y avait une grande offre de crédits de la part des banques étatiques, mais qui nécessitaient du financement supplémentaire lorsque des politiques monétaires plus strictes ont été mises en place. En ce qui concerne les promoteurs immobiliers, ceux-ci se font largement financer par ce système bancaire parallèle, car le gouvernement central a décidé depuis 2010 de restreindre le financement de ces compagnies dans le but de faire descendre le prix de l'immobilier (Li 2021, 98). Les régulations mises en place par le gouvernement central n'ont réellement porté leurs fruits qu'à partir de 2020, lorsque les investissements vers le secteur immobilier, tant de la part du secteur bancaire étatique que du secteur parallèle, ont fortement diminué (Li 2024, 13). Le secteur bancaire parallèle continue néanmoins de desservir principalement les agents de la spéculation financière. Cela se confirme par la composition des actifs du système bancaire parallèle en 2022, qui comprenaient 36,6 % d'investissements en obligations, 23,6 % de prêts et 26,3 % d'actifs non répertoriés (Li 2024, 4). Ce sont ces investissements en obligation qui prédominent dans ce système bancaire parallèle, tandis que les prêts sont en grande portion utilisés par les gouvernements locaux dans le but de terminer les projets d'infrastructures.

Selon les données recueillies, le système bancaire parallèle est en essence une répudiation de la planification de l'économie et son remplacement par la logique marchande. Il est un système bancaire qui suit de manière extrême, sans aucune régulation, la loi de la valeur et la poursuite du profit. Il est utilisé à la fois par le capital privé et par le capital étatique afin d'éviter les régulations de l'État et d'accroître au maximum la profitabilité de leurs capitaux. C'est ce système qui sous-tend la financiarisation de l'économie chinoise. Cependant, il est important de noter que ce secteur en Chine reste encore bien loin de celui des pays capitalistes monopolistiques. Selon une étude, il représente en moyenne 120 % du PIB et 24 % des actifs financiers aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays de la zone euro. En comparaison, en Chine, selon les mêmes critères, il ne représenterait que 31 % du PIB et 9 % des actifs financiers (Elliott et al. 2015, 16). Cette différence s'explique d'abord par le fait qu'une portion de l'économie chinoise reste dominée par l'État et par des principes se rapprochant de ceux socialistes, ce qui restreint l'expansion de la spéculation financière. Ensuite, elle s'explique par l'absence d'un capitalisme monopolistique en Chine. Notamment, le taux de profit y est encore relativement élevé par rapport aux pays capitalistes impérialistes. Cela signifie qu'une grande portion de l'investissement capitaliste se dirige encore vers la sphère productive de l'économie, bien que la tendance montre un déclin rapide de ces investissements à mesure que la composition organique du capital augmente. Ainsi, la croissance rapide du système bancaire parallèle en

Chine reflète l'essor du mode de production capitaliste et, avec lui, l'importance de la loi de la valeur au sein du mode de production socialiste chinois.

5.2.3 La bulle immobilière chinoise

Dans cette section, nous allons examiner les relations entre la baisse du taux de profit et le secteur de l'immobilier capitaliste en Chine. Le secteur de l'immobilier est celui qui représente le mieux la contradiction entre les secteurs productifs et non productifs de l'économie. Le secteur immobilier comporte spécifiquement deux contradictions importantes dans le cas chinois. Premièrement, il s'occupe de l'offre de logement de toutes les classes chinoises et en particulier de la classe ouvrière. La monopolisation par la classe bourgeoise de l'offre des logements constitue une source d'extraction de la plus-value venant des capitalistes industriels et commerciaux, et des revenus de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière par un certain secteur de la bourgeoisie, les propriétaires capitalistes. La deuxième contradiction est celle de la spéculation financière. Bien que ce soit cette dernière qui est le sujet principal de cette sous-section, ces deux aspects sont hautement connectés.

En écrivant sur la question du logement en 1871, Engels avait déjà observé que celle-ci reposait sur deux contradictions fondamentales, issues de l'essence même du capitalisme et de la loi de la valeur (Marx et Engels 2010f, 319). La recherche du profit pousse cette fraction de la classe capitaliste à monopoliser les logements afin de les convertir en une marchandise financière pouvant rapporter un profit lors de la revente. Comme l'explique Engels, cela entraîne une hausse des prix pour l'ensemble de la population, y compris la classe capitaliste. Ensuite, le secteur immobilier étant un espace majeur de la spéculation financière, la grande majorité de la population, en particulier la classe ouvrière, est durement affectée. En effet, la recherche du profit pousse la classe capitaliste à construire des logements n'étant pas destinés à loger la classe ouvrière, mais plutôt à loger la bourgeoisie au sein de logements de luxe et à être le réceptacle du processus de valorisation, ce qui, selon Engels, constitue l'essence de la spéculation financière dans ce secteur. De la même façon, la spéculation financière, causée par la tendance à la baisse du taux de profit, est la contradiction principale derrière la crise du secteur immobilier chinois depuis la période des réformes. Comme nous le verrons, l'État et le marché capitaliste possèdent un rôle important dans cette crise.

5.2.3.1 Le secteur de l'immobilier chinois comme vecteur du capital financier

De 2000 à 2020, la valeur marchande du marché immobilier a augmenté de 1820%, tandis que la valeur des marchés boursiers et d'obligations a augmenté de 2740%. En 2000, la valeur marchande du marché immobilier représentait 75,2% de celle des marchés boursiers, tandis qu'en 2020, cette proportion a baissé à 66,5%. Dès lors, bien que la valeur du marché immobilier ait augmenté moins rapidement que la valeur

des autres marchandises financières, elle demeure prédominante dans le secteur financier. La Chine est relativement unique sous cet aspect. La proportion de la valeur de l'immobilier à la valeur du marché boursier est très grande comparativement aux autres grandes économies. Par exemple, ce ratio s'élève à 27% aux États-Unis, 37% au Japon, 49% au Royaume-Uni, 56% en France et 64% en Allemagne. Selon Ren (2021), ceci s'explique par le fait que le marché boursier en Chine est sous-développé comparativement aux formations sociales impérialistes, et par le fait que la valeur du marché immobilier relativement aux revenus du pays est disproportionnée. Donc, puisque le marché boursier en Chine est nettement moins développé que dans les pays impérialistes et que sa masse est régulée par l'État, il constitue une source d'accumulation pour le capital moins profitable pour le capital chinois. Le marché immobilier constitue alors l'une des sources les plus profitables d'accumulation financière non productive pour la classe bourgeoise chinoise. Selon les données de Ren, les prêts allant au secteur immobilier représentaient 27,4% du crédit total en 2008 et ont augmenté à 28,7% en 2019 pour baisser à 27,4% du total en 2021 lorsque le gouvernement central a tenté de baisser les prix de l'immobilier. Comme nous l'avons mentionné plus haut, c'est notamment par le système bancaire parallèle que le capital, public et privé, se transmet au secteur immobilier.

Le secteur immobilier est très important en termes d'emplois. En 2020, le secteur employait 15 millions d'ouvriers, soit trois fois plus qu'en 2004. Le taux de croissance annuel du nombre d'emplois dans ce secteur était de 9,12%, comparativement à un taux de croissance annuel de l'emploi urbain total de 2,7% durant cette même période. La croissance de l'économie chinoise est donc largement dépendante de la croissance du secteur de l'immobilier. Le gouvernement central et les gouvernements locaux ont notamment encouragé fortement cette dépendance pour plusieurs raisons. Premièrement, la croissance de ce secteur est reliée à la croissance de beaucoup d'industries en amont et en aval (Ren 2021). Par la croissance de la bulle immobilière, une demande pour les produits de l'industrie chinoise peut être créée. Deuxièmement, la perte d'une large partie de l'industrie socialiste a créé une crise dans les finances des gouvernements locaux. Puisque les gouvernements locaux ont gardé le monopole de la propriété du sol, ceux-ci vendent le droit à l'utilisation de la terre pour accroître leurs revenus. Depuis 1994, cette source de revenus représente 40% de leurs revenus totaux (M. Chen et al. 2023, 2). Ainsi, une grande partie des revenus de l'économie chinoise ayant été transférée des gouvernements locaux à la bourgeoisie locale lors des privatisations, ces gouvernements dépendent désormais du secteur immobilier pour accroître leurs revenus. Chargés de maximiser la croissance du PIB de leurs régions, les gouvernements locaux ont donc tout intérêt à encourager les bulles immobilières, car plus les prix de l'immobilier augmentent, plus la valeur de la terre s'élève. Ceci accroît leurs revenus et augmente le taux d'activité économique de leurs régions.

L'une des conséquences de la dominance du mode de production capitaliste dans le secteur immobilier est la création de multiples logements non habités. Comme nous l'avons décrit, la valeur d'usage des logements construits par Evergrande et plusieurs autres développeurs immobiliers est la valorisation du capital. Les logements sont construits et achetés dans une logique de valorisation du capital bourgeois, plutôt que pour répondre aux besoins de logement de la population. La classe moyenne chinoise se sert aussi de ces logements pour valoriser leurs capitaux grandissants. Ces logements sont donc essentiellement des marchandises financières pour les classes possédantes. Cela a entraîné l'apparition de grandes villes fantômes où des centaines de logements restent inoccupés. En 2017, 21% des logements en Chine n'étaient pas occupés (Kubota et Qi 2021). Selon un ancien cadre du Parti, la quantité de logements non vendus serait assez pour loger la population entière de Chine (Reuters 2023). L'économie chinoise a ainsi construit suffisamment de logements pour loger la totalité de sa population dans des habitations modernes.

La financiarisation a créé une surproduction de logements en Chine. La surproduction n'est que relative, puisque cette situation n'existe que sous le capitalisme. De plus, bien que la Chine ait produit une trop grande quantité de logements, leurs prix ne cessent d'augmenter, car la demande repose sur l'anticipation de cette hausse continue des prix. Cela empêche ainsi la matérialisation de la demande réelle de la masse de la population pour ces logements. La demande démesurée de ces logements est dès lors aussi fictive que le type de capital que ces logements valorisent.

5.2.3.2 Des logements socialistes aux logements capitalistes

La conversion des logements en marchandises financières servant la bourgeoisie chinoise, les gouvernements locaux et la classe moyenne a été rendue possible par la privatisation de ce secteur dans les années 1990. Durant la période de l'économie planifiée, les logements appartenaient aux gouvernements locaux et aux unités de travail publiques qui les louaient à très bas prix aux ouvriers. Le secteur était donc dominé par le mode de production socialiste. L'approvisionnement de logements pour la classe ouvrière était considéré comme un droit humain et était l'un des droits économiques principaux que la classe ouvrière avait gagnés lors de sa conquête du pouvoir. Ce système a été détruit dans les années 90 lorsque la fraction libérale du Parti a liquidé tous les éléments prolétaires du Parti pour faire place à un système de logement basé sur le marché et la loi de la valeur. Les réformes de 1994 ont instauré deux systèmes : l'un permettant l'achat de logements au prix de construction, accordant un droit de propriété à l'acheteur tout en interdisant la revente, et l'autre reposant sur la marchandisation et la privatisation complète, à l'image des pays capitalistes. Le premier système ne s'éloignait pas de la logique du mode de production socialiste, car la transaction ne passait pas par le marché, mais entre l'unité de travail et l'ouvrier. Cela reflétait une certaine dominance de la loi de la valeur sur la production des logements, puisqu'ils étaient vendus à leur prix de

construction. Cependant, cette loi n'avait pas un caractère universel, car le logement ne constituait pas une marchandise à part entière, étant donné qu'il ne pouvait pas être revendu pour générer un profit. Le deuxième système représentait cependant un divorce complet entre le secteur immobilier et le socialisme. Le capital privé pouvait produire, acheter et revendre ces logements dans le but d'acquérir un maximum de profits. C'est à travers ce système que les logements pouvaient devenir des marchandises financières. C'est ce deuxième système qui a triomphé et a dominé le système du logement depuis les réformes de 1998. Les unités de travail ont dû vendre leurs logements aux travailleurs à des prix très réduits (Sato 2006, 40-43), ce qui a causé la prédominance du mode de production capitaliste dans ce secteur depuis ces réformes. Dans les années 80, 83% des logements urbains étaient publics, tandis qu'en 2010, 85,4% des logements étaient de nature privée (Fang et al. 2020, 41).

La dominance du mode de production capitaliste dans ce secteur a établi une ségrégation générale de la population. Durant l'économie planifiée, les logements étaient organisés par les unités de travail. Il n'y avait pas de ségrégation de classes puisque tous les membres d'une unité de travail vivaient dans la même communauté. Les hauts cadres et les ouvriers normaux vivaient donc dans les mêmes logements. Tel qu'en URSS, il n'existait pas une ségrégation au sein des différents groupes de revenu et au sein des différentes professions (Szymanski 1979, 68). Il n'y avait pas de différenciation entre classes sociales et entre classes économiques. Le lieu du logement était simplement décidé par le lieu du travail. Cette dynamique a changé lors de l'introduction du mode de production capitaliste en Chine. Le déterminant de l'utilisation d'un logement pour un individu se fait sous le capitalisme par sa capacité à acheter ou à louer un logement. Avec l'introduction des marchés privés, une ségrégation généralisée s'est installée en Chine : les anciennes classes ouvrières ont conservé leurs logements à proximité des anciennes usines, tandis que la nouvelle classe moyenne s'est concentrée dans les nouveaux ensembles résidentiels et que la bourgeoisie s'est installée dans des quartiers exclusifs de villas et de manoirs. Les plus pauvres, les chômeurs et les migrants vivent dans les vieux quartiers non rénovés et dans les villages urbains, des villages qui ont été absorbés par les villes, mais où les villageois ont gardé leurs droits à la propriété collective (Fang, Liu, et Chen 2020, 44). En raison du manque de planification urbaine et de l'insuffisance de logements publics, ces villages urbains étaient les seuls lieux abordables pour les migrants, dont les faibles salaires ne leur permettaient pas d'accéder à d'autres logements. Une relation de propriétaire-locataire s'est donc développée entre ces villageois et les travailleurs migrants. Ces villageois-propriétaires offrent des logements abordables non régulés et de très basses qualités et éludent toutes formes de rénovation de la part des gouvernements locaux et des agences de planification urbaine (Wang et al. 2009, 967). De plus, une relation de propriétaire-locataire s'est aussi formée entre les classes urbaines et les ouvriers migrants (Sato 2006, 49). Les classes urbaines qui ont eu la chance d'obtenir leurs logements à petits prix lors des privatisations des années 1990 ont donc pu dans bien

des cas exploiter les migrants. La domination du mode de production capitaliste s'est ainsi accompagnée d'une ségrégation généralisée entre les classes, un phénomène typique des sociétés capitalistes.

Les contradictions engendrées par la privatisation du secteur immobilier, et plus particulièrement par sa financiarisation, affectent bien davantage les nouvelles générations d'ouvriers que les anciennes qui ont pu accéder à des logements à bas prix. Pour les jeunes générations, l'acquisition d'un logement est de plus en plus difficile en raison de la grande montée de leurs prix. De 1987 à 2012, le prix moyen des logements a été multiplié par 13,19, soit une augmentation annuelle moyenne de 55% (*Yangcheng Wanbao* 2013). Selon une autre étude, entre 2003 et 2022, la croissance annuelle des prix des logements (7,8 %) a dépassé celle des revenus chinois (7,1 %) (Chan 2024, 1892). En 2019, juste avant la crise immobilière chinoise, la Chine enregistrait un ratio de 29 :1 entre, d'un côté, le prix des appartements et des loyers, et de l'autre, le revenu moyen du pays, se classant ainsi au deuxième rang mondial, derrière Hong Kong et devant Taiwan. Cette tendance n'a qu'augmenté depuis les réformes des années 90. Par exemple, ce rapport n'était que de 15 en 2014 (Numbeo 2024). Ainsi, bien que cette augmentation des prix des logements et des loyers ait coïncidé avec l'augmentation des salaires, les années où les prix des logements et des loyers ont augmenté astronomiquement n'ont presque jamais été suivies de baisses rapides. Dès lors, les prix ont augmenté plus rapidement que la croissance des salaires. Par exemple, le prix moyen national des logements a augmenté de 15,1% en 2004, de 6,2% en 2005 et de 26,2% en 2009 (Song Hanfei 2021, 37). Selon la formule HIR ((prix x surface)/(revenu x nombre)) où le prix correspond au prix moyen par mètre carré des logements, la surface représente la superficie des logements par habitant, le revenu désigne le revenu disponible moyen par habitant et le nombre est le nombre moyen de personnes dans un ménage, la situation s'est nettement dégradée année après année depuis les privatisations. En 2002, ce rapport était de 7,43 tandis qu'en 2019 il était de 8,82 (Song Hanfei 2021, 38-41). Demographia (Cox 2024, 2), divise les taux de HIR entre abordable (0-3,0), modérément inabordable (3,1-4,0) sérieusement inabordable (4,1-5,0), fortement inabordable (5,1-8,9) et incroyablement inabordable (plus de 9,0). Comme Cox l'explique, avant les années 90, presque tous les pays capitalistes détenaient des rapports abordables. Ce n'est qu'après l'arrivée du néolibéralisme que la situation s'est largement détériorée. Dans la plupart des pays impérialistes, ces rapports ont doublé ou triplé, passant d'environ 2,5-3,0 à 6,0-9,0. Le rapport de la Chine figure parmi les plus élevés au monde. Bien que la moyenne nationale ait été d'environ de 9 en 2019, le rapport était bien plus élevé dans les grandes villes, où se concentrent la majorité des emplois et des services sociaux. Ce rapport a augmenté entre 2012 et 2017, passant de 21,8 à 35 à Beijing, de 17,8 à 27,6 à Shanghai, de 12,2 à 30,4 à Xiamen de 14,3 à 32,1 à Shenzhen (Zhou Jing et Guo Mingying 2020, 51). À titre de comparaison, Vancouver affiche un rapport de 12,3, Londres de 12,5, Miami de 8,1. Bien que ces trois villes soient parmi les marchés les plus inabordables de leurs pays respectifs, elles restent néanmoins bien plus accessibles que la plupart des

villes chinoises. Ainsi, la hausse des prix des logements en Chine n'a pas été compensée par une augmentation suffisante des salaires.

Pour les Chinois, cette acquisition est très importante puisqu'elle permet le mariage. Sans la propriété d'un logement, un mariage est beaucoup plus difficile à trouver pour un homme. Selon une étude, une augmentation des prix des logements de 1% amène le déclin de 0,31% du taux de mariage pour les hommes et de 0,32% pour les femmes (Wrenn et al. 2019, 125). La croissance des prix affecte donc négativement les deux sexes et nuit à la reproduction de la société. Ceci est largement connecté à la ségrégation de classes. Depuis les réformes, la chance de mariage pour un homme est directement corrélée à son taux de richesse, un phénomène retrouvé normalement dans les pays capitalistes (Yu et Xie 2015). La croissance des prix des logements affecte donc la ségrégation de classes de la société et contribue à l'impossibilité de la reproduction sociale des moins fortunés dans les régions urbaines en Chine.

Ainsi, depuis la privatisation des logements et leur transfert partiel du mode de production socialiste au mode de production capitaliste, leurs prix ont connu une croissance rapide et constante. La monopolisation de la construction de ces logements par la classe bourgeoise chinoise durant les réformes a entraîné une augmentation massive de leur production, sans pour autant faire descendre leurs prix. Pour autant, en théorie, avec la croissance de la productivité du travail, le prix de ces logements aurait dû diminuer. Cette croissance devrait donc être expliquée par le phénomène de la spéculation financière dans ce secteur. Comme nous allons le montrer avec le cas d'Evergrande, loin d'être bénéfique à la paysannerie et à la classe ouvrière, l'expansion du mode de production capitaliste dans ce secteur n'a fait qu'exacerber en Chine une contradiction fondamentale du capitalisme : une contradiction entre les besoins réels du peuple et les besoins du capital. Le capital privé a construit massivement des logements, mais ces logements ne sont pas ultimement construits pour leurs capacités à offrir un toit à ceux qui en ont besoin, mais sont plutôt construits dans le but de créer un profit.

5.2.3.3 Le cas de Evergrande

Evergrande est un promoteur immobilier chinois créé en 1996 dans la ville de Guangzhou. À la fin des années 2010, son fondateur, Xu Jiayin, était l'homme le plus riche de Chine. Sa fortune est passée de 5,7 milliards de dollars américains en 2014 à 36,2 milliards en 2019, avant de chuter à 3 milliards en 2023 à la suite de la faillite d'Evergrande, selon son profil Forbes. Evergrande était le plus grand promoteur immobilier de Chine en termes de ventes, mais aussi le plus endetté. La compagnie avait des actions dans plusieurs autres secteurs, notamment l'élevage de porc, la construction de véhicules électriques, la haute technologie, et avait même acheté l'équipe de soccer de la ville de Guangzhou. Le secteur de prédilection

d'Evergrande dans le mode de production capitaliste se centre ultimement sur la finance. Sa fonction, comme toutes entreprises capitalistes, est le profit. Cependant, comme nous allons le voir, cette compagnie, comme tant d'autres dans le secteur immobilier, est strictement financière. La marchandise qu'elle vend, les logements, n'a pas la fonction de loger, mais plutôt de réaliser un profit. La valeur d'usage qu'elle crée est le capital. Ceci s'explique par le fait qu'Evergrande ne construit pas des logements pour y loger des habitants, mais plutôt pour en faire une source d'investissement destinée à accroître la richesse de la classe bourgeoise et de la classe moyenne chinoise. Comme la FMI le remarque, puisque la Chine ne possède que très peu de secteurs où investir profitablement, les « consommateurs » investissent leurs revenus dans le secteur immobilier. C'est ceci qui explique, selon la FMI, l'augmentation si rapide des prix dans ce secteur. Puisque les prix de l'immobilier étaient en constante augmentation entre 1995 et 2004, ce secteur était hautement profitable pour les compagnies capitalistes, qui se sont alors rapidement endettées (Henry Hoyle et Sonali Jain-Chandra 2024).

Dans le cas d'Evergrande, sa grande croissance a commencé lorsqu'elle est devenue une société cotée à la bourse à partir de 2009. La grande richesse de cette compagnie a été créée par la classe bourgeoise chinoise, la classe bourgeoise impérialiste et le gouvernement chinois. Elle a attiré des dizaines de milliards de dollars venant d'investisseurs américains et chinois et des banques publiques à des taux très bas, ce qui a été rendu possible grâce aux connexions politiques de son fondateur. Celui-ci, Xu Jiayin, est un membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois, une institution de plusieurs milliers de représentants chargés de défendre les intérêts des différents secteurs de la population chinoise (Stevenson et Li 2021). De plus, une grande partie de cet investissement est expliqué par le type de fraude financière que la compagnie organisait pour enrichir les investisseurs. Le modèle d'Evergrande, comme plusieurs autres développeurs immobiliers chinois, se base sur la prévente de logement (Stevenson et Li 2021). Dans son blogue, Michael Roberts (2021) identifie cette pratique sous l'appellation de système de Ponzi, une fraude financière où la source des profits des investisseurs est les fonds acquis des nouveaux investisseurs. Le modèle d'Evergrande serait une fraude financière parce que la compagnie utiliserait les fonds de clients achetant des logements qui n'ont pas encore été construits pour financer la construction de nouveaux logements. Ainsi, l'argent des clients actuels est utilisé pour financer de nouveaux projets, plutôt que pour achever la construction des logements qui leur sont destinés. L'écroulement de ce système survient lorsque la croissance des ventes ou le profit total ralentit, ce qui cause la compagnie à s'écraser tel un château de cartes. La presse financière, par exemple The Guardian (Farrer 2022) et The Economist (2022), adopte aussi cette appellation. La très grande dette de la compagnie trouvait donc son origine du capital de ses investisseurs, des banques publiques et de son système de Ponzi. Cette dette a atteint un sommet de 300 milliards de dollars avant qu'elle fasse faillite et ne soit contrainte par le gouvernement de se liquider pour rembourser ses créanciers en 2024.

Conscient des risques liés à cette spéculation financière, le gouvernement central, par l'intermédiaire de la banque centrale, a instauré les Trois Lignes Rouges, une série de lois obligeant les promoteurs immobiliers à réduire leur niveau d'endettement avant de pouvoir accéder à de nouveaux financements. Puisque le modèle de ces compagnies se basait sur le système de Ponzi, la coupure des financements creva la bulle spéculative dans ce secteur et causa la faillite de plusieurs promoteurs immobiliers. En d'autres mots, le gouvernement central ordonna un resserrement du crédit. La politique trouve son origine dans le 19^e congrès du Parti en 2016 où Xi Jinping a créé la formulation : « les logements sont pour y habiter, pas pour la spéculation. » La campagne pour réduire le taux d'endettement des promoteurs immobiliers a commencé en 2016, mais a atteint un point critique en 2020 avec la création des Trois Lignes Rouges. Cette politique impose aux promoteurs immobiliers de respecter trois critères : un ratio passif/actif inférieur à 70%, un ratio d'endettement net inférieur à 100% et un ratio liquidités/endettement à court terme de 1. Si la compagnie respecte ces ratios, elle peut augmenter sa dette de 15% l'année suivante. En revanche, si elle ne les respecte pas, elle ne pourra pas contracter de nouvelles dettes (Zhang 2024, 73-74).

Lorsque le gouvernement coupa au secteur immobilier plusieurs de ses sources de financements, Evergrande utilisa la vente de produits de gestion de patrimoine pour accumuler des milliards de dollars à ses investisseurs. Ces produits étaient vendus comme des produits stables offrant un investissement sûr. En réalité, ils étaient tout le contraire. Le taux de rendement annuel de ces produits avoisinait les 10 %, mais cet investissement était très risqué. Selon les dirigeants de la compagnie, les fonds issus de ces produits servaient à rembourser d'anciennes dettes plutôt qu'à financer la construction de nouveaux logements (McMorrow et al. 2021). Puisque les ventes de logements avaient considérablement ralenti et que leurs prix avaient commencé à descendre, le profit de la compagnie était en déclin. Incapable de rembourser ses dettes, l'entreprise ne pouvait donc pas non plus restituer l'argent des investisseurs ayant acheté ces produits. Evergrande avait aussi augmenté ses sources de financement après le resserrement du crédit du gouvernement central en empruntant à ses fournisseurs. Ces sources de financement, en plus du fait que les clients devaient payer pour leurs logements avant qu'ils soient construits, permettaient à Evergrande de contourner la planification étatique. Ses sources de financement trouvaient donc de plus en plus leurs origines dans le système bancaire parallèle.

Puisque ses logements ne pouvaient pas être vendus et que les prix de l'immobilier étaient en déclin, Evergrande, comme de nombreux autres promoteurs immobiliers, a fait faillite. En 2024, sous les ordres du gouvernement chinois, elle a dû liquider ses actifs afin de rembourser ses créanciers. Les banques publiques ont été avantagées dans leurs parts du remboursement comparativement aux créanciers internationaux et la grande majorité des actifs d'Evergrande n'a pas été acquise par des compagnies

étrangères, mais plutôt par des compagnies chinoises étatiques et privées (Saeedy et Feng 2024). La bulle spéculative a donc éclaté à ce moment. Plusieurs autres promoteurs, tels que Vanke et Country Garden, risquaient également de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes en 2024.

Evergrande et beaucoup d'autres promoteurs immobiliers sont donc emblématiques de la spéculation financière du mode de production capitaliste chinois. Le plus grand profit à la plus grande vitesse est la raison pour laquelle ce développement a été adopté. Le cas d'Evergrande nous informe que le mode de production capitaliste en Chine souffre déjà de contradictions aiguës entre les forces productives et les relations de production. Le surplus de capital se dirige dans la spéculation financière dans le but de se valoriser dans une formation sociale où, comme nous l'avons noté, le capital n'est pas libre d'investir dans tous les secteurs et où le marché financier n'offre pas de grands retours sur le capital comme dans les pays impérialistes. Le capital spéculé donc dans le secteur immobilier pour construire des logements qui ne sont pas faits pour y habiter, mais plutôt pour valoriser le capital par une constante et rapide montée des prix. Puisque la plus-value est créée ultimement au sein des secteurs productifs de l'économie, la rentabilité de la spéculation financière dans le secteur immobilier dépend de cette inflation et est donc d'un caractère fictif. La survie des firmes immobilières à grand taux de profit dépend largement de leurs accès à un influx important de crédit du système bancaire parallèle. Bien que le gouvernement central ait voulu crever la bulle spéculative pour diriger une plus grande part du capital chinois au sein du secteur industriel, les faillites des grands monopoles immobiliers de ce secteur augmentent le degré de monopolisation de celui-ci. D'après les données de Xiao, 377 promoteurs immobiliers ont fait faillite en 2019, 408 en 2020 et 340 en 2021. Ceci augmente le degré de concentration du capital des firmes (Xiao 2021). Dès lors, bien que la rentabilité de ce secteur soit en déclin, la masse de capital est tout de même en mesure d'augmenter grâce à la monopolisation du secteur. Evergrande est l'exemple de cette consolidation de ce secteur poussé par la spéculation et le capital financier. Elle représente un processus de valorisation purement fictive, puisque, par l'achat de logements, aucune valeur additionnelle dans l'économie n'est créée et lorsque les conditions socioéconomiques permettant cette forme de jeu de hasard prennent fin, les firmes produisant ces processus de valorisation fictive subissent de lourdes pertes qui doivent être payées par la population entière.

5.2.3.4 L'État et la bulle spéculative

Cependant, il serait faux d'assumer que la bulle financière ait été uniquement causée par le mode de production capitaliste en Chine. Les gouvernements locaux ont aussi largement influencé le cours des événements. La vente de terres constitue une source de revenus importante pour les gouvernements locaux. En 2020, 37,6% de leurs revenus provenaient des taxes immobilières et des transferts de terres, contre seulement 27,1% en 2012. Les gouvernements locaux conservaient 59,8 % des profits générés par la vente

de logements. Dans les grandes villes de la Chine, la répartition du prix des logements était la suivante : 43,8% pour la terre, 16,8% pour les taxes, 8,9% pour le coût de construction et d'installation, et 30,6% pour le revenu brut de l'entreprise. Ainsi, le gouvernement retient près de 60% du revenu issu de la vente de logements (Ren 2021). Les gouvernements locaux avaient donc tout intérêt à entretenir cette bulle spéculative et à encourager la construction de logements afin de préserver cette immense source de revenus. Une baisse du coût des logements annoncerait une réduction des revenus des gouvernements locaux. Puisqu'ils sont très endettés, une réduction de leurs revenus n'est pas dans leurs intérêts. Comme le souligne Roberts (2021), ils se servent de ces revenus pour subventionner la création d'entreprises et pour attirer du capital. En restreignant artificiellement l'offre, ils maintiennent des prix élevés pour les logements et les terrains, ce qui leur assure des revenus conséquents. Ceux-ci utilisent ce revenu pour subventionner la vente de terres commerciales, qui ont un très bas prix comparativement aux terres pour les logements. L'objectif est d'attirer le capital, chinois ou étranger, à investir dans la région sous la juridiction des gouvernements locaux. Par la création de ces entreprises, les gouvernements locaux perçoivent des taxes sur les compagnies qui augmentent leurs revenus. Cela leur permet également de créer des emplois, de stimuler la croissance du PIB régional et d'améliorer la qualité et la quantité des services publics. Par cette stratégie, ils espèrent non seulement rembourser leurs dettes, mais aussi accroître les chances de promotion des cadres locaux par le gouvernement central.

Il pourrait être argué que le fait que les gouvernements locaux monopolisent la terre au détriment du capital privé qui spéculé sur celles-ci constitue une forme d'accumulation socialiste primitive, puisque les gouvernements locaux font théoriquement partie de la superstructure socialiste chinoise. Nous soutenons toutefois que ces mesures, bien qu'elles puissent en théorie servir à accroître le capital public des gouvernements locaux, relèvent en réalité d'une accumulation capitaliste primitive. En effet, ces revenus ne sont pas investis dans la propriété publique, mais servent principalement à subventionner la bourgeoisie. Les gouvernements locaux agissent plutôt en faveur de l'accumulation capitaliste primitive par la monopolisation des terres. Comme nous l'avons observé, l'achat de logements est nécessaire à la reproduction sociale de la classe ouvrière pour sa reproduction sociale. L'inflation de leurs prix de vente représente donc une attaque directe contre ses intérêts, d'autant plus que, depuis les privatisations, elle n'a d'autre choix que d'acquiescer ces logements sur le marché. En accaparant 60% du prix de vente des logements, le gouvernement transfère une grande partie du revenu des ouvriers à la bourgeoisie chinoise et soutient la spéculation financière en limitant l'offre des terres non commerciales. Ce processus s'oppose donc directement à l'accumulation socialiste primitive.

Si les gouvernements locaux sont une force qui tend à augmenter la spéculation de ce secteur, le gouvernement central tend à vouloir réduire les prix de l'immobilier. Depuis la crise économique de 2008, lorsque la bulle spéculative du secteur immobilier a commencé, le gouvernement central a mis en place plusieurs politiques visant à freiner la montée des prix de ce secteur. Par exemple, une terre qui n'était pas utilisée pendant deux ans pouvait être réquisitionnée gratuitement par le gouvernement, tandis qu'une terre non exploitée pendant une période d'un à deux ans pouvait être rachetée par l'État pour 20 % de son prix initial. Ces mesures empêchaient les promoteurs d'accumuler de grandes quantités de terrains dans l'attente d'une hausse des prix pour les revendre plus cher. Ces mesures empêchaient les promoteurs d'accumuler de grandes quantités de terrains dans l'attente d'une hausse des prix pour les revendre plus cher (L. Wang 2023, 1). Les Trois Lignes Rouges, mises en place en 2020, illustrent également les efforts du gouvernement central pour réguler la spéculation et les prix des logements. Ces mesures ont considérablement ralenti la construction de nouveaux logements et le prix des nouveaux logements à travers 70 villes importantes a chuté de 70%. La politique a été assouplie en 2023 à la suite de la baisse radicale de la vente de logements. Celle-ci avait diminué de 40 % en 2022 par rapport à l'année précédente (Noriyuki Doi 2023). Le gouvernement central a donc cherché à faire baisser les prix des logements en freinant les activités des plus grands promoteurs tout en réduisant leur endettement. Cependant, après l'éclatement de la bulle, la politique des Trois Lignes Rouges a été assouplie et les banques étatiques ont pu prêter plusieurs milliards de yuans à des promoteurs immobiliers jugés de qualité, c'est-à-dire ceux qui ne se trouvaient pas en difficultés financières (Hale et al. 2023).

Bien que le gouvernement central démontre une certaine volonté politique de faire baisser les prix des logements contrairement aux gouvernements locaux, sa capacité, ainsi que celle du Parti, à contenir à la spéculation financière dans ce secteur est particulièrement limitée par les forces sociales qui composent le Parti. L'un des objectifs officiels de Xi Jinping depuis le début de son premier mandat est de diminuer les inégalités en Chine, ce qui le force à toucher à la question de la spéculation financière dans le secteur immobilier qui aggrave les inégalités en Chine. Parmi les mesures partiellement mises en place figure une taxe annuelle sur la propriété équivalente à 1 % de sa valeur. L'idée derrière cette taxe est de décourager les investissements spéculatifs dans le secteur immobilier afin de faire descendre le prix des logements et d'éviter les investissements non productifs. Cependant, l'introduction de la taxe sur la propriété n'a été introduite que dans certaines zones pilotes et n'a pas été mise en place à l'échelle nationale. Ce qui freine le Parti est l'opposition en son sein et l'opposition des propriétaires en Chine. Le Parti est largement divisé sur cette question, autant à sa base qu'à ses sommets.

Officiellement, certains membres du Parti argüent que cette taxe entrainerait une baisse rapide des prix des logements, ce qui provoquerait une chute dans la consommation nationale (L. Wei 2021). Du point de vue de la théorie marxiste, cette argumentation ne tient pas la route. La chute des prix des logements serait bénéfique pour l'entièreté de l'économie, puisque ceci signifierait que l'investissement quitterait ce secteur non productif pour se diriger dans les secteurs industriels de l'économie. La consommation générale de la population ne diminuerait pas pour autant, car cette taxe ne ferait que transférer des ressources des propriétaires vers les gouvernements locaux. Ces derniers pourraient alors l'utiliser pour augmenter la consommation collective en augmentant la quantité et la qualité des services publics et de l'infrastructure, et même pour investir en industrie. Toutefois, il est fort probable que ces fonds soient principalement utilisés pour subventionner le capital privé dans leurs régions. De plus, une baisse significative du prix des logements permettrait à de nombreux individus d'acquérir un bien immobilier à moindre coût. Cela libèrerait une part plus importante de leur revenu disponible, favorisant ainsi la consommation immédiate de biens et de services, sans qu'ils aient à épargner pendant des années pour acheter un logement. La majorité des familles, ouvrière et paysanne, aurait donc un intérêt économique majeur dans la baisse des prix des logements. Une baisse des prix des logements faciliterait l'installation des familles paysannes en ville et permettrait aux familles ouvrières de mieux assurer leur reproduction sociale, en offrant aux jeunes un accès plus abordable à la propriété. Nombreux sont ceux qui soutiennent que, puisque la majeure partie de la richesse des familles chinoises est constituée de la valeur de leurs logements, une diminution de cette valeur reviendrait à une perte de richesse pour la majorité de la population. Dans les villes, 79% de la richesse des ménages se trouve dans les logements et 61% dans les régions rurales. Dans les grandes villes de la Chine, cette proportion est encore plus grande. Dans le cas de Shanghai, c'est 87% de la richesse qui est composée de la valeur des logements (Xie et Jin 2015). Selon l'opposition, instaurer une taxe sur la propriété serait donc néfaste, car cela appauvrirait une grande partie de la population. En effet, les propriétaires devraient verser près de 1 % de la valeur de leur bien au gouvernement, tout en subissant une diminution de la valeur de leur propriété.

Cette vision est erronée puisqu'elle n'est pas dialectique. Elle ne distingue pas l'apparence d'une chose de son essence. Bien que la richesse des ménages chinois soit composée en grande majorité de la valeur de leurs logements, ceci ne permet pas de comprendre en quoi consiste cette richesse et en quoi consistent les conséquences du changement de sa valeur. La société chinoise est depuis les réformes composée de classes antagoniques. Pour les familles paysannes et ouvrières, leurs logements ne possèdent pas une réelle valeur d'échange, mais uniquement une valeur d'usage. En d'autres mots, les logements de ces classes ne constituent pas du capital, c'est-à-dire une forme de richesse destinée à croître. Plutôt, ces logements servent uniquement à loger des individus. Dès lors, pour ces classes, la baisse des prix des logements n'a aucun

effet sur leur fonction première, puisque ceux-ci ne sont pas traités comme des marchandises. Au contraire, la baisse du prix des logements serait bénéfique en réduisant le coût de leurs reproductions sociales. Ceci est corroboré par des études chinoises qui indiquent que lorsqu'un ménage possède de la richesse cristallisée dans son logement, cette richesse n'augmentera pas son niveau de consommation. Seule la richesse issue des logements des ménages riches a un effet positif sur leurs niveaux de consommation (Pan et Liu 2018; Fan et al. 2024). La taxe pose cependant beaucoup de problèmes à la petite-bourgeoisie, la classe moyenne et la bourgeoisie. Comme nous l'avons expliqué, puisque la Chine possède relativement peu de sources d'investissement pour ces classes, le secteur immobilier leur servait de principal moyen de valorisation de leur capital. Pour ces classes, les logements représentent du capital et leurs valeurs d'usage se trouvent dans l'augmentation de leur valeur d'échange. Les logements sont achetés pour les revendre dans un futur. La taxe sur la propriété signifierait une perte de revenus considérable puisque celle-ci prend en compte la valeur totale de la propriété d'un individu. Ces classes paieraient donc une beaucoup plus grande somme au gouvernement que les classes ouvrière et paysanne. Cette somme payée signifierait un transfert de richesse de la bourgeoisie, de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie vers la paysannerie, le prolétariat, et la bourgeoisie industrielle par le biais des transferts du gouvernement vers les fonds de consommation sociale et les subventions à l'industrie. La baisse des prix des logements affecterait encore plus négativement la bourgeoisie financière en Chine et la classe moyenne. Elle signifierait une perte très grande de la valeur du capital de ces classes, puisque la valeur de leurs logements, leur capital, chuterait. La taxe serait donc favorable économiquement aux classes paysanne et ouvrière, à la bourgeoisie industrielle, et nettement défavorable à la classe moyenne et à la bourgeoisie financière. L'analyse dialectique de la situation nous permet donc de voir que l'opposition à la taxe est une position défendant la grande bourgeoisie financière de Chine ainsi que les membres aisés de la classe moyenne.

L'une des principales sources d'opposition à la taxe de Xi Jinping provient du Parti communiste chinois. Selon des membres retraités du Parti, puisque beaucoup dans le Parti possèdent plus d'un logement, la taxe nuirait à ces membres propriétaires. D'après eux, elle pourrait même compromettre la « stabilité sociale ». Dans cette optique, le vice-premier ministre Han aurait recommandé à Xi Jinping de reporter son application, craignant un mécontentement généralisé (L. Wei 2021). Par ailleurs, de nombreux cadres des gouvernements locaux possèdent également plusieurs appartements. Lors de la privatisation du système dans les années 90, plusieurs cadres ont pu acheter des appartements à de très bas prix pour s'embourgeoiser. Puisque ces cadres possèdent du capital sous la forme de ces logements, ce plan de taxation serait néfaste pour leurs positions de classe (Bradsher 2023). De plus, puisque l'investissement dans le secteur immobilier est un facteur important dans la création et dans le maintien de la bourgeoisie chinoise, l'embourgeoisement des hautes élites du Parti s'entreprind par la spéculation dans le secteur immobilier. De plus, une bonne

partie de l'opposition vient des gouvernements locaux. Bien que la taxe les aiderait à augmenter leurs revenus, la baisse du prix des logements entraînerait également une diminution d'une partie de leurs gains, sans même mentionner l'influence de l'embourgeoisement des cadres locaux. Ainsi, étant donné que le sommet du Parti communiste chinois est décidément dominé par la fraction libérale et par la grande bourgeoisie chinoise, Xi Jinping ne dispose pas des moyens nécessaires pour imposer cette politique allant à l'encontre des intérêts des propriétaires chinois. Il est important de noter que la taxe sur la propriété n'est pas une politique radicale. Bien qu'Engels ait souligné que le principe même de la taxation revêt une nature communiste, dans la mesure où il place la propriété publique au-dessus de la propriété privée (Marx et Engels 2010b, 254), le principe de taxation de la propriété n'est pas considéré aujourd'hui comme un principe communiste ou socialiste. La grande majorité des pays capitalistes disposent de taxes sur la propriété plus haute que celle planifiée par le gouvernement chinois. L'incapacité du Parti communiste chinois à imposer une taxe à sa bourgeoisie financière est un signe que celle-ci détient une force considérable, directe et indirecte, sur l'engin d'État et le Parti, ce qui reflète la faiblesse structurelle du mode de production socialiste en Chine.

Le mode de production socialiste a tout de même été introduit par le Parti dans le secteur immobilier dans le but de contrer la grande croissance des prix des logements. Le socialisme se matérialise dans ce secteur par la construction de logements sociaux. Les logements sociaux sont des appartements à louer à faible coût. Au minimum, les logements doivent être de 10% à 50% moins chers que le prix du marché selon la région et les dimensions de l'appartement (Zhang et Zaharia 2024). Les programmes de construction de logements abordables ne sont pas récents en Chine. En 2000, 18% des nouveaux logements étaient abordables. Cette politique a cependant été progressivement marginalisée. En 2010, uniquement 3% des nouveaux logements étaient publics et abordables. C'est depuis 2011 que la politique a été remise en place afin de pouvoir offrir un toit aux familles ouvrières. Contrairement aux périodes précédentes, où la revente des appartements publics était possible pour les individus les utilisant, les nouvelles politiques mettent l'accent sur la location comparativement à la propriété partagée entre l'État et les individus. Ceci empêche ces logements de devenir l'engin de spéculations dans le secteur immobilier (Yu et al. 2023). De 2011 à 2015, 40,13 millions d'unités ont été construites, près de 5 millions de plus que ce que prévoyait le plan quinquennal de cette époque (Liu et Deng 2022, 574).

Afin de baisser le prix des logements et d'augmenter la disponibilité des logements abordables à la classe ouvrière, le gouvernement central a ordonné aux banques publiques d'accorder, en 2024, des prêts totalisant 41,5 milliards de dollars américains aux compagnies publiques. Ces fonds visent à racheter les logements invendus et à achever la construction des projets inachevés laissés en suspens par les promoteurs

immobiliers en faillite, tels qu'Evergrande, à la suite du resserrement du crédit (Stevenson 2024). L'achat de ces logements non vendus doit se faire au prix de construction, un prix de 20% à 30% plus bas que le prix du marché, ce qui crée des ressentiments de la part de la bourgeoisie (*Finimize Newsroom* 2024). En 2024, uniquement 10% des nouveaux logements construits étaient des logements sociaux. En 2025, plusieurs estiment que les logements sociaux représenteront 30% à 40% de l'offre en nouveaux logements. Selon ces estimations, en 2030, la majorité des logements en Chine seront des logements sociaux. De plus, ces logements sociaux sont construits par des firmes publiques qui n'ont pas été négativement affectées par la crise du secteur immobilier et seront les joueurs dominants dans ce secteur dans les prochaines années. Pour *The Economist*, cette dominance de l'État impacte négativement les propriétaires en Chine, puisque ceci entraîne une chute des prix de l'immobilier, mais ce journal admet que cette politique est nettement en faveur de la classe ouvrière chinoise (*The Economist* 2024). De manière contradictoire, l'alternative à la taxe sur la propriété réside dans la réintroduction partielle du mode de production socialiste dans le secteur immobilier. Ceci pourrait refléter une balance de pouvoir au sein du Parti changeant en faveur de la bourgeoisie industrielle et en défaveur de la bourgeoisie financière.

Nous avons tenté de démontrer dans cette sous-section comment la tendance à la baisse du taux de profit cause la financiarisation et la spéculation dans le secteur immobilier chinois. Avec la baisse du taux de profit en Chine, le capital de la bourgeoisie et de la classe moyenne tend de plus en plus à s'orienter vers ce secteur dans le but de se valoriser rapidement sans avoir à passer par un processus productif. De plus, puisqu'une grande partie des logements ont été construits pour la valorisation du capital et non pour loger les masses, ceci a créé en Chine une contradiction croissante entre le mode de production capitaliste et la reproduction de la société chinoise. Elle augmente radicalement le coût de la reproduction sociale des classes productives chinoises. La croissance de l'investissement privé dans le secteur immobilier est donc un élément majeur de la nouvelle normalité de l'économie chinoise, caractérisée par la croissance des activités non productives, la financiarisation et un taux de croissance économique moins rapide que par le passé. La privatisation de la propriété productive publique en Chine a laissé les gouvernements locaux dépendant de l'inflation des prix de l'immobilier pour accroître leurs revenus. Ces facteurs ont créé une augmentation si rapide des prix dans l'immobilier que la Chine, avec Hong Kong et Taiwan, est la société où les logements sont les plus inabondables au monde. Pour contrer cette inflation, le gouvernement central a tenté de taxer directement la bourgeoisie financière et la classe moyenne qui utilisaient ce secteur pour accumuler leur capital, mais n'a pas réussi en raison du grand contrôle qu'exerce la bourgeoisie sur les décisions du Parti communiste. Le Parti a ainsi opté pour une stratégie à long terme où le mode de production socialiste allait absorber les actifs des entreprises capitalistes en faillite pour construire des logements abordables. Le mode de production socialiste dans le secteur de l'immobilier est donc utilisé par le Parti, car les relations de production

capitaliste dans ce secteur sont entrées clairement en contradiction avec la croissance des forces productives de l'économie entière et en contradiction avec la reproduction de la société chinoise.

De plus, ce type d'introduction du mode de production socialiste a été rendu possible, car la nationalisation de compagnies en faillite n'a pas, à court terme, affecté les intérêts des capitalistes les plus profitables et donc les plus puissants, ceux de la classe moyenne et des cadres embourgeoisés. De ce fait, cette introduction du mode de production socialiste est donc très partielle, puisque le gouvernement n'a pas nationalisé la propriété existante, il n'a pas éradiqué le marché de l'immobilier, et n'a pas imposé une taxe sur la propriété. Ainsi, l'introduction du socialisme a été partielle en raison des restrictions imposées par la configuration des classes sociales en Chine. Il est intéressant de noter que l'introduction de l'État dans le secteur immobilier sous la forme de la construction de logement abordable soit appuyée par la Banque Mondiale au sein du même document arguant que la méthode que la Chine devrait adopter pour dépasser du piège du revenu moyen est de privatiser une grande majorité de l'économie publique (The World Bank et Development Research Center of the State Council 2013, 111). Si la bourgeoisie impérialiste que la Banque Mondiale représente ne voit aucun conflit d'intérêts entre la construction de logements abordables publics et la destruction des vestiges du socialisme en Chine, ceci nous indique que la construction de logement abordable ne constitue pas réellement un départ de la logique du mode de production capitaliste. En réduisant les coûts de la reproduction sociale de la classe ouvrière, la bourgeoisie industrielle peut réduire les salaires qu'elle donne à la classe ouvrière non migrante. Le Parti ne peut adopter cet aspect du mode de production socialiste que dans la mesure où il sert les intérêts de la bourgeoisie industrielle et s'oppose au processus de financiarisation de l'économie, lequel entre en contradiction avec le caractère développementaliste de la fraction libérale dominant le Parti communiste chinois.

5.2.4 La montée de la plus-value absolue en Chine

L'une des contradictions les plus importantes pour la classe ouvrière chinoise au sein de la formation sociale chinoise est l'augmentation du nombre d'heures de travail depuis les dernières années. Cette contradiction s'explique par la tendance à la baisse du taux de profit chinois. Comme nous l'avons expliqué, la masse de plus-value produite dans une économie est identique à la masse de profits retrouvée dans celle-ci. Le profit est la réalisation empirique de la valorisation du capital qui se fait par l'exploitation de la classe ouvrière. C'est dans les sphères particulières, les entreprises individuelles, que le taux de plus-value et le taux de profit sont inégales. Par l'égalisation du taux de profit au sein d'une économie, les entreprises possédant une plus grande composition organique de capital tendent à capturer une plus grande part de plus-value qu'elles produisent, tandis que les entreprises possédant une composition organique de capital moins grande produiront une plus grande quantité de plus-value, mais un moins grand taux de profit. Les entreprises

possédant une plus grande composition de capital, étant les entreprises les plus productives, tendent à avoir un plus haut taux de profit. Cela entraîne un mouvement dans l'économie vers l'augmentation de la composition organique du capital qui accroît la profitabilité des entreprises individuelles qui investissent, mais réduit la profitabilité de l'économie au complet. Ceci s'explique par l'augmentation de la part du capital constant dans le processus de production, la masse de plus-value décroît puisque l'aspect produisant la valeur dans le capitalisme, le capital variable, diminue relativement au capital constant lors des investissements productifs des entreprises capitalistes. C'est ce mouvement qui est à la base de la tendance à la baisse du taux de profit au sein des économies capitalistes.

Marx explique qu'une diminution du capital variable qui occasionne une diminution du taux de profit peut être compensée par une augmentation du degré d'exploitation de la classe ouvrière dans le processus de production. Il explique que le taux de profit est déterminé par la masse de la plus-value produite au sein d'une économie (Marx 1991, 342). De ce fait, la croissance du taux organique de capital ne fait pas nécessairement diminuer instantanément la masse de plus-value. Ceci nécessite cependant que cette augmentation de la proportion de capital constant soit proportionnelle à l'augmentation du taux d'exploitation. Dans un cas contraire, la masse de la plus-value ne pourra pas être conservée, entraînant une baisse du taux de profit. Donc, pour combattre une baisse du taux de profit, les capitalistes augmentent l'utilisation du stock de capital variable par l'extension de la journée de travail, ce que Marx nomme la plus-value absolue. Marx affirme que le capitaliste prolongera la journée de travail au maximum dans le but d'augmenter le taux de plus-value absolue (Marx 1991, 341). En d'autres termes, ceci équivaut à la dépréciation des éléments du capital variable. Cependant, cette compensation, en des termes absolus, a une limite qui se trouve dans le nombre maximal d'heures de travail retrouvées dans une journée, 24 heures. Ceci est la limite absolue de la journée de travail, qui constitue un plafond à l'augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière (Marx 1992b, 419-20). Ainsi, une baisse du rapport entre le capital variable et le capital constant nécessite une augmentation proportionnelle du taux de plus-value au sein du secteur productif de l'économie. Cependant, bien que l'accroissement du taux d'exploitation de la classe ouvrière augmente le profit individuel de tous les capitalistes, comme Shaikh l'indique, c'est uniquement le taux d'exploitation des ouvriers des secteurs productifs de l'économie qui détermine le taux de plus-value au sein de l'économie (Shaikh et Tonak 1994, 87).

Comme nous allons le démontrer, l'augmentation de la journée de travail est un fait empiriquement vérifiable en Chine. Le fait que la classe bourgeoise combat la tendance à la baisse du taux de profit par l'augmentation du temps de travail de la majorité de la population ouvrière chinoise est un indice qui indique

fortement que le mode de production capitaliste domine en Chine. Nous allons démontrer que la quantité d'heures de travail des ouvriers chinois n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990.

Selon les données de Hao Qi (2018, 7), le taux de plus-value était de 2,4 en 1979. De 1979 à 2008, la tendance du taux de plus-value prend l'apparence d'un U. Le taux baisse de 2,4 à 1,6 de 1979 à 1997. Il y aurait donc eu une décroissance du « taux d'exploitation » de la classe ouvrière durant cette période. Il est cependant à noter que ce taux ne correspond pas à un taux d'exploitation dans le système planifié, puisque les ouvriers ne sont pas exploités. Ce taux de plus-value correspond plutôt dans le régime socialiste à la quantité de valeur créée par la classe ouvrière au-delà des salaires pour la reproduction avancée des forces productives socialistes qui lui appartient (Qi 2015, 31-32). Ceci nous indique cependant que la quantité de valeur créée au-delà de la consommation de la classe ouvrière chinoise a chuté durant cette période, indiquant que la classe ouvrière recevait en consommation immédiate une plus grande quantité de la valeur qu'elle produisait. De 1997 à 2008, le taux de plus-value a augmenté de 1,6 à 2,6. Hao (2018, 8) argue que cette tendance est déterminée par l'introduction massive du capitalisme en Chine à partir de cette époque et par l'atrophie du socialisme. Les entreprises privées exercent une exploitation bien plus intense de leurs employés que les entreprises publiques. De plus, ces dernières se sont converties en institutions plutôt marchandes qui utilisent des techniques de gestion similaires à celle du capitalisme, ce qui a augmenté le taux de plus-value au sein de l'économie. Cependant, nous argüons comme Hao que c'est l'introduction du capitalisme qui explique la montée du taux de plus-value au sein de l'économie chinoise. Comme les données de Hao (2018, 11) et la Figure 1.2 indiquent, le taux de profit a augmenté entre 1998 et 2007, ce qui indique que la croissance du taux de plus-value a eu l'effet d'augmenter le taux de profit au sein de l'économie même à travers une augmentation de la composition organique du capital qui devrait normalement faire baisser le taux de profit. Ceci indique que l'augmentation du taux de plus-value a été assez forte pour contrebalancer la croissance de la composition organique du capital entre 1996 et 2008.

La hausse du taux de plus-value en Chine s'explique par l'introduction du mode de production capitaliste dans le pays. Bien entendu, la plus-value n'existe pas dans le mode de production socialiste. La hausse du taux de plus-value du socialisme au capitalisme représente une hausse du surplus économique, créé au-delà de ce qui est versé en salaire à la classe ouvrière au sein des deux modes de production. Comme nous l'avons expliqué, les formes du surplus économique au sein de ceux-ci sont essentiellement différentes. Le fonctionnement du capitalisme en Chine se base sur deux aspects : l'armée de réserve du travail, la discrimination officielle de l'État de la paysannerie, et la non-application des lois du travail dans le secteur privé. La réserve de l'armée du travail est un phénomène très important pour la hausse du taux de plus-value dans la formation sociale chinoise. Elle s'est formée d'un mélange de deux classes, la paysannerie et la

classe ouvrière socialiste. La destruction des communes dans la campagne dans les années 80 par le Parti a créé une population paysanne flottante qui devait chercher une source de revenus au-delà de ce que pouvait produire l'agriculture sur leurs petites terres. Ceci est un phénomène nouveau trouvant son origine de la destruction des communes qui détenaient une production de biens et de services essentiels, ce qui garantissait un revenu ou des valeurs d'usage aux paysans. Les revenus de la paysannerie à ce moment dans les années 1980 avaient commencé à stagner, ce qui poussait la paysannerie à chercher des sources additionnelles de revenus dans les villes. Lorsque les ouvriers socialistes ont perdu leurs emplois en raison de la fermeture ou de la privatisation des entreprises socialistes, les paysans migrants sont entrés en compétition directe avec l'ancienne classe ouvrière socialiste pour les emplois publics et privés restants. De 1995 à 2005, 30 millions d'ouvriers socialistes ont perdu leurs emplois, et pour ceux qui sont restés, la sécurité de l'emploi était moindre qu'auparavant (Qi 2018, 8). La grande masse composée de la paysannerie et des ouvriers licenciés des villes sont devenus une masse de chômeurs, contribuant à la baisse des salaires des ouvriers chinois sur le marché de l'emploi. La baisse des salaires et la précarisation croissante du travail expliquent en partie l'augmentation du taux de plus-value en Chine de 1997 à 2008. C'est cette hausse massive du taux de plus-value, permise par l'essor de l'armée de réserve du travail, qui a favorisé la croissance du taux de profit dans l'économie chinoise de 1998 à 2008.

L'armée de réserve du travail, la déplanification de l'économie et l'atrophie du socialisme ont permis au Parti et à la classe bourgeoise d'imposer le régime d'accumulation basé sur la superexploitation de la force de travail en Chine dans le but d'augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Nous avons déjà analysé le phénomène de la superexploitation des travailleurs migrants dans le chapitre sur l'accumulation primitive. Ce que nous souhaitons souligner ici, c'est que la superexploitation, amorcée avec la vague de privatisations à partir de 1997, s'est progressivement étendue à la classe ouvrière urbaine. Le capitalisme chinois est donc largement synonyme de superexploitation. Selon Li et Qi, le salaire des ouvriers chinois, autant ceux des ouvriers urbains que ceux des travailleurs migrants, est en dessous du salaire de subsistance, le salaire requis pour reproduire matériellement et socialement la force de travail. Il est difficile d'évaluer le salaire de base des ouvriers chinois, car la grande majorité de ceux travaillant dans le mode de production capitaliste est contrainte d'effectuer un nombre important d'heures supplémentaires. Selon ces chercheurs, le salaire de base en Chine est déterminé par le salaire minimum des différentes régions. Ainsi, les entreprises donnent le salaire minimum aux travailleurs n'effectuant pas d'heures supplémentaires.

Selon cette structure, les salaires de la classe ouvrière chinoise sont nettement en bas du salaire de subsistance. En 2009, dans les régions de l'Est, le salaire de subsistance s'élevait à 8,61 yuans par heure, tandis que le salaire moyen était de 4,66 yuans par heure et le salaire minimum de 3,58 yuans par heure.

Dans les régions centrales, ceux-ci étaient respectivement 7,82, 4,44 et 3,41. Dans les régions de l'Ouest, ils étaient de 7,15 yuans, 4,27 yuans et 3,43 yuans par heure. Dès lors, en moyenne, les ouvriers chinois ne recevaient que de 54% à 60% du salaire de subsistance. Pour pouvoir maintenir leur reproduction sociale, les ouvriers doivent effectuer un grand nombre d'heures supplémentaires au travail et soutenir leurs consommations par l'économie rurale (Li et Qi 2014, 483). Le fait que le salaire actuel soit bien inférieur au salaire de subsistance indique que, même à travers les heures supplémentaires, certains ouvriers ne parviennent pas à gagner un revenu suffisant pour assurer leur reproduction en milieu urbain. Comme nous l'avons indiqué, ce groupe d'ouvriers est surtout composé des travailleurs migrants, bien que plusieurs travailleurs urbains souffrent aussi de cette superexploitation. Selon une étude, les salaires des travailleurs migrants sont si bas qu'ils doivent travailler 80 heures par semaine pour obtenir un salaire horaire atteignant le salaire minimum légal. Puisque les heures supplémentaires sont pour près d'un tiers des travailleurs rémunérés au même titre que les heures normales de travail, ceci augmente le temps de travail supplémentaire que ces ouvriers doivent effectuer pour que leurs revenus atteignent le salaire minimum (Chan 2001, 12).

Comme nous l'avons déjà expliqué, le fait que la classe ouvrière et que les travailleurs migrants se fassent payer au-dessous de sa valeur constitue une forme de superexploitation capitaliste. C'est le Parti qui, par sa discrimination officielle de la paysannerie, impose cette superexploitation en gardant la masse paysanne attachée au mode de production patriarcale, ce qui permet à la classe capitaliste chinoise et à la classe capitaliste impérialiste de superexploiter la paysannerie en transférant les coûts de la reproduction de la main-d'œuvre aux campagnes. Cependant, les travailleurs urbains subissent également une surexploitation, bien que dans une moindre mesure comparée à celle de la classe paysanne. Cette augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière chinoise équivaut donc à la croissance de la plus-value absolue en Chine et c'est ceci qui explique la croissance du taux de plus-value et du taux de profit entre 1996 et 2008. Pour les ouvriers qui ont perdu leurs emplois au sein du mode de production socialiste, obtenir un salaire équivalent dans le mode de production capitaliste, leur permettant de subvenir à leur reproduction sociale en milieu urbain, nécessitait une augmentation drastique de leur temps de travail. Ils étaient aussi en compétition avec les travailleurs migrants. Cette concurrence, associée à la montée du chômage à cette époque, a considérablement affaibli le pouvoir de la classe ouvrière sur le marché de l'emploi. Concrètement, cela s'est traduit par une chute drastique du salaire horaire des travailleurs, entraînant ainsi une réduction du coût du capital variable dans le processus de production capitaliste. Il est important de souligner que la hausse du taux d'exploitation de la force de travail entre 1997 et 2007 a été si significative que, malgré une augmentation de 10% de la composition organique du capital dans l'économie chinoise et une hausse équivalente de la part de la plus-value extraite des secteurs non productifs de l'économie — deux facteurs

normalement susceptibles de faire baisser le taux de profit — ce dernier a tout de même progressé de 44% (Qi 2017, 115-16). La bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie étatique à cette époque détenaient donc une puissance économique relative presque absolue comparativement à la classe ouvrière et à la paysannerie.

Les données de Hao Qi (2017), le taux de plus-value en Chine a diminué entre 2007 et 2014, passant de 2,6 à 2,4. De son côté, Pauls rapporte une baisse du taux de plus-value entre 2006 et 2009, suivie d'une hausse de 10 % entre 2009 et 2015 (Pauls 2022, 282). Les données que nous avons recueillies sur la montée de la plus-value absolue en Chine suggèrent que le taux de plus-value a continué de croître, malgré la hausse des salaires réels, la diminution de l'armée de réserve du travail et l'intensification des luttes ouvrières. Toutefois, les données officielles sur le nombre d'heures travaillées ne sont pas recueillies de manière exhaustive par le gouvernement chinois. Nous nous appuyons donc sur la littérature scientifique pour faire notre récolte de données. Le nombre d'heures maximales de travail, selon la législation du travail chinoise, est fixé à 44 heures. D'après les données du syndicat gouvernemental chinois, le temps de travail dans le secteur industriel urbain est passé de 33 heures par semaines en 1997 à 52 heures en 2005, avant de redescendre à 48 heures en 2012. Une enquête sur la population active urbaine indique qu'en 2001, les travailleurs urbains formels travaillaient en moyenne 44 heures par semaine, tandis que les travailleurs migrants formels atteignaient 61 heures. Les travailleurs urbains informels travaillaient 60 heures, tandis que les travailleurs migrants informels travaillaient 72 heures par semaine. De 2005 à 2010, le temps de travail aurait diminué, s'établissant à 52 heures par semaines pour les travailleurs urbains formels, 58 heures pour les travailleurs migrants informels, 53 heures pour les travailleurs migrants formels et serait resté identique pour les travailleurs urbains formels (Pauls 2022, 276). Donc, selon les données de Pauls, le temps de travail après 2005 aurait baissé surtout pour les travailleurs migrants. Cependant, selon une autre étude, le temps de travail moyen par semaine s'élevait à 47 heures en 2000, soit 3 heures au-dessus du minimum de 44 heures. En 2020, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a atteint 56,64 heures, représentant une augmentation de 9,64 heures par semaine. En 2019, les ouvriers chinois travaillaient donc en moyenne 12,64 heures par semaine au-delà de la limite légale. De plus, le nombre d'heures travaillées varie selon les régions. Ce sont dans les régions les plus développées que le nombre d'heures supplémentaires est le plus élevé, dépassant les 60 heures par semaine. Ces régions sont le Guangdong, le Zhejiang, Shanghai, le Shandong, Beijing, Shanxi, Jiangsu et Anhui (Liu et al. 2019, 7-8). Ainsi, contrairement aux conclusions de Pauls, les données plus récentes indiquent une augmentation du nombre d'heures travaillées depuis 2000. De plus, l'allongement des heures de travail, selon ces données, est particulièrement marqué dans les provinces de l'est du pays et dans le Shaanxi, où les économies locales sont davantage connectées aux marchés mondiaux et où le mode de production capitaliste s'est développé le plus rapidement.

Vers le début des années 2000, dans les petites entreprises capitalistes, le nombre d'heures supplémentaires était déjà très élevé. 66% des ouvriers travaillaient plus de 50 heures par semaine, tandis que 12% des ouvriers travaillaient entre 70 et 80 heures par semaine, et 10% entre 90 et 100 heures. Par ailleurs, 88 % des travailleurs bénéficiaient de moins de 59 jours de congé par an, et 41 % n'avaient que 1 à 19 jours de congés annuels. Selon Cooke, la raison pour laquelle les travailleurs acceptaient de travailler autant est parce que les salaires étaient beaucoup trop bas. Ces longues heures de travail, ce petit nombre de congés et ce très bas salaire étaient à cette époque une condition partagée par la grande majorité des travailleurs migrants dans les usines (Cooke 2005, 161). Ceci indique notamment que les données gouvernementales sous-reportent largement le nombre d'heures travaillées. Selon Li et Qi, d'après leurs études de terrain, dans une usine du Guangdong en 2009, les heures supplémentaires représentaient 22 % du total des heures travaillées et constituaient 45 % des salaires totaux des ouvriers (Li et Qi 2014, 485). Donc, pour obtenir un salaire permettant une reproduction sociale, la classe ouvrière chinoise devait travailler davantage que par le passé. C'est en partie pour cette raison que les heures supplémentaires deviennent un phénomène de plus en plus répandu en Chine, contribuant à la dépréciation du coût du capital variable et, par conséquent, à l'augmentation du taux d'exploitation de la main-d'œuvre.

Même lorsque la classe ouvrière voit son volume d'heures supplémentaires augmenter — ce qui, en théorie, devrait lui permettre de percevoir un salaire supérieur au salaire minimum, lui-même largement inférieur au salaire de subsistance — ces heures ne sont bien souvent pas rémunérées conformément à la législation. Par exemple, selon la loi du travail chinoise, les heures supplémentaires devraient être rémunérées à 150% du taux du salaire horaire ordinaire. Cependant, selon une enquête, 48% des employés déclaraient que leurs entreprises ne payaient pas du tout les heures supplémentaires ou les rémunéraient au même taux que les heures de travail ordinaires (Cooke 2005, 162). Selon une enquête plus récente, 29% des employés n'étaient pas rémunérés pour leurs heures supplémentaires, tandis que 40% les percevaient à un taux inférieur à 150% du salaire minimum et 70% à un taux inférieur à 150% de leurs salaires ordinaires (Ye et al. 2015, 2). Puisqu'il n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière d'effectuer gratuitement des heures supplémentaires au profit de la bourgeoisie, celle-ci contraint les travailleurs à les accomplir. Au début des années 2000, plusieurs employés signalaient que les heures supplémentaires étaient obligatoires (Cooke 2005, 168). Selon des données plus récentes, 80% des employés signalaient que les heures de travail supplémentaires étaient obligatoires (Xu et Zhou 2021, 4).

Une troisième méthode pour allonger la durée du travail consiste à imposer une charge de travail irréalisable dans le temps imparti. Notamment, dans le régime-dortoir en Chine, les compagnies capitalistes donnent un quota irréalisable aux ouvriers migrants. Chaque ouvrier dans ces usines possède un quota de production

quotidien qui devrait être en théorie réalisable en 8 heures de travail. Lorsque ce quota ne peut pas être atteint, les ouvriers sont contraints de le compléter durant des heures supplémentaires non rémunérées (Peng 2011, 731). Ainsi, même si le salaire ordinaire était théoriquement suffisant pour assurer la reproduction de la force de travail et que les heures supplémentaires n'étaient pas officiellement obligatoires, la classe capitaliste parvient à imposer ce surtravail en fixant des quotas irréalisables. Les heures supplémentaires sont donc un aspect du processus de production capitaliste qui est forcé par la classe capitaliste. Comme l'a démontré Marx, bien que la bourgeoisie prétende que les ouvriers choisissent volontairement de travailler de très longues heures chaque jour, la réalité est tout autre : la grande majorité d'entre eux préféreraient percevoir un salaire moindre en échange d'une réduction du temps de travail. Cependant, ils y sont contraints par la classe bourgeoise, qui n'hésite pas à licencier ceux qui refusent le surtravail (Marx 1992b, 397). Nos données indiquent qu'en Chine, depuis que la bourgeoisie a pris le contrôle du pouvoir politique et économique, elle impose aux ouvriers des journées de travail excessivement longues.

Bien que les données disponibles sur le taux de plus-value n'offrent aucune information au-delà de 2015, l'augmentation des heures de travail entre 2015 et 2020 suggère que le taux d'exploitation de la classe ouvrière a continué de croître depuis dans la période de la Nouvelle Normalité. Notamment, selon les données d'une étude très récente, entre 2015 et 2020, les heures de travail ont augmenté pour tous les types de travailleurs. Pour ceux possédant un diplôme d'études primaires, le temps de travail est passé de 45 à 46,8 heures. Pour les titulaires d'un diplôme d'études intermédiaires, il a augmenté de 48 à 49,5 heures. Il est passé de 46 à 48,5 heures pour les travailleurs ayant un diplôme d'étude secondaire, de 43,5 à 45,2 heures pour ceux possédant un diplôme universitaire de premier cycle, et de 41 à 42 heures pour les diplômés de deuxième et troisième cycles (Yang et al. 2023, 2). Ces résultats corroborent ceux d'une autre étude, qui indique que les superviseurs et les professionnels travaillent moins que la main-d'œuvre non qualifiée (Tsai et al. 2016, 13).

Avec de plus longues heures de travail, c'est aussi l'intensité du travail qui est plus grande pour les employés disposant d'un moins haut niveau d'éducation (Xu et Zhou 2021, 8). Inversement, les ouvriers qui travaillent le plus longtemps en Chine, plus de 62 heures par semaine, sont ceux qui disposent du plus bas revenu. Ceux qui travaillent modérément, de 44,1 heures à 61,9 heures par semaine, obtiennent des salaires plus haut, tandis que ceux qui travaillent le moins reçoivent les plus grands salaires (Yinyin Liang et al. 2023, 4). La comparaison internationale démontre aussi que la classe ouvrière chinoise travaille bien plus que dans d'autres pays peu développés et que contrairement à la Corée du Sud, où les heures de travail ont décliné durant les 20 dernières années, les heures de travail des ouvriers chinois ont augmenté durant la période des réformes (Xu et Zhou 2021, 4). Notamment, les ouvriers chinois (55,3h) travaillent un plus grand nombre

d'heures que ceux de la Corée du Sud (53,1h), du Japon (47,8) et de Taiwan (50,4). De plus, contrairement au Japon où les professionnels et les superviseurs des processus de production travaillent plus que les ouvriers productifs, en Chine c'est les ouvriers productifs qui travaillent le plus. De plus, le temps de travail est beaucoup plus long en Chine lorsque les ouvriers travaillent pour de petites compagnies familiales que lorsqu'ils le font pour de grandes compagnies (Tsai et al. 2016, 710-12). Cela suggère donc qu'en Chine le surtravail est la conséquence d'un rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le taux d'exploitation est beaucoup plus haut pour les ouvriers ne disposant pas d'éducation, ce qui les rend sur le marché très faible en relation à la bourgeoisie.

Ce que toutes ces études ne prennent pas en compte est que le type de contrat de travail en Chine exclue la rémunération horaire. Selon une étude du journal des ouvriers, un journal qui appartient au Parti communiste chinois, le système de contrat en Chine apparu depuis les réformes a gagné en importance depuis les dernières années. Selon cette modalité, les ouvriers signent un contrat avec un employeur stipulant le salaire pour une durée déterminée. Dans ce type de contrat, l'employé reçoit un montant fixe par mois, peu importe le nombre d'heures travaillées. Le salaire comprend déjà les heures supplémentaires qu'un ouvrier devrait effectuer. Par conséquent, les heures supplémentaires ne sont ni comptabilisées ni déclarées. Ce type de contrat permet donc aux capitalistes d'exploiter les ouvriers jusqu'aux limites de leurs capacités physiques, leurs salaires étant fixés mensuellement plutôt qu'en fonction des heures travaillées. Ce journal argüe donc que ce système est très néfaste pour les travailleurs (Liu Xu 2024, 1-2). En raison de la généralisation de ces types de contrats, il devient assez difficile de calculer le nombre d'heures travaillées par les ouvriers. Puisque le salaire est fixé mensuellement, les entreprises ont à la fois l'intérêt et le pouvoir d'imposer aux travailleurs le plus grand nombre d'heures possible, payant ainsi le même montant pour une semaine de 40 heures que pour une semaine de 70 heures. Ceci indique que le nombre d'heures travaillées par les employés chinois augmente à mesure que ce type de contrat est adopté dans la formation sociale chinoise. Il est important de noter que ce phénomène est relativement récent et a pris de l'ampleur au cours des 10 à 15 dernières années, ce qui témoigne d'une intensification du taux d'exploitation depuis la période de la Nouvelle Normalité.

Le surtravail ne touche pas uniquement les ouvriers effectuant un travail manuel. Les employés des grands monopoles technologiques chinois sont soumis au régime 996, qui les oblige à travailler de 9h le matin à 9h le soir pendant 6 jours par semaine. Ce système est apparu vers la fin des années 2000 comme une mesure temporaire d'urgence, avant de devenir la norme dans les monopoles technologiques aux alentours de 2019. En 2021, 24,6% de toutes les compagnies chinoises avaient adopté ce régime, tandis qu'il est devenu presque omniprésent dans les entreprises technologiques (D. Li et al. 2021, 206-7). Ce système est perçu de manière

très négative par les masses chinoises. Les travailleurs de ces compagnies ont même inventé des termes pour décrire leurs situations de classe. L'un des termes les plus couramment utilisés pour désigner ces travailleurs est *manong* (码农). *Nong* (农) vient de *nongmin* (农民), qui se traduit par paysan, et *ma* (码) fait référence à l'action de taper sur un clavier. Le terme se traduit par « paysan codeur », illustrant le caractère dévalorisant, exploiteur, épuisant, et modeste, du travail dans ces compagnies. Un autre terme, *shechu* (社畜), signifie littéralement « bétail de compagnie » (Tan 2022, 14), décrivant une position sociale égale à celle du bétail, une machine sur quatre pattes. Bien que les salaires soient plus élevés que ceux des ouvriers manuels, beaucoup de ces employés ne se font pas rémunérer correctement pour leurs heures supplémentaires. De plus, puisque leurs emplois se situent dans les centres urbains où les appartements sont très chers, ils doivent vivre dans les banlieues à plus de deux heures de leurs lieux de travail. Dès lors, dans une journée de travail normal, ces travailleurs ne disposent que de 8 heures libres. Une fois soustraites les heures nécessaires au repos, il ne leur reste pratiquement aucun moment pour leurs loisirs ou leur vie personnelle. Cette situation représente un risque majeur pour leur santé physique et mentale. Des cas de décès subits dus à l'épuisement au travail ou juste après la sortie du bureau ont été rapportés, tandis que de nombreux travailleurs mettent fin à leurs jours (Tan 2022, 15-16). Nous y reviendrons.

Dans le secteur de la haute technologie, les heures de travail ont aussi augmenté avec l'implantation du régime 996. Cette augmentation de la journée de travail est illégale selon la loi du travail et le gouvernement a réitéré en 2021 que le régime 996 était contraire à la législation en vigueur. Cependant, le régime 996, en 2024, reste toujours en vigueur. Ceci démontre encore une fois que la bourgeoisie n'est pas contrainte de respecter les lois du travail en Chine et que celle-ci est poussée à le faire sous la pression de la concurrence et en raison de la tendance à la baisse du taux de profit. La bourgeoisie chinoise dans le secteur de la haute technologie est libre d'affirmer plus ou moins ouvertement que la superexploitation de la force de travail est une bonne chose pour la Chine et qu'elle devrait même augmenter. Jack Ma, le propriétaire d'Alibaba, le géant technologique chinois, a dans un message privé approuvé le régime 996 et affirmait qu'il représentait une bénédiction pour les entreprises chinoises. Cependant, face aux critiques du Parti et de l'opinion publique, il a fini par revenir sur ses propos (F. Wang 2019). Zhang Chaoyang, fondateur de Sohu, un autre monopole informatique, a aussi déclaré que le régime 996 était ce dont la société chinoise avait réellement besoin. Il a même affirmé que les travailleurs ne devraient dormir que quatre heures par nuit afin de consacrer encore plus d'heures aux entreprises privées et que l'État devrait supprimer la retraite pour que les travailleurs puissent travailler jusqu'à leurs morts (*Wang Yi Xinwen* 2022). Liu Qiangdong, fondateur de JD.com, a réduit les heures destinées aux repas dans sa compagnie et a licencié les employés qui profitaient de leurs pauses de travail, alors que beaucoup sont contraints de travailler jusqu'au petit matin (*Changjiangyun Xinwen* 2024). La totalité des monopoles technologiques chinois utilise donc ce régime

pour accroître la plus-value extraite de leurs employés. Une publication du gouvernement de Beijing a diffusé un article critiquant le régime 996 et le décrivant comme étant illégal selon la loi du travail chinoise comme mentionné plus haut (Wen 2019). De plus, la Cour suprême chinoise a confirmé son illégalité. Cependant, parmi les affaires jugées par les tribunaux locaux, seul 1 cas sur 3 a statué contre les capitalistes (Liu 2023, 14). Dès lors, bien que l'État central tente de promouvoir une image de soutien à la classe ouvrière, les plus bas niveaux du gouvernement dans la plupart des cas, défendent les intérêts des capitalistes. De plus, l'ACFTU, le syndicat gouvernemental, n'est pas en mesure de protéger les droits des travailleurs dans ce secteur technologique, puisqu'il n'est pas présent dans celui-ci (Liu 2023, 6). Le régime 996 démontre donc que le surtravail touche aussi bien les travailleurs manuels que les travailleurs professionnels en Chine. Le taux d'exploitation aurait donc largement augmenté depuis les dernières années, puisque, selon ces données, les travailleurs dans ce secteur travaillent au moins 72 heures par semaine et que près de 25% des compagnies chinoises imposent ce rythme de travail à leurs ouvriers.

La montée du taux de plus-value absolue se fait donc en défiance des lois du pays, et donc du mode de production socialiste, qui stipule que les ouvriers ne devraient pas travailler plus que 44 heures par semaine et 8 heures par jour. La bourgeoisie a pu augmenter le taux de plus-value absolu parce qu'elle n'a pas à obéir à la loi du travail, cette dernière n'étant appliquée que très rarement dans le pays (Xu et Zhou 2021, 5). Ainsi, en raison des liens étroits entre les gouvernements locaux, le gouvernement central et les entreprises capitalistes, la bourgeoisie chinoise peut intensifier l'exploitation de la classe ouvrière afin de contrer la tendance à la baisse du taux de profit.

La situation était différente dans le mode de production socialiste où les régulations de l'État quant à la quantité maximale d'heures de travail et d'autres normes étaient généralement respectées. Du début du cycle des réformes jusqu'au début de la Nouvelle Normalité, c'était uniquement dans les entreprises capitalistes, dans les usines impérialistes et dans les TVE que les heures de travail augmentaient rapidement (Cooke 2005, 34). Cependant, comme nous allons l'expliquer à la section 7.2, le surtravail au sein des entreprises d'État n'a qu'augmenté depuis la Nouvelle Normalité.

Le surtravail est donc un aspect essentiel du mode de production capitaliste chinois. Nous argüons que le capitalisme dans cette formation sociale ne pourrait pas survivre sans la superexploitation de la classe ouvrière chinoise, une exploitation au-delà des limites sociales, physiques, et psychiques. Ceci a été démontré par le fait que la grande majorité des capitalistes en Chine dépendent de cette superexploitation pour obtenir un profit positif. Comme Hao Qi et Kotz (2020, 10) l'expliquent, si la bourgeoisie chinoise devait obéir aux lois du travail, qui limitent la durée hebdomadaire du travail à 44 heures, les firmes

capitalistes chinoises auraient en grande majorité un taux de profit négatif. Dès lors, il ne pourrait pas exister de mode de production capitaliste dans les proportions qu'il a acquises depuis les années 1990, sans le surtravail de la majorité de la population et sans l'appui du Parti et du gouvernement de ce surtravail.

La classe ouvrière, dans le mode de production capitaliste chinois, est de plus en plus privée de son temps libre, qui est l'un des aspects critiques du développement intégral de l'individu. La classe capitaliste a donc créé pour la grande majorité de la classe ouvrière un stade d'involution de leurs capacités à développer leurs individualités. Nous avons démontré que les heures de travail de la classe ouvrière chinoise urbaine et migrante ont nettement augmenté au cours des réformes et surtout depuis les années 90. Le surtravail cause notamment de multiples contradictions pour les travailleurs, notamment une diminution du bien-être, des symptômes de dépressions, un risque accru de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, d'obésité, de troubles musculosquelettiques, ainsi que des tendances suicidaires, une augmentation de l'alcoolisme et d'autres problèmes de santé physique et mentale (Xu et Zhou 2021, 5; Yinyin Liang et al. 2023, 4-5; Yang et al. 2023, 7-8). Ce surtravail est un signe de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste en Chine, la tendance à la baisse du taux de profit. Cette observation met en évidence une tendance croissante à l'élévation du taux de plus-value absolue dans le mode de production capitaliste chinois, un mécanisme exploité tant par la bourgeoisie que par le Parti pour contrer l'augmentation de la composition organique du capital. Elle est un développement totalement opposé aux logiques du système socialiste ainsi qu'à ses finalités. L'exploitation croissante de la classe ouvrière dans le mode de production capitaliste chinois rappelle les mots de Marx :

Le temps est, pour l'homme, le champ de développement. Celui qui n'a aucun temps libre dont il puisse disposer, celui dont la vie entière, en dehors des interruptions purement physiques, des intervalles du sommeil, des repas, etc., est absorbée par le capitaliste, cet homme-là est moins qu'une bête de somme. Il est une simple machine à produire une richesse à laquelle il reste étranger, écrasé dans son corps, abruti dans son esprit. Et pourtant toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le Capital, si on ne le refrène, travaille, sans remords et sans pitié, à abaisser toute la classe ouvrière à cet état d'extrême dégradation. (Marx 1912, 81-82)

Sous cet aspect, le développement des forces productives sous les forces marchandes en Chine est loin de favoriser le développement global des individus chinois.

5.2.5 L'informalisation du travail en Chine depuis les réformes

Le travail informel n'est pas un concept absolu, mais relatif, défini en opposition au travail formel. Il présuppose donc l'existence d'un travail formel, auquel il se juxtapose. Ce travail formel est cependant loin d'être une constante dans l'histoire du mode de production capitaliste. Il a solidifié son existence dans le

capitalisme uniquement à la suite de luttes ouvrières victorieuses. En majeure partie, la formalité du travail a été normalisée lorsque les régimes socialistes se sont consolidés, ce qui a donné un appui aux luttes ouvrières en Occident dans leurs conquêtes de certains droits du travail (Barnes 2012, 153-61). Depuis la chute du socialisme, le travail formel dans les modes de production capitalistes est surtout apparu dans les pays impérialistes avec la construction des États-providence (Chang 2009, 168). Comme l'indique Barnes, le travail informel est effectué par les travailleurs n'ayant pas de contrats à long terme, le plus souvent les travailleurs domestiques, les travailleurs occasionnels et journaliers, les travailleurs travaillant à la maison, et les travailleurs employés par des intermédiaires. Dans ce sens, l'emploi formel n'est que le travail régulé par l'État et dispose alors de certains avantages pour les travailleurs. Le travail formel et le travail informel ne sont donc pas en essence différents, puisqu'il n'existe pas de division de classes entre les travailleurs formels et ceux informels.

5.2.5.1 Le travail informel des ouvriers

En Chine, le travail formel n'existait pas avant la révolution. Tous les types de travail étaient informels dans la mesure où il n'existait aucune sécurité d'emploi pour les ouvriers chinois, une situation semblable à celle des ouvriers de l'Occident avant les années 50. C'est plutôt la révolution qui a introduit le concept de travail formel en Chine. Encore aujourd'hui, les travailleurs formels se retrouvent surtout dans le secteur public, comme dans les grandes entreprises d'État, les universités, les gouvernements locaux et les institutions publiques. Cependant, les réformes économiques qui ont réintroduit le capitalisme en Chine ont en même temps réintroduit le concept de travail capitaliste, mais aussi au sein du mode de production socialiste. Notamment, 16,2% de tous les employés du secteur socialiste en 2012 étaient des travailleurs informels (Huang 2018, 10-11), sans compter les travailleurs informels sous-traités. Cependant, depuis les réformes, c'est surtout dans les entreprises capitalistes qu'on retrouve le travail informel.

Comme nous allons tenter de le démontrer, l'informalisation du travail n'est pas simplement apparue avec les réformes, mais a pris de l'expansion au courant du développement économique. Nous argüons dans cette section que la grande croissance du travail informel est liée à la tendance à la baisse du taux de profit. Puisque le taux de profit baisse progressivement en Chine, la transformation du travail formel en travail informel en Chine devient l'un des moyens pour la classe capitaliste de baisser les couts du capital variable et d'augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière.

L'économie informelle est une pièce centrale du mode de production capitaliste, non seulement en Chine, mais partout dans le monde. Comme le décrit Huang, les emplois formels, disposant d'une sécurité d'emplois et d'avantages sociaux, sont un phénomène qui, dans le capitalisme, trouve son origine de l'État

providence (Huang 2018, 12-13). L'emploi « normal » du capitalisme est l'emploi informel. Le travail informel n'est pas seulement un aspect critique du système capitaliste chinois et de la formation sociale chinoise, mais il est également une caractéristique dominante des pays de la périphérie. Dans ces pays, la grande majorité du prolétariat occupe des emplois informels (Barnes 2012, 153). Par exemple, 90% des emplois en Inde et 50% des emplois en Amérique latine sont informels (Barnes 2012, 146). En Chine, le travail informel a pris de l'importance au cours des cycles de réformes. Cependant, il n'y a pas de statistiques officielles documentant la part du travail informel dans l'économie (Shi et Wang 2007, 22). Selon des études, c'est entre 2007 et 2013 qu'on trouve un tournant significatif dans la répartition entre travail formel et informel. La proportion des employés formels a baissé de 65% à 43% et la proportion de travailleurs informels a augmenté de 24% à 42% (Liang et al. 2016, 8). Selon Zhou (2013, 361-62), en 2009, les travailleurs du secteur informel représentaient 60,4% de l'ensemble de l'économie urbaine, contre seulement 17,2 % en 1992, au moment de l'instauration du mode de production capitaliste. Si nous incluons les travailleurs agraires dans ce calcul, le taux de travailleurs informels de l'économie en 2009 atteindrait 75%. Selon Huang, ce taux pour les travailleurs urbains aurait encore augmenté pour atteindre 84 % en 2015, soit 330 millions de travailleurs urbains informels sur un total de 393 millions d'ouvriers urbains (Huang 2018, 3). Dès lors, depuis la Nouvelle Normalité, la majorité des travailleurs en Chine occupent des emplois informels.

La croissance du travail informel est importante pour le secteur capitaliste, puisque ce genre d'emploi permet d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail. Notamment, le travail informel permet aux capitalistes de réduire le coût du capital variable en réduisant le salaire des employés et en ne payant aucune forme de sécurité sociale. Selon Zhou, les travailleurs informels n'ont presque pas accès à la sécurité sociale. Parmi les travailleurs informels urbains, seulement 54,8% avaient accès à un fonds de pension, 12,6% bénéficiaient d'une assurance chômage, 6% disposaient d'une assurance accident et 32,6% avaient accès à une assurance maladie. Cependant, les travailleurs informels migrants n'avaient en général accès à aucune forme d'assurance en 2005 (Zhou 2013, 363). Les travailleurs informels n'obtenaient en moyenne que la moitié du salaire horaire des travailleurs formels en 2007 et n'avaient accès qu'à une assurance maladie, contrairement aux travailleurs formels qui bénéficiaient de pensions, de fonds de logement et de multiples assurances, telles que l'assurance chômage et l'assurance accident du travail (Liang et al. 2016, 9). Selon une autre étude, les travailleurs informels percevaient un salaire horaire qui ne représentait que 60% de celui des travailleurs formels (Chen et Hamori 2013, 988).

Les travailleurs informels en Chine présentent des caractéristiques sociales distinctes : ils sont majoritairement d'origine rurale, souvent de genre féminin, et possèdent un faible niveau d'éducation. Une

grande portion des travailleurs informels de l'économie chinoise sont les travailleurs migrants. En 2007, plus de 40% des travailleurs informels étaient des migrants, alors qu'ils ne représentaient que 18% des travailleurs formels, une proportion tombée à seulement 9% en 2013 (Liang et al. 2016, 12). Cependant, une autre étude révèle que 84,3% des travailleurs migrants avaient des emplois informels (Zhou 2013, 355). Selon une enquête gouvernementale de 2014, seuls 17,6% des travailleurs migrants bénéficiaient d'une assurance maladie, 16,7% d'une pension, 10,5% d'une assurance chômage, 7,8% d'une assurance maternité et 26,2% d'une assurance contre les accidents du travail (Huang 2018, 2). Ces chiffres confirment que les travailleurs ruraux sont, dans leur majorité, des travailleurs informels. Par ailleurs, les femmes représentaient 49% des travailleurs informels alors que leur taux d'emploi global était de 64%, ce qui indique une concentration marquée des ouvrières dans le secteur informel (Liang et al. 2016, 11-13). Par exemple, à Shenzhen, un grand centre manufacturier chinois et l'un des sites les plus importants du capitalisme chinois depuis les réformes, la force de travail de la ville est presque uniquement constituée de travailleurs migrants. Ce centre de production capitaliste en Chine dépend largement du travail informel d'une force de travail féminine venant des milieux ruraux. Selon une étude, 90% du nombre de travailleurs de l'industrie légère était composé de jeunes femmes de moins de 25 ans n'ayant pas de droit de résidence dans la ville (Ngai 2004, 29-30). En raison de la nature informelle du travail, les travailleurs ne peuvent que très difficilement faire valoir leurs droits auprès du gouvernement. Leurs horaires de travail s'étendaient de 72 à 77 heures par semaine, soit de 8 h à 22 h chaque jour, sans aucun jour de congé, y compris lors des vacances nationales (Ngai 2004, 34-35). Le travail dont Ngai fait mention dans les usines à Shenzhen n'est cependant pas entièrement informel. Les travailleurs possèdent des contrats. Cependant, même avec ces contrats de travail, les droits de ces travailleurs ne sont pas réellement protégés par l'État et les entreprises sont relativement libres de les licencier. Ce travail, bien qu'en apparence formel, ne l'est pas essentiellement.

Au début des réformes, les rangs des travailleurs informels étaient composés d'individus moins éduqués (Zhou 2013, 362). Cependant, au cours des cycles des réformes, ce sont aussi les travailleurs possédant des diplômes d'études universitaires qui se retrouvent dans ce secteur (Wang et al. 2016, 294). 40% du nombre de travailleurs informels est constitué d'individus disposant de diplômes universitaires (Ding 2023). De plus, parmi les travailleurs informels urbains, une grande part d'entre eux au début des années 2000, étaient d'anciens ouvriers du secteur socialiste qui n'ont eu d'autres choix que d'œuvrer dans le secteur informel de l'économie, représentant environ trente-millions de personnes (Chang 2009, 171).

Le travail informel se retrouve dans tous les secteurs de l'économie. Depuis 2007, les secteurs ayant connu une forte croissance du taux de travail informel, d'environ 20%, sont l'industrie, l'immobilier, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que les services publics, notamment la santé, la sécurité, les services sociaux et le

traitement de l'eau. (Liang et al. 2016, 20-21). La croissance du travail informel en Chine se fait donc dans la plupart des secteurs de l'économie, autant dans ceux productifs que dans ceux non productifs, et même au sein des entreprises d'État des services publics. Le gouvernement central avait déjà prédit en 2007 que le travail informel allait devenir la sorte de travail prédominante en 2017 et appuyait fortement ce développement (Shi et Wang 2007, 22). Après avoir privatisé une grande partie du mode de production socialiste, le Parti a, lors du 16^e congrès national du Parti communiste en 2002, misé sur le développement de l'emploi informel comme solution pour fournir une source d'emploi aux travailleurs (Hu et Zhao 2006, 116). Entre 1990 à 2002, la croissance de l'emploi urbain s'explique uniquement par la croissance de l'emploi informel. La grande majorité des 50 millions d'ouvriers du mode de production socialiste qui ont perdu leurs emplois à cette époque n'ont pu que trouver des emplois dans le secteur privé informel de l'économie (Huang 2009, 409). L'informalité du travail en Chine est donc un fait qui est directement connecté aux privatisations et à l'introduction du mode de production capitaliste. C'est ce mode de production capitaliste qui crée en majorité ces emplois précaires informels dans l'économie avec le soutien du Parti. Bien que des emplois formels existent dans le mode de production capitaliste en Chine, Chang (2009, 175) doute que l'on puisse véritablement définir ces emplois comme formels, puisqu'en réalité, la classe ouvrière du secteur privé chinois ne dispose que de très peu de protection de la part de l'État et du syndicat national. Comme la littérature l'indique, la bourgeoisie n'a pas à respecter les droits du travail. Donc, bien qu'en apparence des emplois formels existent en Chine, ces emplois formels capitalistes ne sont essentiellement que des emplois informels et précaires.

Il y a donc eu une croissance rapide des emplois informels dans l'économie chinoise, qui n'est pas simplement expliquée par la création de nouveaux emplois informels capitalistes, mais plutôt par la conversion des emplois formels en emplois informels au sein du mode de production capitaliste. Une étude révèle que la conversion d'emplois formels en emplois informels est expliquée par la loi sur les contrats de travail de 2008 selon laquelle les capitalistes devaient offrir des contrats aux employés qui travaillaient au sein de leurs entreprises pendant plus de deux ans et devaient contribuer à un fonds visant à l'assurance sociale de ceux-ci. Bien que la loi ait été adoptée pour protéger les droits des ouvriers dans le secteur capitaliste, elle a eu pour conséquence que les capitalistes ont préféré transformer les emplois formels en emplois informels afin d'éviter de contribuer aux fonds d'assurance sociale de leurs employés. Donc, dès 2008, les entreprises capitalistes ont commencé à éviter d'embaucher des travailleurs pour une période excédant deux ans (Liang et al. 2016, 7). Cependant, de nombreuses compagnies ont besoin de conserver leurs employés pendant plus de deux ans. Malgré cela, ces emplois restent informels même après la nouvelle loi de 2008, car elle ne s'applique qu'aux entreprises qui disposent d'un capital d'une valeur de 500 000 yuans. De plus, l'amende maximale en cas d'infraction varie seulement entre 1 000 et 5 000 yuans par

employé (Huang 2018, 7). Ainsi, le gouvernement rend indirectement légal le travail informel dans les petites et moyennes entreprises et permet aux grandes entreprises de ne payer qu'un petit montant à l'État lorsqu'elles ne respectent pas cette loi. Il est donc avantageux pour beaucoup d'entreprises d'enfreindre la loi afin de réduire les coûts du capital variable.

Selon certaines études, le travail informel survient lorsque les entreprises œuvrent dans des environnements de marché où la demande est en constante fluctuation comme le secteur immobilier, la restauration et l'hôtellerie, et les industries tournées vers l'exportation (Kuruvilla et Gallagher 2011, 220). Les emplois devraient donc être informels puisque les entreprises ne peuvent pas connaître la demande future. Cependant, cela ne permet pas d'expliquer l'ensemble des emplois informels présents dans l'économie. Selon une enquête de l'ACFTU, le syndicat relié au Parti communiste chinois, 39,5% des travailleurs informels de Shanghai avaient gardé le même emploi pendant plus de 6 ans (Huang 2018, 6). La détermination de l'emploi informel n'est donc pas le caractère de la demande des marchés, puisque même les compagnies qui gardent leurs employés pendant une très longue période continuent de conserver informels ces emplois. C'est plutôt l'augmentation du taux d'exploitation de la main-d'œuvre qui détermine le caractère informel de ces emplois. Selon une enquête, même les entreprises étatiques utilisent de plus en plus l'emploi informel dans le but de réduire les coûts de production. Selon cette enquête, les entreprises étatiques pouvaient réduire les coûts du capital variable de 50% à 77% lorsqu'elles choisissaient d'engager des travailleurs temporaires plutôt que des travailleurs stables (Liu 2011, 76-77).

5.2.5.2 Le travail informel par l'utilisation de stagiaires

Un autre exemple de la croissance de l'économie informelle se trouve dans l'utilisation de stagiaires dans l'économie chinoise. Les stagiaires en Chine sont utilisés depuis les réformes comme source de main-d'œuvre bon marché. Dans les usines de Foxconn et de Honda, les stagiaires peuvent constituer de 15% à 50% de la force de travail. Les étudiants des collèges techniques de Chine, privatisés depuis les années 90, doivent entreprendre un stage pour obtenir leurs diplômes. Ces étudiants sont inscrits dans des programmes pour devenir infirmiers, mécaniciens, coiffeurs, etc. Les stages qui leur sont attribués, cependant, n'ont rien à voir avec leurs programmes d'étude. Ils doivent donc travailler pendant des mois dans les usines privées, effectuant les mêmes activités que des travailleurs normaux, mais sont rémunérés à un taux beaucoup plus bas et ne sont pas considérés comme travailleurs selon la loi chinoise. Ils ne sont donc pas protégés au même titre que les travailleurs normaux (Lee 2016, 325). Notamment, la loi du travail de 2008 ne protège aucunement les stagiaires (Chan et al. 2015). Les collèges privés se servent donc de leurs étudiants comme source de travailleurs superexploités dans les grands centres de production capitaliste.

Ceci est fortement appuyé par l'État. Comme le documente Ross Perlin, le gouvernement joue un rôle critique dans la mise en place de ce type de superexploitation des étudiants chinois. Son enquête met en lumière la coopération entre les hauts cadres du gouvernement du Henan et Foxconn, la multinationale taiwanaise qui assemble les produits de la compagnie américaine Apple, dans la poursuite de leurs intérêts économiques et politiques respectifs. Foxconn est une entreprise reconnue pour ses conditions de travail atroces. À la suite d'une vague de suicides d'employés de l'usine en 2010, la compagnie s'est retrouvée en pénurie de main-d'œuvre, les conditions de travail exécrables dissuadant les travailleurs migrants de postuler. Au même moment, Foxconn, qui détenait des usines à Shenzhen, cherchait à étendre ses opérations en Chine. Les gouvernements locaux et provinciaux en Chine se faisaient concurrence pour recevoir ces nouvelles usines de Foxconn. Pour recevoir les investissements, le gouvernement du Henan a aidé Foxconn en ordonnant à 100 000 étudiants des collèges techniques de la province à occuper les postes vacants de l'usine de Shenzhen sous la menace de ne pas obtenir leur diplôme en cas de refus. Le gouvernement a aussi forcé les enseignants de ces collèges techniques à travailler au sein de ces usines en tant que contremaître. En échange de l'aide du gouvernement du Henan, la compagnie a ouvert des usines dans la province, ce qui a augmenté son taux de croissance, aidant les cadres locaux à atteindre leurs missions politiques. Bien que ceci soit théoriquement légal en Chine, une grande quantité de stagiaires employés par les compagnies capitalistes sont en réalité trop jeunes pour travailler, en violation de la loi du travail chinoise, qui fixe l'âge minimum d'emploi à 16 ans. Pour avoir accès à un grand nombre de stagiaires superexploités, Foxconn et d'autres compagnies capitalistes recrutent ces jeunes par l'entremise d'intermédiaires, ce qui leur permet d'employer des étudiants parfois âgés de moins de 16 ans, contournant ainsi les réglementations en vigueur (Perlin 2013).

Pour les étudiants ayant échoué au *zhongkao*, l'examen donnant aux étudiants le droit d'entrer aux écoles secondaires menant au *gaokao* et donc à l'université, les collèges techniques constituent la seule option pour poursuivre leurs études. Si leurs parents n'ont pu investir suffisamment de ressources dans leur éducation, ces jeunes n'ont d'autres choix que d'entrer dans ces collèges techniques. En temps normal, la troisième année d'éducation dans ces collèges est dédiée à ces stages. Les étudiants doivent alors travailler de 10 à 12 heures par jour de 6 à 7 jours par semaine. Ceci heurte la santé physique et mentale de ces jeunes étudiants, qui protestent contre leurs mauvais traitements. Cependant, puisque l'État et leurs écoles les obligent à effectuer ces stages pour recevoir leurs diplômes, ils n'ont d'autre choix que de s'y soumettre. En utilisant ces étudiants, Foxconn et les autres compagnies capitalistes peuvent augmenter leurs marges de profit, puisqu'elles réduisent les coûts de la main-d'œuvre de 1/3 à la moitié (Chan et al. 2015). La surexploitation capitaliste fait ainsi partie intégrante du parcours scolaire d'une grande partie des élèves chinois et doit donc être comprise comme une méthode d'augmentation du taux d'exploitation de la main-d'œuvre en mobilisant

une force de travail adolescente informelle, encore plus précaire que le travail migrant. Comme pour la superexploitation de la force de travail migrante, cette superexploitation des enfants pauvres qui n'ont pas pu atteindre l'école secondaire est souvent directement organisée par l'État.

Le processus d'informalisation du travail doit donc être interprété comme une stratégie d'augmentation du taux d'exploitation par la classe bourgeoise et par l'État chinois depuis les réformes, en réponse à la tendance à la baisse du taux de profit. Ce processus d'informalisation, conjointement avec l'augmentation du taux de plus-value absolue, illustre la tendance de la bourgeoisie à réduire le coût du capital variable en réponse à la croissance de la valeur du capital constant dans les processus de production en Chine. Cela suggère que les dynamiques structurant la vie des ouvriers en Chine œuvrant dans le mode de production capitaliste, et même ceux œuvrant au sein des entreprises d'État, comme nous allons le démontrer, relèvent du capitalisme et non du socialisme.

5.3 Conclusion

Nous avons dans ce chapitre présenté la contradiction principale du mode de production capitaliste chinois, la tendance à la baisse du taux de profit. Nous avons par la suite analysé les principales contradictions causées par la tendance à la baisse du taux de profit dans la formation sociale chinoise et surtout au sein du mode de production capitaliste. En premier lieu, cette tendance a causé une financiarisation de l'économie chinoise, la création d'un système bancaire parallèle, et l'apparition d'une large bulle spéculative dans le secteur immobilier. Ces aspects représentent un mouvement vers l'investissement non productif dans l'économie chinoise depuis la période de la Nouvelle normalité. En deuxième lieu, cette tendance à la baisse du taux de profit a créé une tendance à l'augmentation du taux de plus-value absolue dans l'économie chinoise ainsi qu'une tendance à l'informalité du travail dans la formation sociale chinoise. Ces deux aspects représentent un mouvement provenant de la classe capitaliste pour augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière chinoise dans le but de contrer la baisse du taux de profit. Ces contradictions, l'investissement non productif et l'exploitation grandissante de la classe ouvrière sont le résultat de la tendance à la baisse du taux de profit qui pousse la classe capitaliste à augmenter momentanément leurs profits individuels dans le mode de production capitaliste de la formation sociale chinoise. Nous avons donc présenté, dans cette section, les mouvements majeurs du mode de production capitaliste chinois à travers les cycles des réformes.

Les données que nous avons recueillies sur l'informalisation du travail et sur l'augmentation universelle du taux de plus-value absolue au sein du mode de production capitaliste et au sein des entreprises d'État et des institutions publiques que nous analysons plus en détail à la section 7.2 nous informent que le taux de plus-

value en Chine tend à s'égaliser depuis les réformes. La superexploitation de la force de travail, permise par l'imposition du système discriminatoire du hukou en Chine, tend à s'étendre aux ouvriers urbains des deux modes de production. Dès lors, le concept de superexploitation que nous avons analysé comme un système discriminatoire prenant la forme d'un colonialisme interne, semble perdre de sa pertinence explicative, dans la mesure où les ouvriers urbains et les travailleurs migrants subissent de plus en plus un taux d'exploitation équivalent, compromettant leur capacité à se reproduire physiquement et socialement.

Nous pouvons conclure que le mode de production capitaliste dans la formation sociale chinoise ne diffère pas dans ses mouvements du mode de production capitaliste retrouvé dans les autres formations sociales capitalistes. Le marché et les entreprises privées fonctionnent comme le décrivent Marx et Engels. Les tendances fondamentales au capitalisme, la montée de la composition organique du capital ainsi que la tendance à la baisse du taux de profit sont les contradictions qui dominent le mouvement entier de l'économie chinoise. Les données que nous avons collectées indiquent que le socialisme ne domine pas les relations de production capitaliste. Au contraire, l'État appuie directement l'accumulation capitaliste. Comme nous l'analyserons dans le prochain chapitre, des contradictions de nature capitaliste se retrouvent aussi de plus en plus au sein même des relations de production du secteur public. Il semble plutôt que le mode de production capitaliste domine qualitativement progressivement les vestiges du socialisme en Chine.

CHAPITRE 6 La loi de la valeur au sein du mode de production socialiste

Dans ce chapitre, nous analyserons les changements qualitatifs du mode de production socialiste depuis les réformes économiques de 1978. Nous analysons ces changements par l'étude de deux aspects : l'imposition des principes marchands au sein des entreprises publiques et la transformation de la nature de la planification économique chinoise. À travers cette analyse, nous pourrions déterminer dans quelle mesure la loi de la valeur et les principes marchands ont dominé le mode de production socialiste et ses tendances organiques.

6.1 La loi de la valeur au sein des entreprises publiques

Dans cette section, nous analyserons les unités de production du mode de production socialiste, en portant une attention particulière aux transformations qui ont affecté la détermination de leur production ainsi qu'à la nature des relations de production qui y prévalent.

6.1.1 Les caractères quantitatifs et qualitatifs des entreprises publiques mixtes

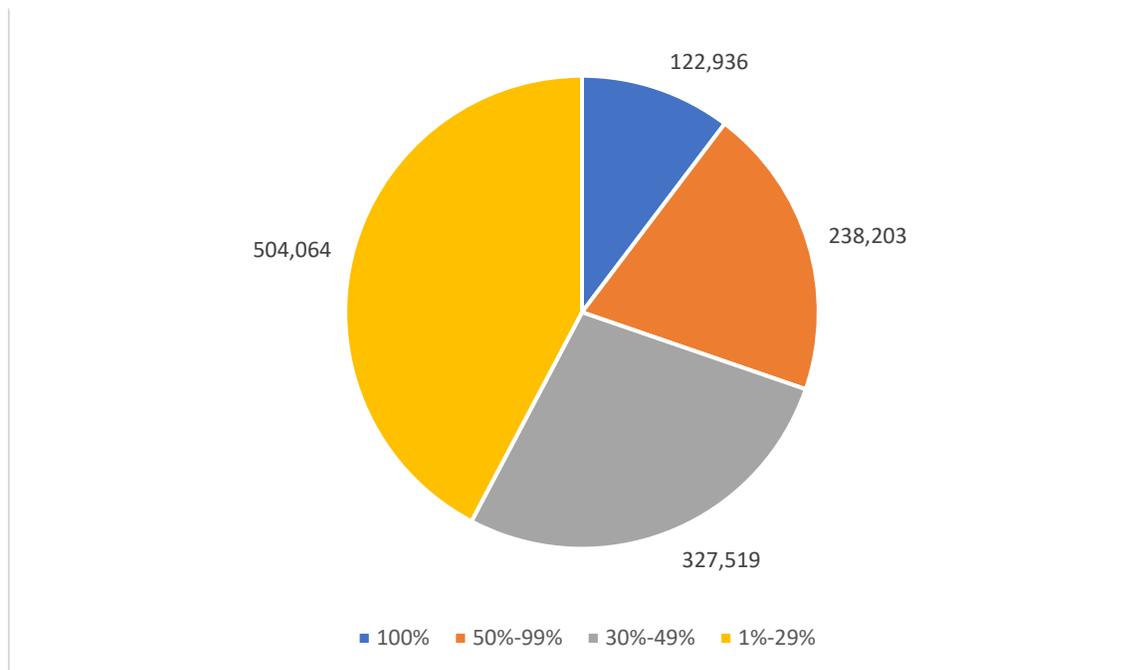
L'une des caractéristiques importantes de la propriété publique à l'époque des réformes est la forme impure que prennent les compagnies étatiques. La majorité de celles-ci, depuis les années 1990, ne sont pas entièrement publiques. Notamment, l'État permet au capital privé d'investir dans les firmes publiques, tandis qu'il investit aussi au sein de firmes privées. Dès lors, la ligne de démarcation entre les entreprises publiques et privées est devenue beaucoup plus floue qu'auparavant en Chine. Selon un rapport visant à quantifier la propriété des actions des entreprises en Chine en 2017 (Allen et al. 2022, 50), 363 000 entreprises étaient détenues à 100% par l'État, 539 238 firmes l'étaient à plus de 50%, 628 554 à plus de 30%, 743 821 à plus de 10%, et 866 757 à plus de 0%. La quantité de ce type de firmes à propriété mixte a sans cesse grandi au courant des cycles des réformes. De 1999 à 2017, le capital total des firmes complètement socialistes a décliné de 41% à 25%, tandis que le taux de propriété étatique des firmes mixtes a augmenté de 21% à 31%. De plus, ce mouvement s'est accompagné par une décentralisation du capital de ces firmes étatiques. De 1999 à 2017, le capital investi par le gouvernement central a décliné de 37% à 31%, tandis que celui investi par les gouvernements locaux est passé de 9% à 35%. Dès lors, le capital socialiste pur de la formation sociale chinois a fortement diminué. La majorité des compagnies d'État sont d'un caractère mixte où le capital privé et le capital public se côtoient au sein d'une même entreprise.

Le problème posé par cette forme hybride d'entreprise réside dans la nature même de ces compagnies. Dans quelle mesure une compagnie socialiste ayant une portion de ses actions détenues par la classe bourgeoise peut-elle être considérée comme capitaliste? Il est possible de considérer qu'au-delà d'un certain seuil

critique de capital privé au sein d'une entreprise publique, l'essence même de celle-ci se transforme qualitativement. Cependant, une compagnie publique ne sera pas nécessairement socialiste. Elle peut très bien se comporter de manière capitaliste avec les travailleurs en ne produisant que pour obtenir un profit comme bon nombre de compagnies publiques le font au sein des formations sociales capitalistes. Les firmes publiques peuvent donc être de nature capitaliste étatique. Dès lors, pour déterminer l'essence des compagnies publiques dans la formation sociale moderne, il faut analyser la détermination de leurs actions. Cette détermination est donnée par la nature du système, ou du mode de production dans ce cas-ci, dans lequel la compagnie opère. L'analyse des firmes doit se faire autant de manière quantitative que de manière qualitative. Ceci s'explique par le fait que l'ordre de détermination d'une firme publique, dans le contexte des économies industrielles modernes, n'est pas donné par la propriété de la firme, mais plutôt par ses actions déterminées à la fois par le système dans lequel la firme opère et par les éléments internes constituant la firme. La firme publique n'est donc que socialiste si elle se comporte de manière socialiste et si elle est articulée à d'autres aspects socialistes par des liens non marchands.

Selon ce même rapport, ces changements quantitatifs dans la part des actions de l'État au sein de ses compagnies entraînent des changements qualitatifs importants de leurs actions. Plus la firme détient du capital étatique, plus sa croissance tend à s'accélérer. Lorsque l'État détient de 1% à 10% des actions d'une firme, sa croissance est en moyenne 48 % plus rapide que celle des entreprises entièrement privées. Pour les entreprises dont la part de capital étatique se situe entre 10% et 30%, cette croissance atteint 73% de plus que celle des firmes privées. Elles ont aussi accès à du capital financier plus facilement que les firmes privées. Cependant, plus la firme est la propriété de l'État, moins celle-ci est profitable. La différence de profitabilité est de 10% entre une firme complètement publique et une firme complètement privée (Allen et al. 2022, 23-27). Le rapport ne cherche pas à expliquer pourquoi le capital étatique rend les firmes moins profitables que les firmes complètement privées. Toutefois, d'après les données recueillies dans les chapitres précédents, la baisse de la profitabilité pourrait s'expliquer par la composition organique du capital qui est beaucoup plus élevée au sein des entreprises publiques ainsi que par une tendance de celles-ci à payer leurs employés de plus grands salaires nominaux et sociaux.

Figure 6.1 Part des actions d'État au sein des compagnies publiques



Source : (Allen et al. 2022, 50)

Ceci nous informe déjà que l'influence de la loi de la valeur se matérialise au sein des entreprises publiques par la croissance du caractère mixte de celles-ci. Plus le capital privé est prédominant au sein d'une firme, plus la loi de la valeur domine son comportement. Plus le capital public est prédominant, moins la loi de la valeur est dominante. Ceci se révèle par le fait que le déterminant de la production des firmes mute selon le rapport entre la propriété publique et la propriété privée en leur sein. Plus la loi de la valeur influence le comportement de la firme, plus le déterminant de sa production est la recherche du profit. La quête de la valeur d'échange devient donc le déterminant de la production. Moins la loi de la valeur influence le comportement de la firme, plus le déterminant de la production est la satisfaction de besoins sociaux préétablie à l'aide d'une certaine planification. Cette dichotomie, représentant les forces opposées qui sont en mouvement dans la formation sociale chinoise, la loi de la valeur et le capitalisme, et la planification de la production pour la satisfaction directe des besoins sociaux et le socialisme, se retrouve donc au sein d'une grande partie des entreprises chinoises. Ceci comporte des conséquences sur la logique de l'allocation de ressources des entreprises. Dans un système dominé par la loi de la valeur comme dans le mode de production capitaliste, plus un secteur ou une entreprise est profitable, plus le capital y sera investi, puisqu'il génèrera un retour sur investissement plus élevé. Ceci n'est pas le cas pour les entreprises publiques. Puisqu'elles font partie d'une forme de propriété socialiste totale, les liens que l'entreprise socialiste entretient avec les autres entités socialistes lui permettent d'acquérir du capital sans prendre en compte la

profitabilité de l'entreprise. L'allocation de capital dépend plutôt de sa capacité à produire de manière productive, c'est-à-dire avec la plus grande économie de temps de travail, pour satisfaire aux besoins de la société. C'est la loi de l'accumulation socialiste qui domine. Dès lors, elles ne produisent pas pour obtenir une somme de valeur d'échange sur le marché. Elles produisent avant tout pour répondre directement aux besoins de la société sans devoir passer par leurs formes aliénées que constitue la valeur d'échange. Bien que ces déterminants restent abstraits dans la configuration actuelle de la formation sociale chinoise, le fait que les firmes publiques obtiennent une plus large portion de capital sans être plus profitables, puisqu'elles possèdent une plus grande composition organique et des employés mieux indiqués qu'elles opèrent en partie sous une logique socialiste. Si ces firmes publiques étaient entièrement soumises à la loi de la valeur, elles seraient déterminées par le système capitaliste qui les empêcherait d'obtenir une plus grande portion de capital en raison de leurs plus petites profitabilités.

Comme la propriété des firmes ne se présente pas dans un état pur, mais détient dans la majorité des cas un caractère mixte, la détermination de la loi de la valeur se retrouve dans la plupart de ces compagnies publiques, mais à des degrés différents. Cependant, le caractère mixte des firmes publiques n'empêche pas les déterminants du mode de production socialiste d'apparaître au sein de leurs processus de production. Ce déterminant dépend du contrôle exercé par la planification, qui semble être déterminé par la quantité d'actions que l'État détient d'une compagnie. Selon une étude, en moyenne, lorsque le gouvernement possède 40,31% des actions d'une firme, il est capable de contrôler totalement ses opérations, car il est l'investisseur le plus puissant (Lin et al. 2020, 42). Cependant, bien que le gouvernement puisse contrôler ces firmes et que leurs taux de profits sont moins élevés, puisqu'elles doivent répondre à certains dictats de la planification étatique, la mixité de ces firmes peut transmettre autant une influence socialiste qu'une influence capitaliste. L'influence capitaliste est la recherche du profit, qui se transmet à la firme publique par l'actionnariat privé. Lorsque des individus privés peuvent acheter des parts d'une compagnie, ils le font dans le but de valoriser leurs capitaux. Le caractère mixte des compagnies publiques les contraint ainsi à valoriser une partie du capital de la classe bourgeoise. À l'instar des compagnies capitalistes, elles versent 30% de leurs profits aux actionnaires (Lin et al. 2020, 42). Dès lors, elles sont structurellement obligées d'être profitables afin de satisfaire ses actionnaires, même si l'actionnaire le plus puissant est l'État.

De plus, bien que les entreprises publiques, mixtes et complètement étatiques, soient commandées par des cadres du Parti, leurs salaires restent très élevés comparativement à la moyenne de la classe ouvrière. Par exemple, en 2017, la moyenne salariale des directeurs d'entreprises publiques était de presque 900 000 yuans par année (Lin et al. 2020), tandis qu'en 2017, le salaire moyen des travailleurs du secteur public était de 74 318 yuans par année et de 45 761 pour ceux du secteur privé (Huld 2023). Les cadres dirigeants de

ces entreprises gagnent donc 12 fois plus que les ouvriers du secteur public et 20 fois plus que les ouvriers du secteur privé. La différence salariale entre les cadres et les ouvriers est similaire à celle retrouvée au sein des compagnies capitalistes en Chine. Selon l'ancien directeur de la SASAC, Li Rongrong, ce salaire est mérité puisqu'il correspond à la productivité de l'individu possédant ce poste (Yan 2010). Ceci s'aligne sur un principe de productivité issu de la théorie économique néoclassique, plutôt que sur l'approche marxiste. Pour les néoclassiques, le salaire des directeurs des entreprises publiques devrait suivre la demande du marché et donc être similaire à celui des compagnies privées selon la logique de la loi de la valeur. Ceci est une logique complètement opposée à celle du socialisme. Pour la science économique marxiste, la productivité d'un individu est déterminée par le capital qu'il opère. La seule méthode de comparaison de productivité est la comparaison du rendement d'un individu à la moyenne sociale. Il est donc insensé de comparer la productivité d'un travailleur d'un secteur à un travailleur d'un autre secteur en utilisant des principes non marchands. Uniquement les principes marchands permettent une comparaison qui est si fétichiste par sa conceptualisation de la productivité basée sur le prix qu'un certain emploi détient sur le marché qu'elle ne remplit que la tâche de justifier l'écart salarial entre la bourgeoisie étatique et les travailleurs. Ces principes néoclassiques démontrent l'influence de la loi de la valeur sur les relations de production au sein des firmes publiques et s'opposent fondamentalement à la logique des relations de production socialiste, puisqu'elles entraînent une différenciation de classe. Par exemple, en URSS dans les années 70, les directeurs les mieux rémunérés ne gagnaient en moyenne que 3 à 4 fois plus que leurs employés (Szymanski 1979, 52). De la même manière, avant que ce système soit mis en place à la fin des années 90, les directeurs gagnaient seulement deux à trois fois plus que leurs travailleurs (*People's daily* 2001). La différenciation de classe n'était pas un phénomène qui pouvait se matérialiser dans cet écart salarial, puisque celui-ci était gardé bas.

Dès lors, au sein des entreprises socialistes mixtes, la compagnie extrait une plus-value qu'elle transmet aux actionnaires et aux cadres dirigeants, ainsi qu'un surproduit qu'elle conserve ou qu'elle verse à l'État. Les deux types de transferts de ressources, socialiste et capitaliste, existent donc au sein des firmes mixtes. Cependant, la différence salariale entre le cadre et ses employés démontre qu'une différence réelle de classes existe entre ces deux groupes au sein de toutes les entreprises publiques. Les cadres aux commandes des entreprises étatiques sont donc embourgeoisés, car leurs salaires très élevés se transforment aisément en capital et sont réinvestis au sein des entreprises privées ou publiques. De plus, leurs mandats au sein de l'entreprise sont partiellement la création de plus-value pour la bourgeoisie détenant des actions dans l'entreprise. La loi de la valeur influence donc ces entreprises publiques en lui imposant des aspects bourgeois.

De plus, bien que les prix marchands, et donc le profit, ne sont pas l'une des forces déterminantes des entreprises publiques, ils continuent à exercer une grande pression sur le comportement des firmes. Ceci est démontré par l'exemple du cas de la Banque de Chine décrit par le secrétaire du Parti de l'entreprise Xiao Gang tel que reporté par Huang (2012, 607-11). La firme a été l'une des dernières entités publiques à avoir été transformée en firme publique mixte où l'État détient la majorité des actions. Xiao Gang indique que la restructuration de l'entreprise s'est faite sans avoir eu à privatiser la firme. La restructuration des firmes publiques en Chine avait pour but de transformer ces firmes socialistes opérant sous la planification en entités marchandes. Les changements critiques dans la détermination de la production de la firme se trouvent dans l'adoption de plusieurs concepts reliés à la loi de la valeur : la valeur de marché, la recherche du profit, et « l'efficacité. » Ces aspects sont devenus importants au sein de la Banque de Chine, puisqu'elle opère dans un environnement où la concurrence la contraint à garder une certaine profitabilité. Cependant, bien que la profitabilité soit importante, les investisseurs privés de la banque ne possèdent aucun réel pouvoir dans la gouvernance de la firme. Le Parti communiste restait en contrôle des décisions de celle-ci. On retrouve donc au sein de ces firmes à la fois la détermination du Parti, qui contrôle leur gouvernance et leurs décisions, représentant une forme de l'accumulation socialiste, et la loi de la valeur, qui, par le marché dans lequel elles opèrent, les contraint à rechercher un profit optimal, tant au niveau national qu'international, sans que les investisseurs privés n'aient à intervenir directement dans leur gestion. Les deux logiques sont donc unies au sein de la firme, mais aucune n'existe à l'état pur, puisque le Parti impose à la firme certains dictats allant à l'opposé de la logique de la maximisation maximale du profit, empêchant ainsi la loi de la valeur de s'exercer de manière absolue. Dès lors, la loi de la valeur et la loi de l'accumulation socialiste sont unies au sein de ces firmes mixtes, mais ces deux lois détiennent des forces de détermination opposées et même antagoniques. Ce caractère hautement contradictoire des firmes publiques chinoises est expliqué par la nature marchande des réformes économiques imposées au mode de production socialiste depuis 1978.

6.1.2 Le processus historique des réformes et de l'imposition de la loi de la valeur au sein des entreprises publiques

Les réformes économiques chinoises sont le processus d'instauration partielle de la loi de la valeur au sein des entités économiques et sociales chinoises. Elle est apparue en premier lors de la dissolution des communes dans le secteur agricole, qui a eu pour conséquence de créer le mode de production patriarcal marchand. Dans le secteur industriel, l'apparition générale de la loi de la valeur s'est faite en 1984. À cette date, les compagnies publiques pouvaient vendre leurs surplus de production au-delà de leurs quotas de production fixés par la planification à des prix déterminés par le marché. Les profits générés pouvaient ensuite être réinvestis au sein de l'entreprise ou servir à augmenter les salaires de leurs employés (Lau et al. 2000, 120). C'est donc à cette date que le caractère double de l'industrie chinoise est apparu. C'est dans ce

type de système que la loi de la valeur et la loi de l'accumulation socialiste coexistaient au sein d'une même entité : les entreprises publiques. La production était déterminée par ces deux lois. L'accumulation socialiste déterminait, par le plan, la plus grande portion de la production de l'entreprise, tandis que la loi de la valeur déterminait l'excédent de production. À ce moment, la loi de la valeur se manifestait par le fait que l'accumulation de la valeur d'échange devenait un déterminant de la production pour l'excédent des entreprises publiques. Puisqu'elles contrôlaient une portion de ses profits et que le marché lui donnait la capacité d'augmenter ses revenus par l'entremise de la valeur d'échange, la loi de la valeur déterminait une partie de la production, mais elle ne dominait pas le processus de production, puisque les entreprises publiques étaient encore forcées de produire partiellement selon le plan et de vendre à des prix planifiés.

Au courant des années 80, la loi de la valeur a largement augmenté son pouvoir d'influence sur les entreprises publiques. Par exemple, en 1984, les entreprises pouvaient vendre leurs surplus de production à un prix maximum de 120% de celui planifié. Cette restriction a été annulée en 1985. Dès lors, puisque les prix du marché pouvaient diverger grandement de ceux du plan, la part de la valeur des transactions planifiée des entreprises publiques n'a cessé de diminuer. Cette part était de 100% avant les réformes, de 64% en 1985 et de 45% en 1990. Par exemple, la part de la valeur du charbon venant des transactions du plan économique était de 53% en 1981 et a chuté à 42% en 1990. Pour l'acier, la part était de 52% en 1981 et est passée à 30% en 1990. Pour le secteur des biens de consommation, la part de la valeur des transactions déterminée par le plan était de 97% en 1978 et est passée à 30% en 1990 (Lau et al. 2000, 136-39). On peut donc apercevoir ici un mouvement vers une prédominance des transactions de marché par rapport aux transactions au sein de la planification, ce qui explique les vagues d'inflations gigantesques de cette époque. La loi de l'accumulation socialiste reste cependant présente puisqu'elle détermine une partie de la production. Si la loi de l'accumulation socialiste avait perdu sa dominance au complet, 100% des transactions se feraient par le marché, puisque les prix des marchés étaient à cette époque toujours beaucoup plus haut que ceux de la planification étatique, comme le décrivent Lau, Qian et Roland. Dès lors, le fait que la planification empêchait les entreprises publiques de vendre tous leurs produits sur le marché à un plus haut prix signifie que la loi de la valeur ne dominait pas les entreprises socialistes, bien que le mouvement dans le socialisme dans les années 80 tendait vers une influence croissante de la loi de la valeur au sein même du mode de production socialiste.

Les réformes les plus importantes des entreprises socialistes ont été entreprises par le gouvernement de Jiang Zemin en 1996, accompagnées du slogan « saisir le grand et laisser partir le petit » (抓大放小). Selon l'explication officielle, les compagnies publiques non profitables devaient être privatisées, tandis que les grandes entreprises devaient être conservées et concentrées en un petit groupe de championnes nationales

où le principe de profitabilité avait une place beaucoup plus importante dans la détermination de leurs productions. Elles devaient donc remplir leurs fonctions sociales en adoptant des comportements marchands et en maximisant l'acquisition de la valeur d'échange. Il n'était donc plus envisageable pour ces entreprises de produire des valeurs d'usage directes à partir de la planification étatique. Par conséquent, les fonctions marchandes ont été prônées et les fonctions utilitaires sociales ont été en grande majorité abandonnées. Parmi ces fonctions délaissées figurent la stabilisation de l'économie, l'offre d'emploi au-delà de ce que la firme requiert sous des conditions marchandes, et la concentration de la production de multiples valeurs d'usage au sein d'une même entreprise, telle que les soins de santé, l'offre de logements, la garde des enfants des employés, et plusieurs autres. Plutôt, le gouvernement a donné la priorité au rôle de la croissance de la productivité et du profit au sein de ces entreprises. Les championnes nationales devaient pouvoir faire face aux entreprises monopolistiques des pays impérialistes et partir à la conquête de marchés extérieurs pour garantir le succès économique de la Chine. L'objectif du gouvernement lors de ces réformes était de transformer ses entreprises en leaders de leurs secteurs. Comme l'explique Naughton, le gouvernement voulait que le Parti, par l'entremise des compagnies publiques, puisse guider, influencer et dominer les compagnies privées de l'économie chinoise (Naughton 2005, 7).

Plusieurs réformes avaient été entreprises dans les années 80 pour séparer les fonctions gouvernementales des fonctions de gestion des entreprises étatiques afin que la loi de la valeur ait un plus grand rôle dans la détermination du comportement de l'entreprise. Un modèle de gestion de Singapour, s'appuyant sur des compagnies d'investissements de capital gouvernemental, a été introduit pour assurer que le principe de la profitabilité détermine davantage la gestion de ces entreprises. L'objectif de ces réformes était de transformer la tâche du gouvernement en simple superviseur des compagnies publiques dans le but de laisser les actionnaires privés déterminer la gestion de celles-ci. Ces réformes voulaient donc instituer ce que plusieurs économistes appellent un système corporatif « moderne. » En d'autres mots, leurs objectifs étaient de transformer complètement l'essence de ces compagnies publiques en compagnies d'État capitalistes. La conséquence de l'application de ces réformes aurait été la dominance complète de la loi de la valeur sur les entreprises d'État et donc la disparition complète du mode de production socialiste en Chine. Cependant, ces réformes n'ont pas été complètement appliquées (H. Wei 2021, 106). Le Parti chercha notamment à conserver son contrôle sur les entreprises publiques. Le processus de marchandisation n'a donc été que partiel (Leutert et Eaton 2021, 203), puisqu'une dominance complète de la loi de la valeur aurait détruit tous les outils de planification développementalistes que le gouvernement voulait utiliser.

C'est donc l'aspect partiel de ces réformes qui a cimenté le caractère dichotomique des entreprises étatiques en Chine, qui se retrouvent déchirées par deux logiques opposées, socialiste et capitaliste. D'un côté, il

fallait qu'elles augmentent leurs productivités au maximum dans le but de combattre la compétition internationale et de dominer les entreprises capitalistes nationales. D'un autre côté, il fallait qu'elles répondent aux dictats de la planification et au contrôle étatique. Les compagnies publiques sont donc partiellement capitalistes dans la mesure où leurs relations de production avec leurs employés et le déterminant de leurs actions adoptent progressivement des formes capitalistes. Cependant, elles conservent une dimension socialiste, car elles restent, dans une certaine mesure, soumises à la planification étatique et maintiennent des relations de production non marchandes avec les autres entités économiques publiques.

6.1.3 Les structures présentes des firmes publiques chinoises

L'essence contemporaine de la formation sociale chinoise et des compagnies publiques se sont solidifiées lors de la vague de réformes de 1997 à 2003. C'est à partir de cette époque que les déterminants de la production au sein des compagnies publiques, les relations de production entre les firmes publiques et privées et celles au sein de ces firmes publiques ont été en partie commercialisés. Les gouvernements de Hu Jintao et de Xi Jinping n'ont donc pas divergé des politiques économiques imposées par la fraction libérale du Parti sous Jiang Zemin. Les réformes mises en place après cette période ont plutôt suivi un parcours en zigzag entre les deux logiques opposées qui coexistent au sein des entreprises publiques et, plus largement, dans la formation sociale chinoise. Le cas de la SASAC reflète le caractère contradictoire de ces réformes.

Le gouvernement de Hu Jintao a créé la SASAC (Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics), une institution relevant du gouvernement central responsable de l'administration des entreprises publiques à la suite de la dissolution du Bureau de l'administration des actifs publics en 1998, dans le but de restaurer l'autorité du Parti sur les entreprises publiques en les regroupant sous une seule entité administrative. L'une des contradictions majeures auxquelles le Parti était confronté à cette époque résidait dans la perte de contrôle des entreprises publiques, conséquence directe de la dissolution du Bureau de l'administration des entreprises, l'ancien organe de planification, par Jiang Zemin et Zhu Rongji. La SASAC a été mise en place afin de superviser le comportement des entreprises et de concentrer et renforcer le capital étatique dans les secteurs stratégiques de l'économie. Bien qu'elle ne contrôle pas directement la production des entreprises, la SASAC contrôle partiellement ce qui est en lien aux profits des entreprises étatiques, à la croissance de leur productivité, à leurs insertions sur les marchés étrangers, à leur introduction à la bourse, à la supervision des conseils d'administration et à la nomination de leurs dirigeants (Leutert et Eaton 2021, 206). De plus, la SASAC détient le rôle de propriétaire des actions de l'État central dans ses relations aux firmes privées et mixtes de la formation sociale (Naughton 2005, 4). La SASAC avait été mise en place par le Parti afin de donc reprendre le contrôle, bien que partiellement, des entreprises publiques chinoises qui étaient largement dominées par la loi de la valeur.

Lors de ses premières années, la SASAC n'était pas en mesure de contrôler le secteur public. Ceci s'explique par le fait que la fraction libérale du Parti, en 1994, avait réformé le système des entreprises publiques de manière à leur permettre de conserver l'intégralité de leurs profits au lieu de les reverser à l'État central. Cette réforme visait à les transformer en de véritables entités marchandes et capables d'investir de manière autonome. En 2007, le gouvernement central, par l'entremise de la SASAC, a cherché à rétablir une certaine forme de gouvernance sur les entreprises publiques afin de renforcer son contrôle sur l'économie et obtenir un surplus économique. Selon les réformes de 2007, une partie des profits de 5% à 10% devait être donnée à la SASAC et au ministère des Finances. Les cadres de ces entreprises étatiques, de plus en plus consolidés socialement en une bourgeoisie étatique, luttait cependant contre cette réforme en arguant que les profits devaient être directement réinvestis pour que les firmes publiques puissent avoir un taux de croissance plus élevé. Les entreprises publiques et le gouvernement central étaient donc dans une relation contradictoire créée par le caractère marchand des entreprises publiques et par la nécessité d'une certaine planification pour remplir les objectifs du Parti.

La dominance de plus en plus prononcée de la loi de la valeur au sein des firmes publiques a créé de multiples contradictions au sein de l'économie chinoise. En plus de transformer les cadres dirigeants en bourgeoisie étatique, la loi de la valeur tend à introduire une détermination de la production marchande au sein des entreprises étatiques. Déjà dans les années 80, la grande majorité des agences bureaucratiques du pays avaient établi des entités commerciales dans le but de gagner un profit sur les marchés. Par exemple, l'École centrale du Parti, une institution qui entraîne les plus hauts cadres, vendait des vidéocassettes de discours « secrets » des membres du Politburo. Les départements universitaires ouvraient des restaurants et d'autres commerces pour payer leurs professeurs (Meisner 1996b, 335-36). L'armée chinoise s'était construite un empire commercial. Elle disposait de 1000 entreprises produisant 4000 marchandises, dans le but de générer son propre revenu. L'armée opérait notamment des hôtels de luxe dans les grandes villes de Chine. Elle vendait aussi des armes à des pays sans l'autorisation du Comité central dans le but de capturer un large revenu. Par exemple, la Chine vendait des armes à l'Iraq et à l'Iran lorsque ces deux derniers étaient en guerre (Hyer 1992, 1111-13). Leutert et Eaton décrivent comment le principe de la profitabilité au sein des compagnies publiques les a tant influencées qu'elles ont commencé à investir une grande portion de leurs profits au sein du secteur immobilier. Ces investissements n'étaient pas pour construire des logements, mais uniquement pour les acheter et les revendre à un plus haut prix. Cette spéculation financière de la part des entreprises publiques avait créé une si grande réponse négative de la part de la population que la SASAC leur ordonna de vendre, avec un succès partiel, tous leurs actifs dans le secteur immobilier durant le gouvernement de Hu Jintao. Le Parti ne détenait donc pas un fort contrôle sur les compagnies publiques (Leutert et Eaton 2021, 209). Les principes régissant les investissements des compagnies tendaient ainsi à

se conformer de plus en plus aux logiques du capitalisme, contribuant à l'érosion du rôle de la planification économique au sein de l'économie.

L'un des aspects de la lutte politique entre la SASAC et le ministère des Finances, d'un côté, et les entreprises publiques de l'autre, portait sur la question de la rétention des profits. Depuis les réformes de 1997, les cadres dirigeants des entreprises ont obtenu le pouvoir de fixer leurs propres salaires. La fraction libérale du Parti sous Jiang Zemin était d'avis que ceci allait donner une mesure incitative aux cadres à l'augmentation des profits de leurs entreprises comme sous le capitalisme. Théoriquement, plus leurs entreprises étaient profitables, plus les cadres dirigeants pouvaient accroître leurs salaires. C'est exactement ce qu'ils ont fait tout en licenciant la majorité de leurs employés. Cependant, cela a causé une perte importante de revenus pour le gouvernement central, qui ne pouvait plus obtenir une part des profits des entreprises publiques. La mise en place de la SASAC devait donc remédier à cette situation. Comme Naughton (2008, 3-8) l'explique, la SASAC critiquait sans cesse à cette époque le haut salaire de ces chefs d'entreprises. Elle devait reprendre un certain contrôle des entités économiques publiques et de leurs profits, qui était contre les intérêts de cette section de la bourgeoisie étatique, les dirigeants des entreprises publiques. Le gouvernement central et les entreprises publiques étaient déchirés par des intérêts opposés et la SASAC devait remettre le poids de la balance du pouvoir du côté du gouvernement central.

Les réformes gouvernementales menées par Hu, puis par Xi, visaient ainsi à rétablir le rôle de la planification étatique, bien que sous une apparence différente de celle qui prévalait durant la période planifiée, au sein des entreprises publiques. Plusieurs organisations ont joint la SASAC pour augmenter le taux de supervision du Parti sur les compagnies publiques. La rotation des cadres se fait de manière plus rapide dans le but de couper les liens entre la bourgeoisie étatique et les entreprises que ses membres contrôlent. De plus, les cadres sont maintenant forcés de changer de secteur économique pour éviter qu'il se solidifie des intérêts entre les entités économiques et politiques. Le rôle des cellules du Parti au sein des entreprises publiques a aussi été solidifié. Les décisions doivent toutes être acceptées par le comité du Parti communiste des entreprises. De plus, les campagnes contre la corruption de Xi ont très largement balayé les plus hauts échelons des compagnies publiques. De 2012 à 2017, 12 cadres dirigeants d'entreprises publiques du gouvernement central ont été arrêtés sous charges de corruption et plus de 7597 mesures de rectifications ont eu lieu au sein des firmes publiques et au sein de la SASAC. L'objectif du gouvernement de Xi a donc été de solidifier le contrôle du Parti communiste sur les entreprises publiques (Leutert et Eaton 2021, 209-16). Le contrôle du Parti communiste sur les entreprises publiques n'indique cependant pas que ce contrôle se traduit en l'introduction de principes socialistes au sein de ces entreprises. Comme nous l'analysons dans la section 8.2, le marxisme-léninisme n'est plus l'idéologie contemporaine du Parti communiste chinois. Bien

que le contrôle de ces entreprises par le Parti puisse permettre dans certains cas l'introduction de mouvements économiques non marchands au sein de l'économie, dans plusieurs cas, ce contrôle de la part du Parti n'est pas établi dans le but d'empêcher une logique marchande de déterminer ces entreprises. Ce contrôle sert plutôt à empêcher la corruption des cadres de haut niveau et à instaurer des politiques économiques qui vont à l'encontre de la loi de la valeur.

La loi de la valeur dans les années 90 avait donc gagné une influence considérable sur le mode de production socialiste. Elle a dissous le système de coordination du socialisme, la planification, pour mettre en place un système basé sur l'échange de marchandise. Ceci a eu l'effet de rendre marchandes les entreprises publiques dans la mesure où elles ne produisent pas des valeurs d'usage, mais plutôt des valeurs d'échange en vue de créer un profit destiné à leurs propres accumulations internes. Cela a également contribué à la destruction massive des liens uniques au socialisme qui existait entre les firmes publiques. Alors qu'elles coopéraient pleinement durant la période de l'économie planifiée, les entreprises publiques sont désormais engagées dans une relation largement dominée par la concurrence. Les prix du marché sont donc les indicateurs qui déterminent en grande partie la production des compagnies publiques depuis les années 90. Les lois coercitives du marché, la loi créée par les conditions générales de concurrence sur les marchés (Marx 1992b, 433), déterminent de plus en plus les actions des firmes publiques. Cela se manifeste notamment par le fait que le gouvernement ne vient plus systématiquement en aide aux entreprises publiques en difficulté, les laissant faire faillite si elles ne parviennent pas à être rentables. Dès lors, l'existence d'un profit marchand est devenue, à partir de cette époque, l'une des conditions critiques de la reproduction, simple et avancée, des firmes socialistes. Cependant, comme nous le verrons, bien que la tendance en Chine soit la disparition de tous les aspects socialistes de l'économie, une certaine planification perdure et d'autres liens de coopération existent entre les entités publiques de l'économie qui donne bien des avantages au socialisme, sous sa forme dégradée, en comparaison au capitalisme. Le profit n'est pas l'unique déterminant de la production des firmes publiques, bien qu'il soit dominant.

La loi de la valeur et le principe de la profitabilité sont les principes dominants des entreprises publiques, mais le contrôle du Parti permet à ce dernier de créer des déviations permettant d'atteindre des objectifs impossibles sous le capitalisme pur. Comme l'expliquent Leutert et Eaton (2021, 204-5), la gouvernance des firmes publiques se fait à l'aide de mécanismes propres au secteur étatique depuis la création de la SASAC et le rétablissement du contrôle central. Les dirigeants des entreprises publiques sont en même temps des cadres du Parti communiste. Le leadership est déterminé en rotation dans le but de prévenir la formation de groupes d'intérêts au sein des entreprises de la même manière qu'au sein du gouvernement chinois. Depuis les réformes sous Xi Jinping, le pouvoir du dirigeant de la firme est contrebalancé par les

comités du Parti au sein de celle-ci, qui ont l'autorité de discuter des décisions importantes de l'entreprise, telles que les stratégies, les budgets, la nomination du personnel ainsi que la gestion du capital de l'entreprise. Ce sont ces comités qui lient les entreprises à la SASAC et au Conseil d'État et qui implémentent les politiques et les campagnes du gouvernement central par lesquelles le Parti mobilise ses cadres, les entreprises et les citoyens dans l'atteinte de certains objectifs sociaux. Leurs rôles sont donc très importants dans la liaison des entités étatiques au sein du secteur public. Il existe encore des liens entre les entités publiques de la formation sociale qui influencent la production des entreprises publiques.

Selon une étude de Wei, les compagnies publiques opèrent dans le but de créer des bénéfices sociaux sans être arrêtées par le fait que ces actions rapportent peu ou aucun profit. C'est le contrôle du Parti communiste des entreprises publiques qui explique que l'influence de la loi de la valeur est beaucoup moins forte qu'au sein des entreprises privées. Plus l'État détient des actions dans une entreprise, moins la compagnie se comporte de manière « moderne », c'est-à-dire de la même manière que les entreprises privées. Selon cette économiste néoclassique, il faudrait que l'État cherche à diminuer sa concentration des actions des entreprises pour que, dans une formulation marxiste, la loi de la valeur règne de manière suprême. Il critique notamment les compagnies publiques qui, au lieu de laisser les actionnaires privés prendre le contrôle total de l'économie, achètent les actions de compagnies privées afin de les rendre publiques pour augmenter la part de l'économie sous contrôle de l'État (H. Wei 2021, 105-6). Pour les économistes néoclassiques, les firmes publiques chinoises se comportent donc de manière qualitativement différente des entreprises privées. Du point de vue néoclassique de Wei, les compagnies étatiques sont prémodernes dans la mesure où elles ne sont pas entièrement déterminées par le principe de profitabilité. Les firmes publiques paient à l'État 8,15% de leurs profits, mais ceci n'est pas fait pour enrichir les coffres de l'État, mais plutôt pour redistribuer la rente économique des monopoles naturels que certaines firmes publiques contrôlent à des firmes publiques non profitables offrant des services sociaux (X. Zhang 2023, 821). Les firmes publiques dans une certaine capacité, bien que minime, ont gardé ce caractère total de la période socialiste.

Le cas de la Banque de la Chine illustre non seulement l'importance du leadership communiste au sein des firmes publiques, mais aussi ses limites. Des 280 000 employés de la banque, 100 000 sont membres du Parti communiste. Ceux-ci sont organisés autour de cellules du Parti. L'organisation du Parti s'entend de la même manière qu'à travers toutes les autres entités importantes gouvernementales, c'est-à-dire des départements de discipline, de propagande et d'organisation. Puisque la propriété des firmes publiques est mixte, le Parti joue un rôle important dans la gestion des conflits qui peuvent se manifester entre les logiques marchandes et les logiques socialistes. Par exemple, en cas de conflit au sein de la firme entre le conseil d'administration, en partie choisie par les investisseurs privés, et le Parti, c'est le comité du Parti qui détient

le dernier mot (Huang 2012, 610). L'autorité du Parti au sein de la banque est ce qui lie la Banque au mode de production socialiste et à la formation sociale, puisque c'est le Parti qui lui impose des directives poursuivant une logique socialiste et allant au contraire de la logique de la maximisation du profit. Selon certains chercheurs, en conséquence, 90% des prêts des banques avaient pour destination l'économie réelle, ce qui ralentissait l'apparition du phénomène de la financiarisation de l'économie (Sit Tsui et al. 2021, 32). Dans une logique capitaliste, comme dans les pays capitalistes, la Banque aurait investi dans le secteur financier pour accroître son taux de profits rapidement, bien qu'au détriment des intérêts du socialisme et de l'industrialisation. Cependant, comme discuté dans la section sur la financiarisation, l'influence de la loi de la valeur au sein de l'économie chinoise a donné naissance à la tendance à la financiarisation et cette financiarisation a trouvé son origine en grande partie au sein des banques de l'État. Ceci démontre que le contrôle du Parti n'est que partiel, n'étant pas en mesure de contrôler entièrement les entités publiques.

6.1.4 Conclusion

L'entreprise publique se trouve donc scindée en deux par deux logiques antagoniques. D'un côté, la firme publique est la matérialisation économique du pouvoir du Parti communiste. Elle est la forme que prend le Parti dans son combat économique avec les entités d'autres types de propriété. Puisque la firme publique est une entité socialiste, elle est à la fois économique et politique. Elle est, en théorie, la réunification des deux pôles qui sont séparés dans la société bourgeoise. Puisque la firme est une entité politique, son comportement est influencé et même déterminé par la subjectivité de l'entité qu'elle représente. Au sein de l'économie planifiée, l'antagonisme créé par la loi de la valeur est tenu au minimum, puisque la majorité ou la totalité de l'économie est sous contrôle du mode de production socialiste et les entités économiques partagent, en général, la même essence. La compétition et la recherche du profit ne sont donc pas des forces déterminantes de la répartition des ressources.

D'un autre côté, dans l'économie chinoise contemporaine, elle est une entité opérant sur les marchés nationaux et internationaux. Contrairement à l'économie planifiée, l'antagonisme dans l'économie de marché chinoise contemporaine est aigu, puisque les entités étatiques doivent opérer sur un marché national rempli d'entités économiques capitalistes et patriarcales. La compétition universelle cause l'apparition de l'influence de la loi de la valeur au sein de ces dernières. Les entités étatiques doivent, pour survivre, produire de manière plus productive que les autres firmes. Dès lors, le profit demeure un aspect central même pour les firmes publiques, puisqu'elles sont des entités opérant sur le marché. Elles opèrent donc sous l'influence de la loi de la valeur. La force de la compétition contre les autres firmes publiques et les firmes capitalistes force les firmes publiques à augmenter leur profitabilité dans le but de survivre. Leur accumulation de capital se fait donc naturellement pour assurer leur survie. Comme l'indique Huang (2012,

606), les entreprises d'État sont dans un environnement de compétition intense. La grande majorité n'a pas le monopole absolu sur les secteurs. Dès lors, la loi de la valeur et la loi coercitive de la compétition exercent une forte influence sur le comportement des firmes, celles-ci devant survivre dans un environnement compétitif. De plus, leurs cadres dirigeants se sont solidifiés en une bourgeoisie étatique qui augmente leurs revenus de la profitabilité de leurs entreprises. La profitabilité est donc le principe dominant les firmes publiques.

Cependant, pour que ces firmes conservent leurs caractéristiques socialistes, elles doivent être guidées de manière politique afin de garder leurs connexions intégrales au mode de production socialiste. Ceci s'effectue premièrement par la régulation du Parti. Comme nous l'avons démontré, ceci a été l'un des objectifs importants depuis le gouvernement de Hu Jintao et est devenu un aspect critique des réformes du gouvernement de Xi Jinping depuis 2012. Sans cet aspect politique qui unit les entités publiques en une totalité unie et planifiée, l'aspect économique devient dominant, poussant l'essence des firmes publiques vers une nature ressemblant au capitalisme étatique. L'aspect politique de la firme se matérialise par la planification et le contrôle de l'État, qui sont essentiellement opposés au principe de la profitabilité. Parmi les deux principes retrouvés au sein des firmes publiques, le principe de la profitabilité est dominant, bien que le principe socialiste de contrôle par la planification étatique et par la production de valeur d'usage existe encore, mais est largement dominé par le principe de la profitabilité. L'essence des firmes publiques est dès lors davantage capitaliste étatique que socialiste.

6.2 La planification indicative et la loi de la valeur

Nous argüons dans cette section que l'influence de la loi de la valeur sur la planification socialiste en Chine a résulté en une transformation partielle, mais prédominante, de la planification socialiste mure vers une planification indicative étant favorable à l'opération des marchés, à la loi de la valeur et à l'existence des entreprises capitalistes. La planification de type mure retrouvée au sein de l'économie planifiée a été abandonnée en Chine au sein des réformes. Spécifiquement, c'est dans les années 80 que la planification totale d'une partie de l'économie coexistait avec le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste. Cependant, aux environs de 1995, la planification mure a été remplacée par une nouvelle forme de planification (Heilmann et Melton 2013, 582), la planification indicative.

6.2.1 La nature de la planification indicative

L'introduction de la loi de la valeur et des marchés en Chine a conduit à une transformation de la planification, plutôt qu'à son extinction. Comme Heilmann et Melton (2013, 581) l'expriment, la

planification en Chine n'est pas un vestige de l'époque de l'économie planifiée. Elle est plutôt la force motrice du Parti au sein de l'économie et de la superstructure. Bien sûr, l'existence du mode de production capitaliste en Chine est en contradiction antagonique avec l'essence même de la planification. Puisque la Chine est une économie de marché, que les compagnies socialistes sont des entités qui doivent opérer à travers le marché, et que les modes de production capitaliste et patriarcal marchand nécessitent le plein fonctionnement de la loi de la valeur, la planification mature et totale ne peut pas exister dans une économie où ces modes de production sont en interaction réelle. Cependant, l'existence du mode de production socialiste requiert la planification. Comme nous allons l'expliquer à la section 8.1, il n'y a pas de socialisme sans planification économique. Dès lors, la coexistence du capitalisme et du socialisme au sein d'une seule formation sociale économiquement unie admet l'existence d'une sorte de planification capable de se mouvoir à travers le marché et d'être en contact avec la loi de la valeur. La planification est ainsi théoriquement possible en Chine, où la loi de la valeur est un déterminant important des ressources économiques, bien qu'elle soit en contradiction antagonique avec le marché et la loi de la valeur.

En essence, la planification indicative est une méthode de coordination de l'échange des ressources au sein de l'économie qui est compatible avec les marchés. Elle trouve son origine en Chine aux années 1980 à une époque où l'économie était scindée en deux logiques antagoniques : la planification mature du mode de production socialiste et la loi de la valeur des marchés privés. Dans cette économie mixte des années 1980, l'industrie lourde et la majorité de l'économie étatique étaient sous le contrôle de la planification de l'État et uniquement les excédents de production pouvaient être vendus sur les marchés. L'État gardait sous planification stricte l'industrie lourde et les hauteurs dominantes de l'économie, tandis que l'industrie légère était relativement dérégulée pour permettre aux forces capitalistes de se manifester dans ces secteurs (Naughton 1990, 744). Puisque le Parti désirait garder un certain contrôle sur ces secteurs, mais ne désirait pas les nationaliser, une nouvelle sorte de planification était requise qui pouvait laisser intact le mécanisme essentiel de la loi de la valeur dans l'allocation des ressources entre entités économiques privées. Ce n'est qu'en 1992 que la planification mature a été dissoute et remplacée par la planification indicative dans le but de réaliser le projet politique de la fraction libérale du Parti, qui était de commercialiser l'entièreté de la formation sociale chinoise. Zhu Rongji, le premier ministre du gouvernement de Jiang Zemin, avait éliminé à cette époque tous les objectifs économiques obligatoires de l'économie. Le gouvernement central et la planification étatique ne pouvaient donc plus à cette période ignorer la loi de la valeur et le profit individuel des firmes, puisque la planification ne pouvait plus déterminer la production des firmes. Cette détermination de la production par la planification était perçue par le gouvernement comme l'antithèse de la commercialisation. Toutes les firmes devaient opérer sur le marché et produire selon le facteur de la rentabilité. Durant le plan quinquennal de 2001-2005, Zhu Rongji avait déclaré que le gouvernement ne

devait plus être la force principale derrière l'allocation des ressources. Les marchés, la compétition et la loi de la valeur devaient être l'engin principal de cette allocation de ressources. Les méthodes de la planification indicative depuis cette époque sont la coordination stratégique des politiques l'État, la mobilisation des ressources, et le contrôle macroéconomique (Heilmann et Melton 2013, 583).

Bien que la planification indicative soit une version qualitativement moins développée de la planification de l'économie planifiée, elle possède tout de même la caractéristique d'unir et d'organiser à un certain degré l'économie chinoise. La planification s'effectue par un long travail de préparation où tous les échelons du gouvernement, les villages, les villes, les provinces et le gouvernement central se coordonnent dans le processus de création du plan, dans le processus de son implantation et dans le processus d'évaluation. À la fin de ces processus, pouvant prendre une à deux années, le plan abstrait initialement abstrait se concrétise progressivement. Deux à trois ans après la mise en œuvre du plan, chaque unité entre dans un processus de révisions et de réajustements dans le but d'assurer la réalisation des objectifs du plan. Dans cette période d'implantation du plan, les unités aux niveaux plus bas du gouvernement sont libres d'expérimenter et de trouver de manière autonome les moyens par lesquels elles réaliseront les objectifs. Durant la période de révisions et de réajustements, les unités plus hautes du gouvernement peuvent reprendre le contrôle des politiques des niveaux plus bas dans le but d'assurer la réalisation du plan. Dès lors, une dynamique existe entre les différents niveaux du gouvernement. Les unités basses sont autonomes au début dans l'implantation des politiques visant à réaliser le plan, tandis que l'autorité du sommet est rétablie durant la deuxième phase du plan afin d'assurer le bon déroulement de la planification. C'est cependant au sommet qu'appartient la position dominante. Ce sont quelques cadres du Politburo, des organismes de planification, de quelques membres d'institutions de recherches, et de certains économistes, qui rédigent le plan, isolés, en théorie, des intérêts particuliers retrouvés au sein des différentes branches du gouvernement, du Parti, et des régions. Bien que le plan doive être approuvé par les assemblées populaires des différentes provinces et que celles-ci se gardent le droit de le modifier, le gouvernement central garde le droit de forcer les provinces à modifier certains aspects du plan. Par exemple, Shanghai et Guangdong en 2006 avaient refusé l'objectif de réduction de l'intensité énergétique de 20% du gouvernement central inscrit au sein du plan quinquennal sous le prétexte que le niveau de développement de leurs économies allait rendre ce processus trop coûteux. Le gouvernement central et les gouvernements locaux ont engagé un groupe d'experts dans le but de trouver des méthodes pour implémenter le plan. Les réductions ont donc été rétablies à 20% pour Shanghai et à 16% pour Guangdong (Heilmann et Melton 2013, 601-4, 607).

Ce qui sépare essentiellement ce type de planification de la planification socialiste par commande est qu'elle dirige les ressources au sein de l'économie par une déformation indirecte de la loi de la valeur. Ces

déformations peuvent prendre l'apparence de l'usage de politiques discriminatoires positives ou négatives, de crédits à taux préférentiels favorisant certains secteurs, de politiques de subvention à la consommation, etc. La visée de la planification indicative est l'atteinte d'objectifs à travers les relations de marchés. Il peut y avoir ici un transfert de ressources, tel que les subventions, le transfert de capitaux à petit prix, la croissance du PIB dans les régions pauvres, la restructuration de secteurs privés, l'instauration de politiques préférentielles, etc. Par exemple, la planification régule de manière indicative la croissance économique annuelle, la création d'emplois, la division entre l'industrie et les services, le taux d'urbanisation, les dépenses en recherche et développement, le taux d'irrigations, le taux de chômage, et la croissance des salaires réels. Elle régule aussi de manière obligatoire la croissance de la couverture de la population à une assurance maladie, la croissance des pensions, et plusieurs objectifs environnementaux (Heilmann et Melton 2013, 587-89). La planification indicative est donc l'unique forme de planification compatible avec le mode de production capitaliste, puisque, dans celui-ci c'est le marché national et le marché international qui déterminent, au lieu de l'État, le taux de chômage, le taux de croissance, la mobilisation des ressources, la consommation, etc.

6.2.2 Les limites de la planification indicative

L'une des limites de la planification indicative se trouve dans le caractère décentralisé de l'administration gouvernementale chinoise. Depuis la destruction de l'économie planifiée, la superstructure politique chinoise est hautement fragmentée. Puisque le principe de compétition entre cadres et entre départements a été implémenté par la fraction libérale du Parti depuis les réformes, les différents niveaux du gouvernement sont en conflits d'intérêts constants pour la capture de ressources économiques, un fait qui était complètement inexistant lors de la période de l'économie planifiée (Lan 2024, 34). Les conflits d'intérêts entre les départements sont si féroces que le ministère des Finances, à la fin des années 1990, n'était pas capable d'introduire une réforme fiscale pour augmenter la part des revenus du gouvernement central qui n'en recevait que 30%, puisque les leaders provinciaux s'opposaient personnellement à la baisse de leurs revenus (Lan 2024, 56). Comme les cadres dépendent de la croissance économique de leurs régions pour progresser dans leurs carrières et que la grande majorité des investissements provient de la classe capitaliste, leurs intérêts sont unis aux intérêts de la bourgeoisie locale. De plus, puisque la classe capitaliste peut choisir, en Chine, la région la plus profitable pour ses investissements, c'est elle qui est l'aspect dominant dans sa relation avec les cadres. Les cadres désirent donc le plus de ressources économiques possible dans le but de subventionner au maximum la classe capitaliste et d'augmenter la croissance du PIB de leurs régions plus rapidement que les autres régions. Les limites de la planification indicatives se trouvent donc dans l'hostilité entre les différents niveaux de gouvernement, ce qui complique les efforts de planification au niveau de l'économie totale, requérant une coopération entre gouvernements.

La faiblesse de la planification indicative en Chine est aussi ce qui détermine son existence. La planification indicative est le type de planification compatible aux marchés et aux relations de production capitalistes, puisque son fonctionnement n'est pas en contradiction avec les principes de la valorisation du capital, notamment l'échange libre de ressources sur les marchés. Comme Heilmann et Melton l'expliquent, ce type de planification indicative ne peut que très rarement aller à l'encontre des intérêts de la classe capitaliste et du mouvement retrouvé au sein des marchés (Heilmann et Melton 2013, 614). La protection environnementale, la protection des droits du travail, la création de formes de sécurité sociale et d'assurance médicale plus développées, la lutte contre la pauvreté rurale et urbaine, ont tous été des objectifs qui n'ont pas été accomplis de manière satisfaisante selon le gouvernement central. Ceci s'explique par le fait que la force de la loi de la valeur est extrêmement importante en Chine. Avec la croissance considérable du mode de production capitaliste, l'investissement et la création d'emplois ne peuvent pas se faire sans l'existence du profit. Dans la mesure où la planification étatique établit des objectifs qui heurtent le taux de profit des capitalistes pour protéger les intérêts à long terme du socialisme et les intérêts des classes populaires, la conséquence sur la croissance économique est négative, puisque la formation sociale se base de plus en plus sur l'investissement capitaliste pour son développement économique.

De plus, la planification indicative n'a rien d'essentiellement socialiste. Elle peut être utilisée par la bourgeoisie étatique afin de gérer l'expansion du capitalisme. Puisqu'elle fonctionne par la déformation de la loi de la valeur plutôt qu'en exerçant un contrôle strict des ressources dans l'économie, elle ne présente pas un danger pour les intérêts de la classe bourgeoise. De même, dans la mesure où la planification indicative implique la nationalisation de certaines ressources, cette nationalisation ne constitue pas non plus un danger pour la bourgeoisie chinoise. Par exemple, la terre est l'une des plus importantes ressources dans le processus d'industrialisation et d'urbanisation mis en place par la planification indicative. En Chine, le gouvernement maintient le contrôle et la propriété des terres. Bien que le prix de la terre soit très élevé pour les consommateurs chinois, le gouvernement subventionne largement le capital privé afin d'augmenter les profits des entreprises privées. Par la planification indicative, la terre et les logements ont de très hauts prix, mais le surplus de revenus est utilisé par les gouvernements locaux afin de subventionner les entreprises industrielles. Par exemple, de 2000 à 2018, le prix de vente de la terre pour les capitalistes industriels n'a augmenté que de 85%, tandis que celui pour les capitalistes marchands a connu une hausse de 460% et celui de la terre destinée aux logements résidentiels a grimpé de 740%. Ce sont donc les masses qui subventionnent les capitalistes industrielles (Lan 2024, 67-68).

La planification indicative n'a aussi rien d'essentiellement socialiste, puisqu'elle ne garantit pas nécessairement une connexion directe entre les différents niveaux du gouvernement et les entreprises

publiques. En général, les gouvernements locaux utilisent toutes leurs ressources pour attirer les investissements capitalistes (Lan 2024, 69). Le monopole public de la terre peut être utilisé à nouveau à titre d'exemple. Comme Huang (2015, 247) l'explique, les gouvernements locaux se font concurrence pour attirer les investissements des compagnies privées chinoises et internationales dans le but d'augmenter le taux de croissance de leurs régions respectives. Les gouvernements locaux offrent donc des terres à de très bas prix pour attirer le capital privé. Ils offrent aussi gratuitement ou à très bas prix des prêts bancaires, des matières premières et le droit au non-respect des droits du travail. Les gouvernements locaux discriminent aussi largement les travailleurs migrants afin de maintenir le coût de la force de travail basse. Toutes ces politiques sont donc des méthodes mises en place par une planification indicative qui déforme la loi de la valeur sans heurter les intérêts de l'accumulation capitaliste. Plutôt, ces déformations de la loi de la valeur augmentent la profitabilité du capital, puisqu'elles se basent sur le transfert de ressources des masses au capital.

La planification indicative est donc la méthode de planification utilisée en Chine, puisqu'elle est l'unique méthode compatible avec l'existence du mode de production capitaliste. Elle se distingue de celle du socialisme mature. Ceci s'explique par le fait que cette planification ne s'oppose pas à l'accumulation capitaliste, contrairement à la planification socialiste mature, puisqu'elle ne repose pas sur une mobilisation directe de ressources. La planification ici s'opère de manière indirecte, tout comme, dans le capitalisme, la production de valeurs d'usage ne se réalise qu'indirectement et le travail n'est social qu'indirectement. Elle fonctionne en créant des incitatifs à la production pour les entités privées du marché. En d'autres mots, par la création d'un plus grand taux de profit dans la production de certaines marchandises dans certains secteurs de l'économie, le gouvernement cherche à mobiliser les ressources de l'économie privée de la formation sociale chinoise. Elle ne planifie donc pas la production directe de valeurs d'usage comme dans le socialisme, mais planifie plutôt par la déformation de la valeur d'échange de ces valeurs d'usage.

6.2.3 La planification par commande dans la formation sociale chinoise

La planification de type par commande existe encore en Chine. Elle se matérialise à travers les relations des aspects internes au mode de production socialiste, tandis que la planification indicative se matérialise dans les relations entre les aspects socialistes et les aspects capitalistes de l'économie. Les caractéristiques de la planification mature sont déterminées par l'essence du mode de production socialiste. Par exemple, ce qui différencie le capitalisme du socialisme est le caractère total de ce dernier. Puisque les entreprises sont toutes articulées par l'entremise de la planification, elles ne doivent pas toutes être profitables individuellement, le principe de profitabilité étant déterminé à un stade supérieur de la profitabilité des unités individuelles. Dans le socialisme, la création d'un surplus est un principe qui s'observe au niveau de l'économie totale.

Ce fonctionnement permet au mode de production socialiste d'utiliser certaines sections de l'économie de manière non profitable pour remplir certains objectifs sociaux. Il permet également de transférer des ressources à des secteurs non profitables à court terme, mais profitables à long terme, ou à des secteurs servant les besoins de la population. Les objectifs sociaux en contradictions avec le principe de profitabilité à court terme ou en contradiction avec les besoins de la société sont donc parfaitement réalisables à l'aide de la planification mature, mais ne le sont pas au sein du mode de production capitaliste qui ne produira donc que ce que le principe étroit de profitabilité lui permet.

Comme Heilmann et Melton (2013, 611) l'indiquent, une division claire peut être aperçue entre la planification obligatoire (par commande), contractuelle et indicative en Chine. La planification obligatoire se fait à travers la mobilisation des compagnies publiques. Elles s'occupent de programmes d'allocation des ressources et de leurs redistributions. On situe dans ce type de planification la construction des réseaux ferroviaires, des programmes antipauvretés, etc. Nous pouvons aussi inscrire comme exemple à ce type de planification le fait que l'État central ordonne aux compagnies publiques d'investir lorsque le mode de production capitaliste subit des crises économiques qui lui font ralentir considérablement ses investissements. C'est dans cette sorte de planification qu'un aspect du socialisme mature, la détermination de l'allocation des ressources par la planification, joue encore un rôle en Chine. Cependant, cette allocation s'opère principalement à travers les entreprises publiques plutôt que les entreprises privées. L'objectif de cette mobilisation des ressources n'est pas le profit, mais plutôt la création directe d'un produit social.

L'existence de la planification par commande est donc déterminée par les limites du capitalisme. Elle planifie la production dans les secteurs économiques non profitables. L'État planifie l'expansion des réseaux ferroviaires, puisque leur production n'est que très peu profitable pour les capitalistes en raison de la très grande utilisation de capital constant et la très petite utilisation de capital variable. Le socialisme doit alors planifier cette production, puisqu'elle est en contradiction avec les principes marchands. Comme Cockshott le démontre, en Chine, où l'État construit les réseaux ferroviaires, 40% de ces réseaux sont électrifiés comparativement à 1% aux États-Unis, où les compagnies étatiques non marchandes sont presque inexistantes (Cockshott 2020, 282). La planification par commande est aussi présente dans la relation entre les entités publiques. Le fait que les entreprises publiques moins profitables peuvent recevoir une quantité plus élevée de capital est ce qui explique pourquoi le mode de production socialiste produit 10% de la valeur d'échange industrielle au sein de l'économie. Ce type de planification est ce qui détermine la survie du mode de production socialiste dans l'économie chinoise.

L'existence de cette planification par commande n'est cependant pas en contradiction antagonique avec le mode de production capitaliste. Bien qu'elle soit un aspect critique du socialisme, son existence ne démontre pas la dominance du socialisme. Comme Cheng Enfu l'explique, le rôle de l'économie étatique dans les pays capitalistes est la production au sein de secteurs où le capital privé ne parvient pas à être profitable. Ceci ne correspond donc pas à un mode de production socialiste dominant (Cheng 2022, 171). Comme les données que nous avons recueillies sur la division quantitative et qualitative entre le capitalisme et le socialisme en Chine indiquent, ce type de planification mature socialiste en Chine semble être strictement réservé aux secteurs où le capitalisme est déficient et où sa dominance heurterait ses propres intérêts. La planification par commande n'est donc pas un aspect du mode de production socialiste mature en Chine. Elle est un vestige du mode de production socialiste chinois utilisé dans les intérêts des masses chinoises lorsque ces intérêts ne sont pas en contradiction avec l'accumulation capitaliste. La croissance fulgurante du capitalisme en Chine et la financiarisation de l'économie chinoise que nous décrivons à la section 5.2.1 démontrent que la planification, indicative et par commande, n'a jamais réellement influencé négativement les intérêts du capital privé depuis les réformes.

6.2.4 Conclusion

En conclusion, autant le comportement des firmes publiques que la planification sont scindés par deux logiques antagoniques : la loi de la valeur et la planification. La loi de la valeur exerce son influence par l'entremise des mouvements des marchés. Elle force les compagnies à produire dans le but d'obtenir un profit et elle force ces compagnies à œuvrer sous les contraintes de la compétition. Au sein de la planification, la loi de la valeur influence le mode de production socialiste, car la planification doit se faire partiellement à travers le marché et non contre celui-ci. La planification se fait donc partiellement en influençant le taux de profit de certains secteurs ou dans certaines régions dans le but d'attirer l'investissement de la classe capitaliste et de créer un développement économique. Ainsi, la planification est présente et très extensive, mais reste compatible avec l'existence du mode de production capitaliste et de la loi de la valeur.

Cependant, la loi de la valeur ne prédomine pas dans tous les secteurs. Elle est présente au sein des mêmes entités socialistes économiques affectées par la loi de la valeur. Les entreprises publiques produisent pour générer un profit, mais dans de nombreux cas, elles peuvent produire sans nécessairement passer par la valeur d'échange à cause de la connexion qui existe entre toutes les entités économiques socialistes, ce qui est possible grâce à la planification. Elle met en place plusieurs plans qui déterminent par commande, sans passer par la loi de la valeur, l'allocation des ressources dans l'économie à travers les entreprises socialistes. Elle est utilisée lorsque le capital privé et le principe de la profitabilité ne sont absolument pas en mesure de remplir certains objectifs sociaux et d'opérer dans certains secteurs.

L'existence de la planification par commande et de la planification indicative ne sont cependant pas des signes de la domination du mode de production socialiste sur l'économie, puisque leur existence ne cause pas de contradictions fondamentales avec l'accumulation capitaliste. Au contraire, ces formes de planification sont subordonnées aux impératifs du capitalisme, car elles fonctionnent dans le cadre de ses contraintes structurelles et résultent d'une convergence d'intérêts entre les cadres locaux et le capital privé. La planification en Chine ne constitue donc pas un instrument d'accumulation socialiste avancée, mais reflète plutôt un socialisme en recul depuis les réformes. Plutôt, la planification en Chine est l'outil permettant d'augmenter au maximum la profitabilité de certains secteurs de l'économie jugés critiques au développement continu du pays sous la forme de l'accumulation continue de capital privé.

CHAPITRE 7 La loi de la valeur, la commercialisation, et leurs effets sur les classes sociales chinoises

Ce chapitre porte sur les tendances sociales créées par la dominance de la loi de la valeur et des principes marchands. De manière précise, ce chapitre analyse les changements qualitatifs retrouvés au sein des relations de production de la formation sociale chinoise avec une attention spéciale portée sur les relations de production du mode de production socialiste et sur les relations de production touchant le genre féminin. Enfin, nous analysons la tendance principale des dynamiques marchandes : la stratification générale au sein de la formation sociale chinoise. L'objectif de cette section est de démontrer de la domination croissante du mode de production capitaliste par les effets de ses tendances sur le secteur public et sur les relations de production non capitalistes de la formation sociale.

7.1 L'évolution des cadres en bourgeoisie étatique

Dans cette section, nous analyserons les conditions économiques qui ont mis en place une solidification d'un processus transitoire de classe : le phénomène de la bourgeoisie étatique. Nous argüons que la bourgeoisie étatique est un phénomène social unique à la Chine et aux autres formations sociales socialistes ayant implémenté partiellement les marchés et le capitalisme. Cette bourgeoisie étatique qui domine la superstructure chinoise depuis les années 1980 est l'une des conséquences critiques de l'introduction de la loi de la valeur et des marchés en Chine.

Comme l'explique Szymanski, la bourgeoisie étatique est une déviation du rôle de gestionnaire des cadres au sein du mode de production socialiste. Dans le mode de production socialiste, les gestionnaires de la propriété publique ont le rôle de gérer les opérations des entreprises publiques aux services de la classe ouvrière. Ces gestionnaires se transforment en bourgeoisie étatique lorsqu'ils utilisent leurs positions sociales dans le but de s'approprier des privilèges, politiques et économiques et de les léguer à leurs enfants (Szymanski 1983b, 418). Dès lors, en essence, la bourgeoisie étatique ne constitue pas une classe solidifiée, puisque sa position sociale est d'une nature transitoire. Elle est une matérialisation de plusieurs forces en contradictions au sein du mode de production socialiste. Elle possède des caractéristiques appartenant à la fois à la classe capitaliste authentique et aux gestionnaires socialistes. La bourgeoisie étatique n'existait pas durant la période de l'économie planifiée en Chine. La forme de revenu des cadres gestionnaires était uniquement salariale et ce salaire était très similaire à celui des ouvriers. De plus, la production qu'elles organisaient au sein de l'entreprise était déterminée par la planification étatique plutôt que par les principes

de rentabilité, ce qui les différencie des gestionnaires capitalistes. Les réformes libérales, à partir de 1978, ont cependant créé un processus de transformation de l'essence de ces gestionnaires.

Comme nous l'avons montré, le salaire des cadres gestionnaires depuis les réformes sous Jiang Zemin et Zhu Rongji est de 12 à 20 fois plus élevé que la moyenne salariale des travailleurs chinois. Déjà, en 1988, le salaire des cadres gestionnaires était en moyenne 5 fois supérieur à celui de leurs travailleurs et pouvait, dans certains cas, atteindre jusqu'à 9 fois ce montant. Le salaire élevé des cadres gestionnaires s'accompagnait de bonus annuels d'une valeur de 10 000 à 34 000 yuans, représentant 5 à 18 fois le salaire annuel des employés (Wang 1992, 187). Les cadres gestionnaires et les ouvriers étaient donc déjà très inégaux après une décennie de réformes libérales en Chine. Selon les données récoltées par Qi, la tendance à l'élargissement de cet écart salarial entre les cadres et les ouvriers n'a fait que s'accroître dans les années 2000. En l'espace de 5 ans, la moyenne salariale des hauts cadres d'entreprises publiques a augmenté de 337 000 yuans, tandis que celle des ouvriers n'a augmenté que de 30 000 yuans sur une période de 10 ans. Cette augmentation rapide des salaires des cadres s'est accompagnée par l'octroi aux gestionnaires publiques des parts du capital de l'entreprise. Notamment, les cadres gestionnaires reçoivent des actions de leurs compagnies ayant une valeur pouvant atteindre 100 millions de yuans par année (Qi 2020, 611-12).

Ces deux aspects, à savoir les salaires très élevés des gestionnaires et leur détention d'actions dans leurs propres entreprises, transforment fondamentalement la relation de production au sein de ces firmes pour 3 raisons. Premièrement, la différence salariale entre les cadres gestionnaires et les travailleurs n'est pas le reflet d'une productivité accrue. Comme nous l'avons déjà expliqué, la productivité individuelle ne peut être comparée qu'au sein d'un même processus de production utilisant le même capital, et non entre différents secteurs ou processus de production. La différence salariale, dans le capitalisme, repose donc sur la rareté de la spécialisation de certains types de travail, qui indique que la différence salariale est une différence de pouvoir plutôt qu'une différence de productivité. Les cadres gestionnaires reçoivent ainsi de très grands salaires, puisque ces salaires tendent à être déterminés par la puissance marchande de ce type de spécialisation. Deuxièmement, le salaire élevé des cadres gestionnaires est accompagné de nombreux bonus, qui dépendent de la rentabilité de la firme publique d'un point de vue marchand. Troisièmement, le salaire des cadres gestionnaires est accompagné par la possession d'actions dans la firme publique, leur permettant de percevoir une part des profits de la firme. Selon le deuxième et le troisième point, le revenu des cadres gestionnaires dépend de la rentabilité d'un point de vue marchand de la firme publique. La richesse personnelle des cadres gestionnaires dépend alors du montant produit au-delà des salaires versés aux ouvriers de la firme publique, ce qui correspond précisément à une relation de production capitaliste. Dès lors, au sein même de la firme publique, les cadres gestionnaires occupent une position analogue à celle

capitaliste. De plus, dans la formation sociale chinoise dans laquelle le mode de production capitaliste est prédominant, la grande richesse des cadres gestionnaires peut être très facilement convertie en capital investi au sein des firmes publiques et privées. Par exemple, le gouverneur de la Banque de Chine, Liu Jin, indique ouvertement qu'il investit au sein des banques chinoises pour augmenter sa richesse personnelle (*Meiri Jingji Xinwen* 2023).

Les cadres gestionnaires représentent une classe bourgeoise étatique qui possède des intérêts très similaires à la bourgeoisie privée en Chine, puisque le revenu de ces deux classes dépend des actions qu'elles possèdent au sein des firmes publiques et privées. Ces cadres gestionnaires sont une classe aujourd'hui au service autant de l'État que de la bourgeoisie privée, puisqu'ils administrent le processus de l'exploitation de la classe ouvrière au sein des firmes publiques. La bourgeoisie étatique est donc une classe aussi contradictoire que les firmes publiques dans lesquelles elles œuvrent. La loi de la valeur et les principes marchands semblent cependant être relativement dominants, selon les souhaits du Parti depuis les réformes, puisque la profitabilité de l'entreprise est ce qui unit les multiples groupes d'intérêts détenant la propriété de la compagnie. Dès lors, d'un point de vue conceptuel, moins une firme est profitable, par exemple en raison d'une très grande composition organique du capital, moins le cadre gestionnaire adoptera les caractéristiques de la bourgeoisie étatique, puisque les investisseurs privés et le marché en général détiendront une moins grande force de détermination sur les comportements de la firme, tandis que la planification étatique sera puissante.

Cette différenciation de classe entre les cadres et la classe ouvrière n'échappait pas à cette dernière. Dans les années 80, les travailleurs exprimaient un profond mécontentement face à cette croissance des inégalités dans la société chinoise et entretenaient des relations très négatives avec les cadres gestionnaires comparativement à la période maoïste. Une enquête révélait que 76% des travailleurs considéraient leurs relations avec leurs directeurs comme négatives (Wang 1992, 188). La relation entre les cadres gestionnaires et les ouvriers à la fin des années 80 était souvent marquée par des tensions et prenait fréquemment une tournure violente. Dans les villes chinoises, des centaines de cas de conflits violents entre les ouvriers et les gestionnaires avaient lieu, se terminant parfois par des agressions physiques contre ces derniers, et, dans certains cas, par leur mort. À cette époque, bien que les gestionnaires vécussent dans les mêmes quartiers que leurs ouvriers, ils occupaient des appartements nettement plus luxueux. Un grand nombre de ces gestionnaires avaient installé des grilles en fer sur les portes et les fenêtres de leurs appartements et engageaient des gardes du corps pour se protéger contre les ouvriers (Wang 1992, 195). Cette transition des cadres gestionnaires en bourgeoisie étatique est donc un processus violent qui a été fortement combattu par la classe ouvrière chinoise.

La formation de la classe bourgeoise étatique n'a pas uniquement pour sujet les cadres gestionnaires, mais aussi les hauts cadres du gouvernement. Les apparences que prend cette transition au sein de ces deux groupes sont cependant différentes. Pour la bourgeoisie étatique, le népotisme et les liens familiaux sont centraux. Comme Szymanski (1983b, 419) le décrit, la solidification de la bourgeoisie étatique en classe sociale survient lorsque les gestionnaires ou les hauts cadres veulent solidifier leurs privilèges et les reproduire socialement en les distribuant à leurs enfants, surtout par l'entremise du marché. Tandis que la position sociale des cadres gestionnaires dépend en premier lieu de leur contrôle des firmes publiques et d'une partie de leurs actions, qui leur permet d'obtenir un revenu pouvant à la suite être investi au sein de l'économie capitaliste, les hauts cadres dépendent de manière critique de leurs capacités à transformer leur pouvoir politique en capital privé. Pour ce type de bourgeois étatique, autant le pouvoir économique privé que le pouvoir politique ont tendance à se transmettre de génération en génération. Pour cette raison, la bourgeoisie étatique est une classe qui entretient des liens très puissants avec la bourgeoisie privée. Dans bien des cas, les frontières sont floues entre ces deux groupes.

Nous pouvons d'abord illustrer cette solidification de la classe bourgeoise étatique en prenant comme exemple les liens familiaux entre les hauts cadres de la Chine. Les enfants de Wen Jiabao, de Jiang Zemin, de Hu Jintao, de Li Peng, qui étaient les plus grands cadres de Chine avant l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, sont tous directeurs d'entreprises publiques. Par le pouvoir politique de leurs parents, les enfants des hauts cadres sont capables d'obtenir des postes de gestionnaires de firmes, une position de classe identique à celle de leurs parents. La solidification de la bourgeoisie étatique se fait donc par le népotisme lorsque la bourgeoisie étatique se confine aux limites de la bureaucratie étatique. Ce népotisme n'est pas un phénomène normalement retrouvé au sein des économies socialistes planifiées. Il est plutôt un produit des réformes économiques de la fraction libérale du Parti. Les enfants des hauts cadres à l'époque de l'économie planifiée ne pouvaient accéder que très rarement à de très hauts postes au sein de la bureaucratie. C'est à partir de 1977 que ce phénomène a débuté. Il s'est par la suite généralisé à partir de 1987 pour partiellement diminuer lors de l'administration de Xi Jinping (Zhang 2019, 176-77). L'un des signes importants qui indiquent que la position sociale des hauts cadres se solidifie en une classe sociale distincte, une bourgeoisie étatique, se trouve dans le fait que les privilèges, dont les enfants de ces cadres profitent, n'ont pas nécessairement de liens directs avec les souhaits de leurs parents. Plutôt, leurs privilèges viennent de leurs identités collectives. C'est ce lien indirect qui les privilégie comparativement aux personnes qui n'ont pas de liens familiaux avec la grande bureaucratie. Puisque tous les membres de la bureaucratie appartiennent à un même groupe de statut, ils s'accordent des privilèges automatiquement et exercent une discrimination envers ceux qui n'en font pas partie, y compris les puissants capitalistes. Il est aussi à noter qu'au sein de la haute bureaucratie étatique, ce groupe de statut inclue presque exclusivement les enfants mâles (Zhang 2019,

185). Pour les hauts cadres, le privilège d'œuvrer au sein de la haute bureaucratie est donc un droit patrilinéaire.

Nous pouvons ensuite illustrer le caractère transitoire de la bourgeoisie étatique par les liens qu'elle détient avec le capital privé. Par exemple, les enfants et les petits enfants des hauts cadres amassent des fortunes gigantesques au sein du secteur financier du mode de production capitaliste. Par exemple, Liu Lefei, le fils d'un membre du Politburo, et Alvin Jiang, le petit-fils de Jiang Zemin, sont à la tête de sociétés d'investissement privées (Barboza et Lafraniere 2012). La femme de Wen Jiabao possède une grande quantité d'actifs immobiliers et des actions au sein de bijouteries. Les frères de Wu Bangguo, un ancien vice-premier ministre de la Chine, sont propriétaires de firmes privées d'investissement. De plus, le fils de Jiang Zemin, Jiang Mianheng, est l'un des fondateurs de la compagnie privée *Semiconductor Manufacturing Corporation* (*Der Spiegel* 2012). Selon une étude qui a identifié 134 membres des familles immédiates des membres du Politburo et de son Comité permanent, 39 membres sont des dirigeants d'entreprises privées et 61 sont des investisseurs privés ou des capitalistes (Chen et Kung 2019, 197). Donc, 29,1% des membres familiaux des membres du Politburo sont des bourgeois étatiques, tandis que 45,52% sont des capitalistes. De plus, les cadres de la fraction libérale du Parti communiste dans les années 80 et 90 avaient tous au sein de leurs familles de grands capitalistes. Les deux fils de Deng Xiaoping étaient devenus des capitalistes financiers aux commandes de grandes banques capitalistes dans les années 80. Les fils de Zhao Ziyang possédaient des entreprises privées dans les zones économiques spéciales, lesquelles étaient spécialisées dans la superexploitation de la paysannerie. Selon un rapport de l'Académie chinoise des sciences sociales en 2008, la valeur collective de la richesse des 2900 enfants des hauts cadres s'élevait à 2 milliards de milliards de yuans (Brown 2014, 40). Comme Meisner l'argue, les hauts cadres du Parti communiste ont utilisé leur pouvoir politique au courant des réformes économiques dans le but d'augmenter leurs richesses personnelles (Meisner 1996b, 326-29). Dès lors, la bourgeoisie étatique et la bourgeoisie authentique sont hautement connectées par les liens familiaux des élites politiques du Parti.

Bien que les hauts cadres se soient convertis à la fois en bourgeoisie d'État et en bourgeoisie privée dans les années 80, les cadres gestionnaires d'entreprises n'ont pu légalement suivre cette voie qu'à la fin des années 90. Sous l'économie planifiée, bien que les cadres dans le mode de production socialiste chinois détinssent certains privilèges comparativement aux ouvriers, ces privilèges ne pouvaient pas être transformés en capital privé. Dès lors, bien que les cadres étaient définitivement très éloignés et même coupés de la classe ouvrière, ils ne formaient pas encore une classe distincte. Ils étaient coupés de la classe ouvrière en Chine, puisqu'ils ne partageaient pas les mêmes résidences, les mêmes écoles, les mêmes hôpitaux, etc. En d'autres mots, ils ne partageaient pas les mêmes lieux de reproduction sociale que la classe

ouvrière. Cependant, depuis la fin des années 90, la nature de classe de la fraction de la bourgeoisie étatique représentée par les cadres gestionnaires ne se forme pas par la corruption, mais plutôt par des voies totalement légales. Leurs positions sociales de hauts dirigeants leur permettent d'accumuler une immense richesse qui se convertit aisément et rapidement en capital privé par grâce aux mécanismes des marchés. Dès lors, à partir de cette époque, la bourgeoisie étatique s'est consolidée comme une classe sociale distincte et séparée de la classe ouvrière. Elle tend progressivement à se transformer en une bourgeoisie privée à part entière, processus qui s'accomplit généralement sur une ou deux générations familiales. Cependant, il est à noter que les cadres et la bourgeoisie sont encore deux classes distinctes. Les enfants des cadres, tout comme les enfants de la bourgeoisie, tendent à reproduire socialement la même position de leurs parents et les barrières entre les deux groupes restent assez élevées. La bourgeoisie privée dans les villes ne devient que très rarement des cadres (Lu et Fan 2021, 14). Cependant, comme nous l'avons noté dans le chapitre sur le mode de production patriarcal, les cadres dans les milieux ruraux sont presque tous à la fois des capitalistes.

Dès lors, la loi de la valeur, par l'existence des marchés et par l'augmentation marquée des salaires des cadres dirigeants, tend à créer une bourgeoisie étatique et un embourgeoisement des cadres, phénomène qui transforme le mode de production socialiste en mode de production capitaliste. Les plus hauts sommets du pouvoir du Parti sont le point de convergence entre les deux formes de bourgeoisie. De manière contradictoire, c'est cette convergence entre la classe bourgeoise authentique et la classe bourgeoise étatique au sein du Parti qui, depuis la fin des années 1990, a cimenté la Chine dans son stade actuel de développement. Elle freine toute transition vers les stades supérieurs du mode de production socialiste et empêche l'élimination du mode de production capitaliste. Dès lors, contrairement aux hauts cadres de l'Union soviétique qui ont introduit eux-mêmes le mode de production capitaliste afin d'acquérir le potentiel d'accumuler des richesses importantes et d'être réellement aux commandes de leurs sociétés en s'alliant à Boris Yeltsin, le président de la Russie, contre le Parti communiste de l'Union soviétique au début des années 1990 (Kotz et Weir 1997, 110-15), les cadres et les hauts dirigeants chinois n'ont pas eu à détruire le Parti communiste chinois pour se transformer en bourgeoisie. La dictature du Parti sans la dictature du prolétariat se maintient en Chine en raison de la montée en puissance de la bourgeoisie étatique dans les années 1980, phénomène que Kotz et Weir considèrent comme étranger aux économies planifiées. Le mode de production capitaliste et ses tendances dominant alors largement la superstructure de la formation sociale chinoise.

7.2 L'universalisation du surtravail en Chine dans le secteur étatique

Comme nous l'avons analysé à la section 5.2.4, le surtravail dans le contexte du mode de production capitaliste s'explique par la nécessité pour celui-ci d'augmenter le taux de profit en allongement la journée

de travail sans augmenter le salaire des employés. Ceci correspond à l'augmentation du taux de plus-value absolue comme décrit par Marx. Cette augmentation est déterminée par la baisse du taux de profit, qui nécessite une augmentation du taux d'exploitation de la force de travail. En Chine, la classe capitaliste peut aisément accroître le taux d'exploitation, puisque les salaires ne sont pas déterminés en fonction du nombre d'heures travaillées, mais sont plutôt fixés sur une base mensuelle. Il est donc dans l'intérêt des capitalistes d'allonger les heures et les journées de travail au maximum, car ceci augmente radicalement le surproduit des entreprises sans augmenter la valeur du capital variable. Même si cette pratique est illégale selon les lois du travail de la Chine, le gouvernement ne protège pas en général les travailleurs et permet aux capitalistes d'augmenter au maximum le taux d'exploitation. Le surtravail est donc un phénomène qui n'apparaît que sous les contraintes imposées par le mode de production capitaliste. Cependant, au sein de ce que nous avons nommé jusqu'à présent le mode de production socialiste, composé par les entreprises d'État et le gouvernement, la force de travail tend à souffrir de plus en plus de surtravail. Ce surtravail cause une condition chronique de surmenage parmi les travailleurs, menant dans plusieurs cas à des morts subites. Nous illustrerons ce point à l'aide d'une analyse empirique du surtravail dans quelques secteurs du mode de production socialiste.

7.2.1 Le surtravail dans le secteur des services de santé public

Le système médical chinois est sous la propriété de manière prédominante du secteur public. Ce système public depuis les réformes est cependant hautement commercialisé. La rentabilité des services est l'une des caractéristiques déterminantes des investissements dans ce secteur. La tendance dans les hôpitaux publics est donc de produire le plus d'argent possible avec la plus petite quantité de ressources. Il est donc dans l'intérêt des hôpitaux d'augmenter la charge de travail du personnel. Selon un éditorial de l'Hôpital général du Guangdong et de l'Académie des sciences médicales du Guangdong, 37% des médecins travaillent plus de 60 heures par semaine, 33% entre 51 et 60 heures, et 28% entre 40 et 50 heures. Les docteurs travaillent donc au-delà du maximum des heures permises par la loi du travail. De plus, 47% ont moins d'une journée de repos, tandis que 51% bénéficient d'une à deux journées de repos hebdomadaires. Par ailleurs, 75% d'entre eux n'ont jamais eu accès à des congés payés (Deng et al. 2017). Près de la moitié des docteurs travaillent chaque jour sans aucun congé. En théorie, la moitié des docteurs disposent d'un à deux jours de congé par semaine, mais, en pratique, ces périodes sont utilisées pour mener des travaux de recherche, indispensables pour obtenir des promotions dans un système hautement compétitif. En moyenne, les médecins consacrent 50 % de leur temps de repos à ces recherches non rémunérées (Deng et al. 2017). On peut donc en conclure que la majorité d'entre eux ne bénéficient d'aucune véritable journée de repos. Le taux de plus-value absolue de ces hôpitaux commercialisés est donc très haut.

Cependant, depuis les réformes, c'est aussi l'intensité du travail qui a largement augmenté. La charge de travail a doublé pour les docteurs entre 2007 et 2019. Entre 2007 et 2019, si le nombre de docteurs a progressé de 85%, le nombre de patients a pour sa part augmenté de 163%. En 2019, les docteurs travaillant dans les hôpitaux tertiaires en Chine recevaient en moyenne 100 patients par jour. À titre comparatif, les docteurs dans les pays développés n'en reçoivent que de 50 à 60. Cette grande croissance de la charge de travail des docteurs depuis les années 2000 explique les décès liés au surmenage (Liang et al. 2022, 6-7). En raison de cette quantité extrême de travail, de 2012 à 2017, 45 docteurs sont décédés subitement. La moitié d'entre eux sont décédés après avoir travaillé pendant plus de 12 heures consécutives (Deng et al. 2017). La quantité de morts causés par le surmenage chez les docteurs a largement augmenté avec les années. Selon une étude, en 2007, uniquement deux morts subites ont été reportées, tandis qu'en 2017 le nombre de décès s'élevait à 34 (XU et al. 2020, 2253). Il convient cependant de noter que les données de ces études se basent sur une cueillette d'information dans les médias chinois, puisqu'aucune statistique officielle n'existe, ce qui sous-estime largement le nombre réel de décès causés par le surtravail chez les médecins.

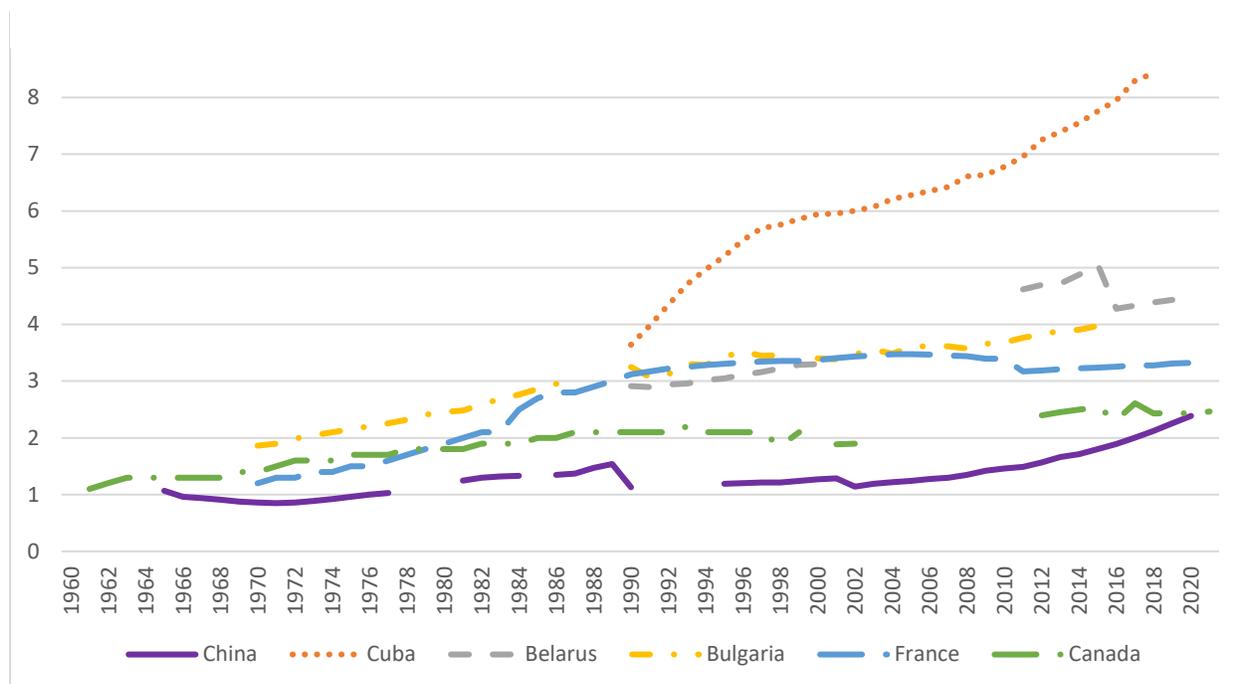
Ce ne sont pas uniquement les docteurs qui souffrent de surtravail dans le système médical chinois. Selon une étude, 85% des infirmiers et des infirmières souffrent de surtravail (T et al. 2023, 275). Selon un questionnaire mené en 2017, 50% des infirmiers et des infirmières souffraient d'épuisement professionnel à cause des longues heures de travail et 70% déclaraient vouloir changer d'emploi en raison des mauvaises conditions de travail. Par ailleurs, 67,7% des infirmières et des infirmiers étaient des employés contractuels, tandis qu'uniquement 32,3% bénéficiaient d'un emploi permanent au sein des hôpitaux (Zhang et al. 2020, 1-3). Les salaires des infirmiers et des infirmières sont aussi complètement déterminés par le marché. Selon un rapport, leurs salaires dans les grandes villes sont plus hauts puisque la demande est généralement élevée, bien que ceux-ci doivent généralement travailler plus de 12 heures par jour. Cependant, dans les petites et moyennes villes chinoises, leurs salaires pouvaient être aussi bas que 1000 yuans par mois, puisqu'il y avait beaucoup plus d'infirmiers et d'infirmières comparativement aux emplois disponibles dans les hôpitaux. En conséquence, ils subissent un surtravail encore plus intense que leurs collègues des grandes villes (China Labour Bulletin 2018).

L'une des causes du surtravail est le sous-développement des ressources médicales chinoises. En comparaison avec les pays développés qui ont en moyenne 2,8 docteurs par 1000 habitants, la Chine n'en compte que 1.2 (Shan et al. 2017, 98). Comme la Figure 3.1 le montre, le nombre de docteurs par habitant est relativement bas, même en comparaison avec d'autres pays d'un niveau de développement similaire, et surtout avec les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, bien que la Chine soit maintenant plus riche et plus développée que ces derniers. Les réformes de 1989 ont largement réduit le nombre de docteurs en

Chine et le pays n'a atteint le nombre qu'elle avait en 1989 qu'en 2012. La Chine a donc partiellement perdu 23 ans de développement médical en raison des réformes marchandes du système de santé et de la destruction partielle du mode de production socialiste. Comme la Figure 3.2 montre, ses dépenses de santé en pourcentage du PIB sont relativement basses. En contraste, l'Union soviétique, un modèle de socialisme qualitativement mature, possédait 1/3 de tous les docteurs au monde, en 1985, et l'affichait le deuxième plus haut taux de docteurs par habitant (Cromley et Craumer 1990, 132). Le pourcentage de la valeur des dépenses médicales dans le PIB, passant de 3,17% en 1980 à 4,82% en 1998 (Liu et al. 2003, 217). Toutefois, d'après les données de la Banque mondiale, ce pourcentage a baissé de 2000 à 2007. Par ailleurs, bien que les dépenses aient augmenté de 1980 à 1998, le pourcentage de ces dépenses de la part des individus aussi monté en flèche, passant de 23,2% à 57,8%. Simultanément, la couverture par l'assurance médicale a reculé, touchant seulement 23,6% de la population en 1998 contre 30,2 % en 1993. Ceci s'est accompagné par une inflation très rapide des prix des services médicaux (Liu et al. 2003, 217).

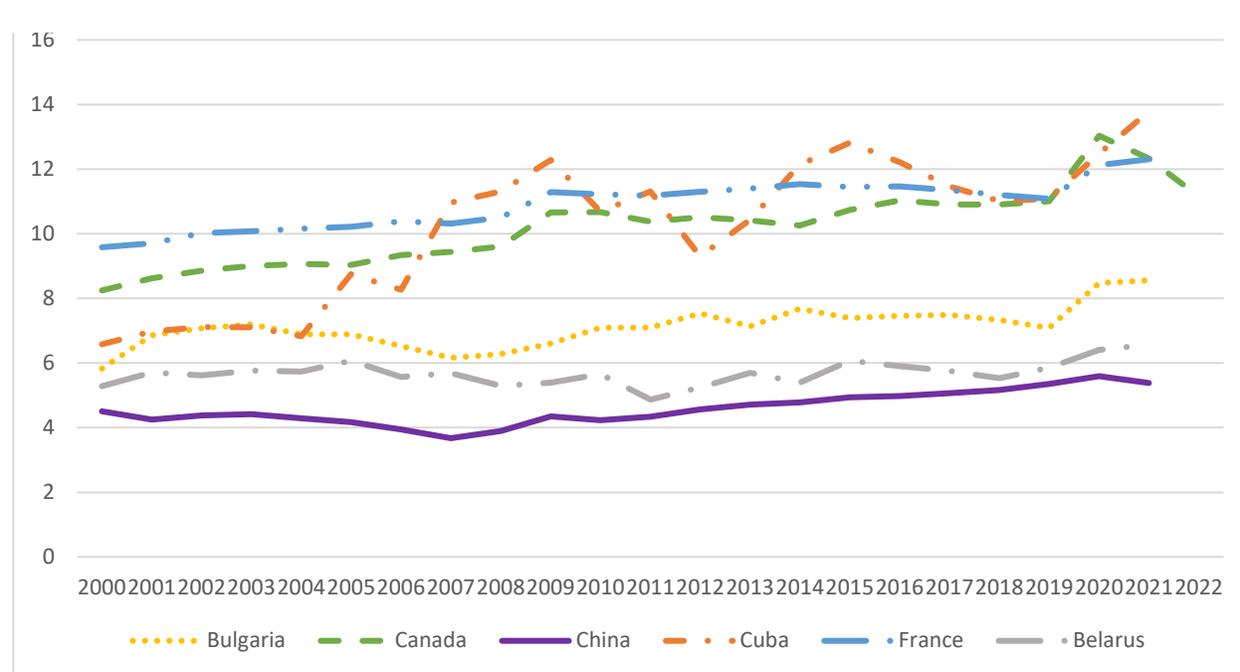
Dès lors, bien que les dépenses en santé aient augmenté durant la période des réformes, ceci n'est pas le signe d'un développement des services médicaux. Plutôt, cette augmentation est le signe d'une privatisation et d'une commercialisation du système médical qui a eu pour effet d'augmenter les prix et d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail médicale en Chine. Ce sous-développement des ressources médicales, combiné au caractère marchand de ce secteur, détermine le type de relations de production qui s'y développent, basées sur l'obtention d'une plus-value. De plus, la tendance dans le secteur des soins de santé depuis 2009 est vers la privatisation des hôpitaux et des cliniques. Ces privatisations sont entreprises par le gouvernement central et les gouvernements locaux dans le but de réduire leurs dépenses, tandis que les travailleurs dans ce secteur luttent contre toutes privatisations, puisqu'ils ne veulent pas perdre le contrôle de la propriété de ces hôpitaux et puisqu'ils reconnaissent qu'une privatisation amène sans exception une diminution des salaires et une baisse des conditions de travail. De nombreuses grèves ont ainsi été organisées par les travailleurs de ce secteur, qui ont parfois atteint leurs objectifs et ont parfois fini par des combats de rues contre les forces de l'État (China Labour Bulletin 2024, 43). Le secteur public des soins de santé depuis les réformes a donc tendance à se privatiser et à adopter des caractéristiques bourgeoises.

Figure 7.1 Docteurs par 1000 habitants



Source : Banque mondiale

Figure 7.2 Dépenses courantes de santé (% du PIB)



Source : Banque mondiale

7.2.2 Le surtravail des enseignants et des cadres de bas niveau

Les professeurs d'université en Chine sont aussi victimes de surtravail : ils travaillent en moyenne 52,3 heures par semaine sur leur lieu d'enseignement et poursuivent généralement leur travail jusqu'à 23h durant les fins de semaine. De plus, en moyenne, le temps de déplacement quotidien des professeurs est de deux heures (Qunxue Shuyuan 2024). Les conditions de travail se sont aussi de plus en plus détériorées dû à l'environnement de compétition extrême au sein des universités. À l'ère de l'économie planifiée, les professeurs avaient la garantie de l'emploi à vie. Dans les années 80, les réformes ont donné de l'autonomie aux universités pour qu'elles puissent recruter et licencier librement leurs personnels. À partir de 2003, l'université de Pékin a adopté un système très similaire à celui des pays occidentaux à la suite des réformes néolibérales de leurs systèmes d'éducation où les jeunes professeurs doivent gagner leurs promotions pour obtenir une sécurité d'emploi au sein de leurs départements. Par la suite, le système a été adopté partout en Chine. Les universités emploient plusieurs milliers de jeunes professeurs sans toutefois leur offrir, sauf à une poignée d'entre eux, le statut de professeur adjoint avec un contrat à long terme. Tandis que les professeurs plus âgés qui ont été recrutés avant les années 2000 conservent la sécurité liée à l'emploi public, cette possibilité pour les jeunes professeurs chinois a disparu. La majorité des universités chinoises appliquent en effet des mesures discriminatoires en imposant une limite d'âge lors du recrutement. Ainsi, les jeunes chercheurs non sélectionnés sont, en pratique, exclus à vie du monde académique, leur âge les empêchant de postuler à nouveau dans des institutions préférant embaucher à chaque cycle de nouveaux professeurs contractuels à court terme (Liu 2021). La croissance du surtravail des professeurs s'est donc faite au même moment que la néolibéralisation des universités chinoises.

Les universités ont adopté ce système basé sur la compétition extrême dans le but d'augmenter la productivité de leurs employés sans augmenter les salaires ou le taux de capital variable utilisé au sein du processus de production. Le contrat à court terme lors de la première période d'emploi inclut des subventions au logement, lesquelles doivent être entièrement remboursées si les exigences contractuelles ne sont pas satisfaites. Cette clause impose une grande perte de revenu aux employés incapables de répondre à ces attentes. Pour espérer obtenir un contrat à long terme, les jeunes professeurs doivent répondre à une liste exigeante de critères incluant, entre autres, la publication de plusieurs articles dans les meilleurs journaux académiques, l'obtention de financement, etc. De plus, tandis que les exigences pour avoir accès au contrat de professeur à long terme ont augmenté, la quantité de postes disponible a décliné. Par exemple, en 2005, 221 300 postes étaient ouverts, tandis qu'en 2022, ce nombre avait baissé pour atteindre 92 600. Dès lors, il ne suffit pas d'atteindre les exigences requises pour obtenir les postes pour les jeunes professeurs. Il faut plutôt les dépasser. Ils peuvent être amenés à rédiger chaque année jusqu'à 6 à 10 articles, ce qui représente une quantité énorme d'heures de travail (Luo et Wang 2024). En outre, puisque les jeunes professeurs et les doctorants sont hautement dépendants sur leurs superviseurs, ces derniers ont tendance à les exploiter en

leur faisant écrire leurs articles, en leur confiant la garde de leurs enfants, en les obligeant à effectuer des tâches ménagères à leur domicile, etc. (Zhang et Chen 2020). La relation peut être qualifiée de clientélisme, où le patron, le superviseur, exploite le client, l'étudiant ou le jeune professeur. En retour, le client reçoit l'appui du superviseur pour assurer son poste au sein d'un département dans le futur. Ceci peut aussi augmenter largement la charge de travail des professeurs.

Les conditions de travail, qui se sont rapidement détériorées dans les universités en Chine, s'expliquent par la commercialisation des universités en Chine. L'économie politique du système universitaire chinois repose sur la compétition extrême entre universités, lesquelles rivalisent pour obtenir les financements de l'État. Dans un contexte où elles sont tenues de produire le plus possible avec le moins de ressources, elles ont implémenté le système universitaire néolibéral d'Occident. La productivité étant privilégiée par rapport au bien-être de la main-d'œuvre académique, les universités adoptent de multiples méthodes leur permettant d'exploiter au maximum leurs forces de travail. Dès lors, les universités chinoises acquièrent de plus en plus une essence ressemblant au capitalisme d'État, leurs comportements et leurs méthodes de production prennent largement l'apparence des méthodes de gestion des entreprises capitalistes. Cette dynamique entraîne une compétition féroce, le surtravail, le surmenage, et, dans certains cas, le décès de membres du corps professoral. De ce fait, selon une étude de Bao Wei, un chercheur à l'École d'éducation de l'Université de Pékin, l'État de santé physiologique et psychologique des professeurs d'université se détériore d'année en année, et 70% d'entre eux, en particulier les jeunes et ceux d'âge moyen, souffrent de problèmes de santé (Koyan Pai 2024).

Le surtravail et le surmenage sont des phénomènes qui touchent aussi les enseignants des écoles primaires et secondaires. Selon une enquête, la moyenne d'heures de travail par semaine chez ces enseignants est de 54,5 heures. Les heures de travail réelles sont toutefois bien supérieures à ce nombre, puisque les enseignants doivent corriger les travaux des étudiants et préparer leurs classes, ce qui occupe en moyenne 25% de leur temps de repos (Sohu 2021). Le surmenage des enseignants, qui s'ajoute à la charge de travail supplémentaire qu'amènent les applications comme WeChat, qui permette aux parents de les contacter à toute heure, détruit la santé physique et mentale des enseignants chinois. Selon plusieurs, ce phénomène résulte de l'environnement éducationnel très compétitif de la Chine depuis la fin des années 90, et qui alourdit fortement la charge de travail des enseignants et des étudiants (Tan 2024).

Les cadres de bas niveau dans les municipalités et les cantons des campagnes souffrent aussi de surtravail et de surmenage. Selon une enquête menée par les gouvernements locaux, la norme de temps de travail quotidien dans la bureaucratie de bas niveau en Chine est de 10 à 11 heures au minimum (Xinhua 2018a).

De plus, ces cadres n'ont que très rarement des congés. Plusieurs ont uniquement accès à une ou deux journées de congé par mois. Ils travaillent donc beaucoup plus que ce que la loi du travail chinoise permet sans percevoir une rémunération des heures supplémentaires (*Xinhua* 2018b). Donc, autant les travailleurs de secteur des soins de santé, les cadres de bas niveau, les professeurs d'université et les enseignants en Chine souffrent de surtravail et dans bien des cas, ne sont pas payés pour leurs heures supplémentaires.

7.2.3 La relation contradictoire entre le surtravail et le socialisme

Dès lors, l'un des mouvements importants retrouvés dans la formation sociale chinoise depuis les réformes est l'implantation d'un régime du travail basé sur le surtravail des employés au sein de l'économie étatique similaire à celui du capitalisme. Comme nous l'avons noté auparavant, les ouvriers du secteur public travaillent en moyenne moins longtemps que ceux du secteur privé. Le surtravail, caractéristique du mode de production capitaliste et motivé par le besoin de la classe capitaliste d'augmenter le taux de plus-value absolu pour contrer la tendance à la baisse du taux de profit, n'est théoriquement pas censé se retrouver au sein du mode de production socialiste. Cependant, en Chine, les travailleurs du secteur public sont aussi victimes de surtravail. Comment expliquer, dès lors, la présence de ce phénomène plutôt associé au capitalisme au sein du socialisme? Nous argüons que ceci est causé par la tendance à la transformation du mode de production socialiste en mode de production capitaliste étatique, causée par l'introduction des principes marchands et de la loi de la valeur. Ce processus représente un mouvement se situant à l'opposé du mouvement authentique propre au sein du mode de production socialiste : la croissance du temps libre.

Pour Marx, la réduction du temps de travail des individus est le prérequis de base pour assurer la liberté des individus. Cette diminution du temps de travail en théorie permise par l'augmentation de la productivité du travail. Cependant, la contradiction essentielle retrouvée au sein des sociétés de classes empêche cette réduction pour la grande majorité des individus. Une citation de Marx dans ses manuscrits économiques de 1861-1863, démontre cette contradiction :

Si tous sont forcés de travailler, si l'opposition entre gens accablés de travail et oisifs disparaît - et cela serait en tout cas la conséquence du fait que le capital cesse d'exister, que le produit ne confère plus un titre sur le surplus labour d'autrui - et si, en outre, on fait entrer en ligne de compte le développement des forces productives tel que le capital l'a provoqué, la société produira en 6 heures l'abondance [abondance] nécessaire, plus qu'elle ne le fait maintenant en 12 heures, et en même temps, tous auront 6 heures de «disposable time» [temps disponible], tous auront la vraie richesse; du temps qui n'est pas absorbé par un travail immédiatement productif, mais est destiné à l'enjoyment [aux plaisirs], au loisir, [de telle sorte] qu'il procure un espace pour une activité et un développement libres. Le temps est l'espace du développement des faculties [facultés], etc. On sait que les économistes eux-mêmes justifient le slave-labour des wages-labourers [l'esclavage des travailleurs salariés] parce qu'il crée du loisir, du temps libre pour d'autres, pour une autre fraction de la société - et ce faisant, pour la société des wages-labourers. (Marx 1974, 300)

Dans les sociétés de classes, les classes dominantes détiennent la capacité de monopoliser les résultats du développement social. De ce fait, l'augmentation de la productivité du travail qui a lieu tout particulièrement sous le capitalisme ne diminue pas le temps de travail des producteurs, puisque les gains de l'augmentation de la productivité sont capturés par la bourgeoisie.

(La création de beaucoup de temps disponible en plus du temps de travail nécessaire pour la société en général et pour chacun de ses membres (c.-à-d. de loisir pour que se développent pleinement les forces productives des individus, et donc aussi de la société), cette création de non-temps de travail apparaît du point de vue du capital, comme du point de vue de tous les stades précédents, comme non-temps de travail, comme temps libre pour quelques-uns. Le capital ajoute ceci, qu'il augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens de l'art et de la science, parce que sa richesse consiste directement en l'appropriation de temps de surtravail; étant donné que son but est directement la valeur, non la valeur d'usage. Il contribue ainsi, malgré lui, activement à la création des moyens du temps social disponible tendant à réduire le temps de travail pour la société tout entière à un minimum décroissant et à libérer ainsi le temps de tous aux fins de leur propre développement. Mais sa tendance est toujours de créer d'un côté du temps disponible**, et, d'un autre côté, de le convertir en surtravail. S'il réussit trop bien dans la première entreprise, il souffre alors de surproduction et le travail nécessaire se trouve interrompu faute de ce que du surtravail** puisse être valorisé par le capital. Plus cette contradiction se développe, plus il s'avère que la croissance des forces productives ne peut plus être enchaînée à l'appropriation de surtravail** d'autrui, mais qu'il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail. Lorsqu'elle a fait cela - et que, par-là, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire —, alors, d'un côté, le temps de travail nécessaire aura sa mesure dans les besoins de l'individu social, d'un autre côté, le développement de la force productive sociale croîtra si rapidement que, bien que la production soit désormais calculée pour la richesse de tous, le temps disponible** de tous s'accroîtra. Car la richesse réelle est la force productive développée de tous les individus. Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme étant elle-même fondée sur la pauvreté et le temps disponible comme existant dans et par l'opposition au temps de surtravail ou à la position de l'intégralité du temps d'un individu comme temps de travail et donc à la dégradation de cet individu en simple travailleur, entièrement subsumé sous le travail. La machinerie la plus développée force donc l'ouvrier à travailler maintenant plus longtemps que ne le fait le sauvage ou que lui-même ne le faisait avec les outils les plus simples, les plus rudimentaires.) (Marx 2018, 663-64)

Comme Marx l'explique, cette croissance du temps de travail est une caractéristique du capitalisme. Le capitalisme fonctionne sur la base de la production d'un surproduit. Les conditions internes du capitalisme tendent à créer une diminution du temps de travail requis à la production des produits. Les relations de production capitaliste produisent donc un surplus de temps, qui doit être converti en surproduit afin de réaliser le capital de la bourgeoisie. La croissance de la productivité, ou en d'autres mots des forces productives, causent donc à la fois un surplus de temps disponible à la société et l'augmentation du temps de travail pour la masse de la population. Ce n'est que sous le socialisme que ce que Marx appelle l'existence antithétique du surplus de temps dans la société peut être détruit.

En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite. De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire et de le faire, quels que soient la structure de la société et le mode de la production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais, en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail. (Marx 1976, 742)

Dans ce passage, Marx fait allusion au caractère du temps libre au sein du socialisme et du communisme. Il nous indique que dans le socialisme, le royaume de la nécessité est toujours la logique dominante, puisque les forces productives ne sont pas encore développées. Ce n'est que dans le communisme, où la logique dominante est celle du royaume de la liberté, que les individus atteignent une réelle liberté par la réduction radicale du temps de travail manuel quotidien. Marx n'indique pas que dans le royaume de la nécessité, le surtravail est la condition à l'atteinte du royaume de la liberté. Bien au contraire, il associe le surtravail à la dominance d'une force aveugle qu'il attribue tantôt à la nature, tantôt – et plus fréquemment – aux relations fétichistes du marché. Dans le socialisme, où les producteurs associés contrôlent les processus de production, le travail se fait « en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. » La création des forces productives nécessaires à l'atteinte du communisme ne devrait donc pas reposer sur le surtravail ni sur la superexploitation de la force de travail, mais s'opérer dans des conditions de travail supérieures à celles du capitalisme ou de tout autre mode de production. Ceci s'explique par le fait que, dans le mode de production socialiste, la richesse est calculée directement par la croissance du temps libre des individus, par opposition à la forme fétiche qu'est la valeur d'échange. C'est ce temps libre qui est la vraie richesse de l'humanité, qui lui permet son développement sous toutes ses facettes. Le mouvement fondamental du socialisme réside ainsi dans la création de ce temps libre, permettant à chacun de se développer pleinement.

En Chine, c'est le mouvement contraire qui s'est réalisé depuis les réformes. À mesure que la loi de la valeur et la logique marchande ont été implémentées au sein du mode de production socialiste et que le mode de production capitaliste s'est solidifié, les heures de travail des producteurs chinois n'ont cessé d'augmenter au sein des deux modes de production. Bien que la croissance de la productivité devrait en théorie augmenter le temps libre des producteurs sous le socialisme, en Chine, cette croissance de la productivité s'est

accompagnée d'une décroissance du temps libre des producteurs, ce qui équivaut à une perte majeure de leurs libertés. Comme Engels l'explique, l'augmentation du temps de travail qui se produit en même temps que l'accumulation du capital est un phénomène strictement capitaliste :

C'est ainsi que d'emblée, l'économie des moyens de travail devient, en même temps, la dilapidation la plus brutale de la force de travail, un vol sur les conditions normales de la fonction du travail; que le machinisme, le moyen le plus puissant de réduire le temps de travail, se convertit en le plus infailible moyen de transformer l'entière durée de la vie de l'ouvrier et de sa famille en temps de travail disponible pour faire valoir le capital; c'est ainsi que le surmenage des uns détermine le chômage des autres et que la grande industrie, qui va à la chasse, par tout le globe, du consommateur nouveau, limite à domicile la consommation des masses à un minimum de famine et sape ainsi son propre marché intérieur. (Engels 1950a, 235)

Deux causes expliquent ce mouvement opposé au socialisme. La première est la création d'une bourgeoisie étatique au sein de la bureaucratie d'État et de la bourgeoisie étatique du mode de production capitaliste, qui capturent les gains de la croissance de la productivité de la classe ouvrière chinoise. Dès lors, de manière structurelle, bien que la Chine produit un beaucoup plus grand surplus économique qu'auparavant, la classe ouvrière touche la portion plus petite de ce surplus. Ceci a été causé par la création du mode de production capitaliste en Chine et par la grande inégalité entre les cadres les plus puissants et les travailleurs qui a débuté au début des années 90. Dès lors, c'est le processus de différenciation sociale, entre les ouvriers et les capitalistes sur un plan qualitatif, entre les ouvriers et les cadres sur un plan quantitatif, et entre les ouvriers et la bourgeoisie étatique à un niveau intermédiaire entre ces deux — qui constitue la cause première.

La deuxième cause est l'influence de la loi de la valeur et la logique de la compétition. Premièrement, comme les données l'indiquent, les salaires du secteur public sont plus haut que ceux du secteur privé. Cependant, puisque la formation sociale chinoise est fondamentalement articulée sur la base de relations marchandes, la relation entre les différentes unités sociales est basée sur la compétition, bien qu'à différents degrés. Les unités capitalistes sont fondamentalement en compétition dans leurs relations avec toutes les autres unités sociales, capitalistes et socialistes. Les unités socialistes sont en compétition avec les unités capitalistes de manière fondamentale, mais elles tendent aussi à entrer en compétition avec les autres entités socialistes. Cette logique de la compétition est ce qui force les unités de production et les institutions socialistes à augmenter leurs productivités par tous les moyens, y compris celui de l'allongement de la journée de travail. Puisque les unités capitalistes allongent sans cesse les heures de travail au-delà de la limite légale, les unités socialistes tendent à adopter les mêmes pratiques pour pouvoir survivre à la concurrence sur les marchés. Cette logique de nivèlement par le bas a donc été critique dans l'allongement de la journée de travail en Chine et dans l'établissement d'un système où les heures supplémentaires sont

non rémunérées, ce qui augmente considérablement le taux de profit du secteur public, les recettes de l'État et les revenus des cadres des entreprises étatiques.

Ce processus n'est pas neutre. Ce nivèlement par le bas a eu lieu en Chine puisque l'État a permis à la classe capitaliste de ne pas respecter les lois du travail. Cela s'avère nécessaire à l'existence du capitalisme et de la bourgeoisie en Chine puisque ces lois du travail sont en contradiction avec l'existence même du mode de production capitaliste chinois, qui aurait un taux de profit négatif si les lois du travail étaient imposées. Ce nivèlement par le bas est donc la conséquence de l'existence du capitalisme en Chine. Néanmoins, le nivèlement par le bas n'a pas uniquement pour cause le capitalisme. Au sein même du mode de production socialiste, lorsque la croissance de la productivité prend une telle importance, la relation dialectique entre la productivité et la création de valeur d'usage pour combler les besoins des individus s'inverse. L'augmentation de la productivité devient le déterminant principal de la production des institutions publiques, tandis que les producteurs ne deviennent que de simples outils dans cette quête de la productivité. Il devient dès lors tout à fait rationnel pour les unités socialistes d'allonger la journée de travail afin d'extraire la plus grande quantité de travail de la classe ouvrière. Cette inversion dialectique n'est pas non plus un processus neutre. Cette tendance est déterminée par l'implantation d'une relation concurrentielle entre les institutions publiques et par la solidification de la bourgeoisie étatique au sommet des structures des institutions publiques. Ces deux aspects mettent en place une tendance à l'adoption d'aspects capitalistes au sein des processus de production des unités socialistes.

Les conséquences pour la classe ouvrière sont alarmantes. Selon l'OMS, le surmenage, défini comme le fait de travailler 55 heures ou plus par semaine, est associé à une augmentation significative des décès dus à des maladies cardiaques et cardiovasculaires (*Organisation mondiale de la Santé* 2021). Il est impossible de connaître véritablement le nombre de décès lié au surmenage en Chine puisque le gouvernement n'inclut pas cette donnée dans ses statistiques. Cependant, la mort subite au travail liée à une maladie cardiovasculaire est la cause principale observable des décès causés par le surmenage. Selon un rapport de l'Académie chinoise des sciences sociales datant de 2006, 70% des intellectuels de Chine étaient à risque de décès dû au surmenage (*China Labour Bulletin* 2006). Selon Li Minqi, 500 000 travailleurs chinois décèdent chaque année en raison du surmenage (Minqi Li 2023, 61). Toutefois, un rapport relayé par les médias chinois avance plutôt le chiffre de 600 000 décès annuels, la majorité touchant de jeunes travailleurs (*China Daily* 2016). Ces rapports se basent sur une étude entreprise en 2006 (Hua et al. 2009, 1116). Dès lors, les décès annuels de surmenage ont considérablement augmenté au cours des 18 dernières années, notamment en raison de l'allongement du temps de travail et de l'apparition d'applications comme Weixin, qui permettent aux employeurs d'exiger que les employés poursuivent leur travail à domicile afin d'atteindre

leurs objectifs quotidiens. Un entrepreneur qui produit de l'équipement médical estime, par exemple, que le taux de décès annuel de surmenage est de plus de 1 million. De plus, d'après un docteur travaillant depuis 40 ans dans un hôpital de Shanghai, les victimes de crises cardiaques sont surtout âgées de 40 à 50 ans, tandis que, dans les années 80 ces victimes étaient âgées de 60 à 70 ans (Yao 2021). Les victimes de crises cardiaques sont aujourd'hui majoritairement des personnes en âge de travailler comparativement aux années 1980. En 2019, en Chine, deux décès sur cinq étaient dus à des maladies cardiovasculaires (WANG 2023, 397). La mort par maladies cardiovasculaires a donc tendance à s'empirer d'année en année avec l'augmentation des heures de travail. Cependant, les décès causés par le surmenage ne prennent pas tous la forme de maladies cardiovasculaires. Selon une étude, les longues heures de travail augmentent de 10% les chances de mortalité de toutes causes confondues en Chine (Y. Huang et al. 2023, 543). Dès lors, le surmenage contribue de manière significative à l'augmentation du taux de mortalité en Chine. Selon un rapport rédigé par plusieurs centres universitaires chinois et par le syndicat étatique chinois, le surmenage est un phénomène qui ne cesse de s'empirer. Plus de 80% des travailleurs souffraient d'anxiété causée par le surmenage et par le manque de temps libre (*Wang Yi Xinwen* 2018). De ce fait, le surmenage et les risques de dépression sont hautement corrélés. L'employé qui est victime de surmenage est coupé de sa famille, de son cercle social et de ses loisirs, ce qui fait descendre son niveau de santé mentale (Gong 2023, 10-11). Le surmenage entraîne ainsi le décès de nombreux travailleurs chinois et baisse radicalement les conditions de vie de la population chinoise.

Engels, en 1845, a analysé les conditions de vie de la classe ouvrière anglaise et a introduit le concept de meurtre social pour en proposer une explication théorique.

Lorsqu'un individu cause à autrui un préjudice tel qu'il entraîne la mort, nous appelons cela un homicide ; si l'auteur sait à l'avance que son geste entraînera la mort, nous appelons son acte un meurtre. Mais lorsque la société met des centaines de prolétaires dans une situation telle qu'ils sont nécessairement exposés à une mort prématurée et anormale, à une mort aussi violente que la mort par l'épée ou par balle ; lorsqu'elle ôte à des milliers d'êtres les moyens d'existence indispensables, leur imposant d'autres conditions de vie, telles qu'il leur est impossible de subsister, lorsqu'elle les contraint par le bras puissant de la loi, à demeurer dans cette situation jusqu'à ce que mort s'ensuive, ce qui en est la conséquence inévitable ; lorsqu'elle sait, lorsqu'elle ne sait que trop, que ces milliers d'êtres seront victimes de ces conditions d'existence, et que cependant elle les laisse subsister, alors c'est bien un meurtre, tout pareil à celui commis par un individu, si ce n'est qu'il est ici plus dissimulé, plus perfide, un meurtre contre lequel personne ne peut se défendre, qui ne ressemble pas à un meurtre, parce qu'on ne voit pas le meurtrier, parce que le meurtrier c'est tout le monde et personne, parce que la mort de la victime semble naturelle, et que c'est pécher moins par action que par omission. Mais ce n'en est pas moins un meurtre. (Engels 1960, 90-91)

La tendance à la hausse des décès par le surmenage en Chine constitue donc le meurtre social des travailleurs de la même manière qu'analysée par Engels. Les données sur la croissance du taux de plus-value absolue

au sein du mode de production capitaliste nous indiquent que la bourgeoisie chinoise est responsable du meurtre social allant de 500 000 à 1 million de travailleurs par année. Une analyse plus approfondie nous informe que le Parti et l'État est également responsable de ce meurtre social par le fait qu'il ne soumet à la bourgeoisie presque aucune loi du travail, par le fait que les travailleurs au sein du secteur public souffrent aussi de surmenage qui s'empire d'année en année, et par le fait que la puissance sociale de la bourgeoisie étatique augmente au même rythme que l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs de la formation sociale chinoise. Dès lors, l'augmentation du surtravail en Chine constitue un signe important de la tendance à la transformation du mode de production socialiste en mode de production capitaliste étatique.

7.3 La détérioration du statut social des femmes depuis les réformes

Nous allons dans cette section, analyser comment l'introduction de la loi de la valeur, des principes marchands et du mode de production capitaliste a détérioré la position de la femme en Chine depuis les réformes de 1978. Nous argüons que les tendances sociales concernant le statut de la femme en Chine sont en complète contradiction à celles essentiellement socialistes.

7.3.1 La détérioration des conditions matérielles des femmes depuis les réformes économiques

La place de la femme au sein de l'économie planifiée de l'époque de Mao n'a jamais été plus élevée au sein de la formation sociale chinoise. Comme l'explique Dai Jinhua, la libération des femmes dans le tiers-monde s'est faite au même moment que la libération nationale, puisque ces deux types de libérations sont considérés comme central à l'atteinte d'une société socialiste. En Chine, comme dans les autres pays socialistes à l'époque, l'égalité des genres, économique, politique et légale, a été érigée par les actions violentes de l'État révolutionnaire contre les institutions qui oppressaient les femmes, le féodalisme, le capitalisme et l'impérialisme (Dai 2015). En remplaçant les modes de production patriarcal, féodal, capitaliste et bureaucratique, le mode de production socialiste a établi les conditions générales de l'émancipation de la division genrée du travail en socialisant le travail de la reproduction sociale au sein du foyer. Pour la première dans l'histoire de Chine, les femmes étaient entrées au sein de processus de production en dehors de la famille, puisque la socialisation des tâches ménagères leur avait permis de diminuer la charge de travail non payée au foyer. La période de l'économie planifiée représente donc une période où la liberté des femmes a été largement étendue. Bien que le mode de production socialiste n'ait pas été suffisamment développé pour dépasser réellement la division genrée du travail en Chine et qu'une opposition d'hommes sexistes désirant garder leurs dominations sur les femmes existait au sein du Parti, une quantité remarquable de femmes avait rejoint les hommes au sein des processus de production à l'extérieur de la maison qui était anciennement réservée aux hommes (S. Song 2016, 63-64).

La détérioration de la position sociale des femmes en Chine s'est opérée à travers les réformes économiques de 1978 en concomitance avec la retraite du mode de production socialiste des multiples sphères de la production et de la reproduction de la formation sociale. La sphère critique qui explique la détérioration des conditions de la femme chinoise est la sphère de la reproduction familiale qui a été privatisée lors de la destruction partielle du socialisme en Chine. La détérioration des conditions de la femme s'est opérée en premier dans les campagnes par la destruction des communes. Le socialisme dans les campagnes prenait l'apparence des communes dans lesquelles s'opérait la socialisation du travail de la reproduction des familles paysannes. La destruction de celles-ci a causé la réintégration de la reproduction sociale au sein du mode de production patriarcal des campagnes. Dans les villes, la désintégration partielle du mode de production socialiste par la privatisation et par l'introduction des principes marchands a transféré cette reproduction sociale au mode de production familial. Ce sont ces deux modes de production, familial et patriarcal, qui déterminent en majeure partie la position sociale de la femme dans la formation sociale chinoise contemporaine.

Comme Andréani l'argüe, la famille moderne, retrouvée dans les modes de production industriels, constitue une forme de mode de production connexe. La famille forme un mode de production où s'opère le travail nécessaire à la reproduction sociale des individus comme l'éducation des enfants, la cuisine, le ménage, les soins, etc. Dans les formations sociales industrielles, ce mode de production est connexe puisque le travail familial n'est pas suffisant à la reproduction sociale de la famille (Andréani 2022, 240). Dès lors, contrairement au mode de production patriarcal où la famille est le lieu du processus de production productif, le mode de production familial n'existe que par son articulation aux modes de production industriels. En Chine, bien que ce mode de production ait existé durant l'époque planifiée, le mode de production socialiste n'ayant pas encore pu socialiser tout le travail de la reproduction familiale, il a réémergé massivement avec le recul du socialisme. Comme nous le verrons, ce sont ce mode de production, et le mode de production patriarcal, qui sont responsables en Chine de la détérioration de la position sociale des femmes ouvrières.

Il est important d'analyser la position de la femme de manière dialectique pour réellement comprendre l'ordre de détermination des contradictions sociales déterminant le genre féminin en Chine. Le genre de la femme est une position sociale qui est constituée par le contexte sociohistorique de son environnement. La femme est premièrement une classe au sein du mode de production familiale. Selon l'explication classique d'Engels, la femme était la classe dominante du mode de production familiale lorsque celui-ci était articulé au mode de production communiste primitif. La défaite historique de la classe des femmes s'est produite lorsque la productivité du travail à l'extérieur de la maison a augmenté, ce qui a causé la croissance de la richesse de l'homme et de son statut au sein de la famille. L'homme a pu avec son nouveau pouvoir social

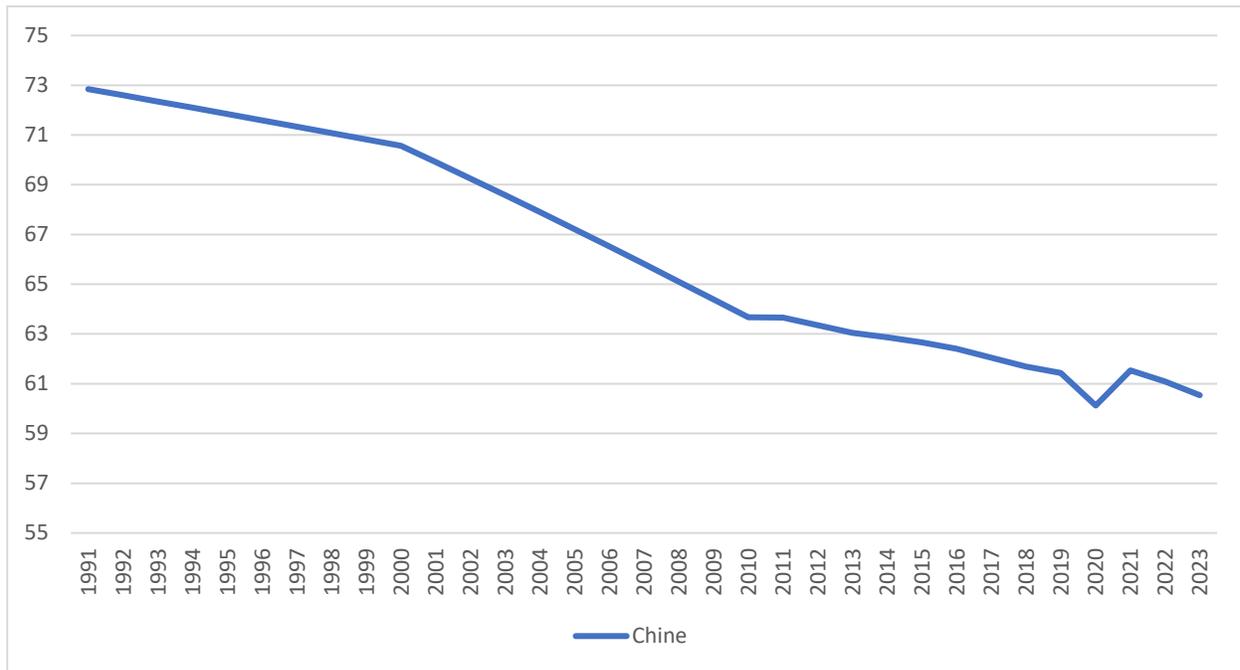
produire une révolution qui a mis au monde le type de mode de production familial patriarcal. La révolution a consisté en la prise du droit d'héritage par la famille du père. C'est par cette révolution que les sociétés matriarcales se sont transformées en société patriarcale. La nouvelle division du travail au sein du mode de production familiale patriarcal se basait sur l'exploitation et l'asservissement de la femme par l'homme, qui est devenu en relation à l'homme un simple instrument de la reproduction de la famille patriarcale. Pour Marx et Engels, cette lutte de classe entre l'homme et la femme représente une version embryonnaire de toutes les luttes de classes futures. La famille moderne contient tous les antagonismes de classes qui se développent dans les sociétés où règne la propriété privée (Engels 2004, 65-67). La famille moderne patriarcale représente donc l'antagonisme retrouvé dans toutes les sociétés, puisque la position sociale de la femme au sein de la famille est celle d'une classe dominée qui détient le rôle de classe productrice sans droit de propriété sur les produits de sa production. Comme Losurdo l'indique, pour Marx et Engels, la femme représente alors une classe ayant la même importance sociologique que la bourgeoisie et le prolétariat au sein du mode de production capitaliste (Losurdo 2016, 16-18). La domination de la femme par l'homme est donc une lutte des classes qui a toujours été au centre des mouvements socialistes et la libération de la femme constitue un prérequis à la construction des sociétés socialistes et communistes.

Cependant, au-delà du mode de production patriarcal chez la paysannerie, l'essence de classe de la femme contient deux ordres distincts de détermination. La position sociale de la femme dépend de son articulation aux autres modes de production. Une femme paysanne et une femme ouvrière sont fondamentalement différentes de la femme bourgeoise. Bien que le rôle social de la femme tende à être centré autour de la reproduction sociale, il est déterminé par sa relation aux autres classes sociales au sein de la formation sociale, ce qui se reflète sur sa position de classe au sein de la famille. Comme le mentionne Andréani, le travail de reproduction social chez les familles bourgeoises est entrepris par des employés. Les familles à moyens revenus externalisent une bonne portion de cette reproduction par l'achat de services sur les marchés, notamment en ayant recours à des cours privés et de femmes de ménage (Andréani 2022, 240). Quant aux femmes des classes aristocratiques, elles délèguent cette tâche à des domestiques, des serfs ou des esclaves. Les femmes occidentales de revenus moyens utilisent la division du travail implémentée par l'impérialisme pour transférer ce travail aux femmes migrantes (Hopkins et Vogel 2017, 136-37). L'articulation de toutes ces relations de classes au sein de la famille et en dehors de celle-ci détermine donc l'essence sociale de la femme au sein du mode de production familiale. Certaines femmes se libèrent partiellement de la domination des hommes au sein de la famille par l'exploitation de femmes de classes dominées et de groupes discriminés.

En Chine, la détérioration de la position sociale de la femme s'explique par la réintroduction du mode de production capitaliste, du mode de production patriarcal, et par la prise en importance du mode de production familiale dans les milieux urbains. Puisque l'État a largement abandonné la libération de la femme comme objectif social, la reproduction sociale et biologique des individus est entreprise au sein des familles. La famille chinoise, depuis les réformes, est hautement patriarcale et son mode de filiation est patrilinéaire. Le travail de reproduction est surtout entrepris par les femmes et les filles sans aucune rémunération et se fait au service de la reproduction des hommes, qui sont les seules à recevoir l'héritage familial. Les femmes au sein des familles sont donc hautement discriminées.

Puisque cette reproduction est une lourde tâche qui occupe une majeure partie de la journée, une contradiction existe entre celle-ci et la production des femmes dans les milieux hors familiaux. Comme la Figure 3.3 le montre, les femmes sont de moins en moins intégrées aux modes de production industriels. Leur taux de participation au marché du travail a diminué de 72,5% en 1991 à 60,5% en 2023. La tendance depuis l'introduction de l'économie de marché est donc restée intacte. Les marchés et le mode de production capitaliste renforcent les femmes dans leurs positions sociales de mères de foyer. Comme nous l'avons noté, puisque le surtravail est une nécessité en Chine, autant dans le mode de production socialiste que dans le mode de production capitaliste, les femmes doivent de plus en plus faire le choix entre le travail en dehors de la famille et le travail au sein de la famille. En raison de la pression économique que vivent plusieurs familles, notamment due à l'augmentation du prix des marchandises de bases, en particulier les frais liés à l'éducation et aux soins de santé, un nombre croissant de femmes choisissent de rester à la maison, tandis que les hommes demeurent sur le marché du travail, leurs salaires étant plus élevés. Une division du travail se recimente donc dans les familles. Ceci est causé par la tendance des familles à maximiser leurs revenus, ce qui cause une stratification croissante entre les hommes et les femmes dans la société chinoise, notamment lorsque cette maximisation est couplée à une discrimination salariale des femmes.

Figure 7.3 Taux de participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) (estimation modélisée OIT)



Source : Banque mondiale

Notamment, les marchés, la loi de la valeur et le capitalisme ont détérioré la condition des femmes par l'introduction d'une différence structurelle des salaires entre genres. Par exemple, tandis que les femmes urbaines gagnaient en moyenne 77,5% du salaire des hommes urbains en 1990, ce pourcentage est tombé à 70,1% en 2000. Pour les femmes rurales, ce pourcentage est tombé de 79% à 59,6%. L'écart salarial a augmenté à 40% en 2010 (Wang et Klugman 2020, 54) et la parité salariale entre les hommes et femmes s'est dégradée de 2010 à 2020 au même rythme qu'entre 1990 à 2010. La part du revenu du travail féminin en Chine était de 33% en 2019, contre 39% en 1991 (Neef et Robillard 2021, 10-17). Le pouvoir économique de la femme s'est donc largement dégradé, en raison de la discrimination exercée par les entités marchandes de l'économie. Cette différence salariale s'explique d'abord par l'inégalité de rémunération entre différents postes, les femmes étant majoritairement reléguées à des fonctions inférieures à celles des hommes. Elle s'explique ensuite par une importante discrimination des femmes, visible dans le fait que les femmes perçoivent des salaires moindres que les hommes ayant pourtant des conditions sociales, une éducation et des postes équivalents. En contrôlant toutes les variables à l'exception du genre, les femmes gagnaient 90% du revenu des hommes en 1988, tandis qu'en 2002, ce pourcentage est tombé à 86%. En outre, les postes sont de plus en plus ségrégués. Les postes les mieux payés, les postes de professionnels, les postes dans le mode de production capitaliste formel, et les postes dans les provinces de l'est du pays sont largement

réservés aux hommes. Les femmes œuvrent dans le secteur public et dans le secteur informel de l'économie capitaliste. Ce phénomène s'est aggravé entre 1980 et 2010 (Xin 2016, 89-91).

Les femmes, depuis les réformes, ont aussi beaucoup plus de chance d'être licenciées que les hommes. Selon une enquête du syndicat national chinois, bien que les femmes ne représentassent que 37% de la force de travail dans les entreprises publiques, elles représentaient 60% des licenciements au sein de ces compagnies dans les années 90. Ceci représente un plus grand problème pour les femmes, qui ont beaucoup moins de chance que les hommes de retrouver un emploi à la suite d'un licenciement. Les postes qu'elles parviennent à occuper dans l'économie capitaliste après la vague de privatisations de la fin des années 90 se situent surtout dans le secteur informel de l'économie où aucune sécurité d'emploi n'existe et où l'État n'offre aucun salaire social (Yihong 2016, 120-23).

Le mouvement social représenté par cette dégradation des conditions sociales est à l'opposé de celui du mode de production socialiste. À l'époque de l'économie planifiée, la Chine était l'un des pays où les femmes étaient les plus libres au monde. Par exemple, la participation des femmes au travail était 23% plus haute que dans les pays développés de cette époque et l'écart salarial entre les hommes et les femmes était beaucoup moins prononcé. Les femmes gagnaient en moyenne de 16% à 22% moins que les hommes, tandis qu'aux États-Unis, ce pourcentage était de 36% à 38% (Wang et Klugman 2020, 44). Le statut social des femmes était plus haut que dans les pays impérialistes. La désintégration du mode de production socialiste urbain et rural constitue donc la raison principale de la détérioration de la position sociale des femmes en Chine. Bien que les entreprises d'État dans la Chine contemporaine sont encore celles qui offrent des salaires relativement égaux aux hommes et aux femmes (Wang et Klugman 2020, 52), puisque la grande majorité de l'emploi se trouve dans le mode de production capitaliste et surtout dans son secteur informel, le secteur public en Chine n'est pas assez puissant pour améliorer les conditions des femmes. La dégradation des femmes est donc corrélée à l'introduction du mode de production capitaliste, de la loi de la valeur et des principes marchands. Par exemple, la Chine est le seul pays d'Asie où la part du revenu du travail féminin, le taux d'emploi des femmes et les salaires des femmes ont diminué dans les dernières années (Neef et Robillard 2021, 10-17). Ce phénomène illustre de manière concrète que le capitalisme constitue le mode de production dominant la formation sociale chinoise.

La stratification sociale entre les hommes et les femmes n'est cependant pas uniforme. La relation de classe entre l'homme et la femme dans le couple influence grandement la division genrée du travail au sein de la famille. Zhang et Xu (2022, 118) indiquent que la division genrée du travail au sein de la famille dépend des structures sociales dans lesquelles se trouve le couple. Les hommes capitalistes, les professionnels, et

les directeurs tendent à marier des femmes issues de classes sociales inférieures à la leur, ce qui a pour effet d'accentuer l'inégalité entre les genres au sein du mariage, puisque ces premiers détiennent un revenu plus haut que leurs femmes. À l'inverse, dans la classe paysanne, les hommes épousent plus souvent des femmes de leur propre classe sociale. Bien que les femmes paysannes consacrent beaucoup plus de temps aux tâches ménagères que les femmes urbaines, la division du travail au sein des familles paysannes est devenue progressivement plus égalitaire à la suite des réformes, en raison de la détérioration rapide du statut social et du revenu des hommes paysans. Selon les observations de Zhang et Xu, cette détermination de la division du travail basée sur le revenu des partenaires au sein du mariage est un fait qui date de 1991 lorsque le marché est devenu la force dominante au sein de la formation sociale chinoise. Cependant, les normes féodales patriarcales demeurent profondément enracinées dans les campagnes, perpétuant une inégalité culturelle significative entre les femmes paysannes et les hommes.

La discrimination dépend donc de la classe de la femme. Les femmes ouvrières et paysannes, en Chine, sont le groupe ayant le statut social le moins élevé et occupent les positions les plus basses sur le marché du travail. En plus de devoir s'occuper des tâches ménagères et de la reproduction sociale dans leur propre foyer, ce sont ces femmes qui prennent en charge ces responsabilités dans les foyers bourgeois et petits-bourgeois, où elles occupent les postes de gouvernantes (Huimin et Xiang 2016, 106-8). Les femmes paysannes sont donc systématiquement superexploitées par la bourgeoisie urbaine et les professionnels au même titre que les femmes à revenus élevés des pays impérialistes exploitent les femmes migrantes des pays peu développés. 90% des travailleuses domestiques sont des femmes migrantes, en Chine (Wang et Klugman 2020, 59). À l'instar des femmes migrantes dans les pays riches exclues du salaire social de l'État et qui sont liées à un employeur par un contrat de travail dont la rupture peut entraîner leur déportation (Hopkins et Vogel 2017, 136-37), les femmes migrantes en Chine sont privées de l'accès au salaire social réservé à la population locale et sont attachées à leurs employeurs par un contrat qui, en cas de rupture, peut entraîner leur renvoi vers leur région. Les femmes ouvrières ayant perdu leur emploi dans le mode de production socialiste se sont aussi retrouvées dans cette relation d'exploitation, puisqu'une large partie d'entre elles n'ont pas accès à un emploi dans le secteur formel de l'économie. La bourgeoisie chinoise et la classe professionnelle peuvent ainsi externaliser le travail de reproduction de la famille à ces femmes migrantes et ouvrières, et ce, à très bas coût.

En raison de la désintégration du socialisme, les femmes assument en général une charge de travail plus importante que celle des hommes. En moyenne, en 2008, les femmes travaillaient 57 heures par semaine, tandis que les hommes ne travaillaient que 52 heures. Sur ces 57 heures, 26 heures du travail des femmes étaient consacrées au travail domestique non rémunéré, alors que les hommes n'y consacraient que 10 heures

(Jia et Dong 2013, 55-56). Cette augmentation des heures de travail non rémunérées des femmes s'explique par la privatisation de l'économie publique et par la commercialisation des services sociaux en Chine. La destruction des unités de travail socialiste, qui constituaient un centre de production socialement intégré contenant en leur sein les processus de production matérielle et de reproduction des individus a laissé la tâche de reproduction aux femmes. Par exemple, le nombre de garderies en Chine a diminué de 28,5% entre 1997 et 2006. Une grande partie de ces heures de travail non rémunérées sont utilisées pour prendre soin des personnes âgées.

L'idéologie confucianiste a été utilisée depuis le début de la fondation de la nouvelle république pour cimenter le rôle de la femme comme personne s'occupant des personnes âgées. Selon la Constitution de 1954, le fait pour un adulte de ne pas subvenir aux besoins des aînés de sa famille constitue une infraction criminelle. Une loi adoptée en 1996 a recentré cette tradition confucéenne patriarcale en Chine, permettant au gouvernement de privatiser le soutien aux personnes âgées. À la suite des réformes économiques, le mode de production familiale en Chine a repris une forme patrilinéaire : la famille est la propriété du père et la femme entre formellement dans la famille de l'homme lors du mariage (Cook et Dong 2011, 953-54). Le soutien aux aînés incombe donc principalement à la femme du fils, conformément aux normes de soins patrilinéaires. Les femmes doivent donc travailler gratuitement pour assurer la reproduction sociale de la famille de leur mari, plutôt que celle de leur propre lignée.

Le mariage chinois consacre le rôle de la femme comme servante des parents de son mari et comme nourrice de ses enfants. Bien que les femmes bourgeoises et de classes moyennes parviennent à se soustraire à cette division traditionnelle du travail, les femmes ouvrières qui ne travaillent pas dans de larges compagnies publiques doivent consacrer un grand nombre d'heures dans le travail de reproduction familiale, surtout depuis les réformes, puisque le gouvernement s'appuie sur des fondements idéologiques confucéens dans le but d'externaliser les coûts de la reproduction familiale pour augmenter la rentabilité des entreprises publiques et privées. C'est précisément l'importance du travail de la femme dans la reproduction sociale des familles chinoises qui expliquent la baisse progressive de leur participation au marché du travail.

La loi de la valeur et les logiques marchandes déterminent aussi le fait que les femmes passent une portion beaucoup plus petite de leur vie sur le marché du travail. Les capitalistes tendent à n'embaucher la main-d'œuvre féminine que lorsqu'elle est jeune, craignant qu'une éventuelle baisse de productivité ne survienne si la femme devait se consacrer aux responsabilités familiales. Dès lors, ils n'engagent que des femmes qui n'ont pas encore d'enfants et qui ne sont pas encore mariées. Les femmes de la classe ouvrière, mais particulièrement les femmes migrantes, quittent donc le marché du travail lorsqu'elles sont en âge de

procréer, et y retournent rarement, puisque les revenus qu'elles peuvent obtenir sur le marché du travail sont souvent inférieurs à la valeur monétaire qu'elles sont en mesure de générer au sein du foyer (Huimin et Xiang 2016, 106-8). Les femmes âgées de plus de 30 ans subissent une grande discrimination des capitalistes, qui refusent de les employer puisqu'ils les considèrent trop vieilles puisqu'elles sont en âge d'avoir des enfants. Les travailleuses migrantes ayant des enfants rencontrent des difficultés à accéder à l'emploi, les employeurs redoutant que leurs responsabilités familiales nuisent à leur disponibilité. Les paysannes migrantes ne peuvent donc normalement que travailler de 15 à 25 ans dans les emplois plus payants à cause de la discrimination des employeurs urbains. De plus, lorsque ces femmes ont des enfants dans les campagnes et que leurs parents ne peuvent pas prendre en charge le travail de reproduction familiale, les femmes migrantes doivent revenir dans leurs lieux d'origine et sont exclues du marché du travail, puisqu'il n'existe que très peu de services sociaux dans les campagnes, à la grande différence de l'époque des communes. La discrimination des employeurs et l'abandon du socialisme des campagnes renforcent alors les femmes paysannes dans leurs rôles traditionnels de femmes de foyer (Fan 2004, 296-300). Pour les femmes qui réintègrent le marché du travail après avoir eu des enfants, la maternité entraîne une baisse moyenne de 34% de leur revenu annuel, ainsi qu'une diminution de 45% de leur salaire horaire. Cette pénalité se retrouve surtout dans le secteur privé, contrairement au secteur public où les femmes demeurent relativement protégées (Jia et Dong 2013, 836-37).

Les normes patriarcales et patrilinéaires des familles en Chine depuis les réformes c contribuent également à l'accroissement des inégalités de richesses entre les hommes et les femmes. L'une des composantes principales de la richesse est la propriété de logements. Avant les réformes économiques, les hommes et les femmes étaient complètement égaux sur ce point, puisque les logements n'étaient pas la propriété privée des individus, mais plutôt la propriété publique de la société. L'inégalité est apparue lors des réformes des logements dans les années 1990 lorsque l'État a privatisé ce secteur. Depuis cette époque, la propriété des logements est l'une des propriétés les plus importantes des familles chinoises. Dans la nouvelle culture capitaliste chinoise, la propriété d'un logement est un prérequis pour l'homme, sans quoi la famille de la femme n'acceptera pas le mariage. La famille du garçon doit donc acheter un logement pour garantir à leur fils la possibilité de se marier et, par conséquent, de bénéficier du travail non rémunéré qu'assurera son épouse dans la reproduction sociale de sa famille. À l'inverse, la famille d'une fille ne paie pas pour un appartement, puisque, une fois mariée, celle-ci cesse d'appartenir à sa famille d'origine et ne participe plus à sa reproduction sociale. C'est cette pratique sociale qui détermine une partie de cette inégalité de la propriété entre les hommes et les femmes (Meng 2024, 1-3). La propriété des logements s'est donc largement concentrée chez les hommes. Selon une enquête de la fédération des femmes de la Chine, uniquement 38% des femmes détiennent une forme de propriété comparativement à 67% des hommes (Quan

Guo Fu Lian et Guo Jia Tong Ji Ju 2011). Pour les couples s'étant formés après la privatisation de ce secteur, le statut de la femme s'est rapidement détérioré. La propriété privée des logements a poussé les familles des hommes à acheter les appartements avant le mariage pour que le nom de leurs futures femmes ne soit pas inscrit sur l'acte de propriété. Toutefois, à cette époque, les femmes bénéficiaient encore d'une certaine protection de la part de l'État qui leur accordait 50% de la propriété lors du divorce même si elles ne détenaient pas la propriété du logement. Or, les réformes du mariage de 2011, entamé par le Parti, ont renoncé à la protection de la femme en consacrant la position dominante à l'homme dans la famille en attribuant la propriété du logement en cas de divorce uniquement à la personne étant inscrite sur l'acte de propriété (Meng 2024, 9-10). Ceci a eu de larges répercussions sur la division du pouvoir entre les genres dans le mariage. Notamment, 55,37% des hommes disposent de la propriété complète de leurs logements, tandis que ce pourcentage est de 20,23% pour les femmes. Le taux de propriété partagée était de 24,4% (Cui et al. 2023, 6). Les femmes riches, éduquées, plus âgées, et travaillant au sein de secteur public ont beaucoup plus de chance de détenir une partie de la propriété de leurs logements (Cui et al. 2023, 8). Ceci démontre alors que la propriété du logement est un signe du pouvoir social de l'individu et que les femmes sont en général beaucoup plus marginalisées socialement que les hommes en Chine depuis les réformes.

Ces réformes légales démontrent que l'État a largement abandonné le féminisme socialiste de l'époque de Mao (Zheng 2005, 546). En réalité, l'État a ouvertement soutenu ces normes patriarcales depuis les réformes de 1978 avec l'appui de la nouvelle bourgeoisie chinoise. Comme Xiang Biao l'indique, le fait que le gouvernement depuis les réformes économiques implémente des lois protégeant la propriété des hommes bourgeois au détriment de toutes les femmes chinoises reflète la fonction du système judiciaire chinois qui est de protéger la propriété des hommes riches (Xiang et Wu 2020, 224). Le retour du capitalisme et du mode de production paysan a ainsi entraîné un retour du patriarcat au sein de la formation sociale chinoise.

7.3.2 Les attaques idéologiques contre les femmes de la bourgeoisie et de la fraction libérale du Parti communiste chinois

La bourgeoisie chinoise a lancé une attaque idéologique contre les femmes dans les années 1990. Comme Song l'explique, leur porte-parole était Zheng Yefu, un éminent sociologue de Chine. Zheng argüe que les principes marchands devraient dominer la formation sociale chinoise, puisque ceux-ci seraient plus adaptés à l'essence humaine qui serait, selon lui, centrée sur la concurrence et le comportement prédateur. Les réformes économiques débutées en 1978 ont une importance critique pour Zheng, parce qu'elles auraient rétabli l'ordre naturel dans la société chinoise que l'économie planifiée avait perturbé en implantant une division plus égalitaire du travail entre les hommes et les femmes. Le socialisme aurait semé le désordre dans les familles, il aurait émasculé et féminisé les hommes chinois, tout en rendant les femmes asexuées,

puisque les deux sexes étaient appelés à participer tant aux tâches domestiques qu'au travail à l'extérieur du foyer. En d'autres mots, le socialisme avait contribué, d'après Zheng, à la disparition des inégalités entre les genres, un processus contraire à la nature des sexes. L'implantation du marché en Chine a rétabli l'ordre naturel de la société en introduisant les principes marchands, permettant aux hommes de dominer les femmes. Les marchés accordent à chaque individu sa juste valeur. Par ce fait, il serait tout à fait naturel que les hommes reçoivent un plus grand salaire que les femmes, puisque ces dernières seraient plus faibles physiquement que les hommes et physiologiquement adaptées à rester au foyer (S. Song 2016, 72-74). De ce point de vue idéologique libéral, l'inégalité croissante entre les femmes et les hommes pouvait être justifiée en élevant la division du travail entre les hommes et les femmes retrouvés au sein des modes de production patriarcal et capitaliste au statut d'une détermination naturelle. De cette manière, la régression de la place de la femme qui a eu lieu en raison des réformes pouvait être justifiée sur des bases idéologiques marchandes et patriarcales. Les intérêts de la bourgeoisie privée et de la bourgeoisie étatique étaient donc représentés à travers cette idéologie qui justifie un plus haut taux d'exploitation de la femme au sein des processus de production, et de sa superexploitation au sein du mode de production familiale où elle doit travailler sans rémunération.

Comme Song le remarque, ce type d'idéologie libérale a atteint, en Chine contemporaine, une position dominante, tandis que l'idéologie marxiste féministe a été plus ou moins abandonné par la classe intellectuelle et par le grand public (S. Song 2016, 79). Les nouvelles élites chinoises, depuis les réformes, ont abandonné les idéaux socialistes féministes et ont introduit une forme de féminisme néolibéral caractérisé par une construction idéologique de la femme basée sur une différence essentialiste de l'homme. Cette nouvelle image de la femme s'ancre dans les aspirations des femmes de classe moyenne à des formes étroites de féminité valorisées, comme les cosmétiques, la sexualité, la mode, la musique (Liao 2020, 260-62), autant d'aspects fortement commercialisés par le mode de production capitaliste introduit dans les années 80. Cette conception de la féminité à la chinoise est donc parfaitement harmonieuse avec les conceptions patriarcales libérales de Zheng Yefu. La féminité y est représentée comme une identité qui s'acquiert par la consommation de marchandises, en opposition à la conception marxiste de la féminité comme classe déterminée par la division du travail entre genres. Cette vision essentialiste a été ensuite adoptée par le gouvernement légitimant l'idée de caractéristiques « naturelles » propres aux femmes, dans le but de renforcer le mode de production familial.

Le gouvernement chinois est en partie responsable de ce renforcement matériel et idéologique du mode de production familiale et de la superexploitation de la femme au sein de la famille. Par exemple, dans un discours délivré au début des années 2000, Wang Xiancai, un membre de la CCPPC, arguait que les femmes

pauvres devraient rester au foyer pour s'occuper de la reproduction familiale et que l'État devrait encourager les emplois temporaires et flexibles pour ces femmes en tant que ménagères dans les familles plus riches. La base idéologique de son argument se basait sur la loi de la valeur. Puisque les femmes issues des milieux pauvres perçoivent de faibles revenus sur les marchés, elles devraient maximiser le revenu familial en consacrant aux tâches domestiques, celles-ci ayant une valeur marchande supérieure à celle de leurs emplois. Elles devraient donc s'occuper de la reproduction de leurs familles à temps plein et elles devraient se spécialiser, dans leurs temps libres, dans les travaux domestiques pour les familles plus aisées (S. Song 2016, 77-78). En 2011, un membre du Comité national de la CCPPC a proposé un projet de loi qui avait pour but d'encourager les femmes à quitter le marché du travail pour devenir des femmes au foyer à temps plein, au motif qu'elles seraient physiologiquement plus aptes à s'occuper des enfants et des personnes âgées, et que leur carrière professionnelle entrerait trop souvent en contradiction avec les exigences familiales (S. Song 2016, 60-61).

La bureaucratie gouvernementale encourage aussi sans cesse les femmes à retourner aux foyers et à abandonner leurs carrières pour s'occuper de leurs familles. Un article de Xinhua, un journal important du gouvernement, mentionne que, durant la période planifiée, le concept de mère au foyer avait une connotation négative, mais qu'aujourd'hui les femmes devraient en être fières. L'article pose un regard positif sur le fait que de plus en plus de femmes chinoises sont d'avis que l'homme appartient à la vie publique, tandis que la place de la femme est au foyer (*Xinhua* 2016). L'une des branches locales de la Fédération des femmes, une organisation gouvernementale autrefois chargée d'élever le statut social de la femme en Chine, fait désormais la promotion des vertus familiales en encourageant les femmes à s'épanouir dans leur rôle de mères au foyer, en leur enseignant que la source du bonheur réside dans la famille (*The Paper* 2020). Cette position contemporaine de la Fédération des femmes est en complète opposition à sa position de l'époque prérévolutionnaire et de l'époque de l'économie planifiée, qui se centrait sur l'intégration des femmes au travail hors de la famille (Zheng 2005, 524).

L'État a donc, depuis les années 2000, largement abandonné de manière idéologique le principe de la libération de la femme que la révolution de 1949 avait mis en place. Bien que depuis quelques années l'État entreprenne des campagnes de propagande visant à encourager les femmes à se marier et à avoir des enfants, notamment en incitant les hommes à partager les tâches ménagères avec les femmes (X. Wang 2023), il continue néanmoins à définir la nature féminine de manière idéologique, en la réduisant essentiellement à son rôle de mère. Cela s'explique par le fait que, depuis les années 80, et surtout depuis les années 90, le gouvernement essentialise le rôle de la femme. Dans le cadre idéologique marxiste autrefois adopté par le gouvernement, la femme occupait une position sociale distincte de celle des hommes, mais cette différence

n'était pas considérée comme essentielle. La contradiction entre les genres était une contradiction de classes, et non comme une opposition fondée sur une nature biologique. Comme l'expliquent Angeloff et Lieberm, à partir des années 90, le discours officiel ne mentionne plus la différence sociale entre les sexes, mais plutôt la différence naturelle entre les sexes. Le côté social a donc disparu de la définition utilisée par le gouvernement, ce qui essentialise les différences entre les hommes et les femmes. C'est pour cette raison que les campagnes gouvernementales pour la protection des droits de la femme depuis les années 90 se centrent sur les différences naturelles entre les sexes et sur la protection de la femme spécifiquement en tant que mère de famille (Angeloff et Lieber 2012, 20-21). La position idéologique marxiste du féminisme d'État a donc été abandonnée au courant des réformes en faveur d'une vision conservatrice et confucéenne de la femme.

Cette position confucéenne s'aperçoit clairement dans la superstructure légale de la Chine en matière de protection des droits de la femme et des lois sur la famille depuis 1980. La fraction libérale du Parti a utilisé une idéologie confucéenne afin de cimenter le mode de production familiale comme le mode de production dominant la reproduction de la famille. Depuis 1980, de nouvelles lois confucéennes sur le mariage, en Chine, ont été adoptées. Selon celles-ci, il revient à la famille — et non à l'État — de prendre en charge les soins aux personnes âgées ainsi que l'éducation des enfants. Il s'agit d'une loi relativement unique à la Chine : les enfants ont l'obligation de prendre soin de leurs parents, tandis que les grands-parents sont tenus de s'occuper de leurs petits-enfants. Depuis que la famille est définie comme la « cellule de base » de la société, le gouvernement, contrairement à l'époque de l'économie planifiée, régule davantage les comportements familiaux dans le but de préserver son « harmonie » et sa « stabilité » (Pan 2019, 72). La reproduction de la famille a donc été en grande mesure privatisée, tandis que le Parti a rendu obligatoires les liens familiaux de type confucéens entre les membres. Le soin des personnes âgées tombe sous la responsabilité de la femme qui devrait, selon certains représentants au sein du gouvernement chinois, rester au foyer et non au sein de l'économie (Zhonguo Wang 2011). Le conservatisme du gouvernement depuis les réformes se manifeste notamment dans sa volonté de consacrer la famille comme lieu de reproduction sociale principale assurée par le travail non payé des femmes. Comme Song (2011, 7) l'indique, cette privatisation de la reproduction de la famille s'est faite en opposition idéologique complète avec l'ère socialiste de la Chine afin de réduire autant que possible le coût de la main-d'œuvre pour les compagnies publiques et privées. La dépendance de l'exploitation des femmes dans la famille entraîne aussi l'État à restreindre les droits de reproduction des femmes. Durant la période planifiée, le Parti avait implémenté une loi permettant l'avortement à toutes les femmes le voulant (Mundigo 1999, 211-12). Cependant, depuis les années 2000, les gouvernements locaux tentent de restreindre l'accès à l'avortement aux femmes. En 2021, Le Conseil d'État a indiqué que les avortements pour des raisons non médicales devaient être réduits dans

le but d'augmenter le taux de natalité du pays. La Chine rejoint donc des pays d'orientation d'extrême droite, tels que le Japon et la Pologne en restreignant les droits fondamentaux des femmes (Purewal et Eklund 2023, 314-15).

Cette détérioration du statut des femmes est approuvée et encouragée par l'État pour deux raisons. D'abord, elle s'explique par les dérives idéologiques du Parti communiste chinois. Pour des raisons que nous expliquons à la section 8.2, l'État a abandonné le concept du mode de production socialiste établi par Marx et Engels, au profit d'une idéologie développementaliste capitaliste basée sur une compréhension de la productivité limitée au fonctionnement de la loi de la valeur. L'État aperçoit alors toute augmentation de la productivité d'un point de vue des unités de production individuelles comme l'unique symbole de la croissance des forces productives. Dès lors, du point de vue individuel des entreprises publiques, la privatisation de leurs processus de reproduction sociale qui avaient été implémentés dans l'économie planifiée représente une réelle augmentation de la productivité. Cependant, celle-ci est un mirage, puisque les gains de la productivité des unités de production socialistes ont été payés par le travail non rémunéré des femmes au sein du mode de production familiale. Puisque ces entreprises devaient opérer sur un marché, ce qui les mettait en compétition directe avec des entreprises capitalistes qui n'avaient aucun rôle social autre que l'exploitation de la force de travail, la rentabilité des entreprises publiques avait largement baissé. En suivant un principe de rentabilité centré sur les unités et non sur la totalité du système, il était profitable de privatiser ces institutions sociales. Puisque les unités de production étatiques cherchent maintenant à maximiser leurs profits, il est donc rationnel pour elles d'externaliser les coûts de la reproduction sociale comme le font systématiquement les entreprises capitalistes. Les gains de la productivité des unités de production socialistes et capitalistes sont donc payés par la superexploitation des femmes ouvrières et paysannes qui reproduisent leurs familles gratuitement et qui entreprennent ce travail au sein des familles des professionnels, de la bourgeoisie authentique et de la bourgeoisie d'État.

À titre d'exemple, le slogan politique de 1985, lors de la mise en œuvre de la politique de l'enfant unique, affirmait que l'État prendrait en charge les personnes âgées à la retraite, incitant ainsi les familles à ne pas avoir plusieurs enfants dans le but d'assurer leur prise en charge en fin de vie. En 1995, ce discours a changé et indiquait désormais que l'État allait aider les personnes âgées, sans toutefois garantir une prise en charge complète. En 2005, un nouveau slogan soulignait que les individus devaient désormais prendre soin d'eux-mêmes sans l'aide du gouvernement, marquant une adhésion explicite à l'idéologie néolibérale à cette époque. En 2012, le slogan adopté affirmait que l'âge de la retraite devait être repoussé pour allonger la période de travail des individus (LiShiTuJian 2023). Ces slogans démontrent l'abandon progressif du

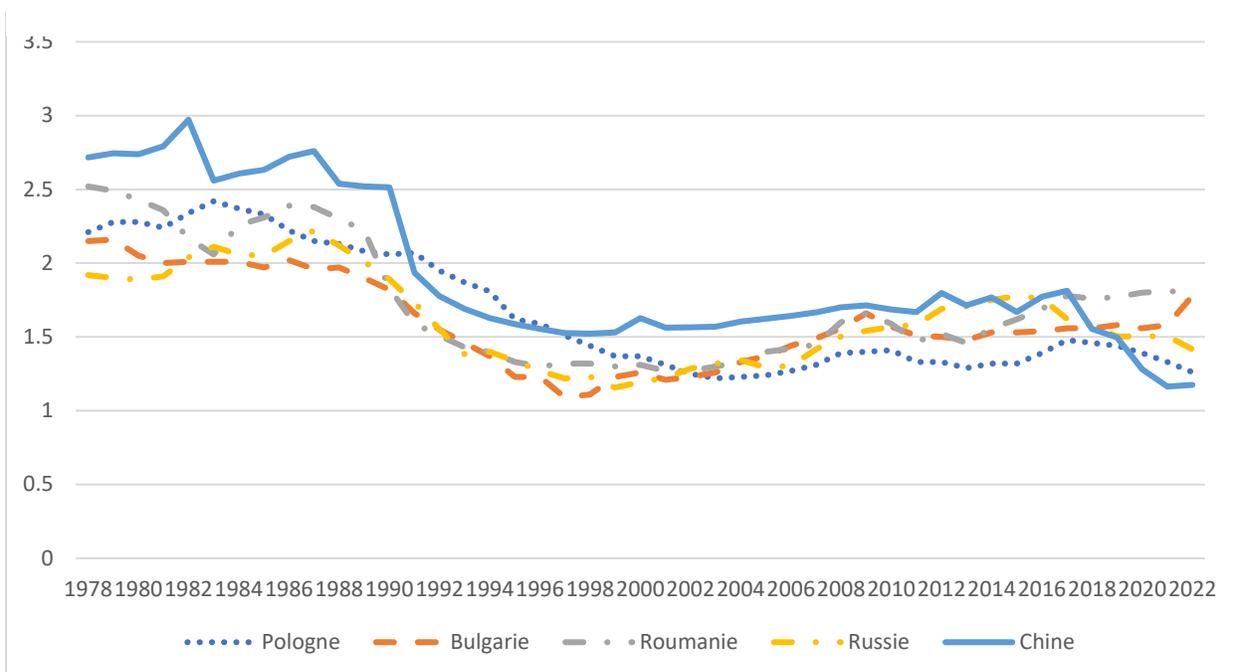
socialisme et l'adoption du néolibéralisme de la part du Parti communiste chinois dans le but de réduire les dépenses sociales de l'État.

La deuxième raison tient à la dynamique de la lutte des classes en Chine. La bourgeoisie authentique, la bourgeoisie étatique, et la classe professionnelle possèdent un intérêt de classe manifeste à maintenir la stratification des genres intacte pour transférer le coût de la reproduction sociale des entreprises au mode de production familial et pour externaliser le travail de la reproduction familiale aux classes paysannes et ouvrières à faibles revenus. De ce fait, les gains du travail familial non rémunéré sont transférés aux classes aisées chinoises. Dès lors, la détérioration de la place de la femme en Chine est largement déterminée par l'imposition de la loi de la valeur, des relations de marché, du mode de production capitaliste et du mode de production patriarcal. Dans cette perspective, les dérives idéologiques du Parti peuvent être comprises comme le reflet des intérêts matériels de la bourgeoisie d'État et de la bourgeoisie chinoise.

7.3.3 Les conséquences sociales de la détérioration du statut social des femmes chinoises

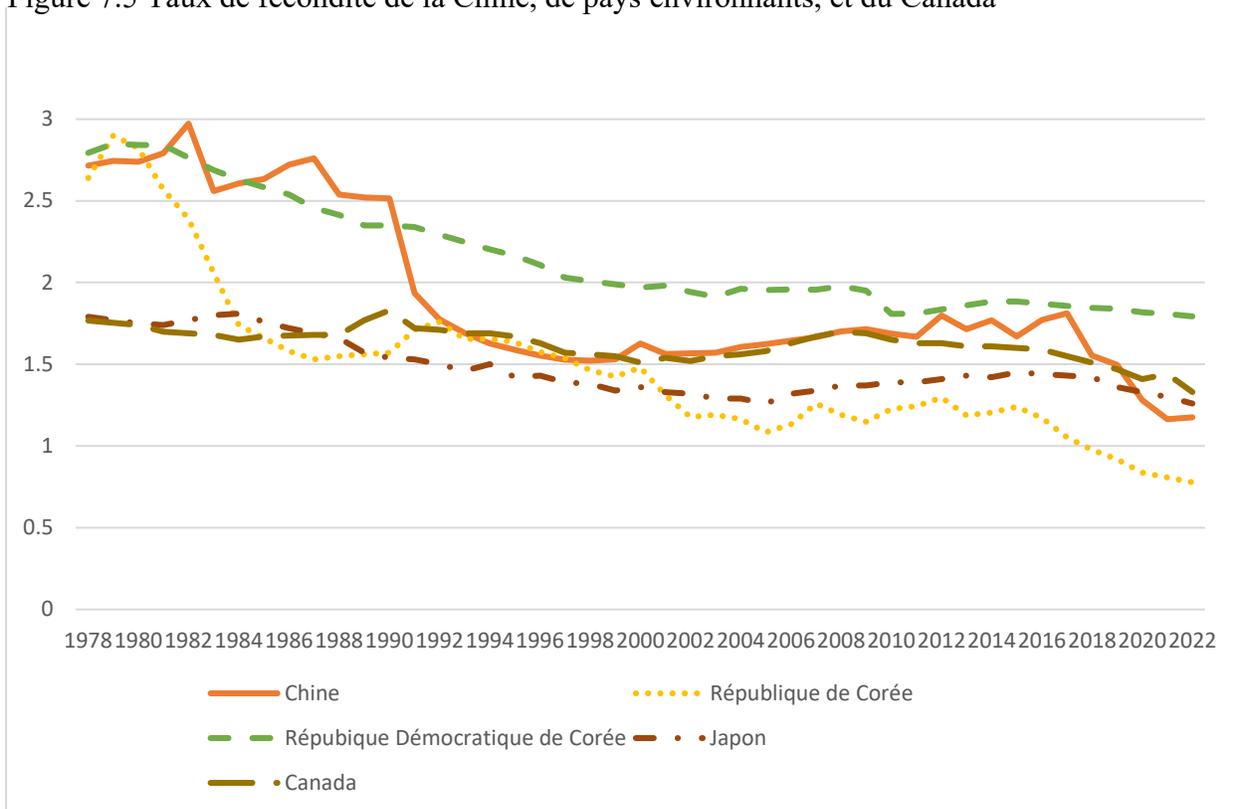
Les conséquences sur la reproduction de la force de travail chinoise sont majeures. Comme Cockshott l'argue, la famille et le mode de production capitaliste sont en contradiction antagonique (Cockshott 2020, 223-24). La fonction économique de la famille, qui auparavant était une fonction fondamentalement productive sous sa forme patriarcale, orbite dans le capitalisme strictement autour de la reproduction de la force de travail. En dissociant la production matérielle, les enfants dans le mode de production capitaliste ne deviennent que des personnes à charge. Ceci crée la tendance à la réduction de la taille des familles. Comme Cockshott l'indique, ceci ne touche pas les sociétés socialistes, puisque la contradiction antagonique entre la reproduction matérielle de la force de travail et la production en dehors du foyer est surmontée par la socialisation de cette reproduction. Il illustre cette idée en comparant l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. Le taux de fécondité des deux pays était tombé en dessous du seuil de renouvellement de la société dans les années 1960, mais l'Allemagne de l'Est a réussi à rétablir ce taux au seuil de renouvellement en introduisant une série de mesures permettant de socialiser le travail de la reproduction familiale, permettant aux mères célibataires et aux parents d'avoir des enfants sans subir de pénalités économiques comparativement aux individus sans enfants. Le taux de fécondité a cependant chuté à un niveau inférieur à l'Allemagne de l'Ouest lorsque la République socialiste a été intégrée de force à cette première (Cockshott 2020, 224).

Figure 7.4 taux de fécondité des pays anciennement socialistes



Source : Banque mondiale

Figure 7.5 Taux de fécondité de la Chine, de pays environnants, et du Canada



Source : Banque mondiale

Les données présentées dans la Figure 3.5 comparent le taux de fécondité de la Chine à celui des pays anciennement socialistes. On y observe des tendances similaires dans l'ensemble de ces pays au cours des années 1990. Le taux de fécondité des pays socialistes d'Europe de l'Est avant la destruction de leurs systèmes socialistes était nettement plus haut qu'à la suite de la réintroduction du capitalisme dans les années 1990. L'évolution du taux de fécondité en Chine suit la même tendance que dans ces pays, ce qui suggère que l'introduction massive du capitalisme en Chine a eu les mêmes effets que dans les pays d'Europe de l'Est. La Figure 3.4 montre le taux de fécondité de la Chine et de quelques autres pays environnants ainsi que d'un pays impérialiste. On y constate que le taux de fécondité de la Chine a largement baissé depuis les dernières années, particulièrement depuis 2017. La Chine est, en 2024, le pays ayant le plus petit taux de fertilité au monde après la Corée du Sud. La situation est très anormale, considérant que la Chine détient toujours un grand nombre d'individus dans le mode de production patriarcal où les enfants constituent des forces productives. Ceci est démontré empiriquement par une étude qui confirme que les mères ont plus d'enfants dans les régions rurales chinoises que dans les villes en Chine (Li et al. 2024). Ces données nous révèlent également que, depuis la période de la nouvelle normalité, le taux de fécondité en Chine a chuté beaucoup plus rapidement que dans tous les autres pays, à l'exception de la Corée du Sud.

Nous argüons que cette baisse du taux de fécondité est en corrélation avec l'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail et avec la diminution du statut économique et social des femmes. Comme en Corée du Sud, avec la superexploitation de la force de travail chinoise dans tous les modes de production, mais tout particulièrement au sein du capitalisme, les femmes n'ont tout simplement pas le temps de prendre soin des enfants avec le nombre d'heures de travail qu'elles ont à accomplir pour les firmes. De plus, depuis le retrait massif du socialisme à la fin des années 90, la socialisation de la reproduction est presque inexistante. Cette reproduction se fonde plutôt sur le travail non rémunéré des femmes et des personnes âgées au sein des familles, ce qui a pour effet d'augmenter considérablement la profitabilité du capital public et privé. Selon un rapport par l'Institut de recherche sur la population YuWa, les raisons pour lesquelles les femmes en âge de procréer choisissent de ne pas avoir d'enfants sont les suivantes : 77,4 % d'entre elles estiment que les enfants représentent un fardeau financier trop lourd; 45,6 % se considèrent trop âgées; et 33,2 % déclarent ne pas avoir de solution de garde. En moyenne, le cout pour élever un enfant en Chine de la naissance à 17 ans s'élève en moyenne à 538 000 yuans. À Beijing et à Shanghai, ce montant grimpe à 1 million de yuans, tandis qu'il est plus bas au Tibet, à environ 349 000 yuans. En prenant en compte la différence entre PIB par habitant, la Chine est l'un des pays au monde où le cout pour élever un enfant est le plus cher. Par ailleurs, la mère perd en moyenne 14 heures par semaines de temps libre et 63 000 yuans par année, puisqu'elle doit abandonner le travail salarié. Le père, en revanche, ne subit aucune perte de revenu salarié et ne sacrifie que la moitié de son temps libre comparativement à la mère. En moyenne,

chaque naissance entraîne une réduction du salaire de la mère de 12% à 17% (Liang et al. 2024, 1-3). Dans ce contexte, de nombreuses femmes renoncent à la maternité en raison du fardeau économique que cela entraîne.

La Chine est donc très loin de l'idéal socialiste à cet égard. Ses tendances ressemblent beaucoup plus à celle de la Corée du Sud qu'à celle de la République démocratique de Corée, un pays détenant une économie planifiée socialiste. La détérioration de la place de la femme au sein de la formation sociale chinoise causée par la croissance de l'influence du capitalisme et des principes marchands au sein du mode de production socialiste est donc en contradiction avec la reproduction de la force de travail.

À partir de ces données, nous pouvons affirmer que les principes marchands et le mode de production capitaliste sont en contradiction, en Chine, avec la libération des femmes et avec l'égalité entre les genres. Depuis les réformes économiques, le Parti semble avoir abandonné matériellement et idéologiquement la cause de l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans le but d'augmenter le profit de la bourgeoisie et des entreprises publiques, le Parti utilise des principes confucéens et bourgeois pour externaliser la reproduction de la force de travail au sein des familles et justifier l'exploitation de la femme dans les modes de production familial et patriarcal. L'implantation de la loi de la valeur, sous l'angle de la maximisation des profits des entreprises des deux modes de production, a donc pour effet de détériorer le statut des femmes chinoises. La situation est extrêmement similaire à celle des pays anciennement socialistes de l'Europe de l'Est où, comme l'argue Kristen Ghodsee, le retour du capitalisme et des marchés a restauré en grande mesure le pouvoir des hommes sur les femmes et a causé une dégradation rapide et intense des conditions de celles-ci (Ghodsee 2018, 4-6). Selon les données que nous avons recueillies, la situation est la même en Chine. Ce constat constitue un indice supplémentaire du fait que le mode de production capitaliste domine désormais le mode de production chinois. En effet, la dégradation du statut économique, culturel, et politique de la femme n'est pas un mouvement essentiellement socialiste, mais plutôt un mouvement essentiellement capitaliste. Comme le soutient Kristen Ghodsee, l'amélioration des conditions sociales des femmes dans les pays d'Occident a, en grande partie, été provoquée par la pression exercée par les États socialistes (Ghodsee 2018, 3). Du point de vue de la majorité des femmes chinoises, le socialisme aux caractéristiques chinoises ne détient aucune différence essentielle avec le capitalisme.

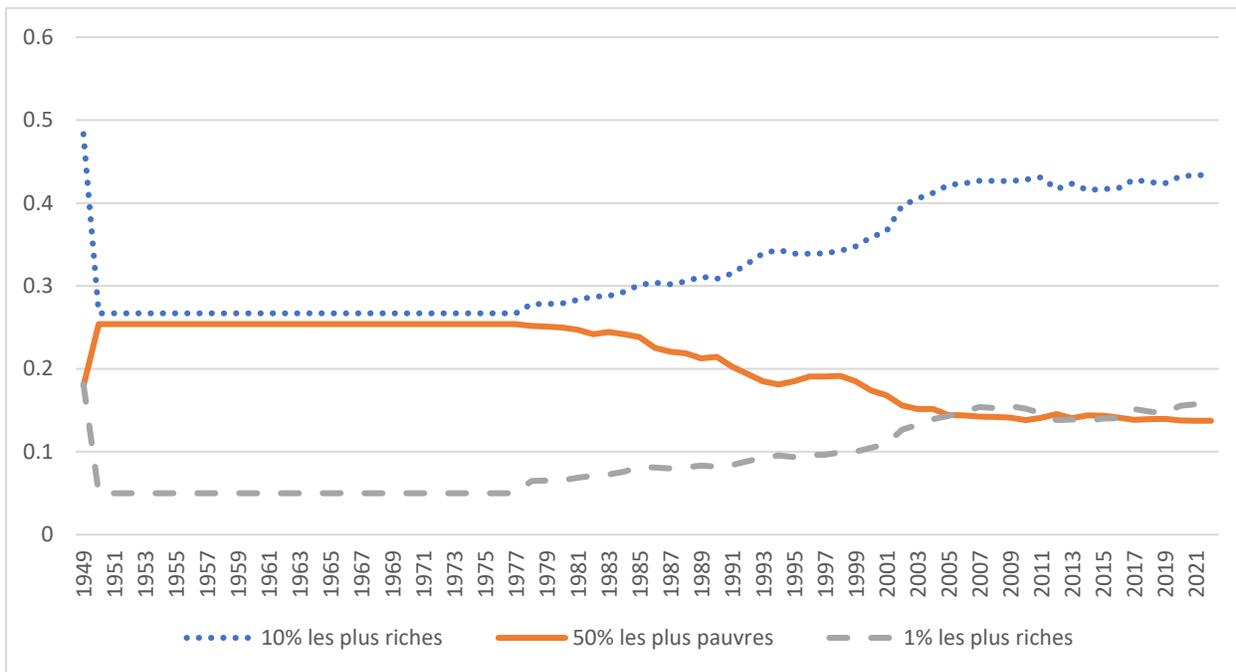
7.4 La stratification générale en Chine

La loi de la valeur et les principes marchands qui animent les réformes économiques chinoises depuis 1978 ont eu pour conséquence de stratifier la société chinoise. Dans cette section, nous analyserons les inégalités en Chine depuis les réformes, ainsi que leurs origines.

Les inégalités en Chine ont largement augmenté depuis 1978. La Figure 3.6 montre l'évolution des inégalités de revenus de 1949 à 2021. Avant la révolution, la Chine était d'une inégalité extrême. La révolution de 1949 a implémenté une division des revenus dans la société où le pourcentage des individus les plus riches ne détenaient que 5% des revenus, les 10% les plus riches en concentraient 26%, tandis que les 50% les plus pauvres détenaient 25% de l'ensemble des revenus. La Chine était donc relativement égale à cette époque. Selon les données de la World Inequality Database, elle était beaucoup moins égale en matière de la répartition des revenus que les pays d'Europe de l'Est et l'URSS, où les 50% les plus pauvres détenaient une part des revenus environ 10 % plus élevée que celle des 10 % les plus riches. La Chine était donc plus inégale que les autres pays socialistes, mais sa structure de division des revenus était définitivement caractérisée par celle de l'économie planifiée. Les inégalités ont augmenté à partir de 1978 lorsque les marchés, le mode de production patriarcal et le mode de production capitaliste ont fait leurs apparitions au sein de la formation sociale chinoise. Les inégalités de revenus n'ont cessé d'augmenter depuis. La part des revenus des 50% les plus pauvres a baissé pour atteindre 13,7% du total en 2021, 5,8% de moins que sa part en 1949 lorsque la révolution n'avait pas encore implémenté l'économie planifiée. La part des 1% les plus riches a augmenté à 15,7% en 2021, tandis que la part des 10% les plus riches a augmenté à 43%. Dès lors, du point de vue des revenus, la tendance en Chine est vers une augmentation du taux d'inégalité. Le coefficient de Gini de l'inégalité des revenus était de 0,464 en 2016. Cependant, lorsque le coefficient de Gini est calculé de manière à prendre en compte les revenus les plus élevés de la Chine, celui-ci est de 0,646 (Li et al. 2020, 20).

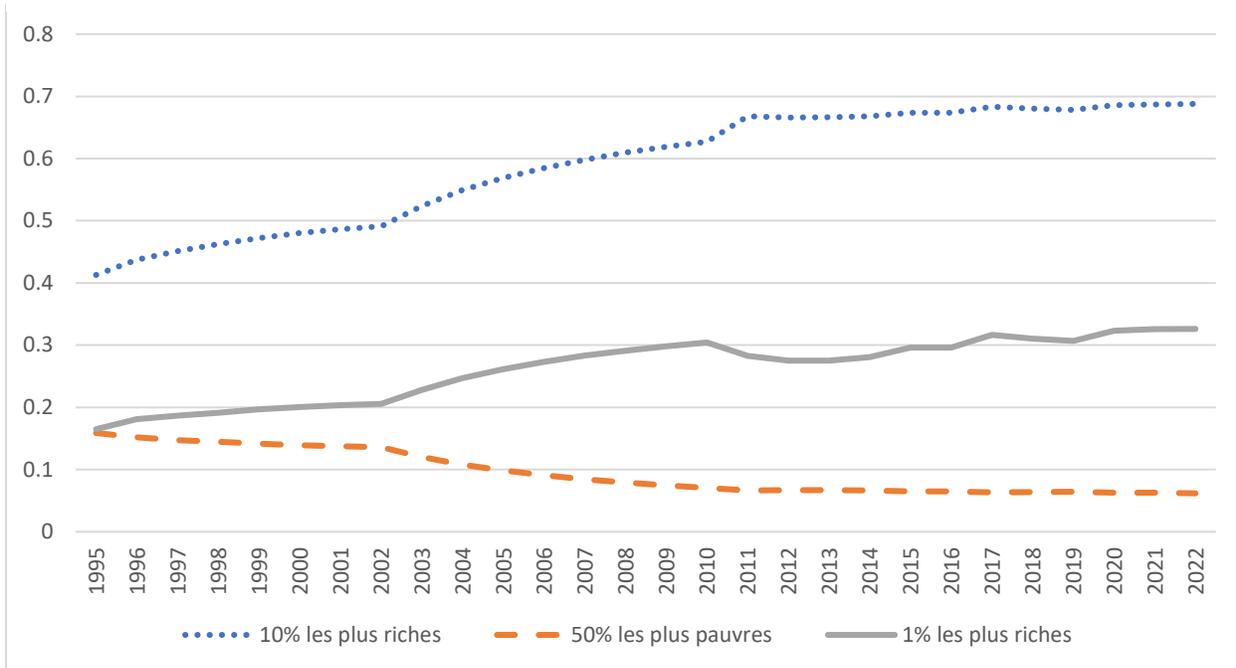
L'inégalité de la richesse est un phénomène relativement récent en Chine. La période planifiée ne contenait presque aucune inégalité de richesse (J. Knight 2014, 4). L'économie planifiée excluait la possibilité d'une différenciation importante de la richesse des individus. Ce n'est qu'avec l'introduction de l'économie de marché et du mode de production capitaliste que ce type d'inégalité est réapparu dans la formation sociale chinoise. La Figure 3.7 illustre l'inégalité des richesses en Chine, qui est nettement plus marquée que celle des revenus. Selon les données de la World Inequality Database, la part de la richesse des 1% les plus riches a dépassé celle des 50% les plus pauvres à partir de 1995 et a atteint un sommet de 32% en 2022. La part de la richesse détenue par les 10% les plus riches a augmenté de 43,7% en 1995 à 68,8% en 2022, tandis que celle des 50% les plus pauvres a chuté de 16,5% en 1995 à 6% en 2022. Le coefficient de Gini de la richesse en Chine était de 0,64 en 2013. Cependant, ajusté pour prendre en compte la richesse des plus riches capitalistes de Chine, le coefficient de Gini serait de 0,73 (Knight et al. 2017, 35). La tendance de l'inégalité des richesses est donc identique à celle des revenus. Elle est en augmentation constante depuis les réformes économiques.

Figure 7.6 Les inégalités de revenus en Chine de 1949 à 2021



Source : (World Inequality Database 2024)

Figure 7.7 L'inégalité de richesse en Chine de 1995 à 2022



Source : (World Inequality Database 2024)

Les inégalités croissantes en Chine se sont accompagnées d'une baisse du taux de la pauvreté absolue. Dès lors, il serait possible d'arguer que le développement économique a contribué à améliorer la qualité de vie de la paysannerie et du prolétariat. Cependant, l'élimination de la pauvreté absolue accompagnée d'une croissance de la pauvreté relative. Le taux de pauvreté absolue est défini comme le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,90\$ par jour. Depuis 2020, l'ensemble de la population chinoise dépasse ce seuil. Toutefois, la pauvreté relative — définie comme le fait de vivre avec un revenu inférieur à 50 % du revenu moyen national — a connu une augmentation marquée, passant de 29,08% en 1989 à 42,65% en 2015 (Zou et al. 2023, 8). Les deux types de pauvretés sont étroitement liés dans la mesure où moins les résidents d'une région souffrent de pauvreté absolue, plus ils souffrent de pauvreté relative. Ainsi, les régions les plus développées de la Chine affichent donc un taux de pauvreté relative beaucoup plus haut que les régions moins développées. Par exemple, le taux de pauvreté relative à Beijing est de 60%. La moyenne des villes chinoises se situe entre 40% et 60%, tandis que, dans les régions rurales les moins développées, il demeure inférieur à 40% (H. Sun et al. 2022, 13). La pauvreté relative influence considérablement le bien-être subjectif des individus. Bien que le revenu ait largement crû entre 1990 et 2010, la mesure du bien-être subjectif est restée relativement stable. Cette stagnation s'explique par le fait que les individus se comparent maintenant à la grande bourgeoisie des villes alors qu'à l'époque de l'économie planifiée, les individus vivaient dans une société relativement égalitaire, ce qui a créé un sentiment d'injustice profond envers les grandes inégalités (J. Knight 2014, 9). En somme, la croissance des inégalités permet de comprendre pourquoi la pauvreté relative s'est intensifiée malgré la baisse rapide de la pauvreté absolue. Bien qu'il n'existe plus de pauvreté absolue en Chine, le taux de pauvreté relative a largement augmenté.

L'inégalité en Chine se retrouve dans tous les milieux. Les inégalités dans les milieux ruraux se sont considérablement aggravées, car les revenus des paysans ont commencé à baisser dans les années 90, tandis qu'une minorité de paysans aisés a vu ses revenus augmenter. Parallèlement, l'écart entre les revenus des populations rurales et urbaines s'est creusé. Par exemple, la croissance des revenus dans les milieux urbains était de 483%, tandis que cette croissance dans les milieux ruraux était de 383% (Liu 2004, 619-21). Bien que l'inégalité des revenus soit plus marquée dans les zones urbaines, l'inégalité de la richesse est encore plus prononcée dans les zones rurales. En 2007, le coefficient de Gini mesurant l'inégalité de la richesse atteignait 0,58 dans les villes, contre 0,62 dans les campagnes. De plus, la richesse négative dans les milieux urbains était de 2,22% alors qu'elle atteignait 5,56 % en milieu rural (Liang et al. 2010, 36-37). Ces données révèlent une différenciation sociale croissante, aussi bien au sein des régions rurales qu'urbaines.

Les principales composantes de l'inégalité de la richesse en Chine résident dans la détention d'actifs financiers, de biens fonciers et d'actifs productifs. En milieu urbain, en 2005, la répartition moyenne de la

richesse se décomposait comme suit : 30 % dans les actifs financiers, 71% dans la propriété foncière, et 3,46% dans les actifs productifs. Cette structure varie toutefois selon le niveau de richesse des ménages. Pour les familles les plus riches, la valeur se concentre davantage dans les actifs productifs et dans les actifs financiers, tandis qu'elle se trouve dans la propriété foncière chez les familles de la classe moyenne. Les plus pauvres ne possèdent pas de propriété foncière et la majorité de leurs richesses se concentre dans les actifs financiers (Liang et al. 2010, 40). En revanche, pour les plus riches de Chine, le capital financier et productif constitue une source majeure d'accumulation. Il serait cependant erroné d'en conclure que la propriété foncière en Chine ne constitue pas une part importante de la richesse de la grande bourgeoisie. Xue et Long ont analysé l'effet de la privatisation des logements sur l'inégalité des richesses. Selon eux, la croissance fulgurante des prix des logements en Chine, provoquée notamment par la concentration de la propriété foncière entre les mains de la bourgeoisie, aggrave significativement les inégalités. Cette monopolisation permet à la bourgeoisie de faire croître la valeur de leurs actifs immobiliers, de vendre les logements à des prix élevés et de tirer profit de la mise en location des logements auprès de ceux qui n'ont pas les moyens d'en devenir propriétaires (Xue et Long 2022). Dès lors, l'inégalité des richesses en Chine se caractérise par une concentration de la propriété foncière chez la classe moyenne et la grande bourgeoisie, tandis que la propriété productive et financière reste largement concentrée entre les mains de cette dernière.

La stratification générale de la Chine se manifeste aussi dans l'évolution des structures des villes depuis la marchandisation des années 1990. La marchandisation des unités des logements a donné naissance en Chine au phénomène social de l'enclosure des résidences, où les logements et les services sociaux et commerciaux qui les entourent sont fermés au public. Comme dans les pays capitalistes, ces résidences fermées sont le produit d'une division profonde de classes. David Harvey attribue cette forme de développement urbain à la polarisation de la distribution de la richesse, qui transforme les villes en « fortified fragments of gated communities and privatized public spaces kept under constant surveillance » (Harvey 2012, 15). Les structures des villes chinoises, depuis les réformes, correspondent à la définition de Harvey : des espaces urbains dominés par des résidences clôturées fermées aux étrangers et gardées par des forces de sécurité privées. Dans les années 1980, la nouvelle classe bourgeoise qui avait les moyens d'acheter des logements requérait des logements au sein de communautés fermées et gardées par une force de sécurité. Lorsque le Parti a établi son modèle de développement basé sur la superexploitation de la paysannerie, les résidents urbains étaient très appréhensifs à devoir partager les mêmes lieux publics avec les travailleurs migrants. La demande en logement a ainsi suivi la préférence bourgeoise en matière de communauté privée. Les populations urbaines se « protégeaient » donc de la masse rurale pauvre (Chiu-Shee et al. 2023, 1493). Depuis la domination complète de la fraction libérale du Parti dans les années 1990, ce modèle résidentiel fermé a été activement soutenu par l'État. En effet, ces structures ont facilité la privatisation des espaces

publics et des services sociaux qui, durant l'ère planifiée, étaient collectifs et accessibles à tous. Le système de logement fermé en Chine était donc le résultat de l'évolution de l'économie politique chinoise, déterminé notamment par la montée en force de la bourgeoisie d'une bourgeoisie désireuse de se séparer socialement des basses classes sociales, par l'adoption du modèle de développement basé sur la discrimination étatique de la paysannerie qui pousse les résidents urbains à se séparer socialement des travailleurs migrants, et du caractère bourgeois des politiques d'État en matière de privatisation des espaces et des services publics.

En 2015, les gouvernements locaux et le gouvernement central reconnaissaient la nécessité de réformer, voire de déprivatiser, la structure résidentielle bourgeoise. Deux raisons principales motivaient cette position. Premièrement, cette structure entrave largement l'urbanisation rationnelle des villes. Ces communautés fermées encombrant notamment les flux de circulation dans la ville et empêchent une distribution équitable de l'aide sociale. Les planificateurs urbains s'accordent ainsi largement sur le fait que ces communautés doivent être ouvertes. Deuxièmement, les résidents urbains vivant dans les communautés pauvres se plaignaient aussi que leurs services et leurs infrastructures étaient de médiocre qualité comparativement aux communautés riches et arguaient que le gouvernement soutenait la ségrégation entre pauvres et riches. Plusieurs ont donc été lancés afin d'ouvrir ces communautés. Toutefois, chacun d'eux a suscité une vive opposition de la part des résidents de ces communautés fermées plus riches qui se sont mobilisés massivement pour défendre leurs « propriétés privées » et empêcher que des « étrangers » n'aient accès à leurs infrastructures. Ces mouvements de protestation ont contraint le gouvernement à retirer ses projets de réforme (Chiu-Shee et al. 2023, 1494-98). Dès lors, bien que du point de vue de la planification urbaine, ces communautés fermées sont irrationnelles, le Parti établit ses politiques selon les intérêts des propriétaires chinois, ce qui empêche toutes réformes de la structure sociale de la Chine. La structure des villes chinoises est donc le reflet de la stratification générale du pays depuis les réformes.

7.4.1 La loi de la valeur et le capitalisme à l'origine de l'inégalité en Chine

Ce dernier point nous amène à la réelle cause de la croissance des inégalités en Chine : la loi de la valeur et la redivision de la société chinoise en classes antagoniques. La distribution de la richesse est un fait qui doit être compris par les tendances retrouvées au sein des modes de production présents dans la formation sociale chinoise.

Voyons d'ailleurs ce qu'on appelle les rapports de distribution eux-mêmes. Le salaire suppose le travail salarié, le profit suppose le capital. Ces formes déterminées de la distribution supposent donc que les conditions de production aient des caractères sociaux déterminés et qu'il existe certains rapports sociaux entre les agents de production. En somme le rapport déterminé de la répartition ne fait que traduire le rapport de production, historiquement défini. (Marx 1976, 794)

Pour Marx, la distribution du surplus économique, sa forme et sa quantité, est déterminée par le type de rapport de production qui a produit ce surplus. De ce fait, les différentes classes dans la formation sociale ont des formes spécifiques de distribution du surplus économique. Le capitaliste obtient des profits, tandis que le prolétaire obtient un salaire. Comme Marx l'a démontré, les profits des capitalistes sont composés de la valeur créée par le travail non payé des ouvriers. La relation de production au sein du mode de production capitaliste est essentiellement inégale. Dès lors, la croissance des inégalités en Chine est la conséquence directe de l'introduction du mode de production capitaliste, et leur réduction demeure impossible sans l'abolition de ce dernier.

À toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière? (Marx et Engels 1972, 33)

Les économistes sociaux-démocrates chinois et les cadres du Parti communiste chinois adoptent donc les mêmes principes fétichistes que les économistes classiques et néoclassiques. Ceux-ci considèrent notamment la sphère de la répartition du surplus économique de la société comme indépendante de celle de la production, en affirmant que les inégalités résultent d'un mauvais fonctionnement du marché. Ils préconisent alors une répartition plus équitable de la richesse, tout en maintenant intacte la propriété privée des moyens de production.

Comme Grossman (2021, 509) l'indique, l'abolition de l'antagonisme de la distribution du surplus économique ne peut se faire que par l'abolition de la valeur d'échange, du profit, de la marchandisation de la force de travail, et du marché, tous les aspects constitutifs du mode de production capitaliste. De manière fondamentale, c'est le principe de la loi de la valeur dans l'économie capitaliste qui est l'instigateur de cette inégalité.

Now, however, the problem becomes one of showing how, in what way, according to which principle profits can be allocated to the capitalists in a 'capitalism' in which no exchange exists. In actual capitalism, antagonistic distribution is effected through the exchange process on the basis of

the law of value. Workers always receive only the value of their labour power; the whole surplus of social production over and above that flows to the entrepreneur. The position of worker and entrepreneur in the process of production determines the mode of distribution and ensures that this antagonism over distribution is again and again reproduced. Under capitalism, the economic function of the law of value is precisely that through its mediation the entire surplus value flows into the pockets of the capitalists. Where, in earlier modes of production, compulsion and the whip had to be used to deprive producers of the surplus of production over and above their means of subsistence, now this 'antagonistic distribution' occurs peacefully through the automatic operation of commodity exchange and on the basis of the law of value. (Grossman 2021, 508)

Puisque chaque classe obtient du processus d'échange sur le marché la valeur de sa marchandise, conformément au fonctionnement de la loi de la valeur, la classe ouvrière n'obtient que la somme nécessaire à sa subsistance dans la mesure où elle ne vend sur le marché que sa force de travail. En Chine, comme nous l'avons analysé, les travailleurs migrants et, de plus en plus la classe ouvrière reçoivent un revenu encore inférieur à cette valeur. De son côté, la classe capitaliste, à cause de sa propriété du capital, ne perçoit pas simplement la valeur de son capital, mais s'approprie l'intégralité de la valeur au-delà de celle donnée sous la forme salariale à la classe ouvrière. Les inégalités ne constituent donc pas une anomalie du système, mais bien un élément intrinsèque à toute société fondée sur les classes sociales. L'apparition des inégalités en Chine depuis les réformes s'explique ainsi par la redivision en classes de la société chinoise. La polarisation de la société entre riche et pauvre qui est survenue au courant des réformes (Liang et al. 2010, 39) trouve son origine dans la structure de distribution du surplus économique au sein de la société chinoise, qui est en majeure partie déterminée par la structure de production capitaliste mise en place par le Parti.

Selon une étude analysant les origines et les tendances des sources des inégalités depuis les réformes économiques, la différence de classes en Chine expliquait 48,8% de la variation des revenus en 2005, contre 23,7% en 1988. L'importance du hukou comme origine de la variation des revenus a augmenté de 12,5% en 1988 à 31,8% en 2005. De même, la position de cadre urbain a augmenté, passant de 3,3% en 1988 à 18,8% en 2005. Quant au niveau d'éducation, son poids dans la variation des revenus est passé de 1,1 % à 39,9 % sur la même période (Lin et Wu 2009, 106). La classe sociale constitue donc la variable déterminante pour expliquer les écarts de revenus. Cependant, les deux autres variables importantes dans la variation du revenu, le hukou et le niveau d'éducation reflètent également la formation d'autres divisions en Chine, notamment la classe des travailleurs migrants, et la classe moyenne constituée des intellectuels et des professionnels.

La Chine est donc, de manière dominante, un pays capitaliste. Les données analysées démontrent que le Parti a abandonné le socialisme au profit d'un modèle capitaliste, y compris selon la théorie du socialisme de Deng Xiaoping. Ce dernier affirmait que, si la Chine restait fidèle au socialisme et à une répartition

fondée sur le travail — par opposition à une répartition fondée sur la propriété —, le pays ne connaîtrait ni disparités excessives de richesse ni polarisation sociale (Deng 1984, 49). Or, les inégalités de richesse observées aujourd’hui en Chine, qui égalent ou dépassent celles de nombreux pays capitalistes, indiquent que la Chine et la fraction libérale de Deng Xiaoping ont emprunté la voie du capitalisme. Le Parti n’a même pas employé l’un des seuls outils pouvant être utilisés par l’État, même au sein des pays capitalistes, les taxes, pour tenter de redistribuer la richesse. Selon Cheng Enfu, le minimum et le maximum du taux de taxation sur le revenu du travail sont beaucoup plus élevés que ceux du taux de taxation sur le revenu du capital, ce qui va à l’encontre selon lui des principes d’équités marxistes et accentue au lieu de diminuer les inégalités en Chine (Cheng 2022, 164). La classe capitaliste chinoise est donc si favorisée par le Parti communiste que celui-ci ne perçoit que très peu de taxes sur la classe capitaliste, ce qui révèle l’impuissance structurelle de la classe ouvrière dans les rapports de force actuels.

7.4.2 Les classes dans la formation sociale chinoise contemporaine

Les réformes chinoises ont donc implémenté à nouveau la division de classes de la société chinoise, qui explique la croissance des inégalités. Le gouvernement chinois refuse d’admettre l’existence de cette division de classe au sein de la société chinoise. Selon celui-ci, cette division serait plutôt composée de strates sociales, des groupes d’individus séparés de manière quantitative. La société serait donc composée d’une classe supérieure, d’une classe moyenne et d’une classe inférieure. La nature de cette division est quantitative, basée sur le montant du revenu de l’individu. Ainsi, cette conception de la division de la société se fonde sur une vision libérale et sert à justifier aux yeux de la classe ouvrière la présence de la bourgeoisie en Chine en la masquant idéologiquement des discours de l’État dans le but de dissimuler les processus d’exploitation qui ont lieu. Comme nous l’avons démontré, les classes sociales en Chine existent réellement et trouvent leur origine dans les différents processus de production qui composent la formation sociale du pays. Ces classes émergent des trois principaux modes de production de la Chine.

Le mode de production patriarcal explique l’existence de la paysannerie. Le mode de production capitaliste, quant à lui, est à l’origine de la formation de la bourgeoisie et du prolétariat, tandis que le mode de production socialiste explique l’existence de la classe ouvrière ainsi que les strates d’intellectuels au sein du gouvernement. L’articulation de ces modes de production produit des types de classes hybrides. Les travailleurs migrants sont une classe hybride entre la classe paysanne et du prolétariat. Son existence est expliquée par la discrimination structurelle imposée par le gouvernement qui fractionne le marché du travail. Il est le groupe le plus pauvre et le plus exploité de la Chine. La classe moyenne qui a émergé depuis les réformes est cependant conceptuellement contradictoire.

La classe moyenne est un groupe quantitativement important en Chine depuis l'ère des réformes. Toutefois, d'un point de vue théorique, elle ne constitue pas une classe à part entière, mais plutôt une strate spécifique de la classe ouvrière. Elle se distingue de la classe ouvrière en Chine par ses revenus plus élevés et par un statut social supérieur. Comme nous l'avons décrit plus haut, cette strate était relativement égale aux travailleurs manuels dans les années 90. Comme l'explique Erik Olin Wright (1980, 1992), au sein des relations d'échange sur le marché de l'emploi, certains postes génèrent des revenus plus élevés, non pas en raison d'une appartenance de classe différente, mais en raison de coûts de formation plus élevés — notamment liés à l'éducation — et, surtout, d'un déséquilibre entre l'offre et la demande pour ces compétences. De ce fait, ces emplois offrent des salaires qui sont plus haut que la valeur de la force de travail. Cette différenciation relève donc, selon Wright, d'une stratification interne à la classe ouvrière, et non d'une division de classe à proprement parler. Les travailleurs professionnels en Chine au début de l'ère des réformes, et plus encore au début des années 2000, occupaient une position sur le marché du travail qui leur permettrait de demander des salaires nettement supérieurs à ceux des ouvriers manuels. Les données sur les origines de l'inégalité confirment cette dynamique. Cependant, cette stratification de la classe ouvrière devient moins prononcée au fil du temps. Par exemple, le salaire moyen des travailleurs professionnels était 240% de celui des travailleurs manuels en 2012, tandis qu'en 2023 cet écart s'était réduit à 139% (Cheng 2024). Ceci s'explique par l'offre de ces travailleurs professionnels qui a largement dépassé la demande sur le marché. Selon l'annuaire statistique de la Chine de 2023, le taux d'inscription à l'enseignement supérieur est passé de 7,2% en 1995 à 59,6% en 2022. La Chine a donc considérablement élargi ses capacités universitaires. Autrefois, en raison de la nature non planifiée de son économie, elle n'a pas su générer une demande équivalente à l'afflux croissant de diplômés. Selon les estimations de l'Organisation mondiale du travail, le taux de chômage des jeunes en Chine est passé 4,4% en 1991 à 15,7% en 2023 (International Labour Organization 2024). Ceci démontre que la position sur le marché de l'emploi des travailleurs éduqués, les professionnels, s'est nettement dégradée comparativement aux travailleurs manuels.

Dès lors, bien que l'implantation de la loi de la valeur au début des années 2000 avait stratifié la classe ouvrière selon son degré d'éducation, l'augmentation du taux de diplômés universitaires a fait baisser le salaire de la force de travail des travailleurs éduqués à un niveau plus proche de sa valeur. Comme les travailleurs manuels, les jeunes diplômés préfèrent travailler au sein du mode de production socialiste. 48% des étudiants veulent travailler pour les entreprises publiques, tandis qu'uniquement 13% veulent travailler pour la classe capitaliste (Shiozaki 2024). Donc, les professionnels et les intellectuels sont de plus en plus d'une nature ouvrière. Leurs emplois sont dès lors de moins en moins bien rémunérés.

Les emplois les mieux rémunérés sont réservés aux étudiants des meilleures universités chinoises, qui sont réservés en bonne partie aux riches. Le système d'éducation chinoise, depuis les réformes, est marqué par de profondes inégalités. Pour entrer dans les meilleures universités, les étudiants doivent obtenir les meilleurs résultats aux examens de l'État, qui demande une longue préparation au sein des meilleures écoles secondaires et de multiples cours au sein d'établissements privés (Yang et al. 2014, 7-8). Bien que les meilleures écoles, primaires et secondaires, en Chine, soient officiellement publiques, elles se comportent de la même manière que les écoles d'élites privées dans les pays capitalistes. Puisqu'elles sont en compétition pour les subventions des gouvernements locaux, les écoles publiques ont intérêt à sélectionner les meilleurs élèves, souvent issus de familles aisées, pour obtenir les meilleures ressources d'éducation sur le marché (Yue 2015, 57). Bien qu'avec d'excellents résultats, les étudiants de familles paysannes et ouvrières puissent entrer dans ces écoles, les riches disposent d'un avantage structurel : elles peuvent verser d'importantes sommes, atteignant facilement 30 000 yuans ou plus, pour garantir à leurs enfants une place dans ces institutions. Les riches peuvent donc monopoliser les meilleures ressources pédagogiques (Yang et al. 2014, 9). La tendance de la croissance des inégalités au sein du système d'éducation où les hommes, les riches, et les individus urbains ont beaucoup plus de chance d'entrer dans les universités élitistes ne fait que s'empirer (Yue 2015, 57-58). Dès lors, la section la plus riche des travailleurs professionnels est plutôt membre de la bourgeoisie et, par sa monopolisation des meilleures ressources pédagogiques, elle peut se positionner au sommet du marché du travail. Deux types d'intellectuels et de travailleurs professionnels existent donc, reflétant deux classes distinctes, ouvrière et bourgeoise.

La bourgeoisie étatique est une forme de classe hybride entre la bourgeoisie authentique privée et la strate intellectuelle du mode de production socialiste. Elle est constituée des éléments embourgeoisés de la strate intellectuelle qui continue d'occuper des positions de pouvoir au sein du gouvernement tout en détenant une grande quantité de capital. Elle est aussi constituée d'un groupe de directeurs d'entreprises publiques qui gagne de très grands salaires et qui obtient, grâce à sa position privilégiée dans les compagnies publiques, des actions. Cela soulève la question suivante : les entreprises d'État chinoises sont-elles, dans leur nature, des entreprises capitalistes étatiques? Selon Andréani, dans la mesure où les institutions internationales imposent aux compagnies d'État de se comporter selon une logique strictement capitaliste, il n'existe pas de différence fondamentale entre ces entreprises et leurs homologues privées. Elles doivent réaliser un profit sur le marché pour les actionnaires, qu'ils soient constitués uniquement d'institutions étatiques ou d'acteurs privés. Elles utilisent une force de travail sans statut particulier qui puisse la différencier de la force de travail que les capitalistes emploient (Andréani 2022, 281-83). Ceci ne correspond pas totalement à la réalité des entreprises étatiques chinoises. Nous avons analysé la détermination de la production des entreprises d'État chinoise et des relations de production qui s'y trouve et nous avons conclu que celles-ci sont plutôt

de nature socialiste, bien qu'elles tendent à se transformer progressivement en capitalisme étatique. L'existence de cette bourgeoisie étatique qui reçoit des actions et un très grand salaire est l'un des signes les plus criants de cette transformation en capitalisme étatique.

Comme l'affirme Lin Chun, la bourgeoisie étatique chinoise est d'une nature relativement unique en Asie. Les grandes compagnies capitalistes en Corée du Sud et au Japon qui ont été au centre des stratégies développementalistes étaient entièrement privées et n'étaient que guidées par l'État. Les capitalistes en contrôle de ces compagnies n'étaient pas des membres du gouvernement, comme les directeurs des entreprises publiques en Chine (Lin 2006, 256). Ces entreprises publiques tendent à produire selon la planification étatique, bien qu'elles produisent aussi pour obtenir un profit sur un marché privé et que les directeurs et des investisseurs privés obtiennent des profits grâce à leurs parts de la propriété de la compagnie. Les dirigeants des entreprises publiques constituent une classe sociale hybride, tout comme les entreprises qu'ils dirigent relèvent d'un caractère hybride. La classe est hybride et transitoire, puisqu'elle peut facilement convertir son haut salaire et les revenus venant des actions de sa compagnie en capital privé. Cependant, ce ne sont pas tous les directeurs d'entreprises publiques qui forment la bourgeoisie étatique. Un bon nombre de ces dirigeants ne perçoivent aucune action, et, comme Lin l'affirme, ils constituent un contrepouvoir en faveur du socialisme au sein du Parti où la faction bourgeoise libérale est très puissante (Lin 2006, 256).

En dernier lieu, la bourgeoisie authentique ou privée est la classe capitaliste qui s'est développée à partir des relations marchandes durant les réformes dans les années 80 et 90 et par le processus d'accumulation primitive capitaliste opéré par certains cadres au sein du Parti. Selon les données recueillies par Lin et Wu (2009, 100-102) en 2005, la classe capitaliste chinoise avait été formée en majorité par les cadres. 16,7% des capitalistes étaient anciennement des cadres urbains et 11,1% étaient des cadres ruraux. Bien que le prolétariat — c'est-à-dire la classe ouvrière issue du mode de production capitaliste — soit, d'un point de vue quantitatif, la classe d'origine la plus répandue parmi les capitalistes (30,6 %), il demeure avant tout la classe la plus nombreuse de la société chinoise, après la paysannerie. En terme relatif, les cadres, ruraux et urbains, ont 14 fois plus de chances de devenir capitalistes que le prolétariat. Contrairement aux cadres, les individus constituant la classe ouvrière qui œuvre au sein du mode de production socialiste ne se sont jamais convertis en capitalistes. Par ailleurs, parmi les membres du Parti communiste, ceux qui n'occupent pas de fonctions de cadres, constituent le groupe ayant le moins de probabilité de devenir capitaliste, en raison de leurs attitudes idéologiques généralement hostiles au capitalisme. Dès lors, en prenant en compte le poids démographique de chaque classe, les cadres représentent le groupe qui s'est le plus transformé en bourgeoisie.

Comme nous l'avons démontré, la bourgeoisie authentique privée et la bourgeoisie étatique, par son contrôle d'une part de l'économie privée, sont au sommet de la division du pouvoir sociale en Chine. Ils sont les éléments les plus riches de Chine depuis les réformes et sont donc les gagnants de l'introduction de la loi de la valeur et du mode de production capitaliste avec la classe moyenne. Bien que Deng Xiaoping avait promis à la paysannerie et à la classe ouvrière que les politiques économiques du pays n'allaient pas créer de bourgeoisie (Deng 1986, 116), cette bourgeoisie est aujourd'hui la classe la plus puissante économiquement de la Chine. Elle reste invisible idéologiquement par le fait que la bourgeoisie se fait nommer par le Parti la strate des entrepreneurs privés.

7.4.3 Conclusion

En conclusion, nous pouvons énumérer les faits les plus importants touchant l'inégalité en Chine. Premièrement, les structures de l'inégalité indiquent que la Chine possède une structure de la distribution du revenu et une structure de la division de la richesse presque identique à celle des pays capitalistes. Ce constat marque un changement qualitatif par rapport à l'époque de l'économie planifiée lorsque les structures des inégalités en Chine étaient très similaires à celles des pays socialistes aux économies planifiées. Deuxièmement, la structure des inégalités est surtout expliquée par la division de classes de la société caractérisée par la propriété de différents types de moyens de production. Cependant, certaines différenciations sociales existent qui ne sont pas expliquées par la propriété. Ces quatre types sont les intellectuels/professionnels, les travailleurs migrants, le prolétariat et la classe ouvrière socialiste. En théorie, ces quatre groupes constituent une seule classe : la classe ouvrière.

L'existence du mode de production socialiste différencie la classe ouvrière du mode de production socialiste de celle du mode de production capitaliste, puisque cette première travaille au sein d'entreprises dont la propriété est collective. Cette distinction était plutôt importante dans les années 1980 lorsque les firmes publiques étaient déterminées partiellement par la planification économique socialiste. Comme nous l'avons analysé, la distinction a tendance à disparaître à mesure que les entreprises publiques se transforment en type de firmes capitalistes étatiques à cause de la dominance de la loi de la valeur et des principes marchands. La classe ouvrière du mode de production capitaliste, le prolétariat, est différenciée de celle socialiste par le fait qu'elle n'œuvre pas au sein de son propre mode de production et qu'elle n'a pas accès au salaire social que le socialisme offre. De ce fait, la classe ouvrière est stratifiée, mais elle n'est pas réellement différenciée, puisqu'elles partagent le même type de relation de propriété avec les moyens de production. Du point de vue de la structure de classe, les travailleurs migrants se distinguent principalement par le fait qu'une très large portion de ces individus possède une terre. Cette caractéristique les place à la croisée de deux classes : à la fois paysans et ouvriers. À l'exception de la propriété de la terre, ce qui le différencie est

les mesures discriminatoires de l'État qui permet sa superexploitation. Ainsi, sous son caractère paysan, ce groupe est différencié socialement, mais sous son caractère ouvrier, il ne forme qu'un groupe discriminé de la classe ouvrière. La nature de la classe moyenne, les intellectuels et les professionnels, dépend de sa relation avec les moyens de production. Nous pouvons diviser ce groupe en deux. D'un côté, ceux-ci ne sont qu'un prolétariat plus éduqué. Ils ne possèdent aucun capital et aucune propriété à l'exception de leurs logements. De l'autre côté, les intellectuels et les professionnels gagnent de hauts salaires, possèdent du capital, foncier, productif, ou financier. De ce fait, une part de leurs revenus est tirée de leurs propriétés de moyens de production et donc de leurs exploitations d'autres classes. La classe moyenne peut donc se situer dans l'un de ces groupes, ou entre ceux-ci. Les données, en particulier l'importance de l'éducation dans la différenciation des revenus, suggèrent que cette classe a obtenu une bonne partie de sa richesse avec le processus dans les réformes, en particulier depuis les années 2000. Troisièmement, les inégalités en Chine ne sont pas expliquées par la différence de la productivité de certains individus, mais par leurs propriétés des moyens de production. Cette inégalité extrême observée en Chine met en évidence une rupture fondamentale avec les économies planifiées, dans lesquelles la différenciation des revenus et de la richesse servait principalement de mécanisme d'incitation à la production, demeurait limitée et tendait à s'atténuer avec le temps. En Chine contemporaine, au contraire, cette différenciation obéit à la logique de la lutte des classes : le pouvoir social d'un individu y est déterminé par sa propriété — ou son absence de propriété — des moyens de production.

De ce fait, la tendance des inégalités en Chine est celle d'une polarisation, puisque celles-ci sont largement déterminées par la loi de la valeur et par la compétition sous un marché de nature privée d'un point de vue quantitatif. Ces inégalités doivent être comprises comme étant la conséquence intrinsèque d'un système économique où la classe ouvrière produit de manière toujours plus productive, en recevant toutefois uniquement la valeur de sa force de travail, ce qui produit au cours de ce processus la croissance de l'accumulation du capital de la bourgeoisie. La pauvreté relative du prolétariat avec le capital bourgeois ne cesse donc pas de s'agrandir sous le capitalisme (Marx 1993b, 732). Les données sur les inégalités en Chine nous montrent dès lors que du point de vue de la distribution du pouvoir social des classes, la polarisation est le mouvement principal retrouvé au sein de la formation sociale chinoise et que ce mouvement est animé par la loi de la valeur et par le capitalisme.

7.5 Conclusion

Nous avons analysé dans ce chapitre les changements des relations de production au sein de la formation sociale chinoise depuis les réformes économiques de 1978. Les données empiriques indiquent l'existence de la tendance à la stratification générale des classes sociales en Chine. Cette stratification apparaît au sein

du mode de production socialiste, qui prend la forme de l'embourgeoisement des cadres en bourgeoisie étatique. La stratification apparaît aussi dans les relations de reproduction sociale. Notamment, les réformes économiques ont cimenté le rôle de la femme dans la formation sociale comme force de travail non rémunérée s'occupant de la reproduction de la famille, ce qui a entraîné une vaste retraite des femmes du marché du travail, la détérioration de leur statut social et la précarisation de leurs emplois. Enfin, nous avons analysé la croissance du taux d'exploitation de la classe ouvrière dans plusieurs secteurs étatiques de la formation sociale chinoise. L'analyse de tous ces types de relations de production nous indique que les tendances propres au mode de production capitaliste se retrouvent au sein de la formation sociale complète, y compris au sein du mode de production socialiste. Dès lors, nous concluons que le mode de production capitaliste domine la formation sociale chinoise.

CHAPITRE 8 La dégénérescence idéologique et l'embourgeoisement du Parti communiste chinois

Nous avons dans les chapitres précédents démontré que les mouvements principaux dans la formation sociale chinoise sont la croissance rapide du mode de production capitaliste et la croissance de la logique du mode de production capitaliste, les principes marchands et la loi de la valeur, au sein de l'économie publique. Ces deux mouvements équivalent à une négation du mode de production socialiste et de son mouvement principal qui est la transition vers un plus haut niveau du mode de production socialiste. Cette négation du socialisme sous ses aspects matériels est expliquée par deux types de luttes des classes. Le premier type est la lutte des classes matérielles. Elle est déterminée par l'embourgeoisement d'une majorité des cadres en Chine et leurs transformations en bourgeoisie privée et en bourgeoisie étatique. Bien que le point temporel critique de cet embourgeoisement se trouve dans les années 90, son point d'origine est ce qui est important pour comprendre la force motrice de ce mouvement démontré tout au long de cette thèse, l'existence du marché et de l'économie privée sont ce qui a déterminé le phénomène de l'embourgeoisement. Sans le marché et l'économie privée, cet embourgeoisement n'aurait été possible que par un choc violent détruisant rapidement le mode de production socialiste et introduisant une classe capitaliste comme cela a été le cas dans les pays d'Europe de l'Est et de l'URSS. En Chine, bien que la fin des années 1990 ait représenté un moment de rupture pour le mode de production socialiste, l'embourgeoisement est antérieur à ce choc et détient plutôt la caractéristique d'être un mouvement progressif prenant naissance des structures économiques chinoises des années 1980. Dès lors, pour comprendre ces mouvements en Chine, il faut analyser les courants théoriques qui ont fait naître le marché, l'économie privée, et la classe bourgeoise privée et étatique. Nous avançons l'argument que ces mouvements sont déterminés par l'implantation des structures du marché en Chine, elles-mêmes fondées sur l'adoption de l'idéologie économique néoclassique qui représente l'idéologie organique de la classe bourgeoise étatique et privée. En d'autres mots, les réformes économiques chinoises constituent un mouvement poussé par une théorie économique antagonique au marxisme et au mode de production socialiste à long terme.

L'argument central de cette section est que, du point de vue du marxiste, il n'existe aucune justification à l'existence du mode de production capitaliste en Chine après la révolution communiste de 1949. Nous sommes d'avis que cette croissance du capitalisme est attribuable à la création d'une économie de marché au sein de la formation sociale chinoise et à la répudiation de l'économie planifiée par la clique libérale dominante au sein du Parti depuis la défaite de Hua Guofeng en 1978.

Ce chapitre est divisé en quatre parties. La première partie examine les essences du marché et de la planification ainsi que les débats théoriques qui les opposent. La deuxième partie analyse sur l'embourgeoisement du Parti communiste chinois d'un point de vue idéologique antérieur à la création de la bourgeoisie chinoise. La troisième partie explore les processus de luttes des classes qui ont permis à la fraction libérale d'imposer les réformes économiques à partir de 1978. Enfin, la quatrième partie est une analyse de la dégénérescence du Parti communiste chinois d'un point de vue léniniste.

8.1 La théorie marxiste et les systèmes de communication

Dans cette première section, nous analyserons les essences et les apparences des deux systèmes de communication économique moderne, le marché et la planification, dans le but de comprendre les origines sociales, les tendances et les nécessités matérielles de leurs reproductions.

8.1.1 La nécessité de la planification économique pour Marx et Engels

Au cœur du projet communiste marxiste se trouvent l'élimination du marché et l'instauration d'un système de coordination de la production basé sur la planification.

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, tel qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcons une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme. (Marx et Engels 1972, 30-31)

Selon les informations contenues dans ce paragraphe de Marx et Engels, nous pouvons constater que dans la première phase de la société communiste, généralement désignée sous le nom de socialisme, la valeur d'échange et sa représentation matérielle, la monnaie, ont cessé d'exister. L'unité à partir de laquelle l'administration du calcul se fait dans cette société est la quantité de travail individuel. Chaque individu contribue par son travail et reçoit, après une taxe nécessaire à la reproduction de la société, l'équivalent du temps de travail qu'il a donné à la société. Le travail est donc directement social, puisque le fétiche de la monnaie et de la valeur d'échange n'est pas nécessaire à l'administration de l'économie. La journée de travail, pour chaque travailleur, est sociale. Son salaire dépend donc de sa productivité. Pour calculer cette productivité, une unité de mesure est requise.

Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé, par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. (Marx et Engels 1972, 32)

Le temps de travail constitue ainsi l'unité par laquelle la planification mesure la contribution des travailleurs à l'économie. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une valeur d'échange. Bien que la forme soit identique à l'échange de marchandises, elle en diffère fondamentalement par son essence. « C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle » (Marx et Engels 1972, 31). Dans le socialisme, les individus reçoivent des bons en échange de leur travail représentant le nombre d'heures travaillé. En essence, ces bons ne sont pas une représentation matérielle de la valeur d'échange, puisque ceux-ci sont qualitativement différents de la monnaie. En effet, ces bons ne permettent pas un échange universel de marchandises. Les bons ne servent qu'à acheter des objets de consommations. Dès lors, l'exploitation de travailleurs par d'autres travailleurs est impossible, puisque la force de travail et les moyens de production ne peuvent pas être achetés. En d'autres mots, ces bons ne peuvent pas être convertis en capital.

De plus, Engels indique que sous le mode de production communiste, l'unité de mesure basée sur le temps de travail est en opposition avec le concept de valeur.

Dès que la société se met en possession des moyens de production et les emploie pour une production immédiatement socialisée, le travail de chacun, si différent que soit son caractère spécifique d'utilité, devient d'emblée et directement du travail social. La quantité de travail social que contient un produit n'a pas besoin, dès lors, d'être d'abord constatée par un détour; l'expérience quotidienne indique directement quelle quantité est nécessaire en moyenne. La société peut calculer simplement combien il y a d'heures de travail dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés de tissu de qualité déterminée. Il ne peut donc pas lui venir à l'idée de continuer à exprimer les quantités de travail qui sont déposés dans les produits et qu'elle connaît d'une façon directe et absolue, dans un étalon seulement relatif, flottant, inadéquat, autrefois inévitable comme expédient, en un tiers produit, au lieu de le faire dans son étalon naturel, adéquat, absolu, le temps. [...] Donc, dans les conditions supposées plus haut, la société n'attribue pas non plus de valeurs aux produits. Elle n'exprimera pas le fait simple que les cent mètres carrés de tissu ont demandé pour leur production, disons mille heures de travail, sous cette forme louche et absurde qu'ils vaudraient mille heures de travail. Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport

aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse « valeur ». (Engels 1950a, 264)

La monnaie et la valeur d'échange sont donc remplacées par la planification fondée sur le temps de travail. Toutefois, il serait possible de croire que la proposition de Marx et Engels citée plus haut, selon laquelle les travailleurs reçoivent le même quantum de travail qu'ils donnent moins la taxe de reproduction avancée et d'autres besoins sociaux, entre en contradiction avec cette citation d'Engels. Le calcul selon la planification se fait selon ce temps de travail, et la valeur exprime le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise. On pourrait donc croire que la planification se base sur la loi de la valeur et que la différence entre la planification et le marché ne soit que la forme de l'administration économique, contrairement à l'essence. La loi de la valeur serait donc aussi importante dans le capitalisme que dans le communisme. Au contraire, la loi de la valeur et le concept même de valeur entre en contradiction avec l'essence même du communisme et de son type de planification économique. Pour comprendre cette différence fondamentale entre la planification et le marché, il faut comprendre la différence entre le concept de la valeur et le concept du temps de travail. Engels nous indique ceci :

Le concept de valeur est l'expression la plus générale, et en conséquence la plus large, des conditions économiques de la production marchande. Le concept de valeur contient donc le germe, non seulement de la monnaie, mais aussi de toutes les formes plus amplement développées de la production marchande et de l'échange de marchandises. Dans le fait que la valeur est l'expression du travail social contenu dans les produits privés, réside déjà la possibilité de la différence entre ce travail et le travail individuel contenu dans le même produit. (Engels 1950a, 264-65)

La distinction fondamentale se trouve donc dans la propriété du produit. La valeur est une caractéristique qui est déterminée par l'échange d'objets privés. Comme Marx l'a expliqué, dans les deux formes du mode de production communiste, la production est directement sociale. Le concept de la valeur du travail n'existe donc pas parce que rien n'est fondamentalement échangé. Bien que, durant la première phase du communisme, les travailleurs reçoivent un salaire, ce salaire ne constitue pas un transfert de valeur d'une entité privée à une autre. Il constitue en réalité un droit d'accès à des produits de consommation, qui ne peuvent pas être échangés par la suite. Ainsi, il n'y a pas de transfert de droit de propriété d'une entité juridique à une autre, puisque la propriété appartient à l'ensemble des individus. Comme l'indiquent Cockshott et Cottrell, les bons que les travailleurs reçoivent ne sont donc pas de la monnaie, et les prix des biens de consommation et la profitabilité de leurs productions n'est pas le déterminant de la production communiste (Cockshott et Cottrell 1993, 99-100). Dès lors, alors que dans une formation sociale articulée sur la base d'un marché comme dans le capitalisme, l'unité de mesure est la valeur d'échange, laquelle exprime de manière indirecte la quantité de temps de travail socialement nécessaire à la production d'un objet, l'unité de mesure au sein du mode de production socialiste est le temps de travail. Dans ce cadre, ce

dernier n'a plus besoin d'être exprimé par l'entremise de la valeur d'échange, puisque la planification de l'économie sur la base d'une propriété publique des moyens de production donne au travail un caractère directement social.

Dès lors, pour Marx et Engels, c'est la planification qui permet de rendre social autant la production que la distribution des produits. La planification signifie la fin de l'aliénation sociale des producteurs, puisqu'elle permet à l'activité fondamentale des humains, le travail, d'afficher son caractère social sans devoir passer par la valeur d'échange. La planification, sur la base de la socialisation du travail par l'augmentation de la productivité des moyens de production, permet le contrôle réel de la part des individus de leurs relations sociales. En essence la planification est donc l'unique façon de créer une distribution directement sociale des processus de production hautement socialisés caractérisant l'ère industrielle des sociétés.

8.1.2 La loi de la valeur et la planification comme systèmes de communication antagoniques

Nous avons déjà expliqué ce qu'est la loi de la valeur à la section 1.3.4. En relation avec la planification, nous pouvons ajouter un aspect sur la loi de la valeur qui est importante à prendre en compte. La loi de la valeur et la planification sont deux types de système de communication. Ces systèmes servent à transmettre une information concernant les produits d'une nature sociale. La loi de la valeur, tout comme la planification, est utilisée dans le but de connaître les équivalences. Les deux systèmes permettent la mise en place d'unités de mesure universelles permettant de rendre sociale la production humaine. L'existence de ces deux systèmes est déterminée par les conditions matérielles de la production. Par exemple, dans le mode de production communiste primitif, la production est directement sociale, puisque les producteurs connaissent le nombre d'heures de travail requis pour la production des biens produits dans leurs propres communautés. Ce n'est que lors de l'échange entre communautés et lors de l'échange avec des centres de production lointains que la loi de la valeur devient importante. Elle permet de socialiser indirectement la production entre ces différentes communautés et ces centres de production lointains.

Dans le mode de production capitaliste où la production se fait entre des personnes privées et où celle-ci est hautement socialisée, le système de communication représenté par la loi de la valeur domine la production de toutes les unités de production pour y permettre l'échange. La forme de ce système de communication est le marché et le système des prix. De la même manière que le travail sous le système dominé par la loi de la valeur possède un caractère indirectement social, cette communication par les prix courants est indirecte. Ceci s'explique par le fait que les prix ne sont qu'une représentation matérielle de la valeur des marchandises et qu'ils ne transmettent l'information, la valeur, qu'à la suite de la production par le mouvement des prix des marchandises sur le marché. En raison de cette rupture temporelle entre la production et la connaissance

de la valeur des marchandises produites, plusieurs contradictions néfastes pour la société apparaissent. Puisque la valeur ne représente pas le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, mais plutôt le temps de travail *socialement* nécessaire à la production de la marchandise, cette dimension sociale du temps de travail nécessaire ne peut être vérifiée que par les prix des marchandises sur le marché. Le producteur ne peut donc pas connaître la demande véritable sur le marché et ses propres capacités à produire de manière productive avant ou pendant le processus de production, mais uniquement à la suite de celui-ci. L'information que les prix transmettent aux unités de production est en conséquence la profitabilité. Le marché représente donc un système permettant l'atteinte d'un équilibre dans les processus productifs d'une société où la production n'est qu'indirectement sociale. Puisque le système est intrinsèquement indirect, cet équilibre est à jamais inatteignable.

La planification est, comme le marché, un système de communication. À la différence du marché, qui repose sur un système de communication indirecte, la planification constitue un système de communication directe entre les unités de production, les unités de coordination et les consommateurs. La planification communiste est l'antithèse du marché dans la mesure où ce dernier, comme le souligne Marx, repose sur un système de communication fondé sur la dissolution de modes de production et de formes de sociétés basées sur la valeur d'échange (Marx 1993a, 264). La valeur d'échange est dissolue dans le mode de production communiste dans ses deux phases par le fait que la propriété commune des moyens de production permet de rendre directement social le travail des producteurs. De ce fait, l'information sur les produits de nature sociale dans le communisme peut être transmise sans devoir passer par la forme aliénée qu'est la valeur d'échange, puisque la société communiste connaît la véritable unité d'équivalence du travail humain, le temps de travail. Le temps de travail est dès lors l'unité de base de la planification sous le communisme. Ceci est possible dans le communisme, puisque la production se fait de manière directement sociale et sous une propriété collective, ce qui permet cet unisson de tous les produits et leurs productions sur la base d'une planification prenant consciemment en compte le temps de travail avant le processus de production. La société connaît donc avant la production d'un produit sa « valeur », contrairement aux modes de production basés sur la valeur d'échange. C'est ce système de communication directe entre les unités de production d'essence identique qui permet de dépasser les conséquences néfastes contenues dans la loi de la valeur : « [...] l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste [...] » (Marx 2002, 52). Sous la base d'une planification centrale et d'une propriété communale des moyens de production, la société est capable de déterminer de manière consciente et démocratique la production des unités productives de l'économie en s'appuyant sur le temps de travail comme unité de mesure fondamentale.

8.1.3 Les courants néoclassiques et le prétendu utopisme de la planification

Si le mode de production communiste, sous ses deux phases, doit s'articuler sous la base de la planification, comment expliquer, dès lors, que la Chine ait abandonné ce modèle de planification? Pour plusieurs, la planification est un système utopique. L'argument général est que la planification serait moins productive que le système de marché, puisqu'une économie industrielle moderne serait trop complexe pour permettre une planification. Le marché serait donc l'institution la plus productive au sein d'une économie moderne. C'est la position des socialistes du marché. Bien que le Parti communiste chinois n'ait offert aucune explication officielle de sa répudiation de l'économie planifiée, puisque ceci admettrait ouvertement son abandon du marxisme, les libéraux à la tête de celui-ci utilisent sans cesse des justificatifs insinuant que la planification freine le développement des forces productives. Cependant, les bases théoriques des arguments avancés tant par les libéraux au sein du Parti communiste que par les partisans du socialisme de marché sont essentiellement les mêmes : ils puisent leur origine dans la théorie économique néoclassique.

Brièvement, l'argument néoclassique contre la planification est que le système n'est pas capable d'opérer dans des conditions dynamiques. Pour Ludwig von Mises, le théoricien de la science économique néoclassique, le système ne serait pas en mesure de répondre aux changements de la demande de la population. Ceci s'explique par le fait que les dynamiques qui sont aptes à changer l'offre des unités de production sur le marché dans le capitalisme sont absentes du mode de production socialiste. Ainsi, selon cette perspective, les consommateurs ne seraient pas en mesure d'influencer la production dans un système socialiste, et ce, pour deux raisons principales. Premièrement, ceci est causé par le fait que le calcul économique des coûts de production serait impossible dans le socialisme, puisque le système des prix, le marché, et les marchandises sont abolis et que la valeur des produits économiques serait impossible à connaître avant le processus de production. Le socialisme serait donc irrationnel, puisque la planification empêcherait le calcul économique. Deuxièmement, l'innovation dans un tel système serait impossible, puisque le gouvernement ne ferait que répondre à la volonté générale de la société. La volonté générale détient la caractéristique d'être inapte à demander le changement, tandis que les individus le sont de manière intrinsèque. Les inégalités dans le mode de production capitaliste sont ce qui permet de créer une tendance à l'innovation : les individus riches cherchent toujours de nouvelles façons de satisfaire leurs besoins, tandis que les pauvres cherchent toujours à imiter les riches. Ceci pousse les producteurs à améliorer leurs méthodes de production pour que les objets de luxes des riches deviennent disponibles aux masses en réduisant leurs prix. Puisque ce luxe serait intrinsèquement impossible dans le socialisme, aucun changement de l'offre de produits et aucune innovation des méthodes de production ne pourraient avoir lieu dans le socialisme (Mises 1951, 199-200).

À la lumière des innovations créées par les sociétés socialistes planifiées, cet argument peut être facilement rejeté. Il est clair ici que la demande dont fait mention Mises est celle des classes aristocratique et bourgeoise. Selon lui, une société sans classes ne pourra jamais innover. L'innovation dans toutes sociétés nécessiterait donc l'existence de classes vastement plus riche que les autres. Cependant, l'importance théorique de l'argument repose dans son caractère structurel : l'innovation serait impossible, puisque le calcul économique dans une économie planifiée ne pourrait pas se faire sous une base objective. Il serait irréalisable dans le socialisme, sans monnaie, sans prix et sans marchés, de trouver un dénominateur commun unissant tous les produits. La « valeur » d'un produit serait impossible à connaître avant le processus de production et ne pourrait pas être vérifiée par après. Le socialisme serait donc une économie non rationnelle (Mises 1951, 121). Uniquement la valeur d'échange pourrait transmettre cette information. La base de l'argumentation de Mises repose donc sur l'hypothèse qu'il n'existe aucune unité de mesure des prix dans l'économie planifiée. Cependant, comme nous l'avons noté, selon Marx et Engels l'unité de mesure de base du mode de production communiste sous ses deux phases est le temps de travail requis la production d'un produit. Toutefois, puisque la théorie économique néoclassique repose sur la proposition selon laquelle il n'existe aucune valeur du travail autre que la subjectivité des individus, le temps de travail ne serait pas en mesure de servir d'unité de mesure universelle dans une économie. Cet argument est donc fondamentalement antimarxiste, dans la mesure où il repose sur une répudiation de la théorie de la valeur du travail.

En général, les arguments avancés par les partisans du socialisme de marché, parmi lesquels Oscar Lange et Alec Nove figurent parmi les plus influents, reposent sur des hypothèses néoclassiques, quoique quelque peu déformées. Par exemple, Alec Nove admet que la théorie marxiste ne peut pas servir de guide à la construction d'un mode de production socialiste. Cependant, il reprend les mêmes arguments que Mises. Premièrement, selon lui, la planification ne pourrait pas se servir du temps de travail comme unité de mesure universelle et la société devrait s'appuyer plutôt sur un système de prix fonctionnant selon les lois du marché, permettant aux unités de production individuelles de calculer les coûts d'opportunité et de calculer la valeur des efforts des producteurs. Deuxièmement, la planification n'aurait aucun moyen de vérifier la rationalité des décisions économiques à la suite du processus de production. Comme chez Mises, la « valeur » ne peut donc pas être calculée avant le processus de production, et elle ne peut pas être vérifiée à la suite du processus de production (Nove 1991, 57). De plus, puisque la monnaie n'existe pas dans une économie planifiée, il serait impossible de calculer la « valeur » des intrants à la production qui ne viennent pas du travail humain (Nove 1991, 27-28). Ceci empêcherait donc la planification de répondre aux changements de la demande des consommateurs et de rationaliser le développement économique. Pour Lange aussi, la question de la demande est fondamentale. Dans un système socialiste fondé sur la théorie de la valeur du

travail, il serait impossible de connaître véritablement la demande des consommateurs (Lange et Taylor 1938, 133). Lange cite notamment Kautsky qui argue que la planification sans mécanismes de marché et sans monnaie serait d'une « autonomie barbare », puisque la centralisation ne pourrait pas prendre en compte la demande des consommateurs (Kautsky 1922). La planification serait aussi un système intrinsèquement conservateur, dans la mesure où le plan empêcherait les innovations, puisqu'il serait contre toutes formes de risques (Nove 1991, 75). Dès lors la concurrence entre petites et moyennes firmes de nature coopérative et privée est requise dans un modèle de socialisme réalisable (Nove 1991, 118). Les entreprises capitalistes seraient acceptées et la régulation du gouvernement empêcherait les capitalistes de monopoliser l'économie. L'exploitation de la force de travail n'enrichirait pas les capitalistes, puisque le marché et le système des prix empêcheraient la création de *trop* grands profits dans l'économie. Le secteur privé ne serait donc pas « excessivement rémunérateur » dans la mesure où, puisque les capitalistes se verraient imposer une limite quant au nombre d'employés qu'ils peuvent engager, ils ne constitueraient pas, à proprement parler, une véritable classe capitaliste, puisqu'ils ne seraient pas divorcés du processus de production (Nove 1991, 198-99).

Cette formulation de Nove vient de Lange, qui argue que la propriété privée des moyens de production dans les sphères concurrentielles de l'économie peut être bénéfique pour une société socialiste (Lange et Taylor 1938, 120-21). Le système de Lange se base sur la détermination de la production des industries par la rentabilité des entreprises. Cette rentabilité serait basée sur les prix des marchandises sur le marché. La demande des consommateurs deviendrait ainsi la force motrice du système, puisque les entreprises seraient contraintes de produire le plus possible sans dépasser le coût marginal de la production des marchandises. Une entreprise cesserait de produire lorsque le coût de production d'une marchandise additionnelle serait inférieur au prix de vente de la marchandise sur le marché. Les entreprises seraient donc en compétition pour satisfaire à la demande du marché et pour l'emploi de la force de travail en offrant un salaire maximal. Ce qui distingue toutefois, selon Lange, ce modèle socialiste du capitalisme est que l'investissement total dans l'économie serait déterminé par la planification du gouvernement, au contraire du taux de profit (Lange et Taylor 1938, 78-79).

En bref, les modèles de socialisme de marché se fondent sur une théorie économique du communisme qui admet l'impossibilité d'abandonner la monnaie, les principes marchands, l'exploitation et la propriété privée, qui, selon Marx, constituent des formes d'aliénation qui doivent être dépassées dans le mode de production communiste. Le socialisme de marché reprend les arguments qu'utilise Mises pour justifier l'existence de la classe bourgeoise et de son type de propriété économique. La concurrence entre les unités de production serait essentielle à l'innovation, tandis que le marché serait l'unique mécanisme pouvant transmettre les

désirs des consommateurs aux unités de production. Le profit des entreprises serait encore une variable importante à l'organisation de la production. Ce profit communiste ne détiendrait aucune différence essentielle avec le profit capitaliste. La différence serait plutôt quantitative, où le montant du profit ne sera pas « excessif », ce qui admet l'existence de l'exploitation de la classe ouvrière et donc de la marchandisation de sa force de travail. Les socialistes de marché sont donc divorcés de Marx. Comme l'argue Chattopadhyay (2000, 152), le fondement théorique de Lange, de sa définition du capitalisme à sa définition du socialisme, s'éloigne beaucoup trop de celles de Marx pour être qualifié de marxiste. Les intellectuels qui défendent le modèle du socialisme de marché s'appuient, dans l'ensemble, sur les fondements de la théorie économique néoclassique. De ce fait, leur position théorique les rapproche bien davantage des courants néolibéraux et sociaux-démocrates que de la tradition marxiste proprement dite.

Les modèles de socialismes de marché sont donc, d'un point de vue marxiste, plutôt conservateurs et réformistes. La théorie du socialisme de marché se retrouve pourtant chez les marxistes. Est-ce qu'un projet de construction du socialisme fonctionnant sous des principes marchands est compatible avec Marx et sa théorie? Pour Tony Andréani, promoteur du modèle de socialisme de marché, Marx serait teinté d'utopisme dans son travail de théorisation du communisme. Pour avancer cet argument, Andréani reprend les mêmes arguments que les néoclassiques. Il serait impossible de planifier les changements de technologies et les changements dans la demande des consommateurs. Les rapports marchands, qui ont l'avantage de pouvoir fournir de l'information en temps continu au sein de l'économie, y seraient mieux adaptés que les rapports économiques totalement planifiés. Le socialisme de marché devrait dès lors tenter de réduire les effets pervers et l'opacité des rapports marchands en « socialisant » le marché au lieu de tenter de le supprimer complètement. De plus, il serait impossible de se libérer de la monnaie, puisqu'une économie basée sur la valeur empêcherait l'existence du crédit et de l'investissement qui nécessite un calcul des risques et un taux d'intérêt, qui signifie un transfert de plus-value des travailleurs, ce qui empêcherait l'existence d'une économie fondée sur la valeur du travail (Andréani 2022, 374). Le modèle de socialisme proposé par Andréani ne peut donc être considéré comme véritablement marxiste, dans la mesure où il affirme que la société ne pourra jamais se libérer entièrement des formes aliénantes associées à la valeur.

Dès lors, en Occident, les arguments sur le socialisme de marché se basent tous sur une position contraire à celle de Marx et sur une répudiation de l'importance de la théorie de la valeur du travail sous le mode de production communiste. Les arguments contre le socialisme de marché peuvent, en résumé, être formulés ainsi : il n'existe aucune différence essentielle entre le socialisme de marché et le capitalisme, ou, à défaut, ce modèle tend inévitablement à dégénérer en capitalisme ou à en adopter de nombreux traits problématiques. Dans sa critique de certains modèles de socialismes, Engels arguait que tenter d'instaurer l'échange dans un

modèle de socialisme serait en effet un socialisme petit-bourgeois qui tente de contrer les effets néfastes de la société sans supprimer leurs points d'origine : la loi de la valeur.

L'échange de travail contre travail d'après le principe d'évaluation égale, dans la mesure où cela a un sens, par conséquent, la possibilité d'échanger l'un contre l'autre des produits de travail social égal, par conséquent, la loi de la valeur est la loi fondamentale précisément de la production marchande, par conséquent aussi de sa forme la plus élevée, la production capitaliste. Elle s'impose dans la société actuelle de la seule manière dont des lois économiques puissent s'imposer dans une société de producteurs privés: comme une loi de la nature qui réside dans les choses et les rapports, qui est indépendante de la volonté ou de l'activité des producteurs, qui agit aveuglément. En érigeant cette loi en loi fondamentale de sa commune économique et en demandant à celle-ci de l'appliquer en pleine conscience, M. Dühring fait de la loi fondamentale de la société existante, la loi fondamentale de sa société imaginaire. Il veut la société existante, mais sans ses anomalies. Il se meut donc par là tout à fait sur le même terrain que Proudhon. Comme celui-ci, il veut éliminer les anomalies qui sont issues de l'évolution de la production marchande en production capitaliste en faisant valoir à leur encontre la loi fondamentale de la production marchande, la loi dont la mise en œuvre a précisément engendré ces anomalies. Comme Proudhon, il veut supprimer les conséquences réelles de la loi de la valeur à l'aide de conséquences imaginaires. (Engels 1950a, 266)

Engels mentionne donc qu'un supposé mode de production communiste où les travailleurs échangent leurs marchandises selon une évaluation égale ne représente pas réellement un départ du capitalisme, puisque la loi de la valeur, qui est créatrice du capitalisme et essentielle à son existence, serait toujours présente au sein de cette économie communiste. Il ne décrit cependant pas en détail les problèmes précis que l'application de la loi de la valeur aurait sur le modèle communiste, si ce n'est pour affirmer que ce modèle ne saurait être véritablement communiste et que les effets néfastes du capitalisme que ces socialismes de marché tentent de régler ne pourront jamais être résolus par l'application d'un principe d'organisation de la production qui est à leurs origines.

Pour Maurice Dobb, la contradiction fondamentale inhérente au modèle du socialisme de marché, en particulier celui proposé par Lange, réside dans le fait que si la détermination de la production des entreprises est le taux de profit (le coût marginal), ceci aurait pour conséquence de créer un grand taux de chômage ainsi que des fluctuations économiques encore plus grandes que sous le capitalisme (Dobb 1955, 43-44). Pour Li Minqi (2008, 179-80), il n'existe aucune évidence statistique prouvant la supériorité des marchés sur la planification. Les économies socialistes ont économiquement crû au même taux que les économies capitalistes durant l'âge d'or du capitalisme d'après-guerre. De plus, les arguments théoriques se basent tous sur l'hypothèse d'une concurrence parfaite sur le marché qui n'a aucune place dans le monde empirique. Pour Peña, plus les aspects marchands sont introduits dans le mode de production socialiste et plus l'autonomie des décisions est étendue, plus les gouvernements locaux et les cadres des entreprises tendent à se comporter comme des propriétaires privés (Peña 1993, 209). Cette dynamique, selon lui, accroît

inévitablement les inégalités de revenu et engendre une différenciation croissante entre les travailleurs, menant ainsi à l'émergence progressive de distinctions de classe (Peña 1993, 212-13).

Nos données sur la formation sociale chinoise montrent déjà que les inquiétudes de Peña sont légitimes. L'étude de cas du socialisme aux caractéristiques chinoises donne raison à tous ces arguments. Les effets néfastes du capitalisme se sont retrouvés en Chine depuis le tout début du processus des réformes. Le cas de la Chine offre donc un exemple d'un socialisme de marché qui s'est largement et rapidement dégradé en capitalisme.

8.1.4 La faisabilité de la planification socialiste

En dernier lieu, nous démontrerons que le modèle de communisme marxiste n'a rien d'impossible ou ni d'utopique, en nous appuyant sur des données scientifiques contemporaines. Bien que les modèles de planification soviétique et maoïste présentent des défauts, ils ont néanmoins démontré leur capacité à répondre aux besoins de leurs sociétés socialistes. Les économies socialistes étaient planifiées à l'aide de méthodes de comptabilité sur papier, ce qui limitait considérablement la puissance de ce système de communication. Cependant, même avec ce type de jugées archaïques par certains, les économies socialistes étaient considérablement supérieures aux économies capitalistes de niveaux de développement similaires. Par exemple, l'économie soviétique a été la seule grande économie historiquement pauvre ayant réussi à rattraper considérablement le niveau de développement des pays riches (Allen 2009, 7). Selon Allen, sans son économie planifiée, l'URSS aurait gardé un niveau de développement économique similaire à l'Asie du Sud et à l'Amérique latine (Allen 2009, 17). L'URSS a donc réussi à accroître de manière significative la productivité du travail au sein de l'économie pour transformer ce qui était de manière prédominante une économie féodale en une économie socialiste moderne sans exploitation. La forme de ce socialisme était donc déterminée par le développement des forces productives de l'époque. Comme Kotz et Weir (1997, 51-53) l'affirment, la stagnation de l'URSS n'a pas été causée par la planification, mais plutôt par le manque d'adaptations des institutions de la planification aux nouvelles conditions économiques caractérisant la fin des années 1970 lors de la révolution informatique. Ce n'était donc pas la planification qui devait être remplacée, mais plutôt certaines de ses méthodes.

À l'ère contemporaine, la planification est réalisable par l'utilisation des nouvelles technologies, les ordinateurs. Elle est une planification cybernétique. Le principal promoteur de ce modèle de planification est Cockshott. Son modèle de socialisme est celui qui, à notre avis, est le plus proche de celui de Marx et se situe à l'opposé des théories néoclassiques animant le socialisme de marché. Le modèle de Cockshott repose sur l'utilisation du temps de travail comme unité de mesure universelle. Cela rejoint ce qu'Engels soulignait

dans le passage que nous avons cité plus haut, où il affirme que la détermination de la « valeur » dans l'économie communiste se fait par la relation entre les objets utiles et le temps de travail nécessaire à leurs productions. Les socialistes de marché avancent que le temps de travail des objets est impossible à calculer, puisque ce processus serait beaucoup trop complexe. Et même dans l'hypothèse où un tel calcul serait techniquement possible, ils soutiennent que la valeur d'usage et le temps de travail seraient déconnectés puisque le temps de travail ne nous renseigne pas sur l'utilité des objets produits. Donc, sans marchés, il serait impossible de s'assurer que la production réponde à la demande de la population. En réponse, Cockshott argüe que le calcul du temps de travail exact des produits est rendu possible depuis les années 80. L'URSS, dans les années 1920, avait déjà théorisé le système et, dans les années 60, l'avait introduit, mais puisque la puissance des ordinateurs n'était pas encore assez développée, la matrice élaborée par les Soviétiques ne pouvait que calculer en temps réel le temps de travail nécessaire à la fabrication de 157 produits (Cockshott et Cottrell 1993, 103). Le modèle de Cockshott n'est donc pas uniquement théorique, mais a été mis en pratique depuis longtemps, bien que sa réalisation ne soit possible que depuis les années 1980 (Cockshott 2020, 266). À l'aide d'une matrice permettant le calcul du temps de travail en temps réel, la planification peut dès lors se baser sur une unité de mesure objective (Cockshott et Cottrell 1993, 94).

Selon ce modèle, la planification détermine une quantité précise de biens de consommation finale, chacun étant accompagné d'une description détaillée de son contenu, c'est-à-dire des produits requis à leur production. L'équilibre du système est achevé lorsque l'offre planifiée et la demande coïncident dans une situation où les produits ont un prix reflétant leurs temps de travail. Dans un système dynamique, l'équilibre dans le court terme est réalisé lorsque l'offre et la demande s'égalisent par l'ajustement des prix sans prendre en compte le temps de travail. Un produit contenant 30 heures de travail pourra être échangé au-dessus ou en dessous de sa valeur en temps de travail. L'équilibre à long terme est atteint par le changement des priorités de la production des biens de consommation pour ainsi établir un *prix*, un temps de travail nécessaire, qui balance l'offre et la demande. À long terme, la valeur en temps de travail des revenus des travailleurs et la valeur des biens de consommation sont égales dans le but d'assurer la stabilité et l'équilibre du système (Cockshott et Cottrell 1993, 105-6).

Cependant, les planificateurs doivent, en premier lieu, connaître la demande des biens de consommation. Le contrargument néoclassique se trouve ici : il serait impossible de connaître la demande des consommateurs avant le processus de production. En réponse, Cockshott argüe que, selon la théorie économique marxiste, la demande est déterminée par l'offre et ne se révèle que lorsqu'un choix doit être effectué. La demande ne naît pas ex nihilo ; elle prend plutôt racine dans les capacités des forces productives

à une époque donnée. De plus, la demande concrète de la population peut être transmise aux organes de planification en temps réel par des systèmes démocratiques et par les données statistiques sur les achats des consommateurs (Cockshott et Cottrell 1998, 185). Ce modèle répond donc aux deux grands arguments des néoclassiques et des socialistes de marché. Il est en mesure d'effectuer des calculs exacts et prendre en compte la demande des consommateurs. De surcroît, ce système offre à la population la possibilité de participer démocratiquement aux décisions économiques fondamentales, telles que le rapport entre le temps de travail, l'investissement, les fonds destinés à la recherche, les taxes sur les revenus servant à financer les activités non productives, etc. Dans cette perspective, les travailleurs seraient en contrôle direct de l'économie et la fonction politique de l'État en tant que forme aliénante de la société pourrait être dépassée.

La planification cybernétique informatique serait même intrinsèquement un système de communication encore plus puissant que le marché. La transmission de l'information par le marché est très lente, car elle dépend des variations des prix, lesquelles sont elles-mêmes conditionnées par les mouvements réels des marchandises sur le marché. Par ailleurs, sa capacité d'autorégulation est lente, puisque le système des prix est un système qui ne peut exécuter qu'une seule tâche à la fois pour trouver l'équilibre optimal au sein de l'espace des phases, un espace mathématique où tous les états sont possibles. En comparaison, la planification à l'aide de superordinateurs est capable d'exécuter plusieurs tâches à la fois pour trouver l'équilibre optimal. À l'aide de ces ordinateurs, les tâches se basent sur un échange d'informations qui se fait à la vitesse de la lumière et ne dépendent donc pas d'un mouvement réel de biens comme dans l'économie de marché (Cockshott et Cottrell 1998, 187-88). Dès lors, les planificateurs seraient en mesure de détecter en temps réel les chocs affectant le système économique ainsi que leurs répercussions sur l'équilibre entre les différentes industries. Il convient également de souligner qu'Oscar Lange lui-même, l'un des plus importants théoriciens du socialisme de marché, en 1967, à la suite du progrès en informatique de l'époque, pensait que son modèle de socialisme de marché n'était plus nécessaire. Le mécanisme de marché au sein du socialisme n'était là que pour tenter de calculer des équations multiples dans le but d'éliminer les perturbations. Selon Lange, l'ordinateur peut effectuer ces calculs de manière beaucoup plus fiable et rapide que le marché. La planification serait donc rendue possible par le progrès technique de la sphère informatique (Lange 1967, 158-59). Le modèle du mode de production communiste de Marx dans sa première phase, c'est-à-dire le socialisme, est donc réalisable aujourd'hui et n'est nullement limité par le caractère des forces productives.

8.1.5 L'essence de la planification cybernétique, soviétique, et chinoise

Nous avons décrit le système socialiste de multiple façon au courant de cette section. En premier lieu, nous avons fait la description de la vision de Marx et Engels du mode de production socialiste, ou dans leurs

propres termes d'une version primitive du mode de production communiste moderne. Nous avons par la suite fait la description du socialisme cybernétique, que nous croyons être la seule méthode de planification pouvant réaliser la vision de Marx et Engels. Le socialisme cybernétique ne constitue pas cependant un départ du mode de production socialiste présent en URSS et en Chine préréformes. Plutôt, toutes ces formes de socialisme ne sont que des apparences d'une même essence. En d'autres mots, elles ne forment que différentes méthodes de planification communiste. Comment dès lors expliquer les différences entre ces trois formes de planification?

La planification soviétique s'est basée depuis sa conception sur une lecture de Marx et d'Engels prenant son origine des bolchéviques. La valeur, ou le prix, des produits de production et de consommation, et de la force de travail n'étaient pas déterminés par le marché, mais plutôt par la planification consciente de l'économie afin de servir les choix de la société. Cependant, la planification de l'économie totale sous les quantas de travail n'était pas encore réalisable dans les années 1930 en URSS et dans les années 1950 en Chine. Comme l'indique Cockshott, les relations sociales étaient contraintes par le stade de développement de la technologie de l'époque (Cockshott 2020, 246). L'utilisation des quantas de travail dans l'organisation de la production et de l'échange entre unité de production et de consommation est impossible dans une économie moderne sans la force de calcul des ordinateurs. De plus, puisque la loi déterminant la production du mode de production socialiste dans son enfance est l'accumulation primitive socialiste, l'échange inégal rend l'échange par les quantas de travail non souhaitable pour les unités socialistes pour deux raisons. La première raison s'explique par le fait que la totalité de l'économie n'est pas socialiste et qu'il ne peut y avoir d'échange par quantas de travail entre le mode de production socialiste et les autres modes de production. Deuxièmement, puisque l'échange est d'un caractère inégal entre le socialisme et les autres modes de production, en particulier les communes agraires ou les kolkhozes, d'un point de vue politique cette inégalité, bien que temporaire, doit être masquée afin de ne pas briser l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière. Un échange en quantas de travail ne pourrait se faire que si la paysannerie est prête à entamer ce sacrifice au même titre que la classe ouvrière, et que si la production agricole soit totalement planifiée.

Au sein même de l'économie socialiste, les quantas de travail n'étaient pas utilisés en Chine et en URSS. La monnaie était plutôt utilisée afin de trouver une valeur commune au temps de travail requis à la production des produits. Ceci ne signifie pas que l'économie était capitaliste, puisque la monnaie ne représentait pas la même valeur d'échange que sous le capitalisme et les autres modes de production basés sur l'échange privé. Comme l'existence de l'État sous le socialisme, la monnaie ne représentait qu'une forme bourgeoise d'une essence communiste, une situation contradictoire expliquée par le sous-développement de la cybernétique de l'époque. La forme monétaire était la forme que prenaient les quantas

de travail dans une situation où les planificateurs devaient, par l'utilisation du papier et du crayon, déterminer la quantité de travail nécessaire à la production de produits. Cette forme ne pouvait donc pas refléter la réalité, bien qu'elle ait été à l'époque l'unique méthode de calcul du temps de travail sans recours aux marchés.

La planification soviétique et la planification chinoise étaient donc identiques sur cet aspect critique de la planification. Ces deux formes étaient donc des formes de planification primitive, bien que supérieure aux marchés. En ce qui a trait aux formes spécifiques de la planification chinoise, nous arguons que la planification chinoise était essentiellement identique à celle soviétique durant le premier plan et la première partie du deuxième plan quinquennal. Le modèle soviétique avait été implémenté en Chine entre 1953 et 1957, la période du premier plan quinquennal. L'industrie urbaine avait été nationalisée et planifiée tandis que les zones agraires avaient été organisées en communes agraires afin d'établir le processus d'accumulation primitive socialiste. Au-delà du premier plan quinquennal, la rupture sino-soviétique a forcé la Chine à transformer son modèle de planification (Wen 2021, 186). Ce qui avait été transformé n'était pas la planification des villes, mais plutôt les formes d'échanges et d'investissements dans les zones rurales et entre celles-ci et les villes. De plus, ce qui avait été transformé du modèle soviétique était des aspects de la superstructure plutôt qu'économique au sein des villes.

Depuis 1957, Mao avait critiqué certains aspects de l'économie soviétique, notamment son caractère bureaucratique, son insistance sur les incitatifs matériels, les privilèges donnés aux cadres, et sa division rigide entre travail manuel et travail intellectuel. Ce modèle de socialisme a effectivement existé qu'entre 1967 et 1977 durant la Révolution culturelle, mais n'a en rien changé essentiellement le caractère planifié de l'économie. Plutôt, les incitatifs matériels ont été remplacés par des incitatifs moraux, tandis que les inégalités restreintes entre les cadres et les travailleurs ont été réduites (Szymanski 1983a, 592-98). Sur le plan de l'accumulation primitive, le développement agricole avait été accéléré dans les communes rurales puisque la planification maoïste arguait que le développement agricole devrait se produire au même rythme que le développement industriel afin d'augmenter la rapidité du développement du niveau de vie de la paysannerie. Les communes tentaient de développer leurs propres industrialisations indigènes tandis que l'échange entre les villes et les campagnes s'entreprenait par une mobilisation directe de la force de travail. Une partie de la force de travail était envoyée directement des villes afin de contribuer aux développements agricoles lorsque les emplois n'étaient pas disponibles dans les villes, tandis que dans les zones rurales l'État utilisait une forme de corvée afin de mobiliser la paysannerie à entreprendre de larges travaux afin d'augmenter la productivité de l'agriculture (Wen 2021, 153). Comme l'explique Wen, l'échange inégal était ici transparent puisque l'État détenait la loyauté directe de la paysannerie, un fait contraire à

l'expérience soviétique. La paysannerie acceptait donc de travailler gratuitement puisqu'elle comprenait que le travail dépensé dans les grands travaux allait directement lui bénéficier tandis que l'économie en général pouvait entamer la construction de grand projet en étant en pénurie de machineries.

Les deux systèmes étaient donc essentiellement identiques, puisque la propriété était largement publique et ne pouvait pas créer de classes sociales, le marché n'était pas utilisé comme système de communication, et la création du surproduit économique ainsi que son utilisation, vers la consommation ou l'investissement dans divers secteurs économiques, était politiquement établie à travers la planification. De ce fait, et d'une manière critique, la force de travail n'était pas une marchandise et son prix n'était pas déterminé par l'armée de réserve du travail. Ces aspects sont partagés par le socialisme cybernétique, qui n'est qu'une version plus développée de ce mode de production socialiste.

8.1.6 Conclusion

L'objectif de cette section était de faire présenter un bref survol des débats sur la planification en occident et de montrer en quoi le socialisme de marché est un modèle fondé sur une renonciation de la théorie marxiste et sur l'adoption d'aspect de la théorie néoclassique bourgeoise. Nous avons par la suite démontré qu'un modèle de planification économique pleinement compatible avec la vision de Marx et Engels — fondé sur le dépassement des divisions de classe et des formes aliénantes de l'économie et de la politique — est aujourd'hui théoriquement réalisable grâce aux avancées technologiques contemporaines. Nous allons analyser dans la prochaine section de manière brève les théories du Parti communiste chinois sur le socialisme de marché chinois. Nous argüons que, de manière similaire aux théoriciens d'Occident du socialisme de marché, le socialisme de marché chinois constitue une rupture du marxisme, voire un abandon complet de cette théorie.

8.2 L'embourgeoisement idéologique du Parti communiste chinois

Nous avons analysé dans la section précédente les bases théoriques sur lesquelles reposent les modèles de socialismes de marché. Nous avons conclu que, selon les écrits de Marx et Engels, le socialisme de marché ne constitue pas une forme du mode de production communiste, dans sa forme peu développée, le socialisme, ou dans sa forme mature. Pour Marx et Engels, le socialisme est un mode de production planifié et sans classes, où les aspects capitalistes de l'économie comme le marché, la profitabilité et l'armée de réserve du travail sont dépassés. Le mode de production communiste dans sa première phase exclut donc la présence du mode de production capitaliste dans la formation sociale, puisque le communisme devrait être une société où les moyens de production industrielle seraient totalement planifiés. Selon le modèle du mode de

production communiste sous ses deux phases, la formation sociale chinoise ne peut pas être définie comme étant socialiste.

Nous argüons que, bien qu'en apparence, la Chine soit distincte des formations sociales capitalistes par l'autorité de son parti unique aux couleurs du marxisme-léninisme sur la superstructure, la formation sociale chinoise n'est pas essentiellement distincte des formations sociales capitalistes de l'Asie de l'Est. Le modèle chinois de socialisme, le socialisme aux caractéristiques chinoises, n'est que le produit d'une longue dégénérescence du mode de production socialiste vers les modes de production capitaliste et patriarcal. De plus, le mode de production socialiste qui existe en Chine depuis 1992 n'est pas le résultat d'une construction d'un système reposant sur une théorie d'un socialisme de marché. Il est plutôt le résultat de déviations théoriques néoclassiques qui ont eu pour conséquences de créer des contradictions économiques et sociales au sein de la planification socialiste qui ont causé la désintégration des aspects socialistes de la formation sociale. Les structures économiques de la formation sociale chinoise contemporaine sont donc le résultat de luttes de classes ayant conduit à la domination de forces sociales, en l'occurrence, la bourgeoisie privée et la bourgeoisie d'État, dont l'émergence a été rendue possible par l'application progressive des théories économiques néoclassiques.

Les réformes économiques chinoises depuis 1978 ne doivent pas être comprises comme un simple processus de commercialisation de la formation sociale chinoise, mais plutôt comme un processus de la dissolution du mode de production socialiste. Le caractère temporellement progressif des réformes peut être expliqué par le fait que la fraction libérale ayant pour leader Deng Xiaoping n'a jamais eu la suprématie complète dans le Parti avant les années 1990. Bien que les objectifs économiques de la fraction libérale aient consisté en une mise en œuvre rapide du capitalisme et la destruction du pouvoir structurel de la classe ouvrière chinoise, elle devait compromettre avec la fraction communiste dans les années 1980. De 1978 à 1982, ces fractions luttaient au sujet de la direction économique de la Chine. La fraction libérale, composée par Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Hu Yaobang, était en faveur de réformes de la propriété des moyens de production, tandis que la fraction communiste, composée à ses sommets par Chen Yun, Li Xiannian, Peng Zhen, était en faveur d'un réajustement des relations entre les secteurs économiques. Cette dernière était notamment en faveur de certaines réformes marchandes, mais voulait garder les moyens de production entre les mains de la classe ouvrière. Elle bénéficiait alors du soutien des économistes de la Commission de planification de l'État et de l'université de Pékin, tandis que la fraction libérale avait l'allégeance d'économistes néoclassiques qui étaient hostiles envers l'économie planifiée comme Xue Muqiao (Bramall 2008, 357). Xue Muqiao était l'un des architectes de la marchandisation de la production des entreprises publiques. Il était notamment en faveur de l'instauration de la concurrence entre les unités de production publiques, de la rétention de leurs

profits, et d'une libéralisation des prix dans le but d'augmenter la productivité des firmes (Xue 1982, 98). L'État devait aussi opérer un désinvestissement de l'industrie lourde en faveur de l'industrie légère (Xue 1982, 1-3). À l'inverse, la fraction communiste, comme Bramal l'explique, désirait revenir à une forme d'économie marchande similaire à celle de la NEP en URSS dans les années 20, où le mode de production socialiste était articulé à un mode de production patriarcal, mais où les prix étaient largement contrôlés par l'État et où les moyens de production industriels étaient publics, pour remédier aux problèmes d'inefficacité économique.

La fraction libérale œuvrait pour une transition vers un mode de production capitaliste, même s'il était impossible à l'époque de l'affirmer ouvertement. Le modèle de la formation sociale chinoise dans les années 80 n'était donc pas le résultat d'une construction théorique d'un modèle socialiste, mais plutôt le résultat d'un compromis entre ces deux fractions. L'économie était partiellement régulée par le plan et partiellement orientée par le marché. Comme nous le verrons, les théories économiques des plus importants cadres du Parti dans les années 1980 et 1990 étaient totalement dénuées de cohérences.

8.2.1 Le stade primaire du socialisme de Zhao Ziyang

Cette incohérence s'explique principalement par le fait que l'objectif des réformes n'était aucunement l'implantation d'un certain modèle de socialisme de marché. En réalité, les réformes de la fraction libérale visaient l'implantation directe du capitalisme en Chine. Zhao Ziyang, le Secrétaire général du Parti durant la seconde moitié des années 1980 et figure au sommet du pouvoir politique de la Chine, l'indique très clairement dans son journal :

In practice, the reform of those years was, to be frank, the rejection and correction of the planned economy, the exclusivity of public ownership, and the single method of wealth distribution that had been enforced since the 1950s. [...] Nevertheless, we had practiced socialism for more than thirty years. For those intent on observing orthodox socialist principles, how were we to explain this? One possible explanation was that socialism had been implemented too early and that we needed to retrench and reinstate democracy. Another was that China had implemented socialism without having first experienced capitalism, and so a dose of capitalism needed to be reintroduced. Neither argument was entirely unreasonable, but they had the potential of sparking major theoretical debates, which could have led to confusion. And arguments of this kind could never have won political approval. In the worst-case scenario, they could even have caused reform to be killed in its infancy. While planning for the 13th Party Congress report in the spring of 1987, I spent a lot of time thinking about how to resolve this issue. I came to believe that the expression "initial stage of socialism" was the best approach, and not only because it accepted and cast our decades-long implementation of socialism in a positive light; at the same time, because we were purportedly defined as being in an "initial stage," we were totally freed from the restrictions of orthodox socialist principles. Therefore, we could step back from our previous position and implement reform policies more appropriate to China. (Zhao 2009, 205-6)

Premièrement, Zhao indique que les réformes sont une renonciation du mode de production socialiste, de sa méthode organique de distribution de ressources, par la planification, de sa méthode de distribution de la richesse, de la distribution selon le travail, et de la propriété publique. Plutôt, l'objectif des réformes était d'implanter le mode de production capitaliste. Le stade primaire du socialisme était ainsi la manœuvre idéologique de la part de la fraction libérale pour introduire « a dose of democracy », selon les mots de Zhao, tout en esquivant l'opposition des communistes au sein du Parti dans les années 70 et 80 en masquant le but réel des réformes. Li Xianglu, le secrétaire personnel de Zhao Ziyang, indique que les réformes économiques des années 1980 ne suivaient aucunement la théorie marxiste (Weber 2021, 115). En ce sens, la fraction libérale était « pragmatique » puisqu'elle n'était pas arrêtée par les conceptions marxistes de l'économie. Cependant, le pragmatisme n'existe pas, puisque toute action politique ou économique est poussée par une certaine compréhension des lois qui régissent le monde. Le pragmatisme de la fraction libérale n'est que l'admission des théories économiques néoclassiques des pays capitalistes. Comme Isabella Weber l'indique, la grande source d'inspiration des réformes économiques venait de dialogues organisés par la Banque mondiale entre des économistes néoclassiques d'Europe de l'Est et des économistes chinois antimarxistes (Weber 2021, 119).

Le terme du stade primaire du socialisme qui est utilisé depuis en Chine pouvait donc donner une liberté d'action à la fraction libérale pour instaurer de plus en plus d'aspects capitalistes au sein de l'économie chinoise. Zhao Ziyang avait résumé en 1987 l'approche du Parti, en affirmant que la Chine allait rester au sein du stade primaire du socialisme pour très longtemps (Bramall 2008, 326-27). Comme Su Shaozhi l'argüe, au moment de la création du concept du stade primaire du socialisme par Zhao Ziyang, les libéraux étaient fortement contraints par les communistes dans le Parti et ne pouvaient s'exprimer ouvertement sur leurs intentions. Le stade primaire du socialisme était un concept contradictoire n'étant que très peu théorisé dans le but de pouvoir légitimer la destruction du système socialiste planifiée et de mettre en place le capitalisme (Su 1998). La fraction libérale du Parti continue de l'utiliser afin de légitimer les tendances capitalistes de l'économie supposément socialiste de la Chine. À titre d'exemple du démantèlement des communes, les relations de production agraires socialistes, Zhao Ziyang n'envisageait aucunement un retour futur à une économie collective dans les campagnes. Le modèle qu'il voulait émuler était plutôt celui des pays développés où l'agriculture est dominée par des fermes familiales capitalistes. Il aspirait notamment à une commercialisation complète de la terre, mais n'avait pas la puissance politique pour entamer cette réforme (Zhao 2009, 142-44). Le stade primaire du socialisme était donc une façade pour introduire des relations de production capitalistes.

Jiang Zemin avait notamment utilisé cette théorie du stade primaire du socialisme de Zhao Ziyang , affirmant que ce stade devait durer au minimum une centaine d'années, et ajoutant qu'un socialisme mature prendrait de 500 à 1000 années de développement économique (Su 1998). Puisque la date à laquelle la Chine devrait retourner à un système socialiste est mise dans un futur si distant, aucune justification officielle n'existe pour forcer la bourgeoisie étatique et le Parti à introduire des aspects socialistes dans l'économie qui puisse la distancer réellement des économies capitalistes. Par la création de ce concept, Zhao Ziyang désirait notamment transformer le système économique chinois en un système capitaliste comparable à ceux de Taiwan, Singapour et de la Corée du Sud, où l'État garde un contrôle autoritaire sur la société, mais où les moyens de production sont, à l'exception des hauteurs dominantes de l'économie, entre les mains de la bourgeoisie (Bramall 2008, 326-28). Il a donc cimenté, depuis le caractère idéologique du socialisme chinois, un socialisme vague dénué de cohérence théorique et pratique.

Cependant, le concept est de plus en plus abandonné par la bourgeoisie étatique du Parti communiste. Puisque le retour à une réelle économie socialiste pourrait froisser les sentiments de la bourgeoisie impérialiste et de la bourgeoisie chinoise, le concept est devenu trop dérangeant pour le Parti. Par exemple, Xi Jinping a affirmé en 2020 que la Chine ne reviendra jamais à l'économie planifiée (*Bloomberg.Com* 2020), tandis que Liu He, le vice-premier ministre a indiqué à la classe capitaliste internationale lors du sommet de Davos qu'il était impossible que la Chine introduise à nouveau l'économie planifiée et que les compagnies publiques continueraient d'être l'objet de réformes (*World Economic Forum* 2023). Bien que le concept du stade primaire du socialisme ait pu maintenir une certaine cohérence au début du cycle des réformes, dans un contexte où l'économie restait majoritairement dominée par la planification et la propriété publique dans les années 1980, il ne constitue aujourd'hui qu'un instrument de légitimation de la dictature d'un Parti dénué de toutes aspirations à la cause du communisme, puisque le concept même d'un socialisme marxiste dans le présent et dans le futur lointain est une idéologie politiquement dangereuse pour la bourgeoisie.

8.2.2 Deng Xiaoping, la fraction libérale et la base théorique de l'instauration du capitalisme en Chine

Bien que Zhao Ziyang ait officiellement été l'individu possédant le plus de pouvoir dans la superstructure politique chinoise, le patriarche de la fraction libérale du Parti communiste était Deng Xiaoping. Les réformistes des années 1980, les plus importants dans l'implantation des principes néolibéraux en Chine, Zhao Ziyang et Hu Yaobang, étaient les clients politiques de Deng Xiaoping (Shambaugh 1993, 475). L'intégralité de leurs actions économiques peut donc être comprise comme l'émanation de la volonté de Deng. La théorie économique de Deng Xiaoping constitue encore aujourd'hui la théorie qui guide le développement économique de la nation. Le développement économique de la Chine depuis les réformes

des années 1980 est le reflet direct des directions économiques choisies par Deng. À travers ses écrits, Deng tente de justifier le développement économique capitaliste des réformes. Cependant, ses écrits sont totalement dénués de cohérence théorique. Ce caractère incohérent, ou « pragmatique » pour certains, doit plutôt être compris à la lumière des témoignages de Zhao Ziyang où il affirme que le marxisme avait été abandonné réellement dans les années 1980, bien que son langage eût été conservé afin de dissimuler leurs intentions aux masses et à la fraction communiste du Parti.

Les points centraux de la théorie de Deng Xiaoping reposent sur l'idée que les économies socialistes devraient utiliser les aspects des économies capitalistes qui peuvent accroître la croissance des forces productives. Déjà en 1979, Deng indiquait que le socialisme devrait introduire les aspects utiles des économies capitalistes, telles leurs méthodes d'opérations et de gestions, ainsi que le marché. Deng affirmait que le marché n'est pas un élément qui existe uniquement au sein du mode de production capitaliste. Par exemple, le marché existait au sein du mode de production féodal. Il indique alors que, pour cette raison, le marché devrait être aussi développé au sein du mode de production socialiste. Le marché ne serait qu'un instrument parmi d'autres, au même titre que la planification, et son utilisation ne revêt pas nécessairement un caractère capitaliste (Deng 1979b, 174). Il justifiait donc à cette époque la destruction des communes et la décentralisation des entreprises privées.

La justification officielle qu'il avançait reposait sur l'idée que les forces productives devaient se développer afin de créer des conditions pour le développement de relations de production socialistes (Deng 1979a, 230). En d'autres termes, cette théorie impliquait que la Chine n'était pas encore prête à développer un socialisme mature. Selon cette logique, il fallait que ses forces productives soient davantage développées. Ce n'est donc pas la lutte des classes qui constitue l'aspect critique de la révolution, mais bien le développement des forces productives. Elle est, dans ses mots, l'aspect fondamental de la révolution (Deng 1980, 227). Cet accent sur le développement économique du pays remonte à 1977, un an après la défaite de la Révolution culturelle. Après avoir emprisonné ses opposants politiques, Deng a énoncé que le but de la révolution communiste réside dans le développement des forces productives (Chan 2003, 174-75). La justification officielle du Parti pour l'instauration de relations de production capitaliste était que la Chine a besoin du mode de production capitaliste pendant une très longue période, nommée le stade primaire du socialisme pour des raisons idéologiques. Ce stade primaire du socialisme, le capitalisme, devrait développer les forces productives pour créer les conditions économiques nécessaires au socialisme mature. Puisque la légitimité du contrôle autoritaire du Parti se fonde sur le fait que celui-ci représente les intérêts de la classe ouvrière et œuvre pour la construction des bases du socialisme, le mot *capitalisme* ne pouvait pas être utilisé. Cependant, cette justification officielle est en contradiction avec l'affirmation de Deng. Pour celui-ci, le développement

économique ne constitue pas le moyen de l'émancipation des classes productives, mais plutôt le but de la révolution. La position marxiste chez Deng est donc renversée. Les relations de production ne servent qu'à augmenter le développement économique du pays. La fraction libérale n'utilisait le mode de production socialiste que pour des aspirations purement nationalistes.

Cette construction idéologique posait cependant un large problème. Pour justifier le besoin du capitalisme dans la création d'une croissance économique rapide, Deng affirmait qu'aucune tentative de développement des forces productives n'avait été entreprise de 1957 à 1978 (Deng 1988, 177). Selon ce dernier, la collectivisation et l'économie planifiée étaient des aspects socialistes qui ralentissaient considérablement le développement économique du pays. Dès lors, si le socialisme était dans les conditions présentes de la Chine inférieure au capitalisme et n'avait causé que la stagnation du pays, la légitimité de la dictature du Parti perdait toute cohérence, puisque le socialisme n'était que destiné à être construit dans une période future lointaine. Si les éléments fondamentaux du socialisme, ses relations de production et de distributions, sont considérés comme les causes de la stagnation du pays, alors pourquoi ne pas simplement atteindre naturellement le développement de ces conditions par le développement historique de toutes les sociétés? En d'autres mots, puisque Deng et la fraction libérale du Parti affirmaient ouvertement que le socialisme est une force réactionnaire historiquement en Chine dans ses conditions présentes, le socialisme, et, par extension, sa superstructure, n'avait plus aucune légitimité aux yeux des masses.

Pour cette raison, Deng et la fraction libérale ont déclaré que les aspects capitalistes retrouvés dans l'économie pouvaient également être considérés comme relevant de la nature socialiste. Par exemple, dans son tour du sud en 1992, Deng affirmait ouvertement que la planification était tout aussi socialiste que les marchés. Son raisonnement était que, puisqu'une planification existe sous le capitalisme, les marchés peuvent aussi exister sous le socialisme. Le fait que les marchés existent sous le socialisme suffit à affirmer que les marchés sont socialistes. Il avance par la suite que l'essence du socialisme réside dans la libération et le développement des forces productives, l'élimination de l'exploitation et de la polarisation, ainsi que la prospérité commune. Or, dans la même allocution, il affirme également que l'utilisation du marché boursier et la présence de dividendes ne sont pas en contradiction avec le socialisme (Deng 1992, 243-44). Cette affirmation implique que les marchés boursiers et la remise de profit, selon la propriété de la compagnie, ne constituent pas un signe d'exploitation économique. Pourtant, ceci constitue l'un des mécanismes de bases et universellement reconnus, dans le marxisme, de l'exploitation bourgeoise de la classe ouvrière. Ainsi, selon Deng, la Chine resterait socialiste parce qu'elle serait exempte d'exploitation économique, tout en niant que le profit et la plus-value relèvent de ce processus. Il en résulte donc une incohérence théorique fondamentale.

Si les principes du socialisme de Deng et de la fraction libérale semblent empreints d'incohérences, c'est précisément parce qu'ils reposent sur une absence de définition claire et cohérente du socialisme. Dans un entretien avec le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier d'Espagne en 1987, Deng a lui-même reconnu que le Parti communiste chinois ne savait pas ce qu'était véritablement le socialisme. De plus, il a avoué ne pas savoir comment construire une société socialiste, ni même si le socialisme était supérieur au capitalisme (Deng 1987, 151). Xue Qiaomu, le théoricien principal du Parti, affirmait, en 1987, qu'une vision rigide du socialisme comme étant totalement en conflit avec le capitalisme ne correspondait pas à la réalité objective (Chan 2003, 192). La fraction libérale tentait donc de transformer la définition même du socialisme et d'effacer ses différences avec le capitalisme afin de légitimer une idéologie purement nationaliste et d'instaurer progressivement des aspects capitalistes dans l'économie. La croissance des relations de production capitalistes peut alors être rationalisée comme étant tout à fait normale au sein du socialisme. Ce dernier devenait alors un concept malléable utilisé par la bourgeoisie étatique pour légitimer sa dictature sur la paysannerie et la classe ouvrière.

C'est en 1992 que la fraction libérale dans le Parti a acquis une masse critique lui permettant de déplanifier l'économie. Deux facteurs expliquent cette formation de la masse critique. Le premier est expliqué par la configuration de classes dans la formation sociale chinoise où la classe ouvrière a perdu l'ensemble de son pouvoir structurel au début des années 1990, que nous analysons à la section 8.3. Le deuxième facteur est expliqué par la configuration de classes internationale où les forces socialistes ont largement été vaincues mondialement à la suite de la période de 1989 à 1991. Dès lors, à partir de 1992, les forces mondiales et les forces nationales de la classe ouvrière ont été neutralisées, donnant à la fraction libérale la suprématie politique sur la formation sociale chinoise. Dans ses discours publics, Deng Xiaoping se montrait encore opposé à la privatisation, en grande partie parce que la classe ouvrière et les fractions de gauche du Parti conservaient à l'époque un poids non négligeable dans l'arène politique. Ses discours de 1992 défendaient encore la propriété publique des moyens de production au sein de l'économie. Cependant, comme l'argue Li Minqi, le quatorzième Congrès national du Parti communiste chinois a marqué un tournant décisif avec l'adoption officielle du concept d'économie de marché socialiste comme modèle économique du pays, la Chine a commencé une transition rapide vers le mode de production capitaliste par des vagues de privatisation massives (Li 2016, 20). À partir de ce moment, la fraction libérale a atteint une suprématie lui permettant d'imposer la domination des principes marchands. La planification centrale, le système de distribution de ressources organique au socialisme, a été abolie et le marché a débuté sa dominance complète sur la Chine. Le mode de production capitaliste a pu augmenter ses effectifs rapidement sur la base de la libéralisation complète des prix, permettant aux entreprises capitalistes d'entrer en concurrence directe avec les entreprises socialistes et de les combattre sur le plan de la rentabilité en utilisant une force de travail

superexploitée. Ceci constituait depuis longtemps l'objectif principal de la fraction libérale du Parti. Par exemple, en 1984, Deng Xiaoping préconisait que le secteur privé, donc la bourgeoisie, devienne la force principale de l'économie chinoise, tandis que le secteur public se limiterait à jouer un rôle de leadership de l'économie (Chan 2003, 185).

Selon le journal de Zhao Ziyang, la fraction libérale avait déjà établi un marché libre en 1987, bien que celle-ci lui avait donné le nom d'économie de marchandises en raison des barrières idéologiques marxistes (Zhao 2009, 124). Cependant, les prix n'avaient pas été totalement libéralisés. La première tentative de la fraction libérale pour libéraliser les prix a culminé en 1988, à la suite de la visite de Milton Friedman, l'un des grands théoriciens du néolibéralisme. Lors de cette visite, Friedman s'est entretenu pendant deux heures avec Zhao Ziyang, lui exposant les bienfaits d'un marché libre et de la libéralisation complète des prix. Celui-ci a suivi les conseils de Friedman et a implémenté cette libéralisation en 1988, ce qui a eu pour effet d'augmenter le taux d'inflation des prix de l'industrie légère et d'augmenter le taux de corruption. Notamment, la libéralisation avait permis à une bourgeoisie privée et une nouvelle bourgeoisie étatique de s'emparer des produits de la production socialiste et de les revendre à des prix beaucoup plus élevés, causant la rébellion de 1989. Zhao Ziyang fut arrêté en 1989, ce qui a permis à la fraction communiste de reprendre temporairement l'ascendant au sein du Parti jusqu'en 1991 sous Chen Yun (Li 2016, 20). L'arrestation de Zhao n'avait cependant rien à voir avec ses politiques économiques. En 1988, Deng Xiaoping lui-même avait voulu entamer la thérapie de choc pour libéraliser tous les prix de la Chine, en utilisant, selon Isabella Weber, la même rhétorique que les économistes néolibéraux tels que Kornai qui avait mis en œuvre cette thérapie partout en Europe de l'Est et en URSS lorsque la bourgeoisie avait repris le contrôle de ces pays (Weber 2021, 250). Les réformes de Deng et de Zhao ne différaient en rien, sur le fond, de celles mises en œuvre par les forces contrerévolutionnaires de l'Europe de l'Est. À la suite de sa reprise du pouvoir en 1992, la fraction libérale réinvita Milton Friedman en 1993 pour s'instruire sur les marchés et la libéralisation. Friedman était notamment surpris par le fait que la fraction promarché, à la suite de la chute de Zhao Ziyang, puisse reprendre le contrôle du Parti et devenir beaucoup plus radicale dans son libéralisme économique (Gewirtz 2017). Selon la nature des politiques économiques adoptées par le Parti depuis 1992, il serait possible d'affirmer que la fraction libérale domine encore totalement la superstructure politique du pays.

8.2.3 Les théories antimarxistes de la fraction libérale du Parti

Comme nous l'avons indiqué, les théories économiques de Deng Xiaoping et de Zhao Ziyang sont entièrement dénuées de cohérence. Nous le démontrerons dans cette sous-section en analysant les trois grands axes des théories économiques de la fraction libérale : l'axe interne, l'axe externe, et l'axe temporel.

8.2.3.1 La théorie de la stagnation de la période planifiée et la revitalisation par la commercialisation interne

Premièrement, Deng associe la période de l'économie planifiée et de socialisme marxiste en Chine à une stagnation économique dans lequel le développement des forces productives ne pouvait être que rétabli sous la force des principes marchands. Les données économiques de la Chine à propos de cette époque nous indiquent que ceci est faux. Le PIB de la Chine entre 1952 à 1978 avait un taux de croissance annuel de 6,3% et de 8,2% entre 1963 à 1978 (Long et Herrera 2023, 224-25). La croissance de la Chine, comme celle de l'URSS, était très rapide lorsque son économie était planifiée. Elle avait industrialisé en grande partie son économie urbaine et n'avait pas eu besoin d'aspects capitalistes pour accroître ses forces productives. Les allégations de Deng étaient alors infondées de manière empirique. De plus, comme nous l'avons analysé, la croissance rapide de la Chine à partir des années 1990 s'est maintenue en raison d'un colonialisme interne dans lequel la force de travail paysanne a été superexploitée. La période capitaliste serait donc supérieure à la période socialiste uniquement dans la mesure où le capitalisme a pu exploiter sa force de travail bien au-delà de ce qui était possible sous le socialisme.

Deuxièmement, Deng affirme que le marché est, au même titre que la planification économique, un aspect du socialisme. Cependant, l'existence des marchés admet l'existence du concept de profits, de la marchandisation de la force de travail, de l'existence de l'armée de réserve du travail, et de la concurrence. Le marché n'est nullement un simple instrument pouvant être employé indifféremment par tous les modes de production. Au contraire, selon Marx et Engels, le marché est la technique par laquelle la production privée devient indirectement sociale. Le marché signifie donc l'existence, à des degrés différents, de la propriété privée, de l'échange, et de la loi de la valeur, qui sont tous des aspects qui devraient être dépassés par le socialisme. De ce fait, la force du marché et des relations marchandes dans une économie sont négativement corrélées avec la force du socialisme, puisqu'elles révèlent l'existence persistante de la propriété privée et, par conséquent, de classes sociales au sein de l'économie. Par exemple, Deng justifiait l'existence du marché boursier et la rémunération selon le capital par l'entremise de celui-ci. Or, ces mécanismes témoignent de l'existence de l'exploitation de la classe ouvrière même lorsque les compagnies qui sont à la bourse sont de nature publique, puisqu'elles doivent verser une plus-value aux investisseurs privés. De plus, Deng ne fonde pas sa théorie sur des références à Marx et Engels. Il justifie plutôt l'existence des marchés par leur présence dans le mode de production socialiste en Chine dans les années 1980, un fait qu'il avait lui-même instauré quelques années auparavant et qui avait déjà heurté fortement les intérêts de la paysannerie et de la classe ouvrière. Dès lors, les fondements théoriques des réformes sont dénués de cohérences dans la mesure où la fraction libérale n'a jamais tenté de légitimer ses réformes par l'utilisation

de la théorie de Marx et Engels. Le langage marxiste est utilisé tout en étant complètement vidé de son essence.

8.2.3.2 La théorie de la commercialisation externe par l'articulation aux marchés internationaux de la fraction libérale

Au-delà de la théorie des réformes générales du système économique chinois, la théorie derrière l'articulation aux marchés étrangers est elle aussi dépourvue de toute cohérence marxiste. Au contraire, la stratégie de cette articulation reposait sur une compréhension néoclassique des relations économiques.

L'intégration au marché capitaliste international avait été l'œuvre de la fraction libérale du Parti communiste, tandis que la fraction communiste s'y opposait. Selon le journal de Zhao Ziyang, à la fin des années 70 et au début des années 80, Chen Yun était l'opposant principal de Deng Xiaoping sur l'ouverture de la Chine aux capitalistes internationaux. Selon Zhao, l'opposition de Chen Yun venait de sa lecture de Lénine sur l'impérialisme. Selon Chen Yun, la Chine ne pouvait pas véritablement se développer par le biais des IDE, car, par essence, le capitalisme financier tend à extraire des pays dans lesquels il investit une portion de valeur supérieure à celle qu'il y a initialement injectée, tout en cherchant à freiner tout développement économique réel dans ces pays. Il était donc impossible de s'appuyer sur les IDE pour développer les pays peu développés. Pour Zhao Ziyang et Deng Xiaoping, cette théorie n'était qu'une orthodoxie marxiste qu'il fallait abandonner, puisque, selon eux, il était impossible pour un pays peu développé de se développer sans les IDE des pays impérialistes (Zhao 2009, 102-3). Le fondement de la théorie marxiste moderne de l'impérialisme avait donc été abandonné par la fraction libérale. L'exploitation impérialiste n'était qu'une orthodoxie au même titre que le reste de la théorie marxiste-léniniste.

La stratégie adoptée par le Parti communiste à partir des années 1980, l'ouverture aux marchés impérialistes, avait été formulée par Zhao Ziyang suivant la théorie de l'avantage comparatif. Zhao Ziyang n'était pas un économiste ou un intellectuel et ne tentait pas de comprendre l'essence des stratégies qu'il mettait en œuvre. Au contraire, Zhao indique explicitement qu'il voulait ouvrir la Chine aux marchés internationaux pour imiter le modèle de développement des quatre tigres asiatiques : le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, et Hong Kong, des dictatures capitalistes fascistes. Comme ces pays, Zhao voulait que la Chine se spécialise dans la production à forte intensité de main-d'œuvre. Puisque les pays riches disposent d'une spécialisation dans la production en forte intensité de capital et que les pays peu développés possèdent une spécialisation dans la production en forte intensité de main-d'œuvre, la Chine devrait se spécialiser dans son avantage pour assurer son développement. Zhao qualifie ceci d'une sorte de « loi de la nature. » Selon son modèle, les provinces de l'Est allaient se spécialiser dans l'industrie légère et afin d'attirer massivement les IDE, tandis que les

provinces de l'Ouest devaient attendre que le cout de la main-d'œuvre dans les provinces de l'Est devienne trop dispendieux. Elles pourraient alors, à leur tour, bénéficier d'un avantage comparatif de la main-d'œuvre bon marché par rapport aux provinces de l'Est (Zhao 2009, 145-50). Donc, selon Zhao Ziyang, l'ouverture de la Chine aux pays impérialistes constituerait un levier capable de favoriser le développement économique du pays.

Les bureaucrates de la fraction libérale du Parti ne sont pas des économistes et ne s'intéressent guère aux débats théoriques. L'idéologie qui sous-tend les réformes de cette fraction, et en particulier cette stratégie provient plutôt des économistes néoclassiques de la Banque mondiale. Le représentant de cette idéologie en Chine est Lin Yifu, l'économiste en chef de la Banque mondiale de 2008 à 2012. Il détient le poste important de conseiller du Conseil d'État de Chine depuis 2013. Il représente depuis la fin des années 80 le courant néoclassique économique en Chine de l'Université de Chicago, le centre de l'idéologie néolibérale qui a servi les régimes fascistes dans les pays peu développés dans leurs luttes contre le communisme et les autres mouvements populaires (Harvey 2005, 8). Selon Lin Yifu, la Chine devrait se spécialiser dans ses avantages comparatifs dans le but de moderniser sa structure économique (Lin 2021, 106). Pour Lin, aucun pays ne peut se développer en sautant les phases de modernisation de l'économie. Selon lui, l'erreur des économies socialistes et des économies développementalistes du tiers-monde résidait dans leur volonté de s'industrialiser rapidement à travers des investissements dans l'industrie lourde. Plutôt, en raison de sa confiance profonde dans les mécanismes de marché, Lin soutient que les investissements devraient être guidés par la profitabilité individuelle des entreprises. La Chine devait donc, selon Lin, privatiser les entreprises publiques qui n'étaient pas profitables et poursuivre cette logique de privatisation à l'avenir (Lin 2021, 109). Donc, l'essence de la théorie de l'avantage comparatif repose sur la notion de la maximisation de la profitabilité de tous les secteurs. La Chine devrait se spécialiser dans l'industrie légère, puisqu'elle est plus profitable que l'industrie lourde. Cette forme de spécialisation s'oppose donc fondamentalement à la stratégie de l'accumulation primitive que nous avons analysée précédemment.

La théorie de l'avantage comparatif n'a aucun sens d'un point de vue marxiste. Comme l'explique Carchedi (1986, 433-37), la théorie ignore l'échange inégal qui maximise le transfert de valeur des pays les moins développés aux pays les plus développés, et elle est dénuée de sens, puisqu'elle confond la concurrence en matière de productivité et en matière de profitabilité. Selon la théorie de l'avantage comparatif, une nation pauvre devrait se spécialiser dans les sphères de production qui utilisent les facteurs de production les moins dispendieux. Dans les pays peu développés, le facteur le moins cher est la force de travail humaine. Dès lors, puisque le développement de ces industries à faible intensité de capital est plus profitable, selon la théorie économique néoclassique qui se base sur une vision de la productivité centrée sur les prix et non sur

la valeur, il serait dans l'intérêt des pays peu développés de se spécialiser dans ces industries. Inversement, les pays riches devraient se spécialiser dans les industries à forte intensité de capital. Puisque la spécialisation permettrait à chaque pays de générer une plus grande quantité de profits, il serait dans l'intérêt de toutes les nations de se spécialiser dans les secteurs économiques mobilisant les facteurs de production les moins coûteux dans leurs économies respectives, afin de favoriser le développement global de l'économie mondiale.

Les contradictions dans cette théorie sont multiples. Premièrement, les nations sont en concurrence et, bien que la spécialisation pourrait théoriquement accroître la quantité totale de profits générés dans l'économie mondiale, la répartition de ces profits est loin d'être égale et certaines nations. Certaines seront gagnantes, tandis que d'autres en seront désavantagées. De plus, cette spécialisation représente les intérêts des pays riches. En conservant une structure industrielle peu productive, c'est-à-dire une structure utilisant moins le capital comme facteur de production, la spécialisation, par l'égalisation du taux de profit, permet aux pays riches d'acquiescer un surproduit par l'échange inégal. Comme Preobrazhensky l'argüe, cet échange à travers le marché international de quasi-équivalents implique un échange de plus petites quantités de travail pour des quantités plus larges de travail. Le producteur moins productif, qu'il soit paysan ou capitaliste, se trouve ainsi exploité par les capitalistes plus productifs des pays développés, dans une relation qui relève de l'accumulation primitive capitaliste des pays impérialistes (Preobrazhensky 1965, 94). La spécialisation ne mène donc pas à un développement plus rapide, mais tend plutôt à ralentir le rythme de l'accumulation.

Deuxièmement, le fait de centrer l'analyse sur les prix, plutôt que sur le temps de travail, cache les tendances importantes dans le commerce international portant sur les transferts de valeur d'échange. Selon le cadre théorique marxiste, la croissance des forces productives n'est pas déterminée par la rentabilité des processus économiques, mais plutôt par la productivité du travail humain, qui est déterminé par le développement de ses outils de travail, le capital. Dans le système capitaliste, puisque la rentabilité est le déterminant de la production et de l'investissement, une spécialisation dans les secteurs les plus rentables, en industrie légère, est rationnelle. Ceci renforce l'impérialisme et le sous-développement. La fraction libérale du Parti et les économistes néoclassiques, comme Lin Yifu, par leur insistance sur l'intégration de la Chine dans les chaînes de valeurs et dans le commerce international, et dans la spécialisation de la Chine dans les processus économiques utilisant la main-d'œuvre bon marché, représentent une force similaire aux capitalistes compradors de la Chine pré-révolutionnaire. Ils en viennent à représenter, de fait, les intérêts des puissances impérialistes, lesquelles s'enrichissent par l'exploitation de la force de travail chinoise. Selon une étude récente de Carchedi et de Roberts, entre 1994 et 2019, la Chine a perdu 60% de la valeur de ses exportations aux pays impérialistes par l'échange inégal. Depuis les années 1990, où le commerce entre les

États-Unis et la Chine a augmenté rapidement, le transfert annuel de plus-value de la Chine aux États-Unis représentait 6-8% du PIB de la Chine. En prenant en compte son commerce avec tous les pays développés et peu développés, le transfert net de valeur de la Chine par le commerce était de -2,2% de la valeur de ses exports. En d'autres mots, les exportations chinoises n'ont absolument pas aidé la Chine à accumuler du capital. Les exportations n'ont fait qu'enrichir la bourgeoisie impérialiste. Selon Carchedi et Roberts, ceci est expliqué par le fait que la Chine est nettement moins productive que les pays développés. En moyenne, la productivité de la Chine au courant des 70 dernières années était à 25% de celle des États-Unis (Carchedi et Roberts 2021, 56-59). Puisque l'échange inégal est principalement causé par une différence dans la composition organique du capital et du taux de plus-value entre la Chine et les pays développés, la Chine pourrait augmenter ses investissements en industrie lourde, augmenter l'intensité de l'utilisation du capital ainsi que diminuer largement le taux d'exploitation de sa force de travail. Cependant, la fraction libérale du Parti et la Banque mondiale possèdent une opinion opposée. La stratégie de Zhao Ziyang et de sa fraction cause plutôt l'augmentation du drain de valeur de la Chine vers les pays développés. Comme Marx l'avait décrit :

Quant aux capitaux investis dans les colonies, etc., ils sont d'autre part en mesure de rendre des taux de profit plus élevés parce qu'en raison du moindre développement, le taux de profit y est d'une façon générale plus élevé et plus élevée aussi, grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc., l'exploitation du travail. Or, on ne voit pas pourquoi ces taux de profit plus élevés que rendent des capitaux investis dans certaines branches, et qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine, n'entreraient pas alors, si par ailleurs des monopoles n'y font pas obstacle, dans le système de péréquation du taux de profit général et ne l'augmenteraient pas pro tanto (proportionnellement). (Marx 1976, 233)

La fraction libérale est donc sous l'illusion monétaire. Bien que la Chine gagne de la monnaie par sa stratégie de type mercantile, elle perd une quantité de valeur supérieure à celle qu'elle obtient en retour.

Dès lors, l'exportation d'un point de vue qualitatif ne facilite pas l'accumulation primitive, bien que d'un point de vue quantitatif l'importation de machines puisse diminuer la force de l'échange inégal. Ce que Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Jiang Zemin, et le reste de la fraction libérale ont causé, par la privatisation des entreprises publiques, par l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière urbaine, par la destruction des communes permettant la création d'une force de travail discriminé, et par l'accent mis sur l'industrie légère et leurs exports, est un ralentissement de l'industrialisation de la Chine, l'augmentation des profits impérialistes, et la détérioration de la qualité de vie des masses chinoises même à travers une augmentation de leurs revenus. Dans le système socialiste, qui a pour objectif d'augmenter les forces productives, la productivité du capital, la spécialisation dans la production à faible intensité de capital n'a aucune justification rationnelle. Du point de vue marxiste, la véritable rationalité serait d'augmenter le plus rapidement possible l'intensité du capital dans toutes les branches de l'économie pour ainsi créer une plus

grande quantité de produits et non une plus grande quantité de valeur d'échange. Cependant, puisque cette rationalité socialiste est contradictoire avec la rationalité capitaliste, la rationalité socialiste est combattue par la bourgeoisie internationale représentée par la Banque mondiale, et par la bourgeoisie chinoise. Comme Samir Amin argüe, la rationalité économique se basant sur la profitabilité en termes de prix est une pure idéologie dénuée de toute validité scientifique (Amin 1977, 226), puisqu'elle ignore l'essence de ce que constituent les prix, la valeur d'usage. La véritable rationalité économique, d'un point de vue scientifique, est celle qui s'opère par un calcul des valeurs d'usage, c'est-à-dire sur les produits empiriquement réels. Dès lors, la théorie de l'avantage comparatif, comme l'indique Carchedi (1986, 435), ne sert qu'à inciter et à justifier la domination des pays riches sur les pays peu développés et la logique de l'investissement capitaliste. La stratégie de Deng Xiaoping et de la fraction libérale est donc en contradiction avec l'aspect critique du socialisme de Deng Xiaoping, l'augmentation des forces productives de la Chine.

8.2.3.3 L'argument temporel de Deng Xiaoping et de la fraction libérale

Le troisième point critique de la théorie de Deng Xiaoping et de la fraction libérale du Parti communiste est un argument temporel. La Chine aurait besoin de développer le capitalisme pour ainsi développer les forces productives avant de pouvoir instaurer le socialisme. Dès lors, selon cette théorie, un pays ne devrait pas sauter par-dessus l'ordre historique que Marx aurait supposément théorisé. De plus, les relations de production socialistes seraient un frein au développement des forces productives lorsque celles-ci sont sous-développées. Dans le contexte chinois, cette théorie postule que les relations de production capitalistes seraient, à ce stade historique, plus progressistes que les relations socialistes, lesquelles apparaîtraient alors comme historiquement réactionnaires. Nous argüons que cette théorie, le fondement même des réformes de marché chinoises, se trouve en contradiction complète avec la pensée de Marx.

Dans sa réponse à Vera Zassoulitch, une socialiste populiste russe qui l'interrogeait sur la possibilité pour les communes paysannes de constituer la base du mode de production communiste en Russie, Marx avait clairement répondu par l'affirmative :

[E]n Russie, grâce à une combinaison de circonstances unique, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle s'en peut approprier tous les acquêts positifs et sans passer par ses péripéties terribles, affreuses. La Russie ne vit pas isolée du monde moderne ; elle n'est pas non plus la proie d'un conquérant étranger à l'instar des Indes Orientales. (Marx 1881)

Selon Marx, la Russie, où le mode de production communiste primitif survivait sous des formes dégradées dans les communes paysannes, n'avait pas à développer le mode de production capitaliste pour établir le mode de production communiste. La commune pouvait servir de base économique révolutionnaire pour commencer cette transition vers le communisme.

D'un côté la propriété commune de la terre lui permet de transformer directement et graduellement l'agriculture parcellaire et individualiste en agriculture collective, et les paysans russes la pratiquent déjà dans les prairies indivises ; la configuration physique de son sol invite l'exploitation mécanique sur une vaste échelle ; la familiarité du paysan avec le contrat *d'artel* lui facilite la transition du travail parcellaire au travail coopératif, et enfin la société russe, qui a si longtemps vécu, à ses frais, lui doit les avances nécessaires pour une telle transition. De l'autre côté, la *contemporanéité* de la production occidentale, qui domine le marché du monde, permet à la Russie d'incorporer à la commune tous les acquis positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses Fourches caudines. (Marx 1881)

D'une part, la commune russe détenait des relations de production qui étaient partiellement communales. Il était donc beaucoup plus facile pour la paysannerie d'adopter des relations de production communistes. La situation en Chine durant l'époque maoïste n'était pas dissimilaire à celle russe dans la mesure où le secteur agricole disposait de communes où la paysannerie était organisée en équipes de travail. Cependant, selon la fraction libérale du Parti et les économistes néoclassiques, ce type de relations de production ne sont pas productives. Les arguments des deux groupes partagent la même conséquence : la privatisation du secteur agricole. Les néoclassiques affirment directement que toutes les relations de production communale sont nettement inférieures aux relations de production privées. De son côté, la fraction libérale affirme que la Chine doit attendre des centaines d'années avant de pouvoir instaurer les relations de production communistes dans le secteur agricole, les forces productives n'étant, selon la théorie de Deng Xiaoping, pas encore suffisamment développées.

Cependant, Marx n'avait jamais partagé ce point de vue, qui est une fabrication de la fraction libérale. Marx nous indique que « [...] la vitalité des communautés primitives était incomparablement plus grande que celle des sociétés sémites, grecques, romaines, etc., et, à fortiori, que celle des sociétés modernes capitalistes » (Marx 1881). Les relations de production communales, même en absence de forces productives développées, sont supérieures à tous les types de relations basées sur la division de classes, y compris celles capitalistes modernes. La fraction libérale avait raison de souligner la nécessité pour la Chine d'accroître ses forces productives, mais Marx indique que cet objectif pouvait être atteint avec une relative facilité dans le monde contemporain à travers la forme communale de production.

Mais l'outillage, les engrais, les méthodes agronomiques, etc., tous les moyens indispensables au travail collectif, où les trouver ? Voilà précisément la grande supériorité de la « commune rurale »

russe sur les communes archaïques de même type. Elle seule, en Europe, s'est maintenue sur une échelle vaste, nationale. Elle se trouve ainsi placée dans un milieu historique où la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes les conditions du travail collectif. Elle est à même de s'incorporer les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses Fourches caudines. La configuration physique de la terre russe invite l'exploitation agricole à l'aide des machines, organisée sur une vaste échelle, maniée du travail coopératif. Quant aux premiers frais d'établissement — frais intellectuels et matériels —, la société russe les doit à la « commune rurale » aux frais de laquelle elle a vécu si longtemps et où elle doit chercher son « élément régénérateur ». (Marx 1881)

En se servant de la valeur créée dans les autres secteurs de l'économie russe, la Russie pouvait importer les forces productives des pays capitalistes avancés dans le but d'industrialiser les campagnes et le secteur agricole. Marx nous indique même que les communes détenaient un avantage sur les capitalistes de l'Europe de l'Ouest, puisque la terre pouvait être concentrée tandis qu'elle était encore parcellaire dans les pays capitalistes. Il était donc totalement irrationnel, d'un point de vue marxiste, que la fraction libérale choisisse de privatiser le secteur agricole et d'instaurer le capitalisme et le mode de production patriarcal dans les campagnes en parcellisant la terre communale chinoise. Comme nous l'avons déjà analysé, le mode de production patriarcal n'a que causé la stagnation des régions rurales, tandis que le développement du capitalisme y a engendré une prolétarianisation croissante des paysans, et une misère accrue pour ceux contraints de demeurer sur leurs terres. L'État chinois sous la domination de la fraction libérale du Parti a ainsi adopté une posture similaire à celle de l'État impérial russe qui a causé la dégénérescence des communes vers le capitalisme :

Dès la soi-disant émancipation des paysans, la commune russe fut placée par l'État dans des conditions économiques anormales et, depuis ce temps-là, il n'a cessé de l'accabler par les forces sociales concentrées entre ses mains. Exténuée par ses exactions fiscales, elle devint une matière inerte de facile exploitation par le trafic, la propriété foncière et l'usure. Cette oppression venant de dehors a déchainé au sein de la commune même le conflit d'intérêts déjà présent et rapidement développé ses germes de décomposition. Mais cela n'est pas tout. Aux frais et dépens des paysans l'État [a prêté son concours pour faire] a fait pousser [comme] en serre chaude des branches du système capitaliste occidental qui sans développer aucunement les puissances productives de l'agriculture, sont les plus propres à faciliter et précipiter le vol de ses fruits par les intermédiaires improductifs. Il a ainsi coopéré à l'enrichissement d'une nouvelle vermine capitaliste suçant le sang déjà si appauvri de la « commune rurale ». (Marx 1881)

Tout comme en Russie impériale, c'est l'État chinois qui a provoqué la dégénérescence de la commune. Le mode de production communiste primitif ne s'est pas effondré en raison d'une infériorité économique comparée aux autres relations de production. Au contraire, comme Marx l'explique, la dissolution du communisme primitif s'explique par la lutte des classes. C'est l'impérialisme capitaliste qui a démantelé les formes de production communales dans les colonies, et c'est la fraction libérale du Parti communiste chinois qui a dissout le mode de production socialiste agricole en Chine, sans proposer de plan concret pour sa

réintroduction. Elle a plutôt opté pour le développement de l'économie par l'intermédiaire de ce que Marx appelait la « vermine capitaliste ». Cette voie de développement est explicitement rejetée par Marx, qui constitue un passage sous les « fourches caudines », une expression désignant, au sens propre, une défaite stratégique humiliante. Au sens figuré, la destruction des communes rurales en Russie représenterait selon Marx une défaite historique des relations de production communistes, même lorsque celles-ci ne sont qu'à un stade de développement primitif.

Dès lors, du point de vue marxiste, même pour un pays précapitaliste désirant effectuer une transition vers le communisme, il n'y a aucune rationalité économique à introduire des relations de production patriarcales ou capitalistes durant une phase de transition, puisque les relations de production communistes constituent un stade supérieur à ceux des autres modes de production. Comme nous l'avons démontré, une bonne partie de la littérature scientifique marxiste sur les communes chinoises était d'avis que celles-ci étaient beaucoup plus productives que le patriarcat et le capitalisme, puisqu'elles permettaient l'introduction de relations de production communiste et l'utilisation de capital à grande échelle sans créer un processus de différenciation de la paysannerie. Les politiques de Deng Xiaoping et de la fraction libérale représentaient donc une attaque sur les relations de production socialistes. L'argument temporel avancé par Deng, sur la nécessité de détruire les relations de production socialistes et de les remplacer par des relations de production capitalistes pour accélérer le rythme du développement économique de la Chine entre en contradiction directe avec la pensée de Marx et des marxistes qui lui ont succédé.

Dans son ouvrage sur le socialisme aux caractéristiques chinoises, Roland Boer argüe que les politiques de Deng Xiaoping et la fraction libérale sont entièrement conformes à la pensée de Marx et au matérialisme dialectique. Il avance, à la manière de Marx et de Staline qu'il existe des contradictions entre les forces productives et les relations de production, et qu'une suraccentuation sur l'instauration des relations de production socialistes pourrait ralentir le développement des forces productives. Pour appuyer ses arguments, Roland Boer mobilise des citations de Marx et Staline qui conviennent exclusivement au soutien de ces politiques et forme une théorie selon laquelle il pourrait exister une contradiction antagonique entre l'*accroissement* des forces productives et l'implantation des relations de production socialistes (Boer 2021, 38). Or, comme nous l'avons démontré à partir des textes de Marx, cette contradiction précise entre les forces productives et les relations de production communales n'existent pas pour Marx. De même, quant à Staline, bien qu'il admette que des contradictions entre ces deux aspects existent bien au sein du mode de production socialiste, celles-ci relèvent des formes concrètes de l'organisation des relations de production *communales* et *socialistes*. Même à travers l'utilisation d'une théorie de l'histoire par stades rigides que Deng Xiaoping utilise dans son argument temporel, Staline affirme que les nouvelles relations de production,

en l'occurrence les relations socialistes, ne sauraient jamais constituer un obstacle au développement des forces productives. Au contraire, dans chaque stade historique, les nouvelles relations de production sont le facteur décisif du développement des forces productives (Stalin 1972, 62). La base théorique de l'argument temporel utilisé par Deng Xiaoping et ses partisans se trouve en contradiction non seulement avec la pensée de Marx, mais également avec l'orthodoxie soviétique.

8.2.4 Conclusion

En conclusion, selon l'analyse de la théorie marxiste et des discours de la fraction libérale du Parti, les réformes économiques du Parti communiste chinois depuis 1978 n'ont pas été animées par la théorie marxiste. Ces politiques ont plutôt été guidées par une théorie économique néoclassique et positiviste admettant qu'il n'existe aucune différence essentielle entre la planification et le marché, ni entre la propriété privée et la propriété publique. Comme nous l'avons analysé, la rhétorique retrouvée dans les discours de cette fraction constitue un départ radical de la théorie marxiste et de la théorie léniniste. Loin d'être une innovation théorique, la phase primaire du socialisme n'est qu'un justificatif de la présence progressivement dominante du capitalisme dans l'économie chinoise. La fraction libérale n'a nullement l'intention de restaurer le socialisme ni de faire progresser qualitativement ses principes.

8.3 Les réformes et la lutte des classes en Chine

Nous avons, dans la section précédente, démontré que la base idéologique des réformes économiques chinoises repose sur la science économique néoclassique, bien qu'elle soit présentée sous les traits d'un prétendu pragmatisme. L'utilisation du « pragmatisme » par la fraction libérale du Parti masquait la nature bourgeoise de leurs théories économiques. Les réformes n'ont cependant pas été une lutte de classes qui a été entreprise uniquement à l'aide d'armes idéologiques. La lutte des classes issues des réformes a, dès le départ, pris la forme d'un affrontement matériel, dans lequel la fraction libérale a exploité les fissures internes aux classes issues du mode de production socialiste ainsi qu'aux groupes qui les composaient, dans le but de mettre en place les réformes marchandes. La fraction libérale à l'ère de l'économie planifiée et au début des années 80, ne disposait d'aucun groupe de soutien organique. Ce n'est qu'au moyen de manœuvres économiques et politiques qu'elle a pu briser la puissance des plus grands groupes d'intérêts de la société socialiste, en premier lieu la paysannerie, puis la classe ouvrière —, à rallier à sa cause certaines couches plus privilégiées, telles que les travailleurs qualifiés, les cadres, les étudiants et les professeurs d'université, et créer de toutes pièces son groupe de soutien organique, la classe capitaliste.

8.3.1 La défaite de la paysannerie par la destruction des communes

La privatisation du secteur agricole est l'évènement qui a permis à la fraction libérale d'entamer les réformes économiques. La paysannerie est la classe qui a été rejetée par les deux fractions du Parti dans les années 80 à la suite de la mort de Mao, qui représentait leurs intérêts au sein du Parti. La paysannerie n'avait donc pas d'alliés au sein du Parti. Comme Xu l'argue, la fraction libérale avait tenté de réformer l'industrie urbaine au début du processus des réformes, mais ceci s'est avéré impossible puisque les travailleurs détenaient encore un grand pouvoir politique. La fraction libérale devait attaquer l'aspect le plus faible de l'économie socialiste: les communes. La paysannerie était la classe la moins puissante du mode de production socialiste. Elle ne détenait pas le pouvoir politique de la classe ouvrière et son expérience de mobilisation. De plus, son pouvoir économique était tout aussi faible, puisque la mécanisation des communes n'avait véritablement commencé à s'accélérer qu'à partir de 1975 (Zhun Xu 2013, 29-30). Le développement des communes était très inégal, et c'est pourquoi la fraction libérale du Parti avait concentré ses attaques sur les 30% des communes les plus fragiles économiquement — celles qui n'avaient pas appliqué de manière correcte le modèle maoïste de la commune (Hinton 1990, 134-35). Lorsque le flanc le plus faible des communes avait été détruit, la fraction libérale a pu aisément privatiser le reste, puisque la classe ouvrière et leur leader dans le Parti, la fraction communiste représentée par Chen Yun, ne s'y étaient pas opposés. Bien que pour la fraction communiste, la paysannerie pouvait être absorbée plus tard au sein du mode de production socialiste, pour la fraction libérale, le futur du mode de production patriarcal était sa transformation vers le capitalisme.

Par la privatisation des communes et par la réintroduction du mode de production patriarcal, les intérêts économiques de la paysannerie ont souffert. Bien que le Parti ait pu soudoyer la paysannerie en augmentant le prix d'achat des grains, la paysannerie s'est retrouvée piégée au sein d'un mode de production qui rendait difficile l'augmentation de la productivité de l'agriculture, et donc de son revenu. Selon les données que nous avons recueillies dans le chapitre sur le secteur agricole chinois, les réformes n'ont eu pour résultat que la création d'une classe capitaliste qui exploite la paysannerie dans les campagnes et la destruction de l'infrastructure sociale qui avait été instaurée lors de l'économie planifiée dans les campagnes. Bien que la propriété patriarcale de la terre ait permis à la paysannerie de préserver son mode de production, les faibles revenus qu'elle en tirait poussaient une grande partie des paysans à préférer la superexploitation dans les villes plutôt que le travail au sein de son mode de production organique. La fraction libérale avait donc réussi à détruire une partie du mode de production socialiste et pouvait procéder à la deuxième partie de son assaut sur le socialisme à l'aide de l'armée de réserve du travail qu'elle avait créée à partir de la paysannerie.

8.3.2 La défaite de la classe ouvrière par la commercialisation

À la suite de sa victoire contre la paysannerie, la fraction libérale s'est attaquée à la classe ouvrière socialiste. La classe ouvrière bénéficiait, de son côté, du soutien de la fraction communiste du Parti durant les années 80, laquelle défendait l'expansion de la propriété publique au sein de l'économie urbaine. Le mode de production socialiste est le mode de production organique de la classe ouvrière et sa diminution équivaut donc à sa perte de pouvoir sociale. Pour combattre la classe ouvrière socialiste, la fraction libérale s'en prit d'abord à la planification, le mode de communication économique organique du mode de production socialiste. Par l'introduction du marché, la fraction libérale pouvait mettre en place les relations de concurrence entre les entreprises socialistes, ce qui lui a permis de créer un environnement économique où les entreprises étatiques étaient en désavantage contre les entités économiques capitalistes superexploitant leurs forces de travail.

La première étape de cet assaut était la création des TVE rendue possible par la privatisation des communes. Les TVE, dans les années 80, étaient de petites entreprises publiques qui employaient la paysannerie et qui n'étaient pas contrôlées par la planification. Au contraire des entreprises publiques urbaines dans les années 80, le déterminant de la production des TVE était la maximisation totale de leurs profits. Pour ce faire, elles n'avaient pas à payer un salaire social à leurs employés, et les salaires étaient déterminés par le prix de marché de la force de travail, qui était très bas comparativement à ceux de la classe ouvrière à cause de la grande armée de réserve du travail dans les campagnes. Les TVE, lorsqu'elles étaient publiques dans les années 80 et lorsqu'elles ont été privatisées dans les années 90 et 2000, se sont révélées beaucoup plus concurrentielles que les entreprises publiques, sans pour autant être nécessairement. Puisqu'elles étaient encore sous le contrôle de la classe ouvrière dans le mode de production socialiste, les entreprises publiques n'étaient pas déterminées par le principe de la maximisation du profit. Elles servaient plutôt à maintenir les intérêts économiques de la classe ouvrière. Elles conservaient un effectif excédentaire allant de 25 % à 50 % par rapport à leurs besoins réels en main-d'œuvre, garantissaient une protection contre le licenciement, et elles payaient les pensions à un grand nombre d'ouvriers retraités (Lippit 1997, 115). L'existence de ce genre d'entreprises dans le système planifié est tout à fait rationnelle, puisque le système ne fonctionne pas sous la logique de la profitabilité individuelle des firmes, mais plutôt sous le principe de la profitabilité collective des firmes. Dès lors, même avec ces firmes non productives du point de vue de la profitabilité individuelle, leurs rendements permettaient la reproduction avancée rapide du système et une croissance économique rapide. L'introduction du marché et du principe de la maximisation des profits a donc constitué un assaut de longue durée sur la classe ouvrière et sur son type de propriété organique. Contraintes de rivaliser sur un marché avec des entreprises exclusivement orientées vers le profit, elles ne pouvaient pas survivre sans subventions. Cette dépendance a offert à la fraction libérale le prétexte nécessaire pour justifier la privatisation de ces entreprises ou leur transformation partielle en entreprises d'État capitaliste.

Comme nous l'avons démontré à travers de nombreuses données empiriques, le mode de production capitaliste n'a cessé de s'étendre et d'absorber les actifs socialistes de l'économie. Les conditions de travail de la classe ouvrière n'ont cessé de se dégrader à travers le processus de réformes. Elle a perdu la sécurité sociale et l'infrastructure sociale dont elle bénéficiait au sein des entreprises publiques, et se voit désormais contrainte de recourir à une infrastructure partiellement commercialisée. La grande majorité des individus de la classe ouvrière doit maintenant vendre sa force de travail sur le marché et être exploitée par la nouvelle classe capitaliste. Même au sein des entreprises publiques encore existantes, la condition de la classe ouvrière tend à se rapprocher de celle du prolétariat, en raison de la tendance à la transformation des compagnies socialistes en compagnies d'État capitalistes où les cadres dirigeants obtiennent des salaires exorbitants et des actions au sein de leurs entreprises. La diminution de la puissance de la classe ouvrière a donc permis à la fraction libérale de continuer son processus de marchandisation de l'économie dans les années 2000 et 2010.

L'assaut sur la classe ouvrière et les entreprises publiques était donc planifié de longue date. Déjà dans les années 80, les économistes servant le Parti arguaient que le Parti devrait briser le « bol de riz en fer », le salaire social des ouvriers et leurs contrats à vie (Meisner 1999, 508) afin d'augmenter la productivité du travail. L'un des économistes les plus importants des réformes selon le Parti, Li Yining, avait notamment affirmé dans les années 1980 et 1990 que pour développer la Chine, le pays devait sacrifier 30 millions de travailleurs, l'inégalité entre les riches et les pauvres devait s'agrandir largement, les entreprises publiques ne devaient compter que pour 30% ou moins de l'économie totale et que celles-ci devaient être davantage commercialisées (Micro-publication populaire 2018). Il avait également affirmé que, pour inciter les travailleurs à fournir un bon rendement, il était nécessaire de démanteler toutes formes de protection sociale des ouvriers (Gao 2018, 81). Ses idéaux politiques ont exercé une influence considérable sur la politique chinoise depuis les réformes. Il est le fondateur de l'école de commerce de l'Université de Pékin et a été le directeur de thèse de Li Keqiang, qui a occupé le poste de premier ministre de la Chine de 2013 à 2023. Comme Gao l'indique, Li Yining possède aussi un vaste empire commercial et a nettement profité des transformations économiques capitalistes et de la croissance de l'exploitation de la classe ouvrière.

La commercialisation avait aussi attaqué le socialisme en réduisant la capacité de la planification à commander les ressources de l'économie et en réduisant les taxes que l'État percevait ainsi que les profits des compagnies socialistes. Comme Nogueira et Qi l'expliquent, le système à double voie établi en 1984, dans lequel les marchandises des entreprises socialistes devaient se vendre en partie à leurs prix planifiés et en partie à leurs prix marchands, avait donné l'opportunité aux hauts cadres de détourner une grande part du surplus économique de la Chine. Le montant que la nouvelle bourgeoisie d'État pouvait accumuler par

la corruption et la vente d'une grande partie de la production sur les marchés était équivalent à 30% du revenu national en 1988. De plus, une bourgeoisie privée s'était enrichie par la corruption des entités planificatrices de l'économie en achetant des marchandises aux prix planifiées, tandis que les cadres gestionnaires vendaient la majorité de leurs marchandises aux prix marchands en utilisant leurs liens politiques et gardaient le surplus. Les « incitations à la production » des entreprises publiques avaient donc créé la tendance à l'embourgeoisement des cadres et à la capture d'une grande partie du surplus économique par le mode de production capitaliste. En conséquence, le revenu fiscal de l'État est passé de 30,8% du revenu total en 1978 à 14,3% en 1991, tandis que la rentabilité des entreprises publiques a nettement diminué (Nogueira et Qi 2019, 564-65). Comme l'explique Meisner, l'introduction du marché et des prix marchands pour la compagnie socialiste n'était, en réalité, qu'un moyen de légaliser le marché noir en Chine dans le but de légaliser l'enrichissement des familles des hauts cadres (Meisner 1996b, 323). La fraction libérale qui s'était déjà enrichie substantiellement au début des années 1980 à l'aide de leurs connexions politiques avait donc légalisé le marché à la fin de cette décennie, ce qui a eu pour effet de déstabiliser la planification économique et de diriger une grande part du revenu national entre les mains d'une nouvelle bourgeoisie.

Bien que d'un point de vue structurel, la fraction libérale a utilisé le marché pour détruire le système organique des entreprises socialistes qui représentaient la base du pouvoir des ouvriers en utilisant la concurrence de compagnies fonctionnant sous la logique de la maximisation des profits, elle a aussi créé une division artificielle entre les travailleurs migrants et les ouvriers urbains. Les travailleurs migrants sont des paysans semi-prolétaires contraints de compléter leurs maigres revenus en vendant leur force de travail dans les villes. Le Parti maintient ces travailleurs dans une condition de semi-prolétariat en instaurant une discrimination officielle à leur encontre. Sans contrat avec un employeur, ils n'ont pas le droit de résider légalement en ville et demeurent exclus des formes, même limitées, de salaire social auxquelles ont droit les ouvriers urbains. Ils forment donc une vaste armée de réserve du travail mise à la disposition de la classe capitaliste et des entreprises d'État qui les superexploitent. Par l'ouverture partielle du marché du travail urbain à ces paysans, la fraction libérale pouvait faire pression sur la classe ouvrière socialiste. Comme nous l'avons montré, les premières entreprises qui ont utilisé ces travailleurs migrants étaient les entreprises publiques de construction au début des années 1980. L'assaut contre la classe ouvrière à l'aide des travailleurs migrants ne s'est concrétisé qu'au moment de la privatisation de la majorité des entreprises socialistes. Ce processus a entraîné une mise en concurrence directe entre la classe ouvrière urbaine et les travailleurs migrants pour les mêmes emplois dans les villes. Le pouvoir économique de la classe ouvrière avait donc été largement dégradé par l'introduction des travailleurs migrants dans les villes, et le Parti s'est

assuré d'empêcher les travailleurs migrants et les ouvriers urbains de s'unir en imposant une séparation institutionnelle avec les deux groupes.

La fraction libérale s'en est prise également au pouvoir politique de la classe ouvrière à l'aide de la paysannerie. Dans les grandes villes chinoises, au moment de la vague de privatisations des entreprises publiques à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la classe ouvrière socialiste luttait féroce­ment pour conserver le contrôle de ces entreprises et empêcher le licenciement massif des ouvriers. Par exemple à Zhengzhou, la classe ouvrière avait organisé une manifestation contre la privatisation d'une usine publique. L'État fit intervenir la police durant la nuit pour arrêter les manifestants retranchés dans l'usine, tandis que le jour, afin de ne pas ternir son image, il engagea 500 travailleurs migrants pour réprimer les ouvriers, en les armant de bâtons, de masques et de casques. Les ouvriers des usines publiques environnantes, 40 000 au total, sont venus en aide aux ouvriers, mais n'ont pas été capables d'arrêter les paysans et l'État, qui ont réussi à démolir l'usine et à prendre l'équipement productif (Weil 2006, 28). Cette division est donc très importante du point de vue politique, puisqu'elle sert à diviser le prolétariat chinois, sur le plan économique et sur le plan de la conscience, puisque les travailleurs migrants sont largement discriminés socialement par le prolétariat urbain comme Weil (2006, 27) l'indique.

Cependant, la fraction libérale n'a pas complètement privatisé les entreprises socialistes. Comme nous l'avons analysé, la majorité des entreprises d'État ne se comportent pas comme des entreprises d'État capitalistes, bien que cette tendance soit croissante. Le Parti maintient ainsi une fraction de la classe ouvrière dans son mode de production organique, ce qui lui permet de conserver une certaine légitimité fondée sur une adhésion de principe — bien que largement abstraite — aux fondements du marxisme. Cependant, la propriété publique n'a pas uniquement la fonction de légitimation. Le pouvoir du Parti communiste au sein de l'économie dépend toujours de la force de la propriété publique (He 2024, 219). Puisque la fraction libérale partage le pouvoir avec une fraction communiste, elle ne peut pas facilement s'affranchir du Parti. Pour cette raison, Xi Jinping place toujours la propriété publique comme moteur principal dans l'économie (Xi 2014, 98). Comme nous l'avons montré, la classe ouvrière des compagnies publiques a accès à de plus grands salaires, nominaux et sociaux, que la classe ouvrière urbaine du secteur privé. De ce fait, la classe ouvrière chinoise est divisée entre une part privilégiée dans les entreprises d'État, et une autre, non privilégiée, concentrée dans le secteur privé.

8.3.3 La défaite du socialisme par l'alliance entre la fraction libérale et la classe moyenne

Enfin, la classe moyenne urbaine socialiste, composée des travailleurs qualifiés, des ingénieurs, des professeurs d'université, des étudiants universitaires, des avocats, des docteurs, et des cadres gestionnaires,

soutenait activement l'introduction du capitalisme et des réformes marchandes en Chine. La fraction libérale à la fin des années 70 et au début des années 80 s'appuyait principalement sur ce groupe social désireux de hausser rapidement ses salaires, d'étudier à l'étranger et de travailler pour les compagnies impérialistes (Li 2016, 22-23). La majorité de la classe moyenne, ceux ayant une éducation universitaire, provenait de familles bourgeoises et aristocratiques qui avaient perdu leurs privilèges lors de la révolution. Cette strate s'opposait ouvertement au communisme ainsi qu'au pouvoir social des paysans et des ouvriers, et désirait l'instauration de relations marchandes afin de pouvoir percevoir des salaires nettement supérieurs à ceux des ouvriers. À la fin des années 80, plusieurs membres de la classe moyenne demandaient ouvertement l'instauration d'un régime capitaliste (Li 2008, 61). Le salaire de ce groupe avait été augmenté comparativement aux ouvriers normaux durant les réformes afin d'acheter leurs loyautés. Comme Erik Olin Wright l'explique, au sein du capitalisme, les travailleurs qualifiés reçoivent un salaire qui est supérieur à la valeur de leur force de travail, car la classe capitaliste dépend hautement de ces travailleurs dans le processus de production et puisque leur loyauté au système doit être sécurisée. De ce fait, ces travailleurs dans le capitalisme peuvent se différencier de la classe ouvrière par le fait que leurs positions sur le marché du travail et leurs monopoles sur l'expertise leur permettent d'absorber une partie de la plus-value des ouvriers (Wright 1997, 22-23). Selon une enquête en 1986, uniquement 28% des ouvriers désiraient déplanifier l'économie et instaurer le marché, tandis que 52% des intellectuels, 49% des capitalistes et 36% des travailleurs des services étaient en faveur de la libéralisation des prix (Wang 1992, 179). Une majorité des intellectuels é soutenaient donc le capitalisme, dans la mesure où celui-ci servait directement leurs intérêts à court terme.

La situation rappelait fortement celle de la chute du socialisme en Union soviétique, où la grande majorité des intellectuels était en faveur de l'introduction du capitalisme, d'une part parce qu'elle rejetait l'idée d'un gouvernement contrôlé par ce qu'elle considérait être des classes inférieures, les ouvriers et les paysans, et d'autre part parce qu'elle pensait améliorer ses conditions matérielles en rejoignant le système capitaliste, se comparant alors à la minorité des intellectuels célèbres de l'Occident. Elle s'était donc alliée aux forces procapitalistes pour introduire le capitalisme. De manière ironique, les intellectuels soviétiques ont été l'un des groupes, avec les ouvriers et les paysans, qui a souffert le plus de l'introduction du capitalisme en Union soviétique à partir des années 2000 (Kotz et Weir 1997, 68-69). La fraction libérale a donc utilisé les intérêts de court terme des intellectuels pour instaurer des politiques contraires à leurs intérêts de long terme.

Comme en Union soviétique, les intellectuels chinois ont aussi souffert du retour du mode de production capitaliste, bien que ce processus se soit opéré de manière beaucoup plus graduelle. Depuis les années 2000, la classe moyenne chinoise s'est fait abandonner par le Parti. Elle ne possède pas la puissance économique

qu'elle avait durant les années 80 et 90, ce qui s'explique structurellement par l'augmentation constante du cout de la reproduction sociale de ce groupe (Li 2016, 32). Le cout de l'éducation en Chine est le plus élevé au monde relativement à la richesse du pays. Les couts des frais de santé sont à la hausse dans le système marchandisé. Les emplois qualifiés se font de plus en plus rares, et le Parti encourage désormais les diplômés universitaires à renoncer à leurs aspirations à des postes hautement qualifiés pour se tourner vers l'économie informelle, en travaillant comme livreurs, nounous ou dans d'autres emplois précaires dépourvus de toute sécurité sociale. En 2023, près de 40% des travailleurs de l'économie informelle en Chine possédaient un baccalauréat (Ding 2023). En 2024, 60% des étudiants cherchaient des emplois dans les compagnies publiques dans le but d'échapper à la superexploitation de l'économie privée, mais ceci s'avérait impossible puisque le nombre d'emplois publics n'a pas augmenté depuis 1978 (Tang et al. 2024). Dès lors, même pour les familles de classe moyenne et pour les familles ouvrières cherchant à échapper à leur condition sociale, l'accès à des emplois qualifiés devient de plus en plus difficile. Par ailleurs, comme nous l'avons noté, les travailleurs qualifiés souffrent de plus en plus de surtravail et de salaires stagnants, tandis que les postes d'enseignants universitaires sont de plus en plus informels. Ainsi, la fraction libérale du Parti a abandonné la classe moyenne, puisqu'elle avait servi sa fonction au début du processus des réformes en lui donnant le soutien dont elle avait besoin.

Le Parti a abandonné la classe moyenne parce que la fraction libérale a réussi, au fil des réformes, à se constituer une base de soutien organique avec la formation de la bourgeoisie chinoise, issue principalement d'un groupe de cadres corrompus dans les années 80. La base de soutien de la fraction libérale est constituée de cette bourgeoisie née des privatisations et des relations marchandes. L'idéologie de la fraction libérale repose sur la marchandisation, car c'est précisément ce processus qui permet à la bourgeoisie d'accroître la valeur de son capital. Comme nous l'avons démontré à multiples reprises, l'État et la bourgeoisie en Chine depuis les années 90 sont alliés. La bourgeoisie peut compter sur la force policière pour mater les ouvriers et la paysannerie, tandis qu'elle n'a pas à accepter les lois du travail du pays. L'État lui permet donc de superexploiter la force de travail ouvrière et paysanne. Elle lui ouvre sans cesse de nouvelles zones où elle peut générer une plus-value, comme en témoigne la marchandisation progressive du système de santé, de l'éducation, ou encore de la privatisation du secteur immobilier. La financiarisation de l'économie permise par l'État lui permet d'accumuler une source de plus-value aux dépens des secteurs productifs de l'économie 1, surtout depuis que l'élévation de la composition organique du capital y freine l'accumulation. De plus, la majorité des cadres dans les campagnes sont devenus capitalistes depuis la destruction des communes dans les années 1980 (Xu 2018, 63). Tandis que les nouveaux cadres sont recrutés de la classe capitaliste rurale, les grands cadres du Parti et surtout ceux de la fraction libérale se sont convertis en capitalistes. Cela révèle que les intérêts économiques de la fraction libérale coïncident pleinement avec ceux de la bourgeoisie, dans

la mesure où ses politiques garantissent la reproduction élargie tant de la bourgeoisie privée que de la bourgeoisie étatique.

8.3.4 La dominance totale de la bourgeoisie et l'établissement du capitalisme en Chine

Depuis le début des années 2000, le Parti communiste, dans sa théorie et dans sa pratique, est dominé largement par la bourgeoisie. Selon Li Minqi, la dominance idéologique de cette classe a été cimentée par la théorie des Trois Représentations. Cette théorie incarne l'abandon du principe marxiste-léniniste plaçant le Parti dans la position de l'avant-garde du prolétariat. Cette théorie indique que le Parti doit maintenant représenter les forces productives les plus avancées, la culture chinoise moderne et les intérêts fondamentaux de la majorité de la population chinoise. Les forces productives les plus avancées sont celles appartenant à la classe bourgeoise — classe à laquelle le Parti venait d'ouvrir ses portes. Au même moment, le Politburo du Parti communiste chinois a demandé à l'Académie des sciences sociales de conduire une recherche sur la transformation de la structure sociale de la Chine. Selon le Politburo, la Chine ne serait plus une société divisée en classes, mais plutôt divisée en strates sociales. La société ne serait donc plus divisée en groupes d'intérêts formés par leurs liens de propriété des moyens de production et formés autour d'une division du travail. La Chine moderne serait plutôt une société divisée en strates sans intérêts antagoniques. La société aurait notamment une forme d'olive plutôt que pyramidale, où la majorité de la population se situerait dans la classe moyenne, ce qui aurait une fonction de stabilisation sociale (Li 2008, 103-6).

La fraction libérale a donc abandonné officiellement le marxisme, affirmant son objectif de construire une société capitaliste en forme d'olive, où la polarisation entre classes est existante, mais désamorcé des dangers de luttes des classes par l'existence d'une strate entre les pauvres et les riches. Selon cette idéologie, puisque les différences de classes n'existent pas officiellement, l'exploitation de la paysannerie et de la classe ouvrière par les capitalistes est invisible d'un point de vue théorique, ce qui nie donc le besoin de l'évolution vers le socialisme permettant de réaliser une société sans classes. Même avec le regain du marxisme officiel sous Xi Jinping, la base théorique de ce marxisme demeure libérale, car la théorie des classes sociales dans la Chine moderne est toujours inexistante. Le Parti utilise des termes marxistes tout en déniaient leur essence. Comme l'a souligné Cheng Enfu, l'un des principaux marxistes de Chine, même sous Xi Jinping, le Parti perçoit les stades du socialisme exclusivement sous un prisme quantitatif — mesurés par la croissance du PIB et la hausse de la productivité des moyens de production — plutôt que sous une perspective qualitative fondée sur la transformation des relations de production et de propriété de l'économie (Cheng 2021). Le Parti ne projette donc pas changer la nature présente du système en place. La branche dominante du Parti a, depuis les réformes, abandonné le courant théorique marxiste et le processus de transition vers le socialisme mature et le communisme.

8.4 La dégénérescence du Parti communiste chinois

L'évolution du Parti communiste chinois constitue un cas exemplaire d'une dégénérescence d'un parti ouvrier vers un parti au caractère bourgeois. Ce phénomène avait déjà été théorisé par Staline en 1925. Selon celui-ci, la dégénérescence est un processus qui survient lorsqu'un Parti est en contrôle d'une formation sociale entourée de pays capitalistes ayant réussi à étouffer les vagues révolutionnaires de leurs masses. Ce processus s'enclenche lorsque les forces du capitalisme mondial se stabilisent. Staline identifie trois signes de cette dégénérescence : le manque de confiance dans les capacités du pays à construire le mode de production socialiste; le manque de confiance dans la révolution prolétarienne internationale; et le manque de confiance dans le leadership du Parti (Joseph V. Stalin 1954, 166).

Le premier signe se manifeste lorsque les forces du Parti cessent de croire que le socialisme peut être réellement construit dans de la formation sociale et adoptent l'idée que le Parti devrait maintenir indéfiniment un capitalisme d'État, de manière indéfinie jusqu'à ce que les révolutions dans les pays développés puissent épauler la construction du socialisme dans le pays révolutionnaire. Staline critiquait notamment les membres du Parti qui s'appuyaient sur l'argument selon lequel les forces productives seraient trop sous-développées pour construire le socialisme (Joseph V. Stalin 1954, 166-68). Or, cette théorie est précisément celle utilisée par la fraction libérale pour instaurer le marché et le capitalisme sous le prétexte que la Chine devait développer ses forces productives pour construire le socialisme, une position que Marx, comme nous l'avons démontré, n'a jamais défendue. Le premier signe indique donc un abandon de la théorie marxiste. La montée du confucianisme d'État est l'un de ces signes. À titre d'exemple, en 1992, la Chine a fondé l'Association internationale des études sur le confucianisme et a sélectionné comme président honoraire Lee Kuan-Yew, le dictateur néoconfucéen bourgeois de Singapour à cette époque (Meisner 1999, 527). Si le marxisme demeure officiellement l'idéologie du Parti, il n'exerce toutefois plus d'influence tangible sur les politiques. En revanche, le confucianisme est utilisé comme outil de légitimation, reliant le Parti au passé chinois aristocratique (Wai 2023, 8-12).

Le deuxième signe se manifeste lorsque la nature internationaliste de la politique étrangère du pays se transforme en une nature nationaliste. Lorsque le Parti perd confiance dans la libération des colonies et dans la victoire des éléments révolutionnaires des autres pays, cela indique un renversement de la relation entre nationalisme et internationalisme. Pour les nations socialistes, le nationalisme est censé être un instrument au service de la cause révolutionnaire mondiale. Le nationalisme, qui n'était au départ qu'un moyen en vue d'une fin, se transforme en la fin de la politique étrangère du Parti, qui préfère sacrifier les intérêts des autres pays pour solidifier sa position sur la scène internationale, choisissant d'éviter les conflits avec les grandes puissances capitalistes dans le but de développer le pays sans entraves (Joseph V. Stalin 1954, 168-71). Ce

signe de dégénérescence s'est manifesté avant la prise de pouvoir de la fraction libérale en Chine. À la suite de la scission sino-soviétique, le Parti communiste chinois s'est allié aux États-Unis et aux pays impérialistes dans le but de poursuivre son processus d'accumulation primitive, comme nous l'avons expliqué. La stratégie américaine visait à créer une scission au sein du mouvement communiste international afin de réduire le risque de révolution mondiale. Les impérialistes ont donc cherché à s'allier à la Chine pour combattre l'Union soviétique. L'alliance entre la Chine et les pays impérialistes signifiait que la Chine avait comme objectif suprême son propre développement économique, contrairement au développement des forces communistes internationales. Elle avait alors renoncé à toute opposition aux puissances impérialistes et elle avait cessé son soutien aux groupes révolutionnaires des autres pays (Zhang et Feng 2019, 35-39, 61). Un an après sa prise du pouvoir au sein du Parti, Deng Xiaoping a déclaré la guerre au Vietnam l'objectif d'obtenir l'appui du Japon et des États-Unis face à l'URSS (Tretiak 1979, 754). La Chine s'était donc alliée aux plus grandes puissances impérialistes en échange de son intégration aux marchés internationaux et de l'accès au crédit international et au transfert de technologies.

Par ailleurs, la guerre de la Chine contre le Vietnam a permis à Deng Xiaoping et à sa fraction libérale de renverser Hua Guofeng, le successeur de Mao, en s'appuyant sur le soutien de l'armée pour s'imposer au sein du Parti (Eisenman 2019, 730). La fraction communiste de Chen Yun s'était d'ailleurs opposée à la guerre contre le Vietnam (Tretiak 1979, 752). La fraction dominante du Parti a donc abandonné l'internationalisme communiste en cessant de soutenir les groupes révolutionnaires, se limitant désormais à appuyer uniquement les groupes qui possèdent le pouvoir d'État (Zhang et Feng 2019, 149). La Chine vendait notamment des armes à l'Israël et à l'Arabie Saoudite, deux bastions de l'impérialisme dans le Moyen-Orient, tout en vendant simultanément des armes à l'Irak et l'Iran, alors même que ces deux pays étaient en guerre (Hyer 1992, 1115-16). Sa politique étrangère, depuis les années 70, s'inscrit donc dans une logique nationaliste, dans la mesure où elle privilégie sa propre croissance économique au détriment des intérêts des masses populaires dans les autres pays. Les politiques culturelles du Parti reflètent aussi cette tendance au nationalisme. Les héros nationaux de la Chine dans la culture promue par le Parti étaient représentés de plus en plus par des membres de l'aristocratie ancienne, y compris les généraux qui ont massacré les rébellions populaires, telles que la Révolte des Taiping (Wai 2023, 8-12).

Le troisième signe apparaît lorsque l'engin d'État s'autonomise du Parti, indiquant la perte du prolétariat de sa dictature et l'abandon de son idéologie organique (Joseph V. Stalin 1954, 172-73). Dans le cas de la Chine, ce n'est pas l'engin d'État qui s'est dissocié du Parti. Plutôt, ce sont les cadres dirigeants qui se sont détachés du « Parti » sous sa forme de dictature du prolétariat lorsque Jiang Zemin a officiellement ouvert ses rangs à la bourgeoisie et a promu la théorie selon laquelle la Chine n'était plus une société constituée de

classes, mais plutôt de strates sociales. Cette redéfinition nie le leadership du prolétariat chinois. L'État ne cherche donc plus à défendre ni à promouvoir les intérêts de la classe ouvrière, mais bien à servir ceux de la bourgeoisie et de fractions particulières de celle-ci. Cette dissociation entre la classe ouvrière et le Parti avait déjà été ressentie par les ouvriers à la fin des années 80. Selon une enquête de l'Institut de sociologie de l'Académie chinoise des sciences sociales, 71,6% des ouvriers étaient d'avis que la classe ouvrière n'était plus la classe dirigeante du pays, mais plutôt la classe la plus basse de la société parce qu'elle avait perdu son pouvoir politique et économique, et parce que les travailleurs tendaient à être pauvres et sans éducation. Selon d'autres enquêtes, les autres classes sociales étaient en majorité d'accord sur le fait que les réformes économiques avaient heurté les intérêts de la classe ouvrière (Wang 1992, 191-92).

Depuis la prise du pouvoir de la fraction libérale, l'essence de classe du Parti s'est donc transformée. Selon le vice-président de l'Académie chinoise des sciences sociales, la cause primaire de l'écroulement de l'Union soviétique est la dégénérescence de son Parti, provoquée par la corruption des hauts cadres ainsi que leur abandon de l'idéologie marxiste (Li 2011, 182-84). De manière très similaire, la prise du pouvoir par la fraction libérale du Parti communiste représente le point critique de la dégénérescence. Depuis les grandes vagues de privatisations des années 1990, la Chine présente davantage de similitudes avec les pays capitalistes autoritaires ou fasciste de l'Asie de l'Est, la Corée du Sud, Taiwan et Singapour, plutôt qu'avec les pays anciennement socialistes. La propriété étatique des moyens de production ne constitue pas l'aspect critique du socialisme, puisqu'elle peut aussi servir des intérêts bourgeois. Par exemple, entre 1966 et 1986, l'État taiwanais possédait au-dessus de 50% des actifs de l'économie (Ho 2010, 564). Au Japon, durant l'ère de Meiji, les premières grandes entreprises étaient de type étatique et ont été vendues à de puissantes familles marchandes à de très bas prix, donnant naissance aux *zaibatsu*. L'État avait cependant conservé les entreprises les plus importantes afin de maintenir la puissance militaire du pays (Yoshio 1965, 450-51). L'économie de Singapour fonctionne sur la base de l'exploitation de travailleurs migrants des régions environnantes dans les intérêts des impérialistes et de la bourgeoisie locale tout en possédant une vaste économie étatique (Gook 1981, 281-83). La structure présente de l'économie chinoise reflète celles de ces pays capitalistes autoritaires et fascistes selon les souhaits de Deng Xiaoping (Shambaugh 1993, 482). Elle forme un colonialisme interne permettant aux impérialistes, à la bourgeoisie locale et à la bourgeoisie étatique de superexploiter la force de travail chinoise. Comme nous l'avons analysé, cette superexploitation tend à s'étendre à l'ensemble des secteurs de l'économie, tandis qu'une nouvelle idéologie conservatrice confucéenne est mobilisée par le gouvernement afin de légitimer les hiérarchies sociales ainsi que l'exploitation des femmes.

Les tendances sociales en Chine reflètent donc une dégénérescence du socialisme vers un capitalisme d'État autoritaire. Cette version du capitalisme autoritaire pourrait être qualifiée d'un fascisme aux caractéristiques chinoises selon les critères établis par la lecture tiers-mondiste du fascisme. Nous formons notre définition du fascisme à travers la lecture de trois auteurs se concentrant sur la question du fascisme dans les pays peu ou moins développés : Fanon, Amin et Boukharine. Ces définitions ne se concentrent pas sur le caractère petit-bourgeois du fascisme ou bien de son caractère psychologique irrationnel. Plutôt, elles mettent l'accent sur les déterminants matériels de la création du capitalisme autoritaire dans les pays peu développés.

Pour Amin, le fascisme se caractériserait par la protection des principes fondamentaux du capitalisme par l'autorité de l'État, par le rejet de la démocratie et par l'adoption d'idées féodales ou médiévales permettant de légitimer l'autorité de l'État et du leader suprême (Amin 2014, 1-2). Amin exemplifie ce fascisme en caractérisant les régimes post-nasséristes et post-baathistes dans le monde arabe de forme de fascisme, ou une dictature étatique est utilisée afin de garder en place le néolibéralisme. D'une même manière, Fanon arguait que la création des régimes fascistes des pays peu développés post-coloniaux était expliquée par la dialectique du sous-développement et de l'impossibilité de la bourgeoisie de régner sans un contrôle autoritaire de l'État pour maintenir son pouvoir (Fanon 2002, 167). Le fascisme est donc l'arme d'une bourgeoisie faible dans les pays peu développés qui ne peuvent pas dominer d'une manière « libre » ou libérale la paysannerie et la classe ouvrière. Enfin, en rejoignant ces deux auteurs, Boukharine exemplifie la vision de la troisième internationale de la fin des années 1920 qui rejoint les deux dernières définitions :

Le fascisme supprime toutes les libertés démocratiques. Il n'assure la liberté que pour son « parti unique » et les organisations qui le soutiennent. Au point de vue de la classe sociale, ceci n'est qu'une forme spéciale, propre à la crise, de la dictature du capitalisme monopolisant. Les couches sociales inférieures (les organismes dépourvus de noblesse) restent entièrement soumises dans le processus de production, leur exploitation ne diminue pas ; de plus, elles n'ont plus de libertés démocratiques, ni la liberté des grèves ni celle de la pensée. Elles n'ont aucune liberté contre les capitalistes ni contre leur État. En réalité, toutes ces restrictions objectives peuvent ne pas être senties tant que le but ultime du fascisme (de son parti, de son État) n'est pas compris par les masses comme leur étant hostile : l'illusion de la réconciliation des classes peut, pour des raisons historiques très concrètes, être une force tout à fait réelle. *Mais ceci ne change pas le sens objectif de cette nouvelle forme de capitalisme* : c'est une liberté de l'élite capitaliste coïncidant avec un asservissement total des masses et avec une destruction physique et systématique de leur avant-garde révolutionnaire. (Boukharine 2007, 166)

La dégénérescence du socialisme en Chine pourrait ainsi correspondre à ces définitions du fascisme, compris comme étant essentiellement une forme distincte du capitalisme autoritaire dans les pays peu développés.

Nous développons dans les paragraphes suivants comment les caractéristiques du capitalisme autoritaires, ou du fascisme selon l'école tiers-mondiste s'appliquent au cas chinois étudié. D'un point de vue social, la superstructure politique chinoise correspond à une dictature du capitalisme monopolistique exercée par un parti unique, qui masque la réalité de la lutte des classes sous l'idéologie de l'harmonie sociale, tout en protégeant les intérêts de la bourgeoisie et en privant la classe ouvrière et la paysannerie de tout droit à une action sociale, qu'elle soit défensive ou offensive. D'un côté idéologique, la tendance au glissement vers le fascisme en Chine se reflète par la propagation du confucianisme par l'État chinois, l'idéologie « médiévale » chinoise.

L'utilisation du confucianisme par le Parti communiste chinois reflète très bien l'abandon de tous principes marxistes et socialistes. La naissance du Parti au début du XXe siècle s'est faite à travers les influences intellectuelles anticonfucéennes de la Chine ancienne. Les fondateurs du Parti et ces chefs jusqu'à Mao Zedong étaient totalement opposés au confucianisme, l'idéologie qui cimentait l'ordre social aristocratique de la Chine prérévolutionnaire. Cette idéologie repose sur le concept d'harmonie sociale, selon lequel chaque individu respecte la position sociale qui lui est accordée par ceux détenant le pouvoir social. Puisque l'harmonie est prônée, aucune opposition au pouvoir n'est permise. Elle était donc utilisée pour conserver les structures hiérarchiques de la société chinoise. Tous devaient obéir à l'empereur, les travailleurs devaient obéir aux intellectuels, les femmes aux hommes, et les enfants aux pères. Le confucianisme a ainsi été mobilisé par de nombreux régimes chinois pour neutraliser toute opposition au pouvoir de l'État et a légitimé sa dictature. De la même façon que Jiang Jieshi, le leader fasciste de la Chine prérévolutionnaire, avait utilisé le confucianisme comme idéologie d'État, à partir de Jiang Zemin, le Parti communiste chinois s'est appuyé sur le confucianisme pour légitimer une dictature de style léniniste dénué de tous ses éléments permettant de légitimer ses pouvoirs, notamment sa représentation de la classe ouvrière (Chan 2003, 193-95). Il est donc particulièrement ironique que le Parti communiste chinois, depuis Jiang Zemin, utilise le confucianisme lorsque cette idéologie réactionnaire a été utilisée par le régime fasciste de Jiang Jieshi puisqu'elle est en essence antimarxiste et antiféministe. Celui-ci avait utilisé le confucianisme pour combattre les communistes chinois qui tentaient de détruire le système patriarcal familial et les hiérarchies sociales dont la Chine devait se servir pour augmenter le pouvoir de la nation chinoise (Chen 2021, 118-19). Puisque la dictature du Parti sur la société chinoise ne peut pas être légitimée à travers des logiques marxistes ou communistes, Jiang Zemin a eu recours à une idéologie fondamentalement réactionnaire et opposée au marxisme. En mettant l'accent sur l'harmonie sociale plutôt que sur la lutte des classes, cette idéologie sert à légitimer le maintien au pouvoir d'un engin d'État de type fasciste, dont la fonction est de protéger la classe bourgeoise contre les menaces d'une classe ouvrière organisée. L'État peut donc empêcher toutes

grèves, tous syndicats, toutes manifestations et tout acte de désobéissance civile dans le but de protéger les processus de production capitalistes.

Dès lors, si le fascisme en Chine se manifeste économiquement par la domination de l'idéologie néolibérale — entendue comme une croyance fondamentale dans les mécanismes du marché —, il se manifeste culturellement et idéologiquement par l'instauration du confucianisme comme seconde idéologie d'État, promue par la fraction libérale du Parti. Cette croyance fondamentale dans les mécanismes de marché n'entre toutefois pas en contradiction avec le programme économique moderne du Parti communiste chinois pour un développement industriel dirigé par l'État. Comme l'explique Clinton, ce programme constitue une continuation indirecte de celui du Guomindang (2017, 4). Cette continuation est fondamentalement indirecte, dans la mesure où l'État chinois repose sur une configuration de classes dominantes différentes de celles du Guomindang. Comme nous l'avons analysé au courant de cette thèse, le Parti communiste chinois, depuis la dominance de sa fraction libérale, représente les intérêts de la bourgeoisie étatique et de la bourgeoisie industrielle, contrairement à la période avant 1949, où l'aristocratie féodale ainsi que la bureaucratie compradore dominaient la superstructure du pays. La Chine est dès lors essentiellement une formation sociale capitaliste autoritaire détenant une superstructure politique et culturelle s'apparentant à la lecture du fascisme des tiers-mondistes.

Les articulations entre le mode de production socialiste, le mode de production capitaliste et l'impérialisme ont donc causé la dégénérescence du caractère communiste du Parti communiste chinois en un caractère bourgeois. Sa dégénérescence peut être attribuée à de multiples facteurs. Le facteur idéologique réside dans l'adoption de la théorie économique néoclassique dans la mise en œuvre du développement économique de la Chine. La fraction libérale était notamment guidée par une théorie économique antimarxiste et considérait que la construction du socialisme n'était pas réalisable pour la Chine à moyen terme. Le facteur géopolitique s'explique par la compétition entre les pays socialistes. Plutôt que de s'allier à eux, la Chine a choisi de se rapprocher des forces impérialistes afin de favoriser son propre développement. Le facteur sociologique est causé par l'adoption de principes économiques néolibéraux qui a causé par la suite la naissance de la bourgeoisie chinoise et sa prise du pouvoir. Dans les années 80, celle-ci est née des hauts cadres du Parti qui ont pu profiter de l'existence du marché et de la planification au même moment pour s'enrichir massivement au détriment de la classe ouvrière et de la paysannerie. Une partie de cette bourgeoisie a pu se libérer des contraintes liées à la propriété publique en privatisant leurs entreprises, tandis que certains hauts cadres du Parti sont demeurés en fonction, laissant toutefois à leurs familles contrôler une large quantité de capital privé. La dégénérescence s'est donc opérée avant tout sur le plan idéologique, lorsque les cadres ont adopté l'idéologie économique de la bourgeoisie des pays impérialistes, à savoir la théorie économique

néoclassique. Cette adoption s'est opérée dans le cadre de l'alliance entre la Chine et les pays impérialistes. La commercialisation subséquente, guidée par cette théorie, a fait naître une bourgeoisie étatique et une bourgeoisie privée qui ont pris le contrôle du Parti et cimenté leurs positions en tant que strates sociales représentant les forces productives les plus avancées.

CONCLUSION

Nous avons tenté dans cette thèse de répondre à plusieurs questions concernant la nature des transformations sociales qui ont eu lieu en Chine depuis les réformes de 1978. L'objectif spécifique était de déterminer la nature sociale de la Chine contemporaine. Comme nous l'avons exposé dans l'introduction, la littérature scientifique à ce sujet se divise en trois écoles de pensée. Les deux premières écoles de pensée reflètent le caractère dichotomique dominant du débat sur la nature de la Chine. Selon l'une de ses écoles, la Chine serait entièrement capitaliste depuis les années 1980 ou 1990; selon l'autre, elle serait toujours de nature socialiste, bien qu'ayant modifié le caractère de son socialisme sans pour autant s'être convertie au capitalisme. Ces deux écoles considèrent donc la Chine comme étant entièrement socialiste ou entièrement capitaliste. La troisième école de pensée soutient, quant à elle, que la Chine se retrouverait entre ces deux modes de production. Elle ne serait ni capitaliste ni socialiste. Puisqu'elle serait une économie mixte, il serait impossible de déterminer la Chine. Elle exhiberait des aspects appartenant à ces deux modes de production. Il en résulte une contradiction majeure dans la littérature scientifique à ce sujet : aucune des approches dominantes ne parvient à rendre compte de la nature de la Chine de manière satisfaisante. Nous soutenons que cela s'explique par l'absence d'une méthode dialectique dans la majorité des travaux existants, méthode pourtant indispensable pour analyser une formation sociale dont l'essence est justement hautement contradictoire. L'écrit le plus récent à ce sujet de Gabriele et Jabbour (2022) tente surmonter cette faille dans la littérature en prenant compte de l'essence contradictoire de la Chine contemporaine qui semble se situer entre le capitalisme et le socialisme. Cependant, ce faisant, ces auteurs commettent une autre erreur : bien que les aspects de la Chine soient hautement contradictoires, ils considèrent que leurs relations seraient entièrement harmonieuses. Il serait donc inexact de discuter de contradictions antagoniques entre le capitalisme et le socialisme à la manière de Marx, puisque, selon ces auteurs, ces deux systèmes ne seraient pas en concurrence directe et pourraient se reproduire de manière avancée sans entraver la reproduction de l'un ou de l'autre. Dans cette perspective, la formation sociale, bien qu'elle serait contradictoire puisqu'elle exhiberait des aspects appartenant à une multitude de modes de production, ne serait qu'une économie mixte sans tensions entre ses parties et sans dynamiques antagoniques.

À la lumière de notre thèse, cette vision s'avère erronée. Notre objectif principal était de répondre à une question bien spécifique, à savoir quelle est la nature sociale de la formation sociale chinoise. Formellement, cette question se traduit la recherche du mode de production dominant en Chine depuis les réformes économiques de 1978. Les objectifs connexes consistaient à comprendre l'évolution, les contradictions et les articulations entre les modes de production de la formation sociale chinoise. Ces questions de recherches

ont été construites dans le but d'orienter l'étude vers une perspective à même de corriger certains défauts retrouvés dans les études existantes sur la formation sociale chinoise. Les termes que nous utilisons dans ces questions reflètent la méthode d'analyse adoptée, qui vise à faire progresser les connaissances sur ce sujet. Pour remédier au caractère dichotomique des deux écoles de pensée, nous employons les termes classiques dialectiques de dominance et de prédominance. Ceci nous permet d'analyser la formation sociale chinoise comme une unité d'aspects opposés, notamment de modes de production opposés. La Chine, comme les autres formations sociales, ne peut être considérée comme uniforme dans ses méthodes de production et de reproduction, elle est au contraire hautement diversifiée. Cette méthode rend possible l'analyse des aspects patriarcaux, socialistes et capitalistes de la formation sociale chinoise. Nous corrigeons ainsi le défaut majeur de l'étude de Gabriele et Jabbour en incorporant l'analyse de la contradiction au sein de notre méthode. Dès lors, l'objectif n'est pas simplement d'analyser la diversité des modes de reproduction de la formation sociale, mais bien les contradictions issues de leurs interactions. En d'autres termes, nous analysons les dynamiques sociales engendrées par cette diversité. Le concept de la dominance est la clé pour comprendre ces dynamiques : il permet de saisir l'évolution de la formation sociale causée par les dynamiques au sein des modes de production et entre ceux-ci. La formation sociale n'est donc pas caractérisée par une harmonie, mais plutôt par un antagonisme. Comme nous l'avons démontré, cet antagonisme, qui est le réel déterminant de l'évolution des sociétés, est également la clé de la théorie marxiste. Grâce aux concepts de dominance et de prédominance, nous pouvons mener une analyse de la formation sociale qui permet l'analyse à la fois de la diversité des modes de production présents, tout en identifiant l'essence de cette formation sociale par le repérage de son mode de production dominant.

Pour accomplir ces objectifs de recherche, une méthodologie d'analyse dialectique a été choisie : l'analyse de l'abstrait vers le concret. De plus, afin d'étudier cette multiplicité de modes de production, nous utilisons deux techniques : une première, fondée sur l'analyse de la temporalité des aspects étudiés; une seconde, centrée sur l'analyse des contradictions internes des aspects étudiés. Ces deux techniques ont été articulées à travers la méthode de l'abstrait vers le concret, reflétant deux moments distincts de l'analyse d'une chose. Nous avons entrepris tout au long de cette thèse une analyse abstraite de chaque mode de production important de la formation sociale chinoise. Nous nous sommes appuyés sur les écrits marxistes classiques pour peindre les aspects organiques de ces modes de production : en particulier leurs classes sociales organiques, le type de technologie façonnant ces classes, ainsi que leurs méthodes de production et de reproduction. Nous avons ensuite identifié leur présence dans le temps et dans l'espace à travers une analyse empirique. Par la suite, nous avons analysé les dynamiques des modes de production déterminées par la relation de leurs aspects internes, ainsi que par leurs interactions avec des éléments externes issus d'autres modes de production. Une fois que chaque unité de la formation sociale ainsi que ses dynamiques propres

sont analysées, le niveau d'abstraction peut être établi au niveau de la formation sociale complète. Ce niveau permet d'analyser les dynamiques retrouvées dans la formation sociale entière et des luttes politiques qui ont façonné l'établissement et l'évolution des réformes économiques. Cette méthode d'analyse accomplit donc un mouvement constant de l'abstrait vers le concret, dans lequel l'analyse abstraite des aspects rend possible une compréhension toujours plus concrète de la totalité. Cette méthode nous a donc permis d'analyser à la fois la multiplicité des modes de production en Chine et les dynamiques créées par les relations contradictoires des modes de production de la formation sociale chinoise. La méthode de l'abstrait vers le concret est donc la méthode la plus apte à répondre à nos questions de recherches, centrées sur les rapports inégaux entre les modes de production.

Notre premier chapitre portait sur le mode de production patriarcal, et plus spécifiquement sur ses deux formes : traditionnelle et marchande. Le patriarcat traditionnel se centre autour d'une division du travail familiale et d'un échange de marchandises d'une importance secondaire. Au contraire, la production de la forme marchande du patriarcat se centre sur la production de marchandises. Ces deux formes reflètent deux principes économiques opposés : la production de valeurs d'usage et la production de valeurs d'échange. Depuis les réformes de 1978, le patriarcat a été introduit par la fraction libérale du Parti communiste chinois. Bien que deux formes de ce mode coexistent, le mode de production patriarcal marchand est celui qui prédomine, puisque la grande majorité des familles paysannes gravitent autour de formes de reproduction basées sur la création de valeur d'échange. Ceci s'explique par deux causes. La première est déterminée par les aspects internes du patriarcat. Nous avons démontré que le patriarcat est un mode de production relativement stable dans sa reproduction, mais qui évolue rapidement vers sa forme marchande lorsqu'il est mis en contact avec de grands marchés. Cette transformation permet aux familles paysannes de se spécialiser et d'augmenter leur production au-delà de leurs besoins précis. Dans un environnement où la production et la distribution des produits sont effectuées par des centres de production individuels, l'échange devient essentiel. Le mode de production patriarcal marchand représente ainsi une phase transitoire où la loi de la valeur est relativement développée parce qu'elle est l'unique forme de communication économique entre unités de production privées. La deuxième cause est déterminée par des aspects externes : l'importance du capital marchand. Le patriarcat marchand doit entretenir une articulation avec le capital marchand pour pouvoir se spécialiser entièrement dans la production de valeurs d'échange. Ces deux conditions ont été largement mises en place par la fraction libérale du début des années 1980 et 1990, avec la destruction de la planification et l'instauration du marché national. Cela a permis à la paysannerie, à la suite de la destruction du socialisme agraire, de devenir de petits producteurs marchands lorsque les conditions économiques le permettaient. Le patriarcat marchand se situe donc entre le patriarcat traditionnel et le capitalisme, sans appartenir complètement à l'un ou à l'autre, puisqu'il possède des aspects essentiels des

deux modes. Notamment, le patriarcat marchand produit des valeurs d'échange, mais le but ultime de cette production est l'obtention de valeurs d'usage. De plus, ses relations de production sont fondées sur le travail familial. Le patriarcat marchand ne représente donc pas un capital agraire.

Notre deuxième chapitre portait sur les dynamiques endogènes du mode de production patriarcal marchand, qui peuvent être résumées par le concept de différenciation. L'échange de marchandises introduit en Chine le principe de la production concurrentielle entre les paysans, ce qui provoque la prolétarianisation des producteurs les moins productifs et l'embourgeoisement d'une poignée de paysans. Cette dynamique est d'une grande importance en Chine, puisque l'existence du mode de production capitaliste ne s'opère que par l'exploitation de ces paysans prolétariés. La concurrence paysanne fait en sorte que la création du prolétariat ne passe pas nécessairement par la perte de la terre de la paysannerie, mais uniquement par la baisse de la productivité des terres. Puisque les terres, à la suite de la destruction du socialisme agraire, n'avaient pas été privatisées, mais plutôt redistribuées de manière égalitaire, et ce, périodiquement jusqu'aux années 1990, la grande majorité des terres étaient fortement morcelées. Cela empêchait à la fois l'apparition rapide du capitalisme agraire en Chine, puisque les champs étaient trop petits pour être mécanisés, tout en causant une extrême pauvreté pour la majorité de la paysannerie. La prolétarianisation était donc la dynamique principale de la première moitié des réformes économiques. Cependant, nous avons démontré que le Parti, depuis 1990, est le principal instigateur de la prolifération du capitalisme agraire en Chine. Le Parti opère un processus d'embourgeoisement à travers la corruption politique et économique au sein des villages, transformant ainsi les cadres locaux en capitalistes, et par l'implémentation des marchés de location des terres et de l'agriculture contractuelle, permettant une concentration. Lorsque la paysannerie n'est pas en mesure de se convertir en prolétariat ou en bourgeois, le Parti, par ces campagnes contre la pauvreté, se donne la tâche de prolétarianiser le patriarcat traditionnel. Par ces mécanismes, le Parti permet, via la concentration de la terre, la croissance de la productivité du travail agraire à travers des relations de production capitalistes. La dynamique organique du mode de production patriarcal marchand est donc celle de la différenciation, qui est explicitement encouragée par la superstructure politique du pays. Depuis la période de la Nouvelle normalité, le mode de production agraire dominant est le capitalisme, qui produit la grande majorité de la valeur dans ce secteur économique, bien que la paysannerie marchande y reste prédominante.

Le troisième chapitre portait sur le mode de production socialiste en Chine, qui constitue une phase transitoire entre le capitalisme et le communisme, dans laquelle l'essence des relations de production est communautaire, mais où certaines des formes de la production sont marchandes. Le socialisme opère sur la base de forces productives industrielles, sans échanges privés entre les unités de production. Celles-ci sont

plutôt mises en communication à l'aide de la planification. Pour que ce socialisme développé puisse être établi en Chine, où les forces productives ne permettaient pas la socialisation du travail, la dynamique centrale du mode de production socialiste est celle de l'accumulation socialiste primitive. Suivant la révolution communiste de 1949, la Chine est entrée rapidement dans cette période d'accumulation primitive socialiste par l'entremise du commerce avec l'URSS et les pays d'Europe de l'Est, en échangeant des marchandises agraires produites dans les communes contre des machines et de la haute technologie soviétique, acquises à très bas prix et à faibles taux d'intérêt. Lors de la scission sino-soviétique, la Chine a dû entreprendre ce processus d'accumulation primitive de manière autonome. Cependant, sans accès à une source de haute technologie, ce processus a été considérablement ralenti. Le Parti s'est rapproché des États-Unis et des autres pays impérialistes en échange de son adhésion à une alliance antisoviétique. Le moment décisif de l'accumulation socialiste primitive, et du mode de production socialiste en général, se situe donc à cette période. L'accumulation primitive, à partir de la fin des années 1960, s'est faite par l'achat de machines et de haute technologie des pays impérialistes. Lorsque l'économie était encore totalement planifiée, cet échange avec les pays impérialistes se réalisait sous la base de prêts des banques de ces pays à de bas taux d'intérêt déterminés par une trop grande liquidité monétaire venant de manœuvres politiques des États-Unis forçant les États arabes du Golfe à déposer leurs revenus dans les banques américaines. De plus, l'industrie de biens de production des pays impérialistes cherchait à créer une demande dans les pays peu développés pour de la machinerie moins productive que celle utilisée dans les pays impérialistes. Structurellement, cela engendrait l'apparition de compétiteurs industriels moins productifs dans les pays peu développés, ce qui favorisait un transfert de plus-value en direction des pays impérialistes. Dès lors, tant économiquement que politiquement, cet échange économique avec la Chine socialiste servait les intérêts des pays impérialistes.

La transformation qualitative de l'accumulation primitive s'est opérée lors du commencement du cycle des réformes. Lorsque la fraction libérale du Parti a pris le pouvoir, elle transforma la nature socialiste de l'accumulation primitive en une nature capitaliste. L'implémentation de cette accumulation primitive capitaliste s'est faite sur la base de sa relation aux pays impérialistes. Lorsque le taux d'intérêts sur les prêts a fortement augmenté à la suite du choc de Volcker, pour continuer l'achat de machinerie, la fraction libérale a décidé qu'elle ne pouvait plus uniquement compter sur des prêts bancaires. Elle a plutôt choisi d'échanger la force de travail paysanne à très bas prix contre des devises étrangères, à travers les IDE des pays impérialistes. Cette articulation spécifique entre la Chine et les pays impérialistes ne pouvait être entreprise que par la destruction des communes agraires socialistes et par la création d'un marché permettant la marchandisation de la force de travail et l'exploitation de la classe ouvrière dans des usines privées. Le prix de la main-d'œuvre que les capitalistes étrangers pouvaient exploiter était maintenu très bas par

l'introduction d'une segmentation du marché du travail à travers le hukou, forçant la paysannerie à rester ancrée dans le mode de production patriarcal pour assurer sa survie. Les capitalistes étrangers n'avaient donc pas à payer la valeur réelle de la force de travail de la paysannerie, puisqu'une majeure partie de sa reproduction reposait sur le travail non rémunéré de la famille paysanne, ainsi que sur l'impossibilité pour ces travailleurs migrants de migrer avec leurs familles dans les villes. Le processus d'accumulation primitive capitaliste reposait donc sur la superexploitation de la force de travail paysanne, basée sur une ségrégation de type colonial du pays.

Ce changement du type d'accumulation primitive dans la formation sociale chinoise est ce qui détermine en grande partie la montée en dominance du capitalisme et la dégénérescence du mode de production socialiste. Nous avons démontré que, sous les ordres de la fraction libérale du Parti, le secteur public, surtout dans le secteur de la construction, au début des années 1980, utilisait la force de travail paysanne superexploitée dans le but d'augmenter le profit du capital public. La présence de cette armée de réserve du travail diminuait structurellement la force de la classe ouvrière chinoise dans le secteur socialiste et augmentait la croissance du mode de production capitaliste dans la formation sociale entière. Ceci s'explique par le fait que, lorsque le marché a été implémenté dans les années 1980, les compagnies capitalistes et les compagnies socialistes devaient se faire concurrence. Puisque les compagnies socialistes n'étaient pas de la même nature que celles capitalistes et qu'elles devaient offrir à la classe ouvrière beaucoup plus de services sociaux, tout en répondant à une logique de production orientée vers l'augmentation de la productivité du travail dans l'économie au complet, contrairement à la logique du capitalisme qui n'est centrée que sur la profitabilité de firmes individuelles, les compagnies socialistes ne pouvaient pas faire concurrence aux compagnies capitalistes sur leurs propres logiques. Tandis que les compagnies capitalistes avaient accès à une force de travail superexploitée qui pouvait accroître largement leur profitabilité, les compagnies socialistes, même avec un capital fixe d'une productivité égale, devaient rémunérer beaucoup plus la force de travail. Puisque la fraction libérale avait instauré le marché comme forme d'organisation de l'économie qui favorise intrinsèquement les firmes qui exploitent le plus les ouvriers, elle a réussi, au courant des années 1980 et 1990, à causer la dégénérescence du mode de production socialiste en capitalisme d'État, puis la dominance complète du capitalisme et des principes capitalistes dans l'économie. Ce processus d'accumulation primitive capitaliste a aussi nettement ralenti le rythme de la croissance de la productivité de la Chine. L'embourgeoisement des cadres de l'économie a détruit en grande partie l'économie publique et a engendré une fuite massive de capitaux totalisant 8% du PIB de l'économie dans les années 1990, un phénomène qui s'est stabilisé entre 1% et 3% dans les années 2010. Le montant que la Chine recevait en IDE était donc complètement annulé par ces fuites, ce qui ralentissait le processus d'accumulation de la Chine. Cet embourgeoisement, réalisé par le pillage des moyens de production socialistes dans les années 1990 et 2000,

a constitué le moment historique où la dominance du capitalisme s'est établie. L'instauration du marché et de la loi de la valeur comme principes régulateurs de l'économie a donc rapidement transformé en son opposé l'accumulation primitive socialiste. La dynamique dominante de la formation sociale chinoise depuis les réformes est donc celle de l'accumulation primitive capitaliste, qui tend à ralentir considérablement l'industrialisation du pays en raison des dynamiques propres au capitalisme.

Nous avons démontré au quatrième chapitre que la domination du capitalisme s'est rapidement accompagnée de sa prédominance dans la majorité des secteurs économiques de la Chine. Notamment, le capital privé prédomine autant dans l'industrie lourde et l'industrie légère, et ses investissements ainsi que ses revenus représentent une valeur supérieure à ceux du secteur public depuis la deuxième moitié des années 2000. Le secteur public ne domine que les finances, les transports, l'entreposage et la poste. Ces investissements ne dominent pas l'économie chinoise, puisque le secteur public n'investit que lorsque les contradictions inhérentes du capitalisme bloquent les investissements privés. Le capitalisme a donc pris le contrôle de toutes les sphères productives de l'économie, tandis que l'État conserve sous son contrôle certaines sphères non productives et peu profitables, où le capital privé n'investirait pas. En ce qui concerne l'économie internationale, au cours des années 2000, la Chine a pu conserver une balance de paiements positive en augmentant l'extraversion de son économie et l'armée de réserve du travail, ce qui a largement favorisé son taux d'industrialisation en favorisant l'investissement capitaliste. Son industrialisation a aussi été soutenue par le secteur public, qui investit massivement en infrastructure et en recherche appliquée et qui distribue les gains de ces recherches à de très bas prix à la bourgeoisie chinoise. Le mode de production capitaliste prédomine donc dans l'ensemble de la formation sociale chinoise, avec le soutien total de l'État et du secteur public. De plus, le capitalisme prédomine largement sur le secteur public en termes d'emplois. Les emplois publics industriels sont presque inexistants. Seuls quelques services publics et la bureaucratie étatique emploient encore la classe ouvrière. L'industrialisation du secteur productif chinois s'est donc effectuée uniquement à travers une déformation de la loi de la valeur, opérée par l'État dans le but d'augmenter la profitabilité du capital au service de la bourgeoisie.

Nous avons analysé au cinquième chapitre la tendance principale du mode de production capitaliste chinois. L'objectif de cette section était de vérifier si le capitalisme chinois était identique à ceux des pays réellement capitalistes. Nous avons démontré que la dynamique principale du capitalisme, la tendance à la baisse du taux de profit, occasionnée par la croissance de la composition organique du capital, détermine la tendance à la baisse de l'investissement capitaliste au sein de l'économie. De la même manière que dans les pays capitalistes, nous avons démontré qu'en Chine, c'est la profitabilité qui guide l'investissement capitaliste, et que cet investissement détermine en retour la croissance économique du pays. La baisse majeure de la

croissance économique du pays depuis la période de la Nouvelle normalité peut être attribuée à cette tendance. De plus, bien que l'investissement public ne réponde pas totalement à la profitabilité du capital, son rôle dans la formation sociale chinoise est secondaire, puisqu'il est mobilisé que lorsque l'investissement capitaliste ralentit, notamment lors des périodes de crise économique. Cet investissement public ne dépasse par ailleurs pas, en moyenne, celui capitaliste. Dès lors, comparativement à la période planifiée des années 1950 aux années 1970, et à la période de transition des années 1980, la période allant des années 1990 jusqu'à aujourd'hui est dominée par les dynamiques du capitalisme sur le plan de l'investissement. En raison de la dynamique capitaliste de l'économie et en supposant une baisse annuelle de 2% de la main-d'œuvre chinoise, la Chine atteindrait, d'ici 2050, un taux de croissance de 0%. Elle n'aurait alors d'autre choix que de réinstaurer le mode de production socialiste pour accroître la productivité du capital et pour éviter une crise sociale générale.

Nous avons analysé par la suite les dynamiques sociales et économiques secondaires créées par la tendance à la baisse du taux de profit caractérisant la période de la Nouvelle normalité. Du point de vue du capital, cette tendance a causé une financiarisation de l'économie chinoise, la création d'un système bancaire parallèle, ainsi que l'apparition d'une bulle spéculative dans le secteur immobilier. La logique qui sous-tend ces tendances est la recherche d'un plus haut taux de profit, attirant le capital vers des sphères non productives de l'économie où s'effectue un processus d'accumulation d'un capital fictif, sans augmentation du taux de plus-value au sein de l'économie, créant à long terme une baisse réelle de la profitabilité. Ce type de valorisation du capital ne crée aucune plus-value additionnelle, mais permet à certains capitalistes de valoriser leurs capitaux au détriment d'autres capitalistes. La part du capital financier au sein de l'économie chinoise a considérablement augmenté depuis 2008, augmentant la part relative du secteur privé dans celui-ci. Le système financier public se livre aussi à une spéculation financière accrue par le développement d'un système bancaire parallèle. Celui-ci permet aux grandes banques publiques chinoises de contourner les régulations du gouvernement central dans le but d'augmenter au maximum la profitabilité de leurs capitaux. Par le développement de ce système bancaire parallèle, les gouvernements locaux et les compagnies privées peuvent prêter aux gouvernements locaux et aux spéculateurs privés, ce qui a créé une bulle immobilière dans l'économie chinoise. La création de cette bulle immobilière est déterminée par la dominance complète de ce secteur par le capitalisme, l'investissement spéculatif dans ce secteur de la part du capital public et privé, ainsi que le transfert du coût des subventions du capital industriel privé aux acheteurs de logements résidentiels. Cela a rendu le marché de l'immobilier chinois le plus inabordable au monde.

La tendance à la baisse du taux de profit a été compensée en Chine par une augmentation du degré d'exploitation de la classe ouvrière, dans le but de conserver la masse de plus-value totale de l'économie.

Dans les mots de Marx, ceci équivaut à une hausse de la plus-value absolue, fondé sur l'allongement de la journée de travail. La montée de la plus-value absolue précède la tendance à la baisse du taux de profit en Chine. Il s'agit d'un phénomène directement lié à la montée en dominance du mode de production capitaliste dans l'économie chinoise, puisque celui-ci, dans les années 1980 et 1990, exploitait principalement les travailleurs migrants et les forçait déjà à cette époque à effectuer de très longues heures de travail. C'est avec de la destruction de la grande majorité des relations de production socialistes au début des années 2000 que le phénomène a pris de l'expansion, l'ancienne classe ouvrière socialiste chinoise se retrouvant alors sans emploi, ou contrainte de vendre sa force de travail à la classe capitaliste. L'armée de réserve du travail, au début des années 2000, avait atteint une telle proportion que le taux de profit chinois avait augmenté à cette époque, et ce, malgré une hausse significative de la composition organique du capital. Ceci s'explique par le fait que la classe ouvrière, dans le mode de production capitaliste en Chine, n'est pas protégée par l'État, puisque ce dernier n'applique aucunement les lois du travail. Le salaire n'est pas établi en fonction du nombre d'heures travaillées, mais est plutôt fixé mensuellement, ce qui permet à la classe capitaliste d'allonger la durée du travail jusqu'à la limite humainement possible. Cependant, au cours de la période de la Nouvelle normalité, le nombre d'heures de travail a augmenté, atteignant un nouveau sommet, une augmentation déterminée par la tendance à la baisse du taux de profit. À la différence de la période précédente, le surtravail général n'est plus réservé aux ouvriers les moins éduqués, mais touche désormais l'ensemble des emplois et des professions en Chine dans le secteur capitaliste. Autant les travailleurs migrants que les travailleurs de la classe moyenne traditionnelle du secteur capitaliste souffrent de surtravail. Le surtravail s'est donc généralisé en Chine et est devenu, dans la période contemporaine, une partie intégrale du mode de production capitaliste, puisque ce dernier ne serait pas en mesure de se reproduire, son taux de profit étant structurellement négatif, si les lois du travail chinoises étaient effectivement appliquées par l'État.

De la même manière, le travail informel est aussi un phénomène qui a pris de l'expansion au cours des réformes et qui a atteint une prédominance absolue durant la période de la Nouvelle normalité. Comme pour le surtravail, l'informalité est une caractéristique clé de l'emploi capitaliste. Toutefois, durant les années 1990, le secteur capitaliste offrait encore des emplois formels à certains travailleurs et à la majorité des travailleurs éduqués. Or, depuis la période de la Nouvelle normalité, la grande majorité des emplois dans le mode de production capitaliste sont informels. La logique de l'informalité, pour la bourgeoisie, réside dans sa capacité à réduire le coût de la main-d'œuvre, puisqu'elle n'a pas à garantir les emplois à long terme et puisqu'elle ne doit pas contribuer à la pension de travailleurs. Cela a notamment été appuyé par le gouvernement chinois, qui tente depuis les réformes de rendre informel tout le travail de la Chine afin d'augmenter le taux de profit des capitalistes et des industries d'État.

À travers cette section, nous avons ainsi démontré que les dynamiques propres au capitalisme pleinement capitaliste, c'est-à-dire au capitalisme disposant d'un caractère industriel et dominant, se retrouvent en Chine et ne cessent de gagner en importance au fil des réformes. Le capitalisme chinois n'a donc rien d'un capitalisme dominé par le socialisme. Au contraire, le capitalisme et la classe bourgeoise bénéficient d'un soutien direct de l'État dans leur exploitation de la classe ouvrière. Le capitalisme chinois suit donc les mêmes mouvements que ceux analysés par Marx dans les trois volumes de *Capital*, notamment un mouvement vers les investissements non productifs de type spéculateurs et une croissance du taux de l'exploitation de la classe ouvrière dans le but de combattre la tendance à la baisse du taux de profit déterminée par la montée de la composition organique du capital.

Au sixième chapitre, nous avons analysé les changements qualitatifs au sein du mode de production socialiste au courant des réformes, que nous avons séparé en deux parties. La première partie a porté sur le rôle de la loi de la valeur au sein de ce dernier. Nous avons démontré que la majorité des firmes publiques de la formation sociale chinoise ne sont pas purement publiques, mais sont plutôt de nature mixte. Nous avons démontré que, par ce caractère mixte, des dynamiques capitalistes se retrouvent au sein des firmes publiques. Notamment, puisque certaines d'entre elles sont la propriété de la bourgeoisie, elles sont structurellement contraintes d'être profitables individuellement. Elles doivent donc produire profitablement, ce qui implique une exploitation de la main-d'œuvre semblable à celle des firmes privées. Du moment où ces firmes versent un profit aux détenteurs d'actions, elles exploitent objectivement de manière capitaliste la classe ouvrière. Toutefois, les firmes publiques ne sont pas de simples copies des firmes privées. Une relation dialectique peut être observée entre les dynamiques des firmes et la composition de leurs propriétés. Plus une firme est publique, plus son taux de croissance tend à être élevé, mais moins elle est profitable individuellement. Cela s'explique par le fait que, dans les firmes publiques, la loi de la valeur et les dynamiques capitalistes sont moins dominants. Plus la firme est publique, moins le principe de profitabilité est important, et plus le principe de la création de valeurs d'usage est important. Le fait que la loi de la valeur y est moins dominante est représenté par le fait que, bien que les firmes publiques soient moins profitables, elles reçoivent une plus large quantité de capital que les firmes privées. De plus, les ouvriers des firmes publiques sont nettement mieux payés lorsque ceux-ci ne sont pas des travailleurs migrants. Dès lors, depuis la déplanification de l'économie, chaque firme publique dispose de dynamiques socialistes et capitalistes, mais la force de celles-ci varie selon le degré de la propriété de la firme. Cependant, depuis les réformes, la corruption endémique des cadres dirigeants, les firmes publiques et l'augmentation de leurs forces ont transformé ces fonctionnaires en capitaliste étatique, une classe sociale se situant à mi-chemin entre le fonctionariat et la bourgeoisie. Ceux-ci perçoivent de très hauts salaires, leur permettant d'investir dans l'économie privée et de devenir capitalistes, tout en recevant en échange de leurs services une part du

capital de la firme publique. Ils deviennent ainsi des exploitants directs de la force de travail qu'ils supervisent et détiennent un fort intérêt à augmenter la profitabilité des firmes publiques. Les firmes publiques sont donc des unités de dynamiques opposées, et les dynamiques socialistes et capitalistes se retrouvent au sein de celles-ci. Cependant, depuis les années 1990, la majorité des firmes publiques disposent d'une essence se rapprochant beaucoup plus du capitalisme d'État que du socialisme en raison des impératifs de la loi de la valeur et l'embourgeoisement de la superstructure chinoise.

Nous avons également démontré, dans la deuxième partie de ce chapitre, qu'une planification reste en place dans la formation sociale chinoise depuis 1992. Toutefois, cette planification est qualitativement différente de la planification socialiste. Elle est une planification indicative, centrée sur des outils compatibles avec les mécanismes des marchés capitalistes et la loi de la valeur. Cette forme de planification repose notamment sur une coordination stratégique des politiques de l'État, une certaine mobilisation des ressources par le crédit, ainsi qu'un contrôle macroéconomique. Cette planification s'opère non pas par la suppression de la loi de la valeur comme dans le socialisme mature, mais plutôt par sa déformation. Cette planification étatique n'est donc pas d'une nature socialiste, mais constitue plutôt une fonction du capitalisme étatique, qui permet à l'État d'avoir un certain contrôle indirect sur l'investissement en gardant en place les structures du capitalisme. De plus, cette planification n'a rien de socialiste, puisqu'elle ne coordonne pas la production, l'investissement, les prix et la vente de marchandises. Le système socialiste devrait fonctionner à travers une interconnexion totale de l'économie. La Chine illustre au contraire une logique opposée, où le principe de concurrence entre les différentes unités gouvernementales prévaut. Par exemple, la planification indicative est utilisée par les gouvernements locaux afin d'attirer les investissements capitalistes. Cependant, une planification par commande, de type socialiste, existe encore en Chine, bien que hautement dégénérée. Celle-ci prend la forme d'une mobilisation directe des firmes publiques pour entreprendre des investissements non profitables à la bourgeoisie. Ceci reflète le fait que le socialisme en Chine n'est pas dominant, puisque, comme dans certains pays capitalistes, la propriété publique est utilisée uniquement lorsque les relations de production capitalistes sont incompatibles avec certaines forces productives, comme le transport à grande échelle. Dès lors, tant la planification étatique que les firmes publiques chinoises, pourtant des aspects organiques du socialisme, sont scindées en deux logiques antagoniques. Et parmi celles-ci, la logique capitaliste domine nettement la logique socialiste. Nous avons donc démontré dans cette section que la dominance du capitalisme dans la formation sociale chinoise a modifié les dynamiques internes du mode de production socialiste chinois à un point tel que celui-ci s'apparente désormais à un capitalisme étatique.

Le septième chapitre suivant portait sur les dynamiques sociales créées par la loi de la valeur et par la commercialisation en Chine, autrement dit, par la dominance du mode de production capitaliste dans la formation sociale chinoise. L'objectif de ce chapitre était de démontrer cette dominance du capitalisme en Chine en observant les dynamiques induites par celui-ci dans des unités sociales qui, bien que n'étant pas elles-mêmes capitalistes, sont fortement articulées à celui-ci. Nous avons choisi quatre dynamiques que nous considérons comme essentielles, car elles représentent des transformations des aspects socialistes. La première dynamique analysée est l'embourgeoisement des cadres en bourgeoisie étatique. Il s'agit d'une des dynamiques critiques en Chine, puisque cette classe constitue, aux côtés de la bourgeoisie privée, l'un des piliers du bloc dominant. Cette classe est un groupe social transitoire, formé par les cadres socialistes gestionnaires, qui tend historiquement à évoluer vers une bourgeoisie privée. Ce groupe est unique aux pays socialistes ayant entrepris des réformes marchandes, puisque la base matérielle de cette transition est l'économie privée et, plus particulièrement, le capital, pour que leurs gains venant des inégalités encore présentes dans le socialisme puissent être convertis en capital. La bourgeoisie étatique prend deux formes : les cadres gestionnaires d'entreprises publiques et les hauts fonctionnaires de l'État. Leurs essences sont cependant similaires. Les cadres tirent leur pouvoir social du contrôle qu'ils exercent sur les firmes publiques, tandis que les hauts fonctionnaires l'obtiennent par le népotisme et la corruption. Dans les deux cas, le pouvoir social de ce groupe ne provient pas directement de la corruption, mais du capital privé auquel ils ont accès grâce à leurs positions dans la superstructure. Cette classe sociale est donc une réunion entre la bourgeoisie privée et les cadres. Une large partie de la bourgeoisie privée actuelle en Chine s'est formée à partir de ces cadres au fil des réformes. Nous avons démontré, à l'aide des données empiriques, que la grande majorité des hauts fonctionnaires disposent d'une richesse considérable. Cela démontre que la superstructure chinoise est complètement dominée par la bourgeoisie étatique, dont les intérêts convergent largement avec ceux de la bourgeoisie privée, et que le stade de développement présent en Chine est maintenu par ce groupe.

La deuxième dynamique sociale est celle de l'universalisation du surtravail dans le secteur public chinois. En essence, cette dynamique est la même que celle étudiée dans le chapitre sur le mode de production capitaliste. Cependant, elle est retrouvée aussi dans le secteur public, qui ne devrait pas être en théorie organique au socialisme. L'augmentation des heures de travail se retrouve dans tous les secteurs importants du secteur public. Dans les services médicaux, cette tendance est déterminée par la commercialisation de ceux-ci et par un désinvestissement relatif de l'État par rapport au secteur privé et par rapport aux autres pays d'un niveau de développement similaire. Comme nous l'avons démontré, l'État investit de moins en moins dans les services médicaux, tandis que la part des dépenses des individus augmente continuellement, accompagnée d'une hausse rapide des prix de ces services. Cela oblige les unités de production à fonctionner

selon le principe de la profitabilité, les poussant à imposer le surtravail à l'ensemble du personnel et à leur accorder des salaires qui ne représentent que la valeur du travail sur le marché, ce qui indique que la force de travail dans ce secteur acquiert les caractéristiques d'une marchandise. La néolibéralisation des universités en Chine a aussi entraîné le surtravail dans ce secteur. La concurrence entre les universités force celles-ci à accroître au maximum la charge de travail de leurs employés, tout en instaurant un système disciplinaire fondé sur la compétition extrême entre le personnel enseignant, les contraignant à travailler bien au-delà de la limite légale afin de conserver leur poste. D'autres rapports confirment que le surtravail est aussi présent chez les cadres de bas niveau et chez les enseignants des écoles primaires et secondaires. Nous avons par la suite démontré que la dynamique organique du socialisme, selon Marx, serait de réduire au minimum le travail obligatoire et d'allonger au maximum le temps libre des individus, une logique fondamentalement opposée à la montée du surtravail en Chine. Ce phénomène atteint une ampleur telle qu'il causerait au minimum 600 000 décès par an. Ces données indiquent qu'en termes de relations de production, le secteur public se rapproche davantage du capitalisme étatique que du socialisme, puisque les individus ne représentent qu'un capital variable permettant l'augmentation de la production de plus-value.

La troisième dynamique est celle de la détérioration du statut des femmes en Chine. Cette détérioration est aussi relative à la Chine que relative internationalement. Notamment, les conditions des femmes chinoises dans les années 1960 et 1970 étaient nettement supérieures à celles observées dans les riches pays capitalistes. Cependant, la tendance, depuis les réformes, est la détérioration rapide de ces conditions. Celle-ci est déterminée par la dominance du mode de production capitaliste et la destruction du socialisme en Chine, ce qui force les femmes à être réintégrées dans le mode de production familiale, où elles effectuent du travail non payé au service du patriarcat familial et du capital public et privé. La tendance dominante en Chine est donc le retrait des femmes du marché du travail et l'agrandissement de l'inégalité salariale et de l'inégalité des heures travaillées entre les genres. La cause principale de ceci est que l'État s'est largement désinvesti de son rôle dans la socialisation de la reproduction familiale pour se concentrer uniquement sur la profitabilité des entreprises. Dans le but d'augmenter au maximum la plus-value dans l'économie, la bourgeoisie étatique en contrôle du Parti s'est fondée sur l'idéologie confucéenne dans le but de réintégrer la femme de force à la famille et en donnant une base matérielle légale au patriarcat en protégeant systématiquement la propriété des logements des mâles. Les femmes sont aussi hautement discriminées par les entreprises privées, puisque celles-ci opèrent sur une logique de maximisation du profit qui est contradictoire au travail familial que le confucianisme attribue à la femme. Tout ceci est soutenu idéologiquement par l'État, qui a abandonné depuis les années 1990 la conception marxiste de la femme et qui a adopté une position libérale et confucéenne dans le but de légitimer la croissance de l'exploitation du travail de la femme. Ceci démontre donc que la bourgeoisie étatique est aux commandes de l'État et que le

socialisme n'exerce plus aucune influence sur la position sociale des femmes en Chine. Au contraire, le capitalisme est largement dominant et cause la même contradiction fondamentale que dans les autres pays d'Asie de l'Est : la forte réduction du taux de fécondité, une dynamique largement absente des pays socialistes.

La quatrième dynamique est celle de la stratification générale dans la formation sociale chinoise, une dynamique opposée au socialisme. L'inégalité de revenus et l'inégalité des richesses ont atteint des proportions similaires aux inégalités des pays capitalistes et divergent grandement de celles des pays anciennement socialistes. Les dynamiques sont aussi les mêmes. Les inégalités augmentent depuis l'instauration des réformes, une dynamique opposée à celle des pays socialistes dans lesquels les inégalités diminuaient. La Chine, depuis les réformes, est donc hautement stratifiée dans tous les secteurs. Dans les milieux urbains, bien que la pauvreté absolue ne soit plus existante, la pauvreté relative est en croissance rapide. Les milieux ruraux sont hautement inégaux en raison de la différenciation paysanne. Les inégalités entre les genres sont revenues en force en raison du renforcement du patriarcat soutenu par le capitalisme et la bourgeoisie étatique. La classe moyenne, composée comme dans les pays capitalistes de travailleurs hautement éduqués, s'appauvrit de plus en plus en raison de sa surproduction de la part de l'État. Depuis la période de la Nouvelle normalité, seuls les enfants de la bourgeoisie étatique et de la bourgeoisie privée accèdent aux emplois les plus payants du marché du travail, ce qui coupe fortement la mobilité sociale en Chine. Cette stratification sociale générale est déterminée par la dominance du capitalisme dans la formation sociale chinoise. Comme Marx l'a expliqué, la distribution des ressources au sein d'une société est déterminée par les relations de production et de propriété. Comme nous l'avons démontré, les trois modes de production importants en Chine sont tous structurés de manière à générer de l'inégalité en raison de leurs articulations au capitalisme. La dégénérescence du socialisme en capitalisme d'État exacerbe cette inégalité en discriminant socialement la majorité de la population et en empêchant la mise en place de mécanismes de redistribution de la richesse compatibles avec le capitalisme et utilisée dans les pays capitalistes riches. D'un point de vue structurel, les réformes économiques qui ont engendré cette stratification représentent une série de politiques mises en œuvre par la fraction libérale du Parti, afin de concentrer le pouvoir social, la richesse, entre les mains de la bourgeoisie étatique et de la bourgeoisie privée. L'essence des réformes n'est donc aucunement socialiste.

L'objet analysé dans le huitième chapitre est la dégénérescence idéologique et l'embourgeoisement du Parti communiste chinois. L'objectif de cette section était d'analyser le point d'origine des réformes et de l'embourgeoisement matériel des cadres. Nous avons donc tenté de démontrer que l'embourgeoisement idéologique du Parti constitue la cause originaire principale des réformes et de la destruction du socialisme

en Chine. La première section de ce chapitre porte sur le rôle du marché et du capitalisme dans la transition vers le socialisme, d'un point de vue marxiste. Nous expliquons premièrement que, pour Marx et Engels, la planification est le seul système de communication économique organique au socialisme et qu'elle constitue une antithèse de la loi de la valeur, du marché et de la propriété privée. La valeur n'existe plus sous la planification, puisque c'est le temps de travail qui sert d'unité universelle de comparaison des objets du travail. Puisque le travail est directement social dans le socialisme, l'unité de comparaison est tout aussi directe. À l'inverse, dans le capitalisme et les modes de production plus anciens, la loi de la valeur et le marché sont utilisés, puisqu'ils sont les seules technologies pouvant mettre en comparaison des objets du travail d'unités de production privées et indépendantes. La loi de la valeur et le marché sont donc indirects, puisque la production est indirectement sociale. La planification représente donc le système de communication organique à un mode de production basé sur une production directement sociale, ce qui permet aux sociétés de contrôler réellement leurs forces productives. Les arguments pour le socialisme de marché s'opposent donc essentiellement à la pensée de Marx et Engels.

Nous avons démontré par la suite que les arguments des socialistes de marché reposent tous sur une compréhension de l'économie fondée sur la théorie économique néoclassique. La base de leurs arguments est qu'il serait impossible de calculer le temps de travail sans l'intermédiaire du marché et de la valeur, puisqu'il serait impossible pour la planification de réellement prendre en compte le temps de travail nécessaire à la fabrication de tous les objets avant leurs productions. Il n'y aurait donc pas d'unité de comparaison objective dans la planification. La seule unité de mesure objective serait la valeur d'échange. De plus, il serait tout autant impossible de réellement prendre en compte la demande des consommateurs par l'intermédiaire de la planification. Ces arguments viennent des économistes néoclassiques d'extrême droite qui œuvraient pour la destruction des systèmes socialistes. Leurs visions du socialisme seraient une forme d'économie mixte où le profit capitaliste ne serait pas trop élevé. Leur conception du socialisme est donc fondée sur une limite morale de l'exploitation de la classe ouvrière plutôt que sur un réel changement qualitatif des relations de production. Nous avons démontré, par la suite, que, selon les recherches les plus récentes dans la science économique marxiste, la planification n'a rien d'utopique. Bien au contraire, ce système de communication est intrinsèquement plus productif que le marché. Ceci est démontré historiquement par la supériorité du système soviétique lorsque la performance économique de ce pays est comparée à celle des pays capitalistes d'un niveau de développement similaire et même dans certaines mesures aux riches pays capitalistes. De plus, une planification cybernétique de l'économie est réalisable depuis les années 1990, un fait qui a été admis par le pionnier du modèle du socialisme de marché, permettant la construction d'une matrice capable de calculer avec précision le temps de travail en temps réel pour l'ensemble des objets de l'économie, tout en intégrant un apport direct des consommateurs dans la

production. Dès lors, d'un point de vue marxiste, la théorie selon laquelle le socialisme de marché serait plus productif et rationnel que le socialisme de type planifié n'est pas valide, car elle repose non pas sur des bases scientifiques objectives, mais sur des considérations morales. D'un point de vue scientifique, les bases théoriques qui justifient la nécessité du marché et de la valeur dans le socialisme sont désuètes, étant donné que la littérature scientifique a démontré que la planification est supérieure au marché. Le socialisme de marché est donc un modèle rationnel uniquement sous le regard de la science économique néoclassique.

Nous avons tenté de démontrer par la suite que la base théorique des réformes n'est pas la science économique marxiste, mais plutôt la science économique néoclassique. Nous avons déjà analysé comment le modèle de socialisme de marché est essentiellement antimarxiste, bien que ses adhérents puissent être de réels socialistes tentant d'accroître la force de la classe ouvrière. Ceci n'est pas le cas des réformes en Chine. Depuis le début même des réformes, l'objectif des réformateurs n'a jamais été d'accroître le pouvoir de la classe ouvrière, mais plutôt d'augmenter la puissance du pays en recourant à tous les moyens jugés nécessaires. La fraction libérale du Parti a ainsi conquis le pouvoir en se basant sur une idéologie économique qu'elle a qualifiée de pragmatisme, mais qui correspond, dans les faits, à la renonciation de la science économique marxiste, au profit de l'adoption entière de la science économique néoclassique. Pour cette raison, la théorie marxiste officielle apparaît comme étant dénuée de sens. En réalité, les principaux membres de la fraction libérale, Zhao Ziyang et Hu Yaobang, ont dévoilé dans leurs journaux personnels publiés plusieurs années après leur retraite que les réformes constituaient une renonciation complète du socialisme et que leur objectif principal était la mise en place d'un modèle de développement basé sur les pays fascistes de l'Asie de l'Est : le Japon, la Corée du Sud, Singapour et Taiwan. L'idéologie officielle, en particulier celle de Deng Xiaoping, n'a jamais justifié ouvertement l'incorporation du capitalisme, mais a progressivement légitimé l'introduction successive des aspects capitalistes dans l'économie au cours des années 1980 et 1990, en opérant une distorsion sérieuse du marxisme. Elle affirmait que le but du socialisme et de la révolution n'était pas l'émancipation de la classe ouvrière, mais bien l'émancipation des forces productives. Dès lors, l'introduction des aspects capitalistes dans l'économie pouvait être justifiée par leur prétendue productivité supérieure à celles socialistes, et donc intrinsèquement socialistes. Par ailleurs, dans les années 1980, Deng affirmait ouvertement que la définition marxiste du socialisme était anachronique aux besoins de la Chine et que le socialisme devait être redéfini de sorte qu'il n'y ait pas de différences importantes entre le capitalisme et le socialisme. Le socialisme aux caractéristiques chinoises est donc devenu un concept fluide, pouvant englober toutes les caractéristiques visant à conserver les intérêts de la bourgeoisie étatique et de la bourgeoisie privée.

Nous avons, dans la section suivante, analysé les principaux discours de Deng Xiaoping et de Zhao Ziyang, les deux grands instigateurs des réformes, afin de démontrer que les théories mobilisées pour justifier ces dernières relèvent de la science économique néoclassique, et non de celle marxiste. En particulier, la théorie économique utilisée pour justifier la création de l'économie d'exportation était celle de l'avantage comparatif, que Deng Xiaoping et Zhao Ziyang ont adoptée sur les recommandations de la Banque mondiale, une institution contrôlée par les pays impérialistes, et en prenant pour modèle les quatre tigres asiatiques. Cette théorie va à l'encontre du socialisme, du marxisme et du développement industriel de la Chine, puisqu'elle confond à la manière néoclassique la profitabilité et la productivité. La science économique néoclassique confond les gains en profitabilité, ou l'obtention d'une plus grande quantité de plus-value, avec les gains en productivité, ou une réduction du temps de travail nécessaire à la fabrication des objets. Ceci rend invisible l'échange inégal, un mécanisme clé de l'impérialisme par le transfert de valeurs des pays moins développés vers les pays plus développés. De plus, ceci cause le piège du revenu moyen dans lequel les pays se spécialisant dans les processus de production peu productifs ne peuvent pas rattraper le niveau de développement des pays impérialistes, puisqu'à mesure que le développement de leurs forces productives augmente, le taux de profitabilité baisse et bloque les investissements dans les secteurs productifs. Comme nous l'avons démontré, bien que la Chine ait connu une croissance rapide, son développement réel, mesuré par la productivité du travail, a été considérablement ralenti par l'échange inégal. La rationalité économique socialiste aurait plutôt été une continuation de la stratégie de développement fondée sur l'industrie lourde, une rationalité que Zhao Ziyang a avoué avoir abandonnée au début des années 1980. Par ailleurs, un argument temporel utilisant une conception en apparence marxiste de l'histoire a été utilisé par la fraction libérale du Parti afin de légitimer les relations de production capitalistes en Chine. Selon cette théorie, au niveau de développement de la Chine, il fallait introduire des relations de production compatibles aux forces productives peu développées. Le marché et le capitalisme étaient donc des aspects du stade primaire du socialisme. Cette thèse, bien qu'affichant une forme marxiste, constitue en réalité une répudiation de la théorie des modes de production de Marx, et même de celles des marxistes-léninistes orthodoxes. Autant Marx que Staline arguaient que les relations de production communales sont, sans exception, toujours plus productives que celles privées à travers l'utilisation de forces productives semblables. Il n'existe donc aucune rationalité, du point de vue marxiste, à privatiser les relations de production au sein d'une économie afin d'augmenter sa productivité. En réalité, Deng Xiaoping et la fraction libérale ont privatisé l'économie chinoise afin d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail, un concept différent de celui de la productivité.

La section subséquente a traité du processus des réformes d'un point de vue de la lutte des classes. Nous y avons démontré que la lutte idéologique de la fraction libérale du Parti était accompagnée par une lutte

matérielle où cette dernière manœuvrait politiquement afin de détruire le bloc de classes dominant la formation sociale, la classe ouvrière et la paysannerie. La fraction libérale prévoyait privatiser l'industrie comme premier acte afin de remettre en place rapidement le capitalisme à la suite de la mort de Mao Zedong. Cependant, ceci était impossible puisque la classe ouvrière détenait un pouvoir considérable au sein du Parti. Pour amorcer le retour du capitalisme, la fraction libérale a plutôt ciblé le maillon le plus faible de la révolution, la paysannerie. Celle-ci était hautement divisée parce que l'industrialisation des communes était encore très inégalitaire. En s'appuyant sur communes, ils ont pu lancer une vague de privatisation forcée, donnant l'illusion d'un gain en productivité qui s'expliquait en réalité par une augmentation du prix d'achat des grains de la paysannerie. Par la privatisation forcée de l'ensemble des communes, même celles très productives, la paysannerie avait été conquise et la base de l'attaque contre la classe ouvrière avait été mise en place. À mesure que le marché prenait de l'importance, la planification s'affaiblissait, heurtant les intérêts de la classe ouvrière. En effet, les nouvelles entreprises de marchés créées par la destruction des communes étaient de nature marchande. Deng avait donc créé une compétition entre les entreprises d'État planifiées et les entreprises rurales utilisant une main-d'œuvre sous-payée. La paysannerie était aussi utilisée par les entreprises d'État pour augmenter leurs profitabilités en sous-payant la main-d'œuvre. De plus, le système de doubles voies où les prix des marchandises étaient à la fois déterminés par le marché et par la planification avait causé une dégradation rapide des revenus de l'État et du système planifié tout en créant une nouvelle bourgeoisie au sein des rangs des cadres. La classe ouvrière était donc attaquée sur deux fronts simultanés. Par le bas, elle subissait la pression concurrentielle de la paysannerie semi-prolétaire. Par le haut, elle était affaiblie par les cadres corrompus qui déstabilisaient le système planifié en siphonnant une large partie des revenus du pays dans leurs poches. Lors de la défaite finale de la classe ouvrière, la fraction libérale utilisait la paysannerie pour mâter la résistance ouvrière et privatiser les usines publiques restantes. Parallèlement, la fraction libérale mobilisait la classe moyenne, dans les années 1980 et 1990, comme base de soutien en promettant à ses membres des salaires plus élevés que ceux perçus par la classe ouvrière au sein de l'économie planifiée. Cependant, lorsque la fraction libérale s'est créé une base de soutien organique, par la solidification de la bourgeoisie privée, elle a abandonné la classe moyenne, qui doit maintenant subir des conditions de travail similaires à la classe ouvrière. À travers ces manœuvres, la fraction libérale a pu conquérir le Parti et la formation sociale entière. Elle dénie depuis le début des années 2000 l'existence des classes dans la société chinoise et donc la nécessité de tout changement des relations de production dans la construction du socialisme, puisqu'elle milite pour garder en place les structures d'exploitation présentes dans l'économie chinoise depuis les années 1990.

La dernière section de ce chapitre portait sur le concept de dégénérescence. En mobilisant le concept marxiste-léniniste classique, nous avons démontré que le Parti s'est transformé en un parti politique

bourgeois dictatorial. Selon Staline, cette dégénérescence se produit pour des causes idéologiques dans un contexte historique dans lequel une formation sociale socialiste est entourée de pays capitalistes et que les forces internationales dominantes sont de nature capitaliste. Cette dégénérescence s'affiche premièrement dans le fait que le Parti cesse de croire à la possibilité de construire le socialisme à l'intérieur d'une seule unité politique, abandonnant ainsi le marxisme. En Chine, le Parti a supplanté le marxisme par l'adoption du confucianisme comme pseudo-idéologie étatique copiée des pays fascistes de l'Asie de l'Est et de l'ancien parti politique en contrôle de la Chine prérévolutionnaire. La dégénérescence se manifeste aussi lorsque la relation dialectique entre le socialisme et le nationalisme s'inverse. En Chine, le socialisme était utilisé par la fraction libérale à des fins strictement nationalistes. Pour cette raison, la fraction libérale s'est alliée aux pays impérialistes dans les années 1970 et 1980 contre les pays socialistes afin d'avoir accès aux économies impérialistes. L'autonomisation du Parti est aussi une preuve de cette dégénérescence. Elle signifie qu'en Chine, le Parti a cessé d'être un instrument politique pour le changement social et s'est transformé en engin politique conservateur implémentant divers aspects capitalistes au sein de l'économie. À travers l'analyse de notre thèse, le concept de la dégénérescence comme élément déclencheur de la défaite du socialisme semble justifié historiquement en Chine. De la même manière que l'implémentation du socialisme nécessite une révolution politique, la défaite du socialisme nécessite une contrerévolution politique qui prend son origine d'une dégénérescence idéologique du Parti.

Nous concluons notre thèse en démontrant que la Chine, à travers notre analyse des principales relations de production à travers le temps et l'espace, n'est pas une formation sociale socialiste, mais plutôt fasciste. Bien que plusieurs aspects de l'ancienne économie socialiste soient encore présents au sein de l'économie chinoise, la domination du capitalisme sur ceux-ci les empêche de fonctionner selon leurs réelles essences socialistes. Au contraire, ces anciens aspects socialistes de l'économie, notamment la propriété publique et la segmentation sociale entre les régions urbaines et rurales, forment les fondements du fascisme chinois permettant à la bourgeoisie étatique et à la bourgeoisie privée chinoise de mettre en œuvre des politiques industrielles leur visant le développement des forces productives du pays, non pas dans une perspective socialiste, mais dans un objectif strictement nationaliste. La Chine peut ainsi être définie comme une formation sociale s'apparentant à celle dirigée autrefois par le Guomindang, ou à celle des pays fascistes d'Asie de l'Est. Elle est cependant unique en son genre en raison de son passé révolutionnaire qui force le Parti à maintenir une version du marxisme vidée de son essence dans le but de préserver sa légitimité auprès des masses.

Nous avons donc répondu à notre question de recherche initiale, qui était de déterminer le mode de production dominant de la formation sociale chinoise depuis les réformes économiques de 1992. Le

capitalisme est le mode de production dominant de la formation sociale chinoise depuis les réformes. Nous l'avons fait de manière à dépasser les lacunes retrouvées dans la littérature scientifique à ce sujet. Ces deux grandes lacunes consistent, d'une part, à aborder la nature de la Chine de manière dichotomique, ce qui efface la complexité et la diversité des modes de production présents en Chine, et d'autre part, à adopter une approche non dialectique, ce qui conduit à négliger les contradictions et les antagonismes qui traversent cette société. Notre conclusion n'est pas dichotomique ou non dialectique, puisqu'elle admet qu'il se trouve en Chine une pluralité de modes de production, mais que les tendances et les dynamiques retrouvées dans ceux-ci sont déterminées par le mode de production dominant auxquels ils sont articulés. La Chine ne peut donc être qualifiée simplement de capitaliste, dans la mesure où un secteur public subsiste, dont les logiques d'organisation ne se confondent pas entièrement avec celles du capitalisme; cependant, elle ne saurait non plus être qualifiée de socialiste, puisque son mode de production socialiste est profondément déformé par les dynamiques et les tendances du capitalisme. La Chine ne constitue pas un nouveau type de formation sociale, mais s'inscrit plutôt fermement dans un modèle de formation sociale propre à l'Asie de l'Est, caractérisé par un État bourgeois dictatorial fasciste s'appuyant sur une idéologie aristocratique, en l'occurrence, le confucianisme, pour asseoir sa dictature sur les masses. La Chine n'est donc pas non plus une formation sociale caractérisée par un capitalisme d'État du type léniniste, puisque l'industrie opère ultimement à travers des logiques capitalistes, puisque la classe ouvrière ne possède aucun réel pouvoir social, et puisque l'État empêche toutes évolutions sociales vers le socialisme.

Cette thèse comporte néanmoins des limites. D'une part, nous n'avons pas abordé en profondeur l'articulation de la Chine aux pays impérialistes depuis les réformes, à partir du niveau d'abstraction de l'économie internationale. Ce choix méthodologique limite notre capacité à analyser les dynamiques économiques et politiques internationales qui ont entraîné l'abandon du socialisme par la fraction libérale. D'autre part, bien que quelques comparaisons aient été effectuées au fil de l'analyse, une comparaison systématiquement entre la formation sociale chinoise à d'autres formations sociales capitalistes et socialistes n'a pu être menée. Ces deux lacunes s'expliquent principalement par les contraintes de longueur imposées par le format de la thèse. Bien que nous ayons touché ces sujets au cours de la thèse, une analyse plus approfondie des dynamiques internationales et une comparaison systématique de la Chine avec les pays socialistes et les pays fascistes de l'Asie de l'Est constitueraient un prolongement pertinent, susceptible de renforcer notre compréhension de la défaite du socialisme en Chine et de sa transition vers le capitalisme.

BIBLIOGRAPHIE

- Allen, Franklin, Junhui Cai, Xian Gu, Jun « QJ » Qian, Linda Zhao, et Wu Zhu. 2022. « Centralization or Decentralization? The Evolution of State-Ownership in China ». SSRN Scholarly Paper No. 4283197. Rochester, NY, novembre 17. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4283197>.
- Allen, Robert C. 2009. *Farm to Factory A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution*. Princeton University Press.
- Althusser, Louis, et Étienne Balibar. 1973. *Lire le Capital*. Vol. 1. FRANÇOIS MASPERO.
- Amin, Samir. 1977. *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism*. Monthly Review Press.
- Amin, Samir. 2005. « China, Market Socialism, and U.S. Hegemony ». *Review (Fernand Braudel Center)* 28 (3): 259-79. JSTOR.
- Amin, Samir. 2013. « China 2013 ». *Monthly Review* 64 (10). <https://monthlyreview.org/2013/03/01/china-2013/>.
- Amin, Samir. 2014. « The Return of Fascism in Contemporary Capitalism. » *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 66 (4): 1-12. https://doi.org/10.14452/MR-066-04-2014-08_1.
- Amin, Samir, et Ray Bush. 2014. « An interview with Samir Amin ». *Review of African Political Economy* 41 (octobre): S108. <https://doi.org/10.1080/03056244.2014.992624>.
- Anderson, Perry. 1980. *Arguments with English Marxism*. Verso.
- Andréani, Tony. 2022. *Matérialisme historique: Les concepts fondamentaux revisités*. Editions L'Harmattan.
- Angeloff, Tania, et Marylène Lieber. 2012. « Equality, Did You Say? » Traduit par N. Jayaram. *China Perspectives* 2012 (4): 4. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.6014>.
- Arrighi, Giovanni. 2008. *Adam Smith in Beijing: lineages of the twenty-first century*. 1st paperback ed. Verso. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb420390952>.
- Bai, Chong-En, Jiangyong Lu, et Zhigang Tao. 2006. « Property Rights Protection and Access to Bank Loans ». *Economics of Transition* 14 (4): 611-28. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0351.2006.00269.x>.
- Barboza, David, et Sharon Lafraniere. 2012. « China “Princelings” Using Family Ties to Gain Riches : Leaders’ Relatives Take Key Business Posts - Spoils System Poses Risk to Party ». *The New York Times* (New York), mai 18.
- Barnes, Thomas. 2012. « Marxism and Informal Labour ». *The Journal of Australian Political Economy*, n° 70: 144-66.
- Basu, Deepankar, Julio Huato, Jesus Lara Jauregui, et Evan Wasner. 2022. *World Profit Rates, 1960-2019*. Working Paper Nos. 2022-02. Working Paper. <https://doi.org/10.7275/43yv-c721>.
- Bernstein, Henry. 2001. « “The Peasantry” in Global Capitalism: Who, Where and Why? » *Socialist Register* 37: 25-51.
- Bernstein, Henry. 2004. « ‘Changing Before Our Very Eyes’: Agrarian Questions and the Politics of Land in Capitalism Today ». *Journal of Agrarian Change* 4 (1-2): 190-225. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2004.00078.x>.
- Bernstein, Henry. 2006. « Is There an Agrarian Question in the 21st Century? » *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement* 27 (4): 449-60. <https://doi.org/10.1080/02255189.2006.9669166>.
- Bernstein, Henry. 2015. « Some Reflections on Agrarian Change in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 454-77. <https://doi.org/10.1111/joac.12116>.
- Bloomberg.Com*. 2020. « Xi Says China Won’t Return to Planned Economy, Urges Cooperation ». mai 23. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-05-23/xi-says-china-won-t-return-to-planned-economy-urges-cooperation>.
- Boer, Roland. 2021. *Socialism with Chinese Characteristics: A Guide for Foreigners*. Springer.

- Boukharine, Nikolaï. 2007. « Les problèmes fondamentaux de la culture ». Philosophie. *Nouvelles FondationS* 6 (2): 156-68. <https://doi.org/10.3917/nf.006.0156>.
- Boullenois, Camille. 2020. « Poverty Alleviation in China: The Rise of State-Sponsored Corporate Paternalism ». *China Perspectives* 2020 (3): 3. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.10456>.
- Bradsher, Keith. 2023. « Why China Doesn't Have a Property Tax ». Business. *The New York Times*, mai 10. <https://www.nytimes.com/2023/05/10/business/china-property-tax.html>.
- Bramall, Chris. 2008. *Chinese Economic Development*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203890820>.
- Brandt, Loren, Jikun Huang, Guo Li, et Scott Rozelle. 2002. « Land Rights in Rural China: Facts, Fictions and Issues ». *The China Journal*, n° 47: 67-97. <https://doi.org/10.2307/3182074>.
- Brandt, Loren, et Eric Thun. 2010. « The Fight for the Middle: Upgrading, Competition, and Industrial Development in China ». *World Development* 38 (11): 1555-74. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.05.003>.
- Brender, Adi. 1992. « China's Foreign Trade Behavior in the 1980's: An Empirical Analysis ». IMF Working Papers. *IMF Working Papers* 1992 (005). <https://doi.org/10.5089/9781451842098.001.A001>.
- Brenner, Robert. 1982. « The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism ». Dans *Introduction to the Sociology of "Developing Societies"*, édité par Hamza Alavi et Teodor Shanin. *Sociology of "Developing Societies"*. Macmillan Education UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-16847-7_4.
- Brenner, Robert. 1998. « The Looming Crisis of World Capitalism ». *Against the Current*. <https://againstthecurrent.org/atc077/p871/>.
- Brenner, Robert. 2001. « The Low Countries in the Transition to Capitalism ». *Journal of Agrarian Change* 1 (2): 169-241. <https://doi.org/10.1111/1471-0366.00007>.
- Brenner, Robert, et Jeong Seong-Jin. 2009. « Overproduction not Financial Collapse is the Heart of the Crisis: the US, East Asia, and the World ». *The Asia-Pacific Journal* 6 (6-5). <https://apjjf.org/-Robert-Brenner/3043/article.html>.
- Brodsgaard, Kjeld Erik, et Koen Rutten. 2017. *From Accelerated Accumulation to Socialist Market Economy in China: Economic Discourse and Development from 1953 to the Present*. Dans *From Accelerated Accumulation to Socialist Market Economy in China*. Brill. <https://brill.com/view/title/33433>.
- Brown, Kerry. 2014. *The New Emperors: Power and the princelings in china*. I.B.Tauris.
- Brown, Tanner. 2023. « China Is Hiring Again. Public Service Jobs Offer Better Benefits. » *Daily. Barron's*, décembre 2. <https://www.barrons.com/articles/china-is-hiring-again-public-service-jobs-offer-better-benefits-14a6a4dc>.
- Caldwell, Bruce. 2011. « The Chicago School, Hayek, and Neoliberalism ». Dans *Building Chicago Economics: New Perspectives on the History of America's Most Powerful Economics Program*, édité par Philip Mirowski, Robert Van Horn, et Thomas A. Stapleford. *Historical Perspectives on Modern Economics*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139004077.018>.
- Carchedi, Guglielmo. 1986. « Comparative Advantages, Capital Accumulation and Socialism ». *Economy and Society*, advance online publication, novembre 1. world. <https://doi.org/10.1080/03085148600000001>.
- Carchedi, Guglielmo, et Michael Roberts, éd. 2018. *World in Crisis: A Global Analysis of Marx's Law of Profitability*. Haymarket Books.
- Carchedi, Guglielmo, et Michael Roberts. 2021. « The Economics of Modern Imperialism ». *Historical Materialism* 29 (4): 23-69. <https://doi.org/10.1163/1569206X-12341959>.
- Carson, Rebecca. 2023. « Immanent Externalities: The Reproduction of Life in Capital ». Dans *Immanent Externalities*. *Historical Materialism Book Series* 285. Brill. <https://brill.com/display/title/63249>.
- CDPR: Centre for Development Policy and Research. 2014. *The Deterioration of Labour Conditions in China's Construction Sector*. No. 77. Development Viewpoint. School of Oriental and African Studies. <https://core.ac.uk/download/pdf/43542724.pdf>.

- Ceglowski, Janet, Stephen S. Golub, Ahmadou Aly Mbaye, et Varun Prasad. 2015. *Can Africa Compete with China in Manufacturing? The Role of Relative Unit Labor Costs*. Development Policy Research Unit Working Paper No. 201504. University of Cape Town.
- Chan, Adrian. 2003. *Chinese Marxism*. Continuum.
- Chan, Anita. 2001. *China's Workers Under Assault : The Exploitation of Labor in a Globalizing Economy*. M.E. Sharpe.
- Chan, Chris King-Chi. 2010. « Class Struggle in China: Case Studies of Migrant Worker Strikes in the Pearl River Delta ». *South African Review of Sociology* 41 (3): 61-80. <https://doi.org/10.1080/21528586.2010.516126>.
- Chan, Hsiao-Yi. 2024. « Relationship Between Housing Price and Income in China ». *Highlights in Business, Economics and Management* 24: 1888-95.
- Chan, Jenny, Ngai Pun, et Mark Selden. 2015. « Interns or Workers? China's Student Labor Regime ». *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus* 13 (36): 1-23.
- Chang, Dae-Oup. 2009. « Informalising Labour in Asia's Global Factory ». *Journal of Contemporary Asia* 39 (2): 161-79.
- Changjiangyun Xinwen*. 2024. « [刘强东无法容忍“员工躺着睡大觉” 专家：兄弟也要讲规矩] Liu Qiangdong ne peut pas tolérer « les employés couchés et endormis » Expert : les frères doivent également suivre les règles ». mai 26. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1800110935323122696&wfr=spider&for=pc>.
- Chattopadhyay, Paresh. 1982. « Value and Capital: A Review Article ». *Labour, Capital and Society / Travail, capital et société* 15 (2): 100-120.
- Chattopadhyay, Paresh. 2000. « Capitalism as Socialism: Defence of Socialism in the Socialist Calculation Debate Revisited, a Marxian Approach ». *Économie Appliquée* 53 (3): 135-70. <https://doi.org/10.3406/ecoap.2000.1735>.
- Chayanov, A.V. 1966. *The theory of Peasant Economy*. Richard D. Irwin, Inc.
- Chen, Cui, et Mao Liu. 2023. « Achievements and Challenges of the Healthcare System in China ». *Cureus* 15 (5): e39030. <https://doi.org/10.7759/cureus.39030>.
- Chen, Dean. 2021. « Fascism with Chinese characteristics: Chiang Kai-shek's nationalist vision in the 1930s and implications for U.S.-PRC rivalry today ». Dans *Chinese Ideology*. Routledge.
- Chen, Guifu, et Shigeyuki Hamori. 2013. « Formal and Informal Employment and Income Differentials in Urban China ». *Journal of International Development* 25 (7): 987-1004. <https://doi.org/10.1002/jid.1825>.
- Chen, Hao, Saul Wilson, Changxin Patrick Xu, Cheng Cheng, et Yuhua Wang. 2024. « Dethroning the Mao-Era Elite, Clearing the Way for Reform ». *The China Quarterly* 258 (juin): 346-66. <https://doi.org/10.1017/S0305741023001686>.
- Chen, Hong, Jia Yu, Mingshuai Qin, Yangyang Wang, et Lijian Qin. 2023. « Unlocking Opportunities for Migrant Workers in China: Analyzing the Impact of Health Insurance on Hukou Switching Intentions ». *Sustainability* 15 (8): 8. <https://doi.org/10.3390/su15086998>.
- Chen, Ling, et Barry Naughton. 2016. « An Institutionalized Policy-Making Mechanism: China's Return to Techno-Industrial Policy ». *Research Policy* 45 (10): 2138-52. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2016.09.014>.
- Chen, Mengkai, Ting Chen, Debao Ruan, et Xiaowei Wang. 2023. « Land Finance, Real Estate Market, and Local Government Debt Risk: Evidence from China ». *Land* 12 (8): 8. <https://doi.org/10.3390/land12081597>.
- Chen, Shanquan, Yingyao Chen, Zhanchun Feng, et al. 2020. « Barriers of effective health insurance coverage for rural-to-urban migrant workers in China: a systematic review and policy gap analysis ». *BMC Public Health* 20 (1): 408. <https://doi.org/10.1186/s12889-020-8448-8>.
- Chen, Ting, et James Kai-sing Kung. 2019. « Busting the “Princelings”: The Campaign Against Corruption in China's Primary Land Market* ». *The Quarterly Journal of Economics* 134 (1): 185-226. <https://doi.org/10.1093/qje/qjy027>.

- Chen, Xiwen, et Jun Han. 2006. « Ruhe tuijin nongmin tudi shiyongquan heli liuzhuan [Comment Faire Avancer Raisonnablement la Circulation des Droits d'Usage des Terres Agricoles] ». *Zhongguo gaige: nongcunban* 1: 78-79.
- Chen, Yi, Sylvie Démurger, et Martin Fournier. 2005. « Earnings Differentials and Ownership Structure in Chinese Enterprises ». *Economic Development and Cultural Change* 53 (4): 933-58. <https://doi.org/10.1086/429845>.
- Chen, Yu, Marie Parker, Xiaodong Zheng, et Xiangming Fang. 2022. « Health Insurance Coverage of Migrant Workers in China ». *The Chinese Economy* 55 (5): 332-42. <https://doi.org/10.1080/10971475.2021.1996550>.
- Cheng, Enfu. 2021. « China's Socialism Is a Market Socialism with Elements of State Capitalism ». Conference paper presented sur 2021 09 17 IIPPE Conference China VI. Is China Capitalist? septembre 18. <https://www.youtube.com/watch?v=-J8oOSg8Qhg>.
- Cheng, Enfu. 2022. « On The Three Stages In The Development Of Socialism ». *Science & Society* 86 (2): 159-81.
- Cheng, Han, et Minqi Li. 2020. « Do Labor Values Explain Chinese Prices? Evidence from China's Input-Output Tables, 1990–2012 ». *Review of Radical Political Economics* 52 (1): 115-36. <https://doi.org/10.1177/0486613419849674>.
- Cheng, Si. 2024. *Blue-collar workers see better pay, rights*. mars 5. <https://www.chinadaily.com.cn/a/202403/05/WS65e66fc2a31082fc043ba967.html>.
- Cheung, Yin-Wong, Sven Steinkamp, et Frank Westermann. 2016. « China's capital flight: Pre- and post-crisis experiences ». *Journal of International Money and Finance*, The New Normal in the Post-Crisis Era, vol. 66 (septembre): 88-112. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2015.12.009>.
- China Daily*. 2016. « 600,000 Chinese die from overworking each year ». décembre 11. https://www.chinadaily.com.cn/china/2016-12/11/content_27635578.htm.
- China Institute. 2018. *State-Owned Enterprises in the Chinese Economy Today: Role, Reform, and Evolution*. University of Alberta. <https://cloudfront.ualberta.ca/-/media/china/media-gallery/research/policy-papers/soepaper1-2018.pdf>.
- China Labour Bulletin*. 2006. « Death from Overwork in China ». août 11. <https://clb.org.hk/en/content/death-overwork-china>.
- China Labour Bulletin. 2018. *Long hours and endless pressure: China's nurses are near breaking point*.
- China Labour Bulletin. 2024. *Unprotected yet Unyielding: The Decade-Long Protest of China's Healthcare Workers (2013-2023)*.
- Chiu-Shee, Colleen, Brent D. Ryan, et Lawrence J. Vale. 2023. « Ending gated communities: the rationales for resistance in China ». *Housing Studies* 38 (8): 1482-511. <https://doi.org/10.1080/02673037.2021.1950645>.
- Chow, Daniel C. K. 2015. *How China Promotes Its State-Owned Enterprises at the Expense of Multinational Companies Doing Business in China and in Other Countries*. SSRN Scholarly Paper ID 2669503. Social Science Research Network. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2669503>.
- Chun, Lin. 2013. *China and Global Capitalism: Reflections on Marxism, History, and Contemporary Politics*. Palgrave Macmillan US. <https://doi.org/10.1057/9781137301260>.
- Clinton, Maggie. 2017. *Revolutionary Nativism: Fascism and Culture in China, 1925–1937*. Duke University Press.
- Cockshott, Paul. 2020. *How the World Works: The Story of Human Labor from Prehistory to the Modern Day*. Monthly Review Press.
- Cockshott, Paul, et Allin Cottrell. 1993. « Calculation, complexity and planning: the socialist calculation debate once again ». *Review of Political Economy* 5 (1): 73-112. <https://doi.org/10.1080/09538259300000005>.
- Cockshott, Paul, et Allin Cottrell. 1998. « Information and Economics: A Critique of Hayek ». *Research in Political Economy* 16 (avril): 177-202.
- Colletti, Lucio. 1972. « Bernstein and the Marxism of the Second International ». Dans *From Rousseau to Lenin: Studies in Ideology and Society*. London.

- Commission nationale du développement et des réformes. 2009. « 全国新增 1000 亿斤粮食生产能力规划(2009-2020 年) [Plan national visant à ajouter 100 milliards de kilogrammes de capacité de production céréalière (2009-2020)] ». https://www.gov.cn/gzdt/2009-11/03/content_1455493.htm.
- Cook, Sarah, et Xiao-yuan Dong. 2011. « Harsh Choices: Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care Responsibilities under Economic Reform ». *Development and Change* 42 (4): 947-65. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2011.01721.x>.
- Cooke, Fang Lee. 2005. *HRM, Work and Employment in China*. Routledge.
- Cox, Wendell. 2024. *Demographia International Housing Affordability*. Demographia International Housing Affordability. Chapman University.
- Cromley, Ellen K., et Peter R. Craumer. 1990. « Physician Supply in the Soviet Union 1940-1985 ». *Geographical Review* 80 (2): 132-40. <https://doi.org/10.2307/215477>.
- Cui, Can, Shan Yu, et Youqin Huang. 2023. « His house, her house? Gender inequality and homeownership among married couples in urban China ». *Cities* 134 (mars): 104187. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2022.104187>.
- Dai, Jinhua. 2015. « 戴锦华：当下的性别想象中，深刻地存在着“多妻制”幽灵[Dai Jinhua : Le spectre de la polygamie est profondément présent dans l'imaginaire contemporain du genre] ». Entretien réalisé par Fan Hong, décembre 15. The Paper. https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_1409159.
- Damsma, Dirk. 2020. *How Language Informs Mathematics: Bridging Hegelian Dialectics And Marxian Models*. Historical Materialism Book Series 187. Brill.
- Day, Richard B. 1975. « Preobrazhensky and the theory of the transition period ». *Soviet Studies* 27 (2): 196-219.
- Delaunay, Jean-Claude. 2018. *Les trajectoires chinoises de modernisation et de développement : De l'empire agro-militaire à l'Etat-nation et au socialisme*. Editions Delga.
- Deng, Xiaoping. 1979a. « On Questions of Rural Policy ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1979b. « We Can Develop A Market Economy Under Socialism ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1980. « To Build Socialisme We Must First Develop the Productive Forces ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 2. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1984. « Building a Socialism With a Specifically Chinese Character ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1986. « Replies to the American TV Correspondent Mike Wallace ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1987. « We Shall Draw on Historical Experience and Guard Against Wrong Tendencies ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1988. « Circumstances Oblige Us to Deepen the Reform and Open Wider to the Outside World ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Xiaoping. 1992. « Excerpts From Talks Given in Wuchang, Shenzhen, Zhuhai And Shanghai ». Dans *Selected Works of Deng Xiaoping*, vol. 3. <http://www.people.com.cn/english/dengxp/home.html>.
- Deng, Zhantao, Jiewen Jin, Qiying Dai, et al. 2017. « Chinese Doctors Are under a High Risk of Sudden Death ». *AME Medical Journal* 2 (8): 8. <https://doi.org/10.21037/amj.2017.08.15>.
- Der Spiegel*. 2012. « A Look at China's Rich Political Families ». International. octobre 18. <https://www.spiegel.de/fotostrecke/a-look-at-china-s-rich-political-families-fotostrecke-88589.html>.
- Desai, Radhika. 2022a. *Capitalism, Coronavirus and War: a Geopolitical Economy*. Routledge.
- Desai, Radhika. 2022b. « Marx's Geopolitical Economy: 'The Relations of Producing Nations' ». *Capital & Class* 46 (1): 3-10. <https://doi.org/10.1177/03098168211017433>.

- Development Research Center of the State Council. 2022. « Four Decades of Poverty Reduction in China: Drivers, Insights for the World, and the Way Ahead ». World Bank Group. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/e9a5bc3c-718d-57d8-9558-ce325407f737/content>.
- Dickson, Bruce J. 2003. *Red Capitalists in China: The Party, Private Entrepreneurs, and Prospects for Political Change*. Cambridge University Press.
- Dileep, B. K., R. K. Grover, et K. N. Rai. 2002. « Contract Farming in Tomato: An Economic Analysis ». *Indian Journal of Agricultural Economics* 57 (2). <https://econpapers.repec.org/article/agsinijae/297877.htm>.
- Ding, Rui. 2023. « Many College Grads Drawn to Gig Work: Report ». *Sixth Tone*, septembre 13. <https://www.sixthtone.com/news/1013728>.
- Dobb, Maurice. 1955. *On Economic Theory and Socialism*. Routledge & Kegan Paul Ltq.
- Dongsheng News. 2023. *Why are there no slums in China?* No. 4. Dongsheng Explains.
- Donnan, Shawn. 2016. « Capital Flight from China Worse than Thought ». *Financial Times*, janvier 20. <https://www.ft.com/content/ae4dee44-bf34-11e5-9fdb-87b8d15baec2>.
- Du, Yue. 2019. « Urbanizing the periphery: infrastructure funding and local growth coalition in China's peasant relocation programs ». *Urban Geography* 40 (9): 1231-50. <https://doi.org/10.1080/02723638.2019.1568811>.
- Economics Institute of the Academy of Sciences of the U.S.S.R. 1957. *Political Economy, A Textbook issued by the Institute of Economics of the Academy of sciences of the USSR*. Traduit par C.P. Dutt et Andrew Rothstein. Lawrence & Wishart.
- Eggleston, Karen, Li Ling, Meng Qingyue, Magnus Lindelow, et Adam Wagstaff. 2008. « Health Service Delivery in China: A Literature Review ». *Health Economics* 17 (2): 149-65. <https://doi.org/10.1002/hec.1306>.
- Eisenman, Joshua. 2019. « China's Vietnam War Revisited: A Domestic Politics Perspective ». *Journal of Contemporary China* 28 (119): 729-45. <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1580430>.
- Elliott, Douglas, Kroeber Arthur, et Qiao Yu. 2015. *Shadow banking in China: A primer*. The Brookings Institution. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/shadow_banking_china_elliott_kroeber_yu.pdf.
- Engels, Friedrich. 1890. « Lettre à J. Bloch ». marxists.org. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1890/09/18900921.htm>.
- Engels, Friedrich. 1895a. « Le Capital Livre III : Complément et supplément de F. Engels - I ». marxists.org. https://www.marxists.org/francais/engels/works/1895/05/fe_18950500a.htm.
- Engels, Friedrich. 1895b. « Le Capital Livre III : Préface de F. Engels ». marxists.org. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1894/10/fe18941004.htm>.
- Engels, Friedrich. 1940. *On historical Materialism*. International Publishers.
- Engels, Friedrich. 1950a. *Anti-Dühring (M. E. Dühring bouleverse la science). Ire partie : Anti-Duhring*. Les classiques des sciences sociales. Traduction française. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ant>.
- Engels, Friedrich. 1950b. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Les Éditions sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/socialisme_scientifique/socialisme_scientifique.html.
- Engels, Friedrich. 1960. *La Situation de la Classe Laborieuse en Angleterre : D'Après les Observations de l'Auteur et des Sources Authentiques*. Les classiques des sciences sociales. Éditions sociales.
- Engels, Friedrich. 1969. « Préface de Friedrich Engels à la 3e édition allemande ». Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, par Karl Marx. Les Éditions sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html.
- Engels, Friedrich. 1976. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. Les classiques des sciences sociales. Éditions du Progrès. https://classiques.uqam.ca/classiques/Engels_friedrich/Origine_famille_moscou/Origine_famille_m.html.

- Engels, Friedrich. 1987. « Dialectics of Nature ». Dans *Marx & Engels Collected Works Vol 25: Engels: Dialectics of Nature*, vol. 25. Lawrence & Wishart.
- Engels, Friedrich. 2004. *The origin of the Family, Private Property and the State*. Resistance Books.
- Engels, Friedrich. 2020. *Socialism: Utopian and Scientific*. Foreign Languages Press.
- Engels, Friedrich. s. d. « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande ». marxists.org. Consulté le 10 septembre 2025. https://www.marxists.org/francais/engels/works/1888/02/fe_18880221_4.htm.
- Ernest Mandel. 1963. « Ernest Germain: The Law of Value in the Economy of the Workers' States (1963) ». marxists.org. <https://www.marxists.org/archive/mandel/1963/xx/value-self-man.html#top>.
- Ernest Mandel. 1968. *Marxist Economic Theory*. Traduit par Brian Pearce. Vol. 1. Monthly Review Press.
- Esherick, Joseph W. 1981. « Number Games: A Note on Land Distribution in Prerevolutionary China ». *Modern China* 7 (4): 387-411.
- Ezequiel Maito, Esteban. 2018. « The Tendency of the Rate of Profit to Fall Since the Nineteenth Century and a World Rate of Profit ». Dans *World in Crisis: A Global Analysis of Marx's Law of Profitability*, édité par Guglielmo Carchedi et Michael Roberts. Haymarket Books.
- Fan, C. Cindy. 2004. « The state, the migrant labor regime, and maiden workers in China ». *Political Geography*, Reconceptualizing the State, vol. 23 (3): 283-305. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2003.12.013>.
- Fan, Wei, Yun He, Liang Hao, et Fan Wu. 2024. « Do High House Prices Promote the Development of China's Real Economy? Empirical Evidence Based on the Decomposition of Real Estate Price ». *PLOS ONE* 19 (1). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0295311>.
- Fan, Wenhui. 2006. *Foreign Direct Investment in China: 1981–2001*. Working Paper No. 30. International Graduate Student Conference Series. East-West Center. <https://www.eastwestcenter.org/sites/default/files/private/IGSCwp030.pdf>.
- Fang, Yiping, Zhilin Liu, et Yulin Chen. 2020. « Housing Inequality in Urban China: Theoretical Debates, Empirical Evidences, and Future Directions ». *Journal of Planning Literature* 35 (1): 41-53. <https://doi.org/10.1177/0885412219880898>.
- Fanon, Frantz. 2002. *Les damnés de la terre*. La Découverte.
- Farrer, Martin. 2022. « A Ponzi Scheme by Any Other Name: The Bursting of China's Property Bubble ». Business. *The Guardian*, septembre 25. <https://www.theguardian.com/business/2022/sep/25/china-property-bubble-evergrande-group>.
- Finimize Newsroom. 2024. « China's Affordable Housing Plan: A Lifeline For Unsold Homes? » juin 11. <https://finimize.com/content/chinas-affordable-housing-plan-a-lifeline-for-unsold-homes>.
- Foster, John Bellamy. 2022. « The Return of the Dialectics of Nature: The Struggle for Freedom as Necessity.(Review of the Month) ». *Monthly Review* 74 (7): 1(20).
- Foster, John Bellamy. 2023. « Planned Degrowth: Ecosocialism and Sustainable Human Development ». *Monthly review* 75 (3): 1-29.
- Freedman, Josh. 2017. « The End of Poverty in China: A Tale of Two Villages ». *World Policy Journal* 34 (2): 115-21.
- Freeman, Alan, et Guglielmo Carchedi, éd. 1995. *Marx and Non-Equilibrium Economics*. Edward Elgar.
- Friedmann, Harriet. 1980. « Household production and the national economy: Concepts for the analysis of Agrarian formations ». *The Journal of Peasant Studies* 7 (2): 158-84. <https://doi.org/10.1080/03066158008438099>.
- Gabriele, Alberto. 2010. « The Role of the State in China's Industrial Development: A Reassessment ». *Comparative Economic Studies* 52 (3): 325-50.
- Gabriele, Alberto, et Elias Jabbour. 2022. *Socialist Economic Development in the 21st Century: A Century after the Bolshevik Revolution*. Routledge.
- Gao, Mobo. 2008. *The Battle for China's Past: Mao and the Cultural Revolution*. Pluto Press.
- Gao, Mobo. 2018. *Constructing China: Clashing Views of the People's Republic*. Pluto Press.

- Gao, Qin, Sui Yang, et Shi Li. 2012. « Labor Contracts and Social Insurance Participation among Migrant Workers in China ». *China Economic Review* 23 (4): 1195-205. <https://doi.org/10.1016/j.chieco.2012.09.002>.
- Gaulard, Mylène. 2018. « The Chinese economic crisis : a Marxist approach ». Dans *World in Crisis: A Global Analysis of Marx's Law of Profitability*, édité par Guglielmo Carchedi et Michael Roberts. Haymarket Books.
- Gewirtz, Julian. 2017. *The Little-Known Story of Milton Friedman in China*. Policy Report. Cato Institute. <https://www.cato.org/policy-report/september/october-2017/little-known-story-milton-friedman-china#>.
- Ghodsee, Kristen R. 2018. *Why Women Have Better Sex Under Socialism: And Other Arguments for Economic Independence*. Bold Type Books.
- Giorcelli, Michela, et Bo Li. 2021. *TECHNOLOGY TRANSFER AND EARLY INDUSTRIAL DEVELOPMENT: EVIDENCE FROM THE SINO-SOVIET ALLIANCE*. Working Paper No. 29455. NBER WORKING PAPER SERIES. National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w29455>.
- Gong, Mingyue. 2023. « Overwork-induced exploitation of Chinese adults: Social isolation, loneliness as mediating effects on mental health ». *European Review of Applied Psychology* 73 (6): 100866. <https://doi.org/10.1016/j.erap.2022.100866>.
- Gong, Weigang, et Qian Forrest Zhang. 2017. « Betting on the Big: State-Brokered Land Transfers, Large-Scale Agricultural Producers, and Rural Policy Implementation ». *China Journal* 77 (janvier): 1-26. <https://doi.org/10.1086/688703>.
- Gook, Aik Suan. 1981. « Singapore: A Third World fascist state ». *Journal of Contemporary Asia* 11 (2): 244-65. <https://doi.org/10.1080/00472338185390171>.
- Gray, Kevin, et Youngseok Jang. 2015. « Labour Unrest in the Global Political Economy: The Case of China's 2010 Strike Wave ». *New Political Economy* 20 (4): 594-613. <https://doi.org/10.1080/13563467.2014.951613>.
- Gross, Richard. 1976. « Quality, Quantity, and Measure: The Outline and Explanation of the Categories of the "Logic" and Their Complementary Structures in "Capital" ». *Studies in Soviet Thought* 16 (3/4): 267-80.
- Grossman, Henryk. 2021. *Henryk Grossman Works, Volume 3: The Law of Accumulation and Breakdown of the Capitalist System, Being also a Theory of Crises*. Édité par Rick Kuhn. Traduit par Jairus Banaji et Rick Kuhn. Brill. <https://doi.org/10.1163/9789004449978>.
- Guo, Hongdong, et Wenhua Jiang. 2007. « 行业协会+公司+合作社+专业农户”订单模式的实践与启示 [Pratique et éclaircissement du modèle d'ordre d'association industrielle + entreprise + coopérative + agriculteur professionnel] ». *中国农村经济* 4: 48-52.
- Guo, Hongdong, et Robert W. Jolly. 2008. « Contractual arrangements and enforcement in transition agriculture: Theory and evidence from China ». *Food Policy, Food Product Composition, Consumer Health, and Public Policy*, vol. 33 (6): 570-75. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2008.04.003>.
- Guojia Tongjiju. 2024a. « 2023 年农民工监测调查报告 [Rapport d'enquête de suivi sur les travailleurs migrants 2023] ». Guojia Tongjiju, mai 1. https://www.gov.cn/lianbo/bumen/202405/content_6948813.htm.
- Guojia Tongjiju. 2024b. « 2023 年城镇单位就业人员年平均工资情况[Salaire annuel moyen des salariés des unités urbaines en 2023] ». Guojia Tongjiju, mai 17. https://www.stats.gov.cn/sj/zxfb/202405/t20240520_1950434.html.
- Guowuyuan. 2020. « 国务院新闻办就产业扶贫进展成效举行发布会 [The State Council Information Office held a press conference on the progress and effectiveness of industrial poverty alleviation] ». décembre 16. https://www.gov.cn/xinwen/2020-12/16/content_5569989.htm.
- Guowuyuan Fupinban Zhengce Fagui Si. s. d. « 就业扶贫 [Réduction de la pauvreté en matière d'emploi] ». Tuopin Gongjian Wangluo Zhan. <http://fpzg.cpad.gov.cn/429463/430986/430990/index.html>.

- Gürel, Burak. 2014. « Changing Relations of Production in Chinese Agriculture from Decollectivization to Capitalism ». *McGill Sociological Review* 4 (février): 67-92.
- Gustafsson, Björn, et Haiyuan Wan. 2020. « Wage Growth and Inequality in Urban China: 1988–2013 ». *China Economic Review* 62 (août): 101462. <https://doi.org/10.1016/j.chieco.2020.101462>.
- Hagemann, Harald. 2022. « Feldman and the Strategy for Economic Growth ». Dans *Russian and Western Economic Thought: Mutual Influences and Transfer of Ideas*, édité par Vladimir Avtonomov et Harald Hagemann. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-99052-7_11.
- Hairong, Yan, et Chen Yiyuan. 2015. « Agrarian Capitalization without Capitalism? Capitalist Dynamics from Above and Below in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 366-91. <https://doi.org/10.1111/joac.12121>.
- Hale, Thomas, Cheng Leng, et Sun Yu. 2023. « China Eases Curbs on Property Developers to Counter Downturn ». janvier 12. <https://www.ft.com/content/d534850d-7bb6-481b-af2f-ba4be1876333>.
- Han Bao Gou. 2018. « Xiaohongshu ». Xiaohongshu, juillet. https://www.xiaohongshu.com/explore/6698b04600000000a00744f?xsec_token=ABotcXBq6VqBidMRYcACHAdmciJPqbErXkv8Zo0WxVWR4=&xsec_source=pc_search.
- Harvey, David. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Ebook Central. Oxford University Press. <http://www.myilibrary.com?id=86998>.
- Harvey, David. 2012. *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Verso Books.
- Harvey, David. s. d. *Anti-Capitalist Chronicles: Whither China?* 29:58. Consulté le 27 octobre 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=DZIfYdZqunM>.
- He, Ganqiang. 2024. « Regulating and Directing the Healthy Development of Various Types of Capital in China under the Guidance of the Capital View of Historical Materialism ». *World Review of Political Economy* 15 (juillet): 185-230. <https://doi.org/10.13169/worldrevpoliecon.15.2.0185>.
- He, Yingchun. 2018. « 上半年建筑业事故起数和死亡人数“双上升”[Le nombre d’accidents et de décès dans le secteur de la construction a augmenté au premier semestre] ». Renmin Ribao, juillet 25. <http://house.people.com.cn/n1/2018/0725/c164220-30169558.html>.
- Hebei provincial bureau of statistics. 2016. « What is an agricultural operator? » hetj.gov.cn, novembre 30. <http://www.hetj.gov.cn/hetj/zdpc/pczs/101517369076912.html>.
- Heberer, Thomas, et René Trappel. 2013. « Evaluation Processes, Local Cadres’ Behaviour and Local Development Processes ». *Journal of Contemporary China* 22 (84): 1048-66. <https://doi.org/10.1080/10670564.2013.795315>.
- Heilmann, Sebastian, et Oliver Melton. 2013. « The Reinvention of Development Planning in China, 1993–2012 ». *Modern China* 39 (6): 580-628.
- Henry Hoyle et Sonali Jain-Chandra. 2024. *China’s Real Estate Sector: Managing the Medium-Term Slowdown*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2024/02/02/cf-chinas-real-estate-sector-managing-the-medium-term-slowdown>.
- Herrera, Rémy. 2019. *La Chine est-elle capitaliste?* With Zhiming Long. Éditions Critiques.
- Hinton, William. 1990. *The Great Reversal: The Privatization of China, 1978-1989*. Monthly Review Press.
- Hinton, William. 2006. *Through a Glass Darkly: U.S. Views of the Chinese Revolution*. Monthly Review Press.
- Ho, Ming-sho. 2010. « Manufacturing Loyalty: The Political Mobilization of Labor in Taiwan, 1950—1986 ». *Modern China* 36 (6): 559-88. <https://doi.org/10.1177/0097700410379551>.
- Holz, Carsten A. 2018. « The Unfinished Business of State-Owned Enterprise Reform in the People’s Republic of China ». SSRN Scholarly Paper No. 3392986. Rochester, NY, décembre 2. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3392986>.
- Hopkins, Carmen Teepel, et Lise Vogel. 2017. « Mostly Work, Little Play »: Dans *Social Reproduction Theory*, édité par Tithi Bhattacharya. Remapping Class, Recentering Oppression. Pluto Press. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1vz494j.11>.

- Hu, Angang, et Li Zhao. 2006. « 我国转型期城镇非正规就业与 非正规经济(1990—2004) [Employment informel et économie informelle dans les zones urbaines pendant la période de transition de mon pays (1990-2004)] ». *Qinghua Daxue Xuebao* 3: 111-19.
- Hua Dian Yuan Zi Ba. 2016. « Xiaohongshu ». Xiaohongshu, mars. https://www.xiaohongshu.com/explore/65f5558f000000001203423d?xsec_token=ABFtBiuZtnhroSG_YUPn6X66BK60VbWUd5KIIfNhmOFWw=&xsec_source=pc_search.
- Hua, Wei, Lin-Feng Zhang, Yang-Feng Wu, et al. 2009. « Incidence of Sudden Cardiac Death in China: Analysis of 4 Regional Populations ». *Journal of the American College of Cardiology* 54 (12): 1110-18. <https://doi.org/10.1016/j.jacc.2009.06.016>.
- Huang, Lulu, Yuan Zhang, et Congmin Zuo. 2023. « City size and the employment of female migrant workers in the service sector: Evidence from urban China ». *China Economic Review* 82 (décembre): 102074. <https://doi.org/10.1016/j.chieco.2023.102074>.
- Huang, Philip C. C. 2009. « China's Neglected Informal Economy: Reality and Theory ». *Modern China* 35 (4): 405-38. <https://doi.org/10.1177/0097700409333158>.
- Huang, Philip C. C. 2015. « How Has the Chinese Economy Developed So Rapidly? The Concurrence of Five Paradoxical Coincidences ». *Modern China* 41 (3): 239-77. <https://doi.org/10.1177/0097700415576702>.
- Huang, Philip C.C. 2012. « Profit-Making State Firms and China's Development Experience: "State Capitalism" or "Socialist Market Economy"? » *Modern China* 38 (6): 591-629. <https://doi.org/10.1177/0097700412455839>.
- Huang, Philip C.C., Gao Yuan, et Yusheng Peng. 2012. « Capitalization without Proletarianization in China's Agricultural Development ». *Modern China* 38 (2): 139-73. <https://doi.org/10.1177/0097700411435620>.
- Huang, Y. 2008. *Capitalism with Chinese Characteristics: Entrepreneurship and the State*. Cambridge University Press.
- Huang, Yeen, Yingping Xiang, Wei Zhou, et al. 2023. « Long working hours and all-cause mortality in China: A 26-year follow-up study ». *Scandinavian Journal of Work, Environment & Health* 49 (8): 539-48. <https://doi.org/10.5271/sjweh.4115>.
- Huang, Youqin, et Chengdong Yi. 2015. « Invisible Migrant Enclaves in Chinese Cities: Underground Living in Beijing, China ». *Urban Studies* 52 (15): 2948-73. <https://doi.org/10.1177/0042098014564535>.
- Huang, Yu. 2015. « Can Capitalist Farms Defeat Family Farms? The Dynamics of Capitalist Accumulation in Shrimp Aquaculture in South China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 392-412. <https://doi.org/10.1111/joac.12118>.
- Huang, Zongzhi. 2018. « 中国的非正规经济再思考: 一个来自社会经济史与法律史视角的导论 [Repenser l'économie informelle en Chine : une introduction du point de vue de l'histoire socio-économique et juridique] ». *Zhongguo Nongcun Yanjiu*.
- Hudis, Peter. 2022. « The Alternative to Capitalism in Marx's Critique of the Gotha Program ». Dans *Critique of the Gotha Program*. PM.
- Huimin, Guo, et Li Xiang. 2016. « Gender and Gendered Working Time Rights ». Dans *Revisiting Gender Inequality: Perspectives from the People's Republic of China*, édité par Qi Wang, Min Dongchao, et Bo Aerenlund Sørensen. Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9781137550804_5.
- Huld, Arendse. 2023. « China's Average Wages – Trends and Implications for Businesses ». *China Briefing*, août 15.
- Hyer, Eric. 1992. « China's Arms Merchants: Profits in Command ». *The China Quarterly*, n° 132: 1101-18.
- ILO Regional Office for Asia and the Pacific. 2016. *Wages, productivity and labour share in China*. Regional Economic and Social Analysis Unit (RESA).
- Ilyenkov, E.V. 2008. *The dialectics of the Abstract and the Concrete in Marx's Capital*. First Indian Edition. Traduit par Sergei Syrovatkin. Aakar Books.
- International Labour Organization. 2024. « ILO Modelled Estimates and Projections database (ILOEST) ». ILOSTAT. juin 18. <https://ilostat.ilo.org/data/>.

- Jaffee, David. 2019. « The Current Crisis of US Neoliberal Capitalism and Prospects for a New “Social Structure of Accumulation” ». *Review of Radical Political Economics* 51 (2): 193-210. <https://doi.org/10.1177/0486613417736890>.
- Jan, Muhammad Ali, et Barbara Harriss-White. 2019. « Petty Production and India’s Development ». Dans *Karl Marx’s Life, Ideas, and Influences: A Critical Examination on the Bicentenary*, édité par Shaibal Gupta, Marcello Musto, et Babak Amini. Marx, Engels, and Marxisms. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-24815-4_16.
- Jay Chen, Chih-Jou. 2020. « Peasant protests over land seizures in rural China ». *The Journal of Peasant Studies* 47 (6): 1327-47. <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1824182>.
- Jefferson, Gary H., Thomas G. Rawski, et Yuxin Zheng. 1992. « Growth, Efficiency, and Convergence in China’s State and Collective Industry ». *Economic Development and Cultural Change* 40 (2): 239-66.
- Jia, Nan, et Xiao-Yuan Dong. 2013. « Economic transition and the motherhood wage penalty in urban China: investigation using panel data ». *Cambridge Journal of Economics* 37 (4): 819-43. <https://doi.org/10.1093/cje/bes044>.
- Jiangmen Heshan Shi Nongye Nongcun Ju. 2021. « “四个结合”力促脱贫攻坚成果 有机衔接乡村振兴 ["Quatre combinaisons" pour la promotion de l’intégration organique des succès en matière de réduction de la pauvreté et de revitalisation rurale] ». mars 16. http://www.heshan.gov.cn/jmhsnyj/gkmlpt/content/2/2273/mmpost_2273476.html#2480.
- Jinping, Xi. 2021. « Understanding the New Development Stage, Applying the New Development Philosophy, and Creating a New Development Dynamic ». *Qiushi Journal*, juillet 8. http://en.qstheory.cn/2021-07/08/c_641137.htm.
- John Weeks. 1981. *Capital and Exploitation*. Princeton University Press.
- Kanzhun. 2024. « 服务员工资待遇 [Salaires des serveurs] ». Kanzhun, août 30. https://www.kanzhun.com/baike_salary/1XZ-09y0/.
- Kautsky, Karl. 1970. *La question agraire: étude sur les tendances de l’agriculture moderne*. Paris. V. GIARD & E. BRIERE.
- Kautsky, Karl. 1988. *The Agrarian Question*. Zwan Publications.
- Kliman, Andrew. 2007. *Reclaiming Marx’s Capital: A Refutation of the Myth of Inconsistency*. Lexington Books.
- Knight, John. 2014. « Inequality in China: An Overview ». *The World Bank Research Observer* 29 (1): 1-19.
- Knight, John B. 2014. « China as a Developmental State ». *The World Economy* 37 (10): 1335-47. <https://doi.org/10.1111/twec.12215>.
- Knight, John B., Shi Li, et Haiyuan Wan. 2017. *The Increasing Inequality of Wealth in China, 2002-2013*. Working Paper Nos. 2017-15. CHCP Working Paper. <https://www.econstor.eu/handle/10419/180860>.
- Koopman, Robert, et Shang-Jin Wei. 2008. *How Much of Chinese Exports Is Really Made in China? Assessing Foreign and Domestic Value-Added in Gross Exports*. Nos. 2008-03-B. Office of Economics Working Paper. U.S. International Trade Commission.
- Kotz, David M., et Fred Weir. 1997. *Revolution from Above: The Demise of the Soviet System*. Routledge.
- Koyan Pai. 2024. « Il faut porter attention au décès prématuré d’enseignants d’université. [高校教师英年早逝应引起重视, 体检异常率高达 90%] ». septembre 19. https://mp.weixin.qq.com/s/1_Ry1pcicSCKMI16oN4KZQ.
- Kubota, Yoko, et Liyan Qi. 2021. « Empty Buildings in China’s Provincial Cities Testify to Evergrande Debacle ». *World. Wall Street Journal*, octobre 4. <https://www.wsj.com/articles/evergrande-china-real-estate-debt-debacle-empty-buildings-cities-beijing-11633374710>.
- Kuijs, Louis. 2006. *Investment and Saving in China*. No. 3633. World Bank Policy Research Working Paper. The world bank.
- Kumar, Parmod. 2006. « Contract Farming through Agribusiness Firms and State Corporation: A Case Study in Punjab ». *Economic and Political Weekly* 41 (52): 5367-75.

- Kung, James Kaising. 1994. « Egalitarianism, subsistence provision, and work incentives in China's agricultural collectives ». *World Development* 22 (2): 175-87. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(94\)90068-X](https://doi.org/10.1016/0305-750X(94)90068-X).
- Kuruville, Sarosh, et Mary E. Gallagher, éd. 2011. *From Iron Rice Bowl to Informalization: Markets, Workers, and the State in a Changing China*. Cornell University Press.
- Lam, Waikai R., et Marialuz Moreno Badia. 2023. « Fiscal Policy and the Government Balance Sheet in China ». IMF Working Papers. *IMF Working Papers* 2023 (154). <https://doi.org/10.5089/9798400248221.001.A001>.
- Lan, Xiaohuan. 2024. *How China Works: An Introduction to China's State-Led Economic Development*. 2024th edition. Traduit par Gary Topp. Palgrave Macmillan.
- Lane, David. 2018. « The October Revolution and its Consequences ». *Society, Environment and Development (St Petersburg)*, n° 3: 31-41.
- Lange, Oskar. 1967. « The Computer and the Market: Essays Presented to Maurice Dobb ». Dans *Socialism, Capitalism, and Economic Growth*, édité par C.H. Feinstein.
- Lange, Oskar, et Fred M. Taylor. 1938. *On the Economic Theory of Socialism*. NED-New edition. Edited by Benjamin E. Lippincott. Vol. 2. University of Minnesota Press. <https://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttsbzm>.
- Lardy, Nicholas R. 1987. « Economic recovery and the 1st Five-Year Plan ». Dans *The Cambridge History of China: Volume 14: The People's Republic*, édité par Roderick MacFarquhar et John K. Fairbank, vol. 14. The Cambridge History of China. Cambridge University Press. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/CHOL9780521243360.004>.
- Lau, Lawrence J., Yingyi Qian, et Gerard Roland. 2000. « Reform without Losers: An Interpretation of China's Dual-Track Approach to Transition ». *Journal of Political Economy* 108 (1): 120-43. <https://doi.org/10.1086/262113>.
- Lebowitz, Michael A. 2022. « 'Primitive Socialist Accumulation': Then and Now ». *Socialism and Democracy* 36 (3): 1-13. <https://doi.org/10.1080/08854300.2023.2182253>.
- Lee, Ching Kwan. 2016. « Precarization or Empowerment? Reflections on Recent Labor Unrest in China ». *Journal of Asian Studies* 75 (2): 317-33. <https://doi.org/10.1017/S0021911815002132>.
- Lefebvre, Henri. 2003. *Le marxisme*. Que sais-je ? Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/le-marxisme--9782130538455.htm>.
- Lenin, Vladimir Ilitch. 1973. *Lenin: Collected Works*. Vol. 33. Progress Publisher.
- Lenin, Vladimir Ilitch. 1977. *Lenin: Collected Works*. Vol. 3. Progress Publisher.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1908. *Le développement du capitalisme en Russie*. Deuxième édition. Marxist.org. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1899/dcr/dcr.pdf>.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1921. « Lénine - Sur l'impôt en nature (1921) ». marxists.org, avril 21. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/04/vil19210421.htm>.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1924. « Exposé et commentaire du projet de programme du P.O.S.D.R. » marxists.org. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1896/00/vil18960000.htm>.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1967. *L'État et la Révolution: La Doctrine du Marxisme sur l'État et les Tâches du Proletariat dans la Révolution*. Les classiques des sciences sociales. Éditions en langues étrangères.
- Leutert, Wendy, et Sarah Eaton. 2021. « Deepening Not Departure: Xi Jinping's Governance of China's State-Owned Economy ». *The China Quarterly* 248 (S1): 200-221. <https://doi.org/10.1017/S0305741021000795>.
- Li, Dandan, Zhaoyuan Wang, et Chenxin Yang. 2021. « A Controversial Working System in China: The 996 Working Hour System ». Conference paper presented sur International Conference on Arts, Law and Social Sciences, Wuhan. *Proceedings of the 2021 International Conference on Arts, Law and Social Sciences (ALSS 2021)*.
- Li, Hongbin, Lingsheng Meng, Yanyan Xiong, et Sinclair L. Cook. 2023. « Job Preferences and Outcomes for China's College Graduates ». *The China Quarterly*, novembre 6, 1-19. <https://doi.org/10.1017/S0305741023001510>.

- Li, Long, Guangzhao Jin, Xiaozhen Lai, Rize Jing, et He Zhu. 2024. « A Reassessment of Trends and Rural–Urban/Regional Differences in the Total Fertility Rate in China, 2000–2020: Analyses of the 2020 National Census Data ». *Scientific Reports* 14 (1): 8601. <https://doi.org/10.1038/s41598-024-59177-2>.
- Li, Mingming, et Fumei Zhang. 2023. « The wage structure and gap between public and private sectors: an empirical study in urban China ». *Economic Research-Ekonomska Istraživanja* 36 (2): 2106276. <https://doi.org/10.1080/1331677X.2022.2106276>.
- Li, Mingshan, et Shu Guan. 2022. « Does China’s state-owned sector lead industrial transformation and upgrading? » *Journal of Cleaner Production* 338 (mars): 130412. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.130412>.
- Li, Minqi. 2008. *The Rise of China and the Demise of the Capitalist World-Economy*. Pluto Press.
- Li, Minqi. 2016. *China and the Twenty-First-Century Crisis*. Pluto Press.
- Li, Minqi, et Lingyi Wei. 2024. « Surplus Absorption, Secular Stagnation, and the Transition to Socialism: Contradictions of the U.S. and the Chinese Economies since 2000 ». *Monthly Review*, octobre 1. <https://monthlyreview.org/2024/10/01/surplus-absorption-secular-stagnation-and-the-transition-to-socialism-contradictions-of-the-u-s-and-the-chinese-economies-since-2000/>.
- Li, Peilin, et Wei Li. 2007. « Economic Status and Social Attitudes of Migrant Workers in China ». *China & World Economy* 15 (4): 1-16. <https://doi.org/10.1111/j.1749-124X.2007.00072.x>.
- Li, Qinghai, Shi Li, et Haiyuan Wan. 2020. « Top incomes in China: Data collection and the impact on income inequality ». *China Economic Review* 62 (août): 101495. <https://doi.org/10.1016/j.chieco.2020.101495>.
- Li, Shenming. 2011. « The degeneration of the Soviet Communist Party as the fundamental cause of the disintegration of the Soviet Union ». *International Critical Thought* 1 (2): 171-85. <https://doi.org/10.1080/21598282.2011.584161>.
- Li, Wenzhe. 2021. « 中国影子银行的经济分析：发展驱动因素 [Une analyse économique du système bancaire parallèle en Chine : les moteurs du développement] ». *Jingji Xuejia* 1 (3): 91-100.
- Li, Wenzhe. 2024. « China’s Shadow Banking in 2020–2022: An Empirical Study ». *Humanities and Social Sciences Communications* 11 (1): 1-14. <https://doi.org/10.1057/s41599-024-02733-y>.
- Li, Xiaokang, Hongdong Guo, et Lin Li. 2016. « Contract Farming in China: Perspectives of Smallholders in Vegetable Production ». *2016 Annual Meeting, July 31-August 2, Boston, Massachusetts, 2016 Annual Meeting, July 31-August 2, Boston, Massachusetts, 235573*. <https://ideas.repec.org/p/ags/aaea16/235573.html>.
- Li, Xiaoyun, et Chengxue Yang. 2023. « The Battle Against Poverty: An Alternative Revolutionary Practice in China’s Post- Revolutionary Era ». *Wenhua Zongheng: Quaterly Journal of chinese Thought* 1 (2): 32-47.
- Li, Yan, Huilian Yang, et Shuran Yang. 2021. « “Guimo nonghu” yu putong nonghu de zhututexing he shengchanjingyingzhuangkuang kaocha [Les principales caractéristiques des «grands agriculteurs» et des agriculteurs ordinaires et inspection des conditions de production et d’exploitation] ». *Gaige*, n° 8: 116-30.
- Li, Zhi, et Minqi Li. 2015. « China’s Falling Rate of Profit and the Coming Economic Crisis ». *Economic and Political Weekly* 50 (41): 27-31.
- Li, Zhongjin, et Hao Qi. 2014. « Labor Process and the Social Structure of Accumulation in China ». *Review of Radical Political Economics* 46 (4): 481-88. <https://doi.org/10.1177/0486613414537986>.
- Liang, Jianzhang, Wenzheng Huang, et Yafu He. 2024. *Rapport sur le coût de l’accouchement en Chine, édition 2024 [中国生育成本报告 2024 版]*. Institut de recherche sur la population YuWa. <https://file.c-ctrip.com/files/6/yuwa/0R72u12000d9cuimnBF37.pdf>.
- Liang, Jun, Yunfan He, Linye Fan, et al. 2022. « A Preliminary Study on the Abnormal Deaths and Work Burden of Chinese Physicians: A Mixed Method Analysis and Implications for Smart Hospital Management ». *Frontiers in Public Health* 9 (janvier). <https://doi.org/10.3389/fpubh.2021.803089>.
- Liang, Yang, Mary E. Lovely, et Hongsheng Zhang. 2023. *Preferential Liberalization: China’s foreign investment regulation reform and its post WTO-accession export surge*. Working Paper No.

2023404. Center for Health Economics and Policy Studies. https://cheps.sdsu.edu/_resources/docs/working-papers/cheps-wp-2023404.pdf.
- Liang, Yinyin, Zixuan Li, Xinrou Wang, Pengcheng Liu, Liang Ma, et Xiaojie Wang. 2023. « Association between Overtime and Depressive Symptoms among Chinese Employees ». *Frontiers in Public Health* 11 (octobre). <https://doi.org/10.3389/fpubh.2023.1241994>.
- Liang, Yunwen, Zhen Huo, et Kai Liu. 2010. « 中国城乡居民财产分布的实证研究 [Une étude empirique sur la répartition de la propriété entre les résidents urbains et ruraux en Chine] ». *Jingji Yanjiu* 45 (10): 10. https://kns.cnki.net/kcms2/article/abstract?v=cF0fONyW0YJX1fAq_MRJiH9VFrMW04mOgI9R0sbRvnizSv-sGaPE_rrIz5hx7BPfnV5gL8Pf0twortF3BOqUjHhaGd8e9_tMNG6Af8hkHbElcPEWjiqIWbR-ETIvpoSOUCNyhEQ0GloHfp6Jyytzyr80AlkSzEdRGLnXZ_ulFfH9T6RMLO-iG10twQSC5OU&uniplatform=NZKPT&language=CHS.
- Liang, Zhe, Simon Appleton, et Song Lina. 2016. « *Informal Employment in China: Trends, Patterns and Determinants of Entry*. Discussion Paper No. 10139. Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit Institute for the Study of Labor. <https://repec.iza.org/dp10139.pdf>.
- Liao, Sara. 2020. « Feminism without guarantees: Reflections on teaching and researching feminist activism in China ». *Asian Journal of Women's Studies* 26 (2): 259-67. <https://doi.org/10.1080/12259276.2020.1769368>.
- Lin, Boqiang, et Kui Liu. 2016. « How Efficient Is China's Heavy Industry? A Perspective of Input–Output Analysis ». *Emerging Markets Finance and Trade* 52 (11): 2546-64. <https://doi.org/10.1080/1540496X.2016.1224177>.
- Lin, Chun. 2006. *The Transformation of Chinese Socialism*. Duke University Press.
- Lin, Justin. 2000. « Economic reform and development strategy in China ». Dans *China's Entry to the WTO: Strategic Issues and Quantitative Assessments*, édité par Peter Drysdale et Ligang Song. Routledge.
- Lin, Justin Yifu. 1987. « The Household Responsibility System Reform in China: A Peasant's Institutional Choice ». *American Journal of Agricultural Economics* 69 (2): 410-15. <https://doi.org/10.2307/1242295>.
- Lin, Justin Yifu. 2021. « State-owned enterprise reform in China: The new structural economics perspective ». *Structural Change and Economic Dynamics* 58 (septembre): 106-11. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2021.05.001>.
- Lin, Karen Jingrong, Xiaoyan Lu, Junsheng Zhang, et Ying Zheng. 2020. « State-owned enterprises in China: A review of 40 years of research and practice ». *China Journal of Accounting Research* 13 (1): 31-55. <https://doi.org/10.1016/j.cjar.2019.12.001>.
- Lin, Thunghong, et Xiaogang Wu. 2009. « The Transformation Of The Chinese Class Structure, 1978–2005 ». Dans *Social Stratification in Chinese Societies*, vol. 5. Brill. https://brill.com/display/book/9789004182615/Bej.9789004181922.i-270_005.xml.
- Lin, Yanxian, Luo Li, et Bao Liu. 2024. « Assessing the price levels of medical service and influential factors: evidence from China ». *BMC Public Health* 24 (1): 119. <https://doi.org/10.1186/s12889-024-17639-2>.
- Lippit, Victor D. 1997. « Market Socialism in China? » *Review of Radical Political Economics* 29 (3): 112-23. <https://doi.org/10.1177/048661349702900312>.
- LiShiTuJian. 2023. « 4 份跨越 27 年的报纸 [4 journaux sur 27 ans] ». WangYi, février 10. <https://www.163.com/dy/article/HT7CH9IJ0552ZE9Q.html>.
- Liu, Bei, Hong Chen, Xingxing Yang, et Congmei Hou. 2019. « Why Work Overtime? A Systematic Review on the Evolutionary Trend and Influencing Factors of Work Hours in China ». *Frontiers in Public Health* 7 (novembre). <https://doi.org/10.3389/fpubh.2019.00343>.
- Liu, Dawei. 2011. « 劳务派遣制度对中国未来劳动力素质的影响——一项基于上海 36 家国有企业调查数据的实证分析 [L'impact du système de répartition de la main-d'œuvre sur la qualité de la

- future main-d'œuvre chinoise - Une analyse empirique basée sur des données d'enquête provenant de 36 entreprises d'État à Shanghai] ». *Yunnan Shehui Kexue*, n° 5: 5.
- Liu, Fengqin. 2003. « 不完全合约与履约障碍——以订单农业为例 [Contrats incomplets et obstacles à la performance - l'exemple de l'agriculture contractuelle] ». *经济研究*, n° 04: 22-30.
- Liu, Hong Yu. 2023. « The Role of the State in Influencing Work Conditions in China's Internet Industry: Policy, Evidence, and Implications for Industrial Relations ». *Journal of Industrial Relations* 65 (1): 3-21. <https://doi.org/10.1177/00221856211068488>.
- Liu, Ran. 2024. *Urban Village Redevelopment in Beijing, China: New Housing Opportunities for Migrant Workers*. Springer Nature Switzerland. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-61664-8>.
- Liu, Shih-Diing, et Wei Shi. 2017. « Worker struggles and factory occupation in China during the current economic crisis ». *Social Movement Studies* 16 (3): 355-60. <https://doi.org/10.1080/14742837.2016.1259106>.
- Liu Xu. 2024. « “包薪制”把加班费和福利“包”没了? [“Le “système des montants forfaitaires” a supprimé la rémunération des heures supplémentaires et les avantages sociaux ?] ». *Gongren Ribao* 006 (mai): 1-2.
- Liu, Yaowen. 2021. « For Young Chinese Academics, It's Either Get Promoted, Or Else ». *SixthTone*, août 2. <https://www.sixthtone.com/news/1008120>.
- Liu, Yuanli, Keqin Rao, et William C. Hsiao. 2003. « Medical Expenditure and Rural Impoverishment in China ». *Journal of Health, Population and Nutrition* 21 (3): 216-22.
- Liu, Zhilin, et Lan Deng. 2022. « Special Issue on the Dynamics and Consequences of Recent Shifts in Chinese Housing Policy: An Introduction ». *Housing Policy Debate* 32 (4-5): 574-78. <https://doi.org/10.1080/10511482.2022.2087940>.
- Liu, Zuyun. 2004. « 社会转型与贫富差距——20 世纪末中国社会的贫富差距研究 [Transformation sociale et écart entre les riches et les pauvres - Une étude de l'écart entre les riches et les pauvres dans la société chinoise à la fin du 20e siècle] ». *Wuhan Daxue Xuebao (Renwen Kexue Ban)* 05 (57). https://kns.cnki.net/kcms2/article/abstract?v=cF0fONyw0YLnDGvMSCLXBtVR7mlhQwmj6R54YX-pUt35CbeZkttixHZhh1_uhmAQyIv4GGWDBdNKDZwY-ahItsz68EMtPFzljRBhHRNkzQ1VBOa4xOP2-dtwks4L8MWrXy9mda-pI17XiRxSU85Z83bViy04YuXcBT75R6F-6YYmsIbIWIB_NGfZUJGM9F3j&uniplatform=NZKPT&language=CHS.
- Lo, Dic. 2018. « Consideration on China's New Normal Economic Growth ». *Journal of China and International Relations* 6 (1): 1. <https://doi.org/10.5278/ojs.jcir.v6i1.2364>.
- Lo, Dic. 2023a. « China in Historical Capitalism: Contemporary Transformation and the Quest for Alternatives ». Conference paper presented sur Moving Beyond Capitalism and China Joint Panel, Madrid. septembre 8.
- Lo Dic. 2023. « The political economy of China's “New Normal” ». Blog. *China in the Real World*, septembre 8. <https://chinaandworlddevelopment.wordpress.com/2023/09/08/the-political-economy-of-chinas-new-normal/>.
- Lo, Dic. 2023b. « The Political Economy of China's “New Normal” ». Conference paper presented sur IIPPE Annual Conference 2023 – The Chronicles of Multiple Crises Foretold, Madrid. *Moving Beyond Capitalism - 1: China*, septembre 6. <https://thenextrecession.files.wordpress.com/2023/09/dlo-e28093-iippe-2023-09-normal-1.pdf>.
- Long, Hualou, et Yansui Liu. 2016. « Rural restructuring in China ». *Journal of Rural Studies*, Rural Restructuring in China, vol. 47 (octobre): 387-91. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.07.028>.
- Long, Zhiming, et Rémy Herrera. 2021. « Study on the Evolution of China's Economic Structure (From 1952 to 2014) – Analysis of the Role of Profit Rate by Impulse Response Functions ». Dans *Imperialism and Transitions to Socialism*, édité par Rémy Herrera, vol. 36. Research in Political Economy. Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0161-723020210000036006>.

- Long, Zhiming, et Rémy Herrera. 2023. *Dynamics of China's Economy: Growth, Cycles and Crisis from 1949 to the Present Day*. Vol. 234. Studies in Critical Social Sciences. Brill.
- Long, Zhiming, Rémy Herrera, et Andréani Tony. 2018. « On the Nature of the Chinese Economic System ». *Monthly Review* 70 (05): 32-43.
- Loren Brandt, John Litwack, Elitza Mileva, Luhang Wang, Yifan Zhang, et Luan Zhao. 2020. *China's Productivity Slowdown and Future Growth Potential*. No. 9298. Policy Research Working Paper. World Bank Group. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/67473cd6-9b9f-59ea-b529-6591c280bda3/content>.
- Losurdo, Domenico. 2016. *Class Struggle: A Political and Philosophical History*. Marx, Engels, and Marxisms. Palgrave Macmillan US. <https://doi.org/10.1057/978-1-349-70660-0>.
- Losurdo, Domenico. 2017. « Has China Turned to Capitalism?—Reflections on the Transition from Capitalism to Socialism ». *International Critical Thought* 7 (1): 15-31. <https://doi.org/10.1080/21598282.2017.1287585>.
- Losurdo, Domenico. 2021. *Democracy Or Bonapartism: Two Centuries of War on Democracy*. Verso Books.
- Losurdo, Domenico. 2024. *Western Marxism: How it Was Born, How it Died, How it Can Be Reborn*. Monthly Review Press.
- Lu, Feng. 2011. *中国农民工工资定量估测 (1979-2010) [Estimations quantitatives des salaires des travailleurs migrants en Chine (1979-2010)]*. Beijing Daxue Zhongguo Jingji Yanjiu Zhongxin. <https://nsd.pku.edu.cn/attachments/6548c6f9e6314a4fb20a4efdec5ff4a2.pdf>.
- Lu, Jiangyong, Zhigang Tao, et Zhi Yang. 2009. *The Costs and Benefits of Government Control: Evidence from China's Collectively-Owned Enterprises*. https://pweb.fbe.hku.hk/~ztao/_private/pdf/COE%20complete.pdf.
- Lu, Peng, et Xiaoguang Fan. 2021. « Cadre parents and their entrepreneur children? The dual-track intergenerational reproduction of elites in China: 1978–2010 ». *The Journal of Chinese Sociology* 8 (1): 17. <https://doi.org/10.1186/s40711-021-00151-0>.
- Lukacs, Georg. 2021. *History and Class Consciousness*. Pattern Books.
- Luo, Yahan, et Jingyang Wang. 2024. « Up or Out: The Ruthless Tenure Race for Young Chinese Scholars ». *Sixth Tone*, juillet 3. <https://www.sixthtone.com/news/1015445>.
- Macheda, Francesco, et Roberto Nadalini. 2022. « China's Escape from the Peripheral Condition: A Success Story? » *Review of Radical Political Economics* 54 (1): 59-82. <https://doi.org/10.1177/04866134211035493>.
- Maddison, Angus. 1998. *Chinese Economic Performance in the Long Run*. OECD.
- Mandel, Ernest. 1992. « Introduction ». Dans *Capital: Volume 1: A Critique of Political Economy*, Reprint edition, par Karl Marx. Penguin Classics.
- Mao, Zedong. 1971. *Selected Readings From The Works of Mao Tsetung*. First Edition. Foreign Languages Press.
- Marini, Ruy. 2022. *The Dialectics of Dependency*. Édité par Amanda Latimer et Osorio Jaime. Traduit par Amanda Latimer. Monthly Review Press.
- Marx, Karl. 1846. « Karl Marx - Lettre à Annenkov (1846) ». marxists.org. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1846/12/kmfe18461228.htm>.
- Marx, Karl. 1881. « Projet de réponse à Vera Zassoulitch ». marxists.org.
- Marx, Karl. 1888. « Thèses sur Feuerbach ». marxists.org. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm>.
- Marx, Karl. 1912. *Salaires, prix et profits*. Entremonde.
- Marx, Karl. 1971. *Un chapitre inédit du Capital (1867)*. Les classiques des sciences sociales. Traduit par Roger Dangeville. Union générale d'Éditions. https://classiques.uqam.ca/classiques/Marx_karl/capital_chapitre_inedit/capital_chapitre_VI_inedit.pdf.
- Marx, Karl. 1972a. *Contribution à la critique de l'économie politique*. Éditions sociales.

- Marx, Karl. 1972b. *Manuscrits de 1844 (Économie politique & philosophie)*. Traduit par Emile Bottigelli. Éditions sociales.
- Marx, Karl. 1974. *Theories sur la plus-value: (livre IV du capital)*. Vol. 3. Éditions sociales.
- Marx, Karl. 1976. *Le Capital: Critique de l'économie politique*. Vol. 3. Éditions sociales.
- Marx, Karl. 1991. *Capital: Volume 3: A Critique of Political Economy*. Reprint edition. Penguin Classics.
- Marx, Karl. 1992a. *Capital: Volume 1: A Critique of Political Economy*. Penguin Classics.
- Marx, Karl. 1992b. *Capital: Volume 1: A Critique of Political Economy*. Reprint edition. Penguin Classics.
- Marx, Karl. 1993a. *Grundrisse: Foundations of the Critique of Political Economy (Rough Draft)*. Traduit par Martin Nicolaus. Penguin Books.
- Marx, Karl. 1993b. *Le Capital: Critique de l'économie politique*. Vol. 1. Presses Universitaires de France. http://opurl.bib.umontreal.ca:9003/sfx_local?rfr_id=info:sid/primo.exlibrisgroup.com:primo3-Journal-UM-SFX&rft.genre=journal&sfx.ignore_date_threshold=1&svc.fulltext=yes&rft.object_id=368000000168677.
- Marx, Karl. 2002. *La Guerre Civile en France 1871 (La Commune de Paris)*. Les classiques des sciences sociales. Chicoutimi. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.gue>.
- Marx, Karl. 2009. *Critique of the Gotha Programme*. Dodo Press.
- Marx, Karl. 2018. *Manuscrits de 1857-1858, dits « Grundrisse »*. Éditions sociales. <https://shs.cairn.info/manuscrits-de-1857-1858--9782353670062>.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 1972. *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Les classiques des sciences sociales. Éditions sociales. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.cri>.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010a. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 3. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010b. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 4. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010c. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 5. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010d. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 11. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010e. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 20. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010f. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 23. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010g. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 25. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010h. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 26. Lawrence & Wishart.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2010i. *Karl Marx and Frederick Engels: Collected Works*. Vol. 34. Lawrence & Wishart.
- McMorrow, Ryan, Sherry Fei Ju, et Sun Yu. 2021. « Evergrande Used Retail Financial Investments to Plug Funding Gaps ». septembre 21. <https://www.ft.com/content/0b03d4de-1662-4d30-bcfd-c9bae24fa9cc>.
- Meiri Jingji Xinwen. 2023. « 中国银行行长刘金：我投资了一只大型银行的股票 现在还经常低于购买价 [Le gouverneur de la Banque de Chine, Liu Jin : « J'ai investi dans les actions d'une grande banque et le prix d'achat est encore souvent inférieur à celui de l'achat »] ». mars 31. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1761880185729049358&wfr=spider&for=pc>.
- Meisner, Maurice J. 1979. *Mao's China: A History of the People's Republic*. Transformation of Modern China Series. Free Press.
- Meisner, Maurice J. 1996a. *The Deng Xiaoping Era: An Inquiry into the Fate of Chinese Socialism*. Hill and Wang.

- Meisner, Maurice J. 1996b. *The Deng Xiaoping Era: An Inquiry into the Fate of Chinese Socialism, 1978-1994*. Hill and Wang.
- Meisner, Maurice J. 1999. *Mao's China and After: A History of the People's Republic*. The Free Press.
- Meng, Meng. 2024. *The Gender Wealth Gap in China*. Working Paper. SOFI Working Papers in Labour Economics. Swedish Institute for Social Research. <https://su.diva-portal.org/smash/get/diva2:1860392/FULLTEXT01.pdf>.
- Michael Roberts. 2021. *Not so Evergrande*. août 19. <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/09/19/not-so-evergrande/>.
- Micro-publication populaire. 2018. « Pourquoi Li Yining et Lin Yifu ont-ils été sélectionnés, et non Wu Jinglian et Zhang Weiyang ? » *Wuyouzhixiang*, novembre 29. <http://www.wyzxwk.com/Article/jingji/2018/11/396187.html>.
- Migrant workers and their children*. 2023. China Labour Bulletin. <https://clb.org.hk/en/content/migrant-workers-and-their-children>.
- Minqi Li. 2023. « Degrowing China—By Collapse, Redistribution, or Planning? » *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 75 (3): 51-71. https://doi.org/10.14452/MR-075-03-2023-07_4.
- Mises, Ludwig Von. 1951. *Socialism: An Economic and Sociological Analysis*. Yale University Press.
- Molyneux, Maxine. 1979. « Beyond the Domestic Labour Debate ». *New Left Review*, n° 1/116 (août): 3-27.
- Morena, Edouard, et Thierry Pouch. 2024. « L'inépuisable débat sur l'agriculture dans ses rapports avec le capitalisme ». *Actuel Marx* 75 (1): 47-64. <https://doi.org/10.3917/amx.075.0047>.
- Morrison, Thomas K., et Michael Wattleworth. 1988. « Causes of the 1984-86 Commodity Price Decline: What Were the Relative Roles of Supply and Demand Factors? » *Finance & Development*. *Finance & Development* 25 (002). <https://doi.org/10.5089/9781616353735.022.A010>.
- Mullan, Katrina, Pauline Grosjean, et Andreas Kontoleon. 2011. « Land Tenure Arrangements and Rural-Urban Migration in China ». *World Development* 39 (1): 123-33. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.08.009>.
- Mundigo, Axel I. 1999. « Population and Abortion Policies in China: Their Impact on Minority Nationalities ». *Human Evolution* 14 (3): 207-30. <https://doi.org/10.1007/BF02440158>.
- National Bureau of Statistics. 1999. *China Statistical Yearbook 1999*. China Statistics Press (in Chinese).
- National Bureau of Statistics. 2017a. *China Statistical Yearbook 2017*. China Statistics Press (in Chinese).
- National Bureau of Statistics. 2017b. *Third Agricultural Census*. Beijing. <http://www.stats.gov.cn/sj/pcsj/>.
- National Bureau of Statistics. 2022. *China Statistical Yearbook 2022*. China Statistics Press (in Chinese).
- Naughton, Barry. 1990. « China's experience with guidance planning ». *Journal of Comparative Economics* 14 (4): 743-67. [https://doi.org/10.1016/0147-5967\(90\)90051-A](https://doi.org/10.1016/0147-5967(90)90051-A).
- Naughton, Barry. 2005. *SASAC Rising*. No. 14. China Leadership Monitor.
- Naughton, Barry. 2008. *SASAC and Rising Corporate Power in China*. No. 24. China Leadership Monitor.
- Naughton, Barry. 2017. « Is China Socialist? » *The Journal of Economic Perspectives* 31 (1): 3-24. JSTOR.
- Naughton, Barry. 2018. *The Chinese economy: adaptation and growth*. 2nd edition. MIT Press. WorldCat.org.
- Nawakitphaitoon, Kritkorn, Xuan Chen, et Yuhao Ge. 2016. « State and Non-State Earnings Differentials over Time in China's Urban Labor Market: Evidence from the Urban Household Survey (1994–2007) ». *Journal of Labor Research* 37 (3): 287-316. <https://doi.org/10.1007/s12122-016-9227-2>.
- Neef, Theresa, et Anne-Sophie Robillard. 2021. *Half the sky? The Female Labor Income Share in a Global Perspective*. No. 2021/22. World Inequality Lab. World Inequality Database. <http://wir2022.wid.world/chapter-5/>.
- New China Research. 2021. « Chinese Poverty Alleviation Studies: A Political Economy Perspective ». Xinhua News Agency, février. <http://www.xinhuanet.com/english/special/2021jpxbg.pdf>.
- Ngai, Pun. 2004. « Women Workers and Precarious Employment in Shenzhen Special Economic Zone, China ». *Gender and Development* 12 (2): 29-36.
- Ngai, Pun, et Lu Huilin. 2010. « A Culture of Violence: The Labor Subcontracting System and Collective Action by Construction Workers in Post-Socialist China ». *The China Journal*, n° 64: 143-58.

- Ngai, PUN, et Chris Smith. 2007. « Putting Transnational Labour Process in Its Place: The Dormitory Labour Regime in Post-Socialist China ». *Work, Employment and Society* 21 (1): 27-45. <https://doi.org/10.1177/0950017007073611>.
- Niu, Ruofeng. 2002. « 中国农业产业化经营的发展特点与方向 [Les caractéristiques de développement et l'orientation de la gestion de l'industrialisation agricole de la Chine] ». *Zhongguo Nongcun Jingji* 5: 4-12.
- Niu, Ruofeng. 2006. « 农业产业化经营发展的观察和评论 [Observations et commentaires sur l'évolution de la gestion de l'industrialisation agricole] ». 3, 8-15.
- Nogueira, Isabela, et Hao Qi. 2019. « The state and domestic capitalists in China's economic transition: from great compromise to strained alliance ». *Critical Asian Studies* 51 (4): 558-78. <https://doi.org/10.1080/14672715.2019.1665469>.
- Noriyuki Doi. 2023. « China Relaxes “red Lines” on Property Sector Borrowing in Policy Pivot ». *Nikkei Asia*, janvier 14. <https://asia.nikkei.com/Business/Markets/China-debt-crunch/China-relaxes-red-lines-on-property-sector-borrowing-in-policy-pivot>.
- « Notes from the Editors. » 2019. *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 70 (11): 62-64. https://doi.org/10.14452/MR-070-11-2019-04_0.
- Nove, Alec. 1991. *The Economics of Feasible Socialism Revisited*. Second Edition. HarperCollinsAcademic.
- Numbeo. 2024. « Property Prices Index by Country ». NUMBEO, juin 17. https://www.numbeo.com/property-investment/rankings_by_country.jsp?title=2016.
- O'Brien, Kevin J., et Lianjiang Li. 2006. *Rightful Resistance in Rural China*. Cambridge Studies in Contentious Politics. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511791086>.
- Ollman, Bertell. 2003. *Dance of the Dialectic: Steps in Marx's Method*. University of Illinois Press.
- Organisation mondiale de la Santé. 2021. « Les longues heures de travail augmentent la mortalité liée aux maladies cardiaques et aux accidents vasculaires cérébraux : OMS, OIT ». mai 17. <https://www.who.int/news/item/17-05-2021-long-working-hours-increasing-deaths-from-heart-disease-and-stroke-who-ilo>.
- Pan, Fangfang. 2019. « Family Revolution by Law - Research on Development and Reform of Chinese Marriage Law ». *Nordic Journal of Law and Social Research (NNJLSR)* 9: 61-68.
- Pan, Min, et Jiaqi Liu. 2018. « 居民家庭“加杠杆”能促进消费吗？——来自中国家庭微观调查的经验证据 [L'« effet de levier » des ménages peut-il stimuler la consommation ? — Preuves empiriques issues des micro-enquêtes auprès des ménages chinois] ». *Jinrong Yanjiu* 4: 71-87.
- Paolucci, Paul. 2007. *Marx's Scientific Dialectics: A Methodological Treatise for a New Century*. Brill.
- Patnaik, Prabhat. 2015. « Defining the Concept of Commodity Production ». *Studies in People's History* 2 (1): 117-25. <https://doi.org/10.1177/2348448915574361>.
- Pauls, Robert. 2022. « Capitalist Accumulation, Contradictions and Crisis in China, 1995–2015 ». *Journal of Contemporary Asia* 52 (2): 267-95. <https://doi.org/10.1080/00472336.2020.1861640>.
- Pei, Changhong. 2014. « A Quantitative Estimate of the Dominant Position of Public Ownership in China and Trends in Its Development ». *Social Sciences in China* 35 (4): 5-30. <https://doi.org/10.1080/02529203.2014.999905>.
- Peña, Lorenzo. 1993. « In Defense of Full-Scale Planning ». *Science & Society* 57 (2): 204-13.
- Peng, Thomas. 2011. « The Impact of Citizenship on Labour Process: State, Capital and Labour Control in South China ». *Work, Employment and Society* 25 (4): 726-41. <https://doi.org/10.1177/0950017011419721>.
- People's daily. 2001. « China's SOE Managers Get More Pay ». mars 9. http://en.people.cn/english/200103/09/print20010309_64568.html.
- Perlin, Ross. 2013. « Chinese Workers Foxconned ». *Dissent Magazine*. <https://www.dissentmagazine.org/article/chinese-workers-foxconned/>.
- Piovani, Chiara. 2014. « Class Power and China's Productivity Miracle: Applying the Labor Extraction Model to China's Industrial Sector, 1980-2007 ». *Review of Radical Political Economics* 46 (3): 331-54. <https://doi.org/10.1177/0486613413506079>.

- Ploeg, Jan Douwe van der. 2013. *Peasants and the Art of Farming: A Chayanovian Manifesto*. Fernwood Publishing. JSTOR. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1hj5528>.
- Ploeg, Jan Douwe van der. 2017. « The importance of peasant agriculture: a neglected truth ». Wageningen University & Research. <https://www.google.com/url?sa=i&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=0CAIQw7AJahcKEwi4w6ymtluAAxUAAAAAHQAAAAAQAw&url=https%3A%2F%2Fedepot.wur.nl%2F403213&psig=AOvVaw1KdpvlJnpES1cJ8A56vKD5&ust=1689328250010853&opi=89978449>.
- Ploeg, Jan Douwe van der, et Jingzhong Ye. 2018. *China's Peasant Agriculture and Rural Society: Changing Paradigms of Farming*. Routledge.
- Preobrazhensky. 1965. *The New Economics*. Traduit par Brian Pearce. Clarendon Press. <http://gen.lib.rus.ec/book/index.php?md5=ce501676ceacecc42beb89be25f019fe>.
- Pun, Ngai, et Jenny Chan. 2013. « The Spatial Politics of Labor in China: Life, Labor, and a New Generation of Migrant Workers ». *South Atlantic Quarterly* 112 (1): 179-90. <https://doi.org/10.1215/00382876-1891332>.
- Purewal, Navtej, et Lisa Eklund. 2023. « Population Control and Sex-Selective Abortion in China and India: A Feminist Critique of Criminalisation ». Dans *The Routledge International Handbook on Femicide and Femicide*. Routledge.
- Qi, Hao. 2015. « The Labor Share Question in China ». University of Massachusetts Amherst. <https://hdl.handle.net/20.500.14394/19688>.
- Qi, Hao. 2017. « Dynamics of the Rate of Surplus Value and the “New Normal” of the Chinese Economy ». Dans *Return of Marxian Macro-Dynamics in East Asia*, vol. 32. Research in Political Economy. Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0161-723020170000032007>.
- Qi, Hao. 2018. « THE HISTORICAL PEAK OF THE RATE OF SURPLUS VALUE AND THE “NEW NORMAL” OF THE CHINESE ECONOMY: A POLITICAL ECONOMY ANALYSIS ». *Revista de Economia Contemporânea* 22 (juin): e182212. <https://doi.org/10.1590/198055272212>.
- Qi, Hao. 2020. « Power relations and the labour share of income in China ». *Cambridge Journal of Economics* 44 (3): 607-28. <https://doi.org/10.1093/cje/bez054>.
- Qi, Hao, et David M. Kotz. 2020. « The Impact of State-Owned Enterprises on China's Economic Growth ». *Review of Radical Political Economics* 52 (1): 96-114. <https://doi.org/10.1177/0486613419857249>.
- Qi, Xin. 2011. « 建筑业欠薪机制的行程与再生产分析[Une analyse du cheminement et de la reproduction du mécanisme des salaires impayés dans le secteur de la construction] ». *Shehuixue Yanjiu*, 05.
- Qi, Xin. 2013. « 农民工城市融合的现状与困境:一项对建筑工群体的考察[Situation actuelle et dilemme de l'intégration urbaine des travailleurs migrants: examen d'un groupe de travailleurs de la construction] ». *Nanfang Renkou*, 05.
- Qiao, Jinliang. 2019. « Quanguo baifenzhi 98 yishang nongye jingying zhuti rengshi xiaononghu [Plus de 98% des entreprises agricoles sont encore de petits propriétaires fonciers] ». *Jingji Ribao*, mars 2. http://www.gov.cn/xinwen/2019-03/02/content_5369853.htm.
- Qiao, Xiaonan, Xin Li, et Peizhi Pu. 2023. « Common Prosperity and Reshaping China's Economic Cycle: Theoretical Logic and Empirical Evidence from a Political Economic Perspective ». *China Finance and Economic Review* 12 (3): 3-24. <https://doi.org/10.1515/cfer-2023-0013>.
- Quan Guo Fu Lian et Guo Jia Tong Ji Ju. 2011. *第三期中国妇女社会地位调查主要数据报告 [La troisième enquête sur le statut social des femmes chinoises: Rapport de données principales]*. Guowuyuan Xinwen Bangongshi Xinwen Fabuhui Wenjian. Guojia Tongjiju. http://www.china.com.cn/zhibo/zhuanti/ch-xinwen/2011-10/21/content_23687810.htm.
- Qunxue Shuyuan. 2024. « 大学老师从不上班,因为他们从不下班 [Les professeurs d'université ne font jamais d'heures supplémentaires parce qu'ils ne s'absentent jamais du travail.] ». *The Paper*, juillet 26. https://m.thepaper.cn/newsDetail_forward_28190206.
- Ramaux, Christophe. 2003. « Exploitation et plus-value chez Marx: fil à la patte ou fil d'Ariane? ». *Mouvements* (Paris) 26 (2): 87-94. <https://doi.org/10.3917/mouv.026.0087>.

- Rapsomanikis, George. 2015. *The economic lives of smallholder farmers: An analysis based on household data from nine countries*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Reati, Angelo. 2001. « Total factor productivity – a misleading concept ». *BNL Quarterly Review*, septembre, 313-32.
- Ren, Chenchen, Xinyue Zhou, Chen Wang, et al. 2023. « Ageing Threatens Sustainability of Smallholder Farming in China ». *Nature* 616 (7955): 7955. <https://doi.org/10.1038/s41586-023-05738-w>.
- Ren, Honghao, Nannan Yuan, et Huimin Hu. 2019. « Housing quality and its determinants in rural China: a structural equation model analysis ». *Journal of Housing and the Built Environment* 34 (1): 313-29.
- Ren Jian Da Jiang You. 2024. « Xiaohongshu ». Xiaohongshu, février. https://www.xiaohongshu.com/explore/65d9670900000000b015e58?xsec_token=AB2ZYwi52w6puJ1bsc2yagXBOM4Mjxy5XzUyeYKpFLNuo=&xsec_source=pc_search.
- Ren, Liqin, Koos Krabbendam, et Petra de Weerd-Nederhof. 2006. « Innovation Practices Success in China: The Use of Innovation Mechanisms in Chinese SOEs ». *Journal of Technology Management in China* 1 (1): 76-91. world. <https://doi.org/10.1108/17468770610642768>.
- Ren, Zeping. 2021. « 房地产对经济金融影响的量化测算[Calcul quantitatif de l'impact de l'immobilier sur l'économie et la finance] ». *Sina Finance*, octobre 29. <http://finance.sina.com.cn/zl/china/2021-10-29/zl-iktzscyy2363864.shtml>.
- Renmin Ribao. 2022. « 2014 年中央经济工作会议（2014 年 12 月 9 日-11 日） ». avril 11. <http://www.qizhiwang.org.cn/n1/2022/0411/c443710-32396406.html>.
- Renmin wang. 2014. « Ministère de l'Agriculture : Le Transfert des Terres ne Peut Pas Réaliser le Grand Bond en Avant [农业部：土地流转不能搞大跃进] ». *Quotidien du Peuple en ligne*, février.
- Reuters. 2023. « Even China's 1.4 Billion Population Can't Fill All Its Vacant Homes, Former Official Says ». China. septembre 24. <https://www.reuters.com/world/china/even-chinas-14-bln-population-cant-fill-all-its-vacant-homes-former-official-2023-09-23/>.
- Roberts, Michael. 2016. *The Long Depression: How It Happened, Why It Happened, and What Happens Next*. Haymarket Books.
- Roberts, Michael. 2022. « Socialist Economic Development – a Review ». *Michael Roberts Blog*, juin 16. <https://thenextrecession.wordpress.com/2022/06/16/socialist-economic-development-a-review/>.
- Ross, John. 2016. « Reality versus myth in US economic growth ». *Key Trends in Globalisation*, février 16. <https://ablog.typepad.com/keytrendsinglobalisation/2016/02/reality-versus-myth-in-us-economic-growth.html>.
- Sabadini, Mauricio de Souza, et Gustavo Moura de Cavalcanti Mello. 2023. « Fictitious Capital, Fictitious Profits, and Their Extreme Fetishism ». Dans *Value, Money, Profit, and Capital Today*, édité par Rémy Herrera, vol. 39. Research in Political Economy. Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0161-723020230000039012>.
- Saeedy, Alexander, et Rebecca Feng. 2024. « WSJ News Exclusive | Evergrande's Collapse Followed Backroom Battle Between Bondholders and Chinese Banks ». WSJ Pro. *Wall Street Journal*, février 2. <https://www.wsj.com/articles/evergrandes-collapse-followed-backroom-battle-between-bondholders-and-chinese-banks-faad3053>.
- Sato, Hiroshi. 2006. « Housing inequality and housing poverty in urban China in the late 1990s ». *China Economic Review* 17 (1): 37-50. <https://doi.org/10.1016/j.chieco.2004.09.005>.
- Schneider, Mindi. 2017. « Dragon Head Enterprises and the State of Agribusiness in China ». *Journal of Agrarian Change* 17 (1): 3-21. <https://doi.org/10.1111/joac.12151>.
- Shaikh, Anwar. 1974. « Laws of Production and Laws of Algebra: The Humbug Production Function » ». *Review of Economics and Statistics* 56 (1): 115-20.
- Shaikh, Anwar, et Ahmet E. Tonak. 1994. *Measuring the Wealth of Nations: The Political Economy of National Accounts*. Cambridge University Press.
- Shambaugh, David. 1993. « Deng Xiaoping: The Politician ». *The China Quarterly* 135 (septembre): 457-90. <https://doi.org/10.1017/S0305741000013874>.

- Shan, H. P., X. H. Yang, X. L. Zhan, et al. 2017. « Overwork Is a Silent Killer of Chinese Doctors: A Review of Karoshi in China 2013-2015 ». *Public Health* 147 (juin): 98-100. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2017.02.014>.
- Shi, Meixiao, et Baoqing Wang. 2007. « 我国非正规就业劳动关系调整模式研究[Recherche sur le modèle d'ajustement des relations de travail dans l'emploi informel dans mon pays] ». *Zhongguo Laodong* 11: 22-24.
- Shiozaki, Kentaro. 2024. « China's new graduates face job crunch with only 48% receiving offers ». *Nikkei Asia*, juin 23. <https://asia.nikkei.com/Economy/China-s-new-graduates-face-job-crunch-with-only-48-receiving-offers>.
- Shirokov, M. 1941. *A Textbook of Marxist Philosophy*. Traduit par A. C. Moseley. The Camelot Press.
- Sit Tsui, He Zhixiong, et Yan Xiaohui. 2021. « Legacies of Definancialization and Defending Real Economy in China ». *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 73 (3): 31-46. https://doi.org/10.14452/MR-073-03-2021-07_3.
- Sit, Tsui, Erebus Wong, Kin Chi Lau, et Tiejun Wen. 2021. « Land Revolution and Local Governance: Socialist Transformation in China ». Dans *Imperialism and Transitions to Socialism*, édité par Rémy Herrera, vol. 36. Research in Political Economy. Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0161-723020210000036007>.
- Smith, John. 2016. *Imperialism in the Twenty-First Century*. NYU Press. JSTOR.
- Sohu. 2021. « En tant qu'enseignant, quelles sont vos heures de travail habituelles par jour ? [作为教师, 你正常每天的工作时间是多少?] ». juin 28. https://www.sohu.com/a/474489742_100174668.
- Song Hanfei. 2021. « 房价对中国城镇居民消费的影响研究[Étude de l'impact des prix de l'immobilier sur la consommation urbaine en Chine] ». *Xinan Caijing Daxue*.
- Song, Shaopeng. 2011. « “回家”还是“被回家”? ——市场化过程中“妇女回家”讨论与中国社会意识形态转型 [Retourner à la maison de bon gré ou être renvoyé à la maison de mauvais gré? ---Débats sur les « femmes au foyer » et la transformation idéologique au cours de la marchandisation en Chine] ». *Funü Yanjiu Luncong* 4 (106): 106.
- Song, Shaopeng. 2016. « “Returning Home” or “Being Returned Home”? » Dans *Revisiting Gender Inequality: Perspectives from the People's Republic of China*, édité par Wang Qi, Dongchao Min, et Bo Ærenlund Sørensen. Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9781137550804_3.
- Song, Yang. 2016. « Hukou-Based Labour Market Discrimination and Ownership Structure in Urban China ». *Urban Studies* 53 (8): 1657-73. <https://doi.org/10.1177/0042098015576861>.
- South China Morning Post*. 2017. « Chinese Central Bank Chief Makes Reform Appeal: Free the Yuan ». News. octobre 9. <https://www.scmp.com/news/china/economy/article/2114601/chinas-central-bank-chief-makes-reform-appeal-please-free-yuan>.
- Stalin, Joseph V. 1954. *J.V. Stalin Works Volume 7 1925*. Foreign Languages Publishing House.
- Stalin, Joseph V. 1972. *Economic Problems of Socialism*. Foreign Languages Press.
- Stalin, J.V. 1954. *Works*. Vol. 12. Foreign Languages Publishing House.
- Stevenson, Alexandra. 2024. « China Has a Plan for Its Housing Crisis. Here's Why It's Not Enough. » Business. *The New York Times*, mai 24. <https://www.nytimes.com/2024/05/24/business/china-property-crisis.html>.
- Stevenson, Alexandra, et Cao Li. 2021. « Evergrande Went From China's Biggest Developer to One of Its Worst Debtors ». Business. *The New York Times*, août 10. <https://www.nytimes.com/2021/08/10/business/economy/china-evergrande-debt-property.html>.
- Stringer, Randy, Naiquan Sang, et André Croppenstedt. 2009. « Producers, Processors, and Procurement Decisions: The Case of Vegetable Supply Chains in China ». *World Development, Agrifood Industry Transformation and Small Farmers in Developing Countries*, vol. 37 (11): 1773-80. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2008.08.027>.
- Su, Shaozhi. 1998. « “社会主义初级阶段论”评析[Commentaire sur la « Théorie du stade primaire du socialisme »] ». *Xiandai Zhongguo Yanjiu*, n° 4.

- <https://www.modernchinastudies.org/us/issues/past-issues/63-mcs-1998-issue-4/464-2011-12-29-18-13-29.html>.
- Sun, Hong, Xiaohong Li, Wenjing Li, et Jun Feng. 2022. « Differences and Influencing Factors of Relative Poverty of Urban and Rural Residents in China Based on the Survey of 31 Provinces and Cities ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 19 (15): 9015. <https://doi.org/10.3390/ijerph19159015>.
- Sun, Shiyu, Xixi Chu, et Xiangbo Liu. 2022. « Urban wage inequality: The reform of state-owned enterprises in China's great transition ». *Economic and Political Studies* 10 (4): 442-61. <https://doi.org/10.1080/20954816.2021.1914417>.
- Sun, Yan. 2004. *Corruption and Market in Contemporary China*. Cornell University Press. <https://doi.org/10.7591/9781501729980>.
- Szymanski, Albert. 1973. « Marxism and Science ». *Insurgent Sociologist* 3 (3): 25-38. <https://doi.org/10.1177/089692057300300302>.
- Szymanski, Albert. 1979. *Is the Red Flag Flying?: The Political Economy of the Soviet Union Today*. Zed Press.
- Szymanski, Albert. 1983a. *Class Structure: A Critical Perspective*. Praeger Publishers.
- Szymanski, Albert. 1983b. *The Logic of Imperialism*. Praeger Publishers.
- T, Xie, He W, Jiu Z, et al. 2023. « Overwork Among ICU Nurses: Identification of Risk Factors ». *The Journal of Nursing Administration* 53 (5). <https://doi.org/10.1097/NNA.0000000000001282>.
- Tan, Jian Shen (JS). 2022. « 996, Moyu, and Involution: Tech Work in the Age of Platform Monopoly ». Thesis, Massachusetts Institute of Technology. <https://dspace.mit.edu/handle/1721.1/152005>.
- Tan, Yunfei. 2024. « No Time to Teach ». *The World of Chinese*, février 5. <https://www.theworldofchinese.com/2024/02/teachers-in-china-overworked/>.
- Tang, Hanyu, Huizhao Huang, Danyun Lu, Yuhan Zheng, et Denise Jia. 2024. « China's Record College Graduates Face Final Test in Shrinking Job Market ». *Nikkei Asia*, septembre 29. <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Caixin/China-s-record-college-graduates-face-final-test-in-shrinking-job-market>.
- « The Conference Board Total Economy Database™ ». 2023. avril.
- The Economist*. 2022. « China's Ponzi-like property market is eroding faith in the government ». septembre 12. https://www.economist.com/finance-and-economics/2022/09/12/chinas-ponzi-like-property-market-is-eroding-faith-in-the-government?utm_medium=social-media.content.np&utm_source=twitter&utm_campaign=editorial-social&utm_content=discovery.content.
- The Economist*. 2024. « China's state is eating the private property market ». avril 11. <https://www.economist.com/finance-and-economics/2024/04/11/chinas-state-is-eating-the-private-property-market>.
- The Paper*. 2020. « Ramenez l'amour à la maison et promouvez les vertus familiales. La Fédération des femmes de Wuhu a rendu visite à la plus belle famille de notre comté [把爱带回家 弘扬家庭美德 芜湖市妇联走访慰问我县最美家庭] ». mai 31. https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_7640221.
- The World Bank et Development Research Center of the State Council. 2013. *China 2030: Building a Modern, Harmonious, and Creative Society*. The World Bank.
- Tong, Lian, Qiong Yan, et Ichiro Kawachi. 2019. « The factors associated with being left-behind children in China: Multilevel analysis with nationally representative data ». *PLoS ONE* 14 (11): 1-18. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0224205>.
- Tretiak, Daniel. 1979. « China's Vietnam War and Its Consequences ». *The China Quarterly* 80 (décembre): 740-67. <https://doi.org/10.1017/S0305741000046038>.
- Tsai, Ming-Chang, Michio Nitta, Sang-Wook Kim, et Weidong Wang. 2016. « Working Overtime in East Asia: Convergence or Divergence? » *Journal of Contemporary Asia* 46 (4): 700-722. <https://doi.org/10.1080/00472336.2016.1144778>.

- (Vera) Zuo, Cai, Zhongyuan Wang, et Qingjie Zeng. 2023. « From Poverty to Trust: Political Implications of the Anti-Poverty Campaign in China ». *International Political Science Review* 44 (2): 277-98. <https://doi.org/10.1177/01925121211001759>.
- Wai, Kong Ng. 2023. *Legitimacy, the Chinese Communist Party and Confucius*. Palgrave Macmillan.
- Walter, E. Carl, et Fraser J.T. Howie. 2011. *Red Capitalism: The Fragile Financial Foundation of China's Extraordinary Rise*. Wiley (Asia).
- Wang, Fujiao. 2019. « 马云再谈 996: 真正的 996 不是简单的加班 [Jack Ma parle à nouveau du 996: Le vrai 996 n'est pas simplement des heures supplémentaires] ». *Jiemian Xinwen*, avril 14. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1630761845132112561&wfr=spider&for=pc>.
- Wang, H. Holly, Yanbing Wang, et Michael S. Delgado. 2014. « The Transition to Modern Agriculture: Contract Farming in Developing Economies ». *American Journal of Agricultural Economics* 96 (5): 1257-71.
- Wang, Haijuan. 2021. « 乡村振兴背景下农村基层民主治理转型: 制度空间、实现路径与当代价值 [La transformation de la gouvernance démocratique rurale populaire dans le contexte de la revitalisation rurale: espace institutionnel, voies de mise en œuvre et valeur contemporaine] ». *Qiushi*, n° 5: 85-96.
- Wang, Haijuan. 2022. « 农村承包地退出的路径嬗变、实践困境及其制度变革反思 [Réflexions sur la transformation de la trajectoire de retrait des terres rurales sous contrat, les dilemmes pratiques et son changement institutionnel] ». *Nanjing Nongye Daxue Xuebao (Shehui Kexue Ban)*, n° 2: 126-34.
- Wang, Haijuan. 2023a. « 农村还有 5 亿人口, 无人种田是个政策话语陷阱 [Avec 500 millions de personnes vivant encore à la campagne, l'argument selon lequel personne n'est agriculteur est un piège politique] ». *Wuyouzhixiang*, novembre 14. <http://www.wywxwk.com/Article/sannong/2023/11/483076.html>.
- Wang, Haijuan. 2023b. « 王海娟 | “小田并大田”后, 农民为何无地可种? [Wang Haijuan | Après que « la fusion des petits et grands champs », pourquoi les paysans n'ont-ils plus de terres pour planter?] ». *Xin Xiangtu*, novembre 14. <https://www.163.com/dy/article/IJDNKA0I05562KJS.html>.
- Wang, Haijuan. 2023c. « 王海娟 | 资本是如何一步一步打败小农户的? [Wang Haijuan | Comment le capital parvient-il à vaincre progressivement les petits agriculteurs?] ». *Xin Xiangtu*, novembre 16. <https://www.163.com/dy/article/IJLEVGUE05562KJS.html>.
- Wang, Hui. 2014. « The Crisis of Representativeness and Post-Party Politics* ». *Modern China* 40 (2): 214-39. <https://doi.org/10.1177/0097700413511317>.
- Wang, Jia, et Yu Xie. 2015. « Feeling good about the iron rice bowl: Economic sector and happiness in post-reform urban China ». *Social Science Research* 53 (septembre): 203-17. <https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2015.05.008>.
- Wang, Jue, Fang Lee Cooke, et Zhaohong Lin. 2016. « Informal Employment in China: Recent Development and Human Resource Implications ». *Asia Pacific Journal of Human Resources* 54 (3): 292-311. <https://doi.org/10.1111/1744-7941.12099>.
- Wang, Jun. 2021. *A Preliminary Study on the New Normal of China's Economy*. Research Series on the Chinese Dream and China's Development Path. Springer.
- Wang, Li. 2019. « 寡头治村: 村级民主治理的异化 [Le règne oligarchique: l'aliénation de la gouvernance démocratique au niveau du village] ». *华南农业大学学报 (社会科学版) Huanan Nongye Daxue Xuebao (Shehui Kexue Ban)*, n° 6: 121-29.
- Wang, Limin, et Jeni Klugman. 2020. « How Women Have Fared in the Labour Market with China's Rise as a Global Economic Power ». *Asia & the Pacific Policy Studies* 7 (1): 43-64. <https://doi.org/10.1002/app5.293>.
- Wang, Lingyi. 2023. « Analysis of the Causes of China's Real Estate Bubble ». *SHS Web of Conferences* 154: 1-5. <https://doi.org/10.1051/shsconf/202315402010>.

- Wang, Shaoguang. 1992. « Deng Xiaoping's Reform and the Chinese Workers' Participation in the Protest Movement of 1989 ». *Research in Political Economy* 13: 163-97.
- Wang, Xiaobing, Nick Weaver, et Jing You. 2013. « The Social Security Function of Agriculture in China ». *Journal of International Development* 25 (1): 1-10. <https://doi.org/10.1002/jid.2827>.
- Wang, Xiaoyi. 2023. « How Targeted Poverty Alleviation Has Changed the Structure of Rural Governance in China ». *Wenhua Zongheng: Quaterly Journal of chinese Thought* 1 (2): 50-66.
- Wang, Xiaoyu. 2023. « Official explains changing marriage and childbirth trends in China ». *China Daily*, juin 13. <https://global.chinadaily.com.cn/a/202306/13/WS6487a31aa31033ad3f7bbdb1.html>.
- Wang, Ya Ping, Yanglin Wang, et Jiansheng Wu. 2009. « Urbanization and Informal Development in China: Urban Villages in Shenzhen ». *International Journal of Urban and Regional Research* 33 (4): 957-73. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2009.00891.x>.
- Wang Yi Xinwen. 2018. « Publication du « Rapport sur la fatigue au travail » : 8 adultes pourraient mourir d'épuisement, êtes-vous là ? [《职场疲劳报告》发布：8成人可能累死，有你吗？] ». octobre 16. <https://www.163.com/dy/article/DU8PT3IP0511D0NL.html>.
- Wang Yi Xinwen. 2022. « 继马云 996 福报论之后， 搜狐创始人张朝阳：人不应该退休 [Suivant la théorie des 996 bénédictions de Jack Ma, le fondateur de Sohu, Zhang Chaoyang : Les gens ne devraient pas prendre leur retraite] ». août 3. <https://www.163.com/dy/article/HDS8DMM30531MPQL.html>.
- Wang, Yinmei, et Yuxiao Liu. 2009. « Cong shehuibaozhang jiaodu kan woguo nongcun tudi liuzhuan [Transfert des Terres Rurales du Point de Vue de la Sécurité Sociale]. » *Hongguan jingji yanjiu* 11: 40-45.
- WANG, Zeng-Wu. 2023. « Status of cardiovascular disease in China ». *Journal of Geriatric Cardiology : JGC* 20 (6): 397-98. <https://doi.org/10.26599/1671-5411.2023.06.006>.
- Weber, Isabella M. 2021. *How China Escaped Shock Therapy: The Market Reform Debate*. Routledge.
- Weber, Isabella, et Anwar Shaikh. 2021. « The U.S.–China trade imbalance and the theory of free trade: debunking the currency manipulation argument ». *International Review of Applied Economics* 35 (3-4): 432-55. <https://doi.org/10.1080/02692171.2020.1814221>.
- Wei, Haitao, et Cheris Shun-ching Chan. 2022. « Working without Wages: Network Structure and Migrant Construction Workers' Protests in China ». *The China Quarterly* 252 (décembre): 1140-61. <https://doi.org/10.1017/S0305741022000807>.
- Wei, Huang. 2021. « Current Situation of Chinese State Owned Assets Management ». *International Journal of Trade, Economics and Finance* 12 (4): 104-8.
- Wei, Lingling. 2021. « In Tackling China's Real-Estate Bubble, Xi Jinping Faces Resistance to Property-Tax Plan ». *World. Wall Street Journal*, octobre 19. <https://www.wsj.com/articles/in-tackling-chinas-real-estate-bubble-xi-jinping-faces-resistance-to-property-tax-plan-11634650751>.
- Weil, Robert. 1996. *Red Cat, White Cat: China and the Contradictions of « Market Socialism »*. Monthly Review Press.
- Weil, Robert. 2006. « Conditions of the Working Classes in China ». *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 58 (2): 25-48. https://doi.org/10.14452/MR-058-02-2006-06_3.
- Wen, Jing. 2019. « 互联网公司加班问题加剧 40 家陷"996"工作制风波 [Le problème des heures supplémentaires dans les sociétés Internet s'est intensifié et 40 entreprises ont été prises dans la controverse sur le système de travail « 996 ».] ». *Beijing Qingnian Bao*, avril 6. <http://news.cctv.com/2019/04/05/ARTIofU2qyA67PWOfgMBbgR190405.shtml>.
- Wen, Tiejun. 2021. *Ten Crises: The Political Economy of China's Development (1949-2020)*. Palgrave Macmillan.
- Wilson, John. 1986. « The Political Economy of Contract Farming ». *Review of Radical Political Economics* 18 (4): 47-70. <https://doi.org/10.1177/048661348601800403>.
- Witherspoon, Alex, Amir Khan, et Yu Zhou. 2023. « Relative Pauperization and Involution in Contemporary China A Survey of Jingzhou City ». *Monthly Review* 75 (6): 29-41. https://doi.org/10.14452/MR-075-06-2023-09_3.

- Wong, Erebus, et Jade Tsui Sit. 2015. « ASIA (I): Rethinking ‘Rural China’, Unthinking Modernisation: Rural Regeneration and Post-Developmental Historical Agency ». Dans *The Struggle for Food Sovereignty: Alternative Development and the Renewal of Peasant Societies Today*, édité par Rémy Herrera et Kin Chi Lau. Pluto Press. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/j.ctt183p7ck.6>.
- World Economic Forum. 2023. « Davos 2023: Special Address by Liu He, Vice-Premier of the People’s Republic of China ». janvier 17. <https://www.weforum.org/agenda/2023/01/davos-2023-special-address-by-liu-he-vice-premier-of-the-peoples-republic-of-china/>.
- World Inequality Database. 2024. « World Inequality Database - China ». <https://wid.world/data/>.
- « World Profitability Dashboard ». s. d. Consulté le 3 décembre 2024. <https://dbasu.shinyapps.io/World-Profitability/>.
- Wrenn, Douglas H., Junjian Yi, et Bo Zhang. 2019. « House prices and marriage entry in China ». *Regional Science and Urban Economics* 74 (janvier): 118-30. <https://doi.org/10.1016/j.regsciurbeco.2018.12.001>.
- Wright, Erik Olin. 1980. « Class and Occupation ». *Theory and Society* 9 (1): 177-214.
- Wright, Erik Olin. 1997. *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis*. Cambridge University Press.
- Xi, Jinping. 2014. *习近平谈治国理政 [Xi Jinping: La gouvernance de la Chine]*. Vol. 1. Waiwenchubanshe.
- Xi, Jinping. 2020. *习近平谈治国理政 [Xi Jinping: La gouvernance de la Chine]*. Vol. 3. Waiwenchubanshe.
- Xiang, Biao, et Qi Wu. 2020. *把自己作为方法——与项飙谈话 [Le Soi comme Méthode: Conversation avec Biao Xiang]*. Shanghai Wenyi Chubanshe.
- Xiao, Su. 2021. « 2021 年超 340 家房企申请破产! [Plus de 340 sociétés immobilières déclarent faillite en 2021!] ». FangChan.com, janvier 28. <http://m.fangchan.com/news/320/2022-01-28/6892687084315021633.html>.
- Xiao, Youzhi, Xuemin Liu, et Ting Ren. 2022. « Institutional Differences in Individual Wellbeing in China ». *Sustainability* 14 (2): 2. <https://doi.org/10.3390/su14020721>.
- Xie, Yu, et Yongai Jin. 2015. « Household Wealth in China ». *Chinese sociological review* 47 (3): 203-29. <https://doi.org/10.1080/21620555.2015.1032158>.
- Xin, Tong. 2016. « Labor Markets, Gender, and Social Stratification ». Dans *Revisiting Gender Inequality: Perspectives from the People’s Republic of China*, édité par Qi Wang, Min Dongchao, et Bo Ærenlund Sørensen. Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9781137550804_4.
- Xinhua. 2016. « La politique des deux enfants permet à davantage de femmes qui travaillent en Chine de retourner dans leur famille [二孩政策让中国更多职业女性回归家庭] ». février 24. http://www.xinhuanet.com/politics/2016-02/24/c_1118142363.htm.
- Xinhua. 2018a. « Ils travaillent 10 à 12 heures par jour et ne rentrent souvent pas chez eux pendant des mois. Combien de temps les cadres des townships travaillent-ils dans une journée? [每天工作 10 到 12 个小时, 常常数月不回家——乡镇干部一天工作时间有多长?] ». janvier 30. http://www.xinhuanet.com/politics/2018-01/30/c_1122342224.htm.
- Xinhua. 2018b. « Pourquoi est-il difficile pour les cadres de base de prendre des vacances? [基层干部为何休假难] ». août 26. http://www.xinhuanet.com/politics/2018-08/26/c_1123329027.htm.
- Xu, Haidong, et Hao Zhou. 2021. « 过度劳动、健康损耗与收入补偿 [Surtravail, épuisement de la santé et compensation des revenus] ». *Laodong Jingji Yanjiu* 9 (03): 03.
- XU, Yingjiang, Gang CHEN, Xinqiang HAN, et Xiujuan GAO. 2020. « Overwork Death of Chinese Physicians under High-Intensity Pressure, 2007–2018 ». *Iranian Journal of Public Health* 49 (12): 2251-55. <https://doi.org/10.18502/ijph.v49i12.4804>.
- Xu, Zhun. 2017. « The Development of Capitalist Agriculture in China ». *Review of Radical Political Economics* 49 (4): 591-98. <https://doi.org/10.1177/0486613417717046>.
- Xu, Zhun. 2018. *From Commune to Capitalism: How China’s Peasants Lost Collective Farming and Gained Urban Poverty*. New York: Monthly Review Press.

- Xu, Zhun. 2022. « Changing Farmland Distribution in China ». *The Journal of Peasant Studies* 0 (0): 1-17. <https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2148526>.
- Xu, Zhun, Wei Zhang, et Minqi Li. 2014. « China's Grain Production: A Decade of Consecutive Growth or Stagnation? » *Monthly Review*, mai 2, 25-37. https://doi.org/10.14452/MR-066-01-2014-05_2.
- Xue, Fei, et Fu Long. 2022. « 房价改变中国贫富差距及消费差异的作用机制探讨[Exploration du mécanisme par lequel les prix de l'immobilier modifient l'écart entre riches et pauvres et les différences de consommation en Chine] ». *Shehui Kexue Yanjiu* 2 (février): 100-112.
- Xue, Muqiao. 1982. *Current Economic Problems in China*. Édité par K.K. Fung. Westview Press.
- Yan, Weijue. 2010. « Average salary of SOE execs around 600,000 yuan in '09: official ». *China Daily*, janvier 10. http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-01/10/content_9294261.htm.
- Yang, Danhui. 2019. « 新中国 70 年对外贸易的成就、经验及影响 [Réalisations, expériences et impacts du commerce extérieur de la nouvelle Chine au cours des 70 dernières années] ». *Jingji Pinglun*, n° 09: 09.
- Yang, Jun, Xiao Huang, et Xin Liu. 2014. « An analysis of education inequality in China ». *International Journal of Educational Development* 37 (juillet): 2-10. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2014.03.002>.
- Yang, Minli, et Shangchuan Jiang. 2023. « 中国可持续农业机械化: 综述 [Mécanisation agricole durable en Chine: Description générale] ». *Lianheguo Liangshi ji Nongye Zuzhi*.
- Yang, Shusheng, Lijuan Chen, et Xianjin Bi. 2023. « Overtime Work, Job Autonomy, and Employees' Subjective Well-Being: Evidence from China ». *Frontiers in Public Health* 11 (avril). <https://doi.org/10.3389/fpubh.2023.1077177>.
- Yangcheng Wanbao*. 2013. « 国家统计局数据显示: 1978 年来房价年均上涨 55% [Les données du Bureau national des statistiques montrent que depuis 1978, les prix de l'immobilier ont augmenté en moyenne de 55 % par an] ». février 26.
- Yao, Yinmi. 2021. « Overworked Chinese Fear and Fight Sudden Cardiac Death ». *SixthTone*, juin 25. <https://www.sixthtone.com/news/1007841>.
- Ye, Jingzhong. 2015. « Land Transfer and the Pursuit of Agricultural Modernization in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 314-37. <https://doi.org/10.1111/joac.12117>.
- Ye, Linxiang, TH Gindling, et Shi Li. 2015. « Compliance with Legal Minimum Wages and Overtime Pay Regulations in China ». *IZA Journal of Labor & Development* 4 (1): 16. <https://doi.org/10.1186/s40175-015-0038-2>.
- Yeung, Yue-man. 2009. « China's Openness and Reform at 30: Retrospect and Prospect ». *China Review* 9 (2): 157-67. JSTOR.
- Yi, Chengdong. 2006. « 中国农村家庭住房状况的省际差异分析 [L'analyse des différences provinciales de la situation du logement familial rural en Chine] ». *Nongcun Jingji*, n° 12: 103-6.
- Yihong, Jin. 2016. « Urban New Poverty from a Gender Perspective ». Dans *Revisiting Gender Inequality: Perspectives from the People's Republic of China*, édité par Qi Wang, Min Dongchao, et Bo Ærenlund Sørensen. Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9781137550804_6.
- Yip, Winnie, Hongqiao Fu, Weiyang Jian, et al. 2023. « Universal Health Coverage in China Part 1: Progress and Gaps ». *The Lancet Public Health* 8 (12): e1025-34. [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(23\)00254-2](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(23)00254-2).
- Yoshio, Andō. 1965. *THE FORMATION OF HEAVY INDUSTRY One of the Processes of Industrialization in the Meiji Period*. 3 (4): 450-70. <https://doi.org/10.1111/j.1746-1049.1965.tb00768.x>.
- Yu, Hairong, Feng Ding, et Wei Han. 2023. « China Aims to Ease Property Crunch via New Affordable Housing Push ». *Nikkei Asia*, décembre 30. <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Caixin/China-aims-to-ease-property-crunch-via-new-affordable-housing-push>.
- Yu, Jia, et Yu Xie. 2015. « Changes in the Determinants of Marriage Entry in Post-Reform Urban China ». *Demography* 52 (6): 1869-92. <https://doi.org/10.1007/s13524-015-0432-z>.

- Yu, Lu. 2020. « 从“出去”到“留下”：新生代农民工融入城市之道[De « sortir » à « rester » : comment la nouvelle génération de travailleurs migrants s'intègre dans la ville] ». *Zhongguo Guoji Fazhan Zhishi Zhongxin*, octobre 21. <https://www.cikd.org/detail?docId=1598>.
- Yu, Xiaohua, David G. Abler, et Chao Peng. 2008. « Dancing with the Dragon Heads: Enforcement, Innovations and Efficiency of Contracts between Agricultural Processors and Farmers in China ». *2008 Annual Meeting, July 27-29, 2008, Orlando, Florida*, 2008 Annual Meeting, July 27-29, 2008, Orlando, Florida, 6144. <https://ideas.repec.org/p/ags/aeaa08/6144.html>.
- Yuan, Ye. 2020. « This Year, Remote Lüeyang Beat Poverty. Now Comes the Hard Part ». *Sixth Tone*, octobre 22. <https://www.sixthtone.com/news/1006333>.
- Yue, Changjun. 2015. « Expansion and equality in Chinese higher education ». *International Journal of Educational Development* 40 (janvier): 50-58. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2014.11.017>.
- Yunxian, Wang. 1999. « De-Intensification and the Feminization of Farming in China ». *Gender, Technology and Development* 3 (2): 189-214. <https://doi.org/10.1177/097185249900300202>.
- Zeng, Douglas Zhihua. 2012. *China's Special Economic Zones and Industrial Clusters: Success and Challenges*. Working Paper. Lincoln Institute of Land Policy.
- Zhang, Angela Huyue. 2024. *High Wire: How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy*. Oxford University Press.
- Zhang, Baichun, Jiuchun Zhang, et Fang Yao. 2006. « Technology Transfer from the Soviet Union to the People's Republic of China: 1949-1966 ». *Comparative Technology Transfer and Society* 4 (2): 105-67.
- Zhang, Chunlin. 2015. *How Much Do State-Owned Enterprises Contribute to China's GDP and Employment?* The world bank.
- Zhang, Ellen, et Marius Zaharia. 2024. « Explainer: Key Features of China's Affordable Housing Policy ». China. *Reuters*, juin 4. <https://www.reuters.com/world/china/key-features-chinas-affordable-housing-policy-2024-06-04/>.
- Zhang, Kevin Honglin, et Shunfeng Song. 2001. « Promoting exports: the role of inward FDI in China ». *China Economic Review* 11 (4): 385-96. [https://doi.org/10.1016/S1043-951X\(01\)00033-5](https://doi.org/10.1016/S1043-951X(01)00033-5).
- Zhang, Li, Lunyu Xie, et Xinye Zheng. 2023. « Across a few prohibitive miles: The impact of the Anti-Poverty Relocation Program in China ». *Journal of Development Economics* 160 (janvier): 102945. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.102945>.
- Zhang, Qian Forrest. 2010. « Reforming China's State-Owned Farms: State Farms in Agrarian Transition ». Conference paper presented sur Asian Rural Sociology Association International Conference, Legazpi City. juillet 1. https://ink.library.smu.edu.sg/soas_research/1089.
- Zhang, Qian Forrest. 2011. « Re-thinking the Rural-Urban Divide in China's New Stratification Order ». *International Journal of China Studies* 2 (2): 327-44.
- Zhang, Qian Forrest. 2012. « The Political Economy of Contract Farming in China's Agrarian Transition ». *Journal of Agrarian Change* 12 (octobre). <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2012.00352.x>.
- Zhang, Qian Forrest. 2013. « Comparing local models of agrarian transition in China ». *Rural China* 10 (1): 5-35. <https://doi.org/10.1163/22136746-12341235>.
- Zhang, Qian Forrest. 2015a. « Class Differentiation in Rural China: Dynamics of Accumulation, Commodification and State Intervention ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 338-65. <https://doi.org/10.1111/joac.12120>.
- Zhang, Qian Forrest. 2015b. « Rural households' social reproduction in China's agrarian transition: Wage employment and family farming ». *Rural Wage Employment in Developing Countries: Theory, Evidence and Policy*, advance online publication, septembre 1. <https://doi.org/10.4324/9781315735085>.
- Zhang, Qian Forrest, et John A. Donaldson. 2008. « The Rise of Agrarian Capitalism with Chinese Characteristics: Agricultural Modernization, Agribusiness and Collective Land Rights ». *The China Journal*, n° 60: 25-47.

- Zhang, Qian Forrest, et John A. Donaldson. 2010. « From Peasants to Farmers: Peasant Differentiation, Labor Regimes, and Land-Rights Institutions in China's Agrarian Transition ». *Politics & Society* 38 (4): 458-89. <https://doi.org/10.1177/0032329210381236>.
- Zhang, Qian Forrest, et Hongping Zeng. 2021. « Politically Directed Accumulation in Rural China: The Making of the Agrarian Capitalist Class and the New Agrarian Question of Capital ». *Journal of Agrarian Change* 21 (4): 677-701. <https://doi.org/10.1111/joac.12435>.
- Zhang, Qian Forrest, et Hongping Zeng. 2022. « Producing industrial pigs in southwestern China: The rise of contract farming as a coevolutionary process ». *Journal of Agrarian Change* 22 (1): 97-117. <https://doi.org/10.1111/joac.12457>.
- Zhang, Tony Huiquan. 2019. « THE RISE OF THE PRINCELINGS IN CHINA: CAREER ADVANTAGES AND COLLECTIVE ELITE REPRODUCTION ». *Journal of East Asian Studies* 19 (2): 169-96. <https://doi.org/10.1017/jea.2019.11>.
- Zhang, Wanqing, et Qi'an Chen. 2020. « Student's Suicide Note Raises Concerns About Academic Pressure, Mental Health ». *Sixth Tone*, octobre 15.
- Zhang, Wei. 2023. « China's Health and Health Care in the "New Era" ». *Monthly Review*, octobre 1, 13-28. China; Asia. https://doi.org/10.14452/MR-075-05-2023-09_2.
- Zhang, Wei, et Zhun Xu. 2022. « Gender Norms and Household Labor: Time Use in the Context of Social Class Differentiation in Transitional China ». *Review of Radical Political Economics* 54 (1): 106-21. <https://doi.org/10.1177/0486613421990444>.
- Zhang, Wenyu, Ran Miao, Jingping Tang, et al. 2020. « Burnout in nurses working in China: A national questionnaire survey ». *International Journal of Nursing Practice* 27 (décembre). <https://doi.org/10.1111/ijn.12908>.
- Zhang, Xinwen. 2023. « Is China Socialist? Theorising the Political Economy of China ». *Journal of Contemporary Asia* 53 (5): 810-27. <https://doi.org/10.1080/00472336.2023.2235757>.
- Zhang, Yuyuan, et Weijiang Feng. 2019. *Peaceful Development Path in China*. China Insights. China Social Sciences Press.
- Zhao, Wei. 2018. « Market control: understanding the China's construction industry ». *Asian Journal of German and European Studies* 3 (1): 15. <https://doi.org/10.1186/s40856-018-0037-6>.
- Zhao, Yaohui. 2002. « Earnings Differentials between State and Non-State Enterprises in Urban China ». *Pacific Economic Review* 7 (1): 181-97. <https://doi.org/10.1111/1468-0106.00010>.
- Zhao, Ziyang. 2009. *Prisoner of the State: The Secret Journal of Zhao Ziyang*. Simon & Schuster.
- Zheng, Wang. 2005. « "State Feminism"? Gender and Socialist State Formation in Maoist China ». *Feminist Studies* 31 (3): 519-51. <https://doi.org/10.2307/20459044>.
- Zhihu. 2021. « Zhihu ». Zhihu, novembre 12. <https://zhuanlan.zhihu.com/p/432522739>.
- Zhongguo Wang. 2011. « 政协委员建议政府补贴鼓励女性回归家庭 [Les membres de la CCPPC recommandent des subventions gouvernementales pour encourager les femmes à retourner dans la famille] ». *Sohu*. <http://news.sohu.com/20110308/n279708618.shtml>.
- Zhou, Cheng. 2024. « Capital controls in China: A necessity for macroeconomic stability ». *Journal of Financial Stability* 75 (décembre): 101335. <https://doi.org/10.1016/j.jfs.2024.101335>.
- Zhou Jing et Guo Mingying. 2020. « 我国 35 个大中城市住房市场泡沫水平测度 [Mesure des niveaux de bulle sur le marché du logement dans 35 villes grandes et moyennes en Chine] ». *Tongji yu Juece* 36 (01): 01.
- Zhou, Ying. 2013. « The State of Precarious Work in China ». *American Behavioral Scientist* 57 (3): 354-72. <https://doi.org/10.1177/0002764212466242>.
- Zhun Xu. 2013. « The Political Economy of Decollectivization in China ». *Monthly Review: An Independent Socialist Magazine* 65 (1): 17-36. https://doi.org/10.14452/MR-065-01-2013-05_2.
- Zou, Wei, Xiaopei Cheng, Zengzeng Fan, et Chuhao Lin. 2023. « Measuring and Decomposing Relative Poverty in China ». *Land* 12 (2): 2. <https://doi.org/10.3390/land12020316>.
- Zymek, Robert. 2024. *L'ABC de l'économie : Productivité totale des facteurs*. Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2024/09/back-to-basics-total-factor-productivity-robert-zymek>.